LENINE

œuvres

tome
7

septembre
1903
décembre
1904

LÉNINE

relation du IIe congrès du p.o.s.
d.r. • un pas en avant, deux pas
en arrière • la campagne des
zemstvos et le plan de l'« iskra »

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!

LÉNINE

ŒUVRES

7

L'ÉDITION RUSSE EST PUBLIÉE
PAR DÉCISION DU IXe CONGRÈS DU P.C.(b) R.
ET DU IIe CONGRÈS DES SOVIETS DE L'U.R.S.S.

ИНСТИТУТ МАРКСИЗМА-ЛЕНИНИЗМА ПРИ ЦК КПСС

В. И. ЛЕНИН

СОЧИНЕНИЯ

Издание четвертое

ГОСУДАРСТВЕННОЕ ИЗДАТЕЛЬСТВО
ПОЛИТИЧЕСКОЙ ЛИТЕРАТУРЫ
МОСКВА

V. LÉNINE

ŒUVRES

TOME
7

Septembre 1903 - Décembre 1904

ÉDITIONS SOCIALES * PARIS
ÉDITIONS DU PROGRÈS * MOSCOU
1966

PRÉFACE

Le tome 7 comprend les œuvres de Lénine écrites de septembre 1903 à décembre 1904.

Dans ce volume est inclus le livre *Un pas en avant, deux pas en arrière* qui a tracé les formes d'organisation du Parti bolchevique.

La plus grande partie des œuvres publiées ici — « Relation du IIe Congrès du P.O.S.D.R. », l'article « Un pas en avant, deux pas en arrière. Réponse de N. Lénine à Rosa Luxembourg », les discours et résolutions du congrès de la Ligue de la social-démocratie révolutionnaire russe à l'étranger, et des séances du Conseil du Parti, l'adresse « Au Parti », la brochure *La campagne des zemstvos et le plan de l'« Iskra »* — est dirigée contre l'opportunisme des mencheviks sur les plans d'organisation et de tactique et leurs activités scissionnistes.

Les lettres publiées ici: « Lettre aux membres du Comité central », « Aux cinq membres du Comité central », « Lettre aux représentants du Comité central et aux membres des comités du P.O.S.D.R., qui se sont ralliés à la majorité du IIe Congrès du Parti », « Lettre à Glébov (V. A. Noskov) » montrent la lutte menée par Lénine contre les compromissions.

Les écrits « Ce que nous voulons », « Au Parti », « Lettre aux camarades », « Avis de formation d'un Comité d'organisation et de convocation du IIIe Congrès du Parti ouvrier

social-démocrate de Russie » mettent en lumière la direction par Lénine de la préparation du IIIe Congrès du P.O.S.D.R., de l'organisation du Bureau des Comités de la Majorité et du journal bolchevique *Vpériod*.

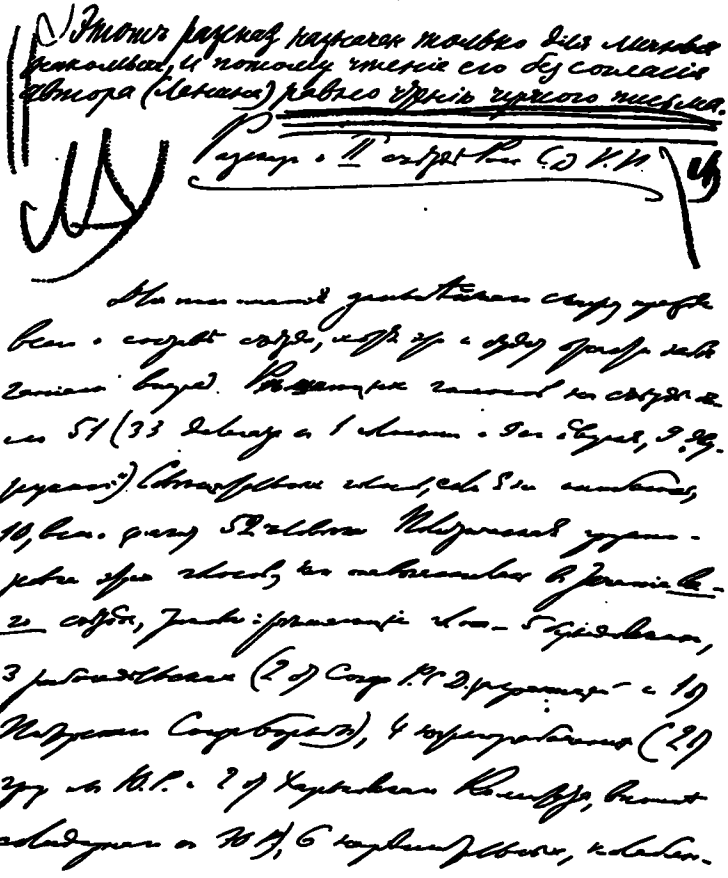
Pour la première fois font partie des Œuvres de Lénine les documents suivants publiés dans le présent tome : la « Déclaration sur le rapport de Martov », la lettre « A la rédaction de l'organe central du P.O.S.D.R. » sur la démission de Lénine de la rédaction de l'*Iskra*, le projet de résolution sur la convocation du IIIe Congrès du Parti et le 4e discours de Lénine sur les publications du Parti, prononcé à une séance du Conseil du Parti ainsi que l'« Avis de formation du Bureau des Comités de la Majorité ».

RELATION DU IIe CONGRÈS DU P.O.S.D.R.[1]

Ecrit dans la première quinzaine de septembre 1903.

Publié pour la première fois en 1927 dans le Recueil Lénine VI

Conforme au manuscrit



Première page du manuscrit de V. Lénine
« Relation du IIe Congrès du P.O.S.D.R. ». — 1903
Réduction

Ce récit est destiné uniquement à des connaissances personnelles, le lire sans l'accord de l'auteur (*Lénine*) équivaudrait à lire une lettre destinée à autrui.

Pour la compréhension de ce qui va suivre, je parlerai avant tout de la composition du congrès, encore que ce soit là quelque peu anticiper. Les voix délibératives étaient au nombre de 51 (33 délégués avec une voix et 9 avec deux, 9 « bimanes » [2]). Les voix consultatives étaient, si je ne me trompe, au nombre de 10 ; donc, au total, 52 personnes. Voici le groupement politique de ces voix, tel qu'il est apparu au cours de *tout* le congrès : voix délibératives — 5 du Bund [3], 3 du *Rabotchéié Diélo* [4] (2 de l'*Union des social-démocrates russes à l'étranger* [5] et 1 de l'*Union de lutte de Pétersbourg* [6]), 4 du *Ioujny Rabotchi* (2 du groupe du *Ioujny Rabotchi* [7] et 2 du Comité de Kharkov entièrement solidaire du *Ioujny Rabotchi*), 6 indécises, hésitantes (le « marais » comme les appelaient par plaisanterie, bien entendu, TOUS les iskristes) [8], puis environ 33 partisans de l'*Iskra* plus ou moins fermes et conséquents dans leur iskrisme. Ces 33 partisans de l'*Iskra* qui, unis, décidaient toujours au congrès du sort de toute question, se scindèrent à leur tour en deux sous-groupes, mais ils ne se scindèrent définitivement qu'à la fin du congrès : un sous-groupe d'environ 9 voix de la « tendance molle, ou plutôt zigzagante » (de la tendance féminine, raillaient, et non sans raison, certains plaisants), qui étaient (comme on le verra par la suite) pour la justice, pour l'égalité, etc., et environ 24 voix de la tendance dure, qui défendaient un iskrisme conséquent,

aussi bien en ce qui concernait la tactique que les personnalités composant les organismes centraux du Parti.

Ce regroupement, je le répète, ne s'est définitivement constitué et n'est pleinement apparu que *post factum*, à la fin du congrès (qui tint 40 séances !), et j'anticipe en l'esquissant dès le début. Je fais aussi cette réserve que ce regroupement ne donne que le chiffre *approximatif* des voix, car sur certaines questions de détail (et une fois aussi sur une question d'importance, celle de l'« égalité des langues », dont nous aurons à reparler), il n'était pas rare que les voix se partageassent, qu'une partie s'abstînt, que les groupements se confondissent, etc.

La composition du congrès avait été préalablement arrêtée par le Comité d'organisation [9] qui, conformément aux statuts du congrès, avait le droit d'inviter avec voix consultative qui bon lui semblerait. Le congrès désigna dès le début une commission pour la vérification des mandats, à laquelle (commission) on s'en remit pour tout ce qui, hommes et choses, touchait à la composition du congrès. (Disons entre parenthèses que cette commission comprenait aussi un membre du Bund, qui usait la patience de tous les autres membres de la commission en les retenant jusqu'à trois heures du matin, ce qui ne l'empêchait pas de « réserver son opinion » *sur chaque question.*)

Quand le congrès s'ouvrit, tous les membres de l'*Iskra* travaillèrent en bonne entente et d'un commun accord ; certes, il avait toujours existé entre eux des nuances d'opinion, mais qui ne s'étaient point manifestées au grand jour en tant que divergences politiques. A ce propos, notons par anticipation que la scission de l'*Iskra* fut l'un des principaux résultats politiques du congrès, et quiconque désire prendre connaissance des faits doit accorder une attention particulière à tous les épisodes qui, même de loin, se rattachent à cette scission.

Un acte assez important, tout au début du congrès, fut l'élection du *Bureau* ou *Présidium*. Martov était pour l'élection de 9 membres qui, à chaque séance, auraient désigné 3 d'entre eux pour siéger au Bureau ; et parmi ces 9, il proposait même un membre du Bund. Moi, j'étais d'avis qu'on désignât 3 personnes seulement pour toute la durée du congrès. 3 personnes qui sauraient le « tenir bien en mains ».

Furent élus : Plékhanov, moi et le camarade T. [10] (il sera souvent question de lui par la suite ; de la tendance dure, membre du Comité d'organisation). Ce dernier ne l'emporta qu'à une faible majorité sur un partisan du *Ioujny Rabotchi* (membre lui aussi du Comité d'organisation). La divergence qui s'éleva entre Martov et moi sur la question du Bureau (divergence caractéristique, quand on considère tout le cours ultérieur des événements) ne conduisit cependant ni à une scission ni à un conflit ; les choses s'arrangèrent pour ainsi dire pacifiquement, d'elles-mêmes, « en famille », comme elles s'arrangeaient la plupart du temps dans l'organisation et à la rédaction de l'*Iskra*.

C'est encore au début du congrès que se tint une réunion (à huis clos et nullement officielle, bien entendu) de l'organisation de l'*Iskra*, consacrée à la question de ses mandats au congrès. Cette réunion aboutit, elle aussi, à une solution pacifique, « à l'amiable », de la question. Je mentionne cette réunion uniquement parce que j'estime caractéristique, primo, l'atmosphère de concorde qui régnait parmi les membres de l'*Iskra* au début du congrès, et, secundo, leur décision de recourir, dans les cas douteux et controversés, à l'autorité de l'organisation de l'*Iskra* (ou plutôt des membres de l'organisation de l'*Iskra* présents au congrès), le vote de ces assemblées n'ayant naturellement aucun caractère obligatoire, car la règle : « pas de mandats impératifs », chacun pouvant et devant voter au congrès selon son intime et libre conviction, sans se subordonner à aucune organisation quelle qu'elle soit, — cette règle, dis-je, était professée par tous les membres de l'*Iskra*, et au début de chaque séance de l'*Iskra*, ou presque, le président la proclamait bien haut.

Poursuivons. Le premier incident qui, au congrès, révéla que tout n'allait pas pour le mieux parmi les membres de l'*Iskra* et qui servit d'« amorce » au drame (ou à la tragi-comédie ?) final fut le fameux « *incident du Comité d'organisation* ». Il faut s'y arrêter en détail. Il se produisit alors que le congrès était encore occupé à se constituer, qu'il en était encore à la discussion de son règlement (qui, soit dit en passant, prit un temps infini en raison de l'obstruction des membres du Bund, qui sciemment ou non, ne se faisaient point faute d'entraver

là où ils le pouvaient et comme ils le pouvaient). Ce qui provoqua l'incident du Comité d'organisation, c'est que ce dernier, après avoir rejeté, dès avant le congrès, la protestation de la *Borba* (du groupe *Borba* [11]) demandant à être admise au congrès, et appuyé ce rejet à la Commission des mandats, déclara inopinément *au congrès* qu'il invitait Riazanov avec voix consultative. Voici comment se déroula l'incident.

Dès avant l'ouverture des séances du congrès, Martov me communiqua confidentiellement qu'un membre de l'organisation de l'*Iskra*, également membre du Comité d'organisation (désignons-le par la lettre N.[12]), avait résolu d'insister au Comité d'organisation pour qu'on invitât au congrès, avec voix consultative, une personne que Martov lui-même ne pouvait qualifier que de « transfuge » [13]. (Effectivement, cette personne avait incliné un temps vers l'*Iskra* pour ensuite, et cela au bout de quelques semaines, passer au *Rabotchéié Diélo*, bien que celui-ci se trouvât alors déjà au stade de sa complète décadence.) Nous en parlâmes, Martov et moi, indignés tous deux qu'un membre de l'organisation de l'*Iskra* se livrât à une telle démarche tout en sachant, bien entendu, que cette démarche était une gifle pour l'*Iskra* (car Martov avait mis en garde le camarade N.), et sans estimer néanmoins nécessaire de consulter son organisation. N. déposa effectivement sa proposition au Comité d'organisation, mais elle fut repoussée grâce à la vive protestation du camarade T. qui rappela toute la physionomie politique, si changeante, du « transfuge ». Chose caractéristique : malgré les excellents rapports personnels qui avaient existé entre eux, Martov ne pouvait même plus lui adresser la parole, comme il le déclara lui-même, tant cette démarche l'avait confondu. Les tentatives de N. pour jeter des bâtons dans les roues de l'*Iskra* se manifestaient encore dans le blâme adopté avec son appui, et infligé par le Comité d'organisation à la rédaction de l'*Iskra*, — blâme qui, à la vérité, visait un fait des plus minimes, mais qui ne laissa pas de provoquer chez Martov une profonde indignation. Les renseignements venus de Russie, et que m'avait également rapportés Martov, signalaient en outre chez N. un penchant à répandre le bruit qu'un différent séparait les membres à l'étranger de l'*Iskra* et ceux de Russie. Tout

cela incitait déjà les membres de l'*Iskra* à observer la plus grande défiance à l'égard de N. lorsque, pour comble, le fait suivant se produisit. Le Comité d'organisation avait repoussé la protestation de la *Borba* ; les membres (T. et N.), invités à la Commission des mandats, s'étaient prononcés (*et N. aussi* !!!) contre la *Borba* de la façon la plus catégorique. Le Comité d'organisation n'en convoqua pas moins inopinément, au cours d'une suspension de séance du congrès dans la matinée, sa propre réunion près de la « fenêtre » et décida, à cette réunion, d'inviter Riazanov avec voix consultative ! *N. était pour l'invitation.* T., bien entendu, était absolument contre, signalant en outre l'illégalité d'une telle décision du Comité après que la question de la composition du congrès ait déjà été transmise à une commission spéciale, élue par le congrès pour procéder à la vérification des mandats. Bien entendu, les membres du *Ioujny Rabotchi* qui siégeaient au Comité d'organisation, plus le membre du Bund, plus N. blackboulèrent le camarade T., et le Comité d'organisation adopta sa décision.

T. informa de cette décision la rédaction de l'*Iskra* qui (sans être au complet, mais avec la participation de Martov et Zassoulitch) fut, bien entendu, unanime à décider qu'on engagerait au congrès la lutte contre le Comité d'organisation, car beaucoup de membres de l'*Iskra* s'étaient déjà, au congrès, prononcés publiquement contre la *Borba*, et il était impossible de reculer sur ce point.

Lorsque (à la séance de l'après-midi) le Comité d'organisation fit part au congrès de sa décision, T. à son tour lui fit part de sa protestation. Un des membres du Comité d'organisation, membre du *Ioujny Rabotchi*, prit alors T. à partie, l'accusant d'enfreindre la discipline (!), car le Comité d'organisation avait décidé que la chose ne serait point divulguée au congrès (sic !). On conçoit que nous (Plékhanov, *Martov* et moi) ayons alors vivement attaqué le Comité d'organisation, l'accusant de rétablir les mandats impératifs, de violer la souveraineté du congrès, etc. Ce dernier se rallia à nous, le Comité d'organisation fut défait, une résolution fut adoptée qui privait le Comité d'organisation, en tant que collège, du droit d'influer sur la composition du congrès.

Tel fut l'« incident du Comité d'organisation ». Tout d'abord il sapa définitivement chez de nombreux partisans de l'*Iskra* la confiance politique en N. (et renforça la confiance en T.) ; en second lieu, non seulement il démontra mais encore il *fit éclater* avec évidence combien était précaire la tendance de l'*Iskra* même dans un organisme central aussi archi-iskriste, semblait-il, que le Comité d'organisation. Il devenait clair que le membre du Bund mis à part, le Comité d'organisation comprenait : 1) des partisans du *Ioujny Rabotchi* avec leur politique propre ; 2) « des partisans de l'*Iskra* ayant honte de l'être », et, *en partie* seulement ; 3) des partisans de l'*Iskra* qui n'en avaient point honte. Lorsque les membres du *Ioujny Rabotchi* manifestèrent le désir de s'expliquer avec la rédaction de l'*Iskra* (à titre privé, bien entendu) au sujet de cet incident déplorable — *le camarade N., il est très important de le signaler, n'exprima alors aucunement le désir de s'expliquer* — la rédaction eut avec eux une explication, au cours de laquelle je leur dis tout net que le congrès avait définitivement révélé cet important fait politique : la présence dans le Parti de nombreux membres de l'*Iskra* honteux de l'être et capables, uniquement pour narguer l'*Iskra*, de jouer un mauvais tour comme l'invitation de Riazanov. J'étais si indigné de ce mauvais tour de N., après son discours à la commission *contre* la *Borba*, que je déclarai publiquement au congrès : « Les camarades qui ont assisté aux congrès tenus à l'étranger savent quelle tempête d'indignation y soulèvent toujours ceux qui disent une chose dans les commissions et une autre au congrès *. » Ces « membres de l'*Iskra* » qui craignaient de s'entendre « reprocher » par les membres du Bund d'être des « créatures de l'*Iskra* » et qui *pour cette seule raison* se livraient à des *mauvais tours politiques* contre l'*Iskra*, ne pouvaient, il va sans dire, inspirer confiance.

La défiance générale des membres de l'*Iskra* à l'égard de N. s'accrut prodigieusement lorsque la tentative de Martov pour avoir une explication avec N. provoqua *une déclaration de N. où ce dernier annonçait que lui, N., quittait l'organisation de l'«Iskra»* !! Dès lors, cette dernière, dont les mem-

* Voir Œuvres, 4e éd. russe, t. 6, p. 439. (*N.R.*)

bres s'indignaient d'un *tel* départ, se saisit de « l'affaire N. » et elle consacra *4 séances* à cette question. Ces séances, surtout la dernière, sont extrêmement importantes, car c'est au cours de celles-ci que s'opéra définitivement la scission, *avant tout*, sur la question de la composition du Comité central.

Mais avant de passer au récit de ces séances (privées et nullement officielles, je le répète) de l'organisation de l'*Iskra*, je parlerai des travaux du congrès. Ils se déroulaient alors dans une atmosphère de concorde, en ce sens que tous les membres de l'*Iskra* intervinrent dans un même esprit, et sur le premier point de l'ordre du jour (place du Bund dans le Parti), et sur le second (programme), et sur le troisième (confirmation de l'organe central du Parti). Le bon accord des membres de l'*Iskra* assurait, au congrès, une forte majorité cohérente (une majorité compacte, disaient les membres du Bund avec humeur !), et par ailleurs « hésitants » (ou « marais ») et partisans du *Ioujny Rabotchi* manifestèrent là encore à maintes reprises, dans les questions de détail, leur complète instabilité. Le groupement politique des éléments pas tout à fait iskristes du congrès se dessinait avec de plus en plus de netteté.

Revenons aux séances de l'organisation de l'*Iskra*. On décida, à la première de ces séances, de demander à N. des explications, en lui accordant le droit d'indiquer la composition de l'organisation de l'*Iskra* devant laquelle lui, N., désirait être entendu. Je protestai énergiquement contre cette façon de poser la question, exigeant qu'on séparât la question politique (celle de la défiance que les membres de l'*Iskra* nourrissaient, à ce congrès, à l'égard de N. du point de vue politique) de la question personnelle (désigner une commission pour enquêter sur les mobiles de l'étrange conduite de N.). A la deuxième séance, on annonça que N. désirait être entendu *sans* T., bien que N., à l'en croire, n'eût pas l'intention de parler de T. personnellement. Je protestai pour la seconde fois, refusant de participer à une explication où une personne n'appartenant pas à l'organisation écarterait, fût-ce pour un instant, un de ses membres dont cependant il ne parlerait point ; j'y voyais un jeu indigne et comme un soufflet de N. à l'organisation ; ainsi N. n'avait pas même assez confiance en l'organisation

pour lui laisser le soin de fixer les conditions dans lesquelles il devait être entendu ! A la troisième séance eut lieu l'« explication » de N., explication qui fut *loin de satisfaire* la majorité des assistants. A la quatrième séance assistèrent tous les membres de l'*Iskra*, mais elle fut *précédée* d'une série d'importants épisodes du congrès.

Tout d'abord, il faut mentionner l'épisode à propos de « l'égalité des langues ». Il s'agissait d'adopter le programme, de formuler la revendication d'égalité, de droits égaux pour toutes les langues. (Chaque point du programme était débattu et voté séparément ; c'est là que les membres du Bund organisèrent une violente obstruction, et le congrès dut consacrer près des 2/3 de son temps au programme !) Les membres du Bund réussirent à ébranler les rangs des membres de l'*Iskra*, en persuadant une partie d'entre eux que l'*Iskra* repoussait « l'égalité des langues », alors qu'en fait la rédaction de l'*Iskra* repoussait tout simplement cette formule, selon elle, primitive, absurde et superflue. Une bataille furieuse s'engagea ; le congrès se divisa par *moitiés*, en *deux parties égales* (il y eut quelques abstentions) : du côté de l'*Iskra* (et de la rédaction de l'*Iskra*) environ 23 voix (23 ou 25 peut-être, je ne me souviens plus au juste) et autant contre. Force fut d'ajourner la question, de la renvoyer à la commission qui trouva une formule adoptée ensuite à l'*unanimité* par l'ensemble du congrès. L'incident à propos de l'égalité des langues a ceci d'important qu'il révéla une fois de plus l'instabilité de l'iskrisme, qu'il révéla définitivement l'instabilité et des indécis (qu'alors précisément, si je ne m'abuse, les iskristes de la tendance Martov *eux-mêmes* surnommèrent le *marais* !) et des partisans du *Ioujny Rabotchi* qui tous étaient contre l'*Iskra*. Les passions s'exaspérèrent ; et on *ne compte pas* les paroles *acerbes* qu'à l'adresse des partisans du *Ioujny Rabotchi* lancèrent les membres de l'*Iskra*, *et surtout les amis de Martov*. C'est tout juste si un des « leaders » de ces derniers ne provoqua pas un esclandre avec les partisans du *Ioujny Rabotchi*, au cours d'une suspension de séance, et je me hâtai alors de faire reprendre la séance (sur les instances de Plékhanov qui craignait un pugilat). Il importe de noter que même parmi ces 23 iskristes les plus fermes, les partisans de Martov (c'est-à-dire les membres de

l'*Iskra* qui plus tard devaient le suivre) étaient en *m i n o r i t é.*

Autre épisode : la lutte autour du premier paragraphe des « statuts du Parti ». On en était déjà au 5e point de la *Tagesordnung* *, peu avant la fin du congrès. (On avait adopté : sur le 1er point, une résolution contre le fédéralisme ; sur le 2e point, le programme ; sur le 3e point, la reconnaissance de l'*Iskra* comme organe central du Parti **, sur le 4e point, on avait entendu les « rapports des délégués », — une partie d'entre eux, le reste ayant été renvoyé à une commission, car il était apparu que le congrès ne disposait déjà plus d'un temps suffisant, les ressources financières et les forces touchant à leur fin.)

Le paragraphe 1er des statuts définit la notion de membre du Parti. Dans mon projet, cette définition était la suivante : « Est membre du Parti quiconque reconnaît son programme et soutient le Parti tant matériellement qu'en *militant personnellement dans une de ses organisations.* » Au lieu des mots soulignés, Martov, lui, proposait : *en travaillant sous le contrôle et la direction d'une de ses organisations.* Plékhanov se prononça pour ma formule ; les autres membres de la rédaction (Axelrod prit en leur

---

* Ordre du jour. (*N.R.*)

** Il importe au plus haut point de ne pas perdre de vue que dans la *Tagesordnung* du congrès, adoptée sur mon rapport *au Comité d'organisation* et *confirmée par le congrès*, figuraient deux points particuliers ; *point 3* : « Création ou confirmation de l'organe central du Parti », et *point 24* : « Elections des organismes centraux du Parti ». Lorsqu'un adepte du *Rabotchétié Diélo* demanda (à propos du point 3) : qui confirmons-nous ? un titre ? nous ne connaissons même pas la rédaction !, *Martov* prit la parole pour expliquer que ce que l'on confirmait, c'était l'*o r i e n t a t i o n* de l'*Iskra* indépendamment des personnes qui la composaient, que cela ne préjugeait en rien de la composition de la rédaction, les élections aux organismes centraux devant s'effectuer conformément au point 24, et les mandats impératifs ayant été annulés.

Ces paroles de Martov (à propos du point 3, *avant la scission de l'« Iskra »*) sont capitales.

La mise au point de Martov traduisait parfaitement notre interprétation *commune* des points 3 et 24 de la *Tagesordnung.*

Après le 3e point, Martov employa même, à plus d'une reprise, dans ses discours au congrès l'expression : les *ex-membres* de la rédaction de l'*Iskra.*

nom la parole au congrès), pour celle de Martov. Nous nous attachions à démontrer qu'il fallait *restreindre* la notion de membre du Parti, afin de séparer ceux qui travaillent d'avec les bavards, d'éliminer le chaos dans le domaine de l'organisation, d'éliminer la possibilité, révoltante et absurde, d'organisations composées de membres du Parti, sans être des organisations du Parti, etc. Martov était pour un parti *plus large*, parlait d'un large mouvement de classe exigeant une organisation large — amorphe, etc. Il est piquant de noter qu'à l'appui de leurs conceptions, presque tous les partisans de Martov invoquaient *Que faire ?* * ! Plékhanov s'éleva avec feu contre Martov en signalant que sa formule jauressiste ouvrait la porte aux opportunistes qui n'aspirent qu'à être dans le Parti et en dehors de l'organisation. « Sous le contrôle et la direction », disais-je, signifie en réalité ni plus ni moins que : *sans aucun contrôle et sans aucune direction*. Ici, Martov remporta la *victoire* : on adopta sa formule (à une majorité d'environ 28 voix contre 23 ou à peu près, je ne me souviens plus au juste) *grâce* au Bund qui, bien entendu, sentit d'emblée où était la fissure, et à l'unanimité de ses cinq voix fit passer « le pire » (c'est bien ainsi qu'un délégué du *Rabotchéié Diélo* motiva son vote en faveur de Martov !). Les débats ardents autour du paragraphe 1 des statuts ainsi que le vote firent apparaître une fois de plus le regroupement politique au congrès, et montrèrent avec évidence que le Bund plus le *Rabotchéié Diélo* pouvaient *décider du sort* de toute décision en appuyant la minorité de l'*Iskra* contre la majorité.

Après les débats et le vote du paragraphe 1 des statuts, se tint *la dernière* (4e) séance de l'organisation de l'*Iskra*. Les désaccords entre membres de l'*Iskra* à propos de la composition du Comité central apparurent cette fois tout entiers et provoquèrent la scission dans leurs rangs : les uns étaient pour un Comité central iskriste (étant donné la dissolution de l'organisation de l'*Iskra* et du groupe «Libération du Travail [14]», ainsi que la nécessité de parachever l'œuvre de l'*Iskra*) ; les autres, pour l'admission de représentants du *Ioujny Rabotchi* et pour la prépondérance des partisans de la «tendance zigzagante » de l'*Iskra*. Les uns

* Voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 5, pp. 353-544. (*N.R.*)

se prononçaient sans réserve contre la candidature de N. ; d'autres pour. C'est afin d'essayer une dernière fois de s'entendre qu'on réunit *l'assemblée des 16* (membres de l'organisation de l'*Iskra*, en comptant aussi, je le répète, les voix consultatives). Voici quels furent les résultats du scrutin : 9 voix contre N. ; 4 pour ; les autres s'abstinrent. Après quoi, la majorité, qui malgré tout ne désirait point la guerre avec la minorité, proposa une liste de conciliation de 5 personnes, dont 1 représentant du *Ioujny Rabotchi* (qui agréait à la minorité) et 1 membre militant de la minorité, les autres étant des iskristes conséquents (dont l'un, notons-le bien, ne participa à la bagarre du congrès que vers la fin et fut en somme impartial ; deux ne participèrent pas du tout aux bagarres et furent, dans la question des personnalités, d'une impartialité absolue). Pour cette liste, 10 mains se levèrent (auxquelles vint bientôt s'en ajouter une, ce qui faisait 11) contre 1 (le seul Martov !) ; les autres s'abstinrent ! Ainsi la liste de conciliation fut torpillée par *Martov*. Alors, on mit encore aux voix deux listes « de combat », de l'une et l'autre partie, mais aucune n'obtint la majorité des voix.

Ainsi, à la dernière réunion de l'organisation de l'*Iskra*, les partisans de Martov *restèrent en minorité sur les deux questions* ; néanmoins, ils ouvrirent les hostilités lorsqu'un membre de la majorité (un impartial ou bien le président) vint les trouver après la séance pour faire une dernière tentative de conciliation.

Le calcul des partisans de Martov était clair et *sûr* : il n'était pas douteux que les membres du Bund et les adeptes du *Rabotchéié Diélo* appuieraient la liste des *zigzagants*, car après un mois de séances du congrès, toutes les questions avaient été si bien tirées au clair, chacun avait si bien montré son vrai visage qu'*aucun* membre du congrès n'aurait été en peine de choisir ce qui était le mieux, ou ce qui représentait le moindre mal. Or, il va sans dire que pour le Bund plus le *Rabotchéié Diélo*, les iskristes zigzagants étaient, et seront toujours, le moindre mal.

Après la réunion des 16, la scission des membres de l'*Iskra* étant devenue un fait accompli et la guerre étant déclarée entre eux, les deux partis issus de la scission du congrès commencent à tenir leurs réunions, — assemblées

privées, nullement officielles, de tous ceux qui professaient la même opinion. Les iskristes conséquents se réunirent tout d'abord au nombre de 9 (9 sur 16), puis de 15, et enfin de *24*, si l'on compte *les voix délibératives et non les personnes*. Un accroissement aussi rapide s'explique par le fait que les listes (de candidats au Comité central) commençaient déjà à circuler, et que celles des partisans de Martov rebutaient d'emblée et sans retour la grande majorité des membres de l'*Iskra* par leur inconsistance : les candidats préconisés par Martov s'étaient signalés au congrès par leur côté notoirement négatif (tergiversation, manque de fermeté, absence de tact, etc.). Ceci, pour commencer. En second lieu, les éclaircissements fournis aux membres de l'*Iskra* sur ce qui se passait dans leur organisation les rallièrent en maintes circonstances à la majorité, et l'inaptitude de Martov à suivre une ligne politique précise était désormais évidente pour tous et pour chacun. Aussi 24 voix se groupèrent-elles très vite et sans difficulté, pour la tactique conséquente de l'*Iskra*, la liste de candidats du Comité central, l'élection d'un groupe de 3 à la rédaction (au lieu de la confirmation de l'ancien groupe de 6, inapte au travail et amorphe).

Sur ces entrefaites, la discussion des statuts avait pris fin au congrès : Martov et Cie avaient *triomphé* encore une fois (et même pas une, mais plusieurs fois) de la majorité de l'« *Iskra* », *grâce aux généreux concours du Bund plus le « Rabotchéié Diélo »* — ainsi à propos de la cooptation dans les organismes centraux (qui fut tranchée par le congrès *dans le sens de Martov*).

En dépit de cette altération des statuts, ils furent adoptés dans leur ensemble par tous les membres de l'*Iskra* et par tout le congrès. Mais après les statuts généraux, on passa aux statuts du Bund et le congrès repoussa à une majorité *écrasante* la proposition du Bund (reconnaître ce dernier comme l'*unique* représentant du prolétariat juif dans le Parti). Je crois bien que le Bund, isolé, eut alors contre lui la quasi-unanimité du congrès. Là-dessus, *les membres du Bund abandonnèrent le congrès en déclarant qu'ils quittaient le Parti*. Les adeptes de Martov perdaient 5 fidèles alliés ! Puis, à leur tour, les partisans du *Rabotchéié Diélo* se retirèrent lorsque la Ligue de la social-démocratie révo-

lutionnaire russe à l'étranger [15] fut reconnue comme l'*unique* organisation du Parti à l'étranger. Les adeptes de Martov perdaient encore deux fidèles alliés ! Cela fait qu'au total, il restait au congrès 44 (51—7) voix délibératives, dont une *majorité* d'iskristes conséquents (24) ; désormais, la coalition des partisans de Martov et du *Ioujny Rabotchi* avec le « marais » ne réunissait que 20 voix.

La tendance zigzagante de l'*Iskra* n'avait plus qu'à s'incliner, comme s'étaient inclinés sans mot dire les tenants de la tendance dure lorsqu'ils avaient été *battus* et défaits par Martov coalisé avec le Bund. Mais plutôt que de s'incliner, les amis de Martov déchaînés préférèrent le scandale et la scission.

C'était un scandale que de soulever la question de la confirmation de l'ancienne rédaction, car il suffisait de la déclaration d'un seul rédacteur pour que le congrès fût obligé d'*examiner* dans son ensemble la question de la composition de l'organe central, sans se borner à une simple confirmation. C'était un pas vers la scission que le *refus* d'élire l'organe central et le Comité central.

D'abord, l'élection de la rédaction. Comme nous l'avons déjà dit, au point 24 de la *Tagesordnung* figurait l'*élection des* organisme*s* centr*aux* du Parti. Or, dans *mon* commentaire de la *Tagesordnung* [16] (commentaire dont avaient pris connaissance *t o u s les membres de l'« Iskra » bien avant le congrès*, et aussi *tous les membres* du congrès), on lisait en marge : élection de *3 p e r s o n n e s à l'organe central* et de 3 également au Comité central. Il ne fait donc aucun doute que c'est de la rédaction qu'est partie la proposition d'élire un groupe de trois, contre laquelle *nul* ne protesta à la rédaction. Martov et un autre leader de son bord avaient même, avant le congrès, défendu ces « deux groupes de trois » devant *nombre de délégués*.

Quelques semaines avant le congrès, j'avais personnellement déclaré à Starover [17] et à Martov qu'au congrès j'exigerais *l'élection* de la rédaction ; j'avais consenti à l'élection de deux groupes de trois ; celui de la rédaction, pensait-on, *ou bien* coopterait 7 personnes (sinon davantage), *ou bien* resterait tel quel (j'avais spécialement stipulé cette dernière éventualité). Starover avait même explicitement déclaré que groupe de trois signifiait : Plékhanov+Martov+Lénine,

et j'en *avais convenu*, tant il avait toujours été clair pour tous que seules ces personnes pouvaient être désignées comme dirigeants. Il fallait être aveuglé par la colère et le dépit, avoir perdu la tête après la lutte qui venait de se dérouler au congrès, pour entreprendre après coup de contester l'opportunité d'un groupe de trois ainsi que sa capacité d'action. La carence de l'ancien groupe des six était telle que *pas une fois en trois ans* il ne se réunit au complet ; c'est incroyable, mais c'est ainsi. *Aucun* des 45 numéros de l'*Iskra* ne fut rédigé (techniquement parlant) par un autre que Martov ou Lénine. Et *jamais* question théorique *importante* ne fut soulevée par un autre que Plékhanov. Axelrod n'accomplissait aucun travail (pas un article dans la *Zaria* [18], et 3-4 dans tous les 45 numéros de l'*Iskra*). Zassoulitch et Starover se contentaient de collaborer et de donner des conseils sans *jamais* se charger d'un travail de rédaction proprement dit. Qui fallait-il élire au *centre* comme *dirigeants politiques* ? C'était clair comme le jour pour chaque membre du congrès, après un mois de travaux.

Porter devant le congrès la question de la confirmation de l'ancienne rédaction, c'était *sottement provoquer un scandale*.

Sottement — parce que sans objet. Si même on avait confirmé le groupe des six, un membre de la rédaction (moi, par exemple) aurait exigé que le collège fût passé au crible, qu'on en examinât les rapports intérieurs, et force eût été au congrès de tout recommencer par le commencement.

Provoquer un scandale — car le *refus de confirmer* ne pouvait manquer d'être ressenti *comme une offense*, alors que de nouvelles élections ne comportaient absolument rien d'offensant : puisqu'on élit le Comité central, qu'on élise aussi l'organe central. Puisqu'il n'est pas question de confirmer le Comité d'organisation, qu'il ne soit pas non plus question de confirmer l'ancienne rédaction.

Mais on conçoit qu'en *exigeant* la confirmation, les amis de Martov avaient *soulevé* une protestation au congrès, protestation qu'ils considérèrent comme une *offense*, une insulte, une *expulsion*, une mise à l'écart... et ce fut le point de départ de toutes ces horreurs qui nourrissent à présent l'imagination oiseuse des cancaniers!

La rédaction quitta le congrès pour la durée des débats sur la question : élection ou confirmation ? Après une dis-

cussion orageuse et passionnée, *le congrès décida de ne pas confirmer l'ancienne rédaction.* *

Ce n'est qu'après cette décision que les *ex*-membres de la rédaction rentrèrent dans la salle. Martov se lève alors et déclare qu'*en son nom* et au nom de ses collègues, il renonce à être élu, en proférant toutes sortes de paroles à la fois terribles et piteuses sur « l'état de siège dans le Parti » (pour les ministres qu'on n'a pas élus ?), sur « les lois d'exception contre certains individus ou groupes » (tels ceux qui, au nom de l'*Iskra*, lui ont recommandé un Riazanov, et qui disent une chose à la commission et une autre au congrès ?).

Je lui répondis en signalant *l'incroyable confusion des notions politiques* qui avait provoqué une protestation contre l'élection, contre le passage au crible par le congrès des collèges de responsables du Parti **.

Les élections désignèrent Plékhanov, Martov, Lénine. *Martov se récusa de nouveau.* Koltsov (qui avait 3 voix) également. Le congrès adopta alors une résolution chargeant les deux membres de la rédaction de l'organe central d'en coopter un troisième *lorsqu'ils trouveraient une personne qui convienne.*

Après quoi on procéda à l'élection de 3 membres du Comité central — *le nom d'un seul fut révélé au congrès* par le préposé au dépouillement des bulletins — ainsi qu'à l'élection (au scrutin secret) d'un cinquième membre du Conseil du Parti [19].

Les amis de Martov, et tout le « marais » à leur suite, *ne déposèrent pas de bulletins*, et remirent à ce sujet une déclaration écrite au bureau.

C'était là, manifestement, un pas vers la scission, vers le *torpillage du congrès*, vers la répudiation du Parti. Mais lorsqu'un délégué du *Ioujny Rabotchi* déclara tout net qu'il *mettait en doute* (sic !) la légalité des décisions du congrès, Martov, pris de honte, lui opposa un démenti, *déclarant*

---

* Un partisan de Martov prononça à cette occasion un discours *tel* que lorsqu'il eut terminé, un délégué cria au secrétaire : Au lieu d'un point au procès-verbal, mettez une larme ! Ceux du « *marais* » étaient les plus ardents à défendre l'ancienne rédaction.

** Voir Œuvres, 4e éd. russe, t. 6, p. 460. (*N.R.*)

publiquement qu'il ne mettait pas en doute la légalité des décisions.

Malheureusement, à ces excellentes, à ces loyales paroles de Martov, n'ont point correspondu ses faits et gestes (ni ceux de ses partisans)...

Le congrès confia ensuite à une « commission du procès-verbal » le soin de publier les procès-verbaux, et adopta 11 résolutions tactiques :

1) Sur les manifestations.
2) » le mouvement syndical.
3) » le travail parmi les sectaires.
4) » le travail dans la jeunesse étudiante.
5) » la conduite à observer au cours des interrogatoires.
6) » les mandataires d'usine.
7) » le congrès international de 1904 à Amsterdam.
8) » les libéraux (résolution de Starover).
9) » les libéraux (résolution de Plékhanov).
10) » les socialistes-révolutionnaires [20].
11) » les publications du Parti.

Puis le président clôtura le congrès après un bref discours où il rappelait à tous l'obligation de se conformer aux décisions prises.

Lorsque je considère la conduite des amis de Martov après le congrès, leur refus de collaborer (*comme les en avait officiellement priés la rédaction de l'organe central*), leur *refus* de travailler pour le Comité central, la propagande qu'ils font du boycottage — je puis dire seulement que c'est là une tentative insensée, indigne de membres du Parti, de déchirer le Parti... Et pourquoi ? *Uniquement* parce qu'on est mécontent de la composition des organismes centraux, car *objectivement*, c'est *u n i q u e m e n t* cette question qui nous a séparés, les appréciations subjectives (comme offense, insulte, expulsion, mise à l'écart, flétrissure, etc., etc.) *n'étant que le fruit d'un amour-propre blessé et d'une imagination malade.*

Cette imagination malade et cet amour-propre blessé mènent tout droit aux *commérages* les plus honteux : *sans avoir*

pris connaissance de l'activité des nouveaux centres, ni les avoir encore vus à l'œuvre, on va répandant des bruits sur leur « carence », sur le « gant de fer » d'Ivan Ivanovitch, sur la « poigne » d'Ivan Nikiforovitch [21], etc.

Vouloir démontrer la « carence » des organismes centraux *en les boycottant*, est un manquement inouï, sans précédent, à son *devoir envers le Parti*, et aucun sophisme ne saurait le dissimuler : *le boycottage est un pas vers l'éclatement du Parti.*

Il reste à la social-démocratie russe une dernière et difficile étape à franchir, de l'esprit de cercle à l'*esprit de parti* ; de la mentalité petite-bourgeoise à *la conscience de son devoir révolutionnaire* ; des commérages et de la pression des cercles, considérés comme moyens d'action, à *la discipline.*

Celui qui a à cœur le travail du Parti et la *cause* du mouvement ouvrier social-démocrate n'admettra pas de sophisme aussi pitoyable qu'un boycottage « légitime » et « loyal » des organismes centraux ; il n'admettra pas que la cause ait à souffrir et que le travail s'arrête du fait qu'une dizaine de personnes et leurs amis sont mécontents qu'on ne les ait point désignés aux organismes centraux ; il n'admettra pas qu'on agisse sur les responsables du Parti dans le privé, et à l'insu de tous, par la menace de ne point collaborer et par le boycottage, en interceptant les fonds, par les commérages et la calomnie.

ÇA A RATÉ !...

— Et si vos assertions ronflantes, déclamatoires et pompeuses provoquent la défiance par leur caractère même ?

— Je voudrais bien voir qu'on osât mettre en doute mes paroles !

— Et si pourtant, malgré tout, on les mettait en doute ?

— Je vous le répète, je ne souffrirai pas que l'on suspecte la parole d'un révolutionnaire : rien ne m'arrêtera, j'irai jusqu'au bout, j'exigerai ou que l'on exprime nettement sa défiance, ou que l'on batte nettement en retraite, je...

— Mais si l'on satisfait à votre exigence, et que l'on exprime nettement sa défiance ?

— Qu'est-ce à dire ?

— Si l'on vous dit clair et net qu'on n'a point confiance en vous ?

— J'appellerai celui qui oserait le dire un odieux calomniateur ; je stigmatiserai devant le monde entier cette façon d'agir inouïe...

— Mais si, en réponse, on entreprend de vous démontrer méthodiquement que depuis longtemps déjà votre conduite ne permet point d'avoir confiance en vous ?

— Je rassemblerai alors de partout des protestations contre cette polémique fratricide, j'adresserai à tous des paroles bien senties sur la Vérité avec un grand V et sur la Justice avec un grand J, sur la pureté de cristal qu'ont

souillée des mains impures, sur l'écorce grossière et sordide d'un amour-propre mesquin, sur la flamme purificatrice qui remplit mon âme d'un enthousiasme indéfectible, je comparerai mes ennemis à Ponce Pilate...

— Et si, pour de tels propos, l'on vous compare à Tartuffe ?

— Alors, j'exigerai un arbitrage !

— On vous répondra aussitôt qu'on relève volontiers votre défi, et qu'avant tout l'on vous propose d'accepter que l'arbitre examine si votre adversaire avait le droit de mettre en doute le bien-fondé de vos déclarations.

— Alors... alors... alors, je déclarerai qu'« *après tout ce qui s'est passé* » il est même risible de parler de je ne sais quel « *accord* » entre je ne sais quelles « *parties* » !

* * *

Telle fut « la campagne sans exemple — comme s'exprime la *Révolioutsionnaïa Rossia* [22] — à propos de l'affaire du 2 avril [23] ». L'honorable journal n'a pas la moindre envie, et cela, pour des raisons très compréhensibles, de reconnaître que cette histoire s'est bien passée ainsi. L'honorable journal se retranche derrière toute une série de réticences que nous aurons à examiner minutieusement.

La *Révolioutsionnaïa Rossia* s'étonne tout d'abord qu'« au lieu de la social-démocratie russe organisée » à laquelle s'adressaient les camarades de Balmachov, ce soit la rédaction de l'*Iskra* qui réponde. Les camarades de Balmachov, nous dit-on, « n'ont pas eu de réponse à la proposition bien définie qu'ils avaient présentée à une adresse bien définie ».

C'est faux, messieurs. Comme tout le monde, vous savez parfaitement ce qu'est la social-démocratie russe organisée, ce que sont *toutes* nos organisations. Ce n'est pas en une nuit, comme chez certains, que surgissent chez nous de nouvelles organisations. Nous avons des comités du Parti, l'*Iskra*, un Comité d'organisation qui depuis longtemps prépare le IIe Congrès du Parti. Quelle est donc cette « adresse définie » ? Le IIe Congrès ? Le Comité d'organisation ? Non. Vous avez beau parler d'une adresse *définie*, cette adresse, vous ne l'avez définie *absolument d'aucune*

façon. Vous avez vous-même noté que la plupart des comités reconnaissent l'*Iskra* ; par conséquent nul ne pouvait vous répondre, hormis l'*Iskra*. Si le IIe Congrès de notre Parti reconnaît l'*Iskra* comme organe du Parti, la réponse de l'*Iskra* sera alors la réponse du Parti. Sinon, vous aurez affaire à un autre organe. Cela est si simple que même un enfant de six ans le comprendrait.

La *Révolioutsionnaïa Rossia* « s'étonne qu'au lieu de donner une réponse explicite à la proposition explicite des camarades de Balmachov » (proposition qui fournirait, soi-disant, à la social-démocratie la possibilité de prendre connaissance du véritable caractère de l'affaire du 2 avril), « on les invite à reconnaître que l'*Iskra* et eux-mêmes constituent deux parties entre lesquelles des pourparlers préalables, des « accords » sur la « manière de poser la question », sont encore possibles, après tout ce qui s'est passé ». Ainsi, la *Révolioutsionnaïa Rossia* affirme aujourd'hui qu'on nous proposait non pas un arbitrage, mais uniquement de fournir la possibilité de prendre connaissance des faits. C'est faux. La « Déclaration » parue dans le n° 27 de la *Révolioutsionnaïa Rossia* dit en toutes lettres qu'il y a eu « accusation incontrôlée de calomnie » (portée par l'*Iskra*), qu'il faut *contrôler* l'accusation, *soumettre* « les preuves suivantes à l'examen d'une personne à la probité et à la discrétion de laquelle nous puissions également nous en remettre, nous et l'organe central (retenez bien ceci !) de la social-démocratie russe ». « Contrôler l'accusation », « soumettre les preuves à l'examen » d'une personne à laquelle s'en remettent et l'accusateur et l'accusé, — mais n'est-ce pas là un arbitrage ? Ou n'est-ce qu'une proposition de prendre connaissance des faits ?? Vous êtes tout simplement comiques, messieurs. Après avoir proposé de donner notre assentiment à la désignation d'une personne probe, vous déclarez maintenant, avec cet air altier inimitable d'un Nozdrev [24] pris sur le fait, qu'aucun accord n'est désormais possible !

La *Révolioutsionnaïa Rossia* « demande ensuite de qui l'*Iskra* se moque lorsqu'elle parle d'un accord sur la manière de poser la question, tout en imposant sa position à elle et en déclarant catégoriquement que la question ne saurait être posée autrement ». Devant l'arbitre, chacun donne catégoriquement son avis et affirme qu'il est le seul juste.

Au lieu de *définir* lui aussi la manière dont il pose la question, notre arrogant adversaire se dresse sur ses ergots et se met à débiter de no-obles paroles !

Après s'être ainsi dressée sur ses ergots, la *Révolioutsionnaïa Rossia* condescend à faire quelques remarques aussi sur notre manière de poser la question. A son avis, l'*Iskra* recourt à des faux-fuyants et se dérobe. La question, voyez-vous, n'est pas « que l'organisation de combat ait attenté au droit qu'a l'*Iskra* de penser librement (!), d'apprécier de son point de vue les actes politiques, et même (sic !), de douter intérieurement de quoi que ce soit ». Ce « douter intérieurement » est, ma foi, admirable. « L'organisation de combat » est si extraordinairement libérale, qu'elle est prête (aujourd'hui, après plus d'une année de lutte !) à nous permettre *même* de douter, mais intérieurement seulement, c'est-à-dire, je suppose, de sorte qu'en dehors de celui qui doute, nul n'en sache rien... Et peut-être ces gens combatifs ne nous permettent-ils aussi d'« apprécier librement » que dans notre for intérieur ?

« On pourrait croire, dit *Révolioutsionnaïa Rossia*, qu'il a suffi que l'*Iskra* refuse de satisfaire à cette exigence pour qu'on l'accuse de calomnie. » Suivent des citations empruntées à l'article « Les Tartuffe de la morale révolutionnaire » et cette remarque qu'« il s'agit là non pas de doutes discrets et vagues, mais d'accusations fort indiscrètes et très précises ».

Nous invitons le lecteur à se remémorer certains faits universellement connus. Dans le n° 20 de l'*Iskra* (du 1er mai 1902) nous jugeons de l'acte de Balmachov, en ignorant jusqu'à l'existence d'une organisation de combat. Cette dernière nous écrit, pour exiger que nous recherchions dans ses déclarations officielles les motifs de la décision de Balmachov. Nous jetons sans mot dire à la corbeille à papier cette lettre d'une organisation inconnue. La lettre paraît dans le n° 7 de la *Révolioutsionnaïa Rossia* (juin 1902) dont la rédaction, pour le seul fait que nous gardons le silence, crie déjà qu'on jette une ombre sur le côté moral, qu'on rabaisse la portée de l'acte, etc. Nous répondons par l'article « Une polémique imposée » (*Iskra* n° 23, du 1er août 1902), où nous nous moquons de Jupiter en colère, confirmons le jugement porté par nous sur l'acte du 2 avril, et

déclarons que pour nous l'appartenance de Balmachov à une « organisation de combat » est « plus que douteuse ». Alors, messieurs les socialistes-révolutionnaires, ayant obtenu que nous extériorisions notre doute intérieur, poussent des clameurs hystériques sur cet « agissement inouï » et vont jusqu'à parler, ni plus ni moins, de « fange » et d'« insinuations ». (*Révolioutsionnaïa Rossia* n° 11, septembre 1902.)

Telles sont en bref les principales étapes de notre controverse littéraire. Un homme qui sait parfaitement que son adversaire nourrit pour ses paroles une méfiance tacite, lui met publiquement le couteau sur la gorge en le sommant d'exprimer sans détour, soit sa confiance, soit sa défiance, et, ayant obtenu cette dernière, se frappe la poitrine et se lamente *urbi et orbi* qu'une si noble créature ait été si odieusement outragée. N'est-ce pas là du nozdrévisme, le fait d'un bretteur de la révolution ? Cet homme n'a-t-il pas mérité le surnom de Tartuffe ?

Où la *Révolioutsionnaïa Rossia* a-t-elle pris que nous nous dérobons en refusant d'assumer la responsabilité de cet article et des articles sur les Tartuffe ? Du fait que la question, telle que nous l'avons posée, ne renferme pas les thèses de ces articles ? Mais nous a-t-on proposé l'arbitrage pour des articles déterminés et non pour toute l'attitude de l'*Iskra* en face des assertions du « Parti socialiste-révolutionnaire » ? Tout au début de la déclaration des camarades de Balmachov, dans le n° 27 de la *Révolioutsionnaïa Rossia*, ne cite-t-on pas précisément ces mots du n° 23 de l'*Iskra* — point de départ de toute la controverse — que l'appartenance de Balmachov à une « organisation de combat » est pour nous plus que douteuse ? Nous prions la *Révolioutsionnaïa Rossia* de croire que nous assumons la responsabilité de *tous* nos articles, que nous sommes prêts à compléter nos questions, en vue d'un arbitrage, de références à *n'importe quel* numéro de l'*Iskra* ; prêts à démontrer devant qui l'on voudra que nous avions moralement le droit absolu et tous les motifs raisonnables de caractériser comme des Tartuffe les publicistes qui, dans la *Révolioutsionnaïa Rossia*, ont été jusqu'à employer les expressions déjà rapportées par nous à propos de nos audacieux soupçons quant à l'exactitude de ses paroles.

« Dérobades et faux-fuyants », certes ; mais de quel côté ? Ne serait-ce pas du côté de ceux qui, *aujourd'hui*, sont magnanimement prêts à nous reconnaître le droit de juger librement et de douter intérieurement, et qui se livrent depuis *plus d'un an* déjà, à des déclamations abominablement emphatiques parce que l'*Iskra* a persisté à douter et qu'elle a démontré l'obligation pour tout homme sérieux de se défier de la rhétorique révolutionnaire. Lorsque vous avez vu que les paroles sentimentales sur la sublime honnêteté vont jusqu'à provoquer le rire, et non les sanglots de l'auditoire, vous avez voulu un effet nouveau, et vous avez exigé l'arbitrage. A l'étranger, cette partie des milieux d'émigrés, qui est toujours avide de scandale, s'est frotté les mains de satisfaction et a chuchoté, excitée : « Ils les ont traînés à la barre... enfin ! Maintenant on va voir ! » Et maintenant, ils ont vu la dernière scène du vaudeville dont le héros prenant l'air ineffable de l'honnêteté outragée, a déclaré qu'« après tout ce qui s'était passé », aucun accord n'était possible sur la façon dont les questions seraient posées en vue d'un arbitrage.

Continuez ainsi tout tranquillement, messieurs ! Mais souvenez-vous que le flot de vos piteuses paroles ne nous empêchera pas de remplir notre devoir : dénoncer la phraséologie et la mystification où qu'elles se manifestent, que ce soit dans les « programmes » d'aventuriers révolutionnaires, dans les faux brillants de leur rhétorique ou dans les sermons élevés sur la Vérité, la flamme purificatrice, la pureté de cristal, et bien d'autres choses encore.

« Iskra » n°48, 15 septembre 1903

Conforme au texte du journal

PLAN DES LETTRES SUR LES TÂCHES DE LA JEUNESSE RÉVOLUTIONNAIRE

Les lettres sur les *tâches de la jeunesse révolutionnaire* pourraient suivre le plan que voici :

I. Que représentent aujourd'hui les étudiants dans leur ensemble et en quoi consiste la tâche de les grouper idéologiquement ?

II. Le marxisme et la radicalisation des étudiants (dans le mouvement révolutionnaire).

III. Social-démocrates et socialistes-révolutionnaires en Russie. Différences théoriques et tactiques. Le terrorisme.

IV. Questions relatives à l'organisation des étudiants, du point de vue de la « radicalisation des étudiants ».

V. Les étudiants et la classe ouvrière (?).

Groupement idéologique=une certaine absence d'idéologie. Argument d'ordre général : la diversité des groupes parmi les étudiants. Analyser : quels sont les groupes, leur caractère fortuit, *respective* nécessaire.

Les koultourniki dans les différentes classes de la société.
» » comme base des libéraux.

Détermination de classe insuffisante des 6 groupes : c'est avant tout l'autocratie qui détermine (réactionnaires — koultourniki — libéraux). Petite bourgeoisie, ouvriers,

bourgeois — des *groupements de classe* * se dessinent déjà.

Signification progressiste de la différenciation de classe (et politique). *Exemple. Les académistes et leur séparation d'avec les « libéraux »*. Cette séparation n'empêche pas, mais favorise l'utilisation (le développement, la croissance) politique.

« Le groupement idéologique ». *Quid est* ? De qui avec qui ? Académistes+libéraux ? Libéraux+socialistes ?

Socialistes-révolutionnaires et social-démocrates *seulement* ?

Groupement idéologique=diffusion d'idées déterminées, *élucidation* des antagonismes de classe, délimitation idéologique.

Groupement idéologique=diffusion d'idées *capables de mener en avant*, idées de la classe d'avant-garde.

Le marxisme révolutionnaire, son apparition en Europe à la veille de 1848, son rôle en Europe occidentale et en Russie.

{ *Intercaler* : à propos de l'argument « superkluge » ** selon lequel les étudiants bourgeois ne sauraient assimiler le socialisme. }

Écrit en août-septembre 1903.

Publié pour la première fois en 1924 dans la revue « Krasnaïa Molodioj » n° 1

Conforme au manuscrit

* Ce n'est pas une création de ces « derniers temps » (de l'intelligentsia socialiste), mais celle de tout un demi-siècle, depuis le cercle de Pétrachevski [25], à peu près.

** Superintelligent. (*N.R.*)

LES TÂCHES DE LA JEUNESSE RÉVOLUTIONNAIRE

PREMIÈRE LETTRE [26]

La déclaration de la rédaction du journal *Stoudent* [27], publiée pour la première fois, sauf erreur de notre part, dans le numéro 4 (28) de l'*Osvobojdénié* [28], et qui est également parvenue à l'*Iskra*, témoigne, à notre avis, d'un progrès considérable dans les conceptions de la rédaction depuis la parution du premier numéro de *Stoudent*. M. Strouvé ne s'y est pas mépris, qui s'est hâté d'exprimer son désaccord avec les vues exposées dans la déclaration : ces vues, effectivement, sont en désaccord complet avec la tendance opportuniste que l'organe libéral bourgeois professe avec tant d'esprit de suite et aussi de zèle. Reconnaissant qu'« *à lui seul* le sentiment révolutionnaire ne peut assurer le groupement idéologique des étudiants », que « pour y parvenir, il faut un idéal socialiste fondé sur telle ou telle conception socialiste », sur une conception « précise, cohérente », la rédaction de *Stoudent* a déjà rompu en principe avec l'indifférence idéologique et l'opportunisme théorique en situant sur son véritable terrain la question des moyens susceptibles d'insuffler aux étudiants l'esprit révolutionnaire.

Il est vrai que du point de vue courant du « révolutionnisme » vulgaire, le groupement idéologique des étudiants, loin d'impliquer une conception cohérente du monde, l'exclut au contraire ; se grouper idéologiquement signifie

« tolérer » les différentes sortes d'idées révolutionnaires, suppose que l'on s'abstient de reconnaître résolument un cercle d'idées déterminé ; bref, du point de vue de ces sages politiciens, le rassemblement idéologique suppose une certaine absence d'idéologie (que, bien entendu, dissimulent plus ou moins habilement des formules rebattues sur la largeur de vues, l'importance de l'unité à tout prix et immédiate, etc., etc.). Un argument assez séduisant, très convaincant au premier abord, en faveur de cette manière de poser la question, c'est qu'on invoque toujours ce fait bien connu et indiscutable qu'il y a et qu'il ne peut pas ne pas y avoir parmi les étudiants des groupes d'opinions politiques et sociales très diverses, et que par conséquent, exiger d'eux une conception du monde cohérente et précise doit infailliblement éloigner certains de ces groupes, — donc, entraver l'union, donc entraîner des dissensions au lieu d'un travail en commun, — donc diminuer la puissance de l'offensive politique générale, et ainsi de suite, sans fin.

Voyons de plus près ce raisonnement séduisant. Prenons, par exemple, la division des étudiants en groupes, telle que nous la trouvons dans le n° 1 de *Stoudent*. Dans ce premier numéro, la rédaction n'exigeait pas encore une conception précise et cohérente du monde ; aussi serait-il difficile de la soupçonner de partialité pour l'« étroitesse » social-démocrate. L'éditorial de ce n° 1 de *Stoudent* divise les étudiants d'aujourd'hui en 4 grands groupes : 1) la foule indifférente — « ceux qui manifestent une indifférence absolue pour le mouvement estudiantin » ; 2) les « académistes » — partisans de mouvements estudiantins sur le seul terrain universitaire ; 3) les « adversaires de tout mouvement estudiantin — nationalistes, antisémites, etc. » ; 4) les « politiques » — partisans de la lutte pour le renversement du despotisme tsariste. « Ce groupe, à son tour, est formé de deux éléments contraires : l'opposition politique purement bourgeoise, de tendance révolutionnaire, et le prolétariat intellectuel révolutionnaire, de tendance socialiste, surgi ces derniers temps » (rien que ces derniers temps ? *N. Lénine*). Si l'on considère que ce dernier sous-groupe se divise à son tour, comme nul ne l'ignore, en étudiants socialistes-révolutionnaires et étudiants social-démocrates,

il s'avère que les étudiants d'aujourd'hui forment *six* groupes politiques : les réactionnaires, les indifférents, les académistes, les libéraux, les socialistes-révolutionnaires et les social-démocrates.

Ce groupement n'est-il pas fortuit ? se demandera-t-on. N'est-ce pas là une répartition provisoire des différents états d'esprit ? Il suffit de poser explicitement cette question pour que toute personne un peu au courant du problème y réponde aussitôt par la négative. D'ailleurs, nos étudiants ne sauraient être autrement groupés, car ils sont la partie des intellectuels qui réagit le plus vivement, et les intellectuels doivent précisément leur nom d'intellectuels au fait qu'ils reflètent et expriment le plus consciemment, le plus résolument et le plus fidèlement le développement des intérêts de classe et des groupements politiques de toute la société. Le monde des étudiants ne serait pas ce qu'il est si son groupement politique ne correspondait au groupement politique de toute la société ; j'entends « correspondait » non pas dans le sens d'une proportion rigoureusement gardée entre les groupes d'étudiants et les groupes sociaux quant à leur force et à leurs effectifs, mais en ce sens qu'il existe nécessairement et inéluctablement parmi les étudiants les mêmes groupes que dans la société. Et pour l'ensemble de la société russe, où les antagonismes de classe en sont à un stade de développement embryonnaire (relativement), une société qui est encore politiquement vierge, où des masses immenses, prodigieuses, de la population sont abruties et écrasées par le despotisme policier, ces 6 groupes sont parfaitement caractéristiques : les réactionnaires, les indifférents, les *koultourniki*, les libéraux, les socialistes-révolutionnaires et les social-démocrates. Au lieu d'« académistes », j'ai dit ici « *koultourniki* », c'est-à-dire partisans du progrès légal, sans lutte politique, du progrès dans le cadre de l'autocratie. On en trouve dans toutes les couches de la société russe, et tout comme les étudiants « académistes », ils s'en tiennent partout au cercle restreint de leurs intérêts professionnels, à l'amélioration de telles ou telles branches de l'économie nationale, de l'administration de l'Etat ou de l'administration locale ; partout ils évitent craintivement la « politique », sans faire (pas plus que les académistes) de

distinction entre les « politiques » de diverses tendances, appelant politique absolument tout ce qui touche à... la forme de gouvernement. Cette couche a toujours été, et elle est encore aujourd'hui, la large assise de notre libéralisme : en temps de « paix » (c'est-à-dire, traduit en « russe », à l'époque de la réaction politique), les notions de *koultournik* et de libéral se confondent presque entièrement ; et d'ailleurs, même en temps de guerre, à une époque d'essor de la conscience publique, à une époque où s'accroît la pression exercée sur l'autocratie, la distinction entre ces notions reste souvent confuse. Même lorsque dans une libre publication à l'étranger le libéral russe élève publiquement une protestation franche et explicite contre l'autocratie, il n'en continue pas moins de se sentir avant tout un *koultournik*, et se met par moments à raisonner en esclave ou, si vous préférez, sans sortir de la légalité, en loyal et fidèle sujet : témoin l'*Osvobojdénié*.

D'une façon générale, l'absence de limite définie et évidente pour tous entre *koultourniki* et libéraux est caractéristique de tout le groupement politique de la société russe. On nous dira peut-être que la division en 6 groupes donnée ci-dessus n'est pas juste, car elle ne correspond pas à la division de classe de la société russe. Mais une telle objection serait dénuée de fondement. La division en classes est, certes, l'assise la plus profonde du groupement politique ; certes, c'est toujours elle qui *en fin de compte* détermine ce groupement. Mais cette assise profonde n'apparaît qu'avec la marche du développement historique, à mesure que s'élève la conscience de ceux qui y participent, de ceux qui en sont les agents. Cette « fin de compte », c'est la lutte politique seule qui l'établit, — parfois à la suite d'une lutte prolongée, opiniâtre, qui se poursuit des années et des dizaines d'années, qui tantôt se manifeste violemment dans des crises politiques, tantôt s'éteint et semble cesser pour un temps. Ce n'est pas sans raison qu'en Allemagne, par exemple — où la lutte politique revêt des formes particulièrement aiguës et où la classe d'avant-garde, le prolétariat, se montre particulièrement consciente —, il existe encore des partis (et des partis puissants) comme le Zentrum, qui couvre de l'unité de confession son contenu de classe hétérogène (et, en somme,

nettement antiprolétarien). On peut d'autant moins s'étonner si l'origine sociale des groupes politiques contemporains en Russie est très fortement estompée par l'absence de droits politiques pour le peuple entier, par la domination qu'exerce sur lui une bureaucratie remarquablement organisée, idéologiquement compacte, confinée dans ses traditions. Il faut bien plutôt s'étonner de la puissante empreinte que le développement capitaliste européen en Russie a déjà eu le temps de poser, malgré le régime politique asiatique qui y règne, sur le groupement politique de la société.

La classe d'avant-garde de tout pays capitaliste, le prolétariat industriel, s'est déjà engagée, chez nous aussi, dans la voie d'un mouvement de masse, d'un mouvement organisé sous la direction de la social-démocratie, avec un programme devenu, depuis longtemps déjà, le programme de tout le prolétariat international conscient. La catégorie de ceux qui restent indifférents à la politique est certes infiniment plus nombreuse en Russie que dans tout autre pays d'Europe, mais chez nous non plus, il ne peut désormais être question, pour cette catégorie, de l'antique et primitive candeur : à l'apathie des ouvriers inconscients — et en partie des paysans — se substituent de plus en plus souvent des explosions d'effervescence politique et de protestation active, prouvant à l'évidence que *cette* apathie n'a rien de commun avec celle des bourgeois repus et des petits bourgeois. Cette dernière classe, particulièrement nombreuse en Russie où le développement du capitalisme est encore relativement faible, commence déjà sans aucun doute à fournir des réactionnaires conscients et conséquents ; mais bien plus souvent, elle ne se distingue encore que fort peu de la masse terne et accablée du « peuple travailleur » ; elle trouve ses idéologues dans les larges couches d'intellectuels roturiers aux conceptions mal arrêtées et qui confondent inconsciemment les idées démocratiques et les idées d'un socialisme primitif, idéologie caractéristique de la vieille intelligentsia russe, de l'aile droite de sa fraction libéralo-populiste aussi bien que de son extrême-gauche, les « socialistes-révolutionnaires ».

J'ai dit : la « vieille » intelligentsia russe, car déjà une intelligentsia *nouvelle* apparaît chez nous, dont le libéralisme s'est presque complètement dégagé (non sans

l'aide du marxisme russe, bien entendu) du populisme primitif et du socialisme amorphe. La formation d'une véritable intelligentsia libérale bourgeoise se poursuit chez nous à pas de géant, en raison surtout de la part que prennent à ce processus des gens aussi souples et aussi prompts à sympathiser avec tout courant opportuniste en vogue, que messieurs Strouvé, Berdiaev, Boulgakov et Cie. Quant aux couches libérales réactionnaires de la société russe, qui ne font point partie de l'intelligentsia, leur liaison avec les intérêts de classe de tel ou tel groupe de notre bourgeoisie et de nos propriétaires fonciers est suffisamment claire pour quiconque est tant soit peu initié, par exemple, à l'activité de nos zemstvos [29], doumas, comités de bourse, de foire, etc.

Ainsi, nous sommes parvenus à cette conclusion indiscutable que le groupement politique de nos étudiants n'est nullement fortuit, mais qu'il est nécessairement et inévitablement tel que nous l'avons décrit ci-dessus, en accord avec le n° 1 du journal *Stoudent*. Ce fait acquis, il nous devient facile de voir clair dans cette question tant controversée : que faut-il proprement entendre par « groupement idéologique des étudiants », par « radicalisation », etc. Au premier abord, il semble fort étrange qu'une question aussi simple ait pu prêter à controverse. Si le groupement politique des étudiants correspond au groupement politique de la société, ne va-t-il pas sans dire que par « groupement idéologique » des étudiants on ne peut entendre que de deux choses l'une : ou bien l'adhésion du plus grand nombre possible d'étudiants à un système bien arrêté d'idées sociales et politiques, ou bien le rapprochement aussi étroit que possible entre les étudiants d'un groupe politique déterminé et les représentants de ce groupe en dehors des étudiants ? Ne va-t-il pas sans dire qu'on ne peut parler de la radicalisation des étudiants que d'un point de vue bien arrêté sur son contenu et son caractère ? Pour un social-démocrate, par exemple, cela signifie : premièrement, diffusion des idées social-démocrates parmi les étudiants et lutte contre les opinions qui, bien

qu'elles portent le nom de « socialistes-révolutionnaires », n'ont rien de commun avec le socialisme révolutionnaire ; deuxièmement, volonté d'élargir, de rendre plus conscient et plus résolu tout mouvement démocratique, y compris le mouvement académiste, parmi les étudiants.

Comment a-t-on pu embrouiller cette question pourtant si simple et si claire, et comment a-t-elle pu prêter à controverse ? C'est là un épisode fort intéressant et très caractéristique. Une discussion s'était instituée entre la *Révolioutsionnaïa Rossia* (nos 13 et 17) et l'*Iskra* (nos 31 et 35) à propos d'une « lettre ouverte » du Conseil de la Fédération des amicales et organisations d'étudiants de Kiev (publiée dans le n° 13 de la *Révolioutsionnaïa Rossia* et le n° 1 de *Stoudent*). Le Conseil de la Fédération qualifiait d'« étroite » la décision du IIe Congrès des étudiants de Russie, tenu en 1902, invitant les organisations d'étudiants à se mettre en rapport avec les comités du Parti ouvrier social-démocrate de Russie ; en outre, le fait parfaitement évident qu'une partie des étudiants de certaines localités sympathise avec le « parti socialiste-révolutionnaire », ce fait, il le dissimulait pudiquement sous un raisonnement au plus haut point « impartial » et inconsistant, tendant à démontrer que l'« ensemble des étudiants, comme tel, ne peut adhérer entièrement ni au parti socialiste-révolutionnaire ni au parti social-démocrate ». L'*Iskra* a signalé l'inconsistance de ce raisonnement dont la *Révolioutsionnaïa Rossia* a, bien entendu, pris énergiquement la défense en accusant les iskristes, « fanatiques des désunions et des scissions », de « manquer de tact » et de maturité politique.

Après ce qui vient d'être dit, l'absurdité d'un tel raisonnement n'est que trop évidente. Il s'agit du rôle politique des étudiants, dans un sens ou dans l'autre. Mais pour commencer il faut, voyez-vous, fermer les yeux sur ce fait que les étudiants ne sont pas coupés du reste de la société, et que pour cette raison ils reflètent toujours et nécessairement le groupement politique de la société dans son ensemble. Puis, les yeux fermés, on se met à pérorer sur les étudiants comme tels, ou sur les étudiants en général. On en conclut... à la malfaisance des désunions et des scissions qu'entraîne le rattachement à tel ou tel par-

ti politique. Il est clair comme le jour que pour mener jusqu'au bout cet étrange raisonnement, il fallait sauter du terrain politique au terrain professionnel ou universitaire. Et la *Révolioutsionnaïa Rossia* (n° 17) fait précisément ce saut périlleux dans un article intitulé : « Les étudiants et la révolution », lorsqu'elle invoque, premièrement, les intérêts des étudiants en général, la lutte des étudiants en général et, deuxièmement, les buts de leurs études, les problèmes que soulève leur préparation à l'activité sociale qui les attend, la formation de militants politiques conscients. Allégations très justes, mais qui n'ont rien à voir avec la question, et qui ne font que l'embrouiller. Il s'agit de l'activité *politique* qui, par sa nature même, est indissolublement liée à la lutte des partis et exige nécessairement le *choix* d'un parti déterminé. Comment peut-on se soustraire à ce choix, en alléguant que *toute* activité politique exige la préparation scientifique la plus sérieuse, l'« élaboration » de convictions fermes ; ou encore, qu'*aucune* activité politique ne peut se confiner aux seuls cercles politiques de la tendance correspondante, mais doit s'étendre à des couches toujours plus larges de la population, doit s'allier aux intérêts professionnels de chacune de ces couches, unir le mouvement professionnel au mouvement politique, hausser le premier au niveau du second ?? Mais le seul fait de devoir recourir à de tels prétextes pour défendre sa position, montre avec évidence à quel point on manque soi-même et de convictions scientifiques arrêtées, et de ligne politique ferme ! De quelque côté que vous abordiez la question, ce sont toujours des confirmations nouvelles de la vieille vérité que prêchent depuis longtemps les social-démocrates, lorsqu'ils font une guerre sans merci à l'équilibrisme auquel se livrent les socialistes-révolutionnaires, sur le plan scientifico-théorique et politico-pratique, entre le marxisme d'une part, l'opportunisme « critique » de l'Europe occidentale, d'autre part, et enfin le populisme petit-bourgeois russe *.

* Il va sans dire que la thèse qui affirme l'inconséquence et le caractère foncièrement contradictoire du programme et de la tactique socialistes-révolutionnaires, demande à être plus particulièrement expliquée. Nous comptons nous étendre amplement sur cette question dans une de nos prochaines lettres.

En effet, figurez-vous des rapports politiques tant soit peu développés, et voyez comment se pose pratiquement la « question controversée ». Admettons que nous ayons devant nous les partis clérical, libéral et social-démocrate. Ils déploient leur activité dans des localités déterminées, disons parmi certaines couches d'étudiants et, même, d'ouvriers. Ils essaient d'attirer à eux le plus possible de représentants influents des uns et des autres. Est-il concevable, se demandera-t-on, qu'ils s'opposent à ce que ces représentants fixent leur choix sur un parti déterminé, pour cette seule raison que tous les étudiants et tous les ouvriers ont respectivement des intérêts universitaires et des intérêts professionnels communs ? Cela équivaudrait à contester la nécessité de la lutte des partis, en alléguant l'art de l'imprimerie, si utile à tous les partis sans distinction. Il n'est pas un parti dans les pays civilisés qui ne comprenne l'énorme utilité d'associations universitaires et professionnelles aussi larges et aussi stables que possible, mais chacun d'eux s'emploie à y faire prévaloir son influence à lui. Qui donc ignore que l'allégation selon laquelle telle ou telle institution serait apolitique n'est d'ordinaire qu'une phrase hypocrite dans la bouche des classes dirigeantes, désireuses d'estomper ce fait que les institutions existantes sont déjà, dans 99 cas sur 100, imprégnées de l'esprit politique le plus caractérisé ? Car, au fond, MM. les socialistes-révolutionnaires chantent bel et bien des dithyrambes en l'honneur de « l'apolitisme ». Prenez, par exemple, cette tirade bien sentie de la *Révolioutsionnaïa Rossia* (n° 17) : « Qu'est-ce donc que cette tactique à courte vue qui fait qu'une organisation révolutionnaire veut absolument voir dans toute autre organisation indépendante qui ne lui est pas subordonnée, un *concurrent* qu'il faut anéantir, et au sein duquel il faut absolument semer la division, la désunion, la désorganisation ? » Et cela, à propos de l'appel lancé en 1896 par l'organisation social-démocrate de Moscou qui reproche aux étudiants de s'être confinés, pendant ces dernières années, dans le cercle étroit de leurs intérêts universitaires, et à laquelle la *Révolioutsionnaïa Rossia* fait sentencieusement remarquer que l'existence d'une organisation d'étudiants n'empêche jamais ceux qui « ont

adopté une position révolutionnaire » de consacrer leurs forces à la cause ouvrière.

Ici, que de confusion ! La concurrence n'est possible (et inéluctable) qu'entre une organisation politique et une autre organisation également politique, entre une tendance politique et une autre tendance également politique. Entre une société de secours mutuels et un cercle révolutionnaire, la rivalité est impossible ; et lorsqu'elle attribue à ce dernier le désir d'anéantir à tout prix la première, la *Révolioutsionnaïa Rossia* profère une pure sottise. Mais si, dans cette société de secours mutuels une certaine tendance politique s'est fait jour — ne pas secourir les révolutionnaires par exemple, ou éliminer de la bibliothèque les livres interdits, — alors la concurrence et la lutte ouverte sont *obligatoires* pour tout « politique » honnête. S'il en est qui confinent les cercles dans la défense d'intérêts étroitement universitaires (il en existe sans aucun doute, et en 1896 il y en avait bien davantage !), la *lutte* entre eux et ceux qui prêchent non pas le rétrécissement, mais l'élargissement des intérêts, est non moins nécessaire et obligatoire. Or, dans la lettre ouverte du Conseil de Kiev, qui a provoqué la polémique de la *Révolioutsionnaïa Rossia* contre l'*Iskra*, il s'agissait de choisir non pas entre les organisations d'étudiants *et* les organisations révolutionnaires, mais entre les organisations révolutionnaires de diverses tendances. Donc, ce sont ceux-là mêmes qui déjà « ont adopté une position révolutionnaire », qui ont commencé *à choisir*, et nos « socialistes-révolutionnaires » les tirent *en arrière* sous prétexte que la concurrence entre une organisation révolutionnaire et une organisation purement estudiantine est une concurrence à courte vue... C'est trop d'incohérence, Messieurs !

La fraction *révolutionnaire* des étudiants a commencé à faire son choix entre deux partis révolutionnaires, et voici le sermon qu'on lui sert : « Ce n'est pas en imposant une étiquette politique » (étiquette, et pourquoi pas étendard ?) « bien déterminée » (l'indétermination est évidemment préférable...), « ce n'est pas en faisant violence à la conscience intellectuelle des camarades étudiants » (toute la presse bourgeoise de tous les pays explique toujours la croissance de la social-démocratie par le fait que des chefs

et des agitateurs font violence à la conscience de camarades paisibles...) « qu'on exerçait cette influence », c'est-à-dire l'influence de la partie socialiste des étudiants sur l'autre. Nous croyons que tout étudiant honnête appréciera comme elle le mérite cette accusation portée contre les socialistes d'« imposer » des étiquettes et de « violenter les consciences ». Et ces propos veules, inconsistants et sans principes, on les tient en Russie, où les notions d'organisation du parti, de fermeté et d'honneur du parti, d'étendard du parti sont encore si faibles !

Nos « socialistes-révolutionnaires » citent en exemple aux étudiants révolutionnaires les anciens congrès d'étudiants qui proclamaient leur « solidarité avec le mouvement politique général, en faisant complètement abstraction des discordes fractionnelles qui existent dans le camp révolutionnaire ». Qu'est-ce que le mouvement « politique général » ? Le mouvement socialiste plus le mouvement libéral. Faire abstraction de cette distinction, c'est se rallier au direct et à l'immédiat, c'est-à-dire au mouvement libéral précisément. Et c'est à cela que vous convient les « socialistes-révolutionnaires » ! Des gens qui prétendent être un parti *à part* invitent à se détourner de la lutte de parti ! Cela ne démontre-t-il pas qu'un tel parti n'est point en état de faire passer sa marchandise politique sous son propre pavillon, et est obligé de recourir à la contrebande ? Ne s'ensuit-il point que ce parti n'a pas à *sa* base un programme déterminé ? C'est ce que nous allons voir.

Les erreurs des socialistes-révolutionnaires dans leurs raisonnements sur les étudiants et la révolution ne peuvent être uniquement attribuées à cet illogisme que nous avons essayé plus haut de mettre en évidence. En un sens, on peut même affirmer le contraire ; l'illogisme de leurs raisonnements découle d'une erreur fondamentale. En tant que « parti », ils ont adopté, dès le début, une position si foncièrement contradictoire, si glissante, que des hommes parfaitement honnêtes et parfaitement capables de réflexion politique n'ont pu s'y maintenir sans hésitations et

chutes continuelles. Il ne faut jamais oublier que ce n'est pas par les erreurs de tels ou tels écrivains, de tels ou tels militants, que la social-démocratie explique le tort que les « socialistes-révolutionnaires » font à la cause du socialisme, mais qu'elle regarde au contraire toutes ces erreurs comme le résultat inévitable d'une position fausse dans le domaine du programme et de la politique. Dans une question comme celle des étudiants, cette fausseté éclate tout particulièrement, la contradiction devient flagrante entre le point de vue *démocratique bourgeois* et le clinquant dont se couvre le socialisme-révolutionnaire. En effet, considérez le cours des idées dans l'article-programme de la *Révolioutsionnaïa Rossia* : « Les étudiants et la révolution ». L'auteur met au premier plan le « désintéressement et la pureté des intentions », « la force des mobiles idéalistes » chez la « jeunesse ». C'est là précisément qu'il cherche l'explication de ses tendances politiques « novatrices », et non dans les conditions réelles de la vie sociale de la Russie, qui, d'une part, engendrent une contradiction indissoluble entre l'autocratie et les couches très larges et très hétérogènes de la population ; et, d'autre part, rendent (bientôt, il faudra déjà dire : ont rendu) extrêmement difficile toute manifestation de mécontentement politique autrement que par le truchement des universités.

L'auteur s'en prend ensuite aux tentatives des social-démocrates pour envisager de façon consciente les particularités des groupes politiques parmi les étudiants, pour unir plus étroitement les groupes politiques homogènes et désunir ce qui est politiquement hétérogène. Non que l'auteur critique comme erronée telle ou telle de ces tentatives, il serait ridicule d'affirmer que toutes ces tentatives aient toujours été heureuses à tous les points de vue. Nullement. L'auteur ne conçoit pas du tout l'idée même que la différence des intérêts de classes doit inévitablement se refléter dans le groupement politique, que les étudiants ne peuvent être une exception au sein de l'ensemble de la société, malgré tout leur désintéressement, leur pureté, leur idéalisme, etc., que la tâche du socialiste n'est pas d'estomper cette différence, mais au contraire de l'expliquer aux plus larges masses et de la consacrer dans l'organisation politique. L'auteur considère les choses

du point de vue idéaliste d'un démocrate bourgeois, et non du point de vue matérialiste d'un social-démocrate.

L'auteur ne se gêne donc pas pour mettre en avant et pour reprendre l'appel des étudiants révolutionnaires en faveur du « mouvement politique général ». Il met l'accent sur le mouvement politique général, c'est-à-dire démocratique général, qui doit être un mouvement uni. Il ne faut pas que cette unité soit enfreinte par les « cercles purement révolutionnaires », qui doivent constituer des groupements « parallèles à l'organisation d'ensemble des étudiants ». Aux regards des intérêts de ce mouvement démocratique large et unique, il est évidemment criminel d'« imposer » des étiquettes politiques et de faire violence à la conscience intellectuelle des camarades. Tel était aussi l'avis de la démocratie bourgeoise en 1848 lorsque les tentatives d'attirer l'attention sur la contradiction entre les intérêts de classe de la bourgeoisie et ceux du prolétariat attiraient sur les « fanatiques de la désunion et de la scission » la désapprobation « générale ». Tel est encore l'avis de la variété moderne de la démocratie bourgeoise: les opportunistes et les révisionnistes qui soupirent après un grand parti démocratique unique, progressant pacifiquement au moyen de réformes, par la collaboration des classes. Tous ils ont toujours été, et ils ne peuvent ne pas être, les ennemis des querelles de « fractions » et les partisans d'un mouvement « politique général ».

Comme vous le voyez, les raisonnements des socialistes-révolutionnaires, absurdes et contradictoires jusqu'au ridicule si l'on se place au point de vue socialiste, deviennent parfaitement compréhensibles et logiques du point de vue démocratique bourgeois. Et cela, parce que le parti socialiste-révolutionnaire n'est au fond qu'une *fraction* de la démocratie bourgeoise, fraction avant tout d'intellectuels par ses effectifs, avant tout petite-bourgeoise par son horizon, et dont l'emblème théorique unit éclectiquement l'opportunisme dernier cri au populisme d'antan.

Le cours même du développement et de la lutte politiques réfute on ne peut mieux toute la phraséologie du démocrate bourgeois sur l'unification. En Russie, la croissance du mouvement réel a déjà conduit à *cette* réfutation. Je veux parler des « académistes », qui se sont constitués en

groupe particulier d'étudiants. Tant qu'il n'y avait pas lutte véritable, les académistes ne se distinguaient point de la masse « générale des étudiants » et l'« unité » de toute la « partie pensante » de cette masse paraissait intangible. Mais dès qu'il a fallu *agir*, la séparation des éléments hétérogènes est devenue inévitable *.

Le progrès du mouvement politique et de l'offensive directe contre l'autocratie a aussitôt été marquée par une différenciation plus nette dans le groupement politique, — et cela malgré tous les discours vides de sens sur l'union de tous sans distinction. Que la séparation des académistes d'avec les politiques soit un grand pas en avant, voilà ce dont personne ne doutera, je pense. Mais cette séparation signifie-t-elle que les étudiants social-démocrates « rompront » avec les académistes ? La *Révolioutsionnaïa Rossia* pense que oui (voir n° 17, p. 3).

Mais si elle le pense, c'est uniquement par suite de la confusion que nous avons signalée plus haut. La délimitation complète des tendances politiques ne signifie nullement la « rupture » des associations professionnelles et universitaires. Le social-démocrate qui se pose pour tâche de militer parmi les étudiants s'efforcera *à coup sûr* de pénétrer lui-même ou par l'intermédiaire de ses mandataires dans des cercles « purement estudiantins » et dans des cercles d'autodidactes aussi nombreux et aussi larges que possible ; il s'efforcera d'élargir l'horizon de celui qui revendique uniquement des libertés universitaires, de propager précisément le programme social-démocrate parmi ceux qui cherchent encore un programme.

Résumons. Une partie des étudiants veut se faire du monde une conception socialiste nette et cohérente. Le but final de ce travail préliminaire ne peut être — pour les étudiants désireux de participer pratiquement au mouve-

* Si l'on en croit certaines informations, on constate ces derniers temps qu'une différenciation toujours plus marquée et plus profonde s'est établie entre les éléments hétérogènes du milieu étudiant ; notamment, les socialistes se séparent des politiques-*révolutionnaires* qui ne veulent pas entendre parler de socialisme. On dit que parmi les étudiants déportés en Sibérie, cette dernière tendance s'est très nettement manifestée. Nous verrons si ces informations se confirment.

ment révolutionnaire — que de permettre un choix conscient et définitif en faveur de l'une de deux tendances qui se sont aujourd'hui cristallisées dans le milieu révolutionnaire. Celui qui proteste contre un tel choix au nom de l'union idéologique des étudiants, au nom de leur radicalisation en général, etc., celui-là obscurcit la conscience socialiste ; celui-là ne prêche en réalité que l'absence d'idéologie. Le groupement politique des étudiants doit nécessairement refléter le groupement politique de la société toute entière, et le devoir de tout socialiste est de tendre à une délimitation, aussi consciente et aussi conséquente que possible, des groupes politiquement hétérogènes. L'appel adressé aux étudiants par le parti socialiste-révolutionnaire — « proclamer sa solidarité avec le mouvement politique général, et se désintéresser complètement de toute dissension fractionnelle dans le camp révolutionnaire » — n'est, dans son essence, qu'un appel à faire *marche arrière*, à abandonner le point de vue socialiste pour le point de vue démocratique bourgeois. Rien d'étonnant à cela, car le « parti socialiste-révolutionnaire » n'est qu'une fraction de la démocratie bourgeoise en Russie. La rupture de l'étudiant social-démocrate avec les révolutionnaires et les politiques de toutes les autres tendances ne signifie nullement une rupture des organisations générales d'étudiants et des établissements d'enseignement, loin de là : ce n'est qu'en se basant sur un programme nettement défini que l'on peut et que l'on doit travailler dans la masse estudiantine pour élargir son horizon universitaire et propager le socialisme scientifique, c'est-à-dire le marxisme.

P.-S. Je voudrais, dans les lettres qui suivront, m'entretenir avec les lecteurs de *Stoudent* de l'importance du marxisme pour l'élaboration d'une conception cohérente du monde, des différences de principe et de tactique entre le parti social-démocrate et le parti socialiste-révolutionnaire, des questions de l'organisation des étudiants et de l'attitude des étudiants envers la classe ouvrière en général.

Publié en septembre 1903 dans le journal « Stoudent » n° 2-3. Signé : N. Lénine

Conforme au texte du journal

LE DEUXIÈME CONGRÈS DU PARTI

PLAN D'ARTICLE [30]

On l'attendait depuis longtemps.

Pourquoi cette lenteur ? (Socialistes-révolutionnaires et social-démocrates. Un mouvement véritablement de masse. La mentalité petite-bourgeoise et la politique.)

Tâche principale du Congrès : constituer.

1 α Le programme. Son importance. Finie la période « nomade » [31]. Un rempart dans la lutte contre les libéraux, les socialistes-révolutionnaires, etc.

Un guide pour la propagande

Un guide pour l'agitation.

2 β Statuts d'organisation. Leur importance. Le centralisme. L'autonomie locale (2 centres). Une attitude de bonne camaraderie vis-à-vis des dirigeants. Rapports personnels et rapports politiques. Comment interpréter et comment appliquer les statuts.

3 γ Les résolutions.

libéraux (deux) socialistes-révolutionnaires	manifestations lutte professionnelle

Publications du Parti

1. les libéraux	important
2. les libéraux	
3. les socialistes-révolutionnaires	
4. les publications du Parti	
5. les manifestations	
6. la lutte professionnelle	
7. les délégués de fabrique	peu important
8. le congrès de 1904	
9. le pogrome de Kichinev	
10. les sectaires	
11. les étudiants	
12. l'attitude pendant les interrogatoires	

4 | 8 Départ du Bund. Tant mieux si cela se produit au grand jour. Tactique : expliquer pourquoi est néfaste le particularisme. (Nationalisme et ragots des membres du Bund touchant l'organisation).

5 **Procès-verbaux**

Ecrit fin septembre-début octobre 1903.

Publié pour la première fois en 1927 dans le Recueil Lénine VI

Conforme au manuscrit

MAXIMUM D'IMPUDENCE ET MINIMUM DE LOGIQUE

Dans notre n° 46, nous avons reproduit la résolution du V^e^ congrès du Bund sur la situation de ce dernier dans le P.O.S.D.R. et dit ce que nous en pensions. Le comité du Bund à l'étranger nous fait une réponse très circonstanciée et moult irritée dans sa feuille du 9 (22) septembre. La partie essentielle de cette réponse irritée, c'est la révélation fantastique que voici : « *Outre des statuts-maximum (sic !), le cinquième congrès du Bund a encore élaboré des statuts-minimum* » ; effectivement, ce minimum est reproduit in extenso, et l'on explique dans deux notes que « la répudiation de l'autonomie » et la revendication exigeant le consentement du Comité central du Bund pour tout appel adressé au prolétariat juif par d'autres organisations entrant dans le Parti « *doivent être présentées comme un ultimatum* ». Ainsi en a décidé le V^e^ congrès du Bund.

Que c'est... beau, ne trouvez-vous pas ? Le congrès du Bund a élaboré *d'un coup* deux statuts, définissant à la fois le maximum et le minimum de ses desiderata ou revendications. Et, bien entendu, on enfouit sagement (oh, combien sagement !) le minimum dans sa poche. On ne publie (dans la feuille du 7 (20) août) que le maximum, et on déclare *publiquement*, clair et net, que ce projet de statuts-maximum « doit être proposé au II^e^ Congrès du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, comme la *base* sur laquelle

sera examinée (notez-le bien !) la question de la situation du Bund dans le Parti ». Les contradicteurs, bien entendu, attaquent ce maximum avec violence précisément parce que c'est un maximum, parce que c'est le « dernier mot * » d'une tendance qu'ils condamnent. Alors, *au bout d'un mois*, sans la moindre confusion, ces gens sortent de leur poche le « minimum », et ajoutent d'un air menaçant : « *Ultimatum* » !

Ce n'est déjà plus un « dernier mot », en vérité, mais *un dernier prix*... Dernier, en êtes-vous sûrs, messieurs ? N'avez-vous pas, dans l'autre poche, un minimum-minimum ? Ne l'exhibera-t-on pas dans un mois, à peu près ?

Nous craignons fort que toute la « beauté » de ce maximum et de ce minimum n'échappe aux membres du Bund. Demander un prix exhorbitant, puis en rabattre de 75% et déclarer : « c'est mon dernier prix », — mais peut-on marchander autrement ? Existe-t-il une différence entre marchandage et politique ?

Il en existe une, messieurs, nous prenons sur nous de vous l'affirmer. Tout d'abord, en politique, il existe des partis qui appliquent systématiquement certains *principes* ; et il est inconvenant de marchander sur des principes. Ensuite, lorsque des gens se réclamant d'un parti considèrent certaines de leurs revendications comme un ultimatum, c'est-à-dire comme la condition même de leur appartenance au parti, l'honnêteté politique exige que cette circonstance, ils ne la cachent pas, ne l'enfouissent pas dans leur poche, « *temporairement* », mais au contraire, la fassent connaître ouvertement et sans détour, dès le début.

Depuis longtemps déjà, nous prêchons aux membres du Bund ces vérités élémentaires. Dès février (n° 33), nous écrivons que c'était chose stupide et indigne que de jouer

* Au fait, il est éminemment caractéristique de la polémique bundiste que pour cette expression les *Poslednié Izvestia* [33] nous ont pris tout particulièrement à partie. Pourquoi le dernier mot quand elle (la revendication de la fédération) a été formulée il y a plus de deux ans ? L'*Iskra* escompte chez le lecteur une défaillance de mémoire !... Calmez-vous, calmez-vous, messieurs : l'auteur de l'article a qualifié de dernier mot vos statuts-maximum, précisément parce que *ce mot* avait été formulé deux jours (à peu près) avant l'apparition du n° 46 de l'*Iskra*, et non il y a deux ans.

à cache-cache ; que le Bund était intervenu séparément (en faisant sa déclaration relative au Comité d'organisation), car il voulait intervenir *en tant que partie* posant des *conditions* à l'ensemble du Parti *. Pour avoir porté ce jugement, nous avons vu se déverser sur nous toute une pluie d'injures spécifiquement bundistes (spécifiquement poissardes pourrait-on dire aussi bien), et néanmoins *les événements ont aujourd'hui montré que nous avions raison.* C'est bien en tant que *partie* que le Bund intervient dans les décisions du Ve congrès, lorsqu'il présente des ultimatums formels à l'ensemble du Parti ! C'est bien cette manière de poser la question que nous voulions toujours obtenir des membres du Bund, démontrant qu'elle découle inévitablement de la position qu'ils ont adoptée : ils protestaient avec colère, se dérobaient et biaisaient, mais en fin de compte ils ont bien été obligés d'exhiber leur « minimum ».

Le fait est piquant, mais ce qui est bien plus piquant encore, c'est que le Bund continue jusqu'à présent à biaiser, continue à parler du « mensonge » de cette « vieille allégation bien connue de l'*Iskra*, qui prétend que le Bund voudrait s'allier au Parti russe sur une base fédérative ». Allégation mensongère, paraît-il, car au paragraphe des statuts proposés par le Bund, il est dit explicitement que le Bund désire être une composante du Parti, et non pas être allié à ce dernier.

Fort bien, messieurs ! Mais n'est-il pas dit dans ce même paragraphe que le Bund est une partie *fédérée* du Parti ? Ne parle-t-on pas dans tous les statuts-maximum de parties contractantes ? Les statuts-minimum ne parlent-ils pas d'*ultimatum*, et ne disent-ils pas que les « principaux points » ne sauraient être modifiés qu'avec le consentement mutuel des différentes composantes du Parti, et que ni les organisations locales, ni les organisations régionales ne sont, à cet égard, assimilées à des composantes du Parti ? Vous dites vous-mêmes que ne peut être partie contractante une organisation locale, ni une organisation régionale, mais uniquement « une portion compacte de la nature du Bund ». Vous indiquez vous-mêmes, en guise

* Voir Œuvres, 4e éd. russe, t. 6, pp. 285-290. (*N.R.*)

d'exemple, que cette portion compacte, ce pourrait être « les social-démocraties polonaise, lituanienne, lettonne », « *si elles se trouvaient dans le Parti* », ainsi que vous l'ajoutez fort sagement. Mais si elles ne se trouvent point dans le Parti ? Et si la fédération des organisations nationales que vous souhaitez n'est point reconnue désirable, est résolument repoussée par tout le reste du Parti ? Car enfin, vous savez fort bien qu'il en est précisément ainsi ; vous-mêmes déclarez explicitement ne plus revendiquer que l'ensemble du Parti s'édifie sur la base d'une fédération des nationalités. La question se pose : *A qui donc* adressez-vous votre *ultimatum* ? N'est-il pas évident que c'est à l'ensemble du Parti, moins le Bund ? Au lieu de démontrer la fausseté de l'allégation de l'*Iskra*, vous manifestez uniquement un minimum de logique dans vos faux-fuyants.

Mais permettez, nous objectent les membres du Bund, ne rejetons-nous pas aussi la fédération de nos statuts-minimum ? Cette élimination d'un mot « terrible » est effectivement l'épisode le plus intéressant de ce fameux passage du maximum au minimum. Nulle part ailleurs, peut-être, l'insouciance du Bund pour les principes ne s'est exprimée avec autant de naïveté. Vous êtes des dogmatiques, d'incurables dogmatiques, vous ne voulez à aucun prix reconnaître le « principe d'organisation » fédératif. Mais nous, nous ne sommes point des dogmatiques ; nous « posons la question sur le terrain purement pratique ». Il y a là un principe qui vous choque ? Drôles de gens ! Eh bien, nous nous passerons totalement de principe, nous « formulons le paragraphe 1 de sorte qu'il ne soit pas la déclaration d'un principe d'organisation déterminé ». « Tout le poids de la question porte non pas sur un principe formulé en guise d'introduction aux statuts, mais sur les points concrets qui découlent de la prise en considération des besoins du mouvement ouvrier juif d'une part, et du mouvement dans son ensemble, de l'autre » (p. 1 de la feuille du 9 (22) septembre).

Ce raisonnement est si délicieux de naïveté qu'on voudrait embrasser son auteur. Notre bundiste a cru pour de bon que les dogmatiques redoutent uniquement certains mots terribles, et il a décidé qu'il suffit d'éliminer ces mots pour qu'un dogmatique ne discerne rien dans les points

concrets ! Et le voici qui peine à la sueur de son front ; il compose un maximum, met en réserve (pour les mauvais jours) un minimum, prépare un ultimatum n° 1, un ultimatum n° 2... *Oleum et operam perdidisti, amice* ! Mon ami, tu perds ton temps et ta peine ! Malgré cette astucieuse (oh, prodigieusement astucieuse !) suppression d'enseigne, le dogmatique discerne aussi le principe fédératif dans les « points concrets » du minimum. Ce principe se manifeste, et dans la revendication de ne point confiner une portion du Parti à telle ou telle région, et dans la prétention d'être « l'unique * » représentant du prolétariat juif, et dans l'exigence « d'être représenté » au Comité central du Parti, et dans celle d'enlever au Comité central du Parti le droit d'entrer en rapport avec les organisations du Bund sans l'assentiment du Comité central du Bund, et dans la revendication demandant qu'il soit reconnu que les points fondamentaux ne peuvent être modifiés qu'avec l'assentiment des différentes *portions* du Parti.

Non, messieurs. Tout le poids de cette question de la situation du Bund dans le Parti, qui se pose aujourd'hui devant nous, porte précisément sur la proclamation d'un principe déterminé d'organisation, et nullement sur des points concrets. Il porte sur le *choix* de la route à suivre. Consacrer le particularisme du Bund, qui s'est constitué au cours de l'histoire, ou le répudier dans son principe et s'engager ouvertement, nettement, résolument et loyalement dans la voie d'un rapprochement et d'une fusion toujours plus étroits avec l'ensemble du Parti. Perpétuer le particularisme ou *s'orienter vers la fusion*. Tel est le dilemme.

La solution de ce dilemme dépend de la bonne volonté du Bund, car comme nous le disions déjà dans notre n° 33, « on ne se fait pas aimer de force ». Si vous *voulez* vous orienter vers la fusion, alors vous répudierez la fédération

---

* « Ce mot est sans importance », nous assure aujourd'hui le Bund. C'est étrange ! A quoi bon inscrire, et dans le minimum et dans le maximum, des mots sans importance ? Ce mot a, en russe, un sens parfaitement défini. En l'occurrence, il inclut précisément une « déclaration » de fédéralisme et de nationalisme. Nous recommandons aux membres du Bund qui ne voient pas la relation entre nationalisme et fédération d'y réfléchir.

et adopterez l'autonomie. Alors, vous comprendrez que l'autonomie garantit au processus de fusion une gradation grâce à laquelle la réorganisation s'effectuera avec le minimum de casse, et de telle sorte que le mouvement ouvrier juif ne perde rien mais ait tout à gagner à cette réorganisation et à cette fusion.

Si vous ne voulez pas vous orienter vers la fusion, alors vous serez pour la fédération (sous sa forme maximum ou minimum, avec ou sans déclaration) ; alors vous redouterez d'être « en minorité » ; alors vous ferez un fétiche du triste particularisme du Bund, et parce que l'on voudra détruire le particularisme, vous crierez à la destruction du Bund ; alors vous chercherez à justifier votre particularisme et, ce faisant, tantôt vous vous accrocherez à l'idée sioniste d'une « *nation* » juive, tantôt vous recourrez à la démagogie et aux commérages.

On ne peut donner au fédéralisme d'autre fondement théorique que des idées nationalistes, et il nous paraîtrait étrange d'avoir à démontrer aux membres du Bund que ce n'est point par hasard que la déclaration de fédéralisme a été lue à ce même IVe Congrès qui adopta une déclaration sur l'existence d'une nation juive.

Pratiquement, on ne peut discréditer l'idée d'une fusion qu'en dressant les éléments inconscients et timides contre le plan d'organisation « monstrueux », « araktchéeviste » [33] de l'*Iskra*, qui veut « faire passer sous la même toise » tous les comités, et ne leur point permettre « de faire un pas sans un ordre d'en haut ». Quelle horreur ! Nous n'en doutons pas : maintenant tous les comités se hâteront de s'insurger contre le gant de fer, la poigne d'Araktchéev, etc... Mais où donc, messieurs, avez-vous puisé vos renseignements sur ce féroce plan d'organisation ? Dans les publications ? D'où vient alors que vous ne les citez point ? Dans les récits oiseux des commères du Parti, qui savent de source sûre tous les détails, absolument tous les détails relatifs à cet araktchéevisme ? La dernière de ces suppositions est sans doute la plus probable, car même avec un minimum de logique il serait malaisé de mettre dans le même sac une revendication aussi nécessaire que « la *possibilité* pour le Comité central de toucher directement jus-

qu'au dernier homme dans le Parti »*, et cette assertion — épouvantail, notoirement fruit de commérages, que le Comité central va « tout faire » et « tout réglementer ». Ou encore : qu'est-ce que cette sottise, qu'« entre la périphérie et le centre » il existera des « lose Organisationen » ** ? Nous devinons : nos braves bundistes ont entendu un son, mais ne savent pas d'où il vient. Il nous faudra, à l'occasion, le leur expliquer en détail.

Le pire cependant, c'est que non seulement les comités locaux, mais même le Comité central devra s'insurger. Il est vrai qu'il n'est pas encore né [34], les commères n'en savent moins de source sûre non seulement le jour où il naîtra, mais encore toute la destinée du nouveau-né. Ce sera, paraît-il, un Comité central « *dirigé par un groupe de littérateurs* ». Procédé de lutte à bon marché et qui a fait ses preuves, en vérité ! Ici, les bundistes ne sont pas les premiers, et ils ne seront sans doute pas les derniers. Pour démontrer que ce Comité central ou le Comité d'organisation ont commis une faute, il faut des preuves. Pour démontrer que des gens n'agissent pas de leur propre mouvement, mais *dirigés* par une main étrangère, il faut avoir le courage d'accuser ouvertement et d'assumer devant le Parti tout entier la responsabilité d'une telle accusation ! Tout cela coûte trop, trop à tous les points de vue, alors que les commérages coûtent si peu... et qui sait, peut-être que cela prendra ! Car il est si désagréable de passer pour un homme (ou une institution) qu'on « dirige », qu'on tient en laisse, qui est un pion, une créature, un agent de l'*Iskra*... Pauvre, pauvre Comité central de demain ! Auprès de qui ira-t-il chercher protection contre le joug de l'araktchéevisme ? Serait-ce auprès des membres du Bund « pleins d'initiative » et étrangers à toute « suspicion » ?

« Iskra » n° 49, 1er octobre 1903 *Conforme au texte du journal*

* Voir Œuvres, 4e éd. russe, t. 6, p. 442. (*N.R.*)
** De larges, de libres organisations. (*N.R.*)

PROJET D'ADRESSE DU COMITÉ CENTRAL ET DE LA RÉDACTION DE L'ORGANE CENTRAL AUX MEMBRES DE L'OPPOSITION

Le Comité central du Parti et la rédaction de l'organe central, après plusieurs tentatives malheureuses pour s'expliquer personnellement et en particulier, estiment qu'il est de leur devoir de vous adresser une communication officielle au nom du Parti qu'ils représentent. Le refus du camarade Martov de prendre part à la rédaction de l'*Iskra* et d'y collaborer, le refus d'anciens membres de la rédaction de l'*Iskra* de collaborer désormais au journal, l'hostilité que plusieurs camarades aux prises avec les tâches pratiques manifestent pour les organismes centraux de notre Parti, rendent absolument anormaux les rapports de cette soi-disant « opposition » avec l'ensemble du Parti. Le fait de se tenir passivement à l'écart du travail de parti, les tentatives de « boycotter » les organismes centraux du Parti (tentatives qui se sont traduites, par exemple, par la cessation de toute collaboration à l'*Iskra* à partir du n° 46, de même que par le départ du camarade Blumenfeld de l'imprimerie), l'entêtement que l'on met, au cours d'un entretien avec un membre du Comité central [35] à s'intituler « groupe » en dépit des statuts du Parti, les attaques violentes contre la composition personnelle des centres, confirmée par le congrès, l'exigence de modifier

cette composition, présentée comme condition de la cessation du boycottage — toute cette conduite ne peut être reconnue conforme au devoir envers son Parti. Toute cette conduite confine à la violation flagrante de la discipline, et réduit à néant la résolution adoptée par le congrès (dans les statuts du Parti) selon laquelle la répartition des effectifs et des ressources du Parti est confiée au Comité central.

Le Comité central et la rédaction de l'organe central rappellent pour cette raison à tous les membres de l'« opposition » leur devoir envers le Parti. Le mécontentement provoqué par la composition personnelle des centres, qu'il provienne d'irritations personnelles ou de désaccords qui paraissent sérieux à tel ou tel membre du Parti, ne peut ni ne doit entraîner une conduite déloyale. Si de l'avis de telle ou telle personne, les centres commettent telle ou telle erreur, le devoir de chaque membre du Parti est de signaler ces erreurs à tous les membres du Parti, et avant tout aux centres eux-mêmes. Le Comité central et la rédaction de l'organe central sont également tenus, au nom des devoirs qu'ils assument envers le Parti, d'examiner avec le plus grand soin ces indications, d'où qu'elles proviennent. Or, ni la rédaction de l'organe central ni le Comité central n'ont reçu de l'« opposition » la moindre indication explicite et nette relative à aucune erreur, non plus que l'expression d'un mécontentement et d'un désaccord à propos de quoi que ce fût ; le camarade Martov se refuse même à occuper sa place à la rédaction de l'organe central et au Conseil suprême du Parti, bien qu'à ce poste seulement il pourrait mettre à jour devant le Parti toutes les erreurs qu'il aurait constatées dans l'activité des centres.

Le Comité central et la rédaction de l'organe central sont fermement convaincus que le Parti ouvrier social-démocrate de Russie ne permettra pas qu'on influe illégalement, clandestinement (clandestinement par rapport au Parti) et déloyalement par des pressions et le boycottage, sur les organismes qu'il a institués. Le Comité central et la rédaction de l'organe central déclarent qu'envers et contre tous, ils resteront à leur poste, tant que le Parti ne les en aura point relevés, qu'ils rempliront leur devoir et feront tous leurs efforts pour accomplir intégralement ce dont ils ont été chargés. Les tentatives de « boycottage »

n'obligeront ni la rédaction de l'organe central ni le Comité central à dévier d'un pouce de la voie qu'ils suivent, accomplissant la volonté du congrès ; ces tentatives ne pourront qu'occasionner de petits désagréments et de graves préjudices dans certaines branches de l'activité du Parti ; elles montreront uniquement que quiconque persiste dans cette voie ne comprend pas et enfreint son devoir envers le Parti.

Ecrit dans la première quinzaine d'octobre 1903.

Publié pour la première fois en 1927 dans le Recueil Lénine VI

Conforme au manuscrit

IIe CONGRÈS DE LA LIGUE DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE RÉVOLUTIONNAIRE RUSSE À L'ÉTRANGER[36]

13-18 (26-31) OCTOBRE 1903

Publié en janvier 1904 dans les « Procès-verbaux du IIe Congrès de la Ligue de la social-démocratie révolutionnaire russe à l'étranger », Genève

Conforme au texte des « Procès-verbaux »

1

OBSERVATIONS PRÉLIMINAIRES AU RAPPORT SUR LE DEUXIÈME CONGRÈS DU P.O.S.D.R. 13 (26) OCTOBRE

I

Lénine fait des observations préliminaires à son rapport. Je propose, premièrement, de conserver les pseudonymes dont on a usé au congrès, car j'y suis trop habitué, et il me sera plus facile d'y recourir que de me remémorer chaque fois à quelle organisation appartenait le délégué. Deuxièmement, je compte parler aussi des séances de l'organisation de l'*Iskra* qui se sont tenues dans l'intervalle des séances du congrès, pour ainsi dire à titre privé. J'estime qu'on peut le faire, d'abord parce que la Ligue était une section à l'étranger de l'organisation de l'*Iskra* ; en second lieu, parce que l'organisation de l'*Iskra* est aujourd'hui dissoute ; troisièmement, parce qu'en l'absence de ces données, il me serait plus difficile de faire apparaître le sens véritable des événements qui se sont écoulés au congrès du Parti.

II

Le camarade Martov s'oppose à ce qu'il soit parlé des séances privées de l'organisation de l'*Iskra*, car on n'y tenait point de procès-verbaux ; or, nous n'avons pas, aujourd'hui encore, les procès-verbaux du congrès du Parti,

et je ne puis non plus m'y référer. Mais le camarade Martov est présent ici ; il pourra rectifier s'il se glisse quelque inexactitude. Si les séances privées de l'*Iskra* ont quelque importance pour la question qui nous occupe, j'en soulèverai le voile, même devant un auditoire plus large ; d'une manière comme de l'autre, le camarade Martov ne pourra point les laisser dans l'ombre. (« Oh-oh ! ») Je me rappelle parfaitement qui je n'ai pas admis à ces réunions, et qui les a quittées, et à ce sujet j'aurai beaucoup à dire. Des erreurs sont évidemment possibles et je ne puis tout reconstituer de mémoire. L'essentiel, c'est le groupement politique des personnes. Pour chaque vote en particulier, je ne puis évidemment le reconstituer qu'approximativement, mais dans l'ensemble, il est absolument clair pour moi. Il n'est pas dans l'intérêt de la cause de celer à la Ligue ce qui touche l'organisation de l'*Iskra*, aujourd'hui dissoute, fait désormais connu du Parti. Quant aux pseudonymes consignés dans les procès-verbaux, ils seraient évidemment préférables, mais je les ignore, n'ayant point lu les procès-verbaux.

III

Le camarade Martov craint qu'en parlant des séances privées de l'*Iskra*, on n'entre dans le domaine des commérages. Je ne me suis point proposé d'aborder ce domaine et « nous allons voir » qui saura rester à la hauteur d'une controverse doctrinale, et qui devra descendre dans ce morne domaine. (« Oh-oh ! ») « Nous allons voir », « nous allons bien voir » ! J'estime que je suis parfaitement libre de parler des séances de la rédaction et je n'aurais rien à objecter si le camarade Martov en parlait lui aussi, mais je dois cependant faire observer que pendant la durée du congrès, la rédaction n'a pas tenu une seule séance spéciale.

IV

Mon rapport se propose principalement de démontrer que le camarade Martov a fait erreur, mais je vois tout autre chose dans son allusion à l'adresse du camarade Plékhanov. Je rappellerai la phrase que j'ai dite au congrès du Parti

à certaine occasion : « quelle tempête d'indignation soulèvent toujours ceux qui disent une chose à la commission et une autre à la séance* ». Laisser entendre que telle a pu être la conduite de certains, ce n'est plus examiner leur conduite politique, c'est mettre en cause les personnes. Quant à la déclaration de P. Axelrod, selon laquelle X. serait parti sans avoir reçu la moindre information, je puis affirmer qu'elle est absolument erronée. Lui-même m'a écrit une lettre pour dire qu'à son avis, dans toute cette division, il y avait beaucoup de considérations personnelles et peu de considérations de principe. J'en conclus qu'il avait été informé. Et à sa demande de me prononcer sur le congrès, j'ai eu aussi maintes fois l'occasion de lui écrire.

* Voir Œuvres, 4e éd. russe, t. 6, p. 439. (*N.R.*)

2

RAPPORT SUR LE IIe CONGRÈS DU P.O.S.D.R. 14 (27) OCTOBRE

Avant de commencer son rapport, Lénine s'étend sur les débats de la séance précédente, consacrés à la question de savoir dans quelle mesure on pouvait parler des réunions privées tenues par les membres de l'*Iskra*, durant le congrès du Parti. La décision adoptée hier par le congrès, il l'interprète ainsi : les rapporteurs doivent faire mention le moins possible des faits non consignés au procès-verbal ; et c'est pourquoi, lorsqu'il parlera des réunions tenues par les membres de l'organisation de l'*Iskra*, il a l'intention de ne mentionner que les résultats du vote.

Après cette introduction, il passe à la période qui précéda immédiatement le congrès du Parti. Au Comité d'organisation, dont la tâche était de préparer le congrès, les membres de l'*Iskra* prédominaient, et l'activité du comité suivait bien une orientation iskriste. Mais déjà, lors de la préparation du congrès, il s'était avéré que l'unité était loin d'être parfaite au Comité d'organisation. D'abord, ce dernier comprenait un membre du Bund qui s'attachait à mettre à profit tout prétexte pour entraver la convocation d'un congrès d'orientation iskriste ; toujours, ce membre du Comité d'organisation suivait sa ligne à lui. Il y avait encore au Comité d'organisation deux membres du *Ioujny Rabotchi* ; bien qu'ils se considérassent comme des iskristes et déclarassent même adhérer à l'*Iskra* — ce qui fit l'objet de très longs pourparlers, — on ne pouvait cepen-

dant les considérer tout à fait comme tels. Enfin, même parmi les membres de l'*Iskra* faisant partie du Comité d'organisation, l'unité n'était point parfaite ; entre eux aussi, il existait des divergences. Il faut signaler également la décision du Comité d'organisation relative aux mandats impératifs. Cette question avait été soulevée bien avant le congrès ; on l'avait tranchée en décidant qu'il n'y aurait pas de mandats impératifs. C'est dans ce sens, et de la façon la plus catégorique, que la rédaction, elle aussi, s'était prononcée sur cette question. Cette décision s'étendait à la rédaction elle-même. Il fut décidé qu'au congrès, qui est l'instance suprême du Parti, aucun membre du Parti, ni de la rédaction ne devait se considérer comme lié par quelque engagement que ce soit envers l'organisation qui l'avait délégué. Etant donné cette décision, j'élaborai un projet de *Tagesordnung*, accompagné de commentaires, que je décidai de présenter en mon nom au congrès. Dans ce projet, au point 23, une note figurait en marge pour proposer l'élection de trois membres à la rédaction et au Comité central. Une autre circonstance encore est à noter à propos de ce point : la rédaction se composant de six membres, il avait été décidé d'un commun accord que si, durant le congrès, elle devait tenir conférence et si, à cette conférence, les voix se partageaient en nombre égal, on y inviterait le camarade Pavlovitch avec voix délibérative.

Les délégués commencèrent à se rassembler bien avant l'ouverture du congrès. Le Comité d'organisation leur fournit la possibilité de faire préalablement connaissance avec la rédaction. Naturellement, les membres de l'*Iskra* désiraient apparaître au congrès unis, solidaires, et dans ce but, ils avaient des entretiens privés avec les délégués qui arrivaient ; afin d'assurer l'unité de vues, des réunions étaient également organisées, au cours desquelles, la physionomie politique de certains délégués apparut avec assez de netteté. Ainsi, à l'une de ces réunions, lorsque je fis un exposé sur la question nationale [37], un délégué de la région minière parla dans l'esprit du P.P.S. [38], manifestant en tout ce qu'il disait l'extrême confusion de ses idées.

Telles sont les circonstances qui ont précédé le congrès.

Et maintenant, j'expliquerai comment il se fait que je suis resté l'unique délégué de la Ligue, alors que celle-ci

en avait désigné deux. Il n'était venu au congrès aucun représentant de l'organisation de l'*Iskra* [39] en Russie, qui devait également envoyer deux délégués. Alors, avant l'ouverture du congrès, les membres de l'*Iskra* décidèrent, à l'une de leurs réunions, que l'un des deux délégués désignés par la Ligue renoncerait à son mandat qui passait à l'autre délégué, et représenterait l'organisation de l'*Iskra*, dont il aurait les deux mandats, étant bien entendu que si un délégué désigné arrivait de Russie, il lui remettrait l'un de ces mandats. Martov et moi désirions naturellement être le délégué de l'*Iskra*, étant donné le rôle infime que jouait la Ligue. Nous tranchâmes cette contestation en tirant au sort.

La première question préalable — celle de l'élection du bureau du congrès — provoqua entre Martov et moi un certain désaccord, minime il est vrai. Martov insistait pour qu'on élise neuf personnes, allant jusqu'à inclure dans ce chiffre un membre du Bund. Or, j'estimais nécessaire, quant à moi, l'élection d'un bureau qui pût mener une politique ferme et stable, et même, au besoin, passer des « gants de fer ». Plékhanov, Lénine et Pavlovitch furent élus.

Outre cinq membres du Bund, il y avait au congrès deux délégués de l'Union des social-démocrates russes à l'étranger, avec qui votait presque toujours un délégué de l'Union de lutte de Pétersbourg. Dès le début, ils firent traîner les débats en longueur ; la discussion du règlement du congrès, à elle seule, prit un temps incroyable. D'interminables débats se déroulèrent à propos de la place du Bund dans le Parti ; ils se prolongèrent durant plusieurs séances. A la Commission des mandats, des atermoiements analogues furent provoqués par un membre du Bund qui y siégeait. Il se livrait à une obstruction de tous les instants, n'était d'accord sur aucune question avec les autres membres de la Commission dont je faisais également partie, et « réservait » constamment « son opinion ». Quand on lui fit observer qu'on risquait de la sorte de faire traîner le congrès en longueur, le membre du Bund répondit : « eh bien, soit ! », et se déclara disposé à siéger à la Commission aussi longtemps que l'on voudrait. Ce n'est que bien après minuit que put s'achever la vérification des mandats.

Dès les premiers jours du congrès se produisit l'incident du Comité d'organisation. Conformément aux statuts élaborés par ce dernier, seuls des « militants en vue du Parti » pouvaient être invités au congrès avec voix consultative. La Commission des mandats repoussa la demande, que formulait le groupe «Borba», d'être admis avec un mandat. A la Commission participaient deux membres du Comité d'organisation qui s'élevèrent catégoriquement contre l'admission au congrès d'un représentant de la « Borba ». Lorsque le rapporteur, au nom de la Commission, informa le congrès de la décision prise, de longs débats s'engagèrent « pour » et « contre » l'admission, et l'un des membres de l'*Iskra* exprima l'avis qu'il ne fallait point inviter au congrès de représentant de la « Borba », ce groupe ne s'occupant que d'intrigues, cherchant à s'insinuer par chaque fissure, apportant partout la discorde, et ainsi de suite. (T r o t s k i : « C'est à tort que vous ne nommez pas l'orateur ; c'est moi qui ai dit cela. » P. A x e l r o d : « Le rapporteur n'y trouve sans doute point son compte. ») Effectivement, c'est le camarade Trotski qui a caractérisé en termes si violents le groupe « Borba ». Au moment où la discussion battait son plein autour de l'admission au congrès d'un représentant du groupe «Borba», l'un des délégués du *Ioujny Rabotchi*, arrivé en retard au congrès et qui venait seulement de se présenter, pria l'assemblée de suspendre la séance pour cinq minutes, afin qu'il pût prendre connaissance de toutes les circonstances relatives à la question débattue. La suspension ayant été accordée, les membres du Comité d'organisation se réunirent dans la salle même, près de la fenêtre. Il faut noter que dès avant l'ouverture du congrès, quelques membres du Comité d'organisation nourrissaient une certaine animosité contre la rédaction. Ainsi, le délégué du Bund au Comité d'organisation se montra on ne peut plus indigné que la rédaction, en faisant parvenir 500 marks aux social-démocrates allemands pour leur campagne électorale, eût signifié que ce don venait d'elle et du Comité d'organisation, sans y avoir été préalablement autorisée par ce dernier. Pour le membre du Bund, cet acte innocent et des plus naturels, vu l'impossibilité de se mettre rapidement en rapport avec les camarades de Russie, impliquait que la rédaction séjournant

à l'étranger disposait du nom du Comité d'organisation sans lui demander son avis. On proposa même au Comité d'organisation d'infliger un blâme à la rédaction, ce qui fut fait, le camarade N.N., membre de l'organisation de l'*Iskra*, s'étant joint au membre du Bund. Lorsque j'en informai Martov, il s'en indigna fort, et déclara que c'était une « infamie ». (Martov : « Non, je n'ai point employé le mot infamie. ») Je ne me rappelle plus exactement l'expression. Martov ajouta que les choses « n'en resteraient pas là ». Je m'attachai, pour ma part, à le convaincre que ce n'était point là une affaire si importante et que mieux valait se taire, ne donner aucune suite à cet incident. Lorsque fut terminée la réunion tenue près de la fenêtre par le Comité d'organisation, le camarade Pavlovitch, qui en faisait partie, annonça aux deux autres membres du bureau que sur la proposition du délégué attardé du *Ioujny Rabotchi*, membre lui aussi du Comité d'organisation, la décision avait été prise à l'unanimité des voix moins la sienne à lui, Pavlovitch, d'inviter au congrès le représentant de la « Borba », Riazanov, avec voix consultative. Le camarade Pavlovitch s'élevait énergiquement contre cette décision, et étant donné l'absence de mandats impératifs, il se considérait en droit de protester contre elle au congrès. Nous, membres du bureau, ainsi que la rédaction et les autres membres de l'*Iskra* étions on ne peut plus indignés de cette décision du Comité d'organisation. Le camarade N.N., ce membre du Comité d'organisation dont j'ai déjà parlé, s'était lui-même prononcé, à la Commission des mandats, contre l'admission au congrès d'un représentant de la « Borba », et voilà que maintenant, à une séance du Comité d'organisation, il consentait au contraire qu'on l'invitât. C'était lui maintenant qui cherchait à introduire Riazanov au congrès. Nous étions de la sorte pris au piège. Nous décidâmes alors de mener énergiquement la lutte contre cette décision révoltante du Comité d'organisation. Beaucoup l'attaquèrent. Dans le discours que je prononçai à ce sujet, je déclarai : « Quelle tempête d'indignation soulèvent aux congrès, en Europe, ceux qui disent une chose dans les commissions et une autre au congrès. » En disant cela, je songeais à N.N., membre de l'organisation de l'*Iskra*. Le camarade Pavlovitch protesta alors devant le congrès contre

cette décision du Comité d'organisation ; le membre du *Ioujny Rabotchi* y vit une infraction à la discipline, un procédé de désorganisation, etc., et il exigea du congrès qu'il châtiât comme il le méritait cet acte du camarade Pavlovitch. Mais nous pulvérisâmes tous ces arguments. La majorité du Comité d'organisation fut battue. La résolution prise déclarait qu'en tant que collège, le Comité d'organisation n'avait plus le droit d'influer sur la composition du Congrès après que ce dernier eut désigné une commission des mandats. La proposition d'inviter Riazanov fut repoussée. Mais même après le congrès, il m'est arrivé d'entendre les doutes exprimés à ce sujet par certains membres de l'*Iskra* qui demandaient pourquoi on n'avait point admis au congrès un membre de la « Borba ». (D e u t s c h : « C'est ce que j'ai dit aussi au congrès. ») C'est absolument juste, et sur d'autres questions encore, dont j'aurai à parler, le camarade Deutsch n'a pas toujours voté avec les autres membres de l'*Iskra*, dans la question de l'égalité des langues, par exemple. Quelques membres de l'*Iskra* émettent aujourd'hui des opinions au plus haut point étranges, suivant lesquelles le Comité central devrait refléter dans son activité toutes les hésitations et les conceptions primitives qui subsistent dans le Parti. Au congrès aussi, certains membres de l'*Iskra*, des gens mous, instables, parlèrent dans ce sens. Il s'avère donc que l'opinion selon laquelle tous ceux qui se disent membres de l'*Iskra* sont effectivement tels est tout à fait erronée. Il en est même qui rougissent de s'appeler ainsi ; c'est un fait. Il en est qui combattent l'*Iskra*, lui dressent des obstacles, entravent son activité. L'*Iskra* est devenue populaire ; il est de mode de s'intituler membre de l'*Iskra*, mais cela n'empêche pas beaucoup de gens de rester ce qu'ils étaient avant qu'elle fût reconnue par de nombreux comités. Ces membres peu sûrs lui ont fait bien du tort. Si encore ils la combattaient franchement, ouvertement... mais non, ils agissent sous cape, traîtreusement, subrepticement, en secret.

Le deuxième point de la *Tagesordnung* du congrès fut consacré au programme du Parti. Les partisans du *Rabotchéié Diélo*, les membres du Bund et différents délégués, auxquels on donna, au cours du congrès, le surnom de « ma-

rais », pratiquèrent une incroyable obstruction. Les débats concernant le programme traînèrent excessivement. Akimov à lui seul déposa des dizaines d'amendements. On discutait littéralement sur les mots, à propos de telle ou telle conjonction. Un membre du Bund qui faisait partie de la Commission chargée d'examiner le projet de programme, demanda fort judicieusement : quel projet examinons-nous, celui qui a été présenté par l'*Iskra*, ou celui qu'a proposé Akimov ? — tant il y avait d'amendements à discuter. Ces amendements étaient insignifiants et le programme fut adopté sans aucune modification tant soit peu sérieuse. Les débats qui lui furent consacrés n'en exigèrent pas moins près de 20 séances. Tant il est vrai que l'opposition de différents éléments anti-iskristes et pseudo-iskristes rendait improductifs les travaux du congrès.

Le second incident important qui se produisit au congrès, après celui du Comité d'organisation, fut l'incident à propos de l'égalité des langues, ou, comme on disait ironiquement au congrès, « à propos de la liberté des langues ». (Martov : « *Ou* « à propos des ânes ». » Rires.) Oui, et « à propos des ânes ». Voici ce dont il s'agit. Le projet de programme du Parti proclame l'égalité de tous les citoyens indépendamment de leur sexe, de leur nationalité, de leur religion, etc. Les membres du Bund ne s'en contentèrent pas ; ils exigeaient que fut inscrit au programme le droit pour chaque nationalité d'étudier dans sa langue et de s'en servir dans les différents établissements publics et d'Etat. Répondant à l'observation d'un membre du Bund par trop loquace qui, à titre d'exemple, signalait les harras d'Etat, le camarade Plékhanov fit observer qu'il ne pouvait être question de harras, car les chevaux ne parlaient pas, qu'il n'arrivait qu'aux « ânes de parler ». Les membres du Bund s'en offensèrent, prenant visiblement cette plaisanterie à leur compte.

C'est à propos de l'égalité des langues que la scission apparut tout d'abord. Outre les membres du Bund, les partisans du *Rabotchéié Diélo* et le « marais », certains membres de l'*Iskra* se prononcèrent, eux aussi, pour la « liberté des langues ». Par ses votes sur cette question, le camarade Deutsch provoqua en nous la surprise, l'irritation, l'indignation, etc. ; tantôt il s'abstenait, tantôt vo-

tait contre nous. Finalement cette question fut tranchée à l'amiable et à l'unanimité.

D'une manière générale, pendant la première moitié du congrès, tous les membres de l'*Iskra* firent cause commune. Ceux du Bund disaient qu'un complot avait été monté contre eux. Dans son discours, l'un d'eux qualifia le congrès de « majorité compacte ». Je répondis en souhaitant que notre Parti tout entier se transformât en une majorité compacte.

Tout autre est le tableau qu'offre la seconde moitié du congrès. C'est alors que commence l'historique volte-face de Martov. Les divergences surgies entre nous étaient loin d'être insignifiantes. Elles avaient leur source dans la façon erronée dont Martov envisageait la situation. Le camarade Martov s'écarta de la ligne qu'il avait auparavant suivie.

Le cinquième paragraphe de la *Tagesordnung* était consacré aux statuts. A la commission déjà, le paragraphe 1 de ces statuts avait provoqué des désaccords entre Martov et moi. Nous préconisions deux rédactions différentes. Alors que je proposais de reconnaître comme membre du Parti celui qui, tout en reconnaissant le programme du Parti et en le soutenant matériellement, fait partie d'une de ses organisations, Martov estimait qu'outre les deux premières conditions, il suffisait d'un travail effectué sous le contrôle d'une des organisations du Parti. J'insistais pour que ma formulation fut adoptée, et je montrais que nous ne pouvions, sans déroger au principe du centralisme, donner une autre définition d'un membre du Parti. Considérer comme membre du Parti une personne qui n'entre dans aucune de ses organisations, c'est se prononcer contre tout contrôle du Parti. Martov introduisait ici un nouveau principe qui contredisait entièrement les principes de l'*Iskra*. La formule de Martov reculait les limites du Parti. Il alléguait que notre Parti doit être un parti de masse. Il ouvrait bien grande la porte aux opportunistes de toute espèce, reculait les limites du Parti jusqu'à le rendre complètement amorphe. Or, dans nos conditions, c'est là un grave danger, car il est extrêmement difficile d'établir la démarcation entre le révolutionnaire et le bavard oiseux ; c'est pourquoi il nous fallait restreindre la notion de Parti. L'erreur de Mar-

tov, c'était d'ouvrir toutes grandes les portes du Parti au premier coquin venu, alors qu'il était apparu que, même au congrès, un bon tiers des délégués avaient des intentions assez louches. En l'occurrence, Martov faisait preuve d'opportunisme. Sa formule faussait les statuts : chaque membre du Parti doit se trouver sous le contrôle d'une organisation de façon que le Comité central ait la possibilité d'atteindre jusqu'au dernier membre du Parti. Ma formule poussait à s'organiser. Le camarade Martov abaissait la notion de « membre du parti » ; or, selon moi, il faut la placer haut, très haut. Du côté de Martov se rangèrent le *Rabotchéié Diélo*, le Bund et le « marais », grâce au concours desquels il fit adopter le paragraphe 1 des statuts.

Alors, Martov se mit à parler des «bruits infamants» répandus sur son compte. Ce n'était pourtant pas l'outrager que signaler de qui il se trouvait l'allié. Moi-même, j'ai encouru des reproches analogues pour m'être trouvé l'allié du camarade Brucker. Et je ne me suis nullement formalisé lorsque Martov me fit parvenir un billet où il disait : « regarde qui vote avec toi ». Mon alliance avec Brucker était, il est vrai, temporaire et fortuite. Alors que l'alliance de Martov avec le Bund s'était avérée durable. Je m'élevais contre la formule de Martov parce qu'elle était une *Versumpfung* *. Je l'en avais prévenu, et nos adversaires, en le suivant comme un seul homme, ont éloquemment illustré son erreur. Mais le plus dangereux n'est pas que Martov soit tombé dans le marais ; c'est qu'y étant tombé fortuitement, loin de chercher à s'en sortir, il s'y soit enfoncé toujours davantage. Les membres du Bund se sentaient désormais les maîtres de la situation, et ils mirent leur empreinte sur les statuts du Parti.

Au cours de la seconde moitié du congrès, il se forma aussi une majorité compacte, mais c'était cette fois une coalition des amis de Martov, plus le « marais », plus la minorité compacte que constituaient le *Rabotchéié Diélo* et le Bund. Et cette majorité compacte se dressait contre les membres de l'*Iskra*. Un membre du Bund déclara, à la vue des dissensions régnant parmi les membres de l'*Iskra* : « Il est agréable de discuter lorsque les chefs se battent. » Je ne

* Enlisement. (*N.R.*)

comprend pas le départ du Bund dans ces conditions. Il était maître de la situation, et il aurait pu beaucoup obtenir. Le plus probable, c'est qu'il était lié par un mandat impératif.

Le paragraphe 1 des statuts une fois gâché, nous n'avions plus qu'à lier bien serré, par un double nœud, notre potiche brisée. Nous redoutions naturellement qu'on ne cherchât à nous nuire, à nous jouer un mauvais tour. Cela étant, il fallait procéder à une cooptation réciproque aux organismes centraux pour assurer au Parti l'unité d'action de ces organismes. Cette question fit rebondir la lutte. Il fallait agir en sorte qu'au IIIe Congrès du Parti ne puisse se renouveler ce qui venait de se produire avec le Comité d'organisation. Il fallait constituer un ministère iskriste honnête, conséquent. Sur ce point encore, nous fûmes battus. On repoussa le paragraphe relatif à la cooptation réciproque aux organismes centraux. L'erreur de Martov, que soutenait le « marais », apparaissait plus clairement encore. La coalition était dès lors un fait accompli, et sous peine d'être battus, nous fûmes contraints de mettre dans nos fusils une double charge de poudre. Le Bund et le *Rabotchéié Diélo* étaient là qui, par leur vote, décidaient du sort du congrès. D'où une lutte opiniâtre, acharnée.

Passons maintenant aux séances privées de l'organisation de l'*Iskra*. Nous nous y préoccupâmes surtout de la composition du Comité central. Durant les quatre séances tenues par l'organisation de l'*Iskra*, les débats roulèrent autour du camarade N.N., auquel une partie des membres de l'*Iskra* désiraient témoigner leur défiance politique, nullement au sens propre du mot, car personne n'attribuait à N.N. quoi que ce soit d'infamant, mais en ce qui concernait spécialement l'aptitude de N.N. à faire partie d'un ministère iskriste ; de violentes batailles se déroulèrent à ce propos. A la dernière séance des seize, neuf personnes se prononcèrent contre N.N., quatre pour ; les autres s'abstinrent. C'est là que fut aussi arrêtée la composition du ministère qu'on allait essayer maintenant de faire élire.

Martov et moi proposions différents « groupes de trois » sur lesquels nous ne pouvions nous accorder. Ne voulant point diviser les voix au congrès, nous décidâmes de proposer une liste de compromis. Nous consentîmes à toutes

sortes de concessions : j'acceptai une liste comprenant deux amis de Martov. La minorité la repoussa. Disons à ce propos qu'un membre du *Ioujny Rabotchi* ne voulut pas figurer dans notre liste, tout en consentant à faire partie de celle des amis de Martov. Le *Ioujny Rabotchi*, élément étranger, décidait de la question du Comité central. Après que les iskristes se furent divisés, nous dûmes rassembler nos amis, et nous engageâmes une campagne passionnée. Le départ inopiné du Bund changea du tout au tout la situation. Minorité et majorité compactes se reformèrent. Nous étions en majorité, et nous fîmes alors entrer au Comité central ceux que nous voulions y avoir.

Telles sont les circonstances qui ont amené la scission. C'était de la part de Martov un grave manque de tact que de demander au congrès la confirmation des six rédacteurs de l'*Iskra*, tout en sachant que j'insisterais pour que la rédaction fut élue. C'était ramener cette question de l'élection de la rédaction à une manifestation de défiance à l'égard de certains membres de la rédaction.

C'est le samedi à cinq heures que se terminèrent les élections. Nous abordâmes l'examen des résolutions. Nous ne disposions pour cela que de quelques heures. Les obstacles et les atermoiements suscités par le « marais » nous obligèrent à retirer de la *Tagesordnung* de nombreux points importants ; c'est ainsi que le temps nous fit entièrement défaut pour examiner toutes les questions relatives à la tactique.

Le congrès fit aux résolutions un accueil si unanime que nous emportâmes l'impression qu'une atmosphère de conciliation s'était enfin établie ; il nous semblait que Martov ne faisait point de nos désaccords passés une question d'Etat. Il souligna même, lorsqu'un délégué du *Ioujny Rabotchi* mit en doute la légalité des élections, que la minorité se soumettait à toutes les décisions du congrès. Toutes les résolutions furent adoptées dans une atmosphère de paix et de bienveillance ; seule la résolution de Starover sur les libéraux suscita des divergences. Elle avait le défaut d'être amorphe, et l'opportunisme s'y faisait encore sentir ; nous la combattîmes et obtînmes qu'une autre résolution fut adoptée sur cette même question.

En somme, l'impression produite par le congrès fut que

nous avions à lutter contre l'intrigue ; nous étions mis dans l'impossibilité de travailler. D'où la conclusion : « Dieu nous préserve de tels amis », c'est-à-dire des quasi-iskristes. Martov ne saisit point du tout cet aspect de la question. Il érigea en principe sa position erronée. L'assertion de Martov, prétendant que la majorité a instauré « l'état de siège », est en contradiction flagrante avec les besoins réels du Parti. Pour permettre un travail plus fécond, il faudrait éliminer les éléments qui sont un frein, et les placer dans une situation telle qu'il leur soit impossible de nuire au Parti. Dans ce cas seulement nous pourrons accomplir un travail fécond au prochain congrès. Voilà pourquoi l'unité la plus parfaite s'imposait entre les organismes centraux du Parti.

La première moitié du congrès diffère diamétralement de la seconde. Les points cardinaux de tout le congrès se ramènent aux quatre épisodes essentiels que voici : 1) l'incident du Comité d'organisation ; 2) les débats relatifs à l'égalité des langues ; 3) les débats relatifs au paragraphe 1 des statuts, et 4) la lutte autour des élections aux organismes centraux du Parti.

Au cours de la première moitié du congrès, nous étions, Martov et moi, contre le Comité d'organisation, le Bund, le *Rabotchéié Diélo* et le « marais ». Au cours de la seconde moitié, il glissa fortuitement dans le marais. Aujourd'hui, après le congrès, cette *Versumpfung* fortuite est devenue une véritable *Versumpfung*. (Applaudissements.)

3

DÉCLARATION SUR LE RAPPORT DE MARTOV
15 (28) OCTOBRE [40]

Je proteste très énergiquement contre un *piètre* moyen de lutte, contre la façon dont Martov pose la question de savoir qui a menti ou qui a intrigué en exposant la conversation privée qui a eu lieu entre lui, Starover et moi. Je constate que cette façon d'agir contredit d'une manière flagrante les déclarations faites hier par Martov lui-même sur la répugnance qu'on éprouve quand on en vient à la question insoluble d'un exposé véridique des conversations privées ! Je déclare que Martov a exposé *d'une manière totalement inexacte* l'entretien privé *en question.* * Je déclare que j'accepte tout tribunal d'arbitrage et j'y convoque Martov s'il veut m'accuser d'actes incompatibles avec un poste de responsable dans le Parti. Je déclare que c'est un devoir moral pour Martov, qui à présent se contente d'obscures allusions au lieu d'accusations claires, d'avoir le courage de soutenir ses accusations ouvertement, de les signer, devant le Parti tout entier, et que, en tant que membre de la rédaction de l'organe central du Parti, je propose à Martov, au nom de la rédaction tout entière, *d'éditer* immédiatement en brochure *toutes* ses accusations. En ne le faisant pas, Martov démontrera qu'il voulait seulement provoquer un scandale au congrès de la Ligue et non une purification morale du Parti.

---

* En français dans le texte. (*N.R.*)

4

DISCOURS SUR LES STATUTS DE LA LIGUE
17 (30) OCTOBRE

Je m'arrêterai particulièrement sur un point : l'idée du rapporteur selon laquelle la Ligue élabore ses statuts en toute autonomie. C'est absolument inexact, selon moi, car le Comité central qui, en vertu du paragraphe 6 des statuts du Parti, a le droit d'organiser les comités, est l'unique instance qui puisse s'occuper d'élaborer les statuts de la Ligue, organiser signifiant avant tout donner des statuts. Et tant que le Comité central n'aura pas sanctionné les statuts de la Ligue, la Ligue *n'a point* de statuts. La notion d'autonomie ne saurait nullement s'appliquer ici, car elle va à l'encontre des statuts du Parti. Encore une fois, je le souligne énergiquement : tant que le Comité central ne les aura pas sanctionnés, la Ligue n'a pas de statuts. Si le congrès du Parti a reconnu la Ligue, c'est non pas en raison de son activité, mais plutôt, peut-être, malgré tous ses défauts, exclusivement en raison de la fermeté de ses principes.

DÉCLARATION NON DÉPOSÉE [41]

29 octobre 1903

Camarades ! J'ai quitté hier (28/X) la séance du congrès, trop dégoûté d'assister à ce déballage de ragots malpropres, de potins, d'entretiens privés, qu'a entrepris Martov, et auquel il s'est livré avec des hurlements hystériques, ce qui a fait jubiler tous les amateurs de scandale. Comme pour se moquer de soi-même, ce même Martov avait éloquemment parlé avant-hier de l'indécence d'invoquer des entretiens particuliers que l'on ne saurait contrôler et qui incitent à se demander lequel des interlocuteurs *a menti.* De cette indécence-là, littéralement, Martov nous a offert le spectacle, lorsqu'il me demandait hystériquement hier *qui avait menti*, de lui ou de moi, en exposant le fameux entretien particulier sur le fameux groupe de trois.

Cette façon de provoquer en posant la question de savoir *qui a menti* n'est digne que d'un bretteur qui recherche la moindre occasion de se battre, ou encore d'un homme hystérique, surexcité, incapable de se rendre compte de l'absurdité de sa conduite. Un homme politique qu'on accuse de certaines erreurs politiques et qui recourt à une méthode comme celle-là, par là-même démontre infailliblement que tout autre moyen de défense lui fait défaut, et qu'il transfère lamentablement un désaccord politique sur le terrain des mesquines querelles et des commérages.

La question se pose maintenant : à quels moyens de défense recourir contre ce procédé de tous les bretteurs et fauteurs de scandale, qui consiste à formuler des accusa-

tions *indémontrables* en invoquant des entretiens particuliers ? Je dis : accusations « indémontrables », car des entretiens particuliers non enregistrés dans les procès-verbaux excluent, de par leur nature même, *toute* possibilité de vérification, et les accusations qui s'y réfèrent incitent uniquement à répéter sans cesse le mot « mensonge ». Martov a atteint hier, dans cet art de rabâcher, à une véritable virtuosité, et je ne suivrai pas son exemple.

J'ai déjà signalé dans ma déclaration d'hier *un* procédé de défense, et j'insiste catégoriquement pour qu'il soit appliqué. Je propose à mon adversaire de publier sans retard, dans une brochure spéciale, toutes les accusations qu'il a formulées contre moi dans son discours, sous forme d'interminables et innombrables allusions obscures à des mensonges, à des intrigues, etc., et ainsi de suite. J'*exige* que mon adversaire parle devant *l'ensemble* du Parti, qu'il signe ses dires, car il s'est attaché à ternir ma réputation en tant que membre de la rédaction de l'organe central du Parti ; car il a parlé de l'impossibilité, pour certaines personnes, d'occuper des postes responsables dans le Parti. Je m'engage à publier *toutes* les accusations de mon adversaire, car tirer au grand jour querelles mesquines et commérages sera, je le sais parfaitement, ma meilleure défense devant le Parti. Je le répète, en ne relevant point mon défi, l'adversaire démontrera uniquement que ses accusations ne sont que louches insinuations procédant soit de la tendance aux calomnies d'une canaille ou de l'état d'irresponsabilité hystérique d'un homme politique qui a fait un faux pas.

Je dispose, par ailleurs, d'un autre moyen indirect de me défendre. J'ai dit dans ma déclaration d'hier que Martov avait exposé de façon absolument inexacte l'entretien en *question**. Je n'irai pas rouvrir ce débat précisément parce qu'il serait inutile et vain d'affirmer des choses *indémontrables*. Mais que chacun réfléchisse à ce « document » que j'ai hier remis à Martov, lequel en a donné lecture au congrès. Ce document, c'est le programme du congrès, accompagné de mes commentaires — commentaires écrits *après* un entretien « particulier », *envoyés par moi à Martov* et qu'il m'a retournés avec des amendements.

* En français dans le texte. (*N.R.*)

Ce document est *indéniablement* la quintessence de notre entretien, et il me suffit pleinement d'en analyser le texte exact pour montrer tout le caractère cancanier des accusations de Martov. Ce texte, le voici in extenso :

« Point 23 (de la *Tagesordnung* du congrès). *Elections au Comité central et à la rédaction de l'organe central du Parti.* »

Mon commentaire : « Le congrès élit *3* personnes à la rédaction de l'organe central et *3* au Comité central. Ces six personnes *e n s e m b l e*, à la majorité des $^2/_3$, complètent, si besoin est, la rédaction de l'organe central et le Comité central par voie de cooptation, et en rendent compte au congrès. Après ratification par ce dernier, la cooptation se fait ensuite respectivement par la rédaction de l'organe central et par le Comité central. »

Martov a assuré que ce système avait été adopté *exclusivement* en vue d'élargir le groupe des six de la rédaction. Ces assertions sont *expressément* démenties par les mots : « si besoin est ». Il est évident que la possibilité était déjà prévue que ce besoin ne se ferait pas sentir. Ensuite, si la cooptation exigeait le consentement de 4 membres sur 6, il est évident que la rédaction *n'aurait pu être complétée sans l'assentiment de non-rédacteurs*, sans l'assentiment tout au moins d'un membre du Comité central. L'élargissement de la rédaction était donc conditionné par l'avis d'un homme dont la personnalité ne pouvait alors (un mois, sinon six semaines avant le congrès) faire l'objet que des conjectures les plus vagues. Il est donc évident que, comme Martov lui-même le reconnaissait *à l'époque*, le groupe des six de la rédaction ne pouvait, comme tel, mener *ultérieurement une existence autonome*, si dans la question de l'élargissement du groupe élu des trois, la voix décisive était dévolue à un *non-rédacteur*, élu lui aussi. Sans le concours extérieur de non-rédacteurs, Martov lui-même estimait impossible de transformer l'ancienne rédaction de l'*Iskra* en rédaction de l'organe central du Parti.

Poursuivons. S'il s'agissait *exclusivement* d'élargir le groupe des six, à quoi bon parler d'un groupe de trois ? Il eût alors suffi de remplacer la cooptation à l'unanimité par la cooptation à telle ou telle majorité. Il eût été alors parfaitement inutile de parler de la rédaction ; il eût suffi

de parler de la cooptation aux organismes du Parti en général, ou aux organismes centraux du Parti en particulier. Il est donc clair qu'il ne s'agissait pas exclusivement d'un élargissement. Il est également clair qu'à un élargissement éventuel s'opposaient *non pas* un seul membre de l'ancienne rédaction, *mais peut-être deux ou même trois* membres, du moment que pour *élargir* le groupe des six, on reconnaissait utile de le *ramener* d'abord à trois.

Enfin, pour terminer. Comparez le « complément », l'élargissement de la composition des centres d'après les actuels statuts du Parti, adoptés au congrès, et d'après le projet initial que nous avons fixé avec Martov dans les commentaires, reproduits plus haut, au point 23 de l'ordre du jour. Le projet initial exigeait l'assentiment de *quatre membres contre deux* (Pour élargir la *rédaction de l'organe central* et le Comité central), alors que les statuts actuels exigent, en fin de compte, l'assentiment de *trois contre deux*, parce qu'aujourd'hui, c'est le Conseil qui tranche définitivement la question de la cooptation aux centres ; et si deux membres de la rédaction plus un membre du Conseil veulent élargir la rédaction, ils peuvent donc procéder à cet élargissement contre la volonté du troisième.

Ainsi, il ne peut faire le moindre doute (si l'on se base sur le sens précis d'un document précis) qu'un changement dans la composition de la rédaction était envisagé (par Martov et par moi, sans soulever la protestation d'aucun membre de la rédaction) bien avant le congrès, et qu'il devait s'effectuer indépendamment de la volonté et de l'assentiment de l'un des membres, peut-être même de deux ou trois membres du groupe des six. On peut juger par là du poids qu'ont maintenant ces pitoyables propos sur le mandat impératif tacite qui lierait les six, sur leurs liens moraux, sur l'importance d'un collège immuable, et autres échappatoires du même genre dont abondait le discours de Martov. Toutes ces échappatoires sont en contradiction expresse avec le texte non équivoque des commentaires qui exigent le *renouvellement* de la rédaction, par un procédé assez compliqué et partant soigneusement médité.

Un fait plus incontestable encore, qui résulte de ces commentaires, c'est que le changement dans la composition de la rédaction était conditionné par l'*assentiment* d'au

moins deux camarades de Russie, membres du Comité central, élus par le congrès. Il est donc hors de doute que Martov et moi *espérions convaincre* ces futurs membres du Comité central de la nécessité d'apporter un certain changement dans la composition de la rédaction. Nous soumettions donc à la décision des membres des organismes centraux, que nous ne connaissions pas encore exactement, la composition de la rédaction. Ainsi, nous allions à la lutte en *espérant gagner ces membres*, et si aujourd'hui la majorité des camarades influents de Russie se sont, au congrès, prononcés en ma faveur et non pour Martov (à propos des désaccords qui ont surgi entre nous), c'est de sa part un procédé de lutte bien piètre et indécent, que de déplorer hystériquement sa défaite, et de provoquer de mesquines querelles et des ragots indémontrables de par leur nature même.

N. Lénine (V. Oulianov)

Publié pour la première fois en 1928 dans le Recueil Lénine VII

Conforme au manuscrit

DÉCLARATION SUR LA RENONCIATION AUX FONCTIONS DE MEMBRE DU CONSEIL DU PARTI ET DE LA RÉDACTION DE L'ORGANE CENTRAL [42]

Ne partageant pas l'opinion de G. Plékhanov, membre du Conseil du Parti et de la rédaction de l'organe central, sur l'opportunité, à l'heure présente, de faire des concessions aux partisans de Martov et de procéder à la cooptation des six dans l'intérêt de l'unité du Parti, je me démets de mes fonctions de membre du Conseil du Parti et de la rédaction de l'organe central.

N. Lénine

1er novembre 1903
Genève

P.-S. De toutes façons, je ne refuse nullement de soutenir dans la mesure de mes moyens les nouveaux organismes centraux du Parti.

Remis à Plékhanov le 1.XI.1903.

Publié en 1904 *Conforme au manuscrit*

LA SITUATION DU BUND DANS LE PARTI

Sous ce titre, le Bund a publié la traduction d'un article paru dans le n° 34 de l'*Arbeiterstimme** [43]. Cet article, joint aux décisions du V^e^ congrès du Bund, en est comme le commentaire officiel. Une tentative y est faite d'exposer méthodiquement tous les arguments qui obligent à conclure que le Bund « doit constituer une fraction fédérée du Parti ». Il est intéressant d'examiner ces arguments.

L'auteur commence par déclarer que la question la plus brûlante qui se pose à la social-démocratie russe est celle de l'unification. Sur quelle base peut-elle s'accomplir ? Le Manifeste de 1898 [44] a pris pour base le principe de l'autonomie. L'auteur examine ce principe et trouve qu'il est illogique, fondé sur une contradiction interne. Si par questions concernant spécialement le prolétariat juif, on entend uniquement celles relatives aux méthodes d'agitation (adaptées à la langue, à la mentalité, à la culture particulière des Juifs), ce serait là une autonomie technique (?). Mais cette autonomie signifie la destruction de toute indépendance, car elle est le fait de tout comité du Parti ; et mettre le Bund sur le même plan que les comités, c'est nier l'autonomie. Si on entend par ce terme l'autonomie dans certaines questions du programme, il serait absurde de priver le Bund de toute indépendance dans les autres questions du programme ; l'indépendance en cette matière suppose nécessairement la représentation du Bund comme

* *La Voix ouvrière.* (*N.R.*)

tel dans les organismes centraux du Parti, c'est-à-dire non pas l'autonomie mais la fédération. C'est dans l'histoire du mouvement révolutionnaire juif en Russie qu'il convient de chercher la base solide qui assigne au Bund sa place dans le Parti. Cette histoire nous montre la fusion de toutes les organisations effectuant un travail parmi les ouvriers juifs en une seule association, le Bund, dont l'activité s'étend de la Lituanie à la Pologne, puis au sud de la Russie. Ainsi l'histoire a renversé toutes les barrières locales et a désigné le Bund comme le représentant unique du prolétariat juif. Voilà un principe qui n'est pas le fruit d'un esprit oiseux (?), mais découle de toute l'histoire du mouvement ouvrier juif : le Bund est l'unique représentant des intérêts du prolétariat juif. Or, il va sans dire que l'organisation du prolétariat de toute une nationalité ne peut entrer dans le Parti que si ce dernier repose sur une base fédérative : le prolétariat juif n'est pas seulement une partie de la grande famille mondiale des prolétaires ; c'est aussi une partie du peuple juif qui occupe une situation particulière parmi les autres peuples. Enfin, l'union étroite des différentes fractions du Parti trouve précisément son expression dans la fédération, car la caractéristique fondamentale de cette dernière, c'est la participation directe, aux affaires du Parti de chacune des fractions qui le composent ; celles-ci se sentent alors égales en droits. L'autonomie, elle, suppose l'absence de droits pour les diverses fractions du Parti, l'indifférence pour les affaires communes, la défiance mutuelle, des tiraillements et des conflits.

Telle est l'argumentation de l'auteur que nous avons exposée en recourant presque exclusivement aux propres expressions. Elle se ramène à trois points : des considérations d'ordre général, relaivees au caractère foncièrement contradictoire de l'autonomie, inadéquate du point de vue d'une union étroite des différentes fractions du Parti ; les enseignements de l'histoire qui a fait apparaître le Bund comme le représentant unique du prolétariat juif ; enfin, cet argument que le prolétariat juif est le prolétariat de toute une nationalité qui occupe une situation particulière. L'auteur veut donc s'appuyer à la fois sur des principes généraux d'organisation, sur les enseignements de l'histoire, et sur l'idée de nationalité. Il s'efforce, rendons-lui cette

justice, de considérer la question sous tous ses aspects. Et c'est bien pourquoi son exposé fait ressortir avec tant de relief la position du Bund dans cette question qui nous préoccupe tous.

Quand il y a fédération, nous dit-on, les différentes fractions du Parti sont égales en droits et participent directement aux affaires communes ; quand il y a autonomie, elles sont privées de droits, et comme telles ne participent pas à la vie générale du Parti. Ce raisonnement est à ranger tout entier parmi les illogismes manifestes ; il ressemble, comme deux gouttes d'eau à ces raisonnements que les mathématiciens appellent des sophismes mathématiques, où l'on démontre par une méthode strictement logique au premier abord que deux fois deux font cinq, que la partie est plus grande que le tout, etc. Il existe des recueils de ces sophismes mathématiques, et ils sont d'une certaine utilité aux enfants qui étudient. Mais à des gens qui se targuent d'être les seuls représentants du prolétariat juif, on est même gêné d'avoir à expliquer un sophisme aussi élémentaire qui résulte des sens différents donnés aux mots « fractions du Parti » dans les deux moitiés d'un seul et même raisonnement. Quand on parle de fédération, on entend par fraction du Parti la somme des organisations de différentes localités ; quand on parle d'autonomie, on entend par fraction du Parti chaque organisation locale prise en particulier. Placez sur le même plan, dans un même syllogisme, ces notions soi-disant identiques, et vous ne manquerez pas d'aboutir à cette conclusion que deux fois deux font cinq. Et si malgré tout, les bundistes voient mal où est le sophisme, qu'ils consultent leurs propres statuts-maximum, où ils verront que, précisément, les organisations locales se mettent en rapport indirectement avec le centre du Parti, lorsqu'il y a fédération ; directement lorsqu'il y a autonomie. Non, mieux vaudrait pour nos fédéralistes ne point parler d'« union étroite » ! En cherchant à réfuter cette thèse que fédération signifie *particularisme*, et autonomie *fusion* des différentes fractions du Parti, on ne peut que faire rire.

La tentative de démontrer « l'illogisme » de l'autonomie en divisant cette dernière en autonomie de programme et en autonomie technique n'est guère plus heureuse. En elle-

même, cette division est au plus haut point absurde. Comment peut-on appeler techniques les questions relatives aux méthodes spéciales d'agitation parmi les ouvriers juifs ? Que vient faire ici la technique, alors qu'il s'agit des particularités de langue, de mentalité, de conditions de vie ? Comment peut-on parler d'indépendance dans les questions de programme, par exemple, à propos de la revendication de l'égalité civile des Juifs ? Le programme de la social-démocratie ne formule que les revendications fondamentales, communes à l'ensemble du prolétariat, indépendamment des différences professionnelles, locales, nationales ou raciales. Ces différences font qu'une seule et même revendication, celle de l'égalité complète des citoyens devant la loi, suscite en un endroit l'agitation contre un genre d'inégalité ; ailleurs — ou en ce qui concerne d'autres groupes du prolétariat — contre un autre genre d'inégalité, etc. Un seul et même point du programme est appliqué différemment selon les différences des conditions de vie, de culture, de corrélation des forces sociales dans les diverses régions du pays, etc. L'agitation pour une seule et même revendication du programme est effectuée selon des méthodes diverses, en diverses langues, compte tenu de toutes ces différences. Ainsi donc, en ce qui concerne spécialement le prolétariat d'une certaine race, d'une certaine nation, d'une certaine région, l'autonomie signifie que la formulation des revendications spéciales présentées en vertu du programme commun, le choix des méthodes d'agitation, dépendent de la décision indépendante de l'organisation intéressée. Le Parti dans son ensemble, ses organismes centraux, établissent les principes fondamentaux généraux du programme et de la tactique ; quant aux différentes méthodes d'application de ces principes dans la pratique et dans l'agitation, elles sont arrêtées par les différentes organisations du Parti subordonnées au centre, en conformité avec les différences locales, raciales, nationales, culturelles, etc.

On se demande si cette notion d'autonomie manque vraiment de clarté ? Et n'est-ce pas pure scolastique que de la subdiviser en autonomie dans les questions de programme et autonomie dans les questions techniques ?

Voyez comment est « logiquement analysée » la notion d'autonomie dans la brochure en question. « Dans toute la

masse des problèmes auxquels se heurte la social-démocratie, dit cette brochure à propos du principe d'autonomie mis à la base du manifeste de 1898, certains problèmes se distinguent (sic ! !), dont on reconnaît le caractère spécifique pour le prolétariat juif... L'autonomie du Bund prend fin là où commence le domaine des questions générales... D'où la position double du Bund dans le Parti : dans les questions spéciales, il intervient en tant que Bund... dans les questions générales, il perd sa physionomie propre et est assimilé à un simple comité du Parti »... Le programme social-démocrate revendique l'égalité complète de tous les citoyens devant la loi. *En vertu* de ce programme, l'ouvrier juif de Wilno présente une revendication spéciale, et l'ouvrier bachkir d'Oufa en présente une tout autre. Est-ce à dire que « dans la masse des problèmes », « certains problèmes *se distinguent* » ? Si pour donner corps à la revendication générale de l'égalité des droits, on présente une série de revendications spéciales exigeant l'abolition des formes spéciales d'inégalité, s'ensuit-il qu'en l'occurrence des problèmes spéciaux *se distinguent* des problèmes généraux ? Les revendications spéciales ne se distinguent pas des revendications générales, mais sont formulées *en vertu* des revendications générales du programme. Ce qui concerne spécialement le Juif de Wilno se distingue de ce qui concerne spécialement le Bachkir d'Oufa. Il appartient au Parti tout entier, il appartient aux organismes centraux du Parti de faire la synthèse de leurs revendications, de représenter leurs *intérêts de classe communs* (et non point leurs intérêts spéciaux, professionnels, raciaux, locaux, nationaux, etc.). C'est assez clair, semble-t-il ! Mais les bundistes ont tout embrouillé parce qu'au lieu d'une analyse logique, ils nous ont fourni une fois de plus des modèles d'illogisme. Ils n'ont absolument rien compris au rapport qui existe entre les revendications générales et les revendications spéciales de la social-démocratie. Ils ont imaginé que « dans toute la masse des problèmes auxquels se heurte la social-démocratie, certains problèmes se distinguent » alors qu'en fait *chaque* problème que soulève notre programme est la synthèse de toute une série de questions et revendications spéciales ; *chaque* point du programme s'applique à l'*ensemble* du prolétariat en même temps qu'il se subdivise en questions

spéciales selon les différences de profession des prolétaires, les conditions dans lesquelles ils vivent, leur genre de vie, leur langue, etc., etc. Ce qui trouble les bundistes, c'est le caractère contradictoire, la dualité de la position occupée par le Bund, et qui, voyez-vous, réside en ceci : dans les questions spéciales il intervient en tant que Bund alors que dans les questions générales il perd sa physionomie propre. Un peu de réflexion leur aurait montré que cette « dualité » existe dans la position qu'occupe *tout* ouvrier social-démocrate *sans exception* : dans les questions spéciales, il intervient comme représentant d'une certaine profession, comme membre d'une certaine nation, comme habitant d'une certaine localité, alors que dans les questions générales, il « perd sa physionomie propre » et est assimilé à *n'importe quel autre* social-démocrate. Aux termes des statuts de 1898, l'autonomie du Bund et l'autonomie du Comité de Toula sont deux faits absolument similaires : seulement, les limites de cette autonomie sont un peu autres et un peu plus larges dans le premier cas que dans le second. Et la thèse suivante, par laquelle le Bund prétend réfuter cet argument, ne renferme absolument rien qui ne soit d'une inconséquence flagrante : « Si l'on accorde au Bund l'autonomie dans certaines questions *de programme*, de quel droit le priver de *toute* autonomie dans les autres questions de programme ? » Cette façon d'opposer les questions spéciales aux questions générales, « certaines » questions aux « *autres* », est un superbe échantillon d'« analyse logique » bundiste ! Ces gens n'arrivent pas à comprendre que cela équivaut à opposer la couleur, le goût et le parfum différents de certaines pommes au *nombre* des « autres » pommes. Nous prenons la hardiesse, messieurs, de vous assurer que non seulement certaines pommes, mais que chaque pomme a son goût, sa couleur et son parfum spécial. Ce n'est pas seulement dans « certaines » questions de programme, c'est *dans toutes, sans exception*, que l'autonomie vous est accordée, messieurs, — mais uniquement dans la mesure où il s'agit d'appliquer ces questions aux particularités spéciales du prolétariat juif. *Mein teuerer Freund, ich rat' Euch drum zuerst Collegium logicum* * ! [45]

* Mon cher ami, je vous conseille, pour cette raison, d'étudier avant tout la logique. (*N.R.*)

Le second argument des bundistes consiste à se référer à l'histoire qui aurait désigné le Bund comme le représentant unique du prolétariat juif.

Tout d'abord, cette thèse est fausse. L'auteur de la brochure dit lui-même que « le travail des autres organisations (autres que le Bund) dans ce sens (c'est-à-dire parmi le prolétariat juif) ou bien n'a rien donné, ou bien n'a donné que des résultats qui ne valent pas qu'on s'y arrête ». C'est donc qu'un travail s'effectuait, comme il le reconnaît lui-même, et que par conséquent le Bund *n'était pas l'unique* représentant du prolétariat juif. Pour juger des résultats de cette activité, nul ne s'en remettra évidemment au jugement du Bund ; enfin, on sait que le Bund *a contrecarré* le travail des autres organisations parmi le prolétariat juif (il suffit de rappeler l'épisode que l'on sait de la lutte du Bund contre le comité du Parti d'Ekatérinoslav, qui avait eu l'audace de lancer un appel aux ouvriers juifs [46]). Par conséquent, si même effectivement les résultats ne valaient pas qu'on s'y arrêtât, ce serait en partie la faute du Bund lui-même.

Poursuivons. La part de vérité que renferme la référence historique du Bund ne suffit pas encore à démontrer la justesse de son argumentation. Les faits qui eurent réellement lieu et auxquels le Bund fait allusion témoignent contre lui et non en sa faveur. Ces faits attestent que le Bund a existé et s'est développé au cours des 5 années qui se sont écoulées depuis le Ier Congrès, d'une manière parfaitement autonome et indépendante vis-à-vis des autres organisations du Parti. En règle générale, la liaison effective entre toutes les organisations du Parti était alors des plus lâches, mais la liaison du Bund avec les autres fractions du Parti, outre qu'elle était beaucoup plus lâche encore que la liaison des autres organisations entre elles, allait toujours s'affaiblissant. Que le Bund lui-même *relâchât* cette liaison, l'histoire des organisations à l'étranger de notre Parti le prouve expressément. En 1898, les membres du Bund entraient dans l'organisation commune du Parti à l'étranger ; vers 1903, ils se sont séparés pour former à l'étranger une organisation absolument autonome et indépendante. L'autonomie et l'indépendance du Bund ne font aucun doute, non plus que leur accentuation progressive.

Que résulte-t-il donc de ce fait incontestable ? Pour

les bundistes, la nécessité de s'incliner devant ce fait, de s'y conformer servilement, de l'ériger en principe — le seul qui fournisse une base solide à la position du Bund, — de consacrer ce principe en des statuts qui doivent reconnaître le Bund comme l'unique représentant du prolétariat juif dans le Parti. A notre avis, c'est là de l'opportunisme le plus pur, du « suivisme »[47] de la pire espèce. De l'histoire de ces 5 années de débandade, on doit conclure non pas à la consécration de cette débandade, mais à la nécessité d'en finir avec elle une fois pour toutes. Se trouverait-il encore quelqu'un pour nier que c'était bien là de la débandade ? *Toutes* les fractions du Parti se développaient alors sous le signe de l'autonomie et de l'indépendance ; faudrait-il en conclure au « principe » d'une fédération entre la Sibérie, le Caucase, l'Oural, le Midi, etc. ? ? Les bundistes eux-mêmes déclarent qu'en fait, le Parti n'existait pas comme un tout organisé. Comment peut-on partir d'un état de choses défini par l'absence de Parti, pour conclure quoi que ce soit sur la question du *rétablissement* de l'unité organique ? Non, messieurs, en vous référant à l'histoire de cette débandade qui a engendré le particularisme vous n'avez absolument rien démontré, si ce n'est l'anomalie de ce particularisme. Tirer un « principe » d'*organisation* de plusieurs années de *désorganisation* du Parti, c'est agir à l'instar de ces tenants de l'école historique qui, selon la sarcastique observation de Marx, étaient prêts à se faire les défenseurs du knout pour cette raison que ce knout était historique.

Ainsi donc, ni l'« analyse logique » de l'autonomie, ni les références à l'histoire ne peuvent décidément donner au particularisme bundiste une ombre de justification fondée sur des « principes ». Par contre, on ne peut dénier un caractère de principe au troisième argument du Bund, qui en appelle à l'idée d'une nation juive. Malheureusement, c'est une idée sioniste absolument fausse et réactionnaire en son essence. « Les Juifs ont cessé d'exister en tant que nation, laquelle ne saurait se concevoir sans un territoire », dit l'éminent théoricien marxiste Karl Kautsky (voir le n° 42 de l'*Iskra*, et un tirage à part de ce numéro : « Le carnage de Kichinev et la question juive », p. 3). Et tout récemment encore, examinant la question des particularités nationales

en Autriche et tentant de donner une définition scientifique de la notion de nationalité, ce même auteur établit deux indices fondamentaux de cette notion : la langue et le territoire (*Die Neue Zeit* [48], 1903, n° 2). C'est aussi mot pour mot ce qu'écrit un Juif français, le radical Alfred Naquet, polémisant avec les antisémites et les sionistes [49]. « S'il lui a plu, dit-il en parlant de Bernard Lazare, un sioniste notoire, de se considérer comme citoyen d'un peuple spécial, c'était son affaire ; mais je déclare, moi qui suis né Juif... que je ne reconnais pas de nationalité juive... je n'ai d'autre nationalité que la nationalité française... Les Juifs constituent-ils un peuple ? Quoi qu'ils en aient constitué un dans un passé depuis longtemps disparu, je réponds catégoriquement : *Non* ! Un peuple présuppose certaines conditions qui n'existent pas ici. Il lui faut d'abord un territoire sur lequel il évolue, et de nos jours au moins, en attendant que la confédération mondiale ait élargi cette base, il lui faut aussi une langue commune. Or, les Juifs n'ont plus de territoire et n'ont plus de langue commune... Je ne crois pas m'avancer en disant que pas plus que moi, Bernard Lazare ne savait un mot d'hébreu, et que si le sionisme avait pu aboutir, il aurait été fort embarrassé pour s'entendre avec ses congénères des autres parties du monde. » « Juifs allemands et français sont tout à fait distincts des Juifs polonais ou russes. Leurs caractères propres n'ont d'ailleurs rien qui porte l'empreinte d'une nationalité. S'il était permis de prétendre avec Drumont que les Juifs constituent une nation, ce serait une nation artificielle. Le Juif moderne est le produit de la sélection antinaturelle à laquelle ses ancêtres ont été soumis pendant près de dix-huit siècles .» Il ne reste plus guère aux bundistes qu'à élaborer l'idée d'une nationalité particulière des Juifs russes dont la langue est le « yiddish » et le territoire la zone de résidence [50].

Absolument inconsistante, au point de vue scientifique *, l'idée d'un peuple juif spécial est, par sa portée politi-

* Ce ne sont pas seulement les particularités nationales, mais même les particularités raciales des Juifs que rejette la science moderne qui met au premier plan les particularités de l'*histoire* des Juifs. « Les traits particuliers aux Juifs proviennent-ils de leur caractère racial ? » demande K. Kautsky ; et il répond que nous ne savons

que, réactionnaire. Les faits universellement connus d'une histoire récente et l'actualité politique contemporaine sont là pour nous en donner la preuve pratique, irréfutable. Dans toute l'Europe, la chute de la féodalité et le développement de la liberté politique ont marché de pair avec l'émancipation politique des Juifs, qui abandonnent le « yiddish » pour adopter la langue du peuple parmi lequel ils vivent et, d'une manière générale, avec le progrès incontestable de leur assimilation à la population qui les entoure. Faut-il que nous en revenions toujours à nos théories spécifiques et proclamions que la Russie, elle, sera une exception, quoique le mouvement d'émancipation des Juifs y soit bien plus profond et bien plus large qu'ailleurs, grâce à l'éveil d'une héroïque conscience de soi dans le prolétariat juif ? Est-il possible que l'on puisse invoquer le hasard pour expliquer que précisément les forces réactionnaires de toute l'Europe, et surtout de Russie, s'insurgent *contre* l'assimilation des Juifs et s'efforcent de perpétuer leur particularisme?

La question juive *ne se pose pas* autrement : assimilation ou particularisme ? Et l'idée d'une « nationalité » juive porte un caractère nettement réactionnaire non seulement chez ses adeptes conséquents (les sionistes), mais aussi chez ceux qui s'attachent à la concilier avec les idées de la social-démocratie (les bundistes). L'idée d'une nationalité juive contredit les intérêts du prolétariat juif en créant chez lui, ouvertement ou implicitement, un état d'esprit hostile à l'assimilation, l'état d'esprit du « ghetto ». « Quand l'Assemblée nationale, en 1791, décréta l'émancipation des Juifs, écrit Renan, elle s'occupa extrêmement peu de la race... L'œuvre du XIX[e] siècle est d'abattre tous les « ghettos », et je ne fais pas mon compliment à ceux qui ailleurs cherchent à les relever. La

pas même exactement ce qu'est proprement parler une race. « Nous n'avons nul besoin de recourir à la notion de race qui ne donne point de réponse véritable, mais ne fait que soulever de nouvelles questions. Il suffit de suivre l'histoire du peuple juif pour élucider les causes de son caractère. » Et un spécialiste de cette histoire comme l'était Renan déclare : « De même, chez les Juifs, la physionomie particulière et les habitudes de vie sont bien plus le résultat de nécessités sociales qui ont pesé sur eux pendant des siècles qu'elles ne sont un phénomène de race [81]. »

race israélite a rendu au monde les plus grands services. Assimilée aux différentes nations, en harmonie avec les diverses unités nationales, elle continuera à faire dans l'avenir ce qu'elle a fait dans le passé. » Et Karl Kautsky, faisant spécialement allusion aux Juifs russes, s'exprime en termes encore plus énergiques. L'hostilité pour les couches allogènes de la population ne peut être éliminée « que lorsqu'elles cesseront de constituer un élément étranger, se fondront dans la masse de la population. *C'est l'unique solution possible de la question juive, et nous devons appuyer tout ce qui contribue à mettre fin au particularisme juif* ». Et voilà que cette unique solution possible, le Bund la contrecarre en n'éliminant pas, mais au contraire en accentuant et en consacrant le particularisme juif par la diffusion de l'idée d'une « nation » juive et d'un projet de fédération entre prolétaires juifs et non juifs. Là est l'erreur fondamentale du « bundisme », erreur qui doit être et sera rectifiée par les représentants conséquents de la social-démocratie juive. Cette erreur conduit les bundistes à un acte aussi inouï dans la social-démocratie internationale que celui d'éveiller la défiance des prolétaires juifs à l'égard des prolétaires non juifs, de faire régner la suspicion sur ces derniers, de propager des contre-vérités à leur endroit. En voici la preuve, tirée de cette même brochure : « Une chose aussi absurde (la privation, pour l'organisation du prolétariat de toute une nationalité, du droit d'être représentée dans les organismes centraux du Parti) ne peut être ouvertement préconisée (notez cela !) qu'en ce qui concerne le prolétariat juif qui, étant donné les destinées historiques particulières du peuple juif, a encore à lutter pour être considéré comme un égal (!!) dans la grande famille du prolétariat mondial. » Il n'y a pas longtemps, nous avons trouvé cette même sortie dans une feuille sioniste, dont les auteurs crachent feu et flammes contre l'*Iskra*, voyant dans la lutte qu'elle mène contre le Bund un refus de reconnaître l'« égalité » du Juif par rapport au non-Juif. Et voici qu'aujourd'hui les bundistes reprennent à leur compte ces incartades sionistes ! On propage une contre-vérité flagrante, car ce n'est pas « seulement » en ce qui concerne les Juifs, mais aussi en ce qui concerne les Arméniens, les Géorgiens, etc., que nous avons « préconisé »

la « privation du droit de représentation », et pour ce qui est des Polonais, nous avons convié au rapprochement, à l'union, à la fusion de tout le prolétariat qui lutte contre l'autocratie tsariste. Ce n'est pas non plus sans raison que le P.P.S. (Parti socialiste polonais) a fulminé contre nous ! Qualifier de « lutte pour l'égalité des Juifs dans *la grande famille du prolétariat mondial* », la lutte que l'on mène en faveur de l'*idée* sioniste d'une nation juive, en faveur du *principe* fédératif d'organisation du Parti, c'est ravaler la lutte en la transposant du domaine des idées et des principes dans celui des suspicions, des excitations, de l'exaltation des préjugés qui se sont constitués au cours de l'histoire. C'est montrer à l'évidence que dans la lutte que l'on mène, on ne possède point une arme réellement au service d'idées et de principes.

* *
*

Nous sommes amenés de la sorte à conclure que ni les arguments logiques, ni les arguments historiques, ni les arguments nationalistes du Bund ne résistent à la critique. La période de débandade qui a accentué les hésitations parmi les social-démocrates russes ainsi que le particularisme de certaines organisations a influé dans le même sens — et même plus puissamment encore — sur les bundistes. Au lieu d'adopter le mot d'ordre de la lutte contre ce particularisme qui s'est constitué au cours de l'histoire (et que la débandade a renforcé), ils l'ont érigé en principe, s'accrochant à des sophismes relatifs au caractère foncièrement contradictoire de l'autonomie, à l'idée sioniste d'une nation juive. Ce n'est qu'en reconnaissant résolument et expressément cette erreur et en proclamant sa *volte-face vers la fusion*, que le Bund pourra abandonner la voie erronée dans laquelle il s'est engagé. Et nous sommes convaincus que les meilleurs représentants des idées social-démocrates au sein du prolétariat juif obligeront tôt ou tard le Bund à abandonner la voie du particularisme pour celle de la fusion.

« Iskra » n° 61, 22 octobre 1903 *Conforme au texte du journal*

LA BOURGEOISIE POPULISANTE ET LE POPULISME DÉSEMPARÉ

Il y a longtemps déjà que les marxistes russes ont signalé la dégénérescence du vieux populisme russe classique, révolutionnaire, qui se poursuit sans interruption depuis les années quatre-vingt du siècle passé. La foi s'est obscurcie dans la nature particulière de l'économie paysanne, dans la communauté en tant qu'embryon et base du socialisme, dans la possibilité d'éviter la voie du capitalisme par une révolution sociale immédiate, pour laquelle le peuple serait déjà prêt. Seules les revendications exigeant toutes sortes de mesures en vue d'affermir l'économie paysanne et la « petite production populaire » en général ont gardé une importance politique. Ce n'était déjà là, au fond, que du réformisme bourgeois ; le populisme se fondait dans le libéralisme ; la tendance libéralo-populiste qui se constituait ne voulait ou ne pouvait voir que les mesures projetées (tous ces crédits, coopératives, travaux de bonification, extension de la propriété foncière) ne sortent pas du cadre de la société bourgeoise *existante*. Les théories populistes de Messieurs V. V., Nikolaï-on [52] et de ceux qui, très nombreux, leur font écho, n'ont servi qu'à couvrir d'un voile pseudo-scientifique ce fait fâcheux mais incontestable. La critique marxiste a déchiré ce voile, et l'influence des idées populistes sur les milieux révolutionnaires de Russie a commencé à décroître avec une étonnante rapidité. Ces idées sont déjà devenues, en réalité, le patrimoine exclusif

de cette couche sociale à laquelle elles s'apparentaient — la « société » libérale russe.

Le bernsteinisme de l'Europe occidentale a été un courant nouveau qui renforça, tout en la modifiant, la tendance que j'ai notée. Certes, ce n'est pas pour rien que l'on dit : « Nul n'est prophète en son pays. » Bernstein n'a pas eu de chance dans le sien, mais par contre ses idées « ont été prises au sérieux » et mises en pratique par certains socialistes de France, d'Italie, de Russie, qui ont eu tôt fait d'évoluer et de devenir des représentants du réformisme bourgeois. Fécondée par ces idées, la tendance libéralo-populiste gagna chez nous de nouveaux alliés parmi les ex-marxistes, en même temps qu'elle atteignait sa maturité du dedans, en rejetant certaines illusions primitives et appendices réactionnaires. Le bernsteinisme a eu son utilité, non qu'il ait transformé le socialisme, mais parce qu'il a donné sa physionomie à la nouvelle phase du libéralisme bourgeois et arraché leur masque de socialisme à certains pseudo-socialistes.

C'est un exemple, au plus haut point intéressant et instructif, du rapprochement et de la fusion des idées opportunistes européennes et des idées populistes russes, que nous fournit l'article de monsieur L. : « A propos de la question agraire », dans le numéro 9 (33) de l'*Osvobojdénié*. C'est un véritable article-programme où est consciencieusement exposé le *credo* de l'auteur, ainsi que l'application méthodique de ce *credo* dans un domaine déterminé. Cet article fera époque dans l'histoire du libéralisme russe ; il marque un progrès considérable dans sa formation et sa consolidation.

L'auteur revêt son libéralisme bourgeois d'un costume à la dernière mode. Reprenant presque textuellement les paroles de Bernstein, il s'attache, avec un sérieux plaisant, à persuader le lecteur que « l'on ne saurait, d'aucune manière, séparer l'un de l'autre, ou même opposer l'un à l'autre, libéralisme et socialisme : par l'idéal sur lequel ils se fondent, ils sont identiques et inséparables ; le socialisme n'est pas un danger pour le libéralisme, comme beaucoup le redoutent ; il vient non pas ruiner les préceptes du libéralisme, mais les accomplir ». On croit ce que l'on désire, c'est connu ; monsieur L. et consorts voudraient

bien que les social-démocrates ne se séparent pas des libéraux, qu'ils conçoivent le socialisme « non pas comme un ensemble de dogmes tout prêts et de doctrines figées qui prétendent enregistrer à l'avance tout le cours du développement historique... » (et ainsi de suite, tout à fait dans l'esprit de la *Révolioutsionnaïa Rossia*)... mais « comme un idéal éthique commun... » (que tous les philistins, les libéraux y compris, rangent, comme l'on sait, dans le domaine de l'utopie, de la vie future et des « choses en soi », idéal irréalisable dans cette vallée de larmes).

Naturellement, les libéraux veulent — passez-moi cette expression vulgaire ! — faire mousser leur marchandise, identifier le libéralisme politique en Russie avec le démocratisme social et économique. L'idée est « louable », mais elle est aussi extrêmement confuse et des plus astucieuses. Louable, car elle témoigne de la bonne volonté de cette partie des libéraux qui revendique de larges réformes sociales. Confuse, car elle se fonde sur l'opposition du libéralisme démocratique au libéralisme bourgeois (encore une fois, tout à fait dans l'esprit de la *Révolioutsionnaïa Rossia* !) ; l'auteur semble ignorer totalement que dans toute société capitaliste, il ne peut manquer d'exister certains éléments démocratiques, *bourgeois*, qui revendiquent de larges réformes démocratiques, sociales et économiques ; comme tous les Millerand [53] russes, il veut mettre sur le même plan le réformisme *bourgeois* et le socialisme conçu, bien entendu, « non pas comme un ensemble de dogmes tout prêts », etc. Enfin, cette idée est des plus astucieuses, car l'auteur veut se persuader et persuader les autres que la sympathie pour les réformes — « la sollicitude pour les besoins et les intérêts du peuple, le « populisme » au sens éthique véritable et sublime de ce mot », — chez une partie des libéraux, à un moment historique donné, est ou peut être constante, inhérente au libéralisme en général. Cela est d'une naïveté touchante. Qui donc ignore que tout gouvernement bourgeois démissionnaire, *toute* « opposition de Sa Majesté » clame toujours son « populisme » sincère, sublime et éthique, tant qu'il reste dans l'opposition ? La bourgeoisie russe joue (et joue parfois sincèrement) au populisme précisément parce qu'elle se trouve dans l'opposition, et qu'elle ne tient pas encore les rênes du pouvoir. Aux astucieuses protesta-

tions d'amour de ces messieurs de l'*Osvobojdénié*, le prolétariat russe répondra : *pas si bête, messieurs !* *

Des considérations générales relatives à l'identité du libéralisme et du socialisme, monsieur L. passe à la théorie générale de la question agraire. En dix lignes, il pulvérise le marxisme (toujours dans l'esprit de la *Révolioutsionnaïa Rossia*) qu'à cette fin il expose, comme de juste, d'une manière simpliste et triviale, et qu'il déclare contredit par l'expérience, scientifiquement indémontré, erroné, enfin ! Fait éminemment caractéristique : pour toute confirmation, il invoque les écrits *socialistes* (souligné par monsieur L.) en Europe — la littérature bernsteinienne, apparemment. Référence des plus convaincantes. Si les socialistes d'Europe (*d'Europe !*) commencent à penser et à raisonner bourgeoisement, pourquoi les bourgeois russes ne se proclameraient-ils pas à la fois populistes et socialistes ? La conception marxiste de la question paysanne — nous assure monsieur L. — « si elle était incontestable et la seule possible, placerait toute la Russie des zemstvos (sic !) dans une situation affreuse, tragique, en la condamnant à l'inaction, en raison de l'impossibilité démontrée d'une politique agraire progressive et, en général, d'une aide raisonnable, rationnelle, à l'économie paysanne ». Comme vous le voyez, l'argument est irréfutable : *du fait* que le marxisme démontre l'impossibilité, sous le capitalisme, d'une prospérité tant soit peu durable pour des couches tant soit peu larges de la paysannerie, *de ce fait*, il place dans une situation affreuse, tragique, la Russie des « zemstvos » (n'est-ce pas là une coquille, et ne faudrait-il pas lire : « terrienne ? »), c'est-à-dire la Russie qui vit précisément de la ruine et de la prolétarisation de la paysannerie. Oui, c'est l'un des mérites historiques du marxisme d'avoir placé une fois pour toutes dans une situation affreuse, tragi-comique, les idéologues de la bourgeoisie qui se parent du costume du populisme, du démocratisme économique et social, etc...

Pour en finir avec les élucubrations théoriques de monsieur L., il nous reste encore à citer cette perle : « Ici (c'est-à-dire dans l'agriculture) — nous dit-on — n'existe pas, ne saurait exister, le progrès automatique (!) possible jus-

* En français dans le texte. (*N.R.*)

qu'à un certain point, dans l'industrie, en raison du développement objectif (!) de la technique. » Cette pensée si profonde est empruntée tout entière à MM. Kabloukov, Boulgakov, E. David et *tutti quanti* qui, dans leurs « savants » ouvrages, justifient le retard de leurs conceptions par le retard de l'agriculture sur les plans technique, économique et social. Le retard de l'agriculture est incontestable; il a été reconnu par les marxistes depuis longtemps, et il s'explique parfaitement ; mais parler de « progrès automatique (fût-ce jusqu'à un certain point) dans l'industrie » et d'un développement objectif de la technique — c'est inepte.

Cependant, ces excursions dans le domaine de la science ne sont qu'un ornement architectural dans l'article de monsieur L. En vrai politique réaliste, il nous donne, à côté de raisonnements généraux extrêmement confus, un programme pratique au plus haut point sensé et concret. Il nous prévient modestement, il est vrai — dans son russe bureaucratique — qu'il se défend de tracer à l'avance un programme, et se borne à exposer son attitude ; mais ce n'est là, de sa part, que fausse modestie. En réalité, nous avons dans l'article de monsieur L. le programme agraire, extrêmement détaillé et complet, des libéraux russes, auquel il ne manque que d'être rédigé, quant au style, et subdivisé en paragraphes. C'est un programme d'esprit libéral conséquent : liberté politique, réforme fiscale démocratique, liberté de déplacement, politique agraire démocratique en vue de démocratiser la propriété foncière. On y revendique, pour réaliser cette démocratisation, la liberté de se retirer de la communauté ; la transformation de la communauté, association forcée, en association libre, à l'instar de toute association économique ; l'établissement d'une législation démocratique du fermage. L'« Etat » doit contribuer au « passage des terres entre les mains des masses laborieuses », par toute une série de mesures telles que l'extension de l'activité de la banque paysanne, la nationalisation des terres des apanages, la « création de petites exploitations de travail, individuelles ou coopératives », enfin, l'aliénation forcée ou le rachat obligatoire des terres nécessaires aux paysans. « Certes, ce rachat obligatoire doit s'effectuer sur un terrain strictement légal et être entouré, dans chaque

cas particulier, de sûres garanties », mais, dans certains cas, il doit être effectué « presque (sic !) sans restriction », — ainsi, en ce qui concerne les « otrezki » [54], qui créent des rapports rappelant le servage. Pour mettre fin aux rapports semi-féodaux, l'Etat doit avoir le droit de procéder à l'aliénation forcée et à la délimitation forcée des lots en question.

Tel est le programme agraire des libéraux. Le parallèle entre ce programme et celui de la social-démocratie s'impose. L'analogie se manifeste dans l'identité des tendances immédiates et dans la similitude de la plupart des revendications. La différence réside dans les deux points suivants, d'une importance cardinale. Premièrement, la suppression des vestiges du servage (que les deux programmes exigent expressément et dont ils font leur but) : les social-démocrates entendent la réaliser par la voie révolutionnaire et avec un esprit de décision tout révolutionnaire ; les libéraux, par la voie des réformes et en hésitant. En second lieu, les social-démocrates soulignent qu'un régime d'où l'on élimine les vestiges du servage est un régime bourgeois ; ils en dénoncent d'avance et aussitôt toutes les contradictions ; ils s'attachent en même temps à élargir sans tarder et à rendre plus consciente la lutte de classe que ce nouveau régime porte en lui et qui, déjà, perce à la surface. Les libéraux méconnaissent le caractère bourgeois d'un régime où le servage est éliminé ; ils en estompent les contradictions, s'évertuent à émousser la lutte de classe qu'il porte dans ses flancs.

Arrêtons-nous sur ces différences.

Le réformisme et l'irrésolution du programme agraire libéral ressortent clairement, avant tout, du fait que celui-ci ne va pas au-delà du « rachat obligatoire » ; encore ce dernier n'est-il admis que « presque » sans restriction, — alors que le programme agraire social-démocrate exige l'aliénation sans indemnité des parcelles chez leurs anciens possesseurs ; il n'admet le rachat que dans des cas particuliers, rachat effectué aux dépens des propriétés foncières de la noblesse. Les social-démocrates, on le sait *, ne rejettent

* Voir la déclaration de Plékhanov dans le n° 4 de la *Zarïa* ainsi que ma réponse à X. (Voir Lénine, Œuvres, 4e éd. russe, t. 6, pp. 404-405. *N.R.*)

pas non plus l'expropriation de toute la grosse propriété foncière ; seulement, ils estiment qu'il est inadmissible et hasardeux d'inclure dans le programme cette revendication qu'en certaines circonstances il est inopportun de formuler. Dès le début, les social-démocrates convient le prolétariat à faire le premier pas révolutionnaire avec la paysannerie aisée, pour aussitôt aller plus loin, ou bien avec la bourgeoisie paysanne contre la classe des gros propriétaires terriens, ou bien contre la bourgeoisie agraire unie à la classe des gros propriétaires terriens. Quant aux libéraux, même en l'occurrence, dans leur lutte contre les rapports semi-féodaux, ils repoussent l'initiative et la lutte de classe. Ils veulent (oubliant le caractère de classe de l'Etat) confier la réforme à l'« Etat », assisté des administrations autonomes locales et de commissions « spécifiques », en assimilant — ceci est on ne peut plus caractéristique — l'aliénation forcée des parcelles à l'aliénation forcée de terres pour la construction de voies ferrées ! ! Nos libéraux ne sauraient plus clairement exprimer ou plutôt *trahir* leur secret désir d'entourer, pour les classes dirigeantes, la nouvelle réforme de « facilités », analogues à celles dont, partout et toujours, est entourée la vente des terres aux chemins de fer. Et cela, avec des phrases ronflantes sur la substitution à la politique agraire aristocratique de caste, d'une politique démocratique paysanne ! Pour réaliser en fait cette substitution, il faut faire appel non pas à « l'intérêt public », mais à l'ordre opprimé — la paysannerie — contre la caste opprimante — la noblesse ; il faut *dresser* la première contre la seconde ; il faut convier la paysannerie à une initiative révolutionnaire, et non l'Etat à une activité réformatrice. Poursuivons. Tout en parlant de la suppression des rapports semi-féodaux, les libéraux ferment les yeux sur la nature des rapports d'où ils éliminent le servage. Monsieur L., par exemple, reprend les expressions mêmes des M.M. Nikolaï-on, V.V. et autres, relatives au « principe de la reconnaissance du droit des agriculteurs à la terre qu'ils travaillent », à la « vitalité » de la paysannerie, mais il tait discrètement le « principe » de la gestion et de l'exploitation bourgeoises du travail salarié par cette paysannerie pleine de vitalité. Qu'une application conséquente du démocratisme dans le domaine agraire signifie nécessai-

rement le renforcement et la consolidation précisément des représentants petits-bourgeois de la paysannerie, les démocrates bourgeois n'en ont ni n'en veulent avoir la moindre idée. Dans la prolétarisation de la paysannerie, monsieur L. se refuse (toujours à la suite des populistes et dans l'esprit de la *Révolioutsionnaïa Rossia*) à voir un « type de développement » ; il l'explique par les « survivances du servage » et « l'état pathologique général de la campagne » ! Sans doute lorsque nous aurons une constitution, les villes cesseront-elles de grandir, les paysans pauvres de fuir la campagne, les gros propriétaires fonciers de passer du système d'exploitation par redevances-travail à l'emploi d'une main-d'œuvre salariée, etc. ! Exposant l'influence bienfaisante de la Révolution française sur la paysannerie, monsieur L. parle en termes pathétiques de la disparition de la disette, de l'essor de l'agriculture et de son progrès ; mais que ce fut là un progrès bourgeois, s'appuyant sur la formation d'une classe « stable » d'ouvriers agricoles salariés et sur la misère chronique de la grande masse des couches *inférieures* de la paysannerie,— voilà ce dont, bien entendu, un bourgeois populisant ne soufflera mot.

Bref, la différence entre le programme agraire de monsieur L. et le programme agraire social-démocrate est la reproduction frappante, en plus petit, de tout ce qui distingue en général les programmes minimum de la démocratie libérale et de la démocratie prolétarienne. Soit que vous considériez les bases théoriques sur lesquelles les idéologues ont, de part et d'autre, bâti ces programmes, ou la manière dont les partis et courants d'opinion respectifs les ont mis en pratique ; soit que vous consultiez, par exemple, l'histoire de l'année 1848, — vous constaterez, entre la façon libérale et la façon social-démocrate de formuler les tâches pratiques immédiates, précisément ces deux différences fondamentales : d'une part, l'indécision de ceux qui luttent pour des réformes contre les survivances de la féodalité et l'escamotage des contradictions de classe de la société « moderne » ; de l'autre, la lutte révolutionnaire contre les vestiges du passé afin d'étendre, de développer et d'intensifier la lutte des classes sur le terrain de la nouvelle société. Certes, ces différences fondamentales, inhérentes à la nature même de la société capitaliste en voie de

développement, se manifestent sous des formes très différentes dans les divers Etats nationaux et à diverses époques. L'impuissance à discerner, derrière les formes nouvelles et originales, la « vieille » démocratie bourgeoise, constitue le trait caractéristique de ses idéologues, conséquents ou non. Ainsi, parmi ces derniers, nous ne pouvons nous empêcher de ranger un représentant du « populisme désemparé », monsieur P. Novobrantsev (voir la *Révolioutsionnaïa Rossia*, nos 32 et 33), qui, parlant des attaques menées par l'*Iskra* contre l'*Osvobojdénié* en tant que publication bourgeoise de classe, note ironiquement : « Il n'y a pas à dire, elle l'a trouvée, la bourgeoisie. » « M. Strouvé — nous enseigne avec condescendance la *Révolioutsionnaïa Rossia* — est le représentant de l'« intelligentsia », et non de la « bourgeoisie en tant que classe » car « il ne groupe ni entraîne à sa suite aucune classe ou caste sociale ». Fort bien, messieurs ! Mais si vous y réfléchissiez un peu, vous verriez que M. Strouvé est un représentant de l'intelligentsia *bourgeoise*. Quant à la bourgeoisie comme classe, le prolétariat russe ne la verra devant lui, sur la scène historique, que le jour où existera la liberté politique, où le gouvernement sera presque directement le « comité » de telle ou telle couche de la bourgeoisie. Et seuls les « socialistes par méprise » peuvent ignorer que leur devoir est d'ouvrir les yeux à la classe ouvrière sur la bourgeoisie, sur son activité comme sur sa mentalité, dans sa maturité comme dans sa rêveuse adolescence.

A propos de rêveries, c'est bien M. Novobrantsev qu'il faudrait citer. Mais cet article est déjà si long, la conception du monde et les vues agraro-historiques de M. Novobrantsev présentent tant d'intérêt, surtout mises en parallèle avec celles de monsieur L., que force nous est de remettre à plus tard notre entretien sur ce sujet.

Rédigé le 5 (18) novembre 1903.

Publié le 1er décembre 1903 dans l'« Iskra » n° 54.
Signé : N. Lénine

Conforme au texte du journal

À LA RÉDACTION DE L'ORGANE CENTRAL DU P.O.S.D.R.

Cher camarade,

Je vous prie d'insérer dans l'*Iskra* la déclaration suivante :

« A dater du 1er novembre (nouveau calendrier) 1903, N. Lénine cesse de faire partie de la rédaction de l'*Iskra.* »

Avec mes salutations social-démocrates

N. Lénine

Rédigé le 5 (18) novembre 1903.
Publié en 1904

Conforme au manuscrit

DÉCLARATION NON PUBLIÉE [55]

Le Comité central du P.O.S.D.R., à sa séance du 27 novembre 1903, tenue à Genève, a adopté à l'unanimité la résolution suivante :

La cooptation, par le camarade Plékhanov, de partisans de Martov à la rédaction marque le passage manifeste de Plékhanov dans le camp de la minorité du congrès du Parti, minorité que Plékhanov lui-même a maintes fois et publiquement caractérisée comme encline à l'opportunisme et à l'anarchisme. Cela ressort avec une netteté parfaite des procès-verbaux du congrès du Parti et du congrès de la Ligue. Ce passage constitue une violation expresse de la volonté du congrès du Parti sous l'influence de la Ligue à l'étranger et en dépit de la décision nettement exprimée de la majorité des comités du Parti en Russie. Le Comité central ne peut admettre cette violation de la volonté du congrès, d'autant moins que mettant à profit pour sa démarche la démission du camarade Lénine, le camarade Plékhanov a commis un abus de confiance caractérisé, car le camarade Lénine avait donné sa démission sous certaines conditions, dans l'intérêt de la bonne entente au sein du Parti. Or, en repoussant l'ultimatum du Comité central en date du 25 novembre [56], les amis de Martov ont décliné la paix, et par là même déclaré la guerre.

Aussi, le Comité central prend-il révolutionnairement en mains l'organe central du Parti, et déclare-t-il qu'il fera

tout pour que la volonté de l'ensemble du Parti, et non la volonté de la Ligue à l'étranger ni la trahison d'une personne, détermine les destinées futures du Parti.

Le Comité central

Rédigé le 14 (27) novembre 1903.

Publié pour la première fois en 1928 dans le Recueil Lénine VII

Conforme au manuscrit

LETTRE À LA RÉDACTION DE L'*ISKRA* [57]

L'article « Ce qu'il ne faut pas faire » soulève des questions si importantes, si capitales précisément à l'heure actuelle, de la vie de notre Parti, qu'on a peine à contenir son désir de répondre sans tarder à l'aimable invitation, faite par la rédaction, qui nous ouvre hospitalièrement les colonnes de son organe, — surtout si l'on est un collaborateur permanent de l'*Iskra*, surtout à un moment où tarder d'une semaine à se prononcer, c'est peut-être y renoncer tout à fait.

Or, je voudrais me prononcer, à titre consultatif, afin d'écarter certains malentendus possibles et presque inévitables.

Je dirai avant tout qu'à mon avis, l'auteur de l'article a mille fois raison lorsqu'il insiste sur la nécessité de sauvegarder l'unité du Parti et d'éviter de nouvelles scissions, notamment par suite de désaccords qu'on ne saurait regarder comme importants. Convier à la paix, à la douceur et à la conciliation est au plus haut point digne d'éloges chez un dirigeant, surtout à pareil moment. Excommunier ou exclure du Parti non seulement les anciens économistes [58], mais encore les groupuscules de social-démocrates atteints d'une « certaine inconséquence », serait sans conteste déraisonnable, déraisonnable au point que nous comprenons parfaitement l'irritation avec laquelle l'auteur de l'article parle de ceux qui lui apparaissent comme des Sobakévitch [59] raides, têtus et ineptes, et qui vont jusqu'à réclamer l'exclusion. Bien plus, nous pensons que le jour où notre Parti

aura un programme et une organisation nous devrons non seulement ouvrir hospitalièrement les colonnes de l'organe du Parti pour un échange de vues, mais donner encore la possibilité d'exposer méthodiquement leurs désaccords, même peu importants, aux groupes, ou, pour reprendre les termes de l'auteur, aux groupuscules qui, par manque d'esprit de suite, défendent certains dogmes du révisionnisme et qui, pour telles ou telles raisons, défendent leur groupe particulier et leur individualité. Précisément pour ne pas se montrer trop raides et acerbes à la Sobakévitch vis-à-vis de l'« individualisme anarchique », il est indispensable, selon nous, de tout faire — même certaines dérogations aux beaux schémas du centralisme et à la subordination absolue à la discipline — pour accorder à ces groupuscules la faculté de s'exprimer, pour permettre à l'ensemble du Parti de mesurer la profondeur ou l'insignifiance des désaccords, de déterminer où, en quoi et *de quel côté* il y a *inconséquence*.

Il est temps, en effet, de briser résolument avec les traditions du sectarisme de cercle, et, dans un Parti s'appuyant sur les *masses*, de formuler résolument le mot d'ordre : *davantage de lumière*, que le Parti sache *tout*, qu'il dispose de *toute, absolument toute la documentation* nécessaire pour juger de tous désaccords, retours au révisionnisme, dérogations à la discipline, etc., quels qu'ils soient. Plus de confiance dans le discernement propre de l'ensemble des militants du Parti ; eux, et eux seuls, sauront tempérer l'excessive véhémence des groupuscules portés à la scission ; sauront, par une action lente, imperceptible, mais d'autant plus persévérante, leur insuffler la « bonne volonté » nécessaire pour observer la discipline du Parti ; sauront refroidir l'ardeur de l'individualisme anarchique ; sauront, par le seul fait de leur impartialité, documenter, prouver et montrer l'insignifiance de désaccords qu'enflent les éléments qui aspirent à une scission.

A la question : « Ce qu'il ne faut pas faire ? » (ce qu'il ne faut pas faire en général, et ce qu'il ne faut pas faire pour ne pas provoquer de scission), je répondrais avant tout : ne pas celer au Parti les sujets nouveaux et croissants de scission ; ne rien celer des circonstances et des événements qui sont ces sujets. Bien plus : ne pas les ce-

ler au Parti, mais encore, dans la mesure du possible, au grand public. Quand je dis « dans la mesure du possible », je songe à ces choses qu'il importe de celer en raison des nécessités de l'action clandestine, — mais dans nos dissensions les considérations de ce genre jouent un rôle absolument négligeable. Une large publicité est le moyen le plus certain, l'unique moyen sûr d'éviter les scissions que l'on peut éviter, de réduire au minimum le dommage que peuvent causer celles devenues inévitables.

Songez en effet aux devoirs qu'impose au Parti cette circonstance qu'il a désormais affaire à la *masse*, et non à des cercles. Pour devenir le Parti des masses autrement qu'en paroles nous devons faire participer à l'activité du Parti des masses toujours plus larges, les tirer constamment de leur apathie politique pour les entraîner à protester et à lutter, pour qu'elles passent d'un esprit général de protestation à l'adoption consciente des conceptions social-démocrates, de l'adoption de ces conceptions au soutien du mouvement, de ce soutien à une participation organisée au Parti. Ce résultat, peut-on l'obtenir sans la plus large publicité sur les problèmes dont la solution détermine l'action exercée sur les masses ? Les ouvriers cesseront de nous comprendre et nous abandonneront — état-major sans armée — en cas de scissions provoquées par d'insignifiants désaccords, déclare l'auteur et à très juste titre. Or, pour que les ouvriers *ne puissent* cesser de nous comprendre, pour que leur expérience de la lutte et leur instinct de prolétaires puissent *apprendre quelque chose aussi à nous*, « dirigeants », pour cela, il faut que les ouvriers organisés apprennent à observer attentivement les sujets de scission qui surgissent (ces sujets ont toujours existé et ils ne cesseront de réapparaître dans tout parti de masse), à les envisager à bon escient, à apprécier les événements qui se produisent dans quelque trou perdu, en Russie ou à l'étranger, du point de vue des intérêts de l'ensemble du Parti, des intérêts du mouvement tout entier.

L'auteur a mille fois raison de souligner qu'à nos organismes centraux il sera beaucoup donné et beaucoup demandé. C'est bien cela. Et c'est aussi pourquoi il faut que *le Parti tout entier forme* systématiquement, peu à peu, sans arrêt des hommes compétents pour ces organismes, qu'il

embrasse d'un coup d'œil *toute l'activité* de chaque candidat à ce haut poste, qu'il connaisse même leurs particularités individuelles, leurs qualités comme leurs défauts, leurs victoires aussi bien que leurs « défaites ». L'auteur se livre à de très fines remarques, sans doute fondées sur une riche expérience, relativement à certaines raisons de ces défaites. Et c'est parce que ces remarques sont si fines qu'il faut que tout le Parti en fasse son profit, qu'il *voie toujours* chaque « défaite », fût-elle partielle, de tel ou tel de ses « dirigeants ». Pas un homme politique qui n'ait subi des défaites au cours de sa carrière, et si nous parlons sérieusement d'influer sur les masses, de nous concilier la « bonne volonté » des masses, nous devons tout faire pour que ces défaites ne soient pas escamotées dans l'atmosphère étouffante des cercles et des groupements, pour qu'elles soient soumises au jugement de tous. Cela paraît gênant au premier abord ; cela doit parfois sembler « blessant » pour tel ou tel dirigeant ; mais nous sommes tenus de surmonter ce sentiment factice de gêne ; c'est là notre devoir vis-à-vis du Parti, vis-à-vis de la classe ouvrière. Ainsi, et ainsi seulement, nous donnerons à la masse tout entière (et non à la sélection fortuite d'un cercle ou d'un groupuscule) des militants influents du Parti, la possibilité de connaître ses chefs et de *placer chacun à la place qui lui convient*. Seule une large publicité redresse toutes les déviations rigides, unilatérales, capricieuses ; elle seule tire de l'« opposition » parfois inepte et ridicule des « groupuscules » la matière utile, indispensable, qui permet de s'éduquer dans l'esprit de parti.

De la lumière, davantage de lumière ! Il nous faut un immense orchestre ; il nous faut acquérir de l'expérience afin d'y distribuer rationnellement les rôles : donner à l'un le violon sentimental, à l'autre la contrebasse grondante, à un troisième la baguette de chef d'orchestre. Que soit donc entendu le magnifique appel qu'a lancé l'auteur, afin que toutes les opinions soient hospitalièrement accueillies dans les colonnes de l'organe central et de toutes les publications du Parti ; que tous et que chacun soient juges de nos « querelles et disputes » à propos de toute « note » attaquée trop brusquement au gré des uns, fausse selon les autres, manquée de l'avis des troisièmes. Ce n'est

qu'après de nombreuses et franches discussions de ce genre que pourra se constituer chez nous un collège de dirigeants réellement à l'unisson ; ce n'est qu'à cette condition que les ouvriers seront placés dans une situation telle qu'ils ne *pourront* cesser de nous comprendre ; ce n'est qu'alors que notre « état-major » s'appuiera effectivement sur la *bonne* volonté *consciente* d'une armée qui le suivra tout en le guidant !

Lénine

« Iskra » n° 53, 25 novembre 1903

Conforme au texte du journal « Iskra »

POURQUOI J'AI QUITTÉ LA RÉDACTION DE L'*ISKRA* *

LETTRE À LA RÉDACTION DE L'*ISKRA* **

Ce n'est nullement là une question personnelle, mais celle des rapports de la majorité et de la minorité de notre congrès du Parti. Et je suis tenu d'y répondre sans tarder et publiquement, non seulement parce que les délégués de la majorité m'accablent de questions, mais encore parce que l'article « Notre congrès », dans le numéro 53 de l'*Iskra*, a présenté sous un jour *absolument faux* cette division parmi les membres de l'*Iskra*, pas très profonde mais très désorganisatrice à laquelle a conduit le congrès.

L'article expose la chose de telle manière que, même à la loupe, personne n'y découvrira *une seule* cause vraiment sérieuse de division, personne n'y verra fût-ce l'ombre d'une explication à un fait comme le changement apporté dans la composition de la rédaction de l'organe central ; personne n'y trouvera fût-ce un semblant de raison valable expliquant mon départ de ce collège. Nous différions d'avis sur la question de l'organisation des organismes centraux du Parti, dit l'auteur de l'article, sur la question des rapports de l'organe central et du Comité central, de la manière d'appliquer le centralisme, des limites et du caractère d'une centralisation possible et utile, du préjudice qu'apporte un formalisme bureaucratique.

* J'ai fait parvenir cette lettre à la rédaction de l'*Iskra* immédiatement après la parution du numero 53. La rédaction en ayant refusé l'insertion dans le numéro 54, je me vois obligé de la faire paraître sous forme de tract.

Et en réalité ? Ne nous sommes-nous pas *séparés* sur la question de l'effectif des organismes centraux, sur la question de savoir s'il est permis, parce qu'on est mécontent de la composition des centres élus au congrès, de les boycotter, de désorganiser le travail pratique, de remanier les décisions du congrès du Parti pour complaire à certain *cercle* de social-démocrates à l'étranger, telle la majorité de la Ligue ?

Vous savez parfaitement, camarades, que c'est bien ainsi que les choses se sont passées. Mais la très grande majorité des militants les plus influents et les plus actifs du Parti l'ignorent encore, et j'indiquerai brièvement les faits essentiels, brièvement, parce que, à en juger par la déclaration parue dans le numéro 53 de l'*Iskra*, les documents qui se rapportent à l'histoire de nos divergences seront bientôt et intégralement publiés.

A notre congrès, ainsi que l'indiquent très justement l'auteur de l'article qui nous occupe, et la délégation du Bund dans le compte rendu qu'elle vient de publier, les « iskristes » étaient en forte majorité : environ 3/5 des voix, d'après mes calculs, même avant le départ des délégués du Bund et du *Rabotchéié Diélo*. Durant la première moitié du congrès, ces iskristes firent cause commune contre tous les anti-iskristes et iskristes inconséquents. On en eut surtout la preuve lors des deux incidents de la première partie du congrès, qui importent pour la compréhension de nos divergences : celui du Comité d'organisation et l'incident à propos de l'égalité des langues (la seule fois où la majorité compacte des iskristes ait fléchi, passant de 3/5 à 1/2). Au cours de la seconde moitié du congrès, les iskristes *commencèrent* à diverger, et à la fin du congrès ils divergeaient *totalement*. Les débats autour du paragraphe 1 des statuts du Parti et à propos de l'élection des organismes centraux font bien apparaître le caractère de ces divergences : la minorité des iskristes (Martov en tête) groupe progressivement autour d'elle un nombre toujours croissant de non-iskristes et d'éléments indécis, et s'oppose à la majorité des iskristes (dont Plékhanov et moi faisions partie). A propos du paragraphe 1, ce groupement ne se dessinait pas encore dans ses contours définitifs, mais les voix des bundistes et deux voix sur trois du *Rabotchéié Diélo* permettent

à la minorité iskriste de l'emporter. Lors de l'élection des organismes centraux, la majorité iskriste (à la suite du départ des délégués du Bund : cinq voix, et du *Rabotchéié Diélo* : deux voix) devient la majorité du congrès du Parti. *Et c'est alors seulement que nous divergeons* au véritable sens de ce mot.

Ce qui nous divise profondément, c'est avant tout la composition du Comité central. Après l'incident du Comité d'organisation déjà, tout au début du congrès, les iskristes discutent vivement la candidature de différents membres (*et non-membres*) du Comité d'organisation au Comité central ; aux réunions privées de l'organisation de l'*Iskra*, après de longs et ardents débats, ils repoussent l'une des candidatures qu'appuyait Martov par neuf voix contre quatre et trois abstentions. Par dix voix contre deux et quatre abstentions, ils adoptent une liste de cinq membres où figurent, *sur ma proposition*, un leader des éléments non iskristes et un leader de la minorité iskriste. Mais la minorité exige trois places sur cinq, et pour cette raison, essuie une défaite totale au congrès du Parti. De la même manière se termine la grande bataille qui s'était engagée au congrès autour de la question de la confirmation de l'ancien groupe des six ou de l'élection d'un nouveau groupe de trois à la rédaction de l'organe central *.

C'est alors seulement que la divergence devient complète au point de suggérer l'idée d'une scission ; alors seulement on voit pour la première fois au congrès la minorité (qui se transforme déjà en une véritable minorité « compacte ») s'abstenir de voter. Cette divergence ne cesse de s'aggraver après le congrès. La minorité mécontente passe

* Etant donné les innombrables bruits et faux bruits suscités par ce fameux « groupe de trois », je noterai tout de suite que bien avant le congrès, tous les camarades qui m'étaient un peu proches connaissaient mes commentaires au projet de *Tagesordnung* du congrès. Dans ces commentaires, qui circulèrent de main en main au congrès, on lit : « Le congrès élit trois personnes à la rédaction de l'organe central et trois au Comité central. Ces six personnes *ensemble*, à la majorité des 2/3, complètent, si besoin est, la rédaction de l'organe central et le Comité central par voie de cooptation, et en rendent compte au congrès. Après ratification par ce dernier, la cooptation se fait ensuite respectivement par la rédaction de l'organe central et par le Comité central. »

au boycottage qui se prolonge durant des mois entiers. Lorsqu'on nous accuse à ce propos de faire preuve d'un formalisme bureaucratique, d'exiger une obéissance absolue, mécanique, et d'autres balivernes de ce genre, on cherche uniquement à rejeter sa faute sur autrui ; c'est là chose évidente en soi, et qu'illustre assez ne serait-ce que le fait typique suivant : la nouvelle rédaction (c'est-à-dire Plékhanov et moi) invite tous les anciens rédacteurs à collaborer ; les invite, bien entendu, tout d'abord sans « formalisme », verbalement. Elle essuie un refus. Nous écrivons alors un « papier » (bureaucrates !) aux « chers camarades », pour les prier de collaborer, en particulier d'*exposer leurs désaccords dans les colonnes des publications que nous dirigeons.* Nous recevons une déclaration « formelle » : ils se refusent *à collaborer d'aucune manière à l'« Iskra ».* Et durant des mois entiers, personne, parmi les non-rédacteurs, ne travaille à l'*Iskra.* Les rapports deviennent purement formels, bureaucratiques, sur l'« initiative » de qui ?

Une littérature clandestine commence à inonder l'étranger ; on l'envoie aux comités et maintenant elle commence déjà, en partie, à repasser de Russie à l'étranger. Le rapport du délégué de Sibérie, la lettre de N. sur les mots d'ordre de l'« opposition », « Encore une fois en minorité » de Martov, sont remplis des imputations les plus cocasses à l'adresse de Lénine qu'elles accusent d'« autocratie », d'établir un régime robespierriste d'exécutions (sic !), d'organiser les funérailles politiques des vieux camarades (des funérailles, la non-élection au centre !), etc. Par la force même des choses l'opposition est entraînée à rechercher, en matière d'organisation, des divergences « de principe », qui ne permettent pas un travail commun. On s'en prend surtout au fameux « cinquième membre » du Conseil du Parti. Dans tous les écrits indiqués, on représente le Conseil comme une diplomatie ou un truc de Lénine, comme un moyen pour l'organe central à l'étranger de dominer le Comité central en Russie, exactement comme le fait la délégation du Bund dans son compte rendu du congrès. Inutile de dire que ce désaccord de principe n'est qu'une vétille, au même titre que le fameux formalisme bureaucratique : le cinquième membre est élu par le congrès ; tout se ramène donc à la *personnalité* qui mérite le plus la confiance de la

majorité ; or, toujours et quelle que soit l'organisation des centres du Parti, la volonté de la majorité du congrès du Parti se manifestera par le choix de certaines personnes.

Le fait que même le bon Parvus soit parti en guerre contre la tentative de concentrer tous les fils dans une seule main et de « commander » (sic !) aux ouvriers de loin, d'une quelconque Genève (*Aus der Weltpolitik* [61], V. Jahrg. n° 48, 30 novembre 1903) montre à quel point est répandue à l'étranger toute une littérature de ce genre. Un mois encore ou deux, et notre nouvel adversaire de l'autocratie se convaincra, en lisant les procès-verbaux des congrès du Parti et de la Ligue, qu'on devient facilement ridicule en prenant pour argent comptant tout Parteiklatsch *.

Le congrès de la Ligue a marqué l'apogée des opérations de l'opposition contre les organismes centraux. Le lecteur verra, en lisant les procès-verbaux, s'ils avaient raison ceux qui ont déclaré que ce congrès a été l'arène où des comptes se sont réglés portant sur le congrès du Parti ; si dans l'assaut mené par l'opposition il y avait quelque chose qui pût inciter le Comité central à des mesures tout exceptionnelles (pour reprendre les termes du Comité central lui-même, lorsqu'un changement dans la composition de la rédaction fit espérer que la paix s'établirait dans le Parti). Les résolutions adoptées par ce congrès montrent le caractère des désaccords « de principe » dans la question du bureaucratisme autocratique.

L'atmosphère de scission se faisait si menaçante après le congrès de la Ligue que Plékhanov décida de coopter l'ancienne rédaction. Je prévoyais que l'opposition ne s'en contenterait pas, et j'estimais impossible de réviser la décision du congrès du Parti pour donner satisfaction à un *cercle*. Mais j'estimais qu'il était encore plus inadmissible de faire obstacle à une paix possible dans le Parti, et c'est pourquoi je me suis retiré de la rédaction après la parution du numéro 51 de l'*Iskra* en déclarant que je ne refusais pas d'y collaborer, n'insistais même pas pour que mon départ fût rendu public, si la bonne entente s'établissait dans le Parti. L'opposition exigea (non la modification d'un système inexistant de bureaucratisme, de formalisme, d'auto-

* Mesquine querelle au sein de Parti. (*N.R.*)

cratie, de mécanisme, etc., mais) le rétablissement de l'ancienne rédaction, la cooptation de représentants de l'opposition au Comité central, deux places au Conseil et la reconnaissance de la légalité du congrès de la Ligue. Le Comité central offrit, pour assurer la paix, la cooptation de deux membres au Comité central, la cession d'une place au Conseil, une réorganisation progressive de la Ligue. L'opposition repoussa aussi ces propositions. La rédaction fut cooptée, mais la question de la paix resta ouverte. Voilà où en étaient les choses lorsque parut le numéro 53 de l'*Iskra*.

Que le Parti veuille la paix et un travail positif, il n'est guère permis d'en douter. Or, des articles comme « Notre congrès » empêchent l'établissement de la paix ; ils l'empêchent par leurs allusions et leurs questions incohérentes qui sont inintelligibles et ne peuvent être saisies sans un exposé complet de toutes les péripéties du différend ; ils l'empêchent en rejetant la responsabilité du cercle à l'étranger sur notre centre pratique, occupé à un rude et difficile travail pour grouper effectivement le Parti, et qui a déjà rencontré et rencontre encore trop d'obstacles dans l'application du centralisme. Les comités de Russie mènent la lutte contre l'activité désorganisatrice et le boycottage de la minorité, qui freinent tout le travail. Des résolutions dans ce sens nous sont déjà parvenues des comités de Pétersbourg, de Moscou, de Nijni-Novgorod, de Tver, d'Odessa, de Toula, de l'Union du Nord.

Nous en avons assez de ces *Literatengezänk* * à l'étranger ! Qu'elles soient maintenant, pour les praticiens de Russie, un modèle de « *ce qu'il ne faut pas faire* » ! Que la rédaction de l'organe central du Parti convie tout le monde à cesser tout boycottage de part ou d'autre, à travailler d'un commun accord sous la direction du Comité central du Parti !

* *
*

Et la différence entre les nuances iskristes ? demandera le lecteur. Premièrement, répondrons-nous, la différence, c'est que de l'avis de la majorité, on peut et on doit cher-

* Querelles d'hommes de lettres. (*N.R.*)

cher à faire prévaloir ses conceptions dans le Parti, que la composition personnelle des organismes centraux soit ou non modifiée. Tout cercle, fût-ce un cercle de partisans du *Rabotchéié Diélo*, a le droit, en adhérant au Parti, d'exiger qu'il lui soit permis de s'exprimer et de préconiser ses vues ; mais pas un cercle, fût-ce un cercle de généraux, n'est en droit d'exiger sa représentation aux centres du Parti. Deuxièmement, la différence c'est que, de l'avis de la majorité, sont responsables du formalisme et du bureaucratisme ceux qui, en se tenant à l'écart de tout travail sous la direction des organismes centraux, ont rendu plus difficile d'opérer sans formalisme. Troisièmement, je ne connais qu'un désaccord de principe, *un seul*, sur les questions d'organisation : celui qui s'est manifesté lors des débats autour du paragraphe 1 des statuts du Parti. Quand paraîtront les procès-verbaux du congrès nous tâcherons de revenir sur cette question. Nous montrerons alors que si les éléments non iskristes et pseudo-iskristes ont fait passer le texte de Martov, ce n'est pas par hasard, mais parce qu'il marque un pas vers l'opportunisme ; que ce pas, nous le voyons se préciser dans la lettre de N. et dans « Encore une fois en minorité » * . Les procès-verbaux montreront combien est fausse, en réalité, l'opinion de l'auteur de l'article « Notre congrès », selon laquelle « les débats, lors de l'examen des statuts du Parti, se concentrèrent presque exclusivement sur la question de l'organisation des institutions centrales du Parti ». Bien au contraire. L'unique discussion véritablement de principe, qui délimita de façon tant soit peu nette les deux « camps » (c'est-à-dire la majorité et la minorité des iskristes), ce fut la discussion autour du paragraphe 1 des statuts du Parti. Quant aux débats sur la composition du Conseil, la cooptation aux centres, etc., ils restèrent localisés entre certains délégués, entre Martov et moi, etc. ; ils ne concernaient que des détails relativement très particuliers et ne provoquèrent aucun groupe-

* Nous demanderons alors qu'on nous explique aussi ce que l'article « Notre congrès » entend lorsqu'il parle d'un manque d'égard immérité à l'endroit des non-iskristes, de l'incompatibilité des paragraphes si stricts des statuts avec la corrélation réelle des forces dans le Parti. Qu'a-t-il en vue ?

ment défini chez les iskristes qui, par leurs votes, corrigeaient les emportements de tel ou tel d'entre nous. Faire de ces discussions la source des désaccords dans les questions relatives aux moyens d'appliquer le centralisme, à ses limites, à son caractère, etc., c'est enjoliver, purement et simplement, la position de la minorité et ses procédés de lutte en vue de modifier la composition des centres, lutte qui seule a provoqué entre nous une divergence au vrai sens du mot.

Rédigé au début de décembre 1903.
Publié en décembre 1903 sous forme de tract.
Signé : N. Lénine

Conforme au texte du tract

LETTRE DU COMITÉ CENTRAL DU P.O.S.D.R. À L'ADMINISTRATION DE LA LIGUE À L'ÉTRANGER, AUX GROUPES D'ASSISTANCE AU PARTI ET À TOUS LES MEMBRES DU PARTI SE TROUVANT À L'ÉTRANGER

Camarades, l'unification définitive du Parti pose aujourd'hui devant nous la tâche vitale, pressante, de déployer largement l'activité de la social-démocratie à l'étranger et de grouper solidement tous ceux qui militent sur ce champ d'action.

Conformément aux statuts du Parti (§ 13), toute l'activité de celui-ci à l'étranger se répartit entre deux domaines principaux qui diffèrent par le type d'organisation. D'une part, la Ligue à l'étranger dirige elle-même et concentre entre ses mains la propagande et l'agitation à l'étranger, le Comité central prenant toutes mesures afin d'aider à la complète centralisation de cette tâche entre les mains de la Ligue et assurer à celle-ci son autonomie dans l'exercice de cette fonction. D'autre part, elle ne saurait prêter son assistance au mouvement en Russie que par l'intermédiaire des personnes et des groupes désignés à cet effet par le Comité central.

En conviant tous les membres de la Ligue, tous les groupes d'assistance et tous les membres du Parti qui se trou-

vent à l'étranger, à appuyer de toutes les manières la Ligue dans son travail de propagande et d'agitation, le Comité central se propose d'orienter maintenant tous les efforts vers l'organisation de ces groupes intermédiaires par l'entremise desquels doit être appuyé le mouvement en Russie.

Voici comment le Comité central conçoit ses tâches dans ce domaine.

L'appui apporté de l'étranger au mouvement en Russie se traduit surtout : 1) par l'envoi de militants révolutionnaires en Russie ; 2) par l'envoi en Russie de sommes d'argent recueillies à l'étranger ; 3) par le rassemblement à l'étranger de tout ce qui concerne les liaisons en Russie, renseignements et indications qui doivent être immédiatement communiqués en Russie afin de venir en aide aux camarades qui y militent, prévenir les arrestations, etc. ; 4) par l'envoi de publications en Russie, etc.

Sans prétendre épuiser par cette énumération toutes les formes de l'aide immédiate à apporter de l'étranger au mouvement en Russie, nous pensons néanmoins qu'il suffit pour l'instant d'en esquisser les principales formes et d'adapter à ces formes l'organisation que nous créons. L'expérience montrera dans quelle mesure il sera nécessaire d'apporter par la suite des changements à cette organisation.

Commençons par l'envoi de militants en Russie. Il serait certainement souhaitable que la plupart entrent directement en rapport avec la principale représentation du Comité central à l'étranger, celle de Genève, qui leur communiquerait l'adresse des permanences et les mots de passe, leur fournirait l'argent et les indications nécessaires. Mais beaucoup de ceux qui partent militer n'ont pas, bien entendu, la possibilité de se rendre à Genève ; aussi le Comité central a-t-il l'intention de désigner ses représentants dans tous les centres tant soit peu importants de l'étranger : Londres, Paris, Bruxelles, Berlin, Vienne, etc. Quiconque veut se rendre en Russie pour y travailler est invité à s'adresser au représentant local du Comité central ; le représentant prendra toutes mesures pour que ce camarade puisse au plus vite se rendre à destination avec le maximim de sécurité, pour que ses premières démarches soient conformes au plan général du Comité central relati-

vément à la répartition des forces et des ressources, etc. Le Comité central espère que la Ligue à l'étranger apportera tout son concours à ces représentants du Comité central, par exemple, en faisant connaître au plus large public, qui vit à l'étranger, leurs fonctions, les moyens d'entrer en contact avec eux, en contribuant à établir ce contact avec le maximum de sécurité et ainsi de suite.

L'envoi de militants, des grands centres de l'étranger en Russie, étant chose de la plus haute importance et, une seule personne n'étant pas toujours en mesure de connaître suffisamment ceux que l'on délègue, le Comité central désignera au fur et à mesure des besoins, non pas un représentant, mais un groupe, conformément au § 13 des statuts du Parti.

Poursuivons. En ce qui concerne l'envoi d'argent, il serait avant tout désirable de centraliser complètement entre les mains de la Ligue toute la collecte effectuée à l'étranger, et que l'administration de la Ligue remette les sommes au Comité central. En cas de nécessité seulement peut-être faudra-t-il, comme l'expérience le montrera, que les sections locales de la Ligue remettent certaines sommes directement aux représentants locaux du Comité central, lorsque des circonstances exceptionnelles, par exemple, exigent l'aide immédiate à quelque évasion, à l'envoi d'une personne, à l'expédition de littérature, etc. Le Comité central espère que l'administration de la Ligue donnera des directives en ce sens aux sections et élaborera les formes les meilleures de comptabilité en ce qui regarde les collectes et les dépenses.

Ensuite, chacun sait naturellement que très souvent les personnes qui arrivent de Russie à l'étranger apportent des nouvelles qui seraient de la plus haute importance pour les militants de Russie, par exemple, sur l'ampleur des arrestations, la nécessité d'avertir des camarades dans une ville éloignée de l'endroit où la répression sévit, la nécessité d'utiliser en Russie des liaisons que n'a pas su ou n'a pas pu mettre à profit un camarade en fuite ou parti, etc. Certes, à mesure que s'effectuera la concentration définitive de l'ensemble du travail du Parti sous la direction du Comité central, on pourra, de plus en plus souvent, rassembler en Russie même toutes ces liaisons et indica-

tions, et c'est là la seule voie normale et désirable. Mais il est hors de doute que longtemps encore, des cas se présenteront où, pour différentes raisons, des camarades qui se sont enfuis de Russie, ou qui en sont partis légalement, n'auront pu transmettre les liaisons en Russie, de sorte qu'il sera nécessaire de mettre à profit dans ce but leur séjour à l'étranger.

Enfin, le Comité central s'efforcera, bien entendu, de centraliser aussi complètement que possible le transport des publications entre les mains d'un groupe spécial dont une partie se trouvera toujours à l'étranger. Aussi le Comité central désignera-t-il des préposés à l'administration des dépôts des publications du Parti dans les différents centres de l'étranger, d'assurer les liaisons avec les frontières, etc. Mais aussi parfaite que soit l'organisation du transport, il y subsistera toujours, bien entendu, des lacunes qu'il faudra combler à la première occasion, par l'envoi (éventuel) de valises, l'utilisation d'une occasion favorable que fourniront les rapports commerciaux, les communications maritimes, etc. Les informations, indications et renseignements relatifs à toutes les questions de ce genre doivent de même être adressés aux représentants du Comité central, qui les concentreront entre leurs mains et agiront conformément au plan général et aux indications du Comité central.

En communiquant son plan de travail à l'administration de la Ligue, le Comité central est convaincu que la Ligue, à son tour, apportera son entier concours aux représentants du Comité central à l'étranger, et, en particulier, prendra toutes mesures pour qu'ils puissent faire amplement connaissance avec les groupes d'assistance, les cercles de la jeunesse, etc., et ainsi de suite.

Ecrit au début de décembre 1903.

Publié pour la première fois en 1928 dans le Recueil Lénine VII

Conforme au manuscrit

NOTE SUR LA POSITION DE LA NOUVELLE *ISKRA*

Ce qui m'indigne surtout dans la position qu'occupe aujourd'hui l'*Iskra* « martovienne », c'en est *la fausseté et le mensonge profonds*, les tentatives d'éluder le fond de la question, les tentatives d'escamoter l'opinion et les décisions du Parti, les tentatives de falsifier les notions et les faits. Et c'est uniquement par l'ignorance où ils sont des choses que j'incline à m'expliquer le béotisme et l'indifférence de certains camarades qui restent insensibles à ce mensonge. Pour lutter contre l'ignorance, il faut expliquer ; et en aucun cas je ne renoncerai à mon intention de clarifier tout archi-minutieusement (et s'il le faut, avec *tous* les documents à l'appui) dans une brochure spéciale à laquelle je me mettrai dès qu'auront paru les procès-verbaux des congrès du Parti et de la Ligue, c'est-à-dire très prochainement [62].

La principale *fraude* à laquelle se livrent, pour *duper* le Parti, les amis de Martov (qui peut-être, et même probablement, se leurrent avant tout eux-mêmes en raison de leur hystérie), c'est d'abord la *falsification* des sources et des causes réelles de la divergence entre iskristes. C'est ensuite, la *falsification* des notions d'esprit de cercle et de désorganisation, de sectarisme et d'esprit de Parti.

La première falsification, c'est qu'on présente comme un désaccord « de principe » ce qui, au fond, ne fut qu'une *altercation* entre les deux camps après le congrès, lors de la lutte des organismes centraux contre l'opposition. C'est

que l'opposition traitait la majorité d'autocrates, de formalistes, de bureaucrates, etc. ; tandis que la majorité qualifiait l'opposition de *roublards hystériques*, de ministres répudiés par le Parti ou d'hystériques fauteurs de scandales (voir le congrès de la Ligue). Et voici qu'aujourd'hui, dans l'organe central, on présente *un* côté de ces « compliments » réciproques comme un désaccord *de principe* ! N'est-ce pas odieux ?

En réalité, la cause du désaccord a été précisément *la volte-face des amis de Martov vers le marais*. Cette volte-face est nettement apparue au congrès à propos du paragraphe 1 des statuts et dans le groupement des délégués lors de l'élection des centres. Ce désaccord-*là*, qui dans une certaine mesure revêt incontestablement un caractère *de principe*, on l'élude et on le passe sous silence.

La deuxième falsification, c'est que, *désorganisant* tout le Parti et tout le travail depuis *trois mois* dans l'intérêt de leur *cercle*, pour se faufiler aux organismes centraux (car nul ne restreignait la polémique sur le fond, ni la liberté d'exprimer son opinion ; aux partisans de Martov, au contraire, on proposait, on demandait d'écrire), les amis de Martov, qui se sont glissés à la rédaction par la porte dérobée, lancent aujourd'hui cette accusation ridicule que la majorité fait preuve d'un formalisme, d'un bureaucratisme désorganisateurs, etc., tout en ayant bien soin de *taire* qu'ils ont boycotté, se sont faufilés, etc. N'est-ce pas odieux ? De deux choses l'une : ou bien *livrer à l'oubli* toute cette « querelle mesquine » et alors n'en point parler *du tout*, n'en point laisser pénétrer à l'organe central ne fût-ce que les *relents*, car les clameurs sur le bureaucratisme sont précisément un *relent* de cette basse tendance à se faufiler. Ou bien soulever la question du désaccord mais alors, l'*étaler* toute.

Rédigé en décembre 1903.

Publié pour la première fois en 1929 dans le Recueil Lénine X

Conforme au manuscrit

PRÉFACE À LA BROCHURE « LETTRE À UN CAMARADE SUR NOS TÂCHES D'ORGANISATION »

La « Lettre à un camarade » * que nous rééditons fut écrite il y a plus d'un an, — en septembre 1902, si j'ai bonne mémoire. Elle circula d'abord entre toutes les mains sous forme de copies, et fut diffusée en Russie comme l'exposé des conceptions iskristes en matière d'organisation. Puis, en juin dernier, l'Union de Sibérie édita et diffusa cette lettre à un très grand nombre d'exemplaires. Elle est donc déjà tombée dans le domaine public, et aucune raison n'existe plus d'en retarder la publication. Le motif pour lequel je ne l'ai pas fait imprimer plus tôt — sa rédaction extrêmement hâtive, son caractère même qui est tout à fait celui d'un « brouillon » — tombe, car c'est sous cette forme de brouillon que bon nombre de militants de Russie en ont déjà pris connaissance. En outre, un argument plus important encore en faveur de la réédition de cette lettre sous sa forme de brouillon (je n'ai fait que les corrections de style les plus indispensables), c'est maintenant son importance comme « document » **. On sait que la nouvelle rédaction de l'*Iskra* a déjà mis en avant, dans

* Voir Lénine, Œuvres, 4e éd. russe, t. 6, pp. 205-224. (*N.R.*)

** Après que mes contradicteurs aient, à maintes reprises, exprimé le désir d'utiliser cette lettre en tant que document, j'estimerais, pour ma part, qu'y apporter en la rééditant la moindre modification, serait pour le moins — modérons nos expressions — déplacé !

son numéro 53, des divergences sur les questions *d'organisation*. Par malheur, la rédaction ne se hâte point d'indiquer clairement en quoi consistent ces divergences et la plupart du temps se borne à des allusions que nul ne saisit.

Il faut s'employer à faciliter à la nouvelle rédaction sa tâche difficile. Que l'on sache dans tous leurs détails, fût-ce même sous forme de brouillon, les *anciennes* conceptions de l'*Iskra* en matière d'organisation ; alors peut-être, la nouvelle rédaction se décidera-t-elle, enfin, à révéler au Parti qu'elle « dirige idéologiquement » ses conceptions *nouvelles* en cette matière. Alors peut-être la nouvelle rédaction nous fera-t-elle enfin part de la *formulation précise* des modifications radicales qu'elle projetterait d'apporter dans les statuts d'organisation de notre Parti. Qui ne comprend, en effet, que ce sont bien ces statuts qui sont imprégnés de nos plans d'organisation de toujours ?

En comparant *Que faire ?* * et les articles de l'*Iskra* sur les questions d'organisation à la présente « Lettre à un camarade », et cette dernière aux statuts adoptés par le IIe Congrès, le lecteur peut se faire une idée nette de l'esprit de suite avec lequel nous autres, la majorité des iskristes et majorité du congrès du Parti, nous avons appliqué notre « ligne » en matière d'organisation. De la nouvelle rédaction de l'*Iskra*, nous attendons, et avec la plus vive impatience, qu'elle nous expose ses conceptions nouvelles en matière d'organisation ; nous attendons qu'elle nous indique ce qui l'a déçue et depuis quand, et pourquoi elle « brûle ce qu'elle avait adoré ».

N. Lénine

Janvier 1904

Publié en 1904 dans la brochure : N. Lénine, « Lettre à un camarade sur nos tâches d'organisation », Genève

Conforme au texte de la brochure

* Voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 5, pp. 355-544. (*N.R.*)

POSTFACE À LA BROCHURE « LETTRE À UN CAMARADE SUR NOS TÂCHES D'ORGANISATION »

La rédaction de l'*Iskra* déclare, dans son numéro 55, que « se sont mis d'accord le Comité central et l'opposition pour « livrer à l'oubli » les faits mentionnés dans ma « Lettre à la rédaction de l'*Iskra* » (« Pourquoi j'ai quitté la rédaction de l'*Iskra* ») *. Cette déclaration est, en vérité, l'« échappatoire » d'un formaliste, d'un bureaucrate, et d'un fonctionnaire (pour user du beau style du camarade Axelrod). En réalité, un tel accord *n'a jamais existé*, comme le déclare expressément le représentant à l'étranger du Comité central dans un tract spécial, édité immédiatement après la parution du numéro 55 de l'*Iskra*. Un tel accord *était* même *impossible*, ainsi qu'il doit être évident pour quiconque a lu attentivement ma lettre, car l'opposition *a repoussé* « la bonne paix » que proposait le Comité central et qui, *à coup sûr*, aurait inclu la condition de livrer à l'oubli tout ce qui est digne d'oubli. La rédaction était-elle vraiment naïve au point d'espérer, après avoir repoussé la paix et *commencé dans le numéro 53 la guerre contre le fameux bureaucratisme*, que la partie adverse garderait le silence sur la source *réelle* de ces fables sur le bureaucratisme ?

La rédaction a trouvé fort mauvais que j'aie qualifié de *mesquines querelles* (*Literatengezänk* — querelles de litté-

* Voir le présent tome, pp. 119-126. (*N.R.*)

rateurs) la source réelle de ces fables. Parbleu ! Mais proférer de piteuses paroles à propos de ce fait effectivement désagréable, ce n'est pas encore le réfuter.

Nous nous permettrons de poser à l'honorable rédaction deux questions.

Première question. D'où vient qu'à *l'un* les accusations les plus forcenées d'autocratie, de régime robespierriste, de coup d'Etat, etc., etc., ne semblent que *drôles*, alors que *d'autres s'offensent* profondément d'un tranquille rappel des faits et des postes de commande réclamés effectivement ? Ils s'offensent au point de tenir des discours « qui ne riment absolument à rien » à propos de « personnalités », de « flétrissure morale », et même de « bas (d'où proviennent-ils ??) mobiles » ? Pourquoi cette différence, mes chers amis ? Ne serait-ce pas que le « poste de commande » est « plus vil » que le poste d'autocrate ?

Deuxième question. D'où vient que la rédaction n'explique pas au lecteur *pourquoi* elle a exprimé le désir de *livrer à l'oubli* certains faits (à l'époque déjà lointaine où elle appartenait à l'opposition et était de fait « en minorité ») ? Ne trouve-t-elle pas que la seule idée de vouloir « livrer à l'oubli » les divergences *de principe* est absurde et ne pouvait venir en tête à aucun homme de bon sens ?

Voyez combien vous êtes maladroits, mes chers « adversaires politiques » ! Vous vouliez m'anéantir en *m'*accusant de transporter un débat doctrinal dans le domaine des mesquines querelles ; mais au lieu de cela, vous ne faites que *confirmer* ce que j'affirme relativement à la source réelle de certains de vos « désaccords ».

Poursuivons. Après avoir reconnu, par maladresse, qu'il y a bien eu de ces mesquines querelles, la rédaction n'a pas pris la peine d'expliquer au lecteur où, selon elle, finit la divergence de principe et où commencent les mesquines querelles. Elle passe sous silence que je fais dans ma lettre une tentative de délimiter *avec une entière précision* chacun de ces domaines. J'y montre qu'un désaccord de principe (qui est loin d'être assez profond pour provoquer une réelle *divergence*) s'est manifesté à propos du § 1 des statuts et s'est approfondi à la suite d'un rapprochement à la fin du congrès entre la minorité iskriste et les éléments non iskristes. J'y montre également que les propos sur le bureau-

cratisme, le formalisme, etc., ne sont en somme qu'un *écho* des mesquines querelles qui ont éclaté *après le congrès*.

La rédaction n'est sans doute pas d'accord avec *cette façon* de délimiter les questions « de principe » et celles qu' « il faut livrer à l'oubli » ? Pourquoi donc n'a-t-elle pas pris la peine de faire savoir *son* opinion sur la façon dont il convient de délimiter « correctement » ces domaines ? Ne serait-ce point parce que ces domaines ne sont pas encore bien délimités (et ne sauraient l'être) dans son esprit ?

Par le feuilleton de l'honorable camarade Axelrod, dans ce même numéro 55 de l'*Iskra*, le lecteur peut voir où mène cette... incohérence, et ce que devient l'organe central de notre Parti. De nos discussions à propos du § 1 des statuts, le camarade Axelrod *ne souffle mot* quant au fond, se bornant à des allusions, absolument inintelligibles, pour quiconque n'a pas assisté au congrès, aux « associations de la périphérie ». Le camarade Axelrod a sans doute oublié combien longs et combien minutieux ont été nos débats sur le § 1 ! En revanche, il s'est bâti une « théorie » selon laquelle « la majorité des membres de l'*Iskra* présents au congrès étaient pénétrés de la conviction que leur tâche principale est... de combattre les ennemis intérieurs ». Pour la majorité, « cette mission estompait » (c'est la ferme conviction de l'honorable camarade Axelrod) « la tâche positive qui les attendait ». « La perspective d'un travail positif est reportée dans le lointain obscur d'un avenir indéterminé » ; devant le Parti se pose, plus urgente, « la tâche militaire de réprimer les ennemis de l'intérieur ». Et le camarade Axelrod ne trouve pas de mots assez forts pour stigmatiser ce « centralisme bureaucratique * (ou mécanique) », ces plans « jacobins » (!!?), ces « désorganisateurs » qui « molestent » certains « et les traitent en factieux ».

Pour montrer le cas qu'il faut faire de cette théorie, ou plutôt de ces accusations lancées contre la majorité du

* A propos. J'attire l'attention de la rédaction sur ce fait que ma brochure paraît avec « le titre réglementaire ». Centraliste convaincu, j'obéis aux indications « de principe » de notre organe central qui, dans son numéro 55, a ouvert une rubrique où sont passées en revue les publications du Parti du point de vue de leurs « titres » (ceci, au nom de la lutte contre le formalisme).

congrès à qui l'on reproche des tendances désorganisatrices à molester une faction (*imaginaire*, sans doute) et sa méconnaissance du travail positif, il me suffira de rappeler un petit fait, un *seul* (un seul, pour commencer) à l'oublieux camarade Axelrod. Le 6 octobre 1903, après des exhortations répétées aux membres de la minorité pour leur faire comprendre l'absurdité et le caractère désorganisateur de leur boycottage, nous invitâmes *officiellement*, Plékhanov et moi, les écrivains « factieux » (le camarade Axelrod était du nombre) à s'atteler à un travail positif ; nous leur signifiâmes officiellement que se refuser à ce travail était déraisonnable, qu'il s'agisse d'une irritation personnelle ou bien de telles ou telles divergences (à l'exposé desquelles nous *ouvrions* les colonnes de nos publications) *.

Le camarade Axelrod l'a oublié. Il a oublié qu'il a alors refusé catégoriquement sans expliquer ses raisons. Il a oublié que pour lui, alors, à cette époque depuis longtemps révolue, « le travail positif était reporté dans le lointain obscur d'un avenir indéterminé », lequel avenir n'est devenu un présent désiré que le 26 novembre 1903 [63].

Le camarade Axelrod ne l'a pas seulement « oublié » ; il désirerait encore tout à fait « livrer à l'oubli » de telles « personnalités », n'est-il pas vrai ?

Signaler à la minorité que *des mois durant* elle a désorganisé le Parti, négligé le travail positif, distrait par ses mesquines querolles une *masse de forces* au Comité central, c'est une affaire de « personnalités », c'est jeter le discrédit, c'est ravaler la lutte des tendances au niveau de mesquines querelles. Cela n'a pas sa place dans les colonnes de l'organe central.

Mais accuser la majorité du congrès du Parti d'oser gaspiller son temps à exhorter des « factieux », d'avoir désorganisé le Parti en combattant des désorganisateurs (*imaginaires*) — ce sont là des divergences de principe, auxquelles il convient de « réserver » les colonnes de l'*Iskra*. N'est-il pas vrai, honorable camarade Axelrod ?

En regardant autour de lui, le camarade Axelrod trouvera peut-être, à l'heure actuelle aussi, bien des exemples où, pour les praticiens de la minorité également, le « travail

* Voir le présent tome, pp. 370-371. (*N.R.*)

positif » est reporté dans le lointain obscur d'un avenir désiré, certes, mais néanmoins encore indéterminé ?

Non, voyez-vous, il vaudrait mieux pour vous ne pas même effleurer la question de l'attitude de la majorité et de la minorité vis-à-vis du travail positif ! Il vaudrait mieux ne pas rappeler ce que dit, par exemple, un ouvrier d'usine de la ville de ... dans la lettre suivante qu'il m'envoie :

« *Cher camarade,*

Ces derniers temps, c'est-à-dire après le IIe Congrès du Parti, on nous a déclaré que le Comité central n'avait pas été élu à l'unanimité par le congrès, que ce dernier s'était scindé en deux fractions sur la question des rapports entre l'organe central et le Comité central, et qu'il s'était constitué ce qu'on appelle une majorité et une minorité. Cette nouvelle a été pour nous comme un coup de massue nous écrasant de tout son poids, car la question même des rapports entre l'organe central et le Comité central a été pour nous une nouveauté imprévue : jusqu'au congrès même pas un cercle, pas une réunion qui l'agitât; bien mieux, si ma mémoire m'est fidèle, les publications, elles aussi, la passèrent sous silence. Et c'est ce silence, gardé jusqu'au congrès, que je ne comprends pas. Si l'on admet qu'elle ne s'est point posée du tout, force est de reconnaître que les camarades qui ont consacré toutes leurs forces à unir le Parti ne se faisaient pas une idée nette de son organisation, c'est-à-dire de sa structure. Mais c'est une chose absolument impossible, car la question qui divise aujourd'hui le Parti a bien montré qu'il existait une conception relative à la structure du Parti, et qu'elle n'était pas identique chez tous. Et si cela est, pourquoi le cachait-on ? Ceci, en premier lieu. Deuxièmement, cette question elle-même, lorsqu'il faut la résoudre, voici ce que je me demande : quelle est la structure qui assurera au Parti une orientation orthodoxe, et aussitôt l'idée me vient que, outre la structure du Parti, importent ses chefs, c'est-à-dire que s'ils sont orthodoxes, l'orientation du Parti est orthodoxe, s'ils sont opportunistes, le Parti l'est aussi. Aujourd'hui, ceci admis et sachant qui sont les chefs du Parti, je me prononce catégoriquement pour la prépondérance de l'organe central sur le Comité central dans la direction idéologique du Parti. L'actuel état des choses en Russie nous y oblige encore davantage : se trouvant en Russie, le Comité aussi orthodoxe qu'il soit, ne saurait être garanti contre les arrestations, et par suite, contre la perte, bien malgré lui, de son orthodoxie, les successeurs ne ressemblant pas toujours à ceux qu'ils remplacent. Quel est le camarade ayant tant soit peu milité dans les comités, qui ne sache que, par suite d'un de ces hasards si nombreux, au meilleur comité en succède un mauvais, et vice versa. C'est tout différent pour l'organe central ; il est dans des conditions autres (si l'on prend en considération que l'organe central se trouvera à l'étranger), qui

lui assurent une plus longue existence, et, partant, la possibilité de former de dignes successeurs. Mais j'ignore, camarade, si l'on peut trancher cette question, une fois pour toutes, c'est-à-dire assurer à jamais la prépondérance de l'organe central sur le Comité central, ou du Comité central sur l'organe central. Je pense que non. Supposons que la composition de l'organe central vienne tout à coup à changer, et que d'orthodoxe, elle devienne opportuniste, comme par exemple, celle du *Vorwärts* [64] en Allemagne ; peut-on lui accorder alors la prépondérance dans la direction idéologique ? Que ferions-nous, nous autres, formés dans un esprit d'orthodoxie ? Devrions-nous nous en accommoder ? Non, notre devoir serait de lui ôter le droit de prédominer, et de le remettre aux mains d'un autre organisme ; et si, sous quelque prétexte que ce soit, discipline du Parti ou tout autre, peu importe, cela n'était pas fait, nous mériterions tous d'être qualifiés de traîtres au mouvement ouvrier social-démocrate. Voilà ce que j'en pense, et je ne puis nullement m'accommoder, comme certains camarades, d'une décision prise une fois pour toutes.

Et maintenant, je n'arrive pas du tout à comprendre la lutte qui se déroule aujourd'hui entre la majorité et la minorité, et à beaucoup d'entre nous elle semble porter à faux. Dites un peu, camarade, est-il normal que tous les efforts soient consacrés à se rendre de comité en comité uniquement afin de parler de la majorité et de la minorité ? Ma foi, je l'ignore. Cette question est-elle si importante qu'il faille lui consacrer toutes ses forces et qu'à cause d'elle, on se considère mutuellement comme des ennemis, ou peu s'en faut ? Et de fait, il en résulte que si le comité est, supposons, recruté dans un camp, une personne appartenant à l'autre camp ne pourra y entrer, si précieuse, et même, si vous voulez, si indispensable qu'elle soit pour le travail, et même si le travail perdait beaucoup à cause de son absence. Bien entendu, je ne veux pas dire par là qu'il faille complètement abandonner la lutte autour de cette question. Nullement. Mais elle doit, selon moi, revêtir un autre caractère, elle ne doit pas nous faire oublier notre tâche fondamentale, qui est de propager dans la masse les idées social-démocrates ; car en l'oubliant, nous débilitons par là notre Parti. Je ne sais si cela est honnête, mais lorsque je vois les intérêts de la cause traînés dans la boue et complètement méconnus, je qualifie tous ces gens-là d'intrigants politiques. Le cœur se serre, on est saisi de crainte pour la cause elle-même, quand on voit ceux qui sont à sa tête occupés d'autre chose. A ce spectacle, on pense : se peut-il que notre Parti soit condamné à d'éternelles scissions pour de telles futilités ? Se peut-il que nous soyons incapables de mener simultanément la lutte à l'intérieur et la lutte à l'extérieur ? Pourquoi donc, alors, organiser des congrès, si leurs décisions ne sont point respectées, et si chacun fait ce que bon lui semble en alléguant que la décision du congrès est erronée, le Comité central incapable d'agir, etc. Et agissent de la sorte ceux qui avant le congrès ne cessaient de clamer : centralisation, discipline dans le Parti, etc., et qui maintenant voudraient montrer, semble-t-il, que la discipline n'est bonne que pour les simples mortels et non pour eux, qui siègent au sommet. Ils ont apparemment oublié que leur

exemple démoralise terriblement les camarades de peu d'expérience, qu'aujourd'hui déjà un mécontentement se fait jour de nouveau parmi les ouvriers contre ces intellectuels qui les oublient par suite de leurs discordes ; qu'aujourd'hui déjà les plus ardents, ne sachant que faire, perdent courage. Entre-temps, toute la centralisation n'est qu'un vain mot. Il ne reste plus qu'à espérer que dans l'avenir tout changera pour le mieux [65]. »

Rédigé en janvier 1904.

Publié en 1904 dans la brochure : N. Lénine, « Lettre à un camarade sur nos tâches d'organisation », Genève

Conforme au texte de la brochure

AUX MEMBRES DU PARTI [66]

Cercle ou parti ? Telle est la question que notre organe central soumet à l'examen.

Nous estimons qu'il est éminemment opportun que cette question soit débattue. Nous invitons la rédaction de notre organe central à s'interroger avant tout sur elle-même. Qu'est-ce que cette rédaction ? Un cercle de personnes qui ont siégé ensemble pendant un certain nombre d'années, et qui ont pénétré aujourd'hui à la rédaction en recourant au boycottage, à la désorganisation et à une menace de scission, ou bien un collège de responsables de notre Parti ?

N'essayez pas d'éluder cette question en alléguant que vous avez été légalement cooptés, conformément aux statuts. Nous ne doutons point de cette légalité, mais nous vous invitons à ne pas vous en tenir à un point de vue formel, et à répondre à notre question en allant au fond des choses. Nous voulons une réponse non seulement juridique, mais aussi politique. Nous voulons recevoir cette réponse de vous, messieurs les « rédacteurs », que le congrès n'a pas élus, ni le Parti désignés, — et non du camarade Plékhanov, qui pour éviter une scission n'avait peut-être pas, en effet, d'autre ressource que de vous coopter.

Cercle ou collège de responsables du Parti ?

Si c'est un cercle, à quoi bon cette hypocrisie et ce mensonge, ces phrases à propos d'un Parti ? N'avez-vous pas, en fait, brisé ce parti en vous moquant, pendant des semaines et des mois, de ses organismes et de ses statuts ? N'avez-vous pas, en fait, répudié les décisions du IIe Con-

grès de ce Parti, n'avez-vous pas été jusqu'à la scission, n'avez-vous pas refusé de vous incliner devant le Comité central et devant le Conseil, ne vous mettez-vous pas vous-mêmes en dehors du Parti en déclarant que pour vous les congrès du Parti n'ont rien de sacré, c'est-à-dire ne sont point obligatoires ? Vous foulez aux pieds les organismes et les lois du Parti, tout en vous targuant de l'appellation d'« Organe central du Parti » !

Si vous êtes des responsables du Parti, veuillez expliquer à ce Parti pourquoi et dans quel but des personnes que le congrès n'avait point désignées ont cherché à s'assurer une place dans un organisme central du Parti ? Pour assurer la « continuité » de l'ancien cercle de famille des rédacteurs, peut-être ? Et ces gens qui, au congrès de la Ligue, ont adopté des résolutions relatives à cette « continuité » petite-bourgeoise veulent maintenant nous raconter des histoires au sujet du Parti ! Mais avez-vous maintenant le droit de parler du Parti ?

Vous appelez formalistes ceux qui s'appuient sur les décisions formelles du IIe Congrès, parce qu'il vous faut voiler, escamoter ce fait : vous avez *trompé la confiance* des camarades qui tous, jusqu'au dernier, s'étaient bien des fois promis l'un à l'autre de respecter les décisions du congrès. Vous ne vous inclinez pas devant les décisions formelles lorsqu'elles sont contre vous, mais en même temps, vous vous appuyez sans scrupule sur les droits formels de la Ligue lorsque ces droits sont en votre faveur ; vous vous appuyez sur les décisions formelles du Conseil du Parti lorsque vous êtes parvenus, en dépit de la volonté du Parti, à vous faufiler dans cette institution dirigeante du Parti !

Vous appelez bureaucrates ceux qui occupent un poste dans le Parti de par la volonté du congrès du Parti, et non par le caprice d'un cercle de littérateurs à l'étranger. Il vous faut dissimuler par là ce fait pour vous désagréable qu'un esprit bureaucratique, un esprit qui se traduit par des querelles de préséance, par la chasse aux honneurs, a infecté des gens qui étaient absolument incapables de travailler dans le Parti en dehors de ses organismes centraux. Oui, votre conduite nous a vraiment montré à l'évidence que notre Parti souffre du bureaucratisme qui met la

place au-dessus du travail, qui pour conquérir une place ne recule ni devant le boycottage ni devant la désorganisation.

Vous qualifiez de grossièrement mécanique une décision adoptée à la majorité des voix par le congrès du Parti, mais ils ne vous paraissent ni grossièrement mécaniques ni scandaleux, ces procédés de lutte qui, dans les milieux d'émigrés à l'étranger et au congrès de la Ligue, vous ont assuré une victoire honteuse sur notre rédaction du Parti ! Vous ne remarquez pas le pharisaïsme que comportent les assertions relatives à la reconnaissance du Parti par des gens qui, étant *en minorité* au congrès, ont tout fait pour s'assurer et se sont assuré la direction de l'organe central du Parti !

Et ce sont ces vains efforts d'enjoliver hypocritement votre conduite scandaleuse, antiparti, c'est cette prédication de l'anarchie, cette façon de narguer le congrès du Parti, ce plaidoyer opportuniste en faveur de la mentalité petite-bourgeoise et de l'esprit de cercle, que vous appelez votre nouveau point de vue en matière d'organisation !

Camarades ! Celui qui se considère sérieusement comme un membre du Parti, doit faire entendre résolument sa protestation et mettre fin à ce scandale ! Celui qui envisage avec sérieux le travail accompli en trois ans par l'*Iskra* et le congrès du Parti qu'elle a préparé, et qui a exprimé la volonté des social-démocrates russes réellement convaincus de leurs principes et militant réellement, ne permettra pas à des cercles résidant à l'étranger de fouler aux pieds toute l'œuvre de ce congrès.

De deux choses l'une.

Ou bien nous n'avons pas de Parti, nous sommes soumis à la toute-puissance d'un cercle de rédacteurs, d'hommes de lettres résidant à l'étranger, que notre congrès a écartés,— et alors, à bas ces discours hypocrites sur le Parti, ces appellations mensongères d'éditions, d'organismes et d'institutions « du Parti ». Nous ne sommes pas des socialistes-révolutionnaires, nous n'avons que faire de grossiers décors. Le Parti du prolétariat exige la vérité. Le Parti du prolétariat exige que soit dénoncé avec une impitoyable franchise l'esprit de cercle invétéré. Ayons le courage de reconnaître qu'il n'y a pas de Parti, et mettons-nous à l'œuvre en recom-

mençant par le commencement, par le tout commencement, afin de créer et d'affermir un Parti véritable. Nous ne nous laisserons pas troubler par la victoire momentanée de l'esprit de cercle. Nous croyons, nous savons que le prolétariat conscient de Russie saura se créer un Parti réel et non pas un Parti en paroles, un Parti véritablement constitué d'organismes de parti et non point de titres mensongers.

Ou bien nous avons un Parti, — et alors, à bas tous les intérêts de cercle, à bas les réunions à l'étranger des fauteurs de scandale ! Alors, que se retirent sans tarder de notre rédaction du *Parti* ceux que le congrès n'a pas nommés à ce poste ! Alors, qu'on reconstitue la rédaction de l'organe central en y appelant les camarades élus par le congrès. Alors, qu'on applique dans *notre* organe du Parti les vues de la majorité du Parti, que *notre* organe du Parti défende l'organisation et les institutions du Parti au lieu de les traîner dans la boue.

A bas l'esprit de cercle et, avant tout, à bas l'esprit de cercle dans notre rédaction du Parti !

A bas les désorganisateurs !

Vive le Parti du prolétariat sachant effectivement observer les décisions du congrès du Parti, sachant respecter la discipline et l'organisation du Parti !

A bas les discours pharisaïques et les titres mensongers !

Rédigé au cours de la seconde quinzaine de janvier 1904.
Publié pour la première fois en 1929 dans le Recueil Lénine X

Conforme au manuscrit

LE CONSEIL DU P.O.S.D.R.

15-17 (28-30) JANVIER 1904[67]

Publié en 1904 dans la brochure de N. Chakhov « La lutte pour le Congrès », Genève

Discours et projets de résolutions, déposés le 17 (30) janvier 1904, publiés pour la première fois en 1929 dans le Recueil Lénine X

Projets de résolutions conformes au manuscrit

Discours et projet de résolution sur la convocation du III^e Congrès du P.O.S.D.R. conformes au texte des procès-verbaux du Conseil

1

PROJET DE RÉSOLUTION SUR LES MESURES VISANT À RÉTABLIR LA PAIX DANS LE PARTI, DÉPOSÉ LE 15 (28) JANVIER

Le Conseil du Parti, considérant le caractère et les formes qu'a revêtus la divergence d'opinions entre les membres du Parti, divergence qui remonte au IIe Congrès, estime nécessaire et urgent de convier énergiquement tous les membres du Parti à travailler de concert et en bonne intelligence sous la direction des deux organismes centraux du Parti : l'organe central et le Comité central.

Le moment historique que traverse la Russie — intensification considérable de l'effervescence révolutionnaire à l'intérieur du pays et difficultés internationales susceptibles de provoquer une guerre — impose des devoirs d'une gravité exceptionnelle au Parti du prolétariat conscient qui lutte au premier rang pour affranchir le peuple tout entier du joug de l'autocratie. La nécessité de travailler de concert et en bonne intelligence, sous la direction des deux centres du Parti, à renforcer notre organisation, à développer la conscience et la cohésion de masses aussi larges que possible de la classe ouvrière, est plus pressante que jamais.

Des désaccords sur les questions les plus diverses ont toujours existé et ne pourront manquer de se manifester dans un parti qui s'appuie sur un prodigieux mouvement populaire, qui se fixe pour tâche d'être l'interprète conscient de ce mouvement et repousse résolument tout esprit de cercle aussi bien que toute conception étroitement sectaire. Mais pour représenter dignement le prolétariat cons-

cient en lutte, pour participer d'une façon digne d'eux au mouvement ouvrier mondial, les membres de notre Parti doivent tout faire pour qu'aucun désaccord particulier dans l'interprétation et les méthodes d'application des principes reconnus par le programme de notre Parti, n'entrave ni ne puisse entraver un travail effectué de concert et en bonne entente sous la direction de nos organismes centraux. Plus notre compréhension de notre programme et des tâches du prolétariat international sera large et profonde, plus nous reconnaîtrons l'importance d'un travail positif en vue de développer la propagande, l'agitation et l'organisation, plus nous serons loin du sectarisme, du mesquin esprit de cercle et des querelles de préséance, — et plus énergiquement nous devons faire en sorte que les désaccords entre les membres du Parti soient discutés posément et à fond, que ces désaccords ne puissent paralyser notre travail, ne puissent apporter la désorganisation dans notre activité, ne puissent entraver le fonctionnement régulier de nos organismes centraux.

Le Conseil du Parti, en tant qu'organisme suprême du Parti, condamne catégoriquement toutes les tentatives désorganisatrices de quelque côté qu'elles viennent, tout refus de travailler, tout refus de soutenir financièrement la caisse centrale du Parti, tout boycottage qui ne peut que réduire la lutte purement idéologique des opinions, des conceptions et des nuances à des méthodes d'action grossièrement mécaniques, à quelque honteuse bagarre. Le Parti est las de ces conflits qui durent depuis bientôt six mois, et il exige instamment la paix. Aucun désaccord entre les membres du Parti, aucun mécontentement provoqué par la composition de tel ou tel centre ne sauraient justifier le boycottage et autres procédés de lutte analogues, qui attestent une absence de principes et d'intégrité idéologique, qui attestent le sacrifice des intérêts du Parti aux intérêts de cercle, des intérêts du mouvement ouvrier à d'étroits intérêts de préséance. Certes, il est chez nous des cas, et dans un grand parti il y en aura toujours, où un certain nombre de membres sont mécontents de la nuance que revêt l'activité de tel ou tel centre, de certains caractères de son orientation ou de sa composition, etc. Ces membres-là peuvent et doivent élucider les raisons et le caractère

de leur mécontentement par un amical échange de vues et par une polémique menée dans les colonnes des publications du Parti, mais il serait absolument inadmissible et indigne de révolutionnaires de manifester son mécontentement par le boycottage ou par le refus de contribuer de toutes ses forces à l'ensemble du travail positif, que coordonnent et que dirigent les deux centres du Parti. Soutenir les deux centres, travailler de concert sous leur direction immédiate, tel est notre devoir commun, notre devoir exprès de membres du Parti.

Les procédés de lutte - extra-idéologiques, grossièrement mécaniques, comme ceux que nous venons de signaler, doivent être formellement condamnés, car ils sont susceptibles de ruiner complètement le Parti que cimente tout entier et exclusivement la bonne volonté des révolutionnaires. Le Conseil rappelle à tous les membres du Parti que cette bonne volonté s'est déjà exprimée avec une parfaite netteté dans notre commune décision, contre laquelle nul n'a protesté, aux termes de laquelle tous les membres du Parti sont tenus de reconnaître comme obligatoires toutes les résolutions du deuxième congrès et toutes les élections auxquelles il a procédé. Le Comité d'organisation, qui par son activité en vue de convoquer le congrès a mérité la reconnaissance générale, avait déjà adopté, au § 18 des statuts du IIe Congrès, cette décision qu'ont approuvée tous les comités du Parti :

« Toutes les résolutions du congrès et toutes les élections auxquelles il a procédé sont la décision même du Parti, obligatoire pour toutes les organisations du Parti. Nul ne saurait les contester sous aucun prétexte, et elles ne peuvent être rapportées ou modifiées que par le congrès suivant du Parti. »

Cette décision, adoptée par l'ensemble du Parti avant le congrès et confirmée à plusieurs reprises au congrès même est équivalente à une parole d'honneur que se sont donnée de plein gré tous les social-démocrates. Qu'ils n'oublient donc pas cette parole d'honneur ! Qu'ils renoncent au plus tôt à ces mesquins règlements de comptes, qu'ils situent une fois pour toutes la lutte idéologique dans un cadre où elle ne puisse conduire à enfreindre les statuts ni entraver l'activité pratique et le travail positif !

2

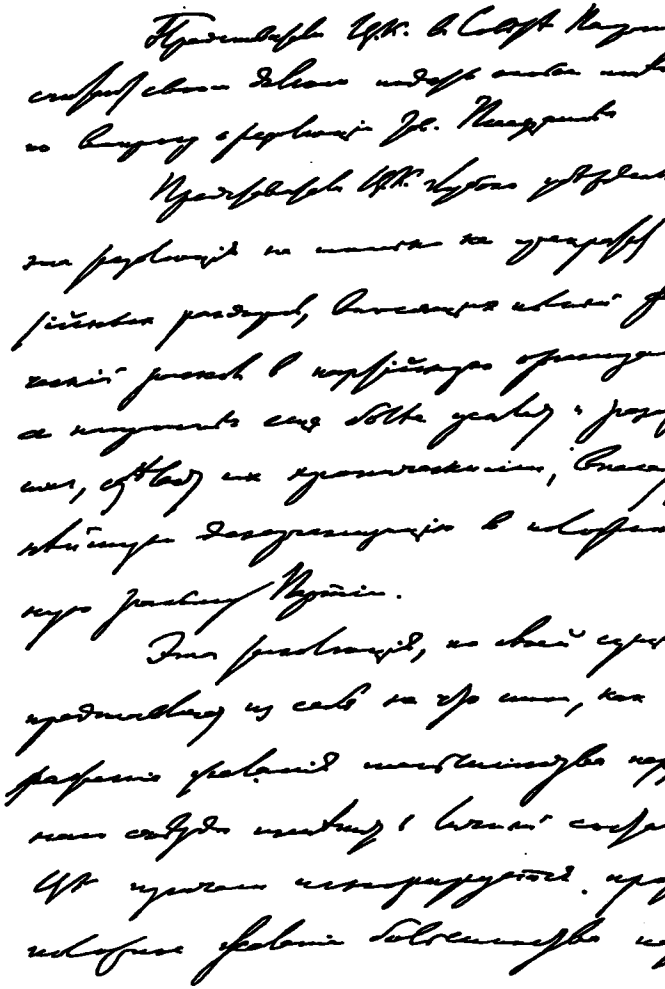
AVIS SPÉCIAL DES REPRÉSENTANTS DU COMITÉ CENTRAL, DÉPOSÉ LE 17 (30) JANVIER

Les représentants du Comité central au Conseil du Parti estiment de leur devoir de déposer un avis spécial sur la question concernant la résolution du camarade Plékhanov.

Les représentants du Comité central sont profondément persuadés que cette résolution, loin de mettre fin aux divergences à l'intérieur du Parti, qui engendrent une totale scission de fait dans l'organisation du Parti, les accentuera et les envenimera encore davantage, les rendra chroniques, aggravera la désorganisation dans le travail positif du Parti.

Cette résolution, dans son essence, n'est rien d'autre que l'expression de la volonté de la minorité du congrès du Parti de modifier la composition du Comité central, en méconnaissant la volonté contraire de la majorité.

Elle constitue en fait, nous en sommes fermement convaincus, le prolongement, à l'intérieur du Conseil, de la politique poursuivie par l'opposition depuis le congrès du Parti ; c'était une politique de boycottage, de désorganisation et d'anarchie visant à modifier la composition des centres, à l'obtenir par un moyen incompatible avec les normes d'une vie du Parti tant soit peu régulière, et qui est maintenant condamné aussi par les milieux révolutionnaires sous la forme de résolutions de la majorité des comités.



Première page du manuscrit de V. Lénine
« Avis spécial des représentants du Comité central, déposé le 17 (30) janvier 1904 »
Réduction

Cette résolution traduit la volonté de voir le Comité central renouveler les pourparlers avec l'opposition. Les pourparlers durent depuis plus de 5 mois et démoralisent complètement le Parti. Le Comité central a déjà déclaré qu'il a dit son dernier mot en acceptant, dès le 25 novembre 1903, la cooptation de 2 membres pour prouver sa confiance fraternelle.

Les pourparlers ont coûté beaucoup d'argent pour les déplacements et encore plus de forces et de temps des révolutionnaires, distraits de leur travail.

Les représentants du Comité central estiment ne pas avoir le droit de renouveler ces pourparlers interminables qui créent de nouveaux mécontentements de part et d'autre, qui provoquent de nouvelles querelles de préséance et gênent terriblement le travail positif.

Nous attirons sérieusement l'attention sur le fait que de tels pourparlers suspendent totalement la vie normale du Parti.

Nous déclarons que le Comité central en rejette toute la responsabilité sur la minorité.

Nous déclarons que nous ne voyons décidément qu'un moyen de mettre fin honnêtement et équitablement aux discordes actuelles, de faire cesser cette lutte inadmissible pour la composition des centres : la convocation immédiate d'un congrès du Parti.

En même temps, nous estimons qu'après l'adoption de la résolution du camarade Plékhanov, la nôtre, déposée plus tôt, est en somme récusée et devient parfaitement inutile ; c'est pourquoi nous la retirons.

N. Lénine,
F. Vassiliev,
membres du Conseil

3

PROJET DE RÉSOLUTION SUR LA CONVOCATION DU IIIe CONGRÈS DU PARTI 17 (30) JANVIER

Le Conseil du Parti, persuadé que les organismes centraux ne sont pas en mesure de faire cesser les relations absolument anormales et désorganisatrices au sein du Parti, surgies après le IIe Congrès et qui durent depuis plus de 5 mois, décide de convoquer le IIIe Congrès du Parti.

4

PROJET DE RÉSOLUTIONS DÉPOSÉS LE 17 (30) JANVIER

I

Le Conseil du Parti prie la rédaction de l'organe central de prendre au plus vite toutes les mesures qui dépendent d'elle pour que le Comité central puisse recevoir, dans le plus bref délai, les 5 à 6 000 roubles qui ont fait l'objet d'une correspondance entre l'organe central et le Comité central, et dont la caisse centrale du Parti a un besoin pressant à l'heure actuelle, étant donné des circonstances toutes particulières résultant de nos derniers échecs en Russie.

II

Le Conseil du Parti considère comme erroné l'envoi, par la rédaction de l'organe central, sans l'assentiment et à l'insu du Comité central, de délégués de la rédaction dans les comités ; car cela désorganise le Parti et va absolument à l'encontre de la répartition des fonctions entre les deux centres, telle que l'a établie le IIe Congrès.

III

Le Conseil du Parti considère comme une faute que, sans l'assentiment du Comité central, la rédaction de l'organe central ait communiqué aux comités des renseignements relatifs à la composition du Comité central.

5

DISCOURS SUR LES MESURES VISANT À RÉTABLIR LA PAIX DANS LE PARTI 15 (28) JANVIER

I

Si j'ai soulevé la question des mesures à prendre pour rétablir la bonne entente et des relations normales dans le Parti, c'est que la somme des malentendus parmi les militants a atteint des proportions inquiétantes. Je ne crois pas qu'un travail fécond du Parti soit possible, s'il n'existe un terrain commun sur lequel puissent s'appuyer, dans leur activité, ses différents membres que telles ou telles circonstances ont conduit à des malentendus réciproques. Ce n'est un secret pour personne que les rapports entre certains membres ou certains groupes du Parti sont à ce point anormaux qu'il serait aujourd'hui difficile de parler d'un parti ouvrier social-démocrate *unique* sans jouer sur les mots. Je pourrais, certes, s'il en était besoin, produire des preuves détaillées à l'appui de cette thèse (rappelons, par exemple, maints épisodes empruntés à la correspondance d'affaires du Comité central et de l'Organe central), mais le fait affirmé par moi étant connu de tous, peut-être serait-il préférable à l'heure actuelle de ne pas recourir à des illustrations aussi épineuses. Donc, nous devons nous attacher à prendre des mesures plus énergiques pour extirper le mal essentiel. Sinon, un état de choses se crée qui fait que toute action du Parti, même la plus simple, la plus ordinaire,

va donner lieu à un échange de vues au plus haut point indésirable, assaisonné d'un choix systématique d'expressions vigoureuses et... comment dirai-je pour adoucir les termes ?... de compliments, si vous voulez... et des mieux choisis ! Il semblera peut-être que mon intention est d'attenter en quelque sorte à la « liberté de langage », mais c'est que dans le domaine de l'action, tout n'est pas non plus pour le mieux. En tant que membres du Conseil, dont la mission est essentiellement d'unir au sein du Parti ce qui a tendance à se désunir, nous devons nous attacher à éliminer les tiraillements qui entravent la marche des travaux du Parti ; or, avec de la bonne volonté, ce ne serait pas là chose impossible. Ainsi donc, je vous le demande, ne pourrait-on prendre des mesures contre certains procédés de lutte à l'intérieur du Parti, qui réduisent ce dernier à l'état d'un groupe désorganisé, qui font du Parti une pure fiction. Peut-être le Conseil pourrait-il adopter, dans l'intérêt de la cause commune, une résolution dont je vous lirai ici même le projet que je viens d'esquisser. J'estime qu'il importe en principe que le Conseil prenne une décision afin d'éliminer et de condamner les formes inadmissibles de lutte au sein du Parti entre différentes personnes ou différents groupes en désaccord sur telles ou telles questions. Je le répète, la situation actuelle est par trop anormale et a besoin d'être redressée. (Axelrod : « Nous sommes tous d'accord là-dessus. ») Je prie les secrétaires de consigner au procès-verbal la remarque du camarade Axelrod.

Et maintenant, je donnerai lecture de mon projet de résolution *.

Tel est le projet que je dépose au nom du Comité central, signé de ses deux représentants, et qui pourrait servir de point de départ, non pour trancher certaines questions particulières relatives à l'élimination de tels ou tels désaccords entre les membres du Parti, mais en vue de créer un terrain d'entente pour ceux qui militent dans l'intérêt d'une même cause, celle des social-démocrates russes.

---

* Voir le présent tome, pp. 149-151. (*N.R.*)

II

A ma grande satisfaction, je me suis convaincu, à entendre les discours des deux représentants de l'organe central, qu'ils approuvent, en principe, la nécessité de mesures fermes en vue d'établir dans le Parti une unité effective. Cela déjà crée entre nous un terrain d'entente, jusqu'à un certain point. En ce qui concerne la proposition du camarade Plékhanov, je crois devoir déclarer ceci : le camarade Plékhanov me propose de dégager dans mon projet de résolution les mesures pratiques essentielles visant à extirper le mal que l'on constate dans la vie du Parti, et il signale en même temps que cette résolution a le caractère d'un appel ; oui, effectivement, ma proposition a le caractère d'un appel ; mais c'était bien là mon intention. L'idée de cet « appel » c'est que le Conseil se prononce, au nom des deux centres, pour l'établissement d'une ligne de démarcation entre les formes de lutte admissibles et les formes de lutte inadmissibles dans le Parti. Je sais bien qu'en général, la lutte en elle-même est inévitable, mais enfin, il y a lutte et lutte. Il est des procédés de lutte qui sont absolument anormaux et inadmissibles dans un Parti tant soit peu viable. Et le camarade Martov a eu raison de signaler qu'outre la lutte des idées, il y avait encore ce qu'il a appelé les « complications d'organisation ».

Quant à nous, rassemblés ici non pour lutter mais pour éliminer de la vie du Parti les conditions anormales, nous pouvons et devons agir sur les autres camarades en signalant, par quelque indication autorisée, les limites de la lutte admissible au sein du Parti. Mais je ne connais d'autre moyen d'agir qu'un appel. Dégager les propositions pratiques n'aurait ici aucun sens. Quant à la déclaration des représentants de l'organe central, où ils notent que tout en constatant une anomalie dans la vie du Parti, je n'aborde pas les raisons d'une telle anomalie, je dois dire que j'ai choisi cette position non pas fortuitement, mais à bon escient, craignant que si nous effleurions maintenant cet écheveau déjà si embrouillé, loin de le démêler, nous ne ferions que l'emmêler encore davantage. Car enfin, on ne peut quand même pas oublier que nous sommes, vis-à-vis

de cet écheveau, deux parties également intéressées et dont l'état d'esprit est des plus subjectifs, de sorte que même si on tentait de le démêler, ce ne serait en tout cas pas à nous de le faire, mais à ceux qui n'ont d'aucune manière contribué à l'emmêler. En ce qui nous concerne, une tentative de ce genre nous inciterait à compulser tous les documents possibles et imaginables, ce qui, étant donné l'actuelle composition du Conseil, nous conduirait une fois de plus à nous... empoigner.

Prenons comme point de départ de nos raisonnements ce qui est, car on ne saurait effacer la réalité, et j'accorde volontiers au camarade Martov qu'il est impossible de supprimer tous les désaccords et tous les conflits par une formule salvatrice. C'est exact, mais qui donc pourra s'ins-tituer juge de ces tristes aspects de la vie de notre Parti ? Je pense qu'en tout cas ce rôle ne peut nous revenir, à nous, qu'il appartient aux nombreux praticiens révolutionnaires dévoués à la cause, qui n'ont point pris part à la bagarre. Laissant prudemment de côté la question des raisons de nos dissensions, je me permettrai cependant d'éclairer ma pensée par un exemple emprunté à un passé encore tout récent. Voici cinq mois déjà que dure la lutte. Au cours de cette période, une cinquantaine de médiateurs, ce me semble, ont tenté de mettre fin aux dissensions dans le Parti, mais je n'en connais qu'un dont l'activité dans ce sens ait donné des résultats, bien modestes certes, mais quand même relativement heureux. Je veux parler du camarade Travinski [68], qui, notons-le, est pour ainsi dire plongé jusqu'au cou dans le travail révolutionnaire pratique, positif, de sorte que son attention était presque exclusivement concentrée sur ce travail et qu'il n'a point pris part aux dissensions. Circonstances heureuses qui seules peut-être expliquent que ses tentatives de conciliation aient donné certains résultats. Je crois que si des hommes de cette sorte participaient à l'analyse des causes de la situation anormale dans le Parti, il deviendrait possible de démêler cet écheveau devant lequel aujourd'hui nous restons désemparés. Quant à nous, nous devons éviter d'entrer dans l'examen de telles ou telles causes de dissension, car cela pourrait nous entraîner, malgré nous, à nous porter les uns aux autres (pour reprendre l'expression du camarade

Martov) de nouvelles blessures qui viendraient s'ajouter aux anciennes, déjà nombreuses et encore très loin d'être guéries. Voilà pourquoi je suis contre une analyse des causes et pour la recherche de moyens susceptibles, du moins, de circonscrire les méthodes de lutte dans un cadre plus ou moins admissible. De deux choses l'une : s'il est possible de faire quoi que ce soit dans ce sens, il faut tenter de le faire ; si non, s'il est impossible à une autorité compétente d'influer sur les parties adverses par la persuasion, il ne reste plus qu'une chose à faire : s'adresser à ces tierces personnes dont j'ai déjà parlé et qui, restées en dehors de la mêlée, poursuivent leurs tâches pratiques positives. Je doute que nous-mêmes puissions nous convaincre que l'une ou l'autre partie a raison. Cela me paraît impossible.

III

Je ne comprends pas très bien la proposition du camarade Plékhanov. Il dit qu'il faut prendre certaines mesures pratiques, or, mon projet signalait déjà la possibilité d'une telle mesure pratique. Il suffit de déclarer, de déclarer d'autorité, qu'une lutte normale, une lutte d'idées, une lutte menée dans certaines limites, est admissible ; mais que ne sont point admissibles le boycottage, le refus de travailler sous la direction du Comité central, le refus d'accorder un appui financier à la caisse centrale du Parti, etc. On nous dit que par des paroles, nous ne convaincrons personne. Moi non plus, je n'aurai pas l'audace d'affirmer que ce serait assez pour que de bons rapports s'établissent entre les deux fractions du Parti ; car c'est bien un mal ancien que nous avons à soigner ; car, pour reprendre l'expression du camarade Martov, un mur épais sépare effectivement les deux fractions du Parti. Ce mur que nous-mêmes avons élevé, peut-être ne pourrons-nous l'abattre, mais il n'est nullement impossible que nous, qui nous sommes porté l'un à l'autre les plus fortes blessures, que nous, membres du Conseil, par notre appel autorisé, détournions les camarades des formes indignes de lutte. Pour supprimer ce mur, le temps, je pense, jouera un si grand rôle que tout à l'avenir ira s'aplanissant. Les deux parties peuvent interpréter chacune à sa manière certains passages de l'appel ; eh bien,

je crois que, quoi que nous disions, tout peut-être sera interprété par chacun à sa manière. (A x e l r o d : « Aussi ne faut-il pas se contenter de parler, il faut agir. ») Et puis, pourquoi le camarade Axelrod pense-t-il que ma proposition ne peut être qu'une nouvelle source de conflit ? Voilà une chose que je ne comprends pas. Je le répète, le mur qui sépare les deux fractions du Parti, nous ne l'abattrons pas, car nous-mêmes avons mis trop de zèle à l'élever ; ceux qui pourraient le jeter bas, ce sont nos camarades qui, adonnés à un travail pratique, se tiennent à l'écart de nos discordes. Le camarade Martov, ainsi que j'ai eu le plaisir de m'en convaincre aujourd'hui, est en principe d'accord avec cette thèse : les autres camarades, restés à l'écart de nos dissensions, pourraient jouer un rôle utile dans ce domaine. Mais de plus, je pense que le seul fait d'un accord passé entre les représentants des organismes centraux pour délimiter les méthodes de lutte admissibles et inadmissibles, ce fait, à lui seul, pourrait déjà être une première brèche dans le mur qui sépare les deux parties, après quoi l'anomalie que l'on observe dans la vie du Parti pourrait aller en s'atténuant.

IV

La proposition du camarade Plékhanov a provoqué en moi un sentiment très mêlé. Après avoir parlé des causes de la lutte, il en est arrivé précisément à ces blessures que nous nous sommes mutuellement portées, comme l'a déjà constaté le camarade Martov. Je fais dans mon projet la tentative de tracer une ligne de démarcation entre ce qui est admissible dans notre lutte et ce qui ne l'est pas, de quelque côté que parte l'attaque. Nous mettre à parler de ce qui s'est passé, quand, et par la faute de qui, ce serait provoquer nous-mêmes le commencement de la fin, c'est-à-dire de la fin de notre entretien. Nous juger nous-mêmes, c'est psychologiquement, moralement, tout à fait impossible. Si nous nous mettons de nouveau à examiner les causes qui ont tendu les rapports entre membres du Parti, pourrons-nous nous élever au-dessus des mesquines querelles ? (A x e l r o d : « Parfaitement ! ») Je ne partage point l'optimisme du camarade Axelrod. Le camarade Plékhanov, lorsqu'il

a analysé les causes de la scission dans le Parti, a donné son interprétation des faits, avec laquelle je ne suis point d'accord. Mais si nous commençons à discuter, il nous faudra sortir les procès-verbaux et les consulter. Ainsi, par exemple, le camarade Plékhanov déclare que sur la question des élections aux organismes centraux, le congrès s'est partagé en deux parties presque égales, qu'un des membres du congrès, passant de la majorité à la minorité, a établi par là-même l'égalité numérique des deux moitiés du congrès ; que de la sorte, le Comité central ne représente qu'une portion du Parti, etc. Mais voyons, on ne peut raisonner de la sorte ; on ne saurait en effet prétendre qu'une fraction seulement du Parti a élu le Comité central. Beaucoup peut-être, sur certaines questions, ne voteraient pas aujourd'hui comme ils ont voté au congrès. Moi-même peut-être je voterais différemment sur bien des questions. Mais cela ne signifie pas que les changements et combinaisons nouvelles, possibles dans ce domaine, infirment en quoi que ce soit les résultats des votes antérieurs. Toujours lorsqu'il y a lutte, le tout se fractionne en parties. Oui, à *l'heure actuelle*, mais non au congrès, le Comité central représente une des parties, mais je sais pertinemment que, de l'avis des camarades, l'organe central lui aussi, à le considérer sous cet angle, ne représente qu'une des parties. A un seul point de vue, je pourrais reconnaître comme juste l'expression du camarade Plékhanov : au point de vue de la scission, qui est un fait. Si l'on peut parler de composition « anormale » à propos de tel ou tel organisme central, la faute n'en est pas au congrès ; c'est uniquement qu'étant donné telles ou telles circonstances, on ne veut pas travailler ensemble... Ainsi, à peine avons-nous abordé les causes de cette anomalie, que déjà nous nous retrouvons devant la nécessité de dévider un écheveau que, loin de pouvoir démêler, nous ne ferons qu'embrouiller davantage. Beaucoup sont mécontents de la composition du Comité central, cela est vrai ; mais il n'est pas moins vrai que de nombreuses personnes sont mécontentes de l'actuelle composition de l'organe central. A la question du camarade Martov : est-il admissible que l'on « détruise » les organisations existantes ? je répondrais : « Oui, une refonte des organisations est parfaitement admissible ! » Est-il admissible qu'un or-

ganisme compétent du Parti écarte telle ou telle personne de telle ou telle forme de travail révolutionnaire ? Je réponds : « Oui, parfaitement ! » Mais si je demande pourquoi et comment telle ou telle « atteinte » a pu être portée à l'intégrité et à l'inviolabilité d'une organisation, pourquoi un tel n'a pas eu accès à tel domaine de l'activité du Parti, etc., je ne ferai par là que tendre encore une fois la main vers ce même écheveau que nous ne sommes pas en état de démêler. De sorte que de nouveau, sur la question de savoir s'il est admissible ou non de « détruire » des organisations, nous aboutissons à des désaccords. Tout cela démontre que raisonner ici sur les causes de nos dissensions serait une perte de temps absolument inutile, et même funeste. Je reviens à la question de la représentation proportionnelle. Pour en parler, il faut reconnaître d'abord que la scission est un fait. Nous sommes ici les représentants de deux parties adverses... (P l é k h a n o v : « Nous sommes réunis ici en tant que membres du Conseil, et non en tant que parties adverses. ») La réplique du camarade Plékhanov contredit sa propre résolution où il est question des dissensions qui existent à l'intérieur du Parti et qui ont divisé le Parti en deux moitiés, dont l'une, aux termes de la résolution, n'est pas du tout représentée dans un organisme central comme le Comité central. Certes, officiellement, nous ne sommes pas les représentants de deux parties adverses, mais comme cela résulte du cours de nos débats, j'avais logiquement le droit d'en parler. (P l é k h a n o v : « Vous avez dit que nous sommes réunis ici en tant que représentants de deux parties adverses, d'où ma réplique. ») Je ne me suis peut-être pas exprimé avec suffisamment de précision, je ne le nie point... (P l é k h a n o v : « Vous vous êtes mal exprimé. ») Peut-être me suis-je mal exprimé, je ne le contesterai pas. J'affirme seulement que la résolution du camarade Plékhanov porte la discussion sur le terrain de la reconnaissance, en fait, de la scission. Nous nous sommes scindés, voilà ce que je constate. S'il en était autrement, la résolution serait illicite. La majorité du Parti est également mécontente de la composition de l'organe central où 4 membres sur 5 appartiennent à la minorité. Le Comité central aurait pu prétendre à une modification de la composition de l'organe central,

tout comme l'on prétend aujourd'hui modifier le Comité central. Au fond, la résolution du camarade Plékhanov ne fait que formuler les conditions d'une des parties... (P l é k h a n o v : « Je n'appartiens ni à la majorité ni à la minorité. »). Le camarade Plékhanov nous dit qu'il n'appartient ni à la majorité ni à la minorité, mais nul au Conseil, à part lui, ne l'affirmerait. A raisonner de façon formaliste, à ne considérer que les statuts, la résolution proposée par le camarade Plékhanov est illicite. Cependant, je le répète, en réalité, elle offre un sens pour autant qu'elle part du fait qu'il y a scission. Mais du moment qu'une des parties formule ses « conditions », l'autre partie aurait, elle aussi, le droit de présenter de même ses « conditions ». Nous ne sommes pas au-dessus des « deux parties », nous sommes ces « deux parties ». Aussi, puisque nous nous plaçons sur le terrain de la reconnaissance de la scission qui déjà existe en fait dans le Parti, nous devons convenir que pour trancher nos débats et nos « malentendus », il n'existe qu'un moyen radical : faire appel à des tiers. Dans le Parti, il en est qui, comme je l'ai déjà signalé, sont absorbés par un travail positif et n'ont point pris part à la lutte entre la « majorité » et la « minorité ». C'est à eux seuls que l'on peut s'adresser.

V

Je ne suis d'accord ni avec Martov ni avec Plékhanov. Ils disent qu'il ne peut être question de l'irrégularité d'une telle résolution, et ils produisent deux arguments. 1) L'argument de Martov consiste à souligner que le Conseil est l'organisme suprême du Parti. Mais le fait est que la compétence du Conseil est restreinte par les stipulations expresses des statuts, ce à quoi le camarade Martov lui-même a beaucoup contribué à l'époque. 2) Le second argument, c'est qu'en proposant une résolution, le Conseil n'exprime que son avis et ses vœux. Le Conseil peut certes formuler son avis et exprimer ses vœux, mais sans porter atteinte à ceci ou à cela. (P l é k h a n o v : « Naturellement ! Naturellement ! »). Le Conseil peut proposer uniquement la cooptation au Comité central, mais alors, le Comité central exigera que soit modifiée la composition de l'organe

central. Sous certaines conditions, je suis prêt à consentir à la représentation proportionnelle. Mais je vous le demande, la représentation proportionnelle existe-t-elle à l'organe central? La composition de l'organe central est la suivante : 1 sur 4, et encore celui-là n'appartient ni à la majorité ni à la minorité. Le Comité central a proposé naguère 2 sur 9 [69] ; c'était à l'époque de complète débandade, à la veille de la scission. En un sens, tout désaccord est une scission, et quand les deux parties refusent de travailler ensemble, la scission est alors effective. C'est uniquement du point de vue de la scission que nous pourrions reconnaître un sens à la résolution du camarade Plékhanov. On pourrait la considérer comme une *ultima ratio* *, mais dans ce cas, les deux parties auraient un droit égal d'exiger une modification de la composition des organismes centraux. Je suis fermement convaincu que le Comité central, lui aussi, est mécontent de la composition de l'organe central. Dès que nous aborderons la question du dernier congrès, un conflit éclatera et nous n'aboutirons à rien. C'est ainsi, par exemple, que selon Plékhanov, le congrès n'a pas élu un troisième membre à la rédaction parce qu'il n'y avait pas de troisième candidat. J'affirme que si le congrès n'a pas désigné de troisième membre, c'est qu'il était convaincu que le camarade Martov entrerait à la rédaction. On peut en dire autant de la composition du Conseil. Beaucoup, au congrès, pensaient que le camarade Martov entrerait au Conseil en qualité de membre de la rédaction. La majorité peut dire, et dira, que dès l'instant où on soulève la question de la représentation proportionnelle, il faut adjoindre à l'organe central six nouveaux membres appartenant à la « majorité ». Mais un raisonnement de ce genre ne nous rapprochera point du terme souhaité ; c'est pourquoi j'estime la résolution du camarade Plékhanov moins heureuse que la mienne. Le sens de ma résolution, qui définit « ce qui est admissible et ce qui ne l'est pas », serait le suivant : nous, qui représentons les parties adverses, inviterions les autres camarades à ne pas sortir du cadre des formes de lutte permises.

Nous ne devons pas nous en tenir uniquement à un point

* dernier argument. (*N.R.*)

de vue juridique, car en reconnaissant unanimement que les rapports au sein du Parti sont anormaux, nous reconnaissons, au fond, que nous sommes deux parties adverses : l'organe central et le Comité central. (P l é k h a n o v : « Nous ne sommes pas ici à une réunion de la rédaction, mais à une séance du Conseil. ») Oui, je ne l'oublie pas. Au point de vue juridique, nous ne pouvons parler de représentation proportionnelle dans les organismes centraux. Mais au point de vue politique non plus, il n'est pas indiqué d'opérer avec cette idée, car nous aurions à prendre en considération le désir d'une des parties, sans tenir compte du désir de l'autre. Entre nous, point de tiers pour trancher le différend. Or, seul l'avis de ce tiers pourrait avoir une portée à la fois politique et morale. La scission s'est produite en fait, et nous sommes à la veille d'une scission formelle, si la minorité persiste à user de n'importe quels moyens pour devenir majorité.

6

DISCOURS SUR LES MESURES VISANT À RÉTABLIR LA PAIX DANS LE PARTI 16 (29) JANVIER

VI

J'estime nécessaire de répondre avant tout aux objections très amples que m'a faites le camarade Martov ; mais pour ne pas laisser non plus sans réponse les objections du camarade Plékhanov, ce sont ces dernières que j'aborderai brièvement tout d'abord. Il m'a semblé qu'en principe, il défend le point de vue de la représentation proportionnelle... (P l é k h a n o v : « Non ! ») Peut-être l'ai-je mal compris, mais c'est ce qu'il m'avait semblé. Chez nous, dans l'organisation du Parti, le principe de la représentation proportionnelle n'est pas admis, et l'unique critère qui permette d'établir la légalité de la composition de tel ou tel organisme dont les membres sont élus au congrès, c'est la volonté nettement exprimée de la majorité du congrès. Mais on nous dit là-dessus que les élections légales au congrès ont créé un état de choses « légal » pire que s'il était illégal. C'est exact, mais pourquoi ? Parce que la majorité était insignifiante, ou parce que la minorité a, en fait, provoqué la scission ? On dit que le Comité central n'a été élu que par 24 voix, c'est-à-dire à une majorité infime, et que cette circonstance-là serait l'origine de toutes les complications fâcheuses qui ont suivi dans la vie du Parti : j'affirme que c'est faux. Quant à la réplique du camarade Plékhanov relative à mon « tour de pensée toute

formaliste », qui m'empêcherait d'aller au fond des choses, vraiment je ne comprends pas ce que cela veut dire à proprement parler. Ce « fond des choses », c'est le congrès peut-être ? S'il en est ainsi, nous sommes tous des formalistes car, nous reportant mentalement au congrès, nous devons nous baser sur ses décisions formelles. Et si le « fond des choses » est en dehors du congrès, où est-il donc ? En vérité, il s'est créé dans le Parti une situation pire qu'illégale (ce sont des paroles graves). Mais pourquoi ? Toute la question est là. La faute en est-elle au congrès, ou aux circonstances qui ont suivi le congrès ? Malheureusement, ce n'est pas ainsi que le camarade Plékhanov pose la question.

J'en reviens maintenant aux paroles du camarade Martov. Il affirme que la minorité ne se refuse point, ne s'est point refusée à un travail en commun. C'est faux. Pendant trois mois — septembre, octobre et novembre — bien des représentants de la minorité ont, en fait, montré qu'ils ne désiraient pas travailler en commun. Dans ce cas, il ne reste à la partie boycottée qu'un seul moyen : recourir à un accord, à une transaction avec l'opposition « lésée » qui se tient à l'écart du travail, qui conduit le Parti à la scission, car le fait même de se tenir à l'écart du travail commun n'est autre chose qu'une scission. Lorsque des gens vous déclarent tout net : nous ne voulons pas travailler avec vous, et démontrent par là même, en fait, que l'« organisation unique » n'est qu'une fiction, qu'à proprement parler elle est déjà détruite, ils avancent ainsi, sinon un argument très convaincant, du moins un argument véritablement *massue*... Je passe à la seconde objection du camarade Martov relative au départ du camarade Rou [70] du Conseil. Cette question se subdivise en deux questions distinctes. Premièrement : était-ce une nomination légale que celle de Rou comme membre du Conseil représentant la rédaction, bien qu'il ne fût point membre de la rédaction ? Je pense que oui. (M a r t o v : « Mais oui, bien sûr ! ») Je demande que la réplique de Martov soit consignée au procès-verbal. Deuxièmement : les membres du Conseil peuvent-ils être rappelés si telle est la volonté des organismes qui les ont délégués ? Question complexe, qui peut être interprétée dans un sens et dans l'autre. En tout cas, je signalerai que

Plékhanov, resté seul membre de la rédaction à partir du premier novembre, *n'a pas relevé* Rou de ses fonctions de membre du Conseil jusqu'au 26 novembre, lorsque furent cooptés Martov et Cie. Rou se retira de lui-même, cédant la place afin de ne pas soulever de discussions à son sujet. (Plékhanov : « Il me semble que des débats au sujet du camarade Rou sont ici déplacés. Cette question ne figure pas à notre ordre du jour, et je ne vois pas pourquoi nous devrions gaspiller un temps précieux à des débats sur une question qui, en l'occurrence, est en dehors de notre sujet. »). Je dois faire remarquer qu'à la dernière séance, le camarade Martov a demandé de consigner au procès-verbal la mise au point qu'il a fournie à ce sujet, mise au point avec laquelle je ne suis nullement d'accord ; et si l'on interdit à l'autre partie de donner son avis sur cette même question, il s'ensuit que cette dernière apparaîtra ici, au Conseil, sous un jour faux, unilatéral. (Plékhanov : « Je ferai observer que cette question ne figure pas à l'ordre du jour et n'a pas de rapport direct avec l'objet essentiel de notre conférence. »)

Lénine, protestant contre cette façon de présenter les choses, en appelle au Conseil pour décider si lui (Lénine) a le droit, en répliquant à Martov, d'éclairer un fait qui a ici donné lieu à tant d'interprétations. (Plékhanov indique de nouveau qu'il est inopportun en l'occurrence de débattre la question Rou.)

Lénine défend son droit d'en appeler au Conseil pour qu'il lui soit permis de parler d'une question qui a déjà été soulevée au Conseil et y a suscité des débats. (Martov : « Etant donné que le camarade Lénine a touché ici la très importante question du droit des collèges, représentés au Conseil, de rappeler leurs délégués, je déclare que je déposerai une proposition spéciale pour que cette question soit réglée une fois pour toutes. Peut-être cette déclaration satisfera-t-elle Lénine et l'incitera-t-elle à écarter des débats actuels la question Rou. »).

Le camarade Martov, loin d'infirmer, confirme au contraire le bien-fondé de mon intention de faire sur-le-champ toute la lumière sur le départ du camarade Rou du Conseil. Je constate que mes explications sur cette question n'étaient qu'une réponse aux observations du camarade Martov sur

ce point (P l é k h a n o v fait observer à Martov et à Lénine qu'il n'y a pas lieu, pour le moment, de discuter la question Rou, celle-ci n'entrant pas dans le cadre des problèmes sur lesquels doit être concentrée, à la présente cession du Conseil, l'attention des membres de ce dernier). Je proteste contre la réplique du camarade Plékhanov selon laquelle il serait inopportun d'examiner ici la question du camarade Rou qui se plaçait sur le terrain de l'inamovibilité des membres du Conseil, de sorte que son départ du Conseil devrait être considéré comme une concession à l'opposition dans l'intérêt de la bonne entente dans le Parti. (P l é k h a n o v : « Du moment que le Conseil n'a rien à objecter à un échange de vues sur la question du camarade Rou, j'invite Lénine à poursuivre. ») J'ai terminé. (P l é k h a n o v : « Si vous avez terminé, je propose au Conseil de passer à l'examen des résolutions proposées hier par Lénine et par moi. »).

Je suis d'accord avec le camarade Martov : les résolutions du Conseil auraient une portée morale, et non juridique. Le camarade Plékhanov a déclaré qu'il serait désirable que j'entre à la rédaction. (P l é k h a n o v : « Je n'ai pas dit cela. ») En tout cas voici vos paroles telles que je les ai enregistrées : « Le mieux serait que Lénine entrât à la rédaction, et que le Comité central cooptât trois membres. » (P l é k h a n o v : « Oui, j'ai dit que sous certaines conditions, pour rétablir la paix dans le Parti, on pourrait admettre l'entrée à la rédaction du camarade Lénine et la cooptation au Comité central de représentants de la minorité. »)

En réponse à la question qui m'a été ici posée — quelles sont les modifications que l'on souhaiterait apporter à la composition de la rédaction de l'organe central ? — le plus facile serait pour moi d'invoquer l'avis de la « majorité » qui a reconnu désirable que les camarades Axelrod, Zassoulitch et Starover sortent de la rédaction. Je dois dire ensuite que dans l'activité du Comité central, il n'est pas un seul cas où celui-ci ait écarté qui que ce soit d'un travail du Parti. De même, je ne puis m'empêcher de protester lorsque le camarade Martov déclare que le Comité central est devenu, aux mains de l'une des parties, un instrument de guerre contre l'autre partie. Le Comité central doit

être un instrument pour l'exercice des fonctions du Parti, et non l'instrument « de guerre de l'une des parties contre l'autre ». Cette assertion du camarade Martov est entièrement démentie par les faits. Nul ne citera un seul fait prouvant que le Comité central a commencé et mené « la guerre » contre la minorité. Au contraire, c'est la minorité qui, par son boycottage, a ouvert les hostilités, ce qui ne pouvait manquer d'entraîner une riposte. Ensuite, je proteste également contre cette affirmation suivant laquelle la défiance qui existerait à l'égard du Comité central gênerait ce dernier plus que la défiance vis-à-vis de l'organe central ne gêne le travail positif et paisible. Au sujet de cette assertion où Martov s'obstine à prétendre que le foyer de la discorde serait en Russie et non à l'étranger je dois faire observer que les documents du Parti disent tout le contraire. Le camarade Martov, s'en référant au document du 25 novembre, a dit qu'en principe le Comité central lui-même a reconnu le caractère unilatéral de sa composition lorsqu'il a consenti à coopter deux membres de la minorité. Je proteste contre pareille interprétation de ce document, ayant moi-même collaboré à sa rédaction. Cet acte du Comité central avait une signification tout autre. Ce n'est pas parce qu'il reconnaissait le caractère unilatéral de sa composition que le Comité central s'est décidé à coopter deux membres, mais parce que nous étions en face d'une véritable scission de fait dans le Parti. L'idée que nous nous faisions de la situation était-elle juste ou fausse ? — c'est là une autre question... Le bruit nous était alors parvenu que l'on se préparait à éditer un nouvel organe. (P l é k h a n o v : « Si nous nous mettons à invoquer les bruits qui courent, nous n'arriverons à rien. » A x e l r o d : « Et moi j'ai entendu dire qu'aujourd'hui on se prépare à éditer un nouvel organe... ») Je m'adresse au Conseil. Puisque le document du Comité central [71] est interprété dans un certain sens par le camarade Martov, je me vois obligé de donner là-dessus mon interprétation... Je n'arrive pas à comprendre pourquoi mon observation a suscité ici une telle émotion. (P l é k h a n o v : « Il ne s'agit pas d'émotion ; il est ici déplacé de s'en référer à des bruits. ») On pourra dire que les raisons que je donne sont dépourvues de fondement. Possible ! Mais quoi qu'il en soit, je constate que

ces raisons avaient bien le caractère que je viens de dire.

J'en reviens à mon sujet : le camarade Martov a suspecté les raisons qui ont incité le Comité central à consentir à la cooptation de deux membres. Et moi je constate que le Comité central est parti de cette idée qu'en fait, la scission existe déjà dans le Parti, et que nous sommes à la veille d'une scission complète, officielle : édition d'un organe à part, transport à part des publications, et organisation à part en Russie. Et maintenant, je parlerai de la conduite des débats : le camarade Martov a fait une observation sur le fond, et non sur la conduite des débats. Je m'adresse au Conseil : en l'occurrence, le président a-t-il agi comme il le devait ?

VII

Le camarade Martov prétend que j'ai d'emblée ouvert une polémique, au lieu d'aborder paisiblement et avec calme l'examen de la question générale des mesures à rechercher pour rétablir la paix dans le Parti. Je n'en conviens pas, car qui donc *a ouvert* la polémique, sinon le camarade Martov lui-même ? Rien de polémique dans mon projet de résolution. Ce n'est pas sans raison que le camarade Axelrod a appelé cette résolution un « message pastoral ». Or, comme l'on sait, il n'y a pas de polémique dans les « messages pastoraux ». Et de fait, je n'y faisais qu'examiner dans quelles limites doit se confiner la lutte au sein du Parti, quelles sont les formes de lutte que l'on peut considérer comme admissibles, et celles qui doivent être reconnues inadmissibles et présentant un danger non seulement pour le cours normal de la vie du Parti, mais encore pour son existence même. Ce faisant, j'ai soigneusement cherché à éviter de poser la question d'une façon qui pût nous entraîner de nouveau dans une polémique stérile ; j'ai cherché, dans ma proposition, à ne point partir d'une appréciation des procédés de lutte qui ont déjà marqué cette guerre de près de six mois entre les deux fractions du Parti. Le camarade Martov, lui, n'a pas voulu rester sur ce terrain, et il a donné libre cours à la polémique. Je n'en suis pas moins prêt à revenir ensuite, si vous le désirez, à mon point de

départ. Pour le moment, je signalerai ceci. Le camarade Martov s'en est rapporté au fait que Travinski a salué la cooptation à la rédaction de ses anciens membres. J'estime nécessaire de souligner ici le fait que les entretiens et pourparlers privés ne sont d'aucun poids. Tous les pourparlers officiels, Travinski les a menés par écrit. Quant à ses déclarations privées, le camarade Martov les aura sans doute mal interprétées, et si besoin est, je puis le démontrer à un *autre moment*.

Ensuite, le camarade Martov a déclaré que l'activité du Comité central présente un grand nombre de lacunes ; par là-même, le camarade Martov s'engage une fois de plus dans le domaine de la polémique. Il se peut que l'activité du Comité central présente des lacunes, mais la critique de cette activité par un représentant de l'organe central n'est autre chose que de la polémique. Moi, par exemple, je trouve pour ma part que dans son activité, l'organe central s'est écarté du droit chemin ; néanmoins, j'ai commencé ici non par critiquer l'orientation qu'a prise l'activité de l'organe central, mais par déclarer que le Comité central et l'organe central ne sont point satisfaits *l'un de l'autre*. Je proteste ensuite contre cette assertion que ma résolution, si elle était adoptée par le Conseil, ferait de ce dernier un « instrument de guerre ». Mon adresse se borne à indiquer quelles formes de lutte sont admissibles, et quelles ne le sont pas... Que vient donc faire ici cet « instrument de guerre » ? Le camarade Axelrod a dit que j'ai « commencé par un Te Deum et fini par un Requiem », et il m'a reproché d'avoir consacré toute mon attention à démontrer l'existence d'une scission dans le Parti. Mais n'avons-nous pas, hier encore, commencé par constater la scission ?... Ensuite, pour prouver que le foyer de la discorde n'est pas à l'étranger, le camarade Martov a cité la lettre du camarade Vassiliev, en date du 12 décembre, où il est dit qu'en Russie, c'est un véritable enfer [72]. A ce propos, je ferai observer que « créer un enfer » peut être aussi le fait de groupes peu importants, car ce sont les menues et mesquines querelles qui créent le plus souvent et le plus facilement de grands obstacles au travail. J'ai déjà mentionné ma lettre du 13 septembre à l'un des ex-rédacteurs. Cette lettre, je la publierai dans la presse [73]. Le camarade Plékhanov dit que le

mot « marais » est blessant. Je rappellerai que dans les publications socialistes allemandes aussi bien qu'aux congrès du Parti allemand, le mot *versumpft* * suscite parfois des railleries, mais ne fait jamais crier à l'outrage. Ni moi ni le camarade Vassiliev, en usant de ce mot, n'avons songé à blesser qui que ce soit. Quand on parle de deux camps ayant chacun une orientation bien arrêtée, on emploie pour caractériser ceux qui hésitent, qui oscillent entre ces deux orientations, le mot de « marais », que l'on pourrait peut-être remplacer par « *juste milieu* ».

Qualifier le Comité central d'excentrique, c'est peut-être spirituel, mais cela conduit derechef à une polémique. Car enfin, je pourrais m'exprimer dans le même sens au sujet de l'organe central. On me dit que mon « appel » est un remède homéopathique à un mal allopathique. Je ne nie point que le remède que je préconise soit seulement un palliatif, mais le fait est que nous ne pourrions trouver *ici* de remèdes allopathiques. Si vous vous mettez à parler de la nécessité d'appliquer au mal actuel des remèdes « allopathiques », radicaux, allez alors jusqu'au bout. Ce remède existe ; et ce seul remède radical n'est autre chose qu'un *congrès*. Voici cinq mois déjà que nous tâchons en vain de nous entendre (« c'est faux ! »)... non, c'est exact, et je vous le démontrerai, documents en main... Depuis le 15 septembre, nous cherchons à nous entendre, et jusqu'ici nous n'avons encore abouti à rien. Ne vaudrait-il pas mieux, dans ce cas, en appeler au collège, dont a parlé hier, lui aussi, le camarade Martov, or, ce collège, ce ne peut être que le congrès des militants du Parti. Le congrès du Parti, c'est précisément le collège qui tranche la question de la « baguette de chef d'orchestre ». Nous assistons au congrès afin, entre autres choses, de nous « battre » pour la « baguette de chef d'orchestre » (pas dans l'acception brutale du mot, bien entendu). Là, on lutte à coups de bulletins, en se mettant en rapport avec les camarades, et ainsi de suite, et là, cette lutte autour de la composition des centres est admissible ; mais en dehors du congrès, elle ne devrait pas avoir place dans la vie du Parti.

* Racine du verbe allemand *versumpfen* qui signifie s'enliser. (*N.R.*)

Ainsi donc, si mon « message pastoral » est un palliatif, il n'est point de remède plus radical qu'un congrès, si vous ne voulez pas rendre le mal chronique. Le camarade Axelrod a signalé qu'en Europe occidentale, les représentants des organismes centraux comptent avec l'opposition que rencontre leur politique, même dans les coins les plus reculés du Parti, et s'efforcent, en entrant en pourparlers avec elle, d'aplanir les conflits qui ont pu surgir... Mais c'est aussi ce que fait notre Comité central. Le Comité central a, dans ce but, dépêché deux de ses membres à l'étranger [74] ; le Comité central s'est mis des *dizaines* de fois en rapports avec divers représentants de l'opposition, leur démontrant l'ineptie de leurs arguments, le caractère fictif de leurs appréhensions, etc., etc. Il faut noter que c'est là un gaspillage incroyable de forces, d'argent et de temps, et, en ce sens, nous sommes effectivement responsables devant l'histoire.

Pour en revenir aux propositions pratiques, je répète que vous n'avez qu'un moyen radical de clore cette déplorable période de polémique : le congrès. Ma résolution s'est proposée de situer la lutte au sein du Parti dans un cadre plus normal... On nous dit que, de toute façon, l'écharde reste dans la chair, que le mal est plus profond... En ce cas, la convocation d'un congrès pourra seule arracher entièrement l'écharde.

VIII

Il est ridicule de parler du caractère blessant d'une revendication qui revient à exiger qu'on soit net et précis. Nous avons vu des dizaines de fois (et en particulier au congrès de la Ligue) quelle foule de malentendus et même de scandales suscite la reproduction inexacte d'entretiens privés. Il serait étrange de le nier. Je déclare que les entretiens particuliers du camarade Travinski ont été inexactement interprétés par le représentant de l'organe central et, en partie, aussi par le camarade Plékhanov. Voici ce que m'écrit, entre autres, le camarade Travinski dans sa lettre du 18 décembre : « On vient d'apprendre l'envoi par la rédaction, aux comités, d'une lettre officielle de la *pire* espèce (j'adoucis l'expression). La rédaction y part en guerre

contre le Comité central ; elle menace, affirmant que, par le truchement du Conseil, elle pourrait dès maintenant obliger le Comité central de coopter qui bon lui semble, mais ne veut pas encore recourir à de telles mesures et signale aux comités l'esprit de clan qui règnerait au Comité central, sa carence, l'illégale cooptation de Lénine... Innombrables attaques de caractère personnel. Bref, la violation de toutes les promesses qui m'avaient été faites est révoltante et... (j'omets encore une expression par trop acerbe). Je suis indigné au plus haut point. Se peut-il que Plékhanov y ait trempé ? Le comité d'Ekatérinoslav est profondément indigné de cette lettre à laquelle il a fait une réponse extrêmement violente... Désormais la minorité rompt follement les fils qui nous rattachent. La lettre envoyée aux comités est, à mon avis, la goutte d'eau qui fait déborder le vase, un défi public. Et en ce qui me concerne personnellement, j'estime que Lénine a parfaitement le droit de publier sa lettre en dehors de l'*Iskra*. Je pense que les autres camarades, non plus, n'y trouveront rien à redire. »

Telles sont les circonstances prouvant qu'on s'était fait une idée fausse de l'opinion du camarade Travinski. Le camarade Travinski a pu *présumer* la cooptation dans l'espoir du rétablissement de la bonne entente dans le Parti, mais ses espoirs ne se sont nullement justifiés.

Il est apparu que la rédaction de Martov et de ses camarades, loin de faire la paix, est partie en guerre contre la majorité. Or, le camarade Travinski espérait, et était en droit d'espérer la paix.

Il est apparu que les tentatives faites par Plékhanov pour retenir les « individualistes anarchistes » n'ont pas été couronnées de succès (en dépit de ses efforts). C'est pourquoi l'espoir que nous nourrissions, Travinski et moi, que Plékhanov réussirait à dissuader la nouvelle rédaction de partir en guerre contre la majorité, cet espoir ne s'est point justifié. Cela montre seulement que tous les espoirs ne se justifient pas ; moi-même j'ai quitté la rédaction en espérant contribuer ainsi à la paix, mais cet espoir non plus ne s'est pas justifié. Nul ne nie le fait d'entretiens particuliers ; il faut seulement distinguer entre les espoirs, les désirs exprimés par certains, et la décision de collèges entiers. Rien de mortifiant, pour les membres du Conseil, dans mon

observation qu'il ne convient pas de tirer ici des conclusions de pourparlers privés. Je démens de façon expresse que le camarade Travinski ait catégoriquement promis la cooptation au Comité central. Il ne fait aucun doute qu'il partait avec un espoir de paix, et qu'en résultat de cette paix, il pouvait prévoir la cooptation, mais non la promettre catégoriquement.

Contre mon appel, le camarade Martov invoque cet argument qu'elle renferme les invectives d'une seule des parties. C'est absolument faux. Je puis, en fin de compte, présenter une résolution complémentaire et modifier les expressions qui déplaisent au camarade Martov, mais son assertion, selon laquelle ma résolution serait unilatérale, est un *non-sens*. On disait auparavant de ma résolution qu'elle faisait songer à un message pastoral, qu'elle était pleine de truismes, etc., mais nul ne lui attribuait une tendance à porter de nouvelles blessures. Le camarade Martov me reproche d'éviter de répondre nettement à la question posée par le camarade Plékhanov : le Comité central désire-t-il, oui ou non, coopter des représentants de la « minorité » ? Comment pourrions-nous vous répondre à la question posée, quand nous ignorons ce qu'en pensent tout le reste des 9 membres du Comité central ? (P l é k h a n o v : « Vous n'avez pas compris le camarade Martov. ») Prétendre que je me dérobe sciemment est ridicule. Je ne pouvais donner cette réponse, dont l'absence m'a fait accuser de me dérober. J'ai dit nettement que le mécontentement que provoque la composition des organismes centraux est réciproque. Il faut bien compter aussi avec l'avis des autres camarades. On me dit : on doit chercher à s'entendre, mais voici cinq mois déjà que nous cherchons à nous entendre. Aussi, l'assertion du camarade Martov, suivant laquelle en proposant un congrès le Comité central reconnaît par là même sa faillite et son impuissance, est tout simplement ridicule. Le Comité central n'a-t-il pas déjà tout tenté pour régler le conflit en famille ? « Le Comité central révélera son incapacité... Son incapacité de quoi faire ? de lutter ? d'établir la paix dans le Parti ? Oh oui ! Et ma proposition, si âprement critiquée ici, l'a montré à l'évidence. Votre résolution prétend amputer, pour ainsi dire, le territoire de l'adversaire, mais une telle revendication n'entraîne-t-elle

pas des contre-revendications ? Je poserai même la question ainsi : le Comité central a-t-il le droit de renouer les pourparlers sur ces bases ? Car il est des comités qui ont *blâmé* le Comité central d'avoir fait des concessions à la Ligue [75]. Vous voulez que nous comptions avec la minorité *sans compter* avec la majorité. La chose est plaisante. Et se soustraire au congrès, dans ces conditions, ressemblerait fort à craindre le congrès. Voilà pourquoi nous reconnaissons notre impuissance, mais non dans le sens où l'entend le camarade Martov. Le Comité central est effectivement impuissant à apaiser les dissensions dans le Parti, et c'est pourquoi nous proposons au Conseil de convoquer un congrès. Ensuite, le camarade Martov interprète d'une façon au plus haut point erronée la question purement juridique de savoir si le Conseil a le droit de convoquer un congrès. Dans les statuts, il est dit : « Le congrès est convoqué (autant que possible, une fois au moins tous les 2 ans) par le Conseil du Parti. » Donc, le Conseil *a toujours le droit* de convoquer le congrès. Il *n'est tenu* de convoquer le congrès que dans un seul cas bien défini. (M a r t o v : « Il résulte expressément des statuts que le Conseil est tenu de convoquer le congrès lorsque l'exigent un nombre déterminé d'organisations habilitées, ou que deux années se sont écoulées depuis le dernier congrès. De sorte qu'avant un délai de deux ans, et à moins qu'un nombre requis d'organisations ait proclamé la nécessité d'un congrès, le Conseil ne peut en convoquer un. » P l é k h a n o v : « Il me semble que ce n'est ni le lieu ni le moment d'examiner la question relative aux conditions de la convocation d'un congrès, cette question étant étrangère aux tâches qui se posent à nous. »)

Mais c'est le camarade Martov qui a soulevé cette question, et nous n'avons point décidé de la retirer de l'ordre du jour. Martov dit que le Conseil ne peut convoquer de congrès ; j'affirme, moi, qu'il le peut. Le Conseil du Parti convoque le congrès sans consulter personne, n'importe quand, autant que possible une fois au moins tous les 2 ans. Le camarade Martov dit que la convocation du congrès est une *ultima ratio*. Et la stérilité de nos débats le confirme.

Je rappelle que le camarade Martov a lui-même reconnu en principe qu'un collège de personnes étrangères à nos dis-

cordes pourrait contribuer utilement au rétablissement de la paix dans le Parti. Et puisque nos propres tentatives de conciliation n'ont donné aucun résultat, et que même dans nos publications il est improbable que nous restions sur le terrain des formes admissibles de polémique, j'affirme que seuls des camarades du dehors peuvent dire leur mot décisif. Nous, représentants du Comité central, nous ne prenons sur nous aucune responsabilité relativement aux tentatives ultérieures pour rétablir la paix dans le Parti, et nous ne voyons d'autre moyen loyal d'en finir avec nos dissensions que d'en appeler au congrès. Je passe à la réplique du camarade Plékhanov touchant le mot « marais ». (Plékhanov : « Je répondais à la question du camarade Vassiliev qui appliquait ce mot à une fraction du Parti ; je le répète, comme président, je ne puis admettre de pareilles expressions au Conseil du Parti. ») On me fait observer ici que je ne dis rien de la composition anormale et exclusive du Comité central, mais je constate le fait que dans le Parti il existe deux fractions qui recourent à des moyens inadmissibles de lutte. Nous sommes désormais sur un terrain où aucun travail positif n'est plus possible.

IX

Avant d'en venir à l'essentiel, je ferai encore remarquer en passant que jamais le mot *Sumpf* * n'a offensé personne.

Et maintenant, à propos des pourparlers avec Travinski. On a conclu ici de mes paroles que je nie le fait même des pourparlers menés avec Travinski. Rien de tel. Je n'ai pas nié ces pourparlers ; j'ai simplement marqué la différence entre la signification que peuvent avoir des pourparlers menés à titre privé, et celle qui s'attache à des pourparlers officiels. J'ai produit ici la *lettre* de Travinski lui-même, pour prouver que si ce dernier envisageait auparavant les choses comme les envisage le camarade Plékhanov, il a parla suite changé d'avis. C'est pourquoi j'estimerais parfaitement inopportun de poser la question de savoir qui la France croira. Point n'est besoin d'en appeler à « la France »[76].

* marais. (*N.R.*)

Le camarade Plékhanov a fait cette remarque que mon « appel » pacificateur n'avait pas agi même sur moi. Je le répète, dans mon « appel », je ne fais qu'exprimer mon désir de ne pas recourir à certains procédés de lutte. Je convie à la paix. On me répond *en attaquant* le Comité central, et l'on s'étonne ensuite que j'attaque *alors* l'organe central. *Après* avoir attaqué le Comité central, c'est moi qu'on accuse de manquer d'esprit pacifique, pour avoir riposté à cette attaque ! Il suffit de suivre les débats qui se sont déroulés à notre Conseil pour voir qui a proposé la paix sur la base *du statu quo*, et qui a poursuivi les hostilités contre le Comité central. On me dit que Lénine n'a fait que répéter sans cesse à l'adresse de l'opposition : « Obéis, et sans discuter ! »... Il n'en est pas tout à fait ainsi. Toute notre correspondance de septembre à octobre témoigne du contraire. Je rappellerai seulement qu'au début d'octobre, j'étais prêt (de même que Plékhanov) à coopter deux membres à la rédaction. Ensuite, pour ce qui est de l'ultimatum auquel j'ai moi-même mis la main, je vous concédais alors deux places au Comité central. Après quoi, ce fut de ma part une nouvelle concession : je quittai la rédaction, pour ne point faire obstacle à l'entrée des autres. Il s'ensuit donc que je ne me suis pas contenté de dire : « Obéis, et sans discuter ! », mais que j'ai fait des concessions. J'en arrive à l'essentiel. L'accueil fait à ma résolution me semble des plus étranges. En effet, accuse-t-elle qui que ce soit, ou revêt-elle le caractère d'une attaque contre qui que ce soit ? On y examine uniquement si telle forme de lutte est admissible ou ne l'est pas. Qu'il y ait lutte, c'est un fait, et toute la question se ramène à distinguer entre les formes admissibles de cette lutte et les formes inadmissibles. Et maintenant, je vous le demande : cette idée est-elle acceptable, oui ou non ? Ainsi donc, les expressions « instrument de lutte », « attaque contre la minorité », etc., appliquées à ma résolution, sont absolument déplacées. La rédaction en est peut-être peu heureuse, je n'irais pas le contester outre mesure, et je serais prêt à la modifier ; mais dans son essence, qui se ramène à exiger des deux camps en lutte au sein du Parti qu'ils mènent cette lutte sans sortir d'un cadre admissible, elle ne saurait être contestée. L'accueil fait ici à ma résolution me semble partial,

car l'une des parties intéressées la repousse, voulant y voir on ne sait quel danger pour elle. (P l é k h a n o v : « Je rappelle que j'ai déjà fait remarquer plusieurs fois ici même qu'il n'y a pas deux parties au Conseil. ») Je puis faire observer que je parle de *deux parties* qui existent en fait, et non d'une division juridique du Conseil en deux parties. A la résolution du camarade Plékhanov, dont on n'a rien dit ici quant au fond, les représentants de la rédaction n'ont rien ajouté. Et moi, j'attendais tout le temps une modification du caractère unilatéral de cette résolution.

7

DISCOURS SUR LA CONVOCATION DU IIIe CONGRÈS DU PARTI 17 (30) JANVIER

I

Relativement à la convocation du congrès, il reste peu de choses à ajouter. Le cours des débats au Conseil illustre, lui aussi, la situation terriblement difficile où se trouve le Parti. A maintes reprises déjà, on a signalé qu'il s'était formé au congrès deux moitiés presque égales, de sorte qu'après le départ d'un délégué de la « majorité », il s'était établi une égalité absolue. Je ne vois pas comment cette égalité pourrait conduire à la paix sans un congrès du Parti. Nul ne met en doute que le désarroi conduit à des anomalies criantes. Il faut considérer comme un fait incontestable qu'un état d'esprit belliqueux règne *des deux côtés*. Si l'on tient compte de toutes ces données, on ne saurait s'imaginer d'autre issue loyale et équitable que la convocation d'un congrès. Le camarade Martov a signalé les difficultés techniques, financières et autres que soulève la réalisation de ma proposition de convoquer un congrès, mais l'actuel état de choses est infiniment pire que toutes ces difficultés.

II

Je ne saurais être d'accord avec le camarade Martov ; il a inexactement tracé les tâches du congrès. Il dit que les camarades ne voient pas encore tous bien clair dans nos divergences, que la convocation d'un congrès interromprait

le processus de délimitation et d'élucidation, dans nos publications, du conflit qui se déroule autour des problèmes d'organisation. Je pense que précisément pour tirer librement au clair les désaccords *de principe*, il faut mettre fin à la crise, il faut épurer l'atmosphère de toute querelle mesquine, et pour cela, il est indispensable de convoquer un congrès. Ce n'est pas pour couper court à la lutte, mais pour la ramener dans un cadre normal que le IIIe Congrès est nécessaire. Il est même étrange de dire que le congrès couperait court à toute lutte de principe. Je rappelle les paroles prononcées au IIe Congrès par le président, dont le sens était que même notre programme devra être ultérieurement développé et précisé ; mais pour qu'une lutte de principe entre les différentes opinions soit fructueuse et féconde, des conditions sont nécessaires qui, pour le moment, font défaut. Je proteste contre les parallèles historiques et les références au *Rabotchéié Diélo* qu'on a ici allégués. La différence entre la situation actuelle et celle qui existait il y a trois ans, c'est qu'alors il n'y avait pas de Parti unique et qu'aujourd'hui, il en existe déjà un. Du point de vue de ceux qui parlent ici d'une moitié qui s'est détachée, de leur point de vue précisément, on ne saurait protester contre la convocation d'un congrès destiné à mettre fin à cette anomalie que nous ne sommes pas aujourd'hui en mesure de supprimer par nos propres moyens. Ce n'est que lorsque le IIIe Congrès aura mis fin à cette anomalie et ramené dans un certain cadre la lutte d'opinions, qu'il sera possible d'accomplir un travail positif et de tirer au clair les divergences de principe.

III

Le camarade Plékhanov a nettement formulé un argument «puissant» mais erroné. Si le IIIe Congrès aboutissait à une scission, cela signifierait le refus de s'incliner devant la majorité, le refus de travailler ensemble, c'est-à-dire en fait, que nous n'aurions pas de Parti. Tous ont reconnu que les efforts du camarade Travinski pour aplanir le conflit n'avaient pas été vains ; or, des camarades comme Travinski, il en est beaucoup, et c'est au congrès précisément que ces camarades pourront se rassembler et conférer. Une

lutte acharnée, une lutte résolue, même pleine d'excès, n'est pas encore une scission. Si l'on a réellement le désir de travailler en commun, on doit aussi avoir celui de se soumettre à la volonté de la majorité, c'est-à-dire au congrès.

8

DISCOURS SUR L'ÉDITION DES PUBLICATIONS DU PARTI 17 (30) JANVIER

I

Je commencerai par la fin. Le camarade Martov a mal compris et présenté de façon inexacte les lettres du Comité central, surtout relativement aux fonds. Il a perdu de vue que ces lettres font suite à un entretien que lui, Martov, eut avec Travinski. Martov lui-même écrivait au sujet de cet entretien : « J'ai parlé au camarade Travinski, comme je vous avais parlé à vous-même, de 5 à 6 000, minimum présumé de ce que le Parti peut recevoir *en un an* des deux sources auxquelles ont accès les membres de la rédaction. » Je déclare que Travinski nous a annoncé que cette somme serait versée en une fois, et non au cours de l'année, de sorte qu'il y a ici malentendu. C'est un fait que nous comptions sur ces 5 000, et que nous avons réparti en conséquence les fonds entre la caisse de Russie et celle de l'étranger.

Le camarade Martov a dit que ces deux sources financières (à ce propos, on verra à quel point la rédaction — dans son ressentiment — altère la vérité, lorsqu'on saura que dans ses lettres au Comité central, Martov employait même entre guillemets les mots « sacs d'écus », et nous faisait grief de cette expression. En réalité, l'expression n'est pas de nous, mais de Martov), donc, le camarade Martov a dit que ces deux sources financières, nous les connaissons. Oui, nous les connaissons, mais le tout n'est pas de les

connaître, c'est d'y avoir accès. Je sais qu'en *un an* l'une de ces sources pourrait fournir jusqu'à 10 000 et l'autre jusqu'à 40 000, mais je n'en suis pas plus avancé, car elles me sont *inaccessibles*. Rendre *inaccessibles* ces sources accessibles, c'est intercepter les fonds — procédé de lutte absolument inadmissible dans notre Parti.

De plus, il s'est justement produit tout récemment des coups de filet qui ont atteint des personnes chargées de recevoir de l'argent en Russie. Ici, nous n'avons pas d'argent ; nous ne parviendrons pas de si tôt à en recevoir de Russie, et l'envoi de délégués spéciaux nous coûtera des centaines de roubles. Nous finirons bien sûr par recevoir de l'argent, s'il ne nous arrive d'autres malheurs, mais pas de sitôt, et il est douteux que ce soit en quantité tout à fait suffisante.

Il est entièrement faux que la lettre du Comité central renfermait des menaces. Elle ne renfermait aucune menace, puisque le Comité central y exprimait constamment le souci d'éditer l'organe central. En ce qui concerne les planques, le camarade Vassiliev vous répondra. D'après les renseignements dont nous disposons, la rédaction envoie ses délégués à travers la Russie. Cela implique que l'organe central a sa caisse particulière, ce qui signifie en fait une scission du Parti. Cela est en contradiction avec les statuts qui exigent que le Comité central soit informé de tout, et concentre *entièrement* entre ses mains toute la *caisse* aussi bien que toute l'organisation du travail pratique. Ces statuts, l'organe central les déchire de façon flagrante, en créant son propre centre de déplacements et de représentation, son propre centre de direction pratique et d'ingérence dans les affaires des comités. Une telle représentation, contraire aux statuts, apporte en plein la désorganisation dans le travail. Le Comité central ne peut répondre ni ne répond de la bonne marche des affaires, du moment que l'organe central lui-même sème systématiquement le désordre. Voici des lettres d'Odessa et de Bakou, qui illustrent la situation à cet égard. D'Odessa, on nous écrit, à la date du 24 décembre : « Hier est arrivé Zagorski [77], qui a déclaré être délégué par la rédaction pour informer les comités des derniers événements, des pourparlers, de la situation actuelle à la rédaction, de la demande faite par la rédaction d'envoyer

des matériaux, de collaborer, de commander des tracts ou de proposer des sujets en vue de tracts ayant trait à des questions générales et aussi en vue de brochures pour l'édition desquelles un groupe a été formé. Il a répété tout ce qu'on sait déjà et s'est attaché à démontrer à toute force le bon droit, la noblesse et la « loyauté » de la minorité. Le comité, après l'avoir entendu, lui a posé quelques questions et demandé, entre autres, si c'était avec l'assentiment du Comité central qu'il s'était chargé de cette mission ; au lieu de donner une réponse brève et nette : oui ou non, il a entrepris de se justifier et de démontrer que la rédaction a parfaitement le droit de s'adresser aux comités même à l'insu du Comité central. Il insistait pour que sur-le-champ et en sa présence, on discutât ce qu'il venait de communiquer et que l'on rédigeât une résolution ; à quoi le comité répondit en déclarant qu'il prenait acte de sa communication ; qu'en ce qui concerne la discussion et la résolution, le Comité y pourvoirait lorsqu'il le jugerait utile, et que pour l'heure, il passait à l'ordre du jour [78]. » Et voici ce que nous lisons dans une lettre de Bakou en date du 1er janvier : « Martyn [79] s'est présenté au comité de Bakou pour faire un rapport au nom de l'organe central et dans le but non équivoque de semer la défiance à l'égard du Comité central. Lorsqu'à la fin, il s'enquit de l'avis du comité on lui répondit : nous faisons entièrement confiance au Comité central. Et lorsqu'il objecta qu'il lui serait intéressant de connaître notre attitude envers l'organe central, nous lui répondîmes sans détours que ce qu'on venait d'entendre (l'exposé de sa mission) avait « ébranlé » la confiance que l'on avait en lui. » [80]

Il est de même contraire à nos statuts et aux règles de l'activité clandestine que l'organe central communique la composition du Comité central non seulement aux comités, mais encore à des particuliers (à Drouïan, par exemple, fait que le Comité central a signalé dans sa lettre à l'organe central). En ce qui concerne « l'attitude belliqueuse », le fait est que le camarade Martov confond ici deux choses absolument différentes. Dans le domaine du travail positif et en ce qui concerne l'obtention de fonds, une attitude belliqueuse (boycottage, etc.) est absolument inadmissible, et telle ne fut jamais l'attitude du Comité central. Dans

le domaine littéraire, par contre, la « guerre » est admissible, et nul n'a jamais restreint la polémique de l'organe central. Je rappellerai que même bien avant, le Comité central s'était déclaré entièrement prêt à éditer la lettre de Dan sur les mots d'ordre de l'opposition aussi bien que la brochure de Martov *Encore une fois en minorité*, encore qu'il y ait dans ces deux écrits des attaques contre le Comité central.

Jamais la moindre interruption n'a été apportée par le Comité central à l'édition des publications de l'organe central. Pas un seul cas où le Comité central ait indûment ou partialement réparti la littérature, où il ait « lésé » les comités de la minorité. Bien au contraire, Travinski a témoigné ici et démontré qu'avant même tous les autres, les comités de la minorité ont été généreusement pourvus, et le camarade Martov a dû reconnaître que dans ce domaine l'activité du Comité central est irréprochable. Quant au refus de délivrer les publications du Parti, voici ce qu'il en est. A *tout* membre du Parti sans exception (s'il inspire confiance, s'il sait garder le secret, etc.) on remet *gratuitement* de la littérature pour qu'il la transporte en Russie et la remette là-bas aux représentants du Comité central chargés de la répartir. Mais s'il se trouve des gens qui ont l'audace de s'intituler membres du Parti tout en refusant de transmettre la littérature aux représentants du Comité central pour qu'elle soit distribuée à tous, on conçoit qu'il n'est pas possible au Comité central (et même qu'il n'a pas le droit) d'avoir affaire à de pareilles gens. Et si ces gens-là accaparent ensuite les publications pour certaines entreprises improvisées qui désorganisent l'ensemble du travail, tant pis pour eux.

II

Je n'arrive décidément pas à comprendre ce qu'ont d'impertinent la première et la seconde lettres de l'expéditeur [81]. Il demande certains renseignements qui importent pour la bonne tenue de la comptabilité courante ; mais la rédaction, au lieu de lui donner en toute camaraderie, sur le fond de sa demande, une réponse qui ne vint jamais, lui réplique de façon purement bureaucratique. Et voici mainte-

nant un exemple de lettre vraiment impertinente, celle-là, adressée par la rédaction de l'organe central au Comité central. « La rédaction de l'organe central attire l'attention du Comité central sur le fait que la présence à l'étranger de trois membres du Comité central, présence que ne justifie aucune considération d'ordre pratique et qui conduit à la création d'un nouveau centre d'organisation, non prévu par les statuts du Parti, ne peut manquer d'implanter dans la vie du Parti la politicaillerie et la désorganisation»... Mais c'est tout bonnement là une *insulte* (politicaillerie), et sans l'ombre d'un fait, d'une preuve ! Le Comité central a répondu : « Si la rédaction n'agissait pas sous l'empire d'une irritation extrême, elle se rendrait aisément compte du caractère absolument déplacé de ses observations relatives au nombre des membres du Comité central qui se trouvent à l'étranger. A cette sortie, de même qu'aux autres sorties inconvenantes de la rédaction (comme la ridicule imputation d'avoir fait, soi-disant, imprimer « en cachette » je ne sais trop quoi), le représentant à l'étranger du Comité central ne répond qu'en exhortant à « se souvenir du devoir de parti et à cesser des actes susceptibles de faire d'une polémique littéraire le prétexte d'une scission [82] »...

Que des maisons d'éditions, même bourgeoises, donnent aux rédacteurs des *centaines* d'exemplaires, c'est ce que je n'avais jamais entendu dire, je l'avoue. S'il ne lance pas des paroles en l'air, que le camarade Martov demande un peu à Dietz s'il remet à Kautsky 400 exemplaires de la *Neue Zeit* pour les diffuser. Ou à Singer, ou encore à Fischer, si Gradnauer exige 200 exemplaires du *Vorwärts* pour les diffuser lui aussi, par ses propres moyens. Les social-démocrates allemands comprennent la différence qu'il y a entre anarchie et organisation.

La question d'argent s'est posée dès avant le coup de filet, mais je n'ai fait que signaler le changement qui en a résulté dans la façon de poser la question.

Que la rédaction confonde polémique admissible et boycottage inadmissible, voilà qui ressort très clairement de ce qui suit. Dans sa lettre du 4 janvier, répondant à notre question relative aux fonds, la rédaction mentionne, au nombre des « conditions qui lui rendent difficile la propagande d'un soutien actif de la caisse centrale parmi ses con-

naissances », celle que voici : « les représentants du Comité central et leurs protégés lancent dans les réunions des phrases menaçantes sur l'illégalité de la composition actuelle de la rédaction (dont par ailleurs Lénine, membre du Comité central, parle aussi dans sa lettre...) ». Voyez comme on dénature ici de façon flagrante les notions politiques ! On met à votre disposition (ou on vous coupe) les ressources *en fonction* de la polémique dans les discours et les brochures ! N'est-ce pas là confondre lutte idéologique avec disputes de préséance et mesquines querelles ? *On confond* la question de l'approbation ou de la désapprobation, par les membres du Parti, de la composition (et de l'activité) de la rédaction, avec celle de la « légalité » ! N'est-ce pas là du formalisme bureaucratique ? Il est tout naturel que le représentant à l'étranger du Comité central ait répondu :

« ... En tant que représentant du C.C., j'estime nécessaire de signaler à la rédaction qu'il n'y a aucune raison de soulever la question de légalité, etc., par suite de discours enflammés aux conférences, ou une polémique littéraire ... Si la rédaction voit dans la polémique des attaques dirigées contre elle, elle a l'entière et totale possibilité de riposter. Est-il raisonnable de s'emporter pour telle ou telle parole brutale (du point de vue de la rédaction) dans la polémique, quand il n'est nulle part question ni de boycott, ni d'aucune autre façon d'agir déloyale (du point de vue du C.C.) »[83]... Et de fait, il est on ne peut plus étrange de parler de « protégés »... Qu'est-ce à dire ? Que signifie ce langage bureaucratique ? Qu'importe au Comité central les discours prononcés lors de conférences ? Chez nous, il n'y a pas de censure pour limiter la liberté de parole et la liberté de polémique. N'est-il pas nécessaire, vraiment, de tracer une ligne de démarcation entre une *pareille* lutte et le boycottage ?

Le récit qu'a fait le camarade Martov au sujet du comité d'Odessa (qui aurait, soi-disant, demandé au Comité central s'il fallait envoyer des lettres à l'organe central), je le considère comme une simple plaisanterie. Impossible d'en parler sérieusement.

Je le répète, pas une seule fois le Comité central n'a écarté du travail la minorité. Je souligne que le camarade

Martov avoue lui-même ne pas connaître un seul exemple de répartition injuste, exclusive ou partiale, des publications.

III

Le camarade Martov a vu de notre part une menace de coup d'Etat. Cela est ridicule. (Martov : « Et l'ultimatum ? ») L'« ultimatum » du Comité central était une réponse à celui de Starover [84]. L'ultimatum est notre dernier mot concernant les conditions, acceptables pour nous, d'une bonne paix dans le Parti. Un point, c'est tout. Seule une imagination malade pouvait discerner une volonté de coup d'Etat dans notre réponse à la minorité qui a incontestablement conduit le Parti à la scission. Quant à la majorité, elle n'a pas à songer à un coup d'Etat. En ce qui concerne la répartition de l'*Iskra*, tous les numéros en ont été distribués aussi régulièrement que possible, et si à cet égard un comité a pu se croire « oublié », il n'avait tout simplement qu'à en informer le Comité central en toute camaraderie. Jusqu'à présent, aucune information de ce genre ne nous est parvenue. Quant à la lettre de la rédaction aux comités, ce n'est point un acte de camaraderie, mais un acte de guerre.

Le Comité central est d'avis que la répartition des publications doit être effectuée par un seul organisme, et qu'un second centre de répartition serait inutile et nuisible. Quelques mots, à présent, au sujet de l'expéditeur. Je le répète, si l'expéditeur s'est vu mis en accusation, c'est uniquement parce qu'il voulait s'acquitter consciencieusement de sa tâche, et qu'il a posé à la rédaction une question d'ordre pratique. Mais les exigences formulées là-dessus par la rédaction — « pas d'observation ! », « faire parvenir 100 ou 200 exemplaires », etc. — sont caractéristiques d'une attitude bureaucratique sous sa forme la plus pure.

Quant aux adresses, je dirai seulement qu'à la rédaction a été remis tout ce qui lui revient. On n'a mis à part que la correspondance privée et celle relative aux questions d'organisation ; tout le reste a été transmis à la rédaction. Je rappellerai en outre que déjà à Londres, le Comité d'organisation avait officiellement concentré entre ses mains

toute la correspondance touchant les problèmes d'organisation.

Parler d'un nouveau centre en raison du séjour à l'étranger de membres du Comité central, c'est manifestement chercher chicane et s'ingérer bureaucratiquement dans un domaine qui relève du Comité central et où il est libre d'agir en toute indépendance.

IV

Le camarade Martov interprète les statuts d'une manière complètement erronée. L'information de l'organe central doit être complète dans tous les domaines — ainsi l'exigent les statuts et l'intérêt de la cause. Mais l'envoi de délégués chargés de tâches d'organisation — comme par exemple celui de Z [85] au Comité d'Odessa à l'insu du Comité central — contrevient d'une manière évidente à la répartition logique des fonctions entre les deux organismes centraux du Parti. Cet envoi ne tient nullement aux besoins de l'information et ne fait qu'introduire une désorganisation manifeste en violant totalement l'unité d'action. Cette mesure aggrave justement la confusion qui règne dans les affaires du Parti et signifie, en pratique, la scission flagrante du Parti en deux moitiés, au lieu de la délimitation des deux organismes centraux selon leurs fonctions.

AU PARTI

Camarades ! Notre Parti traverse une crise grave : c'est ce que chacun sait déjà aujourd'hui, c'est aussi ce qu'on déclare, nettement et ouvertement, dans les colonnes de notre organe central.

Nous considérons qu'il est de notre devoir de convier tous les membres du Parti à prendre une part active et consciente à toutes les mesures qui s'imposent pour donner à la crise une issue aussi prompte et indolore que possible.

Le camarade Plékhanov qui, au congrès du Parti et, beaucoup plus tard, au congrès de la Ligue à l'étranger, appartenait à la majorité du congrès du Parti, prend maintenant, dans le n° 57 de l'*Iskra*, la défense des revendications de la minorité, taxant le Comité central d'« excentricité », d'une intransigeance qui n'est profitable qu'à l'ennemi, l'accusant de se refuser à coopter les partisans de la minorité. Aux yeux du camarade Plékhanov, cette cooptation est, ni plus ni moins, l'« unique moyen de tirer notre Parti de la grave crise qui affaiblit extraordinairement nos positions et renforce celles de nos nombreux ennemis et adversaires ». Il faut considérer non seulement les statuts, dit le camarade Plékhanov, faisant sans doute allusion à cette grave crise, mais aussi l'état réel des choses, le rapport existant des forces dans le Parti. Il faut s'élever au-dessus de l'esprit de cercle et du point de vue doctrinaire qui place au premier plan ce qui désunit les ouvriers et non ce qui les unit.

Cette thèse générale est assurément juste, et il ne reste à tous les social-démocrates qu'à prendre une connaissance exacte des faits, à réfléchir sérieusement à l'état des choses, afin d'appliquer judicieusement cette thèse générale.

Oui, coûte que coûte, au prix des plus grands efforts, sans craindre d'entreprendre un travail long et opiniâtre, nous devons guérir notre Parti de l'esprit de cercle, de la discorde et de la désunion sur les points peu importants, des insanités inconvenantes et indignes auxquelles on se livre pour s'assurer la baguette de chef d'orchestre ! Considérez donc les événements qui se sont déroulés dans notre Parti depuis son deuxième congrès ; ayez le courage de découvrir nos plaies, afin d'en faire le diagnostic et de leur appliquer un traitement approprié, sans fausseté, sans hypocrisie officielle.

Les procès-verbaux du deuxième congrès ont déjà paru in extenso ; ceux du congrès de la Ligue à l'étranger ont été également publiés pour les membres du Parti. Les publications du Parti ont dès à présent mis à nu bien des manifestations et symptômes de notre crise, et quoiqu'il reste encore beaucoup à faire à cet égard, on peut déjà, et l'on doit dresser un bilan.

Le deuxième congrès s'est terminé par une bataille acharnée autour de la composition de nos organismes centraux. A une majorité de 24 voix contre 20 ont été élus : la rédaction de l'organe central, composée de trois membres (Plékhanov, Martov et Lénine) et le Comité central, trois camarades également. Martov déclina son élection ; il déclina, en même temps que l'ensemble de la minorité, toute participation aux élections du Comité central. C'est dès le congrès qu'a commencé la lutte acharnée de la minorité contre les centres, véritable lutte pour la baguette de chef d'orchestre, véritable lutte de l'esprit de cercle contre l'esprit de parti, lutte pour le rétablissement de l'ancienne rédaction, pour la cooptation au Comité central de membres en nombre voulu (de l'avis de la minorité). Cette lutte a duré des mois, au cours desquels la minorité s'est tenue complètement à l'écart du travail accompli sous la direction des centres, s'est livrée au boycottage et à une propagande purement anarchiste dont les membres du Parti trou-

veront à profusion des exemples dans les procès-verbaux du congrès de la Ligue. Cette lutte s'est concentrée surtout à l'étranger, où on est le plus éloigné d'un travail positif, où la participation des représentants conscients du prolétariat est la plus faible. Cette lutte a coûté aux centres créés par le deuxième congrès une somme incalculable d'efforts dépensés en déplacements, entrevues, pourparlers, afin de mettre un terme à un nombre infini de menus mécontentements, conflits et querelles. Les exigences de l'opposition ne tenaient aucun compte de la corrélation des forces ni au deuxième congrès ni dans le Parti en général ; cela ressort, par exemple, du fait que la rédaction de l'organe central (Plékhanov et Lénine) consentit même à coopter deux personnes, c'est-à-dire à accorder une égale représentation à la majorité et à la minorité du congrès du Parti. L'opposition exigeait l'écrasante majorité à la rédaction (4 contre 2). Devant la menace d'une scission inéluctable et immédiate, les deux centres firent enfin une série de concessions en ce qui concerne les exigences touchant la baguette de chef d'orchestre : on compléta la rédaction par cooptation ; Lénine démissionna de la rédaction et du Conseil ; un membre de la majorité sortit du Conseil ; on s'abstint de réorganiser la Ligue à l'étranger qui, à son congrès, mit en pièces tout ce qu'avait établi le congrès du Parti ; on proposa à l'opposition deux places au Comité central.

L'opposition repoussa cette dernière condition. Elle exige, visiblement, un plus grand nombre de places, et cela, non pour ceux que désignerait le Comité central, mais pour ceux qu'indiquerait l'opposition. Ni la corrélation des forces ni l'intérêt de la cause ne sauraient justifier de telles exigences : seule la menace d'une scission, seuls des moyens de pression grossièrement mécaniques, comme le boycottage et la retenue des fonds, viennent appuyer ces ultimatums.

Le Parti est désorganisé et démoralisé au plus haut point par cette lutte pour des postes, qui détourne les forces d'un travail positif. Ce qui démoralise le Parti tout autant, sinon plus, c'est que les désaccords de la minorité, dits de principe, couvrent cette lutte d'un revêtement hypocrite.

Tous avaient unanimement convenu — et à maintes reprises catégoriquement déclaré — qu'ils reconnaîtraient toutes les décisions et toutes les élections du deuxième congrès comme absolument obligatoires. Aujourd'hui, la minorité a déjà en fait piétiné tous les statuts et toutes les élections ; aujourd'hui ceux-là s'avèrent « formalistes » qui défendent les décisions adoptées en commun ; on qualifie de « bureaucrate » quiconque a reçu ses pouvoirs du congrès ; on accuse de s'en tenir à un point de vue grossièrement mécanique et bureaucratique celui qui s'appuie sur la majorité des voix, laquelle exprimait de notre commun accord la corrélation des forces dans le Parti. Celui qui, au congrès, désigné par l'ensemble des camarades pour procéder au choix des responsables du Parti, a fait de certains rédacteurs des collaborateurs, et de quelques membres du Comité d'organisation des militants du rang, s'avère coupable d'avoir transformé des membres du Parti en vis et en rouages, etc., et ainsi de suite. La position erronée et instable, prise par la minorité dès le congrès du Parti, l'a inévitablement conduite à cette imposture que nous ne songeons nullement à attribuer à une volonté subjective.

N'est-il pas temps de mettre un terme à ce désarroi ? Que tous ceux qui prennent à cœur les destinées de notre Parti y songent.

N'est-il pas temps de mettre résolument un terme à cette lutte pour les organismes centraux, à ces querelles de préséance qui exercent une si pernicieuse influence sur l'ensemble de notre travail ? Est-il opportun, après des mois et des mois de pourparlers, d'entamer encore et toujours de nouveaux pourparlers avec l'opposition, de soulever la question de la partialité ou de l'excentricité du Comité central ? Car enfin soulever cette question alors que la paix semblait déjà assurée par la cooptation à la rédaction, c'est infailliblement remettre sans fin sur le tapis la question de la partialité et de l'excentricité, voire du caractère antiparti de notre organe central. Jusques à quand allons-nous poursuivre cette indigne controverse autour de la composition des centres ? Et comment pouvons-nous trancher la question de savoir à quel point sont justes les exigences de l'une et de l'autre partie ? Où est le critère ? Pourquoi

faut-il considérer comme intransigeants les « durs » qui ont beaucoup, beaucoup cédé sur ce qui avait été arrêté au congrès, et non les « mous » qui, en fait, ont montré une opiniâtreté peu commune à vouloir la scission et à la préparer manifestement ?

Que les camarades songent aux moyens de sortir de cette situation anormale. Le Comité central espérait qu'un changement de direction à l'organe central entraînerait la paix. Après que les parties en litige eurent déjà été bien loin, après que la lutte pour la baguette de chef d'orchestre eut conduit au seuil de la scission, un espoir subsistait encore : la possibilité de se délimiter tant bien que mal, afin de ne pas se gêner mutuellement ; afin d'atténuer peu à peu tous les tiraillements en travaillant dans un même Parti ; afin de ne pas soulever, ou de soulever moins fréquemment les questions « névralgiques ». Il semblait que la division des centres assurât, du moins dans une certaine mesure, la fin de la crise : la minorité avait son organe central, autour duquel elle pouvait se grouper librement, effectuer librement son travail de parti, sans se sentir « étrangère » dans le Parti. La majorité avait également un centre (ou la prépondérence au Comité central) ce qui eut du moins donné, jusqu'à un certain point, satisfaction à la majorité aussi. La lutte pour les centres eût pu cesser et s'orienter vers l'élucidation, exclusivement sur le terrain des principes, des désaccords et des nuances.

En soulevant la question de la cooptation au Comité central l'*Iskra* détruit cet espoir. Nous n'estimons plus possible de recommencer le marchandage des places dont nous sommes écœurés. Nous préférerions même, faute d'autre issue, remettre *toutes* les baguettes de chef d'orchestre à la minorité, si elle est décidément incapable de travailler dans le Parti autrement qu'aux postes les plus élevés. Nous y sommes toujours plus disposés à mesure que cette nouvelle, cette écœurante maladie qui frappe notre mouvement, tend à se prolonger, à mesure que ces mesquines querelles, d'autant plus intolérables qu'elles sont plus mesquines, deviennent chroniques.

Mais nous voudrions d'abord connaître avec le maximum de précision l'opinion du Parti, nous voudrions tenir compte

aussi de l'opinion des milieux révolutionnaires, surtout en Russie. Nous invitons les camarades à examiner, à étudier soigneusement les données relatives à la « crise » que nous traversons, à apprécier sous tous ses aspects l'actuel état de choses dans le Parti, et à se prononcer sur toutes les questions soulevées.

Ecrit au début de février 1904.

Publié pour la première fois en 1929, dans le Recueil Lénine X

Conforme au manuscrit

LES CIRCONSTANCES DE MON DÉPART DE LA RÉDACTION DE L'*ISKRA*

Genève, 20 février 1904.

Chers camarades,

Puisque vous parlez, dans votre brochure, des circonstances qui ont provoqué mon départ de la rédaction de l'*Iskra*, je vous demanderai d'y insérer en annexe ma réponse à la lettre adressée à Martov par le camarade Plékhanov, en date du 29 janvier 1904, et reproduite dans la brochure de Martov sur la lutte contre « l'état de siège ».

Le camarade Plékhanov trouve que dans ma lettre à la rédaction j'expose les choses *de façon inexacte*. Néanmoins, il n'a pas apporté, il ne pouvait apporter, *une seule rectification de fait*. Il n'a fait que compléter mon exposé en reproduisant *de façon inexacte* des entretiens particuliers entre lui et moi.

D'un point de vue général, j'estime qu'invoquer des entretiens privés atteste sûrement l'absence d'arguments sérieux. Je professe maintenant encore cette opinion, que professait récemment le camarade Plékhanov lui aussi, lorsque le camarade Martov invoqua certains entretiens privés (procès-verbaux de la Ligue, page 134), et que voici : « rapporter exactement » de pareils entretiens n'est guère possible, et une « polémique » à leur sujet « *ne mènera à rien* ».

Mais du moment que le camarade Plékhanov a déjà reproduit nos entretiens privés, j'estime que j'ai le droit de les éclairer et de les compléter, d'autant plus qu'ils ont eu lieu en présence de tierces personnes.

Le premier entretien, où le camarade Plékhanov ait parlé de sa résolution * de démissionner au cas où je me refuserais catégoriquement à la cooptation, eut lieu le jour de la clôture du congrès de la Ligue, dans la soirée, et le lendemain matin, en présence de deux membres du Conseil du Parti. L'entretien tourna autour des concessions à faire à l'opposition. Plékhanov insistait sur la nécessité de céder, considérant comme certain que l'opposition ne se plierait à aucune décision du Conseil du Parti, et qu'une scission complète pouvait éclater aussitôt. Je soutenais qu'après ce qui s'était passé à la Ligue, après les mesures adoptées à son congrès, proposées par le représentant du Comité central (et le camarade Plékhanov a participé à la discussion de chacune de ces mesures et les a entièrement approuvées), céder à l'individualisme anarchique était chose impossible, et que la formation d'un groupe de publicistes distinct (qu'au cours d'entretiens avec Plékhanov, j'ai à maintes reprises reconnu entièrement admissible, contrairement à ce qu'il en pensait) ne signifiait peut-être pas encore nécessairement la scission. Lorsque l'entretien se ramena à la question de la démission de l'un d'entre nous, je déclarai immédiatement que c'était moi qui partirais, ne voulant pas gêner Plékhanov dans ses tentatives de régler le conflit, d'éviter ce qu'il considérait comme une scission.

Le camarade Plékhanov est maintenant si aimable pour moi qu'il ne peut trouver à ma démarche d'autres mobiles que la souplesse la plus pusillanime. Pour faire apparaître sous les couleurs les plus vives cette qualité qu'il m'attribue, le camarade Plékhanov me prête ces paroles : « Chacun dira : Lénine doit avoir tort, puisque même Plékhanov est en désaccord avec lui. »

On a forcé les couleurs, il n'y a pas à dire ! D'où une incongruité flagrante que le camarade Plékhanov n'a même pas remarquée. Si j'avais été convaincu que « chacun »

* Dans son zèle de précision, le camarade Plékhanov a quelque peu dépassé la mesure, lorsqu'il note : Plékhanov n'avait pas le droit de *décider* la cooptation, car aux termes des statuts, elle ne peut être décidée qu'à l'unanimité. Ce n'est pas là une rectification, mais une chicane, car les statuts interdisent, quand il n'y a point unanimité, des *actes* bien déterminés dans le domaine de l'organisation, et non les décisions que bien des gens ne prennent trop souvent que pour la frime, et qui ne sont point converties en actes.

donnerait raison à Plékhanov (comme Plékhanov le pense modestement dans son for intérieur) et si j'avais cru nécessaire de compter avec l'opinion de ce « chacun », il est certain que jamais je ne me serais décidé à me séparer de Plékhanov, que je l'aurais suivi ici encore. Désireux de présenter ma conduite sous le jour le plus détestable et inspirée par les motifs les plus abominables, le camarade Plékhanov m'a attribué un mobile qui n'a *aucun sens*. J'aurais tant craint de me séparer de Plékhanov sur un point quelconque que je me serais séparé de lui. C'est là, de la part du camarade Plékhanov, un raisonnement boiteux.

En réalité, voici quelle était ma pensée : mieux vaut partir, sinon mon point de vue particulier entraverait les *tentatives*, faites par Plékhanov, de conclure la paix. Ces tentatives, je ne veux pas les gêner ; peut-être nous entendrons-nous sur les conditions de paix, mais je considère qu'il m'est impossible de me porter garant pour la rédaction à laquelle un cercle à l'étranger impose *ainsi* des candidats.

Quelques jours plus tard, j'allai effectivement trouver Plékhanov, en compagnie d'un membre du Conseil, et voici le tour que prit notre entretien :

— Vous savez, les femmes sont parfois si promptes au scandale, déclara Plékhanov, qu'on est obligé de leur céder, afin d'éviter une scène d'hystérie et un scandale public.

— Peut-être, ai-je répondu, mais il faut, en cédant, se réserver la possibilité d'empêcher un « scandale » pire encore.

— Mais partir, c'est déjà céder tout, répliqua Plékhanov.

— Pas toujours, objectai-je, et j'invoquai l'exemple de Chamberlain. Ma pensée était bien celle que j'avais aussi exprimée dans la presse : si Plékhanov parvient à assurer une paix qui soit également acceptable pour la majorité, dans les rangs de laquelle Plékhanov a si longtemps et si énergiquement combattu, ce n'est pas moi qui commencerai la guerre ; en cas d'échec, je garde ma liberté d'action afin de dénoncer la « femme prompte au scandale » si Plékhanov *lui-même* ne peut la calmer ni l'apaiser.

Au cours de ce même entretien, je dis à Plékhanov (qui ignorait encore les conditions de l'opposition) que j'avais « décidé » d'entrer au Comité central (je pouvais

l'avoir « décidé », mais il va sans dire que tous les membres du Comité central devaient y donner leur consentement). Plékhanov accueillit très favorablement ce plan, comme dernière tentative de s'accommoder de la « femme prompte au scandale », fût-ce sur n'importe quelles bases. Lorsque dans ma lettre à Plékhanov, en date du 6 novembre 1903, j'émis l'opinion que peut-être il remettrait simplement la rédaction aux amis de Martov, Plékhanov répondit (le 8 novembre)... « Vous avez, à ce qu'il semble, mal compris mes intentions. Je les ai encore une fois exposées hier au camarade Vassiliev » (membre du Comité central qui avait assisté au congrès de la Ligue). C'est à ce même camarade Vassiliev que Plékhanov écrivait le 10 novembre sur la question de savoir s'il fallait hâter ou retarder la parution du n° 52 de l'*Iskra*, contenant l'annonce du congrès... : « Imprimer l'annonce du congrès, c'est 1) ou bien imprimer que Martov et les autres ne collaborent pas à l'*Iskra*, ou bien 2) refuser cela à Martov, et alors, il fera paraître un tract à ce sujet. Dans les deux cas, le public sera informé de la scission ; *or, c'est là précisément ce qu'il nous faut actuellement éviter* » (souligné par moi. *N.L.*). Le 17 novembre, Plékhanov écrit, toujours à ce même camarade : ...« Que pensez-vous d'une cooptation immédiate de Martov et des autres ? Je commence à croire que ce serait là le moyen de régler les choses avec le minimum de difficultés. *Je ne veux pas agir sans vous* »... (souligné par Plékhanov).

On voit clairement par là que Plékhanov s'attache à agir solidairement avec la majorité, qu'il désire compléter la rédaction uniquement pour assurer la paix et à la condition d'assurer la paix, et nullement pour combattre la majorité. Si c'est le contraire qui s'est produit, cela a montré seulement que le char de l'individualisme anarchique s'est trop emporté dans sa tactique de boycottage et de désorganisation ; les freins les plus puissants n'ont point agi. C'est évidemment très regrettable, et Plékhanov, qui désirait sincèrement la paix, s'est trouvé dans une situation fâcheuse ; mais ce n'est pas à dire qu'il faille en rejeter la faute sur moi seul.

Quant aux paroles de Plékhanov selon lesquelles j'aurais fait la concession de mon silence moyennant un « équivalent » correspondant, ainsi qu'à sa fière déclaration :

« Je n'ai pas trouvé nécessaire d'acheter son silence », c'est là un procédé polémique qui ne produit qu'une impression comique lorsqu'on le compare au passage de la lettre du 10 novembre que j'ai cité plus haut. C'est lui, Plékhanov, qui attribuait une importance énorme à la question du silence, de la nécessité de taire au public la scission *. Quoi de plus naturel, si je lui dis que je consens à cela encore, pourvu que la paix soit assurée ? Lorsqu'il parle de concession « moyennant un équivalent » et « d'achat » on n'a plus qu'à s'attendre à voir la prochaine fois Plékhanov annoncer au public que Lénine prépare de faux billets de banque pour ce genre d'achat. Car cela s'est produit dans les chamailleries d'émigrés. L'atmosphère s'y prête.

La lettre du camarade Plékhanov fait involontairement songer : n'en est-il pas maintenant réduit à *acheter* le droit d'appartenir à la minorité ? La tactique de la minorité s'est déjà affirmée dans notre « organe du Parti ». Il faut s'attacher à masquer les questions litigieuses et les faits qui ont en réalité abouti à nos divergences. Il faut s'attacher à prouver que Martynov était bien plus près de l'*Iskra* que Lénine, comment cela, en quoi et à quel point, c'est ce que la rédaction de la nouvelle *Iskra*, après s'être ainsi empêtrée, mettra encore longtemps à démêler. Il faut pharisaïquement condamner les personnalités dans la polémique, et en fait, ramener toute la lutte à une campagne contre les personnes, sans s'arrêter même devant l'attribution à l'« ennemi » de qualités néfastes fort disparates, depuis la rigidité la plus aveugle jusqu'au louvoiement le plus pusillanime. Pourvu que ce soit bien asséné. Et nos nouveaux alliés, les camarades Plékhanov et Martov, assènent des coups si vigoureux que bientôt ils n'auront plus rien à envier aux fameux bundistes avec leurs fameuses « saloperies ». De leurs cuirassés, les alliés me bombardent

* *A propos* (en français dans le texte. *N.R.*). C'est Plékhanov lui-même qui insistait avec une énergie particulière pour qu'on ne publiât pas les procès-verbaux de la Ligue ni *la fin* des procès-verbaux du congrès du Parti, cette fin où il déclare assumer toute la responsabilité morale d'un vote explicite contre l'ancienne soi-disant rédaction, où il exprime l'espoir que le Parti ne manquera pas de concours littéraires, — déclaration que l'un des représentants de la minorité a qualifiée de phraséologie pompeuse en style pseudo-classique.

avec tant d'acharnement que l'idée me vient : si c'était une conspiration des deux tiers de l'horrible groupe des trois ? Et si je faisais, moi aussi, l'offensé ? Si je criais à « l'état de siège » ? C'est parfois si commode et si avantageux...

Aussi bien, pour devenir un partisan effectif de la minorité, le camarade Plékhanov a sans doute encore deux petits pas à faire : tout d'abord, reconnaître que la rédaction du paragraphe 1 des statuts, défendue au congrès par les camarades Martov et Axelrod (et qu'ils s'appliquent aujourd'hui à passer sous silence), est non point un pas vers l'opportunisme, non point une reculade devant l'individualisme bourgeois, mais le germe des nouvelles conceptions, véritablement social-démocrates, d'Akimov-Martov et de Martynov-Axelrod, sur l'organisation. Ensuite, reconnaître que la lutte contre la minorité, consécutive au congrès, était non une lutte menée contre de grossières infractions à la discipline du Parti, contre des procédés d'agitation qui ne peuvent qu'indigner, non une lutte contre l'anarchisme et la phraséologie anarchiste (voir pages 17, 96, 97, 98, 101, 102, 104 et beaucoup d'autres des procès-verbaux de la Ligue), mais une lutte contre « l'état de siège », le bureaucratisme, le formalisme, et ainsi de suite.

J'aurai à m'occuper de plus près de questions litigieuses de ce genre dans une brochure actuellement en préparation. Et en attendant... en attendant, examinons soigneusement la galerie de types dignes de Gogol, ouverte par notre organe central qui a pris pour règle de poser des énigmes au lecteur. Qui ressemble au rigide Sobakévitch qui bafoue l'amour-propre des autres, marche sur leurs pieds ? Qui ressemble à l'adroit Tchitchikov qui, en même temps que des âmes mortes, achète le silence ? Qui à Nozdrev et qui à Khlestakov ? A Manilov et à Skvoznik-Dmoukhanovski ? [86] Enigmes à la fois intéressantes et instructives... « Polémique de principe »...

N. Lénine

Publié en 1904 dans la brochure « Commentaire aux procès-verbaux du deuxième congrès de la Ligue de la social-démocratie révolutionnaire russe à l'étranger », Genève

Conforme au texte de la brochure

LE PREMIER MAI

Camarades ouvriers ! Voici le premier mai, jour où les ouvriers de tous les pays célèbrent leur éveil à une vie consciente, célèbrent leur union dans la lutte contre toute violence et toute oppression de l'homme par l'homme, dans la lutte qui doit affranchir des millions de travailleurs de la faim, de la misère et de l'humiliation. Deux mondes s'affrontent dans cette grande lutte : le monde du capital et le monde du travail ; le monde de l'exploitation et de l'esclavage et le monde de la fraternité et de la liberté.

D'une part, une poignée de riches parasites. Ils ont accaparé fabriques et usines, instruments et machines. Ils ont fait de millions de déciatines de terre et de montagnes d'or leur propriété privée. Ils ont contraint le gouvernement et les troupes à les servir, à monter fidèlement la garde autour des richesses qu'ils ont amassées.

D'autre part, des millions de déshérités. Ils doivent solliciter des riches, comme une grâce, la permission de travailler pour eux. Ils sont par leur travail les créateurs de toute richesse, et eux-mêmes se débattent toute leur vie en quête d'un morceau de pain, demandent du travail comme on demande une aumône, ruinent leurs forces et leur santé par un labeur excessif, mènent une existence famélique dans les chaumières des campagnes, dans les caves et les greniers des grandes villes.

Et voici que ces déshérités, ces travailleurs, ont déclaré la guerre aux riches, aux exploiteurs. Les ouvriers de tous les pays luttent pour affranchir le travail de l'esclavage

salarié, de l'indigence et de la misère. Ils luttent pour que la société soit organisée de telle sorte que les richesses, créées par un labeur collectif, profitent à tous ceux qui travaillent et non à une poignée de riches. Ils veulent faire des terres, des fabriques, des usines, des machines, la propriété collective de tous ceux qui travaillent. Ils veulent qu'il n'y ait ni riches ni pauvres, que les fruits du travail reviennent à celui qui peine, que toutes les conquêtes de l'esprit humain, tous les perfectionnements apportés au travail améliorent l'existence de celui qui travaille, au lieu d'être un instrument qui serve à l'opprimer.

La grande lutte du travail contre le capital a coûté bien des sacrifices aux ouvriers de tous les pays. Ils ont versé leur sang à flots pour défendre leur droit à une vie meilleure et à une liberté véritable. On ne compte plus les persécutions auxquelles sont en butte de la part des gouvernements ceux qui luttent pour la cause ouvrière. Mais l'alliance des ouvriers du monde entier grandit et se renforce, en dépit des persécutions. Les ouvriers s'unissent de plus en plus étroitement au sein des partis socialistes ; les adeptes des partis socialistes se comptent par millions et ils progressent pas à pas, sûrement, vers une victoire complète sur la classe des capitalistes exploiteurs.

Le prolétariat russe, lui aussi, s'est éveillé à une vie nouvelle. Lui aussi s'est joint à cette grande lutte. Les temps sont révolus où l'ouvrier de chez nous ployait humblement l'échine, ne voyant point d'issue à son existence asservie, point de lueur dans son existence de bagnard. Le socialisme a indiqué cette issue, et vers le drapeau rouge, leur étoile polaire, des milliers et des milliers de combattants ont afflué. Les grèves ont montré aux ouvriers la force de l'union ; elles leur ont appris à riposter ; elles ont montré quelle menace est pour le capital l'ouvrier organisé. Les ouvriers ont de leurs propres yeux constaté que de leur travail vivent et s'enrichissent les capitalistes et le gouvernement. Les ouvriers se sont dressés pour mener la lutte en commun, vers la liberté et le socialisme. Les ouvriers ont compris quelle force mauvaise et ténébreuse est l'autocratie tsariste. Il faut aux ouvriers la liberté pour pouvoir lutter, mais ils ont pieds et poings liés. Il faut aux ouvriers des réunions libres, des associations libres, des livres et

des journaux libres, et le gouvernement tsariste réprime par l'emprisonnement, le fouet et la baïonnette toute aspiration vers la liberté. Le cri : « A bas l'autocratie ! » a retenti dans la Russie tout entière. De plus en plus souvent, on l'a répété dans les rues, aux réunions groupant des milliers d'ouvriers. L'été dernier, des dizaines de milliers d'ouvriers se sont dressés dans tout le sud de la Russie, se sont dressés afin de lutter pour une vie meilleure, de se libérer du joug policier. La bourgeoisie et le gouvernement ont frémi à la vue de la redoutable armée ouvrière, qui d'un seul coup a immobilisé toute l'industrie de villes immenses. Des dizaines de combattants pour la cause ouvrière sont tombés sous les balles des troupes tsaristes envoyées contre l'ennemi intérieur.

Mais aucune force ne peut vaincre cet ennemi intérieur, car c'est uniquement par son travail que subsistent les classes dirigeantes et le gouvernement. Il n'est pas au monde de force qui puisse venir à bout de millions d'ouvriers de plus en plus conscients, de plus en plus unis et organisés. Chaque défaite des ouvriers suscite de nouvelles phalanges de combattants, oblige des masses toujours plus larges à s'éveiller à une vie nouvelle et à se préparer à une lutte nouvelle.

Or, la Russie est aujourd'hui le théâtre d'événements tels que cet éveil des masses ouvrières doit inévitablement s'accélérer et s'élargir encore, qu'il nous faut tendre toutes nos énergies pour grouper les rangs du prolétariat, pour le préparer à une lutte plus décisive encore. La guerre suscite l'intérêt des couches les plus arriérées du prolétariat pour les choses et les questions de la politique. La guerre révèle avec toujours plus d'éclat et fait apparaître avec toujours plus d'évidence toute la corruption du régime autocratique, toute la criminelle infamie de cette bande de policiers et de courtisans qui gouverne la Russie. Notre peuple souffre de la misère et meurt de faim chez lui, et on l'a précipité dans une guerre ruineuse et insensée pour conquérir de nouvelles terres, des terres d'autrui, où vit une population étrangère, et situées à des milliers de kilomètres. Notre peuple souffre de l'esclavage politique, et on l'a précipité dans une guerre pour asservir de nouveaux peuples. Notre peuple exige une refonte du régime politique intérieur, et on distrait son attention par le fracas des canons à un autre bout du monde.

Mais le gouvernement tsariste a été trop loin dans son jeu hasardeux, dans sa criminelle dilapidation du patrimoine national et des jeunes forces qui périssent sur les côtes du Pacifique. Toute guerre exige la tension des forces du peuple, mais la guerre difficile contre le Japon civilisé et libre exige de la Russie une tension prodigieuse. Et cette tension est imposée au moment où déjà l'édifice du despotisme policier a commencé à chanceler sous les coups du prolétariat qui s'éveille. La guerre révèle tous les points faibles du gouvernement ; la guerre arrache les enseignes menteuses ; la guerre met à nu la corruption intérieure ; la guerre porte l'ineptie de l'autocratie tsariste à un point tel qu'elle saute aux yeux de tous et de chacun ; la guerre montre à tous l'agonie de la vieille Russie, de la Russie privée de droits, ténébreuse et accablée, de la Russie restée asservie à un gouvernement policier.

La vieille Russie se meurt. A sa place se lève une Russie libre. Les forces ténébreuses qui protégeaient l'autocratie tsariste périssent. Mais seul le prolétariat conscient, seul un prolétariat organisé est en mesure de leur porter le coup de grâce. Seul un prolétariat conscient et organisé est en mesure de conquérir pour le peuple une liberté véritable, non un semblant de liberté ! Seul le prolétariat conscient et organisé est en mesure de riposter à toute tentative de leurrer le peuple, de tronquer ses droits, de faire de lui un simple instrument aux mains de la bourgeoisie.

Camarades ouvriers ! Préparez-vous donc avec une énergie décuplée à la lutte décisive imminente ! Que les prolétaires social-démocrates resserrent leurs rangs ! Que leur propagande s'étende toujours davantage ! Que se fasse plus hardie l'agitation en faveur des revendications ouvrières ! Que la fête du premier mai nous gagne des milliers de nouveaux combattants et double nos forces dans la grande lutte pour la liberté du peuple tout entier, pour la libération de tous les travailleurs du joug du capital !

Vive la journée de huit heures !

Vive la social-démocratie révolutionnaire internationale !

A bas l'autocratie tsariste criminelle et rapace !

Écrit en avril 1904.
Publié avec certaines modifications sous forme de tract, en avril 1904

Conforme au manuscrit

UN PAS EN AVANT, DEUX PAS EN ARRIÈRE

(LA CRISE DANS NOTRE PARTI)[87]

Ecrit en février-mai 1904.
Publié en mai 1904, à Genève

Conforme au texte du livre collationné sur le manuscrit et le texte du recueil : Vl. Ilitch. « En douze ans », 1907

N. LENIN. Ein Schritt vorwärts, zwei Schritt rückwärts
(Über die Krise in unserer Partei).

Россійская Соціальдемократическая Рабочая Партія

Н. ЛЕНИНЪ.

Шагъ впередъ, два шага назадъ

(Кризисъ въ нашей Партіи).

ЖЕНЕВА
Типографія Партіи Rue de la Coulouvreniere, 27
1904

Couverture du livre de V. Lénine
Un pas en avant, deux pas en arrière. — 1904
Réduction

PRÉFACE

Lorsqu'une lutte prolongée, opiniâtre et ardente se poursuit, il arrive d'ordinaire un moment où les points litigieux, centraux et essentiels, commencent à apparaître, dont la solution déterminera l'issue définitive de la campagne, et auprès desquels les menus et insignifiants épisodes de la lutte sont de plus en plus reculés à l'arrière-plan.

Il en est ainsi du combat qui se livre au sein de notre Parti et qui, depuis six mois déjà, fixe l'attention de tous ses membres. C'est précisément parce qu'il m'a fallu, dans l'étude que je présente au lecteur sur l'ensemble de la lutte, toucher à quantité de détails d'un intérêt minime et à de nombreuses querelles mesquines n'offrant au fond aucun intérêt, que je voudrais dès le début attirer l'attention du lecteur sur deux questions vraiment centrales, essentielles, d'un intérêt éminent et d'une portée historique incontestable, questions politiques les plus urgentes qui figurent à l'ordre du jour de notre Parti.

La première concerne la signification politique de la division de notre Parti en « majorité » et « minorité », division qui se fit au deuxième congrès du Parti et qui relégua bien loin en arrière toutes les divisions antérieures des social-démocrates russes.

La deuxième question concerne la signification de principe de la position de la nouvelle *Iskra* en matière d'organisation, pour autant qu'il s'agisse vraiment d'une position de principe.

La première question est celle du point de départ de la lutte dans notre Parti, de son origine, de ses causes, de

son caractère politique fondamental. La deuxième est celle du résultat final de cette bataille, de son issue, du bilan que l'on obtient en additionnant tout ce qui a trait aux principes et en soustrayant tout ce qui a trait aux mesquines querelles. La première question se résout par une analyse de la lutte au congrès du Parti ; la deuxième par l'analyse du nouveau contenu doctrinal de la nouvelle *Iskra*. L'une et l'autre de ces analyses, qui constituent les neuf dixièmes de ma brochure, mènent à cette conclusion que la « majorité » est l'aile révolutionnaire de notre Parti, et la « minorité » en est l'aile opportuniste ; les divergences qui séparent actuellement ces deux ailes concernent surtout les problèmes d'organisation, et non les questions de programme ou de tactique ; le nouveau système d'idées qui, dans la nouvelle *Iskra*, apparaît d'autant plus clairement qu'elle s'efforce d'accentuer sa position et que celle-ci s'épure de toutes ces vaines querelles sur la cooptation, c'est l'opportunisme en matière d'organisation.

Le principal défaut des publications dont nous disposons sur la crise dans notre Parti est, en ce qui concerne l'étude et l'interprétation des faits, l'absence à peu près totale d'une analyse des procès-verbaux du congrès, et en ce qui touche la mise en lumière des principes fondamentaux du problème d'organisation, c'est le manque d'analyse du lien qui existe indéniablement entre l'erreur essentielle des camarades Martov et Axelrod portant sur la formulation du paragraphe premier des statuts du Parti et sa défense d'une part et, d'autre part, tout le « système » (pour autant qu'il puisse être question, ici, d'un système) des principes actuels de l'*Iskra* en fait d'organisation. Visiblement, la nouvelle rédaction de l'*Iskra* ne remarque même pas ce lien, quoique l'importance de la discussion sur le paragraphe premier ait été signalée maintes fois dans les publications de la « majorité ». Aujourd'hui, les camarades Axelrod et Martov ne font en réalité qu'aggraver, amplifier et étendre leur erreur initiale sur le paragraphe premier. En réalité, toute la position des opportunistes en matière d'organisation s'est révélée déjà dans la discussion sur le paragraphe premier : leur soutien d'une organisation du parti déliquescente et manquant de cohésion, leur hostilité envers l'idée (l'idée « bureaucratique ») de l'édification du parti

de haut en bas, en partant du congrès du parti et des organismes créés par lui, leur tendance à procéder de bas en haut, en permettant à tout professeur, à tout collégien et à « tout gréviste » de se déclarer membre du parti, leur hostilité à l'égard du « formalisme » qui exige d'un membre du Parti qu'il appartienne à une organisation reconnue par le Parti, leur inclination pour la mentalité d'intellectuel bourgeois prêt à « ne reconnaître que platoniquement les rapports d'organisation », leur penchant pour cette subtilité d'esprit opportuniste et les phrases anarchistes, leur tendance à l'autonomie contre le centralisme ; en un mot, tout ce qui fleurit aujourd'hui avec tant de luxuriance dans la nouvelle *Iskra* en contribuant de plus en plus à élucider à fond et d'une manière évidente l'erreur initiale.

Quant aux procès-verbaux du congrès du Parti, la négligence vraiment imméritée dont ils sont l'objet ne peut provenir que de ce que nos discussions sont envenimées par de vaines querelles, et peut-être encore de ce que ces procès-verbaux contiennent trop de dures vérités. Les procès-verbaux du congrès offrent l'image de la situation véritable dans notre Parti, image unique en son genre, incomparable par son exactitude, sa plénitude, sa diversité, sa richesse et son authenticité, — une image des conceptions, de l'état d'esprit et des plans, tracée par les participants mêmes du mouvement, une image reflétant les nuances politiques dans le Parti et montrant leur force relative, leurs corrélations et leur lutte. Les procès-verbaux du congrès du Parti, et eux seuls, nous montrent dans quelle mesure nous avons véritablement réussi à balayer tout ce qui restait des vieux liens, légués par l'esprit de cercle, et à leur substituer un seul grand lien, celui du Parti. Tout membre du Parti, désireux de participer consciemment à ses activités, est tenu d'étudier avec soin notre congrès du Parti. Je dis bien étudier, car la simple lecture du monceau de matériaux bruts, que renferment les procès-verbaux, est insuffisante pour donner une image du congrès. Ce n'est que par une étude minutieuse et personnelle que l'on peut (et que l'on doit) arriver à fondre en un tout les résumés succincts des discours, les extraits secs des débats, les petites controverses sur des questions secondaires (secondaires en apparence), à reconstituer le visage vivant de chaque orateur marquant,

à révéler avec précision la physionomie politique de chacun des groupes de délégués au congrès du Parti. L'auteur de ces lignes estimera que son travail n'aura pas été vain s'il réussit à donner au moins une impulsion à l'étude, vaste et personnelle, des procès-verbaux du congrès du Parti.

Encore un mot sur les adversaires de la social-démocratie. Ils exultent et grimacent à la vue de nos discussions ; évidemment, ils s'efforceront, pour les faire servir à leurs fins, de brandir tels passages de ma brochure consacrée aux défauts et aux lacunes de notre Parti. Les social-démocrates russes sont déjà suffisamment rompus aux batailles pour ne pas se laisser troubler par ces coups d'épingle, pour poursuivre, en dépit de tout, leur travail d'autocritique et continuer à dévoiler sans ménagement leurs propres lacunes qui seront comblées nécessairement et sans faute par la croissance du mouvement ouvrier. Que messieurs nos adversaires essaient donc de nous offrir, de la situation *véritable* de leurs propres « partis », une image qui ressemblerait même de loin à celle que présentent les procès-verbaux de notre deuxième congrès !

N. Lénine

Mai 1904

a) LA PRÉPARATION DU CONGRÈS

Il existe une sentence selon laquelle chacun a le droit, durant vingt-quatre heures, de maudire ses juges. Notre congrès du Parti, comme tout congrès de tout parti, fut également juge de plusieurs personnes qui prétendaient au rôle de dirigeants et qui ont fait fiasco. Maintenant, ces représentants de la « minorité », avec une naïveté qui va jusqu'à vous attendrir, « maudissent leurs juges » et cherchent par tous les moyens à jeter le discrédit sur le congrès, à en minimiser la portée et la compétence. Cette tendance s'est peut-être exprimée avec le plus de relief dans l'article de Praktik [88] qui, au numéro 57 de l'*Iskra*, s'indigne à l'idée de la « divinité » souveraine du congrès. C'est là un petit trait caractéristique de la nouvelle *Iskra*, que l'on ne saurait passer sous silence. La rédaction, composée en majeure partie de personnes *rejetées* par le congrès, continue d'une part à se nommer rédaction « du parti » ; d'autre part, elle ouvre ses bras à des individus affirmant que le congrès n'est pas une divinité. C'est charmant, n'est-il pas vrai ? Oui, messieurs, le congrès n'est certes pas une divinité, mais que faut-il penser de ceux qui commencent à « démolir » le congrès *après* y avoir essuyé un échec ?

Rappelez-vous, en effet, les principaux faits de l'histoire de la préparation du congrès.

Dès le début, dans une communication datant de 1900 et qui avait précédé la publication du journal, l'*Iskra* déclarait qu'avant de nous unir il fallait nous délimiter. L'*Iskra* s'est attachée à faire de la conférence de 1902 [89]

une réunion privée, et non point un congrès du Parti *. L'*Iskra* a agi avec beaucoup de circonspection dans l'été et l'automne 1902, en renouvelant le Comité d'organisation élu à cette conférence. Finalement, le travail de délimitation fut accompli, nous l'avons tous reconnu nous-mêmes. Le Comité d'organisation a été constitué tout à la fin de 1902. L'*Iskra* salue sa consolidation et déclare — dans son *éditorial* du n° 32 — que la convocation du congrès du parti est une nécessité *des plus urgentes*, des plus immédiates **. Aussi, ce qu'on peut nous reprocher le moins, c'est d'avoir précipité la convocation du deuxième congrès. Nous avons appliqué cette règle : regarder à deux fois avant de décider ; nous avions le plein droit moral de nous en rapporter aux camarades en ce sens que, une fois décidée, ils ne s'aviseraient pas de pleurnicher et de regarder à nouveau.

Le Comité d'organisation a élaboré le statut du deuxième congrès, statut extrêmement minutieux (formaliste et bureaucratique, diraient ceux qui recouvrent maintenant de ces vocables leur veulerie politique) ; il l'a fait adopter par tous les comités et l'a enfin approuvé, en arrêtant entre autres au paragraphe 18 : « Toutes les dispositions du congrès et toutes les élections faites par ce dernier constituent une décision du Parti, obligatoire pour toutes ses organisations. Elles ne peuvent sous aucun prétexte être récusées par personne, et ne peuvent être rapportées ou modifiées que par le congrès suivant du Parti *** ». En vérité, ne sont-ils pas bien inoffensifs par eux-mêmes, ces mots acceptés tacitement en leur temps comme quelque chose qui allait de soi, et comme ils sonnent bizarrement aujourd'hui ; on dirait un verdict émis contre la « minorité » ! Dans quel but ce paragraphe a-t-il été rédigé ? Uniquement pour le respect des formalités ? Non, évidemment. Cette décision paraissait nécessaire, et elle l'était effectivement, car le Parti était composé de groupes morcelés et autonomes, dont on pouvait attendre le refus de reconnaître le congrès. Elle exprimait précisément la *bonne volonté* de tous les révolutionnaires (dont on parle si souvent et si mal à pro-

* Voir les procès-verbaux du deuxième congrès, p. 20.
** Voir Œuvres, 4e éd. russe, t. 6, p. 277. (*N.R.*)
*** Voir les procès-verbaux du deuxième congrès, pp. 22-23 et 380.

pos aujourd'hui, en caractérisant par euphémisme du terme bon ce qui mérite plutôt l'épithète capricieux). Cette décision équivalait à la *parole d'honneur* que se sont donnée réciproquement tous les social-démocrates russes. Elle devait garantir que l'immense travail, les dangers, les dépenses nécessités par le congrès, ne seraient point vains ; que le congrès ne se changerait pas en comédie. Elle qualifiait d'avance toute non-reconnaissance des décisions et des *élections* du congrès comme une *atteinte à la confiance.*

De qui donc se moque la nouvelle *Iskra* qui a fait une nouvelle découverte en affirmant que le congrès n'est pas une divinité et que ses décisions ne sont pas sacro-saintes ? Sa découverte contient-elle « de nouvelles conceptions en matière d'organisation » ou seulement de nouvelles tentatives de brouiller les vieilles traces ?

b) L'IMPORTANCE DES GROUPEMENTS AU CONGRÈS

Ainsi, le congrès a été réuni après des préparatifs extrêmement minutieux, sur la base d'une représentation complète au plus haut point. La reconnaissance générale de la composition régulière du congrès et du caractère *absolument* obligatoire de ses décisions a trouvé son expression aussi dans la déclaration faite par le président (p. 54 des procès-verbaux) après la constitution du congrès.

Quelle fut donc la tâche principale du congrès ? Celle de créer un parti *véritable* sur les principes et les bases d'organisation qui avaient été formulés et élaborés par l'*Iskra*. Que le congrès dût travailler justement dans ce sens, la chose avait été déterminée d'avance par les trois années d'activité de l'*Iskra* et du fait que celle-ci avait été reconnue par la majorité des comités. Le programme et l'orientation de l'*Iskra* devaient devenir le programme et l'orientation du Parti ; les plans de l'*Iskra* en matière d'organisation devaient être consacrés par les statuts d'organisation du Parti. Mais il va de soi qu'un tel résultat ne pouvait être obtenu sans lutte : la représentation intégrale au congrès assura aussi la présence d'organisations qui avaient combattu résolument l'*Iskra* (le Bund et le *Rabotchéié Diélo*), ainsi que d'organisations qui, tout en reconnaissant verbalement l'*Iskra* comme organe dirigeant,

poursuivaient en fait leurs propres plans et se distinguaient par leur manque de stabilité au point de vue des principes (le groupe « Ioujny Rabotchi » [l'Ouvrier du Sud] et les délégués de certains comités rattachés à lui). Dans ces conditions, le congrès ne pouvait manquer de devenir *un champ de bataille pour la victoire de la tendance de l'« Iskra »*. Que le congrès ait été réellement un champ de bataille, c'est ce qui apparaîtra clairement pour quiconque lira avec un peu d'attention les procès-verbaux. Notre tâche à nous est de suivre de près les principaux groupements qui se sont révélés au congrès à propos de diverses questions, et de rétablir, d'après les données précises des procès-verbaux, la physionomie politique de chacun des groupes essentiels du congrès. Qu'étaient précisément ces groupes, tendances et nuances qui devaient, sous la direction de l'*Iskra*, fusionner au congrès pour former un seul parti ? Voilà ce que nous devons montrer par une analyse des débats et des votes. Elucider ce point est d'une importance cardinale pour établir ce que sont en réalité nos social-démocrates aussi bien que pour comprendre la cause des divergences. Voilà pourquoi dans mon discours au congrès de la Ligue et dans ma lettre adressée à la rédaction de la nouvelle *Iskra*, j'ai mis au premier plan précisément l'analyse des différents groupements. Mes contradicteurs parmi les représentants de la « minorité » (Martov en tête), n'ont absolument pas compris le fond de la question. Au congrès de la Ligue, ils se sont bornés à faire des corrections de détail, « se disculpant » de l'accusation portée contre eux d'avoir évolué vers l'opportunisme, sans même chercher à tracer, pour me contredire, *quelque autre tableau* des groupements au congrès. Maintenant, dans l'*Iskra* (n° 56), Martov cherche à présenter toutes les tentatives de délimiter avec exactitude les différents groupes politiques au congrès, comme une simple « politicaillerie de cercle ». Voilà qui est bien parlé, camarade Martov ! Mais les paroles énergiques de la nouvelle *Iskra* possèdent une propriété bien originale : il suffit de reproduire avec exactitude toutes les péripéties du désaccord, depuis le congrès, pour que toutes ces paroles énergiques se tournent *entièrement et avant tout* contre la rédaction actuelle. Regardez-vous donc vous-mêmes, messieurs les rédacteurs

dits du Parti, vous qui soulevez la question de la politicaillerie de cercle !

Les péripéties de notre lutte au congrès sont à présent tellement désagréables à Martov qu'il s'efforce de les estomper entièrement. « L'iskriste, dit-il, c'est celui qui au congrès du Parti et auparavant s'est montré pleinement solidaire de l'*Iskra*, en a défendu le programme et les conceptions d'organisation et en a soutenu la politique en matière d'organisation. Il y avait au congrès plus de 40 de ces iskristes, autant de voix données au programme de l'*Iskra* et à la résolution qui reconnaissait l'*Iskra* pour organe central du Parti. » Ouvrez les procès-verbaux du congrès, et vous verrez que *tous* (p. 233) ont accepté le programme, sauf Akimov qui s'est abstenu. Le camarade Martov veut nous faire croire de la sorte que les bundistes, et Brucker et Martynov, *ont démontré* leur « pleine solidarité » avec l'*Iskra* et en *ont défendu* les principes en matière d'organisation ! Cela prête à rire. La transformation, *après* le congrès, de *tous* ses participants en membres égaux du Parti (pas tous, d'ailleurs, car les bundistes s'étaient retirés) escamote ici l'existence des groupes qui a suscité la bataille *au* congrès. A l'étude de la question de savoir *de quels éléments* se sont formées après le congrès la « majorité » et la « minorité », on substitue une phrase officielle : ils ont reconnu le programme !

Prenez le vote de la reconnaissance de l'*Iskra* comme organe central. Vous verrez que Martynov précisément, à qui le camarade Martov attribue maintenant, avec une audace digne d'une cause meilleure, la défense des conceptions et de la politique de l'*Iskra* en matière d'organisation, insiste sur la disjonction des deux parties de la résolution : la reconnaissance pure et simple de l'*Iskra* comme organe central et celle de ses mérites. Lors du vote de la première partie de la résolution (reconnaissance des mérites de l'*Iskra*, expression de la *solidarité* avec elle), *35 voix seulement* ont été recueillies pour, deux contre (Akimov et Brucker) et onze abstentions (Martynov, cinq bundistes et cinq voix de la rédaction : mes deux voix, les deux de Martov et celle de Plékhanov). Le groupe des anti-iskristes (cinq bundistes et trois partisans du *Rabotchéié Diélo*) se manifeste, par conséquent, en toute clarté, même ici, par cet exemple

le plus avantageux pour les conceptions actuelles de Martov, exemple choisi par lui-même. Prenez le vote de la seconde partie de la résolution : la reconnaissance de l'*Iskra* comme organe central sans aucun considérant et sans expression de la solidarité (p. 147 des procès-verbaux). *Pour* ont voté 44 voix que le Martov d'aujourd'hui rattache aux iskristes. Il y eut en tout 51 voix ; défalcation faite des cinq abstentions des rédacteurs, il en reste 46 voix ; deux ont voté *contre* (Akimov et Brucker) ; font partie des 44, par conséquent, *tous les cinq bundistes*. Ainsi, au congrès, les bundistes « ont exprimé leur pleine solidarité avec l'*Iskra* », — voilà comment l'histoire officielle s'écrit par l'officielle *Iskra* ! En anticipant, expliquons au lecteur les véritables motifs de cette vérité officielle : la rédaction actuelle de l'*Iskra* aurait pu être et aurait été de fait une rédaction de parti (et non une pseudo-rédaction de parti, comme maintenant) *si les bundistes et les partisans du « Rabotchéié Diélo » n'avaient pas quitté le congrès*. Voilà pourquoi il importait d'ériger en « iskristes » ces très fidèles gardiens de l'actuelle rédaction dite de parti. Mais nous reviendrons là-dessus en détail.

La question se pose ensuite : si le congrès a été le théâtre de la lutte des éléments iskristes et anti-iskristes n'y avait-il pas d'éléments intermédiaires, instables, qui oscillaient entre les uns et les autres ? Quiconque connaît tant soit peu notre Parti et la physionomie habituelle des congrès de toute sorte sera enclin a priori à répondre à cette question par l'affirmative. Le camarade Martov n'a pas la moindre envie d'évoquer maintenant ces éléments instables, et il présente le groupe du *Ioujny Rabotchi* avec les délégués qui gravitent tout autour comme des iskristes caractérisés, et nos divergences avec eux comme insignifiantes et sans importance. Par bonheur, nous avons maintenant sous les yeux le texte intégral des procès-verbaux, et nous pouvons résoudre cette question — la question de fait, bien entendu —, documents à l'appui. Certes, ce que nous avons dit plus haut du groupement d'ensemble au congrès ne prétend nullement à trancher cette question, mais seulement à la poser de façon convenable.

Sans une analyse des groupements politiques, sans tracer le tableau du congrès, arène de lutte entre telles ou

telles nuances, il est impossible de rien comprendre à nos désaccords. La tentative de Martov d'escamoter la différence de nuances en classant même les bundistes parmi les iskristes revient simplement à se dérober à la question. A priori, compte tenu de l'histoire de la social-démocratie russe avant le congrès, se dessinent (en vue d'une nouvelle vérification et d'une étude approfondie) trois groupes principaux : les iskristes, les anti-iskristes et les éléments instables, hésitants, chancelants.

c) DÉBUT DU CONGRÈS, L'INCIDENT DU COMITÉ D'ORGANISATION

Le mieux, pour faire l'analyse des débats et des votes du congrès, c'est de suivre l'ordre des séances et de noter successivement toutes les nuances politiques qui se dessinent toujours plus nettes. Nous ne nous écarterons de l'ordre chronologique qu'en cas de nécessité absolue pour examiner ensemble certains problèmes étroitement liés ou certains groupements de même nature. Pour plus d'impartialité, nous tâcherons de noter *tous* les votes importants, en laissant de côté, bien entendu, une quantité de votes sur des questions de détail, qui ont pris à notre congrès énormément de temps (en partie à cause de notre inexpérience et de la mauvaise répartition des documents entre les commissions et les séances plénières, en partie par suite de retards voulus confinant à l'obstruction).

La première question dont la discussion commença à révéler diverses nuances fut celle de réserver la première place (dans l'« ordre du jour » du congrès) au point suivant : « la position du Bund dans le Parti » (pp. 29-33 des procès-verbaux). Du point de vue des iskristes, défendu par Plékhanov, Martov, Trotski et moi, il ne pouvait y avoir aucun doute à ce sujet. Le départ du Bund a montré d'une manière évidente la justesse de nos considérations : du moment que le Bund n'a pas voulu marcher avec nous, ni admettre les principes d'organisation que partageait, avec l'*Iskra*, la majorité du Parti, il était inutile et contraire au bon sens d'« affecter » de marcher ensemble, et de faire traîner ainsi le congrès (comme l'ont fait les bundistes). Nos publications avaient déjà éclairé le problème, et il était évident

pour tout membre un peu réfléchi du Parti qu'il ne restait qu'à poser ouvertement la question et à faire le choix en toute franchise et loyauté : autonomie (on marche ensemble) ou fédération (on se sépare).

Evasifs dans toute leur politique, les bundistes ont voulu ici encore se dérober, en retardant le règlement de la question. Le camarade Akimov se joint à eux : il formule aussitôt, probablement au nom de tous les partisans du *Rabotchéié Diélo*, leurs divergences avec l'*Iskra* sur le plan de l'organisation (p. 31 des procès-verbaux). Du côté du Bund et du *Rabotchéié Diélo* se range le camarade Makhov (deux voix du Comité de Nikolaev qui, peu avant, s'était déclaré solidaire de l'*Iskra* !). Pour le camarade Makhov, le problème n'est pas clair du tout, et le « point névralgique » pour lui, c'est aussi la « question de la structure démocratique ou, au contraire (notez-le bien !), du centralisme », exactement comme pour la majorité de notre actuelle rédaction « de parti », majorité qui au congrès n'avait point encore remarqué ce « point névralgique » !

Ainsi, contre les iskristes s'élèvent le Bund, le *Rabotchéié Diélo* et le camarade Makhov, réunissant ensemble les dix voix qui se sont prononcées contre nous (p. 33). *30 voix* se sont prononcées *pour*, et c'est, comme nous le verrons tout à l'heure, autour de ce chiffre que balancent souvent les voix des iskristes. Onze voix se sont abstenues, ne se ralliant visiblement ni à l'un ni à l'autre des « partis » en lutte. Il est intéressant de noter que, au moment du vote sur le § 2 des statuts du Bund (le rejet du § 2 a provoqué le départ du Bund du Parti), votes et abstentions étaient également au nombre de 10 (p. 289 des procès-verbaux); et ce sont les 3 membres du *Rabotchéié Diélo* (Brucker, Martynov, Akimov) et le camarade Makhov qui se sont abstenus. Il est évident que le vote sur la *place* à réserver à la question du Bund a donné lieu à un groupement qui *n'avait rien d'accidentel*. Il est évident que tous ces camarades étaient en désaccord avec l'*Iskra*, non seulement sur ce point technique de l'ordre de discussion, mais *aussi sur le fond*. Du côté du *Rabotchéié Diélo*, cette divergence sur le fond apparaît clairement pour chacun ; le camarade Makhov, lui, a caractérisé, de façon fort remarquable, son attitude dans le discours qu'il a fait au sujet du départ

du Bund (pp. 289-290 des procès-verbaux). Ce discours vaut la peine qu'on s'y arrête. Le camarade Makhov dit qu'après la résolution qui a repoussé la fédération, « la situation du Bund dans le P.O.S.D.R., de question de principe, devient pour lui une question de politique réelle à l'égard de l'organisation nationale historiquement constituée. Ici, poursuit l'orateur, force m'a été de tenir compte de toutes les conséquences qui pouvaient résulter de notre vote, et c'est pourquoi j'aurais voté pour le paragraphe 2 en entier ». Le camarade Makhov a parfaitement compris l'esprit d'une « politique réelle » : en principe, il a *déjà* repoussé la fédération, et c'*est pourquoi*, pratiquement, *il aurait voté* pour un paragraphe des statuts qui établit cette fédération ! Et ce camarade « pratique » commente sa stricte position de principe par les mots suivants : « Mais (le fameux « mais » de Chtchédrine !), comme tel ou tel de mes votes n'avait qu'un caractère de principe (!!) et ne pouvait revêtir un caractère pratique, étant donné le vote quasi unanime de tous les autres congressistes, j'ai préféré m'abstenir afin de, par principe »... (Dieu nous préserve d'un tel esprit de principe !)... « faire ressortir la différence de ma position, en l'occurrence, d'avec la position défendue par les délégués du Bund qui ont voté pour ce paragraphe. Au contraire, j'aurais voté pour ce paragraphe si les délégués du Bund s'étaient abstenus, ce sur quoi ils ont insisté préalablement ». Comprenne qui pourra. Voici un homme attaché aux principes qui s'abstient de déclarer à voix haute : oui, car cela est pratiquement inutile quand tout le monde dit non.

Après le vote sur la place à réserver dans l'ordre du jour à la question du Bund, s'est posée celle du groupe « Borba », qui a amené elle aussi à un groupement fort intéressant ; ce point est d'ailleurs étroitement lié à la question la plus « délicate » du congrès : l'effectif des organismes centraux. La commission chargée de déterminer la composition du congrès se prononce contre l'invitation du groupe « Borba », conformément à une décision *deux fois répétée* du Comité d'organisation (v. pp. 383 et 375 des procès-verbaux) ainsi qu'au rapport de *ses représentants à la commission* (p. 35).

Le camarade Egorov, *membre du Comité d'organisation*,

déclare que « la question du groupe « Borba » (remarquez-le bien : de la « Borba », et non de tel ou tel de ses membres) est nouvelle pour lui » et demande une suspension de séance. Comment une question, deux fois tranchée par le Comité d'organisation, pouvait être nouvelle pour un de ses membres ? Mystère. Pendant l'interruption, le Comité d'organisation, tel que par hasard il se trouvait présent au congrès (plusieurs de ses membres, vieux membres de l'*Iskra*, étaient absents au congrès), se réunit en séance (p. 40 des procès-verbaux) *. Les débats s'ouvrent sur la « Borba ». Les partisans du *Rabotchéié Diélo* se prononcent pour (Martynov, Akimov et Brucker, pp. 36-38). Les iskristes (Pavlovitch, Sorokine, Lange [91], Trotski, Martov, etc.) se prononcent contre. Le congrès se divise à nouveau de la façon que l'on sait déjà. La lutte autour de la « Borba » s'engage, opiniâtre ; le camarade Martov prononce un discours particulièrement circonstancié (p. 38) et « virulent ». Signalant très justement « l'inégalité de la représentation » des groupes de Russie et des groupes de l'étranger, il estime qu'il ne serait guère « bon » d'accorder au groupe de l'étranger un « privilège » (paroles d'or particulièrement instructives aujourd'hui après les événements qui ont suivi le congrès !). Il indique qu'il ne faut pas encourager « dans le parti le chaos en matière d'organisation, caractérisé par un morcellement que ne justifie aucune considération de principe » (pan ! dans l'œil... à la « minorité » de notre congrès du Parti !). En dehors des partisans du *Rabotchéié Diélo*, *personne*, jusqu'à la clôture de la liste des orateurs, ne s'est prononcé ouvertement et de façon motivée en faveur de la « Borba » (p. 40). Il faut rendre justice au camarade Akimov et à ses amis, qu'eux au moins n'ont pas tergiversé et ne se sont pas cachés, mais qu'ils ont poursuivi ouvertement leur tactique et parlé ouvertement de ce qu'ils voulaient.

Après la clôture de la liste des orateurs, alors qu'on ne peut plus se prononcer *sur le fond*, le camarade Egorov

* A propos de cette séance voir la « Lettre » de Pavlovitch [90], membre du Comité d'organisation, élu à *l'unanimité* avant le congrès, homme de confiance de la rédaction, son septième membre (procès-verbaux de la Ligue, p. 44).

« demande avec insistance que soit entendue la décision qui vient d'être adoptée par le Comité d'organisation ». Rien d'étonnant si les membres du congrès s'indignent d'un pareil procédé, et si le camarade Plékhanov qui préside « s'étonne que le camarade Egorov puisse insister sur sa demande ». En effet, de deux choses l'une : il faut ou bien se prononcer franchement et nettement devant tout le congrès sur le fond de la question, ou bien ne pas se prononcer du tout. Mais laisser d'abord clore la liste des orateurs, pour ensuite, sous prétexte de « discours de conclusion », présenter au congrès une *nouvelle* motion du Comité d'organisation, précisément sur la question que l'on vient de discuter, c'est un vrai coup de Jarnac !

La séance est reprise l'après-midi, et le bureau, toujours perplexe, décide de renoncer au « formalisme » et de recourir à un dernier moyen, dont on ne se sert dans les congrès qu'à la dernière extrémité : une « explication amicale ». Popov, représentant du Comité d'organisation, donne lecture de la décision du Comité d'organisation, adoptée par tous ses membres contre un seul, Pavlovitch (p. 43), et proposant au congrès d'inviter Riazanov.

Pavlovitch déclare qu'il a nié et qu'il nie encore la légitimité de la réunion du Comité d'organisation ; que la nouvelle décision du Comité d'organisation « *contredit sa décision précédente* ». Cette déclaration déchaîne une tempête. Le camarade Egorov, également membre du Comité d'organisation et membre du groupe « Ioujny Rabotchi », évite de répondre sur le fond de la question et essaye de faire dévier le débat vers la discipline. Le camarade Pavlovitch aurait violé la discipline du Parti (!) puisque le Comité d'organisation, après avoir examiné sa protestation, avait résolu « de ne pas porter à la connaissance du congrès l'opinion personnelle de Pavlovitch ». Les débats dévient sur la discipline du Parti. Et Plékhanov, aux vifs applaudissements du congrès, fait la leçon au camarade Egorov : « *Nous ne reconnaissons pas de mandats impératifs* » (p. 42, cf. page 379, Règlement du congrès, paragraphe 7 : « Les pouvoirs des délégués ne doivent pas être limités par des mandats impératifs. Dans l'exercice de leurs pouvoirs, ils sont complètement libres et indépendants »). « Le congrès est l'instance suprême du Parti. » Donc, celui-là trans-

gresse la discipline du Parti et le règlement du congrès qui, d'une façon ou d'une autre, empêche un délégué de s'adresser *directement* au congrès sur *toutes* les questions de la vie du Parti, sans réserve ni exception. La controverse se ramène par conséquent au dilemme : l'esprit de cercle ou l'esprit de parti ? Limitation des droits des délégués au congrès, au nom de droits ou règlements imaginaires de toutes sortes de collèges ou cercles, ou dissolution *complète*, non seulement verbale, mais effective, devant le congrès, de *toutes* les instances inférieures, des anciens petits groupes, jusqu'à ce que soient créés de véritables organismes officiels du parti. Le lecteur voit d'ici l'immense signification de principe de cette discussion au début même (troisième séance) d'un congrès qui s'était proposé de rétablir pratiquement le Parti. Dans ce débat s'est concentré pour ainsi dire le conflit entre les anciens cercles ou petits groupes (dans le genre de « Ioujny Rabotchi ») et le parti renaissant. Et les groupes anti-iskristes de se manifester aussitôt : le bundiste Abramson, le camarade Martynov, ardent allié de l'actuelle rédaction de l'*Iskra*, et notre vieille connaissance, le camarade Makhov, tous se prononcent pour Egorov et le groupe « Ioujny Rabotchi », contre Pavlovitch. Le camarade Martynov qui, aujourd'hui, rivalise d'ardeur avec Martov et Axelrod pour afficher son « démocratisme » en matière d'organisation, évoque même... l'armée, où l'on ne peut en appeler à une instance supérieure que par l'intermédiaire de l'instance inférieure !! Le vrai sens de cette opposition anti-iskriste « compacte » était limpide pour tous ceux qui assistaient au congrès ou qui avaient suivi avec attention la vie intérieure de notre Parti avant le congrès. L'objectif de l'opposition (objectif dont tous les membres n'avaient peut-être pas toujours conscience et que parfois ils soutenaient par inertie) était de défendre l'indépendance, le particularisme, les intérêts de paroisse des petits groupes contre leur absorption par un large parti, fondé sur les principes de l'*Iskra*.

C'est de ce point de vue que le camarade Martov, qui en ce temps-là n'était pas encore allié à Martynov, a lui aussi abordé la question. Le camarade Martov livre assaut délibérément, et avec juste raison, à ceux qui « dans leur

conception de la discipline du parti, ne vont pas au-delà des obligations du révolutionnaire envers le groupe d'ordre *inférieur* dont il est membre ». « Aucun groupement *par contrainte* (l'italique est de Martov) n'est admissible dans un parti unifié », déclare-t-il aux champions du régime des petits cercles, sans prévoir que par ces mots il fustige sa propre conduite politique à la fin du congrès et après le congrès... Le groupement par contrainte est inadmissible pour le Comité d'organisation, mais parfaitement admissible pour la rédaction. Le groupement par contrainte est condamné par Martov qui regarde du haut des organismes centraux ; il est défendu par Martov dès que celui-ci s'est trouvé être mécontent de leur composition...

Il est intéressant de noter que le camarade Martov, dans son discours, a souligné expressément, outre la « grave erreur » du camarade Egorov, l'instabilité politique manifestée par le Comité d'organisation. « Au nom du Comité d'organisation, s'indignait avec raison Martov, une proposition a été faite qui *va à l'encontre* du rapport de la commission (basé, ajoutons-nous, sur le rapport des membres du Comité : p. 43, paroles de Koltsov), ainsi que des *propositions précédentes du Comité d'organisation* » (c'est moi qui souligne). Comme vous le voyez, Martov comprenait fort bien *alors*, avant d'opérer son « tournant », que le remplacement de « Borba » par Riazanov n'excluait nullement le caractère absolument contradictoire et hésitant de l'activité du Comité (les procès-verbaux du congrès de la Ligue, p. 57, peuvent renseigner les membres du Parti sur la façon dont les choses se présentaient à Martov après son tournant). Martov ne s'est pas borné alors à analyser la question de la discipline ; il a demandé tout net aussi au Comité d'organisation : « Qu'est-il advenu de nouveau pour rendre nécessaire une *refonte* ? » (souligné par moi). Car, en effet, le Comité d'organisation, en faisant sa proposition, n'a même pas eu assez de courage pour défendre son opinion ouvertement, comme l'ont fait Akimov et les autres. Martov le conteste (procès-verbaux de la Ligue, p. 56), mais les lecteurs des procès-verbaux du congrès verront qu'il se trompe. Popov qui fait une proposition au nom du Comité d'organisation ne dit *pas un mot* des motifs (p. 41 des procès-verbaux du congrès du Parti). Egorov

déplace la question vers le paragraphe sur la discipline, mais au fond il affirme seulement : « Le Comité d'organisation peut avoir eu de nouvelles raisons » : ...(mais se sont-elles présentées et lesquelles, c'est ce qu'on ignore) ...« il pouvait bien avoir oublié d'introduire quelqu'un, etc. » (Ce « etc. » est le seul refuge de l'orateur, car le Comité d'organisation ne pouvait avoir *oublié* la question de « Borba » deux fois discutée par lui avant le congrès et une fois en commission.) « Le Comité d'organisation a pris cette décision, non pas parce qu'il a changé d'attitude envers le groupe « Borba », mais parce qu'il veut supprimer les écueils inutiles sur le chemin de la future organisation centrale du Parti dès les premiers pas de son activité. » Ce n'est point là faire un exposé de motifs, c'est s'y dérober. Tout social-démocrate sincère (et nous ne mettons pas en cause la sincérité de quelque congressiste que ce soit) a soin de supprimer ce qu'*il considère* comme un écueil, de supprimer *par les moyens* qu'*il juge* utiles. Motiver, c'est expliquer et formuler avec précision sa manière de voir, au lieu de s'en tirer par un truisme. *Il eût été impossible* de motiver, sans « changer d'attitude envers « Borba », parce que les décisions précédentes, les décisions opposées du Comité d'organisation avaient également eu soin de supprimer les écueils, mais elles les voyaient, ces « écueils » précisément dans la position contraire. Le camarade Martov s'est donc attaqué avec beaucoup de violence et beaucoup de raison à cet argument qu'il a qualifié de « *mesquin* » et dû au désir de « *se récuser* », en conseillant au Comité d'organisation « *de ne pas craindre ce que diront les gens* ». Par ces mots, le camarade Martov a caractérisé à merveille le fond et la signification de la nuance politique qui a joué un rôle immense au congrès et qui se distingue justement par sa veulerie, sa mesquinerie, par l'absence d'une ligne propre, la crainte devant ce que les gens diront, par des oscillations perpétuelles entre les deux parties nettement déterminées, par la peur d'exposer ouvertement son *credo*, en un mot par son « embourbement * ».

* Il en est maintenant dans notre Parti qui, à entendre ce mot, sont saisis d'horreur et crient à une polémique dénuée d'esprit de camaraderie. Etrange altération du jugement sous l'influence du ton officiel... appliqué à contretemps ! Il n'est guère de parti politique

Cette veulerie politique chez le groupe instable a conduit, entre autres, à ceci que *personne*, sauf le bundiste Ioudine (p. 53), n'a déposé au congrès de résolution pour inviter un des membres du groupe « Borba ». Ont voté pour la résolution Ioudine cinq voix, tous vraisemblablement des bundistes : les éléments hésitants ont une fois de plus tourné casaque ! Quel était à peu près le nombre des voix du groupe moyen, c'est ce que montrent les votes des résolutions de Koltsov et de Ioudine sur ce point : l'iskriste avait recueilli 32 voix (p. 47) ; le bundiste, 16, soit en plus des 8 voix anti-iskristes, deux voix du camarade Makhov (cf. p. 46), quatre voix du groupe *Ioujny Rabotchi* et encore deux voix. Nous allons montrer tout à l'heure que cette répartition ne saurait être considérée comme accidentelle, mais notons d'abord sommairement l'opinion *actuelle* de Martov sur cet incident touchant le Comité d'organisation. Martov affirmait devant la Ligue que « Pavlovitch et les autres ont déchaîné les passions ». Il suffit de consulter les procès-verbaux du congrès pour voir que les discours les plus circonstanciés, les plus ardents et les plus véhéments contre « Borba » et le Comité d'organisation appartiennent à Martov lui-même. En cherchant à rejeter la « faute » sur Pavlovitch, il fait preuve seulement d'instabilité : avant le congrès, il avait choisi précisément Pavlovitch comme septième membre de la rédaction ; au congrès, il s'est joint pleinement à Pavlovitch (p. 44) contre Egorov. Puis, après s'être vu infliger une défaite par Pavlovitch, il se met à l'accuser de « déchaîner les passions ». C'est simplement ridicule.

Dans l'*Iskra* (n° 56) Martov ironise parce qu'on attribue une grande importance à l'invitation de X ou de Y. Cette ironie se retourne de nouveau contre Martov, car l'incident touchant le Comité d'organisation a servi précisément d'amorce aux débats engagés sur une question aussi « im-

---

qui, connaissant la lutte intérieure, se soit passé de ce terme dont on se sert toujours pour désigner les éléments instables, qui oscillent entre les combattants. Et les Allemands, qui savent faire tenir la lutte intérieure dans un cadre parfaitement convenable, ne se formalisent pas au sujet du mot « versumpft » et ne se sentent pas saisis d'horreur, ne font pas preuve d'une officielle et ridicule *pruderie* (en français dans le texte *N.R.*).

portante » que l'invitation de X ou de Y au Comité central et à l'organe central. Ce n'est pas bien d'employer deux mesures différentes, suivant qu'il est question de *son propre* « groupe d'ordre inférieur » (par rapport au Parti) ou d'*un autre*. C'est là précisément de l'esprit petit-bourgeois et de l'esprit de cercle, et non une attitude de parti. Un simple rapprochement entre le discours de Martov devant la Ligue (p. 57) et son discours au congrès (p. 44) le prouve amplement. « Je ne comprends pas, disait-il, entre autres, à la Ligue, comment les gens trouvent moyen à la fois de se dire iskristes à tout prix et de se montrer honteux de ce nom. » Etrange incompréhension de la différence qu'il y a entre « se dire » et « être », entre la parole et l'action. Au congrès, Martov *s'est appelé* lui-même adversaire des groupements par contrainte, mais il en *est devenu* partisan après le congrès...

d) DISSOLUTION DU GROUPE « IOUJNY RABOTCHI »

La répartition des voix au sujet du Comité d'organisation peut sembler fortuite. Mais une telle opinion serait erronée ; pour la dissiper nous nous écarterons de l'ordre chronologique et examinerons tout de suite un incident qui, bien que s'étant produit à la fin du congrès, est très étroitement lié au précédent. Cet incident, c'est la dissolution du groupe « Ioujny Rabotchi ». Contre la tendance iskriste en matière d'organisation — cohésion absolue des forces du Parti et suppression du chaos qui les fractionne — se sont affirmés ici les intérêts d'*un* groupe qui, tant qu'il n'y avait pas de parti véritable, avait fait œuvre utile, mais s'est trouvé être superflu après la centralisation du travail. Si l'on ne tient compte que des intérêts de cercle, le groupe « Ioujny Rabotchi » avait autant de droits que l'ancienne rédaction de l'*Iskra* à conserver sa « continuité » et son inviolabilité. Mais si l'on tient compte des intérêts du Parti, ce groupe devait se soumettre à la répartition de son effectif « dans les organisations correspondantes du Parti » (p. 313, fin de la résolution adoptée par le congrès). Du point de vue des intérêts de cercle, du point de vue « petit-bourgeois », c'était forcément « chose délicate » (expression des camarades Roussov et Deutsch) que

la dissolution d'un groupe utile qui, pas plus que l'ancienne direction de l'*Iskra*, ne voulait se laisser dissoudre. Sous l'angle des intérêts du Parti, c'était chose indispensable que cette dissolution, cette « résorption » dans le Parti (expression de Goussev). Le groupe « Ioujny Rabotchi » déclara tout net qu'il « n'estimait pas utile » de se proclamer dissous et qu'il exigeait que « le congrès se prononçât catégoriquement », et cela « immédiatement : oui ou non ». Là-dessus le groupe « Ioujny Rabotchi » invoqua cette même « continuité » à laquelle en appelait la vieille rédaction de l'*Iskra*... après sa dissolution ! « Bien que nous tous — chacun pris à part — formions un parti unique, dit le camarade Egorov, ce parti n'en est pas moins composé de toute une série d'organisations, avec lesquelles il faut compter *comme avec des grandeurs historiques*. Si une semblable organisation *n'est pas nuisible au Parti, il est inutile de la dissoudre.* »

Ainsi une importante question de *principe* a été posée de façon très précise, et tous les iskristes — tant que les intérêts de leur propre cercle n'ont pas pris le dessus — se sont catégoriquement prononcés contre les éléments instables (à ce moment, les bundistes et deux membres du *Rabotchéié Diélo* n'étaient plus au congrès ; très certainement, ils auraient soutenu avec la dernière énergie la nécessité de « compter avec les grandeurs historiques »). Le vote donna *31 pour*, 5 contre et 5 abstentions (les 4 voix des membres du groupe « Ioujny Rabotchi », plus une voix, probablement celle de Biélov, à en juger par ses précédentes déclarations, p. 308). Un groupe de *dix voix*, nettement hostile au plan d'organisation conséquent de l'*Iskra* et défendant l'esprit de cercle contre celui de parti, se dessine très nettement. Au cours des débats, les iskristes posent cette question justement sur le terrain des principes (voir le discours de Lange, p. 315) ; ils se prononcent contre l'amateurisme et la débandade, se refusent à tenir compte des « sympathies » de telle ou telle organisation ; ils déclarent ouvertement : « Si les camarades du « Ioujny Rabotchi », il y a une année ou deux, s'en étaient plus strictement tenus aux principes, l'unité du Parti et le triomphe des principes du programme que nous avons sanctionnés ici, auraient été obtenus plus tôt. » Dans le même esprit se

prononcent et Orlov et Goussev, et Liadov et Mouraviev, et Roussov et Pavlovitch, et Glébov et Gorine. Les iskristes de la « minorité » non seulement ne se dressent pas contre ces mises en garde précises, plusieurs fois présentées au congrès, contre l'insuffisante fermeté de principe de la politique et de la « ligne » du « Ioujny Rabotchi », de Makhov et autres ; non seulement ils ne font pas la moindre réserve à ce sujet, mais au contraire, en la personne de Deutsch, ils s'y associent résolument, condamnant le « chaos » et approuvant « la franchise avec laquelle la question avait été posée » (p. 315) par le camarade Roussov qui *au cours de cette même séance* a eu — ô horreur ! — l'audace de « poser franchement » aussi la question de l'ancienne rédaction essentiellement sur le terrain du Parti (p. 325).

La question de la dissolution du « Ioujny Rabotchi » a provoqué chez ce groupe une indignation terrible, dont les traces demeurent dans les procès-verbaux (il ne faut pas oublier que les procès-verbaux ne donnent qu'une pâle image des débats, car au lieu de discours complets, ils ne fournissent que de brefs résumés ou extraits). Le camarade Egorov a même qualifié de « mensonge » la simple mention du groupe « Rabotchaïa Mysl [92] » à côté de « Ioujny Rabotchi », illustration saisissante de l'attitude qui dominait au congrès envers l'économisme conséquent. Et même beaucoup plus tard, à la 37e séance, Egorov parle de la dissolution du « Ioujny Rabotchi » avec la plus grande irritation (p. 356) ; il demande qu'on inscrive au procès-verbal que, lors des débats sur le « Ioujny Rabotchi », les membres de ce groupe n'ont été consultés ni sur les ressources à affecter à ses publications, ni sur le contrôle de l'organe central et du Comité central. Le camarade Popov, pendant les débats à propos du « Ioujny Rabotchi », fait allusion à la majorité compacte qui aurait décidé d'avance du sort de ce groupe. « *Maintenant*, dit-il (p. 316), *après les discours des camarades Goussev et Orlov, tout est clair.* » Le sens de ces paroles est net : maintenant que les iskristes se sont prononcés et ont présenté une résolution tout est clair, c'est-à-dire qu'il est clair que le « Ioujny Rabotchi » sera dissous contre sa volonté. Le délégué du « Ioujny Rabotchi » délimite lui-même ici les iskristes (tels que Goussev et Orlov) d'avec ses partisans, en tant que

représentants de différentes « lignes » politiques en matière d'organisation. Et lorsque l'actuelle *Iskra* met en avant le groupe «Ioujny Rabotchi » (et aussi, sans doute, Makhov ?) comme des « iskristes-type », cela montre seulement avec précision l'oubli d'événements majeurs (du point de vue de ce groupe) du congrès et le désir de la nouvelle rédaction de brouiller les traces qui révèlent les éléments de ce qu'on appelle la « minorité ».

Malheureusement, la question d'un organe populaire n'a pas été soulevée au congrès. Tous les iskristes ont débattu cette question avec une animation extrême, avant et pendant le congrès, hors des séances. Ce faisant, ils convenaient qu'à l'heure actuelle de la vie du Parti entreprendre la publication d'un tel organe ou bien en faire un avec un des organes existants, serait chose extrêmement irrationnelle. Les anti-iskristes se sont prononcés au congrès dans un sens opposé, le groupe « Ioujny Rabotchi » a fait de même dans son rapport. Et l'on ne peut expliquer que par l'effet du hasard ou par le refus de soulever une question « insoluble » qu'une résolution appropriée n'ait pas été votée sous la signature de dix personnes.

e) L'INCIDENT À PROPOS DE L'ÉGALITÉ DES LANGUES

Reprenons l'ordre des séances du congrès.

Nous avons pu nous convaincre maintenant qu'avant même l'examen des questions quant au fond, on avait vu s'ébaucher au congrès non seulement un groupe très net d'anti-iskristes (8 voix), mais aussi un groupe d'éléments intermédiaires. instables, prêts à soutenir ces 8 et à les porter jusqu'à 16-18 environ.

La question de la place du Bund dans le Parti, débattue au congrès avec trop, beaucoup trop de détails, s'est réduite à l'adoption d'une thèse de principe, la solution pratique étant remise jusqu'à l'examen des relations sur le plan de l'organisation. Attendu que les publications d'avant le congrès réservent une assez grande place à l'étude des problèmes s'y rapportant, la discussion au congrès même n'a pas donné grand-chose de nouveau. Toutefois l'on ne peut s'empêcher de marquer que les partisans du *Rabotchéié Diélo* (Martynov, Akimov et Brucker), tout en acquies-

çant à la résolution de Martov, ont fait cette réserve qu'ils la trouvaient insuffisante, et qu'ils n'étaient pas d'accord sur les conclusions qui en découlaient (pp. 69, 73, 83, 86).

Ensuite, le congrès est passé à la question du programme. Ici, les débats se sont principalement déroulés autour d'amendements de détail offrant peu d'intérêt. Du point de vue des principes, l'opposition anti-iskriste ne s'est manifestée que dans la campagne du camarade Martynov contre la fameuse question de la spontanéité et de la conscience. Naturellement, les bundistes et les membres du *Rabotchéié Diélo*, au grand complet, se déclarèrent pour Martynov. L'inconsistance de ses objections a été démontrée, entre autres, par Martov et Plékhanov. A titre de curiosité, nous indiquerons qu'aujourd'hui la rédaction de l'*Iskra* (sans doute après réflexion) s'est rangée aux côtés de Martynov et dit le contraire de ce qu'elle disait au congrès ! Ceci est conforme, sans doute, au fameux principe de « continuité »... Il ne reste qu'à attendre que la rédaction s'y reconnaisse pleinement et nous explique dans quelle mesure précisément elle a été d'accord avec Martynov, en quoi précisément et depuis quand. Dans cette attente, nous demanderons seulement si l'on a jamais vu un organe *de parti* dont la rédaction se soit mise, après le congrès, à dire le contraire de ce qu'elle disait au congrès.

Laissons de côté les débats sur la reconnaissance de l'*Iskra* comme organe central (nous en avons déjà parlé plus haut) et le commencement des débats sur les statuts (il vaudra mieux y revenir lors de l'examen des statuts dans leur ensemble), et passons aux nuances de principe apparues dans la discussion du programme. Soulignons avant tout un détail des plus caractéristiques : les débats sur la représentation proportionnelle. Le camarade Egorov, du « Ioujny Rabotchi », proposait de l'introduire dans le programme et défendait son point de vue d'une façon telle qu'il provoqua la juste remarque de Possadovski (iskriste de la minorité) sur un « désaccord sérieux ». « Il est certain, déclara le camarade Possadovski, que nous ne sommes pas d'accord sur un point essentiel : *faut-il faire dépendre notre politique future de tels ou tels grands principes démocratiques auxquels nous accorderions une valeur absolue*, ou bien tous les principes démocratiques doivent-ils

être subordonnés uniquement aux intérêts de notre Parti ? Je me prononce catégoriquement pour cette dernière opinion. » Plékhanov « se solidarise entièrement » avec Possadovski, et s'élève en termes encore plus précis et plus catégoriques contre « la valeur absolue des principes démocratiques », contre leur interprétation « abstraite ». « Nous pouvons envisager l'hypothèse, dit-il, où nous autres, social-démocrates, nous nous prononcerions contre le suffrage universel. Il fut un temps où la bourgeoisie des républiques italiennes privait de leurs droits politiques les personnes appartenant à la noblesse. Le prolétariat révolutionnaire pourrait limiter les droits politiques des classes supérieures, de même que celles-ci ont jadis limité ses droits politiques à lui. » Le discours de Plékhanov est accueilli par des applaudissements et des *huées*. Et, comme il proteste contre le *Zwischenruf* * : « Il n'y a pas de quoi huer », et prie les camarades de ne pas se gêner, le camarade Egorov se lève et dit : « Du moment que de pareils discours provoquent des applaudissements, j'estime de mon devoir de les accueillir par des huées. » Avec le camarade Goldblatt (délégué du Bund), le camarade Egorov se prononce contre les vues de Possadovski et de Plékhanov. Malheureusement, les débats furent clos et la question soulevée à leur occasion fut escamotée. Mais c'est en vain que le camarade Martov s'efforce maintenant d'affaiblir et même de réduire à néant son importance, en disant au congrès de la Ligue : « Ces paroles (de Plékhanov) ont provoqué l'indignation d'une partie des délégués, indignation que l'on aurait pu éviter sans peine si le camarade Plékhanov avait ajouté que, bien entendu, on ne pouvait se représenter pareille situation tragique où le prolétariat, pour consolider sa victoire, aurait à fouler aux pieds des droits politiques tels que la liberté de la presse... (Plékhanov : « Merci ! »**) » (p. 58 des procès-verbaux de la Ligue). Cette interprétation contredit *foncièrement* la déclaration tout à fait catégorique du camarade Possadovski *au congrès* sur le « désaccord sérieux » et la divergence sur un « point

* Réplique lancée de la salle pendant le discours de l'orateur. (*N.R.*)

** En français dans le texte. (*N.R.*)

essentiel ». Sur ce sujet fondamental tous les iskristes se sont prononcés *contre* les représentants de la « droite » anti-iskriste (Goldblatt) et le « centre » du congrès (Egorov). C'est un fait, et l'on peut assurer hardiment que si le « centre » (j'espère que ce mot choquera moins que tout autre les partisans « officiels » des euphémismes...) devait (en la personne du camarade Egorov ou Makhov) se prononcer « *sans contrainte* » sur cette question ou questions analogues, un désaccord sérieux éclaterait aussitôt.

Les divergences sont apparues d'une façon encore plus frappante à propos de « l'égalité des langues » (pp. 171 et suivantes des procès-verbaux). Sur ce point, les débats sont moins éloquents que les votes : en faisant le compte, on arrive au chiffre incroyable de *seize* ! Pourquoi cela ? Pour savoir s'il suffit de marquer dans le programme l'égalité de tous les citoyens, indépendamment du sexe, etc., et *de la langue*, ou bien il faut dire : « liberté de la langue » ou « égalité des langues ». Au congrès de la Ligue, le camarade Martov a assez bien caractérisé cet épisode en disant qu'«une discussion insignifiante sur la rédaction d'un point du programme avait pris une importance de principe, parce que la moitié du congrès était prête à renverser la commission du programme ». C'est tout à fait cela *. Le prétexte du conflit était réellement sans importance ; néanmoins, celui-ci a pris un vrai caractère *de principe* et, par

* Martov ajoute : « En l'occurrence, Plékhanov nous a causé un grand préjudice par sa boutade sur les ânes » (comme il s'agissait de la liberté de la langue, un bundiste a, ce me semble, fait mention — au nombre des entreprises — de haras, et Plékhanov a jeté en aparté : « les chevaux ne parlent pas, mais pour les ânes il leur arrive parfois de parler »). Je ne saurais voir, bien entendu, dans cette boutade trop de douceur, d'esprit d'accommodement, de circonspection, de souplesse. Pourtant, il me paraît étrange que Martov, tout en reconnaissant la *signification de principe* du débat, ne cherche absolument pas à savoir en quoi réside ici l'esprit de principe et quelles nuances se sont affirmées là ; il se borne à signaler le « préjudice » des boutades. Voilà, en vérité, un point de vue bureaucratique et formaliste ! Les boutades ont vraiment « causé un grand préjudice au congrès », non seulement celles visant les bundistes, mais aussi celles relatives aux personnes que les bundistes avaient parfois soutenues et même sauvées de la déconfiture. Mais dès l'instant où la signification de principe de cet incident a été reconnue, il n'est pas permis de s'en tirer par une phrase sur « l'inadmissibilité » (p. 58 des procès-verbaux de la Ligue) de certaines boutades.

suite, des formes effroyablement acharnées, allant jusqu'à la tentative de « *renverser* » la commission du programme, jusqu'à suspecter de vouloir « *torpiller le congrès* » (ce dont Egorov soupçonnait Martov !), jusqu'à échanger des observations personnelles de la nature la plus... injurieuse (p. 178). Même le camarade Popov a « exprimé son regret de voir, à propos de vétilles, se créer une *pareille atmosphère* » (c'est moi qui souligne, p. 182), atmosphère qui régna durant 3 séances (16, 17 et 18).

Toutes ces expressions dénotent de la manière la plus précise, la plus nette, ce fait très important que l'atmosphère de « suspicion » et de lutte, sous les formes les plus exaspérées (le « renversement ») — atmosphère dont la création fut plus tard, au congrès de la Ligue, imputée à la majorité des iskristes ! — existait en réalité *bien avant que nous fussions divisés en majorité et en minorité.* Je le répète, c'est un fait d'une haute importance, un fait essentiel dont l'incompréhension amène une quantité de gens à croire bien à la légère au caractère artificiel de la majorité à l'issue du congrès. Du point de vue actuel du camarade Martov affirmant qu'il y avait au congrès neuf dixièmes d'iskristes, il apparaît absolument inexplicable et saugrenu que pour des « vétilles », pour un prétexte « insignifiant », ait pu éclater un conflit qui a pris un « caractère de principe » et a failli aboutir au renversement de la commission du congrès. Il serait ridicule de se débarrasser de *ce fait* par des doléances et des regrets à propos de traits d'esprit « préjudiciables ». Le conflit ne pouvait prendre une signification *de principe* à cause de la violence de quelque boutade que ce soit. Cette signification ne pouvait provenir que du caractère des groupements politiques au congrès. Ce ne sont ni les violences de parole ni les boutades qui ont provoqué le conflit ; elles n'ont été qu'un *symptôme* de ce fait que des « contradictions » existaient au sein du groupement politique du congrès, qu'il y avait là des germes de conflit, un manque de cohésion intérieure qui, avec une force immanente, perçait à la moindre occasion, *même insignifiante.*

Au contraire, du point de vue dont je considère le congrès, et que j'estime de mon devoir de défendre, en tant que certaine compréhension politique des événements,

encore qu'une telle compréhension puisse paraître choquante pour certains, de ce point de vue apparaît parfaitement clair et inévitable le caractère extrêmement violent du conflit *de principe* surgi pour un motif « insignifiant ». Du moment que, durant le congrès, la lutte s'est poursuivie *sans cesse* entre iskristes et anti-iskristes ; du moment qu'entre eux se trouvaient des éléments instables et que ces derniers, avec les anti-iskristes, formaient le tiers des suffrages (8 + 10=18 voix sur 51, d'après mes calculs évidemment approximatifs), il est bien compréhensible et naturel que *toute séparation d'avec les iskristes, fût-ce d'une faible minorité*, pouvait donner la victoire à la tendance anti-iskriste et suscitait par conséquent une lutte « exaspérée ». Ce n'est point là le résultat d'acerbes plaisanteries ou d'attaques véhémentes, mais le résultat d'une certaine combinaison politique. Ce ne sont pas les violences de parole qui ont provoqué le conflit politique, c'est l'existence d'un conflit politique entre les groupements mêmes du congrès qui a provoqué les violences et les attaques : c'est dans cette opposition que réside notre divergence majeure, divergence de principe, avec Martov quant à l'appréciation de la portée politique du congrès et de ses résultats.

Le congrès a enregistré trois exemples particulièrement marquants de séparation d'un nombre insignifiant d'iskristes d'avec leur majorité — égalité des langues, § 1 des statuts et élections, — et dans chacun des trois cas, une lutte acharnée s'est livrée qui, en fin de compte, a conduit à la crise actuelle, si aiguë, du Parti. Pour comprendre le sens politique de cette crise et de cette lutte, il ne faut pas se borner à des phrases sur des boutades inadmissibles ; il faut examiner les groupements politiques d'après les nuances qui se sont affrontées au congrès. L'incident à propos de l'« égalité des langues » offre, par conséquent, un double intérêt en ce sens qu'il explique les raisons de la divergence, car ici Martov était encore (était encore !) un iskriste et combattait, peut-être plus que tous les autres, les anti-iskristes et le « centre ».

La bataille a commencé par une discussion entre le camarade Martov et le leader des bundistes, le camarade Liber (pp. 171-172). Martov démontre que la revendication

de l'« égalité des citoyens » est suffisante. La « liberté des langues » est repoussée, mais on met aussitôt en avant l'« égalité des langues », et le camarade Egorov part en guerre en commun avec Liber, Martov déclare que c'est du *fétichisme* « quand des orateurs insistent sur l'égalité des nationalités et reportent l'inégalité dans le domaine de la langue. Or, la question doit être examinée d'un tout autre côté : il existe l'inégalité des nationalités, laquelle s'exprime entre autres par ceci que des gens appartenant à une certaine nationalité sont privés du droit d'user de leur langue maternelle » (p. 172). Martov avait alors parfaitement raison. En effet, c'était quelque chose comme du fétichisme, la tentative absolument inconsistante de Liber et d'Egorov de défendre la justesse de leur formule et de nous attribuer le refus ou l'incapacité de faire adopter le principe de l'égalité des nationalités. En réalité, en tant que « fétichistes », ils ont défendu précisément le mot, et non le principe ; ils ont agi non par crainte de quelque erreur de principe, mais par crainte de ce que les gens pourraient dire. C'est cette mentalité instable (et si les « autres » allaient nous accuser de cela ?) — constatée par nous lors de l'incident touchant le Comité d'organisation —, que tout notre « centre » a manifestée de toute évidence. Un autre de ses représentants, proche du groupe « Ioujny Rabotchi », le délégué de la région minière Lvov, « considère que la question relative à l'oppression des langues, mise en avant par les régions périfériques, est très sérieuse. Il importe que, ayant inscrit dans notre programme un paragraphe concernant la langue, nous écartions toute hypothèse de russification, dont on pourrait soupçonner les social-démocrates ». Voilà bien de quoi motiver le « sérieux » de la question. La question est très sérieuse *parce qu'*il faut écarter les soupçons éventuels des territoires limitrophes ! L'orateur n'avance absolument rien quant au fond, il ne répond pas aux accusations de fétichisme, il les confirme entièrement, faisant preuve d'une absence totale d'arguments, prenant prétexte de ce que pourraient dire les peuples de ces territoires. Tout ce qu'ils *pourraient* dire *est faux*, lui réplique-t-on. Au lieu de chercher à savoir ce qui est juste ou ce qui ne l'est pas, il répond : « *On pourrait soupçonner.* »

Une telle façon de poser le problème, en lui attribuant un caractère sérieux et important, prend véritablement une signification de principe, mais pas du tout celui que voulaient y découvrir les Liber, les Egorov et les Lvov. La question de principe est de savoir si nous devons laisser les organisations et les membres du Parti appliquer les principes généraux et essentiels du programme, en tenant compte des conditions concrètes et en les développant dans ce sens, ou si nous devons, par simple crainte des soupçons, remplir le programme de menus détails, d'indications particulières, de redites, de casuistique. La question de principe est de savoir comment les social-démocrates peuvent dans la lutte avec la casuistique percevoir (« soupçonner ») des tentatives de restriction des droits et libertés démocratiques élémentaires. Quand donc allons-nous enfin renoncer à cette prosternation fétichiste devant les cas d'espèce ? — telle est l'idée qui nous est apparue lors de la lutte autour des « langues ».

Le groupement des délégués dans cette lutte apparaît plus clairement que jamais grâce à l'abondance des votes nominaux. Il y en a eu trois. Contre le noyau iskriste se dressent constamment, comme un seul homme, tous les anti-iskristes (8 voix) et, avec de très légers flottements, tout le centre (Makhov, Lvov, Egorov, Popov, Medvédev, Ivanov, Tsarev, Biélov ; seuls les deux derniers avaient hésité au commencement, tantôt s'abstenant, tantôt votant avec nous, et n'ont pris définitivement position qu'au troisième vote). Une partie des iskristes se détache, principalement les Caucasiens (3, avec 6 voix), ce qui en fin de compte donne l'avantage à l'orientation « fétichiste ». Au troisième vote, quand les partisans des deux tendances eurent bien défini leurs positions, 3 Caucasiens avec 6 voix se détachèrent des iskristes de la majorité pour rejoindre le camp opposé ; 2 avec 2 voix, Possadovski et Kostitch, abandonnent les iskristes de la minorité ; lors des deux premiers votes étaient passés au camp adverse ou s'étaient abstenus : Lenski, Stépanov et Gorski de la majorité iskriste, et Deutsch de la minorité. *La séparation de 8 voix iskristes (sur un total de 33) donna l'avantage à la coalition des anti-iskristes et des éléments instables.* C'est là le *fait essentiel* en ce qui concerne les groupements du congrès,

fait qui s'est renouvelé (seulement lors de la séparation *d'autres* iskristes) lors du vote du § 1 des statuts aussi bien que pendant les élections. Il n'est pas étonnant que ceux qui ont connu un échec aux élections s'emploient maintenant à fermer les yeux sur les *raisons politiques* de cet échec, sur les *points de départ* de la lutte des nuances, qui révélait de plus en plus et dénonçait d'une manière toujours plus implacable devant le Parti les éléments instables et politiquement veules. L'incident touchant l'égalité des langues nous montre cette lutte avec d'autant plus de relief que, à l'époque, le camarade Martov n'avait pas encore eu le temps de mériter les louanges et l'approbation d'Akimov et de Makhov.

f) LE PROGRAMME AGRAIRE

L'inconséquence, quant aux principes, des anti-iskristes et du « centre » s'est encore manifestée d'une façon saisissante dans les débats sur le programme agraire, qui ont pris beaucoup de temps au congrès (pp. 190-226 des procès-verbaux) et ont soulevé nombre de questions extrêmement intéressantes. Comme il fallait s'y attendre, la campagne contre le programme est ouverte par le camarade Martynov (après des remarques de détail faites par les camarades Liber et Egorov). Il avance ce vieil argument selon lequel en corrigeant « précisément cette injustice historique », nous « consacrons » indirectement, prétend-il, « d'autres injustices historiques », etc. De son côté se range aussi le camarade Egorov pour qui même « la signification de ce programme n'est pas claire. Est-ce un programme pour nous, c'est-à-dire fixe-t-il les revendications que nous formulons, ou bien voulons-nous le rendre populaire » (! ? ! ?). Le camarade Liber « voudrait faire les mêmes remarques que le camarade Egorov ». Le camarade Makhov intervient avec l'énergie qui lui est coutumière en déclarant que la « majorité (?) des orateurs ne comprend pas du tout ce qu'est le programme présenté et quels buts il poursuit ». Ce document, voyez-vous, « pourrait difficilement passer pour un programme agraire social-démocrate » ; il... « joue, dirait-on, à la correction des injustices historiques » ; il porte « une teinte de démagogie et d'esprit d'aventure ». La confirmation théorique de cette philosophie c'est, comme d'ha-

bitude, l'outrance et la simplification du marxisme vulgaire: les iskristes voudraient soi-disant « manœuvrer les paysans comme un tout homogène ; mais comme les paysans sont depuis longtemps (?) déjà divisés en classes, la présentation d'un programme unique a pour conséquence inévitable qu'il devient démagogique dans son ensemble et, à son application, se transformera en aventure » (202). Le camarade Makhov « révèle sans le faire exprès » la cause véritable de l'attitude négative observée à l'égard de notre programme agraire par beaucoup de social-démocrates prêts à « reconnaître » l'*Iskra* (comme l'a fait Makhov lui-même), mais qui n'ont absolument pas réfléchi à son orientation, à sa position théorique et pratique. C'est bien en effet l'interprétation vulgaire du marxisme, appliqué à un phénomène aussi complexe et multiple que la forme actuelle de l'économie paysanne russe, qui a fait et fait encore que ce programme n'est pas compris ; la faute n'en est nullement aux divergences de détail. Et ce point de vue du marxisme vulgaire a vite rallié les leaders des éléments anti-iskristes (Liber et Martynov) et du « centre » (Egorov et Makhov). Le camarade Egorov a de même exprimé franchement l'un des traits caractéristiques du « Ioujny Rabotchi » et des groupes ou cercles gravitant vers lui, à savoir : l'incompréhension de l'importance du mouvement paysan, l'incompréhension du fait que le côté faible de nos social-démocrates pendant les fameuses premières révoltes paysannes n'était pas la surestimation, mais plutôt la sous-estimation du rôle de ce mouvement (ainsi d'ailleurs que le manque de force pour l'utiliser). « Je suis loin de partager l'engouement de la rédaction pour le mouvement paysan, a dit le camarade Egorov, engouement qui, après les troubles paysans, s'est emparé de nombreux social-démocrates. » Le camarade Egorov n'a malheureusement pas pris la peine d'expliquer au congrès, de façon un peu précise, en quoi a consisté cet engouement de la *rédaction*, non plus que de donner des indications concrètes sur la documentation fournie par l'*Iskra*. De plus, il a oublié que *tous* les points essentiels de notre programme agraire ont été développés dans l'*Iskra* dès son troisième numéro *,

* Voir Œuvres, Paris-Moscou, tome 4, pp. 437-445. (*N.R.*)

c'est-à-dire *longtemps avant* les troubles paysans. Ceux qui « reconnaissaient » l'*Iskra* autrement qu'en paroles ne feraient pas mal d'accorder un peu plus d'attention à ses principes théoriques et tactiques !

« Non, parmi les paysans nous ne pouvons pas faire grand-chose ! » s'exclame le camarade Egorov. Et il explique ensuite cette exclamation, non pas comme une protestation contre tel ou tel « engouement » particulier, mais comme une négation de toute notre position : « Cela signifie donc que notre mot d'ordre ne peut faire concurrence à un mot d'ordre aventureux. » Formule éminemment caractéristique de cette absence de principes qui ramène tout à une « concurrence » entre mots d'ordre de différents partis ! Et cela est dit après que l'orateur se soit déclaré « satisfait » des explications théoriques indiquant que nous visons à un succès durable dans l'agitation, sans nous laisser troubler par des insuccès temporaires, et qu'un succès durable (en dépit des hauts cris des « concurrents »... d'une minute) est impossible sans que soit assignée au programme une ferme base théorique (p. 196). Quelle confusion est ainsi révélée ! On se déclare « satisfait », et puis on reprend aussitôt les propositions vulgaires héritées du vieil économisme, pour qui la « concurrence entre mots d'ordre » décidait toutes les questions non seulement du programme agraire, mais de tout le programme et de toute la tactique de la lutte économique et politique. « Vous n'obligerez pas l'ouvrier agricole, disait le camarade Egorov, à lutter aux côtés du paysan riche pour les *otrezki* qui, en grande partie, se trouvent déjà entre les mains de ce paysan riche. »

Toujours la même simplification, proche parente de notre économisme opportuniste, qui affirmait qu'il est impossible d'« obliger » le prolétaire à lutter pour ce qui est en grande partie détenu par la bourgeoisie, et qui tombera entre ses mains, en plus grande partie encore à l'avenir. Toujours la même interprétation vulgaire qui oublie les particularités russes des rapports capitalistes entre ouvriers agricoles et paysans riches. Aujourd'hui, les parcelles pèsent en fait sur l'ouvrier agricole *aussi*, et point n'est besoin de l'« obliger » à lutter pour se libérer de son asservissement. Ceux qu'il faut « obliger », ce sont certains intellectuels ; il faut les obliger à envisager leurs tâches

plus largement, les obliger à ne plus employer des formules stéréotypées en examinant des questions concrètes, les obliger à compter avec la conjoncture historique, qui complique et modifie nos objectifs. Seul le préjugé que le moujik est bête, préjugé qui perce, selon la juste remarque de Martov (p. 202), dans les discours de Makhov et autres adversaires du programme agraire, — seul ce préjugé explique cet oubli, chez nos adversaires, des conditions d'existence réelles de notre ouvrier agricole.

Après avoir simplifié la question en la ramenant à cette opposition toute nue : ouvrier et capitaliste, les représentants de notre « centre » se sont efforcés, comme de juste, de rejeter leur étroitesse d'esprit sur le moujik. Le camarade Makhov disait : « C'est précisément parce que je considère le moujik intelligent dans la mesure étroite de son point de vue de classe que je crois qu'il soutiendra l'idéal petit-bourgeois de la mainmise et du partage. » Ici l'on confond visiblement deux choses : la caractéristique du point de vue de classe du moujik, considéré comme un petit bourgeois, et le *rétrécissement* de ce point de vue, sa réduction à une « mesure étroite ». C'est dans cette réduction que consiste l'erreur des Egorov et des Makhov (tout comme l'erreur des Martynov et des Akimov consistait à réduire à une « mesure étroite » le point de vue du prolétaire). Pourtant, la logique et l'histoire nous enseignent que le point de vue de classe petit-bourgeois peut être plus ou moins étroit, plus ou moins progressif, précisément à cause de la position double qui est celle du petit bourgeois. Et notre tâche n'est pas du tout de laisser tomber les bras de découragement devant l'étroitesse (la « bêtise ») du moujik ou sa soumission au « préjugé », mais au contraire d'élargir constamment son horizon, d'aider son jugement à vaincre son préjugé.

Le point de vue du « marxisme » vulgaire sur la question agraire en Russie a trouvé son expression culminante dans les derniers mots du discours de principe du camarade Makhov, fidèle défenseur de la vieille rédaction de l'*Iskra*. Ce n'est pas sans raison que ces mots ont été accueillis par des applaudissements... ironiques, il est vrai : « Je ne sais vraiment pas ce qu'il convient d'appeler un malheur », dit le camarade Makhov, indigné de la remarque de Plékha-

nov indiquant que le mouvement en faveur d'un partage noir [93] n'était nullement pour nous effrayer, que ce n'est pas nous qui allions entraver ce mouvement progressiste (bourgeoisement progressiste). « Mais cette révolution, poursuit le camarade Makhov, s'il est permis de l'appeler ainsi, ne sera pas révolutionnaire. Je dirais mieux : ce ne sera plus une révolution, mais une réaction (r i r e s), une révolution dans le genre d'une émeute... Pareille révolution nous rejetterait en arrière, et il nous faudrait du temps pour revenir au point où nous en sommes aujourd'hui. Or, maintenant, nous possédons beaucoup plus que lors de la révolution française (a p p l a u d i s s e m e n t s i r o n i q u e s) ; nous possédons le parti social-démocrate » (r i r e s)... Oui, un parti social-démocrate qui raisonnerait à la façon de Makhov, ou qui aurait des organismes centraux s'appuyant sur les Makhov, mériterait vraiment qu'on en rie...

Ainsi, nous voyons que même à propos de questions purement de principe, soulevées par le programme agraire, le groupement que nous connaissons déjà s'est immédiatement fait sentir. Les anti-iskristes (8 voix) partent en campagne au nom du marxisme vulgaire ; les chefs du « centre », les Egorov et les Makhov, leur emboîtent le pas, trébuchant et glissant continuellement vers la même conception étroite. C'est pourquoi il est tout naturel que sur certains paragraphes du programme agraire, le vote donne des chiffres de 30 à 35 voix pour (pp. 225 et 226), c'est-à-dire justement le chiffre approximatif que nous avons eu dans la discussion sur la place à assigner à la question du Bund, à propos de l'incident du Comité d'organisation et de la fermeture du « Ioujny Rabotchi ». Il suffit que soit soulevée une question sortant un peu de l'ordinaire et des schémas établis, exigeant que la théorie de Marx soit appliquée d'une façon tant soit peu indépendante à des rapports économiques et sociaux particuliers et nouveaux (nouveaux pour les Allemands), pour qu'aussitôt les iskristes capables de se mettre à la hauteur de la situation se réduisent aux 3/5 des voix, et que tout le « centre » se range immédiatement aux côtés des Liber et des Martynov. Or, le camarade Martov s'efforce d'estomper encore ce fait évident ; il élude peureusement les votes où les nuances se sont nettement révélées !

Les débats sur le programme agraire font ressortir la lutte soutenue par les iskristes contre les deux cinquièmes bien comptés du congrès. Les délégués caucasiens ont occupé ici une position parfaitement juste, en grande partie sans doute grâce à leur connaissance approfondie des formes locales des innombrables survivances féodales, ce qui les a prémunis contre les oppositions stériles et scolastiquement abstraites dont se contentaient les Makhov. Contre Martynov et Liber, contre Makhov et Egorov se sont dressés tout à la fois Plékhanov, Goussev (qui a confirmé qu'il lui « était assez souvent arrivé de rencontrer parmi les camarades militants en Russie un point de vue aussi pessimiste »... que celui du camarade Egorov... « sur notre travail à la campagne »), Kostrov [94], Karski, Trotski. Ce dernier indique avec raison que les « bienveillants conseils » des critiques du programme agraire « sentent trop le *philistin* ». Il faut seulement noter, en ce qui concerne l'étude des groupements politiques au congrès, que dans ce passage de son discours (p. 208) il a eu tort, sans doute, de placer le camarade Lange aux côtés d'Egorov et de Makhov. Quiconque lira attentivement les procès-verbaux verra que la position de Lange et Gorine n'est pas du tout celle d'Egorov et de Makhov. La formule concernant le paragraphe des « otrezki » déplaît à Lange et Gorine, ils comprennent fort bien l'idée de notre programme agraire mais cherchent à l'appliquer *autrement* ; ils s'efforcent posément de trouver une formule plus irréprochable, selon eux, et déposent des projets de résolutions afin de convaincre les auteurs du programme ou bien de se ranger à leurs côtés contre tous les non-iskristes. Il suffit de comparer, par exemple, les propositions de Makhov sur le rejet de l'ensemble du programme agraire (p. 212, *neuf* pour, 38 contre) et de ses différents paragraphes (p. 216, etc.) à la position de Lange qui propose une rédaction personnelle du paragraphe sur les *otrezki* (p. 225), pour se rendre compte de ce qui les distingue foncièrement *.

Parlant des arguments qui sentent le « philistin », le camarade Trotski indique ensuite que « dans la période ré-

* Voir le discours de Gorine, p. 213.

volutionnaire qui vient, nous devons nous lier aux paysans »... « Face à cette tâche, le scepticisme et la « perspicacité » politique de Makhov et d'Egorov sont plus nuisibles que la pire myopie. » Le camarade Kostitch, autre iskriste de la minorité, a fort bien signalé « le manque d'assurance, l'instabilité sur le terrain des principes » du camarade Makhov, — caractéristique qui convient on ne peut mieux à notre « centre ». « Dans son pessimisme, le camarade Makhov rejoint le camarade Egorov, quoiqu'il y ait entre eux des nuances — poursuit le camarade Kostitch. Il oublie que d'ores et déjà les social-démocrates travaillent parmi les paysans, qu'ils dirigent leur mouvement dans la mesure où la chose est possible. Et par ce pessimisme, ils rétrécissent l'étendue de notre action » (p. 210).

Pour en finir avec les débats du congrès sur le programme, relevons encore de courtes discussions sur le soutien à accorder aux courants d'opposition. Dans notre programme, il est dit explicitement que le Parti social-démocrate appuie « tout mouvement d'*opposition* et révolutionnaire *dirigé contre le régime social et politique existant en Russie* ». Cette dernière réserve montre assez clairement, semble-t-il, *quels sont* les courants d'opposition que nous soutenons. Et pourtant, *ici de même*, les différentes nuances depuis longtemps apparues dans notre Parti, se sont fait sentir aussitôt, encore qu'il fût bien difficile de supposer que sur une question aussi remâchée il pût subsister « des doutes et des malentendus » ! Evidemment, il s'agissait non pas de malentendus, mais de *nuances*. Makhov, Liber et Martynov ont immédiatement sonné l'alarme et se sont avérés derechef en minorité « compacte », au point que le camarade Martov ici encore aurait peut-être dû expliquer la chose par une intrigue, par des manigances, par la diplomatie et autres traits charmants (voir son discours au congrès de la Ligue), auxquels recourent les gens incapables de voir clair dans les raisons politiques de la formation des groupes « compacts » de la minorité comme de la majorité.

Encore une fois, Makhov débute par une simplification vulgaire du marxisme : « Chez nous, déclare-t-il, la seule classe révolutionnaire est le prolétariat. » Et de cette juste thèse il tire immédiatement une conclusion fausse : « les autres classes sont comme ci comme ça, la mouche du

coche (r i r e g é n é r a l)... Oui, la mouche du coche, et elles ne cherchent qu'à tirer profit. Je ne suis pas pour qu'on les soutienne » (p. 226). Cette formulation inouïe que Makhov a donnée de sa position a troublé beaucoup de gens (parmi ses partisans). Mais au fond Liber et Martynov sont d'accord avec lui, puisqu'ils proposent de supprimer le mot « opposition » ou de le limiter en y ajoutant « démocratique ». Contre cet amendement de Martynov s'est insurgé avec raison Plékhanov. « Nous devons critiquer les libéraux, dit-il, démasquer leur caractère hybride. C'est vrai... Mais, en démasquant l'étroitesse et les bornes de tous les mouvements autres que le mouvement social-démocrate, nous avons le devoir d'expliquer au prolétariat que, en comparaison de l'absolutisme, même une constitution qui n'accorderait pas le suffrage universel serait un pas en avant, et que, par conséquent, il ne doit pas préférer le régime existant à une constitution de ce genre. » Les camarades Martynov, Liber et Makhov ne sont pas d'accord là-dessus et défendent leur position qu'attaquent Axelrod, Starover, Trotski et encore une fois Plékhanov. Le camarade Makhov a trouvé moyen, une fois de plus, de se battre lui-même. D'abord, il a déclaré que les autres classes (hormis le prolétariat) sont « comme ci, comme ça » et qu'« il n'est pas pour qu'on les soutienne ». Ensuite il s'est radouci et a admis que « tout en étant au fond réactionnaire, la bourgeoisie est souvent révolutionnaire, par exemple quand il s'agit de combattre la féodalité et ses vestiges ». « Mais il est des groupes, continuait-il en tombant de Charybde en Scylla, qui sont toujours (?) réactionnaires, par exemple les artisans. » Voilà les perles en fait de principes auxquelles en sont arrivés ces leaders de notre « centre », ceux-là mêmes qui plus tard, l'écume aux lèvres, ont défendu la vieille rédaction ! Ce sont bien les artisans qui, même en Europe occidentale, où l'organisation corporative était si forte, ont fait preuve, comme d'ailleurs les autres petits bourgeois des villes, d'un esprit particulièrement révolutionnaire à l'époque de la chute de l'absolutisme. Pour un social-démocrate russe surtout, il est ridicule de répéter sans réfléchir ce que les camarades d'Occident disent des artisans actuels, un siècle ou un demi-siècle après la chute de l'absolutisme. Affirmer que dans le domaine

politique les artisans russes sont réactionnaires par rapport à la bourgeoisie, c'est simplement reprendre une phrase toute faite, apprise par cœur.

Il est regrettable que les procès-verbaux n'aient conservé aucune indication relative au nombre des voix recueillies par les amendements rejetés de Martynov, Makhov et Liber sur ce point. Nous pouvons seulement dire que les chefs des éléments anti-iskristes et un des leaders du « centre »* se sont coalisés ici encore dans le groupement que nous connaissons déjà, contre les iskristes. En faisant le bilan de *tous* les débats sur le *programme*, on ne peut s'empêcher de conclure : pas *une seule fois* on n'a vu se dérouler des débats tant soit peu animés, ayant soulevé l'intérêt général, qui n'aient marqué la différence de nuances, escamotée aujourd'hui par le camarade Martov et la nouvelle rédaction de l'*Iskra*.

g) LES STATUTS DU PARTI, PROJET DU CAMARADE MARTOV

Après le programme, le congrès est passé aux statuts du Parti (nous laissons de côté la question ci-dessus mentionnée de l'organe central, ainsi que les rapports des délégués dont la plupart n'ont pu, malheureusement, les présenter sous une forme satisfaisante). Inutile de dire que la question des statuts avait pour nous tous une importance considérable. En effet, l'*Iskra* avait agi dès le début non seulement en qualité d'organe littéraire, mais aussi en qualité de cellule *d'organisation*. Dans l'éditorial du numéro quatre « Par où commencer ? », l'*Iskra* avait préconisé tout

* L'autre leader de ce même groupe, du « centre », le camarade Egorov, s'est prononcé ailleurs, à propos de la résolution d'Axelrod sur les socialistes-révolutionnaires (p. 359), sur le soutien des courants d'opposition. Le camarade Egorov a vu une « contradiction » entre *soutenir* tout mouvement révolutionnaire et d'opposition, comme il est dit dans le programme, et *condamner* les socialistes-révolutionnaires et les libéraux. Abordant la question sous une autre forme et d'un point de vue un peu différent, le camarade Egorov a fait preuve ici de la même compréhension étroite du marxisme, et de la même attitude hésitante, semi-hostile, envers la position (« reconnue » par lui) de l'*Iskra*, propres aux camarades Makhov, Liber et Martynov.

un plan d'organisation* et elle a appliqué ce plan invariablement, de façon systématique, durant *trois années*. Lorsque le deuxième congrès du Parti eut reconnu l'*Iskra* comme organe central, sur les trois paragraphes de considérants de la résolution (p. 147) deux étaient consacrés *précisément à ce plan d'organisation et aux idées de l'« Iskra » en matière d'organisation*: son rôle dans la direction du travail *pratique* du Parti et son rôle dirigeant dans le travail d'unification. Il est donc tout naturel que le travail de l'*Iskra*, ainsi que toute l'œuvre d'organisation du Parti, du rétablissement *réel* du Parti, *ne pouvaient pas* être considérés comme achevés avant que le Parti tout entier eût reconnu et fixé formellement certaines idées en matière d'organisation. C'est cette tâche que devaient remplir les statuts d'organisation du Parti.

Les idées fondamentales que l'*Iskra* entendait mettre à la base de l'organisation du Parti se ramenaient en substance aux deux suivantes. La première, l'idée du centralisme, établissait en principe le mode de solution des nombreux problèmes d'organisation particuliers et de détail. La seconde, touchant le rôle particulier du journal, organe dirigeant idéologique, tenait compte des besoins momentanés et spécifiques du mouvement ouvrier social-démocrate russe précisément, dans le cadre d'un régime d'esclavage politique, à la condition de créer à l'étranger une base *initiale* d'opération, pour l'assaut révolutionnaire. La première idée, la seule idée de principe, devait imprégner tous les statuts ; la seconde, comme idée particulière, engendrée par des circonstances temporaires de lieu et de mode d'action, se traduisait par un écart *apparent* vis-à-vis du centralisme, par la création de *deux centres* : *organe central et Comité central*. Ces deux idées fondamentales de l'*Iskra* touchant l'organi-

* Dans son discours sur la reconnaissance de l'*Iskra* comme organe central, le camarade Popov disait entre autres : « Je me souviens d'un article paru dans le numéro 3 ou 4 de l'*Iskra* « Par où commencer ? ». Nombre de camarades militants en Russie l'ont jugé manquant de tact, à d'autres ce plan a paru fantastique, et la plupart (? sans doute, la plupart des personnes de l'entourage du camarade Popov) l'expliquaient par la vanité pure et simple » (p. 140). Comme le voit le lecteur, j'ai déjà pris l'habitude de voir expliquer mes vues politiques par la vanité, explication réchauffée maintenant par le camarade Axelrod et le camarade Martov.

sation du Parti ont été développées par moi dans un éditorial de l'*Iskra* (n° 4) intitulé : « Par où commencer ? »* et dans *Que faire ?*** ; et enfin, expliquées par le menu, presque sous la forme de statuts, dans la « Lettre à un camarade »***. Il ne restait plus, en somme, que le travail de rédaction pour formuler les paragraphes des statuts qui devaient donner corps à ces idées si la reconnaissance de l'*Iskra* ne demeurait pas sur le papier, n'était pas seulement une phrase conventionnelle. Dans la préface à la « Lettre à un camarade », rééditée par moi, j'ai indiqué déjà qu'il suffit d'un simple rapprochement entre les statuts du Parti et cette brochure pour établir la totale identité des idées d'organisation ici et là ****.

A propos du travail de rédaction pour formuler les idées d'organisation iskristes dans les statuts, force m'est de toucher à un incident soulevé par le camarade Martov. « ... Une référence pratique vous montrera, disait Martov au congrès de la Ligue (p. 58), combien inattendu fut pour Lénine mon glissement vers l'opportunisme à l'occasion de ce paragraphe (c'est-à-dire le paragraphe 1). A un mois et demi-deux mois du congrès, j'avais montré à Lénine mon projet où le § 1 était rédigé justement comme je l'ai proposé au congrès. Lénine se prononça contre mon projet, comme étant trop détaillé, et il me dit que seule l'idée du § 1 lui plaisait : la définition de l'adhésion qu'il accepterait dans ses statuts avec des modifications, car il trouvait ma formulation peu réussie. Ainsi Lénine connaissait ma formulation depuis longtemps ; il connaissait mon opinion sur ce point. Vous voyez ainsi que je me suis rendu au congrès à visière relevée, sans cacher mes conceptions. J'ai prévenu que je combattrai la cooptation réciproque, les principes d'unanimité lors de la cooptation au Comité central, à l'organe central, etc. »

En ce qui concerne l'avertissement relatif à la lutte contre la cooptation réciproque, nous verrons par ailleurs comment les choses se présentaient. Arrêtons-nous main-

---

* Voir Œuvres, Paris-Moscou, tome 5, pp. 1-20. (*N.R.*)
** *Ibid.*, pp. 355-544. (*N.R.*)
*** Voir Œuvres, 4e éd. russe, tome 6, pp. 205-224. (*N.R.*)
**** Voir le présent tome, pp. 133-134. (*N.R.*)

tenant à cette « visière relevée » des statuts de Martov. En exposant à la Ligue, de mémoire, l'épisode de son projet mal venu (que Martov avait lui-même retiré au congrès comme mal venu et que, après le congrès, avec cet esprit de suite qui lui est propre, il avait à nouveau ressorti), Martov, comme de juste, avait oublié bien des choses, et c'est pourquoi il a encore embrouillé les faits. Il semblait qu'il y eût assez de faits mettant en garde contre les références à des conversations privées et à sa mémoire (malgré soi, on ne se rappelle que ce que l'on trouve avantageux !) ; néanmoins le camarade Martov, à défaut de mieux, se sert d'une documentation de mauvais aloi. Maintenant même le camarade Plékhanov commence à l'imiter, sans doute parce que les mauvais exemples sont contagieux.

L'« idée » du § 1 du projet de Martov ne pouvait me « plaire », car il n'y avait dans son projet *aucune idée* qui ait surgi au congrès. La mémoire lui a fait défaut. J'ai eu la chance de trouver dans les papiers le projet de Martov, où « *le § 1 est rédigé autrement qu'il ne l'avait proposé au congrès* » ! Voici bien la « visière relevée » !

§ 1 du projet de Martov : « Est considéré comme appartenant au Parti ouvrier social-démocrate de Russie celui qui, tout en reconnaissant son programme, travaille activement à mettre en œuvre ses tâches sous le contrôle et la direction des organismes (sic !) du Parti. »

§ 1 de mon projet : « Est membre du Parti celui qui en reconnaît le programme et soutient le Parti tant par des moyens matériels que par sa participation personnelle dans une des organisations du Parti. »

Le § 1 dans la formule proposée par Martov au congrès et adoptée par ce dernier : « Est considéré comme membre du Parti ouvrier social-démocrate de Russie celui qui en adopte le programme, soutient le Parti par des moyens matériels et lui prête un concours personnel régulier sous la direction d'une de ses organisations. »

De ce rapprochement il ressort nettement que le projet de Martov ne contient aucune *idée*, mais seulement une *phrase creuse*. Que les membres du Parti travaillent sous le contrôle et la direction des *organismes* du Parti, cela va de soi, *il ne peut en être autrement*, ceux-là seuls en parlent qui aiment parler pour ne rien dire, qui aiment remplir les

« statuts » de verbiage et de formules bureaucratiques (c'est-à-dire inutiles pour le travail et soi-disant nécessaires pour la parade). L'*idée* du paragraphe 1 n'apparaît que lorsqu'on pose la question : les *organes du parti* peuvent-ils exercer *en fait* leur direction sur des membres du parti qui *n'entrent* dans aucune *organisation du parti* ? De cette idée il n'y a même pas trace dans le projet du camarade Martov. *Je ne pouvais donc pas connaître* l'« opinion » du camarade Martov « sur ce point », car dans le projet du camarade Martov *il n'existe aucune opinion sur ce point.* La référence de fait donnée par Martov n'est qu'un *brouillamini.*

Au contraire, au sujet du camarade Martov justement, il convient de dire que de mon projet « il connaissait mon opinion sur ce point » et n'a pas élevé d'objections, ne l'a réfutée ni au comité de rédaction — bien que mon projet ait été montré à tous deux ou trois semaines avant le congrès, — ni devant les délégués qui ont pris connaissance *uniquement* de mon projet. Bien mieux. Même *au congrès,* lorsque j'ai déposé mon projet de statuts* et que j'ai défendu *jusqu'à l'élection d'une commission des statuts,* le camarade Martov a déclaré nettement : « Je me joins aux conclusions du camarade Lénine. *Je ne suis pas d'accord avec lui sur deux questions seulement* » (c'est moi qui souligne): sur la question de savoir comment constituer le Conseil et sur la cooptation à l'unanimité (p. 157). Quant au *désaccord* sur le § 1 *on n'en souffle pas encore mot.*

Dans sa brochure sur l'état de siège, le camarade Martov a jugé nécessaire, une fois de plus et avec force détails, de

* Au fait. La commission des procès-verbaux a imprimé, dans l'annexe XI, le projet des statuts, « *présenté au congrès par Lénine* » (p. 393). Ici la commission a également embrouillé un peu les choses. Elle a confondu mon projet *initial* (voir Œuvres, 4e éd. russe, tome 6, pp. 432-433. *N.R.*) soumis à l'examen de tous les délégués (et à beaucoup d'entre eux avant le congrès) avec le projet *présenté au congrès* et a *imprimé le premier* en le faisant passer pour le second. Je n'ai, bien entendu, rien contre la publication de mes projets, *même à tous les stades de leur préparation,* mais il ne faut tout de même pas jeter la confusion. Or, il y a eu confusion, car Popov et Martov (pp. 154 et 157) critiquent des formules de mon projet réellement présenté au congrès, *qui n'existent pas dans le projet* publié par la commission des procès-verbaux (cf. p. 394, §§ 7 et 11). Un examen plus attentif aurait permis de remarquer sans peine cette erreur en comparant simplement les pages indiquées par moi.

repenser à ses statuts. Il y assure que ses statuts, sous lesquels maintenant encore (février 1904, — on ne sait pas ce qui adviendra d'ici trois mois) il est prêt à mettre sa signature, sauf certains détails secondaires, « exprimaient assez nettement son attitude négative à l'égard du centralisme hypertrophié » (p. IV). Le fait de n'avoir pas présenté ce projet au congrès, le camarade Martov l'explique *maintenant*, en premier lieu, par ceci que « l'éducation iskriste lui avait suggéré une attitude de dédain à l'égard des statuts » (quand cela plaît au camarade Martov, le mot iskriste ne signifie pas pour lui esprit de cercle étroit, mais l'orientation la mieux comprise ! Dommage seulement que l'éducation iskriste de trois ans n'ait pas suggéré au camarade Martov une attitude de dédain pour la phrase anarchiste par quoi son instabilité d'intellectuel est capable de justifier la violation des statuts adoptés d'un commun accord). En second lieu, voyez-vous, le camarade Martov, lui, a évité « d'apporter la moindre dissonance à la tactique de ce noyau d'organisation fondamental qu'était l'*Iskra* ». Cela tient ensemble remarquablement ! Dans la question de *principe* relative à la formule opportuniste du § 1 ou au centralisme hypertrophié, le camarade Martov a tellement craint la dissonance (terrible seulement du point de vue très étroit de l'esprit de cercle), qu'il n'a pas porté ses divergences même devant ce noyau qu'est la rédaction ! Pour la question *pratique* de l'effectif des organismes centraux, le camarade Martov en a appelé, du vote de la majorité des membres de l'organisation de l'*Iskra* (ce véritable *noyau d'organisation fondamental*), à l'aide du Bund et des partisans du *Rabotchéié Diélo*. Le camarade Martov ne remarque pas de « dissonance » dans ses phrases qui insinuent l'esprit de cercle pour défendre la *pseudo*-rédaction en vue de nier « l'esprit de cercle » dans l'appréciation du problème par ceux qui sont le plus compétents. Pour l'en punir nous reproduisons *intégralement* son projet de statuts, en marquant pour notre part les *vues et l'hypertrophie* qu'il révèle* :

---

* Notons que je n'ai pas pu malheureusement trouver la première version du projet de Martov, qui comprenait quelque chose comme 48 paragraphes, souffrant encore plus d'une « hypertrophie » de formalisme mal placé.

« Projet de statuts du Parti. — I. Appartenance au Parti. — 1° Est considéré comme appartenant au Parti ouvrier social-démocrate de Russie celui qui, tout en reconnaissant son programme, travaille activement à mettre en œuvre ses tâches sous le contrôle et la direction des organismes du Parti. — 2° L'exclusion d'un membre du Parti pour des actes incompatibles avec les intérêts du Parti est décidée par le Comité central. [La sentence motivée concernant l'exclusion est conservée aux archives du Parti et communiquée, sur demande, à tout comité du Parti. On peut en appeler devant le congrès de la décision du Comité central concernant l'exclusion au cas où deux comités ou plus en formuleraient la demande] »... Je désignerai par des crochets les stipulations du projet de Martov *nettement* vides de sens et qui ne renferment non seulement aucune « idée », mais même aucune condition ou exigence précises, dans le genre de cette indication surprenante dans les « statuts » *où précisément* il faut conserver la sentence, ou bien la référence au fait qu'on peut en appeler des décisions du Comité central relatives à l'exclusion (et non point en général de toutes ses décisions ?) devant le congrès. C'est là précisément une hypertrophie de la phrase, ou bien un véritable formalisme bureaucratique dans le sens de l'établissement de points et paragraphes notoirement inutiles ou paperassiers. « ...II. Les comités locaux. — 3° Les comités du Parti représentent le Parti dans son travail local... » (C'est nouveau et très intelligent !) « ... 4° [Sont considérés comme comités du Parti les effectifs des comités représentés au moment du deuxième congrès.] — 5° Les nouveaux comités du Parti, en plus de ceux figurant au § 4, sont désignés par le Comité central [qui reconnaît comme comité l'effectif d'une organisation locale donnée ou qui constitue le comité local en réformant cette dernière]. — 6° Les comités complètent leur effectif par voie de cooptation. — 7° Le Comité central a le droit de compléter l'effectif du comité local par un nombre de camarades (connus de lui), de façon que ce nombre ne dépasse pas le tiers de tout l'effectif donné... » C'est un modèle de paperasserie : pourquoi pas plus du tiers ? A quoi cela sert-il ? Quel sens y a-t-il à cette restriction qui ne restreint rien, puisqu'on peut *compléter* à maintes reprises ? « ... 8° [Au cas où le comité local s'est désagrégé ou a été écrasé » (c'est-à-dire qu'il n'a pas été pris tout entier ?) « par des persécutions, le Comité central le rétablit »]... (sans plus tenir compte du § 7 ? Le camarade Martov ne trouve-t-il pas que le § 8 ressemble aux lois russes de la bienséance, qui commandent de travailler en semaine et de se reposer les jours fériés ?) « ... 9° [Le congrès ordinaire du Parti peut charger le Comité central de réformer l'effectif d'un comité local dont l'activité serait considérée comme incompatible avec les intérêts du Parti. Dans ce dernier cas, ledit comité est reconnu dissous et les camarades, là où il fonctionne, dégagés de toute soumission* à son égard »]... La règle contenue dans ce paragraphe est aussi supérieurement utile que l'article figurant jusqu'ici dans les lois russes, et qui porte :

* Nous attirons l'attention du camarade Axelrod sur ce vocable. C'est que c'est terrible ! Voilà bien les racines du « jacobinisme » qui va jusqu'à... jusqu'à modifier l'effectif de la rédaction...

l'ivrognerie est interdite à tous et chacun. «...10° [Les comités locaux du Parti dirigent tout l'effort du Parti en matière de propagande, d'agitation et d'organisation à la base, et prêtent concours dans la mesure de leurs forces au Comité central et à l'organe central du Parti dans l'exécution des devoirs qui leur incombent pour l'ensemble du Parti.»]... Ouf ! A quoi cela sert-il, pour l'amour de tous les saints?... «11° [Le règlement intérieur de l'organisation locale, les rapports entre le comité et les groupes qui lui sont subordonnés» (vous entendez, vous entendez, camarade Axelrod?) «et les limites de la compétence et de l'autonomie» (est-ce que les limites de la compétence ne sont pas la même chose que les limites de l'autonomie?) «de ces groupes sont établis par le comité lui-même et portés à la connaissance du Comité central et de la rédaction de l'organe central»]... (Une lacune : il n'est pas dit où ces communications sont conservées.) ...«12° [Tous les groupes et membres du Parti subordonnés aux comités ont le droit d'exiger que leur opinion ou leur desideratum sur toute question soient communiqués au Comité central du Parti et à ses organismes centraux.] — 13° Le comité local du Parti a le devoir de prélever sur ses revenus et de verser à la caisse du Comité central sa quote-part selon la répartition effectuée par le Comité central. — III. Organisations aux fins d'agitation dans une langue autre que le russe. — 14° [Aux fins d'agitation dans une langue autre que le russe et d'organisation des ouvriers parmi lesquels cette agitation se fait, peuvent se constituer des organisations distinctes là où la nécessité s'impose de spécialiser cette agitation et de désigner une telle organisation.] — 15° Le soin de résoudre la question de savoir dans quelle mesure ce besoin existe est laissé au Comité central du Parti, et, en cas de contestation, au congrès du Parti»... La première partie du paragraphe est inutile si l'on tient compte des stipulations suivantes des statuts ; la seconde partie concernant les cas de contestation est simplement ridicule... «16° [Les organisations locales figurant au § 14 sont autonomes quant à leurs affaires spéciales, mais elles œuvrent sous le contrôle du comité local et lui sont subordonnées ; quant aux formes de ce contrôle et à la norme des rapports d'organisation entre un comité donné et une organisation spéciale donnée, elles sont réglées par le comité local»... (à la bonne heure ! On voit maintenant qu'il était bien inutile d'aligner toute cette ribambelle de mots creux) ... «En ce qui concerne les affaires générales du Parti, ces organisations œuvrent comme parties d'une organisation de comité.] — 17° [Les organisations locales figurant au § 14 peuvent former une union autonome en vue de réaliser avec succès leurs tâches spéciales. Une telle union peut avoir ses propres organes littéraires et administratifs ; mais les uns et les autres sont soumis au contrôle direct du Comité central du Parti. Les statuts de cette union sont établis par elle-même, mais sont approuvés par le Comité central du Parti.] — 18° [Peuvent également faire partie de l'union autonome figurant au § 17 les comités locaux du Parti si, étant donné leurs conditions locales, ils se consacrent surtout au travail d'agitation dans la langue donnée. *Note* : Partie constitutive de l'union autonome, ce comité ne cesse pas d'être un comité du Parti»]... (tout le paragraphe est extrêmement utile

et supérieurement intelligent, la note l'est encore davantage)... « 19° [Les organisations locales faisant partie de l'union autonome se trouvent, dans leurs rapports avec ses organismes centraux, sous le contrôle des comités locaux.] — 20° [Les organes littéraires et administratifs centraux des unions autonomes se trouvent dans les mêmes rapports avec le Comité central que les comités locaux du Parti.] — IV. Le Comité central et les organes de presse du Parti. — 21° [Les représentants du Parti dans son ensemble sont le Comité central et les organes de presse : politique et scientifique.] — 22° Le Comité central assume la direction générale de toute l'activité pratique du Parti ; le soin d'utiliser et de répartir judicieusement toutes ses forces ; le contrôle sur l'activité de tous les secteurs du Parti ; l'approvisionnement des organisations locales en publications ; l'organisation de l'appareil technique du Parti; la convocation des congrès du Parti. — 23° Les organes de presse du Parti assument la direction idéologique de la vie du Parti; la propagande du programme du Parti et l'élaboration de la conception du monde de la social-démocratie dans des ouvrages scientifiques et dans la presse. — 24° Tous les comités locaux du Parti et les unions autonomes sont en rapports directs tant avec le Comité central du Parti qu'avec la rédaction des organes du Parti ; périodiquement ils les informent de la marche du mouvement et du travail d'organisation à la base. — 25° La rédaction des organes de presse du Parti est désignée par le congrès du Parti et fonctionne jusqu'au congrès suivant. — 26° [La rédaction est autonome dans ses affaires intérieures] et peut, dans l'intervalle de deux congrès, compléter ou modifier son effectif, ce dont le Comité central est informé chaque fois. — 27° Toutes les déclarations émanant du Comité central ou qui en ont reçu la sanction, sont publiées, à la demande du Comité central, dans l'organe du Parti. — 28° Le Comité central, d'accord avec la rédaction des organes du Parti, constitue des groupes littéraires spéciaux pour telle ou telle forme de travail littéraire. — 29° Le Comité central est désigné au congrès du Parti et fonctionne jusqu'au congrès suivant. Le Comité central complète son effectif par voie de cooptation illimitée, ce dont il informe chaque fois la rédaction des organes centraux du Parti. — V. L'organisation du Parti à l'étranger. — 30° L'organisation du Parti à l'étranger est chargée de faire la propagande parmi les Russes résidant à l'étranger et d'organiser les éléments socialistes parmi eux. A sa tête se trouve une administration élue. — 31° Les unions autonomes militant dans le Parti peuvent avoir leurs sections à l'étranger qui doivent concourir aux objectifs spéciaux de ces unions. Ces sections font partie, à titre de groupes autonomes, de l'organisation du Parti à l'étranger. — VI. Les congrès du Parti. — 32° Le congrès est l'instance suprême du Parti. — 33° [Le congrès du Parti en établit le programme, les statuts et les principes directeurs de son activité ; il contrôle le travail de tous les organes du Parti et règle les conflits entre eux.] — 34° Sont représentés au congrès : a) tous les comités locaux du Parti ; b) les organismes administratifs centraux de toutes les unions autonomes militant dans le Parti ; c) le Comité central du Parti et la rédaction de ses organes centraux ; d) l'organisation du Parti à l'étranger. — 35° La transmission des mandats

est autorisée, mais de façon qu'un délégué ne représente pas plus de trois mandats effectifs. Il est permis de partager un mandat entre deux représentants. Les mandats impératifs ne sont pas admis. — 36° Le droit est conféré au Comité central d'inviter au congrès avec voix consultative des camarades dont la présence pourrait être utile. — 37° En ce qui concerne la modification du programme ou des statuts du Parti, il faut qu'il y ait une majorité de deux tiers des voix en présence ; les autres questions sont décidées à la simple majorité. — 38° Le congrès est considéré comme valable si plus de la moitié de tous les comités du Parti existant à l'époque du congrès y sont représentés. — 39° Le congrès est convoqué, dans la mesure du possible, une fois tous les deux ans. [Au cas où il y aurait des obstacles indépendants de la volonté du Comité central pour réunir le congrès dans ce délai, il le remet sous sa propre responsabilité ».]

Le lecteur qui, par exception, a eu la patience de lire jusqu'au bout ces prétendus statuts, ne nous demandera certainement pas un examen spécial des conclusions ci-après. Première conclusion : les statuts pèchent par une hypertrophie difficilement guérissable. Deuxième conclusion : il est impossible de découvrir dans les principes d'organisation de ces statuts une nuance particulière attestant une attitude négative envers l'hypertrophie du centralisme. Troisième conclusion : le camarade Martov a été raisonnable au plus haut point en dérobant aux yeux du monde (et à la discussion du congrès) plus des 38/39 de ses statuts. La seule chose qui ne manque pas d'originalité, c'est que, à propos de cette dérobade, on parle de visière relevée.

h) DÉBATS SUR LE CENTRALISME *AVANT* LA SCISSION ENTRE ISKRISTES

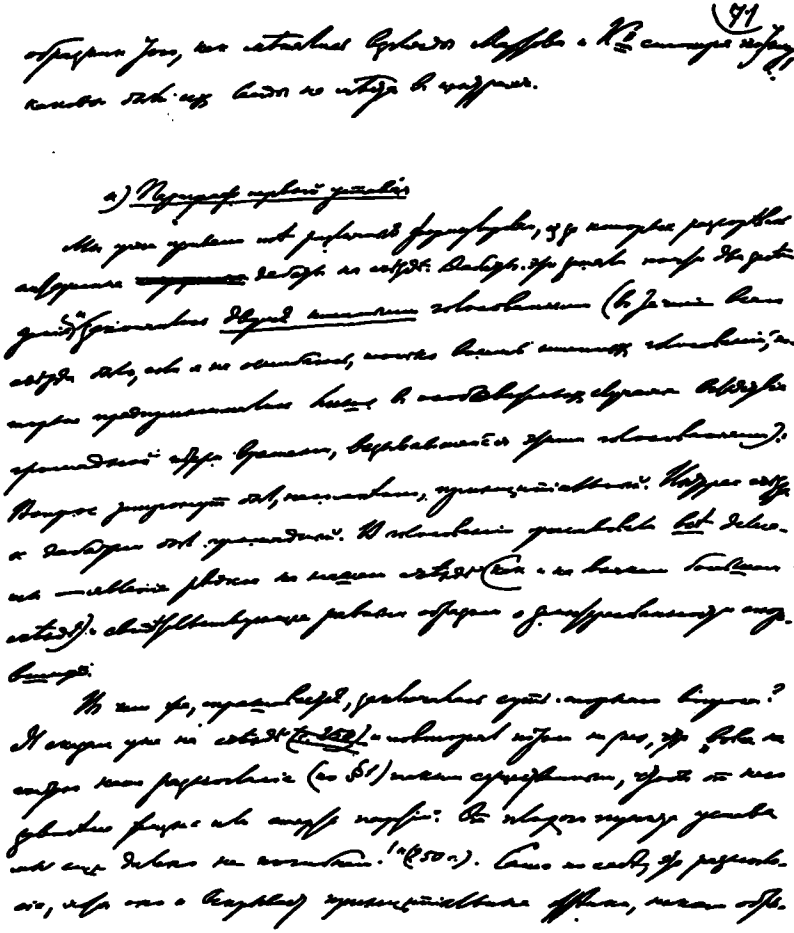
Avant de passer à la formule du § 1 des statuts, question vraiment intéressante et révélant indéniablement diverses nuances d'opinions, nous nous arrêterons encore un peu aux courts débats généraux relatifs aux statuts, qui ont occupé la 14e séance du congrès et une partie de la 15e. Ces débats offrent une certaine importance parce qu'ils étaient *antérieurs* au désaccord complet au sein de l'organisation de l'*Iskra* au sujet de l'effectif des organismes centraux. Au contraire, les débats ultérieurs sur les statuts en général, et la cooptation en particulier, ont eu lieu *après* notre désaccord dans l'organisation de l'*Iskra*. Il est tout naturel qu'*avant* ce désaccord nous étions à même d'exprimer nos

points de vue d'une façon plus impartiale, dans le sens d'une plus grande indépendance de jugement vis-à-vis d'une question qui a remué tout le monde, celle relative à la composition du Comité central. Le camarade Martov, comme je l'ai déjà dit, *se rallia* à mon avis (p. 157) en matière d'organisation en faisant des réserves seulement sur deux points *particuliers*. Par contre, les anti-iskristes comme le « centre » sont aussitôt partis en campagne contre les deux idées *fondamentales* de l'ensemble du plan d'organisation de l'*Iskra* (et, par suite, de l'ensemble des statuts) : et contre le centralisme, et contre les « deux centres ». Mon projet des statuts fut taxé par le camarade Liber de « méfiance organisée ». Il a vu (de même que les camarades Popov et Egorov) du *décentralisme* dans les deux centres. Le camarade Akimov exprima le désir d'élargir la compétence des comités locaux, notamment de leur laisser « le droit de changer » eux-mêmes « leur effectif ». « Il est indispensable de leur donner une plus grande liberté d'action... Les comités locaux doivent être élus par les militants actifs de la localité, tout comme le Comité central est élu par les représentants de toutes les organisations actives de Russie. Mais si l'on ne peut admettre même cela, qu'on limite le nombre des membres envoyés par le Comité central dans les comités locaux... » (p. 158). Comme vous le voyez, le camarade Akimov suggère là un argument contre l'« hypertrophie du centralisme », mais le camarade Martov fait la sourde oreille à ces suggestions compétentes, tant que sa défaite touchant la composition des organismes centraux ne le pousse pas à suivre Akimov. Il reste sourd alors même que le camarade Akimov lui suggère l'« *idée* » *de ses propres statuts* (§ 7 : restriction des droits du Comité central en ce qui concerne l'introduction des membres dans les comités) ! A ce moment, le camarade Martov ne voulait pas encore de « dissonance » avec nous, et c'est pourquoi il tolérait la dissonance avec le camarade Akimov aussi bien qu'avec lui-même... A ce moment-là, le « monstrueux centralisme » n'était attaqué que par ceux à qui le centralisme de l'*Iskra* était manifestement *désavantageux* : Akimov, Liber, Goldblatt ; à leur suite *marchaient* avec prudence et circonspection (de façon à pouvoir toujours revenir en arrière) Egorov (voyez pp. 156 et 276), d'autres encore. A ce moment-là, l'im-

mense majorité du Parti se rendait compte que c'étaient les intérêts de paroisse, les intérêts de cercle du Bund, du « Ioujny Rabotchi », etc., qui les poussaient à protester contre le centralisme. Du reste, maintenant encore, il est clair pour la majorité du Parti que précisément les intérêts de cercle de la vieille rédaction de l'*Iskra* provoquent ses protestations contre le centralisme...

Prenez, par exemple, le discours du camarade Goldblatt (pp. 160-161). Il plaide contre mon centralisme « monstrueux » qui conduirait à « anéantir » les organisations de base ; qui serait « entièrement pénétré du désir d'accorder au centre un pouvoir illimité, un droit illimité d'intervenir en toutes choses » ; qui ne laisserait aux organisations qu'« un seul droit, celui d'obéir sans murmurer aux ordres venant d'en haut », etc. « Le centre créé d'après ce projet se trouvera dans un espace vide ; il n'y aura autour de lui aucune périphérie, mais simplement une masse amorphe où opéreront ses agents d'exécution. » C'est exactement la même *phraséologie fausse* dont les Martov et les Axelrod se sont mis à nous régaler après leur défaite au congrès. On a ri du Bund qui, tout en bataillant contre *notre* centralisme, accorde à son *propre* centre des droits illimités *encore plus nettement* spécifiés (par exemple, celui d'introduire et d'exclure des membres, et même celui de ne pas admettre tels délégués aux congrès). On rira de même, une fois la question élucidée, des hurlements de la *minorité* qui clame contre le centralisme et contre les statuts lorsqu'elle est en minorité, et se réclame aussitôt des statuts lorsqu'elle a conquis la majorité.

A propos des deux centres, le groupement n'a pas été moins net : en face de *tous* les iskristes se dressent tout à la fois Liber et Akimov (qui a le premier entonné la chanson Axelrod-Martov, aujourd'hui préférée, touchant la prééminence de l'organe central sur le Comité central au sein du Conseil), Popov et Egorov. Le plan des deux centres découlait naturellement des idées que l'*ancienne « Iskra »* avait toujours développées sur l'organisation (et qui, *en paroles*, avaient été approuvées par les Popov et les Egorov !). La politique de l'*ancienne « Iskra »* allait à l'encontre des plans du *Ioujny Rabotchi*, plans visant à créer un organe



71e page du manuscrit de V. Lénine
***Un pas en avant, deux pas en arrière.* — 1904**
Réduction

populaire parallèle, et à en faire un organe pratiquement prédominant. Voilà où est la source de cette contradiction, étrange à première vue, que tous les anti-iskristes et tout le marais sont pour un centre unique, c'est-à-dire *pour un centralisme soi-disant plus accusé*. Certes, il y avait (surtout dans le marais) des délégués qui ne comprenaient guère à quoi conduiraient et devaient conduire, par la force des choses, les plans d'organisation du « Ioujny Rabotchi ». Mais ce qui les poussait dans le camp des anti-iskristes, c'était leur nature même, indécise et sans assurance.

Parmi les discours des iskristes au cours de *ces débats* (qui précédèrent la scission entre iskristes) sur les statuts, les plus remarquables sont ceux des camarades Martov (son « adhésion » à mes idées sur l'organisation) et Trotski. Ce dernier a répondu aux camarades Akimov et Liber de façon que cette réponse démasque par chacun de ses mots tout ce qu'il y a de faux dans le comportement et les théories de la « minorité » après le congrès. « Les statuts, a-t-il dit (le camarade Akimov), ne définissent pas avec assez de précision la sphère de compétence du Comité central. Je ne suis pas d'accord. Au contraire, cette définition est précise et signifie : si le Parti est un tout, il faut lui assurer le contrôle sur les comités locaux. Le camarade Liber a dit que les statuts sont, pour employer mon expression, de la « méfiance organisée ». C'est vrai. Seulement j'avais employé cette expression en parlant des statuts proposés par les représentants du Bund, et qui étaient une méfiance organisée de la part d'une portion du Parti vis-à-vis de l'ensemble du Parti. Nos statuts à nous » (à ce moment, ces statuts étaient « à nous » jusqu'à la défaite dans la question de l'effectif des organismes centraux !) « constituent une méfiance organisée du Parti envers tous ses éléments, c'est-à-dire un contrôle sur toutes les organisations locales, régionales, nationales et autres » (p. 158). En effet, *nos* statuts ont été caractérisés *ici* avec justesse, et nous conseillons de se rappeler plus souvent cette caractéristique à ceux qui, la conscience tranquille, assurent maintenant que c'est la majorité perfide qui a imaginé et érigé en système la « méfiance organisée » ou, ce qui revient au même, l'« état de siège ». Il n'est que de comparer le discours cité avec les discours au congrès de la Ligue à l'étranger pour avoir

un exemple de veulerie politique, un exemple de la façon dont les conceptions de Martov et Cie ont changé suivant qu'il s'agissait de leur propre collège ou du collège d'autrui d'ordre inférieur.

i) LE PARAGRAPHE 1 DES STATUTS

Nous avons déjà reproduit les différentes formules autour desquelles se sont engagés d'intéressants débats au congrès. Ces débats ont occupé près de deux séances et se sont terminés par *deux* votes *nominaux* (pendant tout le congrès il n'y a eu, si je ne me trompe, que huit votes nominaux ; on n'a procédé à ces votes que dans des cas particulièrement importants, à cause de la perte de temps énorme qu'ils entraînent). La question touchée ici était sans nul doute une question de principe. L'intérêt du congrès pour les débats était immense. Au vote ont participé *tous* les délégués, fait rare à notre congrès (comme en général à tous les grands congrès) et qui témoigne aussi de l'intérêt qu'y prenaient les participants au débat.

Qu'est-ce qui faisait le fond de la question débattue ? J'ai déjà dit au congrès, et j'ai répété par la suite plus d'une fois, que « je ne considère pas du tout notre divergence (sur le § 1) comme fondamentale au point que la vie ou la mort du Parti en dépende. Pour un mauvais paragraphe des statuts, nous ne mourrons pas, loin de là ! » (p. 250*). Par elle-même cette divergence, bien que révélant des nuances de principe, ne pouvait en aucune façon provoquer le désaccord (en réalité, pour parler sans détour, la scission) qui s'est produit après le congrès. Mais toute *petite* divergence peut devenir *grande* si on y insiste, si on la place au premier plan, si on *se met* à en rechercher toutes les racines et ramifications. Toute *petite* divergence peut prendre une importance *énorme*, si elle sert de point de départ à une *volte-face* vers certaines conceptions erronées et si celles-ci, du fait de nouvelles divergences complémentaires, se combinent avec des actes *anarchistes* conduisant le Parti à la scission.

C'est ce qui arriva dans le cas présent. Un désaccord relativement faible sur le § 1 a pris maintenant une impor-

* Voir Œuvres, 4e éd. russe, tome 6, p. 456. (*N.R.*)

tance énorme, car il a marqué un tournant vers les subtilités opportunistes et la phraséologie anarchiste de la minorité (au congrès de la Ligue notamment, et puis aussi dans les colonnes de la nouvelle *Iskra*). Ce désaccord précisément *a servi de point de départ* à la coalition de la minorité iskriste avec les anti-iskristes et le marais, coalition qui a revêtu des formes déterminées à la date des élections, et sans la compréhension de laquelle *il est impossible de comprendre* la divergence essentielle, fondamentale, dans la question relative à la composition des centres. La petite erreur de Martov et d'Axelrod à propos du § 1 constituait une petite fêlure dans notre vase (comme je l'ai dit au congrès de la Ligue). On aurait pu attacher le vase plus solidement, *d'un nœud* fixe (et non d'un nœud coulant, comme l'avait cru entendre Martov qui se trouvait, pendant le congrès de la Ligue, dans un état voisin de l'hystérie). On aurait pu orienter *tous* les efforts pour agrandir la fêlure, pour briser le vase. C'est ce qui se produisit, par suite du boycottage et toutes autres mesures anarchiques des zélés martoviens. Le désaccord sur le § 1 a joué un rôle appréciable dans la question du choix des centres, et la défaite de Martov sur ce point l'a amené à une « lutte de principe » poursuivie par des moyens grossièrement mécaniques et même scandaleux (les discours au congrès de la Ligue de la social-démocratie révolutionnaire russe à l'étranger).

Aujourd'hui, après tous ces événements, la question du § 1 a pris de la sorte une *importance énorme*, et nous devons nous rendre exactement compte du caractère des groupements au congrès lors du vote de ce paragraphe et aussi — ce qui est encore de beaucoup plus important — du caractère véritable des *nuances dans les conceptions* qui se sont affirmées ou avaient commencé à s'affirmer à l'occasion du § 1. *Aujourd'hui*, à la suite des événements connus du lecteur, la question *se présente* comme suit : la formule de Martov, défendue par Axelrod, s'est-elle ressentie de son (ou de leur) flottement, hésitation, déliquescence politique, comme je l'ai dit au congrès du Parti (p. 333), de sa (ou de leur) déviation vers le jauressisme et l'anarchisme, comme l'a présumé Plékhanov au congrès de la Ligue (page 102 et suivantes des procès-verbaux de la Ligue) ? Ou bien ma formule à moi, défendue par Plékhanov, s'est-elle ressentie

d'une conception fausse, bureaucratique, formaliste, tyrannique et non social-démocrate du centralisme ? *Opportunisme et anarchisme ou bureaucratisme et formalisme?* C'est ainsi que *se présente* la question, *aujourd'hui* que la petite divergence est devenue grande. Et en examinant *quant au fond* les arguments pour et contre ma formule, c'est *cette* façon d'envisager le problème qu'il faut *avoir en vue*, historiquement donnée, dirais-je si cela ne sonnait pas trop haut, et qui nous a été imposée par les événements.

Abordons l'examen de ces arguments par une analyse des débats du congrès. Le premier discours, celui du camarade Egorov, n'est intéressant que parce que sa position (*non liquet*, cela n'est pas encore clair pour moi, je ne sais pas encore où est la vérité) caractérise fort bien l'attitude de beaucoup de délégués qui avaient du mal à se retrouver dans les détails d'une question réellement neuve et assez complexe. Le discours suivant, celui d'Axelrod, pose d'emblée la question de principe. C'est le premier discours doctrinal, ou plutôt le premier discours d'Axelrod au congrès ; et il est difficile de reconnaître pour particulièrement réussi son début avec le fameux « professeur ». « Je crois — disait le camarade Axelrod — qu'il nous faut distinguer les notions de parti et d'organisation. Or, ces deux notions sont confondues ici. Cette confusion est dangereuse. » Tel est le premier argument contre ma formule. Examinez-le de plus près. Si je dis que le Parti doit être une *somme* (non une simple somme arithmétique, mais un complexe) *d'organisations** cela veut-il dire que je « confonde » les notions de parti et d'organisation ? Évidemment non. J'exprime par

* Le mot « organisation » comporte généralement deux sens : large et étroit. Au sens étroit, il signifie une cellule distincte de la collectivité humaine, et qui aurait sa propre forme, fût-elle à peine esquissée. Au sens large, il signifie la somme de ces cellules réunies en un tout. Ainsi la flotte, l'armée ou l'Etat sont à la fois une somme d'organisations (au sens étroit du mot) et une variété d'organisation sociale (au sens large du mot). Le département de l'instruction publique est une organisation (au sens large du mot) et il est composé d'une série d'organisations (au sens étroit du mot). De même le Parti est une organisation, *doit être* une organisation (au sens large du mot) ; mais en même temps il doit être composé de toute une série d'organisations diverses (au sens étroit du mot). Par conséquent, le camarade Axelrod qui tend à distinguer les notions parti et organisation, premièrement n'a pas tenu compte de la différence entre le

là, d'une façon absolument claire et précise, que je désire, que je demande que le Parti, comme avant-garde de la classe, soit *organisé* le plus possible, que le Parti n'admette que des éléments *susceptibles d'au moins un minimum d'organisation*. Au contraire, mon contradicteur *confond* dans le parti les éléments organisés et inorganisés, ceux que l'on peut diriger et ceux qui ne s'y prêtent pas, les éléments avancés et ceux qui sont incorrigiblement arriérés, car les arriérés corrigibles peuvent faire partie de l'organisation. C'est *cette confusion* qui est véritablement *dangereuse*. Le camarade Axelrod invoque ensuite les « organisations strictement conspiratives et centralisées du passé » (« Zemlia i Volia » [95] et « Narodnaïa Volia » [96]) : c'est qu'autour d'elles « se groupaient quantité de gens qui n'appartenaient pas à l'organisation, mais qui l'aidaient d'une façon ou de l'autre, et étaient considérés comme membres du parti... Ce principe doit être appliqué encore plus strictement dans l'organisation social-démocrate ». Nous voilà amenés à un des *pivots* de la question : « ce principe » est-il vraiment un principe social-démocrate, un principe permettant à ceux qui n'appartiennent à aucune organisation du parti, mais qui seulement « l'aident d'une façon ou de l'autre », de s'appeler membres du parti ? Et Plékhanov donne la seule réponse possible à cette question : « Axelrod a eu tort en nous renvoyant à 1870-1880. Il y avait à l'époque un centre bien organisé et admirablement discipliné. Ce centre avait autour de lui des organisations de différents degrés, créées par lui-même ; et ce qui était en dehors de ces organisations n'était que chaos et anarchie. Les éléments de ce chaos s'intitulaient membres du parti, mais la cause, loin d'y gagner, ne faisait qu'y perdre. Ce qu'il nous faut, ce n'est pas imiter l'anarchie de 1870-1880, mais l'éviter. » Ainsi « ce principe », que le camarade Axelrod a voulu présenter comme social-démocrate, est en réalité un *principe anarchique*. Pour réfuter cela, il faut montrer la *possibilité* du contrôle, de la direction et de la discipline en dehors de l'organisation ; il faut montrer la *nécessité*

---

sens large et le sens étroit du mot organisation ; en second lieu, il n'a pas remarqué qu'il *confondait* lui-même dans le même tas les éléments organisés et inorganisés.

d'attribuer aux « éléments du chaos » le nom de membres du parti. Les défenseurs de la formule du camarade Martov n'ont montré ni ne pouvaient montrer *ni ceci ni cela*. Le camarade Axelrod a cité, à titre d'exemple, « un professeur qui se considère social-démocrate et le proclame ». Pour aller jusqu'au bout de la pensée illustrée par cet exemple, le camarade Axelrod aurait dû demander ensuite : les social-démocrates organisés, eux, considèrent-ils ce professeur comme un social-démocrate ? Comme il n'a pas posé cette question, Axelrod a laissé son argumentation au beau milieu. En effet, de deux choses l'une. Ou les social-démocrates organisés reconnaissent le professeur en question pour un social-démocrate, et alors pourquoi ne l'admettraient-ils pas dans une organisation social-démocrate ? C'est seulement à cette condition que les « déclarations » du professeur seront conformes à ses actes et ne seront pas des phrases creuses (ce à quoi se réduisent trop fréquemment les déclarations professorales). Ou bien les social-démocrates organisés *ne* reconnaissent *pas* le professeur pour un social-démocrate, et alors il est absurde, insensé et *nuisible* de lui conférer le droit de porter le titre d'honneur et plein de responsabilité de membre du Parti. Il s'agit donc d'appliquer avec esprit de suite le principe d'organisation ou de consacrer le chaos et l'anarchie. Construisons-nous le parti avec le noyau déjà formé et soudé de *social-démocrates*, noyau qui a constitué, par exemple, le congrès du Parti, et qui doit étendre et multiplier toutes sortes d'organisations du Parti ; ou bien nous contentons-nous de cette *phrase* rassurante : tous ceux qui nous aident sont membres du parti ? « Si nous adoptons la formule de Lénine, poursuivait Axelrod, nous jetterons par-dessus bord des gens qui, sans pouvoir être admis directement dans l'organisation, n'en sont pas moins des membres du Parti. » La confusion des notions, dont le camarade Axelrod voulait m'accuser, apparaît ici nettement chez lui-même ; il tient déjà comme un fait acquis que tous ceux qui nous aident *sont* des membres du Parti, alors que c'est précisément le point contesté, et que les contradicteurs doivent d'abord *prouver* la nécessité et l'utilité d'une telle interprétation. Quel est le sens de cette phrase si terrible à première vue : jeter par-dessus bord ? Si l'on ne considère comme membres du

Parti que les adhérents aux organisations reconnues pour appartenir au Parti, les gens qui ne peuvent entrer « directement » dans aucune de ces organisations peuvent cependant militer dans une organisation qui, placée en dehors du Parti, y est néanmoins rattachée. Par conséquent, il ne saurait être question de jeter par-dessus bord, c'est-à-dire d'écarter du travail et de la participation au mouvement. Au contraire, plus fortes seront nos organisations du Parti englobant de *véritables* social-démocrates, moins il y aura d'hésitation et d'instabilité à *l'intérieur* du Parti, et plus large, plus variée, plus riche et plus féconde sera l'influence du Parti sur les éléments de la *masse* ouvrière qui l'environnent et sont dirigés par lui. Il n'est pas permis en effet de confondre le Parti, avant-garde de la classe ouvrière, avec toute la classe. Or, c'est justement dans cette confusion (caractéristique pour l'ensemble de notre économisme opportuniste) que tombe Axelrod, lorsqu'il dit : « Nous créons naturellement, avant tout, une organisation des éléments les plus actifs du Parti, une organisation de révolutionnaires ; mais Parti de classe, nous devons veiller à ne pas laisser hors du Parti ceux qui, consciemment, quoique peut-être sans se montrer tout à fait actifs, se rattachent à ce Parti. » D'abord, au nombre des éléments actifs du Parti ouvrier social-démocrate on ne verra point figurer uniquement les organisations de révolutionnaires, mais *toute une série* d'organisations ouvrières, reconnues comme organisations du Parti. En second lieu, pour quelle raison et en vertu de quelle logique a-t-on pu, du fait que nous sommes un Parti de classe, conclure qu'il ne fallait pas faire de différence entre ceux qui *appartiennent* au Parti et ceux qui s'y *rattachent* ? C'est le contraire qui est vrai : étant donné les différents degrés de conscience et d'activité, il importe d'établir une différence dans le degré de rapprochement vis-à-vis du Parti. Nous sommes le Parti de la classe, et c'est pourquoi *presque toute la classe* (et en temps de guerre, à l'époque de guerre civile, absolument toute la classe) doit agir sous la direction de notre Parti, doit serrer les rangs le plus possible autour de lui. Mais ce serait du manilovisme [97] et du « suivisme » que de penser que sous le capitalisme presque toute la classe ou la classe tout entière sera un jour en état de s'élever au point d'acquérir

le degré de conscience et d'activité de son détachement d'avant-garde, de son Parti social-démocrate. Sous le capitalisme, même l'organisation syndicale (plus primitive, plus accessible aux couches non développées) n'est pas en mesure d'englober presque toute, ou toute la classe ouvrière. Et nul social-démocrate de bon sens n'en a jamais douté. Ce ne serait que se leurrer soi-même, fermer les yeux sur l'immensité de nos tâches, restreindre ces tâches, que d'oublier la différence entre le détachement d'avant-garde et les masses qui gravitent autour de lui, d'oublier l'obligation constante pour le détachement d'avant-garde *d'élever* des couches de plus en plus vastes à ce niveau avancé. Et c'est justement agir ainsi que d'effacer la différence entre les sympathisants et les adhérents, entre les éléments conscients et actifs, et ceux qui nous aident.

Alléguer que nous sommes le Parti de la classe *pour justifier* la déliquescence en matière d'organisation, *pour justifier* la confusion de l'organisation et de la désorganisation, c'est répéter l'erreur de Nadejdine, qui confondait « la question philosophique, historique et sociale des « racines » du mouvement « en profondeur » avec le problème d'organisation technique ». (*Que faire ?* p. 91*.) C'est cette confusion que, à la suite du camarade Axelrod, ont repris des dizaines de fois les orateurs qui défendaient la formule du camarade Martov. « Plus sera généralisée l'appellation de membre du Parti, et mieux cela vaudra », dit Martov, sans expliquer cependant quelle utilité il y aurait à généraliser une *appellation* qui ne répondrait pas au contenu. Peut-on nier que le contrôle des membres n'appartenant pas à l'organisation du Parti soit une fiction ? La large diffusion d'une fiction n'est pas utile, mais nuisible. « Nous ne pouvons que nous réjouir si chaque gréviste, chaque manifestant, en prenant la responsabilité de ses actes, peut se déclarer membre du Parti » (p. 239). Vraiment ? *Chaque gréviste* doit avoir le droit *de se déclarer membre du Parti* ? Par cette thèse, le camarade Martov pousse d'un coup son erreur à l'absurde, en *ravalant* le mouvement social-démocrate au mouvement de grève, en répétant les mésaventures des Akimov. Nous ne pouvons que nous réjouir si la social-

* Voir Œuvres, Paris-Moscou, tome 5, p. 472. (*N.R.*)

démocratie réussit à diriger chaque grève, car c'est son devoir immédiat et absolu de diriger toutes les manifestations de la lutte de classe du prolétariat, et la grève est une des manifestations les plus profondes et les plus vigoureuses de cette lutte. Mais nous serons des suivistes, si nous admettons qu'on *identifie* cette forme de lutte initiale, *ipso facto* trade-unioniste, sans plus, avec la lutte social-démocrate multiple et consciente. Nous *légaliserons* en opportunistes ce qui est *notoirement faux*, si nous donnons à chaque gréviste le droit de « se déclarer membre du Parti », car pareille « déclaration », *dans la grande majorité des cas*, sera une déclaration *mensongère*. Nous nous bercerons de rêves à la Manilov si — avec l'incroyable dispersion, oppression et abêtissement qui, sous le capitalisme, continueront inévitablement à peser sur des couches extrêmement larges d'ouvriers « non spécialisés », non qualifiés — nous entreprenons de nous persuader nous-mêmes et de persuader les autres que *chaque gréviste* peut *être* social-démocrate et membre du Parti social-démocrate. Justement l'exemple du « *gréviste* » montre avec une clarté particulière la différence entre la *volonté révolutionnaire* de diriger chaque grève en social-démocrates, et la *phraséologie opportuniste* déclarant *chaque* gréviste membre du Parti. Nous sommes le Parti de la classe, du fait que nous dirigeons *effectivement* en social-démocrates presque toute ou même toute la classe du prolétariat ; mais il faut être un Akimov pour en déduire que nous devons identifier *en paroles* le Parti et la classe.

« Je ne crains pas l'organisation conspirative », a dit dans le même discours le camarade Martov ; mais, ajoutait-il, « l'organisation conspirative n'a pour moi de sens qu'à la condition d'être envelopée par un grand parti ouvrier social-démocrate » (p. 239). Il fallait dire pour être précis : à la condition d'être enveloppée par un vaste *mouvement* ouvrier social-démocrate. Sous cette forme, la phrase de Martov n'est pas seulement indiscutable, c'est un véritable truisme. Si je m'arrête sur ce point, c'est uniquement parce que du truisme de Martov les orateurs suivants ont tiré cet argument *très courant et très vulgaire*, selon lequel Lénine voudrait « limiter l'effectif du Parti à l'effectif des conspirateurs ». Cette conclusion, qui ne peut

que faire sourire, a été tirée et par le camarade Possadovski et par le camarade Popov ; et lorsque Martynov et Akimov l'ont reprise, son véritable caractère est apparu clairement, je veux dire son caractère de phrase opportuniste. Actuellement, ce même argument est développé dans la nouvelle *Iskra* par le camarade Axelrod, pour faire connaître aux lecteurs les nouvelles conceptions de la nouvelle rédaction sur l'organisation. Déjà au congrès, dès la première séance où fut examiné le § 1, je me suis aperçu que les contradicteurs voulaient se servir de cette arme à bon marché, et c'est pourquoi dans mon discours j'ai donné cet avertissement (p. 240) : « Il ne faut pas croire que les organisations du Parti ne doivent comprendre que des révolutionnaires professionnels. Nous avons besoin des organisations les plus diverses, de toutes sortes, de tous rangs et de toutes nuances, depuis des organisations extrêmement étroites et conspiratives jusqu'à de très larges et très libres *lose Organisationen*.» C'est une vérité si patente et si évidente que j'ai jugé inutile de m'y arrêter. Mais par les temps qui courent, lorsqu'on nous a tirés en arrière à maintes et maintes occasions, force nous est, ici encore, de « ressasser ce qui a déjà été dit ». Pour cela, je reproduirai quelques extraits de *Que faire ?* et de la « Lettre à un camarade » :

...« A un cercle de coryphées, comme Alexéev et Mychkine, Khaltourine et Jéliabov, les tâches politiques sont accessibles au sens le plus vrai, le plus pratique du mot, et cela précisément parce que et pour autant que leur propagande ardente trouve un écho dans la masse qui s'éveille spontanément ; pour autant que leur énergie bouillante est reprise et soutenue par l'énergie de la classe révolutionnaire * ». Pour être un *Parti* social-démocrate, il faut obtenir le *soutien* justement de la *classe*. Ce n'est pas le Parti qui doit envelopper l'organisation conspirative, comme le pensait le camarade Martov ; c'est la classe révolutionnaire, le prolétariat qui doit envelopper le parti comprenant des organisations aussi bien conspiratives que non conspiratives.

...« Les organisations ouvrières pour la lutte économique doivent être des associations professionnelles. Tout

* Voir Œuvres, Paris-Moscou, tome 5, p. 458. (*N.R.*)

ouvrier social-démocrate doit, autant que possible, soutenir ces organisations et y travailler activement... Mais il n'est point de notre intérêt d'exiger que les social-démocrates seuls puissent être membres des unions « corporatives » : cela restreindrait notre influence sur la masse. Laissons participer à l'union corporative tout ouvrier qui comprend la nécessité de s'unir pour lutter contre le patronat et le gouvernement. Le but même des unions corporatives ne saurait être atteint, si elles ne groupaient pas tous ceux à qui est accessible au moins ce degré élémentaire de compréhension, si ces unions corporatives n'étaient pas des organisations très *larges*. Plus larges seront ces organisations, plus large aussi sera notre influence sur elles, influence exercée non seulement par le développement « spontané » de la lutte économique, mais aussi par l'action consciente et directe des membres socialistes de l'union sur leurs camarades » (p. 86) *. Au fait, l'exemple des syndicats ouvriers est particulièrement caractéristique pour porter un jugement sur la question débattue concernant le § 1. Que ces syndicats *doivent* travailler « sous le contrôle et la direction » des organisations social-démocrates, l'opinion des social-démocrates ne peut être qu'unanime. Mais conférer *de ce fait* le droit à tous les membres de ces syndicats de « se proclamer » membres du Parti social-démocrate serait une absurdité manifeste et risquerait de causer un double préjudice : *rétrécir* l'étendue du mouvement corporatif et affaiblir la solidarité des ouvriers sur ce terrain, d'une part. De l'autre, cela ouvrirait la porte du Parti social-démocrate à des éléments déliquescents et instables. La social-démocratie allemande avait eu l'occasion de résoudre un pareil problème dans des circonstances concrètes, lorsque se produisit le fameux incident des maçons hambourgeois qui travaillaient aux pièces [98]. La social-démocratie n'hésita pas un instant à reconnaître l'activité tendant à briser une grève comme un acte malhonnête du point de vue social-démocrate, c'est-à-dire à reconnaître la direction des grèves et leur soutien, comme *sa* propre cause ; mais elle repoussa en même temps avec non moins de décision la revendication tendant à identifier les intérêts du

* Voir Œuvres, Paris-Moscou, tome 5, p. 465. (*N.R.*)

parti à ceux des unions corporatives, à *faire retomber sur le Parti la responsabilité* de certains actes de certains syndicats. Le Parti doit s'appliquer et s'appliquera à imprégner de son esprit, à soumettre à son influence les unions corporatives, mais justement en vue de cette influence il doit distinguer entre les éléments parfaitement social-démocrates (adhérant au Parti social-démocrate) de ces syndicats et ceux qui ne sont pas tout à fait conscients ni tout à fait actifs au point de vue politique, et ne pas confondre les uns et les autres, comme le voudrait le camarade Axelrod.

...« La centralisation des fonctions les plus conspiratives par l'organisation des révolutionnaires, loin d'affaiblir, enrichira et étendra l'action d'une foule d'autres organisations qui s'adressent au grand public et qui, pour cette raison, sont aussi peu réglementées et aussi peu conspiratives que possible : associations professionnelles des ouvriers, cercles ouvriers d'instruction et de lecture des publications illégales, cercles socialistes, et aussi cercles démocratiques pour *toutes* les autres couches de la population, etc., etc. Ces cercles, associations professionnelles des ouvriers et organisations sont nécessaires partout ; il faut qu'ils soient *le plus* nombreux et que leurs fonctions soient le plus variées possible ; mais il est absurde et nuisible de les *confondre* avec l'organisation des *révolutionnaires*, d'effacer la ligne de démarcation qui existe entre eux »... (p. 96) *. Cette référence montre à quel point le camarade Martov me rappelait mal à propos que de larges organisations ouvrières doivent *envelopper* l'organisation des révolutionnaires. Je l'avais déjà signalé dans *Que faire ?* et j'ai développé cette idée de façon plus concrète dans la « Lettre à un camarade ». Les cercles d'usine, écrivais-je, « sont particulièrement importants pour nous, car la force principale du mouvement est dans la bonne organisation des ouvriers dans les *grandes* usines, étant donné que les grandes usines (et les grandes fabriques) englobent cette partie de la classe ouvrière qui est non seulement la plus forte numériquement, mais aussi la partie prédominante par son influence, par son développement, par son aptitude au combat. Chaque entreprise doit être notre citadelle... Le sous-

* Voir Œuvres, Paris-Moscou, tome 5, pp. 477-478. (*N.R.*)

comité d'usine doit s'efforcer d'englober toute l'entreprise, une portion aussi grande que possible des ouvriers, dans un réseau de cercles (ou de représentants) de toutes sortes... Il faut que tous les groupes, cercles, sous-comités, etc., soient considérés comme des comités ou comme des filiales des comités. Les uns exprimeront expressément leur désir d'être admis au Parti ouvrier social-démocrate de Russie, et ils y adhéreront *à condition d'être ratifiés* par le comité ; ils assumeront (par mandat du comité ou en accord avec lui) certaines fonctions, s'engageront à exécuter les directives des organismes du parti, *recevront les droits attachés à la qualité de membres du Parti*, seront les premiers candidats au comité, etc. D'autres *n'entreront pas* dans le P.O.S.D.R. ; ils resteront à l'état de cercles fondés par des membres du Parti, ou rattachés à tel ou tel groupe du Parti, etc. » (pp. 17-18) *. Les mots soulignés par moi font particulièrement ressortir que *l'idée* de ma formulation du § 1 est déjà nettement exprimée dans ma « Lettre à un camarade ». Les conditions d'admission au Parti sont expressément indiquées ici : 1° un certain degré d'organisation et 2° la ratification par le comité du Parti. Une page plus loin, j'indique à peu près les groupes et organisations qui doivent (ou ne doivent pas) être admis au Parti et pour quelles raisons : « Un groupe de diffuseurs doit appartenir au P.O.S.D.R. et connaître un certain nombre de ses membres et de ses responsables. Un groupe qui étudie les conditions professionnelles de travail et établit les catégories de revendications professionnelles n'adhère pas nécessairement au P.O.S.D.R. Un groupe d'étudiants, d'officiers, d'employés qui s'instruisent *avec le concours* d'un ou deux membres du Parti, parfois ne doit même rien savoir de l'appartenance de ceux-ci au Parti, etc. » (pp. 18-19) **.

Voilà donc encore des documents sur la question de la « visière relevée » ! Alors que la formule du projet du camarade Martov ne touche même pas du tout aux rapports du Parti avec les organisations, j'ai montré un an à peu près avant le congrès que certaines organisations doivent adhérer au Parti, d'autres non. Dans la « Lettre à un camarade »

* Voir Œuvres, 4e éd. russe, tome 6, pp. 216, 218, 219. (*N.R.*)
** *Ibid.*, p. 220. (*N.R.*)

s'affirme clairement l'idée que j'ai défendue au congrès. La chose pourrait être nettement représentée de la façon suivante. D'après le degré d'organisation en général, et de clandestinité en particulier, on peut distinguer à peu près les catégories suivantes : 1° organisations de révolutionnaires ; 2° organisations d'ouvriers, aussi larges et aussi variées que possible (je me borne à la seule classe ouvrière, mais je suppose comme allant de soi que certains éléments des autres classes en feront également partie, dans certaines conditions),— ces deux catégories forment le Parti ; 3° organisations ouvrières se rattachant au Parti ; 4° organisations ouvrières ne se rattachant pas au Parti, mais soumises en fait à son contrôle et à sa direction ; 5° éléments non organisés de la classe ouvrière qui en partie se soumettent également, du moins pendant les grandes manifestations de la lutte de classe, à la direction de la social-démocratie. Voilà en gros comment la chose se présente selon moi. Au contraire, du point de vue du camarade Martov, les limites du Parti restent absolument indéterminées, car « chaque gréviste » peut « se déclarer membre du Parti ». Quelle est l'utilité de cette imprécision ? La large diffusion d'une « appellation ». Elle a ceci de nuisible qu'elle comporte une idée *désorganisatrice*, la confusion de la classe avec le Parti.

Pour illustrer les principes généraux que nous avons posés, jetons encore un rapide coup d'œil sur la suite des débats du congrès au sujet du § 1. Le camarade Brucker (à la joie du camarade Martov) se prononce pour ma formule, mais *son* alliance avec moi, à la différence de l'alliance du camarade Akimov avec Martov, apparaît fondée sur un malentendu. Le camarade Brucker « n'est pas d'accord avec l'ensemble des statuts et avec leur esprit » (p. 239), et il défend ma formule comme le *fondement du démocratisme* souhaité par les partisans du *Rabotchéié Diélo*. Le camarade Brucker ne s'est pas encore haussé jusqu'à ce point de vue que, dans la lutte politique, il faut parfois choisir le *moindre mal*. Le camarade Brucker ne s'est pas aperçu qu'il est inutile de défendre le démocratisme dans un congrès tel que le nôtre. Le camarade Akimov s'est montré plus perspicace. Il a posé parfaitement la question lorsqu'il a reconnu que « les camarades Martov et Lénine discutent sur

la question de savoir laquelle (des formules) atteint le mieux leur but commun » (p. 252). « Brucker et moi, continue-t-il, nous voulons choisir celle *qui atteint le moins au but*. Cela fait que je choisis la formule de Martov. » Et le camarade Akimov a expliqué avec franchise que « leur but même » (à Plékhanov, à Martov et à moi : création d'une organisation dirigeante de révolutionnaires), il le tient pour « irréalisable et nuisible » ; que tout comme le camarade Martynov * il défend l'idée des économistes sur l'inutilité d'une « organisation de révolutionnaires ». Il est « pleinement convaincu que la vie fera malgré tout irruption dans l'organisation du Parti, même si vous lui barrez la route avec la formule de Martov ou avec celle de Lénine ». Cette conception « suiviste » de la « vie » ne vaudrait pas la peine qu'on s'y arrête, si nous ne l'avions pas rencontrée également chez le camarade Martov. Le second discours du camarade Martov (p. 245) est si intéressant de toutes les façons qu'il vaut la peine de l'examiner en détail.

Premier argument du camarade Martov : le contrôle des organisations du Parti sur les membres du Parti n'appartenant pas à ces organisations « est réalisable puisque le comité ayant chargé quelqu'un d'une fonction est à même de le surveiller » (p. 245). Voici ce que cette thèse, éminemment caractéristique, « trahit », si l'on peut dire : *à qui* est nécessaire et à qui servira *en réalité* la formule de Martov, aux intellectuels isolés ou aux groupes ouvriers et aux masses ouvrières ? La vérité est que deux interprétations de la formule de Martov sont possibles : 1° est en droit de « *se déclarer* » membre du Parti (ce sont les propres termes du camarade Martov) quiconque lui prête un concours personnel

* Le camarade Martynov veut du reste se distinguer du camarade Akimov : il entend prouver que conjuration ne signifie pas conspiration, que la différence entre ces mots cache une différence de notions. Mais ni Martynov ni Axelrod, qui marche maintenant sur ses traces, n'ont expliqué en quoi consiste cette différence. Martynov « fait comme si » je ne m'étais pas prononcé résolument, par exemple dans *Que faire ?* ainsi que dans les « Tâches » (voir Œuvres, Paris-Moscou, tome 2, pp. 329-354. *N.R.*), contre le *rétrécissement* de la lutte politique jusqu'à la conjuration ». Le camarade Martynov veut forcer les auditeurs à *oublier* que ceux que j'ai combattus *ne voyaient pas* la nécessité d'une *organisation de révolutionnaires*, comme le camarade Akimov ne la voit pas encore maintenant.

régulier, sous la direction d'une de ses organisations ; 2° chaque organisation du Parti *a le droit de reconnaître* comme membre du Parti quiconque lui prête un concours personnel régulier sous sa direction. Seule la première interprétation donne la possibilité réelle à « chaque gréviste » de se dire membre du Parti, et c'est pourquoi *elle seule* a immédiatement conquis les cœurs des Liber, des Akimov et des Martynov. Mais cette interprétation est manifestement une phrase, car elle englobe toute la classe ouvrière, et la différence entre le Parti et la classe se trouve effacée ; on ne peut parler que « symboliquement » de contrôler et de diriger « chaque gréviste ». Voilà pourquoi le camarade Martov, dans son second discours, a dévié aussitôt vers la deuxième interprétation (bien que, soit dit entre parenthèses, *elle ait été formellement repoussée par le congrès*, qui a rejeté la résolution de Kostitch, p. 255) : le comité attribuera des fonctions et en surveillera l'accomplissement. Naturellement, ces missions spéciales ne concerneront jamais la *masse* des ouvriers, les *milliers* de prolétaires (dont parlent le camarade Axelrod et le camarade Martynov) ; souvent elles seront confiées précisément aux *professeurs* mentionnés par Axelrod, aux *collégiens* dont se préoccupaient le camarade Liber et le camarade Popov (p. 241), à cette *jeunesse révolutionnaire* dont parlait le camarade Axelrod dans son second discours (p. 242). En un mot : ou bien la formule du camarade Martov restera lettre morte, phrase creuse, ou bien elle profitera principalement et presque exclusivement « *aux intellectuels, tout imprégnés d'individualisme bourgeois* » et qui ne veulent pas entrer dans l'organisation. *En paroles*, la formule de Martov défend les intérêts des larges couches du prolétariat ; *en fait*, cette formule servira les intérêts des *intellectuels bourgeois*, qui craignent la discipline et l'organisation prolétariennes. Nul n'osera nier que ce qui caractérise, d'une façon générale, *les intellectuels en tant que couche particulière* dans les sociétés capitalistes contemporaines, *c'est justement l'individualisme* et l'inaptitude à la discipline et à l'organisation (voir, par exemple, les articles connus de Kautsky sur les intellectuels). C'est ce qui, entre autres, distingue désavantageusement cette couche sociale d'avec le prolétariat ; c'est aussi ce qui explique partiellement la veulerie et

l'instabilité de la gent intellectuelle, dont le prolétariat a si souvent à se ressentir. Et cette particularité des intellectuels est intimement liée aux conditions habituelles de leur vie, de leur gagne-pain, qui se rapprochent sous bien des rapports des conditions *d'existence de la petite bourgeoisie* (travail individuel ou en très petites collectivités, etc.). Enfin, ce n'est pas non plus par hasard que justement les défenseurs de la formule du camarade Martov aient dû citer, à titre d'exemple, les professeurs et les collégiens ! Dans les débats sur le § 1 ce ne sont pas les champions d'une vaste lutte prolétarienne qui se sont élevés contre les champions d'une organisation essentiellement conspirative, comme le pensaient Martynov et Axelrod, mais les partisans de *l'individualisme des intellectuels bourgeois* qui se sont heurtés aux partisans de *l'organisation et de la discipline prolétariennes.*

Le camarade Popov a dit : « Partout, à Saint-Pétersbourg comme à Nikolaev ou à Odessa, il y a, selon le témoignage des représentants de ces villes, des dizaines d'ouvriers qui diffusent des publications, qui font de l'agitation orale et qui ne peuvent pas être membres de l'organisation. On peut les rattacher à l'organisation mais non les considérer comme membres » (p. 241). Pourquoi ne peuvent-ils pas être membres de l'organisation ? C'est le secret du camarade Popov. J'ai déjà cité plus haut un passage de la « Lettre à un camarade », montrant que justement l'admission de tous ces ouvriers (par centaines et non par dizaines) dans les organisations est possible et nécessaire, et qu'un très grand nombre d'entre elles peuvent et doivent adhérer au Parti.

Second argument de Martov : « Pour Lénine, il n'y a pas dans le Parti d'autres organisations que celles du Parti » ... Tout à fait juste !... « Pour moi, au contraire, ces organisations doivent exister. La vie les crée et les multiplie plus vite que nous ne pouvons les admettre dans la hiérarchie de notre organisation combative de révolutionnaires professionnels »... C'est faux à deux égards : 1° la « vie » multiplie beaucoup moins de sérieuses organisations de révolutionnaires qu'il ne nous en faut à nous, au mouvement ouvrier ; 2° notre Parti doit être une hiérarchie non seulement des organisations de révolutionnaires, mais aussi

de la masse des organisations ouvrières... « Lénine croit que le Comité central ne confirmera dans le titre d'organisations du Parti que celles qui seront absolument sûres au point de vue des principes. Mais le camarade Brucker comprend très bien que la vie (sic !) reprendra ses droits, et que le Comité central, pour ne pas laisser une foule d'organisations en dehors du Parti, sera obligé de les légaliser en dépit de leur caractère pas tout à fait sûr. C'est précisément pour cela que Brucker se joint à Lénine »... En vérité, c'est bien là une conception suiviste de la « vie » ! Il est évident que si le Comité central était *nécessairement* composé de gens qui se laissent guider non par leur opinion propre, mais par le qu'en-dira-t-on (voyez l'incident du Comité d'organisation), la « vie » reprendrait « ses droits » en ce sens que les éléments les plus arriérés du Parti prendraient le dessus (*comme cela s'est produit maintenant, quand une « minorité » du Parti s'est formée avec des éléments rétrogrades*). Mais il est impossible d'invoquer une seule raison *sensée* qui puisse obliger un Comité central *qualifié* à introduire dans le Parti des éléments « peu sûrs ». C'est précisément en parlant de la « vie » qui « multiplie » des éléments peu sûrs que Martov met en évidence le caractère opportuniste de son plan d'organisation !... « Quant à moi, je pense, poursuit-il, que si une telle organisation (pas tout à fait sûre) consent à accepter le programme et le contrôle du Parti, nous pouvons l'introduire dans le Parti, sans en faire pour cela une organisation du Parti. Je considérerais comme un grand triomphe de notre Parti, si par exemple quelque association d'« indépendants » décidait d'accepter le point de vue de la social-démocratie, son programme et d'adhérer au Parti, ce qui toutefois ne signifierait pas que nous acceptions cette association dans l'organisation du Parti »... Voilà à quelle confusion aboutit la formule de Martov : des organisations en dehors du Parti qui appartiennent au Parti ! Représentez-vous seulement *son* schéma : le Parti=1) des organisations de révolutionnaires,+2) des organisations ouvrières, reconnues comme organisations du Parti,+3) des organisations ouvrières non reconnues comme organisations du Parti (principalement les organisations d'« indépendants »),+4) des isolés remplissant diverses fonctions, professeurs, collégiens, etc.,+5) « chaque gré-

viste ». A côté de ce plan remarquable on ne peut placer que les paroles du camarade Liber : « Notre tâche n'est pas seulement d'organiser une organisation (!!) ; nous pouvons et devons organiser un parti » (p. 241). Oui, évidemment, nous pouvons et nous devons le faire ; mais alors ce qu'il nous faut, ce n'est pas prononcer des paroles dénuées de sens sur l'« organisation d'organisations », mais *exiger formellement* des membres du Parti qu'ils travaillent effectivement à *l'organisation*. Parler d'« organiser un Parti » et défendre cette dissimulation, sous le nom de Parti, du manque d'organisation et de la débandade, c'est parler pour ne rien dire.

« Notre formule, dit le camarade Martov, exprime la tendance à créer entre l'organisation de révolutionnaires et les masses un certain nombre d'organisations. » Mais non ! Cette tendance véritablement obligatoire, c'est justement ce que la formule de Martov *n'exprime pas*, car *elle n'offre aucun stimulant à s'organiser*, elle n'exige pas qu'on s'organise, elle ne distingue pas entre ce qui est organisé et ce qui ne l'est pas. Elle ne donne *qu'une dénomination* *, et à ce

* Au congrès de la Ligue, le camarade Martov donna en faveur de sa formulation encore un argument dont il vaut la peine de se moquer un peu. « Nous pourrions indiquer, dit-il, que la formule de Lénine, entendue littéralement, élimine du Parti les *représentants du Comité central*, ces derniers ne constituant pas une organisation » (p. 59). Cet argument a été, au congrès de la Ligue également, accueilli d'un *rire*, comme le notent les procès-verbaux. Le camarade Martov estime que la « difficulté » signalée par lui ne saurait être levée que par le fait que les représentants du Comité central font partie de « l'organisation du Comité central ». Mais la question n'est pas là. C'est que, par son exemple, le camarade Martov a montré nettement *sa totale incompréhension de l'idée du § 1* ; il a montré le pur pédantisme d'une critique qui mérite véritablement d'être raillé. *Formellement*, il suffirait de constituer « une organisation de représentants du Comité central », de rédiger une *décision* sur son introduction dans le Parti et la « difficulté », un vrai casse-tête pour la pensée du camarade Martov, aurait disparu d'emblée. L'*idée* du § 1 formulé par moi consiste, elle, dans ce *stimulant* : « organisez-vous ! », consiste à *assurer* le contrôle et la direction *réels*. Quant au *fond*, la question même apparaît ridicule de savoir si les réprésentants du Comité central entreront au Parti, car le contrôle *réel* sur leur activité est pleinement assuré *du fait même qu'ils ont été désignés comme représentants* ; du fait même qu'ils exercent les fonctions de représentants. Par conséquent, il n'est pas question ici de confondre

propos on ne peut s'empêcher de rappeler les paroles du camarade Axelrod : « Il n'est pas de décrets par lesquels on puisse leur interdire (aux cercles de la jeunesse révolutionnaire, etc.), ainsi qu'aux individus, de se dire social-démocrates » (sainte vérité !) « ou même de se considérer comme élément constitutif du Parti »... Cette fois, c'*est absolument faux* ! Faire défense à quelqu'un de se dire social-démocrate est impossible et *inutile*, car ce mot n'exprime *proprement* qu'un ensemble de convictions, et non des rapports déterminés d'organisation. Interdire à des cercles isolés ou à des individus de « se considérer comme élément constitutif du Parti » est possible et nécessaire, lorsque ces cercles et individus portent préjudice à la cause du Parti, le corrompent ou le désorganisent. Il serait ridicule de parler du *Parti*, comme d'un tout, comme d'une grandeur politique, si ce Parti ne pouvait pas « interdire par décret » à un cercle de « se considérer comme une partie » du tout ! A quoi bon alors fixer le règlement et conditions d'exclusion du Parti ? Le camarade Axelrod a nettement poussé à l'absurde l'erreur fondamentale de Martov ; il a même érigé cette erreur en *théorie opportuniste* lorsqu'il a ajouté : « Tel qu'il est formulé par Lénine, le § 1 est en contradiction de principe avec la nature même (!!), avec les tâches du Parti social-démocrate du prolétariat » (p. 243). Cela signifie — ni plus ni moins — que présenter au Parti des exigences plus élevées qu'à la classe, c'est se mettre en contradiction de principe avec la nature même des tâches du prolétariat. Rien d'étonnant si Akimov a défendu avec tant d'ardeur pareille *théorie* !

Pour être juste, signalons que le camarade Axelrod, qui *maintenant* veut faire de cette formule erronée tendant manifestement vers l'opportunisme le germe de *nouvelles* conceptions, s'était au contraire déclaré pendant le congrès

---

l'élément organisé et l'élément inorganisé (de là vient l'erreur fondamentale de la formulation du camarade Martov). Le vice de la formule du camarade Martov est que tout un chacun peut se *proclamer* membre du Parti, tout opportuniste, tout bavard, tout « professeur » et tout « collégien ». Le camarade Martov s'applique vainement à *escamoter ce talon d'Achille* de sa formulation en citant des exemples où il ne saurait être question de s'intégrer soi-même au Parti, de se proclamer membre du Parti.

disposé à « marchander » en disant : « Mais je remarque que j'enfonce une porte ouverte »... (je le remarque également en ce qui concerne la nouvelle *Iskra*)... « parce que le camarade Lénine, avec ses cercles de sympathisants considérés comme parties intégrantes de l'organisation du Parti, vient au-devant de ma demande »... (pas seulement avec ces cercles, mais aussi avec toutes sortes d'associations ouvrières ; cf. p. 242 des procès-verbaux, discours du camarade Strakhov, et les passages cités plus haut de *Que faire ?* et de la « Lettre à un camarade »)... « Restent les isolés, mais là aussi nous pourrions encore marchander. » J'ai répondu au camarade Axelrod que, d'une façon générale, je ne m'opposais pas aux marchandages ; aujourd'hui, je me dois d'expliquer ce que j'entendais par là. C'est en ce qui concerne précisément les isolés, tous ces professeurs, ces collégiens et autres, que je serais le moins disposé aux concessions ; mais si l'on exprimait un doute touchant les organisations ouvrières, je consentirais (malgré le malfondé absolu de ces doutes que j'ai démontré plus haut) à ajouter à mon § 1 une note dans le genre de celle-ci : « Les organisations ouvrières qui acceptent le programme et les statuts du Parti ouvrier social-démocrate de Russie doivent être en aussi grand nombre que possible comprises parmi les organisations du Parti. » Certes, à parler strictement, un tel souhait ne peut avoir sa place dans les statuts qui doivent se borner à des définitions juridiques, mais dans des commentaires, dans des brochures (j'ai déjà rappelé que, longtemps avant les statuts, j'avais donné des explications en ce sens dans mes brochures) ; mais du moins une telle note ne renfermerait pas l'ombre de ces idées *fausses*, pouvant conduire à la désorganisation, pas l'ombre de ces raisonnements *opportunistes* *, de ces « *conceptions anarchis-*

* Au nombre de ces raisonnements, qui ne manquent pas de surgir lorsqu'on essaie de motiver la formule de Martov, appartient notamment cette phrase du camarade Trotski (pp. 248 et 346) : « l'opportunisme naît de causes plus complexes (ou bien : est déterminé par des causes plus profondes) que tel ou tel point des statuts ; il est provoqué par le niveau de développement relatif de la démocratie bourgeoise et du prolétariat »... La question n'est pas que tels points des statuts peuvent engendrer l'opportunisme. Il faut, à l'aide de ces statuts, forger une arme plus ou moins tranchante contre l'opportunisme. Plus ses causes sont profondes, plus cette arme doit être

tes » que la formule du camarade Martov contient indubitablement.

La dernière expression entre guillemets appartient au camarade Pavlovitch qui a qualifié avec juste raison *d'anarchisme* le fait de reconnaître comme membres des gens « *irresponsables et s'inscrivant* eux-mêmes dans le Parti ».

---

tranchante. Aussi *justifier* par les « causes profondes » de l'opportunisme une formule qui lui ouvre la porte, c'est du suivisme de la plus belle eau. Lorsque le camarade Trotski était contre le camarade Liber, il comprenait que les statuts sont une « méfiance organisée » du tout envers la partie, de l'avant-garde envers le détachement retardataire ! Mais sitôt passé du côté du camarade Liber, le camarade Trotski a oublié tout cela et même s'est mis à justifier la *faiblesse* et la précarité de *notre* façon d'organiser cette méfiance (la méfiance envers l'opportunisme) par des « causes complexes », par le « niveau de développement du prolétariat », etc. Autre argument du camarade Trotski : « Pour la jeunesse intellectuelle, organisée d'une manière ou d'une autre, il est beaucoup plus facile de *s'inscrire soi-même* (souligné par moi) sur les listes du Parti. » Justement. Voilà pourquoi la formule d'après laquelle même les éléments inorganisés *se déclarent* membres du Parti pèche par son imprécision d'intellectuel, et non la mienne qui *supprime* le droit de « s'inscrire *soi-même* » sur les listes. Le camarade Trotski dit que si le Comité central « ne reconnaît pas » une organisation opportuniste, c'est seulement en raison du caractère des personnes ; et puisque ces personnes sont connues comme individualités politiques, elles ne sont pas dangereuses ; le Parti peut les exclure par un boycottage général. Cela n'est vrai que pour les cas où il faut *exclure du Parti* (et encore n'est-ce vrai qu'à moitié, car un parti organisé *exclut* par un vote, et non par le boycottage). C'est tout à fait faux pour les cas, beaucoup plus fréquents, où il est absurde d'*exclure*, où il faut simplement *contrôler*. Aux fins de contrôle, le Comité central peut *intentionnellement* admettre dans le Parti, à des conditions déterminées, une organisation pas tout à fait sûre, mais apte au travail, pour la mettre à l'épreuve, pour essayer de *l'orienter sur le chemin de la vérité*, pour paralyser en la dirigeant ses déviations partielles, etc. Une admission de ce genre n'est pas dangereuse *si*, d'une façon générale, il n'est pas permis de « *s'inscrire soi-même* » sur les listes du Parti. Elle sera souvent utile pour obtenir une expression (et une discussion) publique, *responsable*, *contrôlée*, des conceptions fausses et d'une tactique erronée. « Mais si les définitions juridiques doivent correspondre aux rapports réels, il faut repousser la formule du camarade Lénine », dit le camarade Trotski. Cette fois encore il parle en opportuniste. Les rapports réels ne sont pas inertes ; ils vivent et se développent. Les définitions juridiques peuvent correspondre à un développement progressif de ces rapports, mais elles peuvent aussi (si ces définitions sont mauvaises) « correspondre » à une régression ou à une stagnation. Ce dernier cas est justement le « cas » du camarade Martov.

Le camarade Pavlovitch explique ma formule au camarade Liber : « traduite en clair », elle signifie : « Dès l'instant où tu veux être membre du Parti, tu dois reconnaître aussi les rapports d'organisation, et pas seulement platoniquement ». Pour simple que soit cette « traduction », elle n'en a pas été moins utile (comme l'ont montré les événements qui ont suivi le congrès), non seulement pour les différents professeurs et collégiens peu sûrs mais pour les plus authentiques membres du Parti, pour les hommes haut placés... Le camarade Pavlovitch a signalé avec non moins de raison la contradiction entre la formule du camarade Martov et la thèse indiscutable du socialisme scientifique, invoquée si mal à propos par le même camarade Martov : « Notre Parti est l'interprète conscient d'un processus inconscient. » C'est bien cela. Et c'est bien pourquoi on a tort de vouloir que « chaque gréviste » puisse s'intituler membre du Parti ; car si « chaque grève » n'était pas simplement l'expression spontanée d'un puissant instinct de classe et de la lutte de classe menant inévitablement à la révolution sociale, si elle était *l'expression consciente* de ce processus, alors... alors la grève générale ne serait pas une phrase anarchiste, alors notre Parti *s'identifierait* immédiatement, d'un seul coup, avec toute la classe ouvrière et, par suite, en finirait d'un seul coup avec *toute la société bourgeoise.* Pour être *vraiment* un interprète conscient, le Parti doit savoir établir des rapports d'organisation *assurant un certain niveau* de conscience et élevant systématiquement ce niveau. « Si l'on suit la voie de Martov, dit le camarade Pavlovitch, il faut tout d'abord supprimer l'article sur la reconnaissance du *programme*, car pour accepter un programme il faut l'assimiler, le comprendre... Reconnaître le programme implique un niveau assez élevé de conscience politique. » Nous n'admettrons jamais que le *soutien* de la social-démocratie, que la *participation* à la lutte dirigée par elle, soient artificiellement *limités* par des exigences quelconques (assimilation, compréhension, etc.), car cette *participation* en elle-même, par le seul fait qu'elle s'affirme, *élève* et la conscience et les instincts d'organisation ; mais dès l'instant où *nous nous sommes réunis en parti* pour un travail systématique, nous devons nous préoccuper d'assurer les conditions d'un tel travail.

Que l'avertissement du camarade Pavlovitch touchant le programme n'ait pas été superflu, on a pu s'en rendre compte *aussitôt à cette même* séance. Les camarades Akimov et Liber, qui avaient fait voter la formule du camarade Martov *, ont *aussitôt* révélé leur véritable nature, en demandant (pp. 254-255) (pour « être membre » du Parti) une simple reconnaissance platonique du programme lui-même, de ses « principes fondamentaux ». « La proposition d'Akimov est parfaitement logique du point de vue du camarade Martov », a observé Pavlovitch. Malheureusement, les procès-verbaux ne nous disent pas *combien* la proposition d'Akimov a recueilli de voix — au moins sept, selon toute probabilité (cinq bundistes, Akimov et Brucker). Et précisément le départ des *sept* délégués du congrès a transformé la « majorité compacte » (anti-iskristes, « centre » et martoviens), qui commençait à se former autour du § 1 des statuts, en une minorité compacte ! Le départ précisément des *sept* délégués a amené l'échec de la proposition de confirmer la vieille rédaction, ce qui serait une flagrante violation de la « continuité » dans la direction de l'*Iskra* ! Or, l'original *groupe des sept* était l'unique salut et le seul gage de la « continuité » iskriste : ce groupe était constitué par les bundistes, Akimov et Brucker, c'est-à-dire justement par les délégués qui ont voté contre les *motifs* de reconnaissance de l'*Iskra* comme organe central, ceux dont l'opportunisme avait été des dizaines de fois reconnu par le congrès, et notamment par Martov et Plékhanov, à propos de l'*atténuation* du § 1 touchant le programme. La « continuité » de l'*Iskra*, protégée par les anti-iskristes ! Nous abordons ici le *nœud* de la tragi-comédie consécutive au congrès.

---

* Elle a recueilli 28 voix contre 22. Sur les huit anti-iskristes sept étaient pour Martov, un pour moi. Sans l'aide des opportunistes, le camarade Martov n'aurait pas pu faire voter sa formule opportuniste. (Au congrès de la Ligue, le camarade Martov avait essayé sans trop de bonheur de contester ce fait indubitable, en se bornant, on ne sait pourquoi, aux voix des bundistes et oubliant le camarade Akimov et ses amis, plus exactement, il s'en souvint *seulement* lorsque cela pouvait témoigner contre moi, par exemple l'accord du camarade Brucker avec moi).

* *
*

Le groupement des voix au sujet du § 1 des statuts a révélé un phénomène exactement du même genre que l'incident de l'égalité des langues : la séparation d'un quart (environ) d'avec la majorité iskriste rend possible la victoire des anti-iskristes, suivis par le « centre ». Là encore, bien entendu, il est des voix qui troublent la parfaite harmonie du tableau. Dans une assemblée aussi nombreuse que notre congrès, on trouve infailliblement certains éléments « frustes », qu'un hasard jette tantôt d'un côté, tantôt de l'autre, notamment à propos d'une question telle que le § 1, où le caractère véritable de la divergence ne faisait que se dessiner, question dans laquelle beaucoup n'avaient pas *encore pu se reconnaître* (étant donné qu'elle n'avait pas été discutée au préalable dans les publications appropriées). De la majorité iskriste, cinq voix s'étaient détachées (Roussov et Karski à raison de deux voix chacun, et Lenski avec une voix) ; en revanche, se sont joints à elle un anti-iskriste (Brucker) et trois du centre (Medvédev, Egorov et Tsarev) ; il en est résulté un total de 23 voix (24—5+4), soit une voix en moins par rapport au groupement définitif aux élections. *La majorité a été assurée à Martov par les anti-iskristes*, dont 7 étaient pour lui et un pour moi (sept du « centre » étaient aussi pour Martov, trois pour moi). La coalition de la minorité des iskristes avec les anti-iskristes et le « centre », qui constitua une minorité compacte à l'issue du congrès et après le congrès, *commençait à se former*. La faute politique de Martov et Axelrod, qui ont fait *un pas certain vers l'opportunisme et vers l'individualisme anarchiste* dans la formulation du § 1, et surtout dans la défense de cette formule, s'est révélée aussitôt avec un relief particulier, grâce à l'arène libre et ouverte du congrès : les éléments les moins stables et les moins fermes sur le terrain des principes ont d'emblée poussé toutes leurs forces afin d'élargir la fêlure, la brèche qui s'est ouverte dans les positions de la social-démocratie révolutionnaire. Le travail fait en commun au congrès par des hommes qui poursuivaient ouvertement, dans le domaine de l'organisation, des *buts différents* (voir le discours d'Akimov) a immédiatement incité les adversaires de *principe* de notre plan

d'organisation et de nos statuts à épauler l'erreur des camarades Martov et Axelrod. Les iskristes qui, sur ce point également, étaient restés fidèles à la social-démocratie révolutionnaire, se trouvèrent *en minorité*. C'est là un fait d'une *importance énorme* car, sans l'avoir clarifié, il est absolument impossible de comprendre ni la lutte autour des questions de détails des statuts ni la lutte autour de l'effectif de l'organe central et du Comité central.

j) CEUX QUI ONT SOUFFERT D'ÊTRE FAUSSEMENT ACCUSÉS D'OPPORTUNISME

Avant de passer à la suite des débats sur les statuts, il est nécessaire, pour élucider nos divergences sur la question de l'effectif des institutions centrales, de rappeler les séances *privées* de l'organisation de l'*Iskra*, pendant le congrès. La dernière et la plus importante de ces quatre séances s'est tenue *justement après* le vote du § 1 des statuts, ce qui fait que la scission de l'organisation de l'*Iskra*, survenue au cours de cette séance, fut chronologiquement et logiquement une condition préludant à la lutte ultérieure.

Les séances privées de l'organisation de l'*Iskra* * commencèrent bientôt après l'incident du Comité d'organisation, qui fournit un prétexte à l'examen de la question des candidatures éventuelles au Comité central. Il va de soi qu'étant donné l'abolition des mandats impératifs, ces séances eurent un caractère strictement consultatif, qui ne liaient personne, mais dont l'importance était néanmoins énorme. Les élections au Comité central comportaient de grandes difficultés pour les délégués qui ne connaissaient ni les noms clandestins ni le travail intérieur de l'organisation de l'*Iskra*, organisation qui a créé l'unité de fait dans le Parti, assumé la direction du mouvement pratique, un des motifs de la reconnaissance officielle de l'*Iskra*. Nous avons déjà vu que l'unité des iskristes leur aurait assuré pleinement une grosse majorité au congrès, jusqu'aux trois

* Je me suis déjà efforcé, au congrès de la Ligue, d'arrêter un cadre aussi étroit que possible, pour exposer ce qui s'était passé au cours des réunions privées, afin d'éviter des débats stériles. Les faits essentiels ont été exposés dans ma « Lettre à la rédaction de l'*Iskra* » (p. 4). Le camarade Martov ne les a pas contestés dans sa « Réponse ».

cinquièmes ; tous les délégués s'en rendaient parfaitement compte. Tous les iskristes attendaient précisément que *l'organisation de l'« Iskra »* recommande un effectif déterminé pour le Comité central, et aucun des membres de cette organisation n'a élevé la moindre objection contre l'examen préalable par celle-ci de l'effectif du Comité central, personne n'a soufflé mot à propos de la confirmation de tout l'effectif du Comité d'organisation, c'est-à-dire de sa transformation en Comité central, personne n'a même soufflé mot *au sujet d'une conférence*, concernant les candidats au Comité central, à laquelle prendrait part tout l'effectif du Comité d'organisation. Ce fait est extrêmement caractéristique aussi, et il importe éminemment de ne pas le perdre de vue, car *maintenant*, les martoviens défendent avec zèle *rétrospectivement* le Comité d'organisation démontrant ainsi pour la centième et pour la millième fois leur veulerie politique *. Tant que la scission au sujet de la composition des centres n'avait pas associé Martov et les Akimov, tout le monde se rendait nettement compte au congrès de ce dont tout homme impartial se convaincra aisément par les procès-verbaux et par toute l'histoire de l'*Iskra*, à savoir que le Comité d'organisation était *principalement* une commission chargée de convoquer le congrès et composée à dessein de représentants de diverses nuances, y compris celle du Bund ; quant au travail véritable pour *créer* l'unité organique du Parti, c'était l'organisation de l'*Iskra* qui en avait porté tout le poids sur ses épaules (il ne faut pas perdre de vue non plus qu'un *certain nombre* de membres iskristes du Comité d'organisation étaient absents tout à fait par hasard au congrès, tant par suite des arrestations qu'en raison d'autres circonstances « de force majeure »). La composition de l'organisation de l'*Iskra* au congrès avait été

* Essayez de vous imaginer ce « tableau des mœurs » : un *délégué* de l'organisation de l'*Iskra au congrès* confère *seulement* avec celle-ci et *ne souffle mot* à propos d'une conférence avec le Comité d'organisation. Mais après sa défaite dans cette organisation, comme au congrès, il se met à *regretter* la non-confirmation du Comité d'organisation, à l'exalter rétrospectivement et à méconnaître superbement l'organisation dont il tenait le mandat ! On peut parier qu'il ne se trouverait pas un fait analogue dans l'histoire d'aucun parti véritablement social-démocrate et véritablement ouvrier.

rappelée déjà dans la brochure du camarade Pavlovitch (voir sa *Lettre à propos du deuxième congrès*, p. 13) [99].

Résultat définitif des vifs débats dans l'organisation de l'*Iskra* : deux votes dont j'ai déjà parlé dans la « Lettre à la rédaction ». Premier vote : « une des candidatures soutenues par Martov est repoussée par neuf voix contre quatre, et trois abstentions ». On aurait pu croire qu'il ne pouvait y avoir rien de plus simple ni de plus naturel que ce fait : avec l'assentiment général de tous les seize membres de l'organisation de l'*Iskra* se trouvant au congrès, la question des candidatures éventuelles est débattue et une des candidatures proposées par le camarade Martov (précisément celle du camarade Stein, comme le camarade Martov lui-même, n'y tenant plus, l'a laissé échapper finalement, p. 69 de l'*État de siège*), a été déchaînée par la majorité. Car, enfin, nous nous étions réunis au congrès du Parti justement pour discuter et décider, entre autres, de la question de savoir à qui confier « le bâton de chef d'orchestre », et notre devoir général, comme membres du Parti, était de consacrer à ce point de l'ordre du jour l'attention la plus soutenue, de régler cette question du point de vue des *intérêts de la cause*, et non sous l'angle de la « sentimentalité petite-bourgeoise », comme s'exprimera plus tard très justement le camarade Roussov. Sans doute, lors de l'examen *au congrès* de la question des candidats, force a été de parler aussi de certaines qualités personnelles, on ne pouvait pas ne pas marquer son approbation ou désapprobation *, surtout dans

* Le camarade Martov s'est plaint amèrement à la Ligue de l'âpreté de ma désapprobation sans remarquer que de ses plaintes se dégageait un argument contre lui-même. Lénine s'est comporté — pour nous servir de son expression — frénétiquement (p. 64 des procès-verbaux de la Ligue). C'est juste. Il a claqué la porte. Cela est vrai. Sa conduite a indigné (à la deuxième ou troisième séance de l'organisation de l'*Iskra*) les membres restés à l'assemblée. C'est la vérité. Mais que faut-il en conclure ? Une chose, c'est que mes arguments, sur le fond des questions débattues, furent probants et se trouvèrent confirmés par la marche du congrès. En effet, si neuf membres sur seize de l'organisation de l'*Iskra* se sont néanmoins, en fin de compte, ralliés à moi, il est clair que cela s'est fait *malgré* cette véhémence malfaisante, *en dépit* d'elle. S'il n'y avait donc pas eu de « violences », peut-être même plus de neuf membres eussent été de mon côté. Donc, arguments et faits furent d'autant plus convaincants que « l'indignation » qu'ils eurent à surmonter était plus forte.

une réunion non officielle et en petit comité. *Au congrès de la Ligue j'ai eu déjà l'occasion de prévenir* qu'il était absurde de considérer la désapprobation d'une candidature comme quelque chose de « déshonorant » (p. 49 des procès-verbaux de la Ligue); absurde de faire une « scène » et de piquer une crise d'hystérie au sujet de ce qui constitue le devoir strict d'un membre du Parti : choisir des responsables en toute conscience et avec circonspection. Or, pour notre minorité, c'est là que le feu avait été mis aux poudres : ils se sont mis à crier, *après le congrès*, que l'on « détruisait la réputation » (p. 70 des procès-verbaux de la Ligue), et assurer *dans la presse le grand public* que le camarade Stein était le « principal dirigeant » de l'ancien Comité d'organisation, et qu'on l'accusait gratuitement d'« on ne sait quels plans infernaux » (p. 69 de l'*Etat de siège*). Eh bien, n'est-ce point là une crise d'hystérie lorsque, pour une approbation ou désapprobation des candidatures, on crie à la « destruction de la réputation » ? N'est-ce point une vaine querelle lorsque, ayant essuyé une défaite à une réunion privée de l'organisation de l'*Iskra*, et dans une assemblée officielle de l'instance supérieure du Parti, au congrès, les gens poussent des plaintes devant le respectable public et lui recommandent des candidats mis au rebut, comme « principaux dirigeants » ? lorsque les gens imposent ensuite au Parti leurs candidats au moyen de la scission et en réclamant la *cooptation* ? Les notions politiques, chez nous, se sont tellement confondues dans l'atmosphère étouffante de l'étranger que le camarade Martov ne sait plus distinguer le devoir de membre du Parti d'avec l'esprit de cercle et le favoritisme ! C'est sans doute du bureaucratisme et du formalisme que de croire qu'il convient de discuter et de régler la question des candidatures *uniquement* aux congrès, où les délégués se réunissent pour délibérer avant tout sur d'importantes questions de principe, où se rencontrent les représentants du mouvement capables d'envisager sans parti pris la question des personnes, capables (et tenus) de *réclamer* et de recueillir tous les renseignements sur les candidats avant de donner un vote décisif ; où la place réservée aux discussions autour du bâton de chef d'orchestre est naturelle et nécessaire. Au lieu de ce point de vue bureaucratique et formaliste, on a introduit chez nous d'autres mœurs : après les

congrès, nous parlerons à tort et à travers des funérailles politiques d'Ivan Ivanovitch, de la destruction de la réputation d'Ivan Nikiforovitch ; des littérateurs recommanderont les candidats dans des brochures et assureront hypocritement en se frappant la poitrine : ce n'est pas un cercle, c'est un parti... Les lecteurs avides de scandales s'enivreront de cette nouvelle à sensation : un tel a été le principal dirigeant du Comité d'organisation, comme l'assure Martov lui-même *. Ces lecteurs seraient beaucoup plus capables de discuter et de régler la question que ne le sont les institutions formalistes dans le genre des congrès avec leurs décisions grossièrement mécaniques, prises à la majorité... Oui, nos vrais militants du Parti auront encore à nettoyer les vastes écuries d'Augias, la fange accumulée par les chicanes à l'étranger !

Un autre vote de l'organisation de l'*Iskra* : « Est adoptée, par dix voix contre deux et quatre abstentions, la liste des cinq (au Comité central) où, figurent sur ma proposition, un leader des éléments non iskristes et un leader de la minorité iskriste ** ». Vote très important qui montre clairement et irréfutablement toute l'hypocrisie des racontars surgis par la suite dans cette atmosphère de querelles et prétendant que nous voulions chasser du Parti ou écarter des non-iskristes, que la majorité aurait choisi, par une moitié du congrès, au sein d'une seule moitié, etc. Tout cela n'est qu'un tissu de mensonges. Le vote dont je viens de parler atteste que nous n'avons écarté les non-iskristes ni du Parti ni même du Comité central ; au contraire, nous avons laissé à nos contradicteurs une très importante *minorité*. La vérité est qu'ils *voulaient avoir la majorité*,

* Pour ma part j'ai essayé d'introduire, comme Martov, dans l'organisation de l'*Iskra*, et je n'y ai pas réussi, un candidat au Comité central, et j'aurais pu parler à mon tour de son excellente réputation démontrée par des faits exceptionnels, avant et au début du congrès. Mais cela ne me vient pas à l'esprit. Ce camarade se *respecte assez* pour *ne permettre* à personne de proposer après le congrès, par la voie de la presse, sa candidature ou se plaindre de funérailles politiques, de destruction de la réputation, etc.

** Voir le présent tome, p. 121. (*N.R.*)

et, comme ce modeste désir ne s'est pas réalisé, ils ont soulevé un *scandale* et complètement renoncé à faire partie des organismes centraux. Qu'il en fût précisément ainsi, en dépit des affirmations du camarade Martov à la Ligue, c'est ce qui ressort de la *lettre* suivante qui nous a été adressée à nous, la majorité iskriste (et majorité du congrès après le départ des sept délégués), par la minorité de l'organisation de l'*Iskra*, peu après l'adoption du § 1 des statuts au congrès (notons que la réunion de l'organisation de l'*Iskra* dont j'ai parlé a été la *dernière* : après celle-ci, l'organisation s'est *pratiquement* scindée et les deux parties ont cherché à convaincre de leur bien-fondé les autres délégués du congrès).

Voici le texte de la lettre :

« Après avoir entendu les explications des délégués Sorokine et Sablina [100] concernant le désir de la majorité de la rédaction et du groupe « Libération du Travail » de prendre part à la réunion (à telle date) * et après avoir établi avec l'aide de ces délégués qu'au cours de la réunion précédente, on avait communiqué la liste des candidats au Comité central, liste qui émanait soi-disant de nous, et dont on a usé pour caractériser faussement toute notre position *politique*, compte tenu que, tout d'abord, cette liste nous a été attribuée sans qu'aucun effort ait été tenté pour en vérifier l'origine ; que, en second lieu, cette circonstance est liée indubitablement à l'accusation d'opportunisme ouvertement répandue contre la majorité de la rédaction de l'*Iskra* et le groupe « Libération du Travail » ; et que, troisièmement, le lien de cette accusation avec un plan parfaitement déterminé pour *modifier l'effectif de la rédaction de l'« Iskra »* nous apparaît tout à fait clairement, nous trouvons insuffisants les motifs invoqués pour s'opposer à notre présence à la réunion ; le refus de nous admettre à la réunion prouve qu'on ne veut pas nous permettre de dissiper les fausses accusations ci-dessus mentionnées.

Pour ce qui est d'un accord possible entre nous sur la liste com-

* Selon moi, la date marquée dans la lettre tombe sur un mardi. La réunion a eu lieu mardi soir, c'est-à-dire *après* la vingt-huitième séance du congrès. Ce détail chronologique est fort important. *Il réfute, documents à l'appui*, l'opinion du camarade Martov selon laquelle nous nous serions séparés à propos de l'organisation des centres, et non de leur composition. *Il montre, documents à l'appui*, la justesse de mon exposé au congrès de la Ligue et dans ma « Lettre à la rédaction ». *Après la 28e* séance du Congrès, les camarades Martov et Starover parlent d'abondance de la fausse accusation d'opportunisme, et *ne soufflent mot* du désaccord intervenu sur la composition du Conseil ou la cooptation dans les centres (ce dont nous avons discuté aux 25e, 26e et 27e séances).

mune des candidats au Comité central, nous déclarons que la seule liste que nous puissions accepter comme base d'une entente est celle-ci : Popov, Trotski, Glébov. Et nous soulignons que son caractère est celui d'une liste de *compromis* attendu que l'introduction du camarade Glébov n'est qu'une concession à la majorité ; car, après que le rôle joué par le camarade Glébov au congrès se soit éclairci pour nous, *nous ne considérons pas le camarade Glébov* comme répondant aux exigences que l'on doit présenter à un candidat au Comité central.

Nous soulignons d'autre part que, en engageant des pourparlers sur les candidatures au Comité central, nous le faisons en dehors de toute considération de l'effectif de la rédaction de l'organe central, car nous n'acceptons aucune discussion sur ce point (sur la composition de la rédaction).

Pour les camarades,
Martov et Starover. »

Cette lettre, qui reproduit fidèlement les dispositions d'esprit des parties ainsi que l'état de la discussion, nous introduit d'emblée « au cœur » de la scission amorcée et en montre les causes véritables. La minorité de l'organisation de l'*Iskra*, en refusant l'accord avec la majorité et préférant la libre propagande au congrès (elle en avait, bien entendu, le plein droit) cherche néanmoins à obtenir des « délégués » de la majorité son admission à leur réunion privée ! On conçoit que cette drôle de revendication n'ait provoqué à notre réunion (bien entendu, la lettre y a été lue) que sourires et haussement d'épaules ; quant aux cris qui tournaient à l'hystérie, à propos des « fausses accusations d'opportunisme », ils ont tout bonnement provoqué le rire. Mais analysons d'abord, point par point, les doléances amères de Martov et de Starover.

On leur a faussement attribué la liste ; on caractérise faussement leur position politique. Cependant, ainsi que le reconnaît Martov lui-même (p. 64 des procès-verbaux de la Ligue), je n'ai pas songé à mettre en doute son affirmation qu'il n'est pas l'auteur de la liste. En général, la question de savoir qui en est l'auteur n'a rien à voir ici, et que la liste ait été dressée par un iskriste ou un représentant du « centre », etc., cela n'a absolument aucune importance. L'important, c'est que cette liste, entièrement composée des membres de la minorité actuelle, a circulé au congrès, fût-ce à titre de simple conjecture ou anticipation. *Le plus important* enfin, c'est que le camarade Martov *a dû* faire des pieds et des mains pour se défendre au congrès contre

une *telle* liste que maintenant *il devrait* accueillir avec enthousiasme. On ne saurait marquer avec plus de relief l'inconstance dans l'appréciation des hommes et des nuances que par ce bond effectué en deux mois environ, allant des hurlements sur le « bruit déshonorant » à la volonté d'imposer au Parti, au centre, ces mêmes candidats de cette liste, soi-disant déshonorante * !

Cette liste, disait le camarade Martov au congrès de la Ligue, « signifiait au point de vue politique notre coalition et celle du *Ioujny Rabotchi* avec le Bund, coalition dans le sens d'un *accord direct* » (p. 64). Cela est faux, car, premièrement, le Bund n'aurait jamais accepté un « accord » sur une liste où ne figurait pas un seul bundiste ; en second lieu, il n'était, *il ne pouvait être question* d'aucun accord direct (qui apparaissait déshonorant à Martov) non seulement avec le Bund, mais même avec le groupe *Ioujny Rabotchi*. Il s'agissait justement non d'un accord, mais d'une coalition ; le camarade Martov n'avait pas à conclure un marché, mais *il devait être inévitablement soutenu* par ces mêmes éléments anti-iskristes et hésitants, contre lesquels il lutta durant la première moitié du congrès et qui s'étaient accrochés à son erreur touchant le § 1 des statuts. La lettre que j'ai citée montre de la façon la plus incontestable que la *racine* de « l'offense » résidait justement dans *l'accusation d'opportunisme, accusation déclarée et fausse par-dessus le marché* ! Ces « accusations », qui avaient mis le feu aux poudres et que le camarade Martov s'applique *maintenant* avec le plus grand soin à circonvenir, en dépit de mon rappel dans la « Lettre à la rédaction », étaient de deux sortes : en premier lieu, pendant les débats sur le § 1 des statuts, Plékhanov a dit expressément que la question du § 1 visait à « séparer » de nous « tous les tenants de l'opportunisme », et que pour mon projet, en tant que rempart contre l'invasion de ces derniers dans le Parti, « devaient voter, de ce fait, tous les adversaires de l'opportunisme » (p. 246 des procès-verbaux du congrès). Ces termes énergiques, malgré la légère atténuation que j'y ai apportée

* Les lignes précédentes étaient déjà composées lorsque nous reçûmes la communication de l'incident Goussev-Deutsch. Nous examinerons cet incident à part, dans l'*annexe*. (Voir le présent tome, pp. 435-444. *N.R.*)

(p. 250) *, ont fait sensation, ce qui apparaît nettement exprimé dans les discours des camarades Roussov (p. 247), Trotski (p. 248) et Akimov (p. 253). Dans les « couloirs » de notre « parlement » la thèse de Plékhanov fut vivement commentée et présentée sur tous les modes dans des controverses interminables relatifs au § 1. Et voilà que, au lieu de se défendre quant au fond, nos chers camarades se sont ridiculement prétendus mortifiés pour en venir à des plaintes écrites contre la « fausse accusation d'opportunisme » !

L'esprit de cercle et le défaut de maturité politique frappant, qui ne peuvent supporter le vent frais d'un débat public, apparaissent ici en toute netteté. C'est cette mentalité familière à l'homme russe, et qui s'exprime par un vieil adage : un coup de poing dans la mâchoire ou la main à baiser, s'il vous plaît ! Les gens sont tellement habitués à la cloche de verre d'une confrérie étroite et bien intime qu'ils ont perdu connaissance dès la première intervention, sous leur propre responsabilité, dans une arène libre et ouverte. Accuser d'opportunisme, mais qui donc ? Le groupe « Libération du Travail », et sa majorité par-dessus le marché, — vous pouvez vous imaginer cette horreur ! Ou bien la scission dans le Parti à cause de cette offense indélébile, ou bien passer outre aux « ennemis de famille » en rétablissant « l'esprit de continuité » de cette cloche de verre, — ce dilemme apparaît déjà très net dans la lettre envisagée. L'individualisme intellectuel et l'esprit de cercle se sont heurtés à l'exigence d'une intervention publique devant le Parti. Imaginez un instant qu'une pareille absurdité, qu'une querelle comme la plainte contre une « *fausse* accusation d'opportunisme » ait pu se produire dans le Parti allemand ! L'organisation et la discipline prolétariennes ont depuis longtemps fait oublier là-bas cette veulerie intellectuelle. Nul ne se comporte autrement qu'avec le plus grand respect, par exemple, à l'égard de Liebknecht, mais comme on aurait ridiculisé là-bas ses *doléances* s'il s'était plaint d'être « accusé ouvertement d'opportunisme » (avec Bebel) au congrès de 1895 lorsqu'il s'était trouvé, à propos de la question agraire, en mauvaise compagnie avec l'opportuniste notoire Vollmar et ses amis. Le nom de Lieb-

* Voir Lénine, Œuvres, 4e éd. russe, tome 6, pp. 456-457. (*N.R.*)

knecht est indissolublement lié à l'histoire du mouvement ouvrier allemand, non point certes parce que Liebknecht avait pu glisser vers l'opportunisme à propos d'une question relativement secondaire et particulière, mais bien malgré cela. De même, malgré toutes les exaspérations de la lutte, le nom du camarade Axelrod, par exemple, inspire et inspirera toujours le respect à tout social-démocrate russe, non point parce qu'il est arrivé au camarade Axelrod de défendre une misérable idée opportuniste au IIe Congrès de notre Parti, d'exhumer le vieux fatras anarchiste au IIe congrès de la Ligue, mais bien malgré cela. Seul l'esprit de cercle le plus endurci, avec sa logique — un coup de poing dans la mâchoire ou bien la main à baiser, s'il vous plaît, — a pu soulever cette crise d'hystérie, cette vaine querelle et cette scission du Parti autour d'une « fausse accusation d'opportunisme contre la majorité du groupe « Libération du Travail ».

Un autre argument de cette terrible accusation est lié au précédent de la façon la plus étroite (le camarade Martov s'est efforcé en vain, au congrès de la Ligue (p. 63), de tourner et d'estomper *un* des aspects de cet incident). Cet argument est relatif à la *coalition* des éléments anti-iskristes et hésitants avec le camarade Martov, coalition qui *s'est dessinée* au sujet du § 1 des statuts. Il va sans dire qu'il n'y avait, qu'il ne pouvait y avoir aucun accord direct ni indirect entre le camarade Martov et les anti-iskristes, et personne ne l'en soupçonnait : c'était un simple effet de sa peur. Mais sa faute s'est révélée *politiquement* en ce que les gens qui tendaient indubitablement à l'opportunisme s'étaient mis à constituer autour de lui une majorité de plus en plus « compacte » (devenue désormais la minorité uniquement grâce au départ « fortuit » de sept délégués). De cette « coalition », bien entendu, nous avons parlé de même *ouvertement* aussitôt après les débats sur le § 1 au congrès (voir la note ci-dessus du camarade Pavlovitch, p. 255 des procès-verbaux du congrès) de même que dans l'organisation de l'*Iskra* (c'est surtout Plékhanov qui l'a signalé, si je me le rappelle bien). Littéralement, c'est la même indication et la même raillerie qui visaient Bebel et Liebknecht en 1895, lorsque Zetkin leur avait dit : « Es tut mir in der Seele weh, dass ich dich in der Gesellschaft seh' »

(J'ai le cœur gros de te voir — c'est-à-dire Bebel — en cette compagnie, c'est-à-dire avec Vollmar et Cie). C'est vraiment étrange que Bebel et Liebknecht n'aient pas envoyé alors à Kautsky et à Zetkin une missive hystérique sur une fausse accusation d'opportunisme...

En ce qui concerne la liste des candidats au Comité central, cette lettre montre l'erreur du camarade Martov qui avait affirmé à la Ligue que le refus de s'entendre avec nous n'était pas encore définitif ; cela prouve une fois de plus combien il est déraisonnable dans la lutte politique de vouloir reproduire de mémoire les *conversations*, au lieu de fournir des informations, documents à l'appui. En réalité, la « minorité » était modeste au point de présenter à la « majorité » cet ultimatum : désigner deux représentants de la « minorité » et un de la « majorité » (à titre de compromis et *uniquement* en manière de simple concession !). C'est monstrueux, mais c'est un fait. Et ce fait montre clairement combien les racontars actuels sont absurdes, d'après lesquels la « majorité » aurait fait choisir, par une moitié du congrès, les représentants d'une seule moitié. *C'est juste le contraire* : les partisans de Martov ne nous proposaient qu'à titre de concession un des trois, désirant ainsi, au cas où nous n'accepterions pas cette « concession » originale, introduire *seulement* les leurs ! Nous avons ri, à notre réunion privée, de la modestie des martoviens et avons dressé notre liste : Glébov, Travinski (élu plus tard au Comité central), *Popov*. Nous avons remplacé ce dernier (également à une réunion particulière des 24) par le camarade Vassiliev (élu ensuite au Comité central) *uniquement parce que* le camarade Popov avait refusé de figurer sur notre liste, refusé d'abord dans un entretien privé, et puis ouvertement au congrès (p. 338).

Voici ce qui s'est passé.

La modeste « minorité » avait le désir modeste d'être en majorité. Lorsque ce modeste désir ne fut pas satisfait, la « minorité » a préféré renoncer tout à fait et amorcer un scandale. Et il se trouve maintenant des gens qui parlent avec une superbe condescendance sur une « majorité » qui « s'obstine » !

La « minorité » a présenté de drôles d'ultimatums à la « majorité » en faisant campagne pour la liberté de propa-

gande au congrès. Après avoir essuyé une défaite, *nos héros ont fondu en larmes et crié à l'état de siège. Voilà tout* *.

La terrible accusation selon laquelle nous aurions le dessein de modifier la composition de la rédaction, nous (réunion privée des 24) l'avons accueillie également par un sourire : tout le monde connaissait fort bien, dès l'ouverture du congrès, et même avant, le plan de *renouvellement* de la rédaction par élection d'un premier groupe de trois (j'en parlerai avec plus de détails lorsqu'il sera question de l'élection de la rédaction au congrès). Que la « minorité » ait eu peur de ce plan, *après* avoir constaté que la coalition de la « minorité » avec les anti-iskristes était une excellente confirmation de sa justesse, cela ne nous étonna point, c'était parfaitement naturel. Nous ne pouvions, certes, prendre au sérieux la proposition de nous transformer, de notre propre gré, avant la lutte au congrès, en minorité ; nous ne pouvions prendre au sérieux cette lettre dont les auteurs avaient atteint un degré d'exaspération incroyable au point de parler de « fausses accusations d'opportunisme ». Nous avions le ferme espoir que le devoir de membre du Parti prendrait bien vite le dessus sur le désir naturel d'« épancher son fiel ».

k) SUITE DES DÉBATS SUR LES STATUTS. COMPOSITION DU CONSEIL

Les points suivants des statuts ont suscité beaucoup plus de controverses sur les questions de détail que sur les principes d'organisation. La 24e séance a été entièrement consacrée à la représentation aux congrès du Parti ; cette fois encore une bataille résolue et déterminée fut livrée, contre les plans communs à tous les iskristes, uniquement par les bundistes (Goldblatt et Liber, pp. 258-259) et par le camarade Akimov qui, avec une franchise méritoire, a reconnu son rôle au congrès : « Chaque fois que je prends la parole, j'ai pleine conscience que par mes arguments je n'influerai pas sur les camarades ; au contraire, je nuirai à la question que je défends » (p. 261). Cette remarque

* En français dans le texte. (*N.R.*)

très juste a été particulièrement opportune sitôt après la discussion du § 1 des statuts ; seulement l'expression « au contraire » n'a pas été tout à fait régulièrement employée ici, puisque le camarade Akimov savait non seulement nuire à certaines questions, mais en même temps « influer sur les camarades »... parmi les iskristes d'esprit très peu conséquent, inclinant à la phrase opportuniste.

Dans l'ensemble, le § 3 des statuts, qui fixe les conditions de la représentation au congrès, fut adopté par la majorité avec sept abstentions (p. 263) appartenant sans doute au nombre des anti-iskristes.

Le débat sur la composition du Conseil, qui occupa la plus grande partie de la 25e séance du congrès, a montré le fractionnement extrême des groupements autour d'un nombre considérable de projets. Abramson et Tsarev repoussent catégoriquement le plan du Conseil. Panine persiste à vouloir faire du Conseil exclusivement un jury d'honneur ; aussi propose-t-il avec un parfait esprit de suite de rejeter la définition selon laquelle le Conseil est un organisme supérieur qui peut être convoqué par deux membres quelconques du Conseil *. Hertz[101] et Roussov défendent différents modes de constitution du Conseil en plus des *trois* modes proposés par *cinq* membres de la commission des statuts.

Les questions litigieuses se ramenaient avant tout à définir les tâches du Conseil : jury d'honneur ou organisme supérieur du Parti ? Le camarade Panine, comme je l'ai déjà dit, se prononçait fermement pour la première définition. Mais il était seul. Le camarade Martov s'est prononcé délibérément contre : « Je propose de rejeter la proposition tendant à éliminer les mots : « Le Conseil est un organisme supérieur » ; notre formule » (c'est-à-dire celle relative aux tâches du Conseil, sur laquelle nous étions tombés d'accord à la commission des statuts) « laisse sciemment

* Le camarade Starover penchait apparemment lui aussi pour les conceptions du camarade Panine, avec cette seule différence que ce dernier savait ce qu'il voulait et déposait avec un parfait esprit de suite des résolutions qui faisaient du Conseil uniquement un organisme d'arbitrage, de conciliation, tandis que le camarade Starover ne savait pas ce qu'il voulait en disant que le Conseil se réunit d'après son projet « uniquement au gré des parties » (p. 266). C'est tout simplement dénué de fondement.

la possibilité pour le Conseil de se transformer en institution supérieure du Parti. Pour nous, le Conseil n'est pas qu'un organisme de conciliation. » Or, la composition du Conseil, d'après le projet du camarade Martov, répondait entièrement et exclusivement au caractère d'« organismes de conciliation » ou de jurys d'honneur : deux membres de chacun des deux centres et un cinquième invité par les quatre. Non seulement une telle composition, mais aussi celle adoptée par le congrès, sur la proposition des camarades Roussov et Herz (le cinquième membre est désigné par le congrès), répondent exclusivement aux fins de conciliation ou de médiation. Entre cette composition du Conseil et sa destination d'organisme supérieur du Parti, la contradiction est irréductible. L'institution supérieure du Parti doit toujours être au complet, et ne pas dépendre de changements fortuits (parfois à la suite de répressions) dans les organismes centraux. Elle doit être en liaison étroite avec le congrès du Parti, dont elle recevra ses pleins pouvoirs, et non pas des deux autres organismes relevant du congrès. L'organisme supérieur doit être composé de personnes connues du congrès du Parti. Enfin une institution *supérieure* ne peut être *organisée* de façon que *son existence même* dépende du hasard ; si deux collèges ne tombent pas d'accord pour choisir un cinquième membre, le Parti reste sans organisme supérieur ! A cela, on a objecté : 1° que si l'un des cinq s'abstient et que les quatre autres se divisent en deux camps, la situation peut être également sans issue (Egorov). Cette objection est dénuée de fondement, car l'impossibilité où l'on peut se trouver de *prendre une décision* est parfois inévitable pour *tout* collège, mais ce n'est pas du tout la même chose que l'impossibilité de *constituer* un collège. Deuxième objection : « Si un organisme comme le Conseil ne peut choisir un cinquième membre, c'est qu'il est en général inapte à l'action » (Zassoulitch). Or, il est question ici non pas d'inaptitude mais de l'inexistence de l'organisme *supérieur*, car sans un cinquième membre, il *n'y aura pas* du tout de Conseil, *il n'y aura pas du tout d'« organisme »*, et l'on ne pourra parler de l'aptitude à l'action. Enfin, ce serait encore un mal réparable, si des cas pouvaient se présenter où n'est pas constitué un de ces collèges du Parti, relevant d'un

autre, d'un collège supérieur, celui-ci pouvant toujours, en cas d'urgence, combler la lacune d'une façon ou d'une autre. Mais le Conseil ne relève *d'aucun* collège, sinon du congrès ; par conséquent, laisser dans les statuts cette *éventualité* qu'on ne pourra *même pas constituer* le Conseil serait évidemment manquer de logique.

Mes deux interventions bien brèves au congrès, sur cette question, ont été consacrées uniquement à l'analyse (pp. 267 et 269) *de ces deux* objections erronées qui ont servi à défendre son projet à Martov, ainsi qu'à d'autres camarades. Quant à la prédominance de l'organe central ou du Comité central au sein du Conseil, *je n'en ai même pas touché un mot*. Cette question a été soulevée, *pour la première fois*, dans le sens d'une mise en garde contre le danger de prédominance de l'organe central, par *le camarade Akimov* à la 14e séance du congrès (p. 157), et c'est *seulement* à la suite d'Akimov que les camarades Martov, Axelrod et d'autres lançaient, *après le congrès*, la fable absurde et démagogique, selon laquelle la « majorité » aurait le désir de transformer le Comité central en un instrument de la rédaction. Analysant cette question dans son *Etat de siège*, le camarade Martov a modestement passé sous silence son inspirateur véritable !

Quiconque voudrait prendre connaissance, dans son ensemble, de la façon dont a été posé le problème de la prédominance de l'organe central sur le Comité central au congrès du Parti, au lieu de se borner à des citations arrachées du contexte, se rendra facilement compte que le camarade Martov a altéré les choses. Déjà à la 14e séance, *le camarade Popov en personne* commence par polémiser *contre les vues du camarade Akimov*, désireux « au sommet du Parti de défendre « la centralisation la plus stricte » *pour amoindrir l'influence de l'organe central* » (p. 154, souligné par moi), « ce en quoi consiste précisément le sens de ce système (d'Akimov) ». « Loin de défendre une telle centralisation, ajoute le camarade Popov, je suis prêt à la combattre de toutes les manières parce qu'elle est *le drapeau de l'opportunisme* ». C'est là le *nœud* du fameux problème de la prédominance de l'organe central sur le Comité central. Il n'est donc pas étonnant que le camarade Martov *soit obligé* maintenant de passer sous

silence la véritable origine de ce problème. *Même* le camarade Popov ne pouvait manquer d'apercevoir le caractère *opportuniste* des dissertations d'Akimov sur la prédominance de l'organe central * et, pour mieux s'en désolidariser, le camarade Popov déclarait *catégoriquement* : « Que ce centre (le Conseil) se compose de trois membres de la rédaction et de deux membres du Comité central. *C'est là une question de second ordre* (souligné par moi), l'important, c'est que la direction, la direction suprême du Parti, émane d'une source unique » (p. 155). Le camarade Akimov objecte : « Le projet accorde à l'organe central la prééminence dans le Conseil, ne serait-ce que parce que l'effectif de la rédaction est permanent, tandis que celui du Comité central est variable » (p. 157). Cet argument ne se rapporte qu'à la « permanence » de la direction *idéologique* (chose normale et désirable), mais non point à la « prééminence » dans le sens de l'immixtion ou d'une atteinte à l'autonomie. Et le camarade Popov, qui n'appartenait pas encore à ce moment à la « minorité », laquelle recouvre son mécontentement de la composition des centres par des commérages sur le défaut d'autonomie du Comité central, répond au camarade Akimov avec beaucoup de raison : « Je propose de le considérer (le Conseil) comme le centre directeur du Parti, et *alors la question de savoir si le Conseil comporte un plus grand nombre de représentants de l'organe central ou du Comité central sera sans aucune importance* » (pp. 157-158). (C'est moi qui souligne).

A la reprise de la discussion sur l'effectif du Conseil (25e séance), le camarade Pavlovitch, poursuivant les

* Ni le camarade Popov ni le camarade Martov ne se gênaient pour taxer le camarade Akimov d'opportuniste ; ils n'ont commencé à se fâcher et à s'indigner qu'au moment où l'on appliqua cette épithète à *eux-mêmes*, fort justement d'ailleurs, à propos de l'« égalité des langues » ou du § 1. Le camarade Akimov, que le camarade Martov suit désormais à la trace, sut cependant se comporter au congrès du Parti avec plus de dignité et de courage que le camarade Martov et Cie au congrès de la Ligue. « On me traite ici, disait le camarade Akimov au congrès du Parti, d'opportuniste. Pour ma part, j'estime que c'est un terme désobligeant, une injure, et je pense ne l'avoir pas du tout mérité ; mais je ne proteste pas » (p. 296). Peut-être les camarades Martov et Starover ont-ils invité le camarade Akimov à signer au bas de leur protestation contre la fausse accusation d'opportunisme, ce que le camarade Akimov a cependant refusé de faire ?

débats antérieurs, se prononce pour la prédominance de l'organe central sur le Comité central, « vu la stabilité du premier » (264), entendant par là la stabilité sur le terrain des *principes*, comme l'a compris du reste le camarade Martov qui, prenant la parole immédiatement après le camarade Pavlovitch, estima inutile de « fixer la prépondérance d'une institution sur une autre » et indiqua la possibilité pour un membre du Comité central de séjourner à l'étranger ; « c'est ainsi que l'on conserverait jusqu'à un certain point la stabilité du Comité central sur le plan des principes » (264). Ici, il n'y a point l'ombre d'une *confusion* démagogique de la question relative à la stabilité touchant les *principes* et à sa sauvegarde avec la sauvegarde de l'autonomie et de l'indépendance du Comité central. Cette confusion, devenue *après le congrès* le principal atout, ou peu s'en faut, du camarade Martov, *seul* la semait avec obstination *au congrès le camarade Akimov* qui disait *déjà à ce moment* que « les statuts étaient imprégnés de l'esprit d'Araktchéev » [102] (268), que « *si le Conseil du Parti comporte trois membres de l'organe central, le Comité central deviendra un simple instrument de la volonté de la rédaction* (c'est moi qui souligne). Trois personnes résidant à l'étranger auront le droit de présider sans partage (!!) aux activités de tout (!!) le Parti. Etant en sécurité, elles sont inamovibles » (268). C'est contre ces phrases absolument absurdes et démagogiques, qui substituent à la *direction idéologique l'ingérence dans le travail de tout le Parti* (et qui, après le congrès ont fourni un mot d'ordre bien chétif au camarade Axelrod, avec ses discours sur la « théocratie »), c'est *à ces phrases* que le camarade Pavlovitch s'est encore opposé, en soulignant qu'il était « pour la fermeté et la pureté des principes que l'*Iskra* représente. En donnant la prépondérance à la rédaction de l'organe central, j'affermis par là ces principes (268) ».

Voilà comment se pose en réalité la question de la fameuse prédominance de l'organe central sur le Comité central. Cette mémorable « divergence de principe » des camarades Axelrod et Martov n'est rien d'autre que *la reprise des propos opportunistes et démagogiques du camarade Akimov*, propos dont même le camarade Popov apercevait nette-

ment le caractère véritable, quand il n'avait pas encore essuyé la défaite dans les débats sur la composition des organismes centraux !

* *
*

Bilan de la discussion sur la composition du Conseil : en dépit des efforts tentés par le camarade Martov pour prouver dans son *Etat de siège* que mon exposé dans la « Lettre à la rédaction » est contradictoire et erroné, les procès-verbaux du congrès montrent clairement que cette question n'est réellement qu'*un détail par rapport au* § 1 ; que la déclaration faite dans l'article « Notre congrès » (n° 53 de l'*Iskra*), selon laquelle nous aurions discuté « presque exclusivement » sur la constitution des organismes centraux du Parti, n'est qu'une *déformation totale de la vérité*. Déformation d'autant plus flagrante que l'auteur de l'article *a complètement passé outre aux débats sur le paragraphe 1*. Ensuite, les procès-verbaux confirment encore qu'il n'y avait point de groupement déterminé d'iskristes sur le problème de la composition du Conseil : pas de votes nominaux, Martov se sépare de Panine, moi je suis d'accord avec Popov, Egorov et Goussev se tiennent à part, etc. Enfin, ma dernière affirmation (au congrès de la Ligue de la social-démocratie révolutionnaire russe à l'étranger), selon laquelle la coalition des partisans de Martov et des anti-iskristes se consolidait, *est de même confirmée* par le tournant aujourd'hui bien visible pour tous, opéré par les camarades Martov et Axelrod en faveur d'Akimov, sur ce point également.

l) FIN DES DÉBATS SUR LES STATUTS. COOPTATION DANS LES ORGANISMES CENTRAUX. DÉPART DES DÉLÉGUÉS DU *RABOTCHÉIÉ DIÉLO*

En ce qui concerne les débats ultérieurs sur les statuts (26e séance du congrès), nous ne retiendrons que la question relative à la limitation des pouvoirs du Comité central, question qui met en lumière le caractère des *actuelles* attaques des martoviens contre l'hypercentralisme. Les camarades Egorov et Popov se sont attachés à limiter le centra-

lisme avec une plus grande force de persuasion, sans souci de leur propre candidature ou de celle qu'ils proposaient. Déjà à la commission des statuts ils ont voulu subordonner le droit du Comité central de dissoudre les comités locaux à l'acquiescement du Conseil et, de plus, à une liste de cas expressément mentionnés (p. 272, note 1). Trois membres de la commission des statuts (Glébov, Martov et moi) se sont prononcés contre, et le camarade Martov a défendu notre opinion au congrès (p. 273), en répliquant à Egorov et à Popov que « le Comité central n'en discuterait pas moins avant de prendre une décision aussi grave que la dissolution d'une organisation ». Comme vous le voyez, *à ce moment*, le camarade Martov restait encore sourd à *toutes* les velléités anticentralistes, et le congrès repoussa la proposition de Egorov et Popov ; malheureusement, les procès-verbaux ne nous disent pas par combien de voix.

Au congrès du Parti, le camarade Martov s'est également prononcé « contre le remplacement du mot organise (le Comité central organise des comités, etc., au § 6 des statuts du Parti) par le mot approuve. Il faut conférer aussi le droit d'organiser », disait *alors* le camarade Martov qui n'avait pas encore eu l'idée remarquable, découverte seulement au congrès de la Ligue, que la notion « organiser » n'impliquait pas l'approbation.

Ces deux points mis à part, les autres débats, tout à fait secondaires sur des questions de détail concernant les §§ 5-11 des statuts (pp. 273-276 des procès-verbaux), ne présentent guère d'intérêt. Le paragraphe 12 est relatif à la cooptation à tous les collèges du Parti en général et les organismes centraux en particulier. La commission propose d'augmenter la majorité qualifiée, nécessaire à la cooptation, de 2/3 à 4/5. Le rapporteur (Glébov) propose la cooptation *unanime* pour le Comité central. Le camarade Egorov, considérant comme indésirables les *aspérités*, se prononce pour une simple majorité en l'absence d'un veto motivé. Le camarade Popov n'est d'accord ni avec la commission ni avec le camarade Egorov et demande une simple majorité (sans le droit de veto) ou l'unanimité. Le camarade Martov n'est d'accord ni avec la commission, ni avec Glébov, ni avec Egorov, ni avec Popov ; il se prononce contre l'unanimité, contre les 4/5 (pour les 2/3), *contre*

la « cooptation réciproque », c'est-à-dire le droit de la rédaction de l'organe central de protester contre la cooptation au Comité central et vice versa (« le droit de contrôle réciproque sur la cooptation »).

Il s'agit donc, comme le voit le lecteur, d'un groupement très bigarré, et les divergences se réduisent presque à des particularités « univalentes » dans la façon de voir de chaque délégué !

Le camarade Martov dit : « Je reconnais l'impossibilité psychologique de travailler avec des personnes désagréables. Mais il nous importe également que notre organisation soit viable et apte au travail... Lors de la cooptation, le droit de contrôle réciproque du Comité central et de la rédaction de l'organe central n'est pas nécessaire. Si je suis contre, ce n'est pas parce que je pense qu'ils sont incompétents l'un dans le domaine de l'autre. Non ! La rédaction de l'organe central, par exemple, pourrait donner au Comité central un bon conseil, pour savoir s'il faut, par exemple, accepter au Comité central monsieur Nadejdine. Je proteste parce que je ne veux pas créer des lenteurs bureaucratiques irritantes. »

Je lui réplique : « Il y a là deux questions. La première en ce qui concerne la majorité qualifiée, et je suis contre la proposition d'abaisser les 4/5 aux 2/3. Admettre une protestation motivée est imprudent, et je suis contre. La deuxième question concernant le droit de contrôle réciproque du Comité central et de l'organe central sur la cooptation est infiniment plus importante. L'accord réciproque des deux organismes centraux est la condition indispensable d'une bonne harmonie. Il s'agit ici de la rupture entre les deux organismes centraux. Quiconque ne veut pas la scission, doit veiller à ce qu'il y ait harmonie. La vie du Parti nous apprend qu'il y a eu des fauteurs de scission. C'est là une question de principe, une question importante, dont peut dépendre tout l'avenir du Parti » (276-277). Tel est le texte intégral du résumé, enregistré au congrès, de mon intervention à laquelle Martov attache une importance particulière. Malheureusement, tout en y accordant cette importance, il ne s'est pas donné la peine de la relier à l'ensemble des débats et de la situation politique au congrès au moment où ce discours a été prononcé.

Tout d'abord, la question se pose : Pourquoi dans mon projet initial (p. 394, § 11) * me suis-je borné aux 2/3 et n'ai-je pas demandé le contrôle réciproque sur la cooptation pour les organismes centraux ? Le camarade Trotski, qui a parlé après moi (p. 277), a tout de suite soulevé cette question.

Mon discours au congrès de la Ligue et la lettre du camarade Pavlovitch sur le IIe Congrès y répondent. Le § 1 des statuts « a brisé le vase », et il s'agissait de l'attacher d'un « double nœud », disais-je au congrès de la Ligue. Cela signifiait, en premier lieu, qu'à propos d'une question purement théorique Martov s'est avéré opportuniste, et son erreur a été *défendue* par Liber et Akimov. Cela signifiait, en second lieu, que la coalition des martoviens (c'est-à-dire de la minorité infime des iskristes) avec les anti-iskristes leur donnait la *majorité au congrès* lors du vote de l'effectif des organismes centraux. Or, je parlais ici précisément de *l'effectif* des organismes centraux, en soulignant la nécessité d'une harmonie et *en mettant en garde contre les « fauteurs de scission »*. Cette mise en garde a pris une importance vraiment majeure, car l'organisation de l'*Iskra* (plus compétente, sans conteste, pour ce qui regarde l'effectif des organismes centraux puisqu'elle connaît de plus près toutes les affaires pratiques et tous les candidats), avait déjà apporté sa voix consultative sur ce point, avait pris la décision que nous connaissons au sujet des candidatures qui provoquaient ses appréhensions. Moralement et aussi pour le fond des choses (c'est-à-dire pour la compétence de celui qui décide), l'organisation de l'*Iskra* devait jouer un rôle décisif dans cette question délicate. Mais, *formellement*, le camarade Martov avait sans doute tous les droits d'en appeler *contre* la majorité de l'organisation de l'*Iskra*, aux Liber et aux Akimov. Or, dans son brillant discours sur le paragraphe 1, le camarade Akimov a dit en termes remarquablement clairs et intelligents que, lorsqu'il constate parmi les iskristes un manque d'accord sur les moyens d'atteindre leur but commun, celui des iskristes, il *vote* consciemment et à dessein pour le *pire moyen*, car ses buts à lui, Akimov, sont diamétralement opposés à

Voir Lénine, Œuvres, 4e éd. russe, t. 6, p. 433. (*N.R.*)

ceux des iskristes. Il était donc *hors de doute* que, indépendamment même de la volonté et de la conscience du camarade Martov, c'est *justement le pire effectif des organismes centraux* qui obtiendrait le soutien des Liber et des Akimov. Ils *peuvent voter*, ils doivent voter (à en juger non d'après leurs paroles, mais d'après leurs *actes*, d'après leur vote concernant le § 1), précisément en faveur de la liste qui peut promettre la présence des « fauteurs de scission », voter précisément *pour* « provoquer la scission ». Faut-il s'étonner que, devant une telle situation, j'aie parlé d'une importante question de principe (harmonie de deux centres) dont tout l'avenir du Parti pouvait dépendre ?

Nul social-démocrate tant soit peu au courant des idées iskristes, des plans et de l'histoire du mouvement, et qui partageait plus ou moins sincèrement ces idées, ne pouvait douter un instant que le règlement par les Liber et les Akimov du débat au sein de l'organisation de l'*Iskra* sur l'effectif des organismes centraux était formellement juste, mais assurait les *pires* résultats possibles. Il fallait *lutter* à toute force contre ces pires résultats possibles.

La question se pose : comment lutter ? Ce n'est point par l'hystérie ni par de menus scandales, bien entendu, que nous avons lutté, mais par des moyens *parfaitement loyaux et parfaitement légitimes* : nous sentant en minorité (comme pour le § 1), *nous demandions au congrès de préserver les droits de la minorité*. Qu'il s'agisse d'une sévérité plus grande quant à la qualification, lors de l'admission des membres (les 4/5 au lieu des 2/3), de l'unanimité pour la cooptation, du contrôle réciproque sur la cooptation aux organismes centraux, nous nous sommes mis à insister sur tout cela *une fois en minorité sur le chapitre de l'effectif des organismes centraux*. Ce fait est constamment méconnu par Pierre et Paul, qui prennent plaisir à juger et décider du congrès à l'étourdie, après deux ou trois entretiens entre amis, sans une étude sérieuse de *tous* les procès-verbaux et de tous les « témoignages » des personnes intéressées. Et quiconque voudra étudier en conscience ces procès-verbaux et ces témoignages aboutira infailliblement au fait que j'ai indiqué : *le débat à ce moment du congrès tourne* précisément autour de *l'effectif des organismes centraux*, et nous avons recherché des conditions plus rigoureuses de contrôle

justement parce que nous étions en minorité et que nous voulions « attacher d'un nœud double le vase » brisé par Martov avec la participation des Liber et des Akimov qui jubilaient et exultaient.

« S'il en était autrement, dit le camarade Pavlovitch en évoquant ce moment du congrès, il resterait à supposer qu'en formulant le point relatif à l'unanimité dans la cooptation, nous aurions pris soin de nos adversaires, car pour un parti prédominant dans telle ou telle institution, l'unanimité est non seulement inutile, mais même désavantageuse » (p. 14 de la « Lettre sur le IIe Congrès »). Mais à l'heure actuelle on oublie bien trop souvent la chronologie des événements ; on oublie que *durant toute une période du congrès* la minorité actuelle a été la majorité (grâce à la participation des Liber et des Akimov), et que c'est à cette période précisément que remonte le débat sur la cooptation aux organismes centraux, débat dont la raison sous-jacente était le désaccord dans l'*Iskra* sur l'effectif des organismes centraux. Quiconque se rendra compte de ce fait comprendra aussi la passion de nos débats et ne s'étonnera plus de cette contradiction *apparente* qui fait que de petites divergences de détail font surgir des questions vraiment importantes, des questions de principe.

Le camarade Deutsch qui prit la parole à la même séance (p. 277) avait sensiblement raison lorsqu'il déclara : « Il est hors de doute que cette proposition est axée sur la période actuelle. » En effet, c'est seulement après avoir compris la *période actuelle* dans toute sa complexité que l'on peut saisir la portée véritable du débat. Et il importe éminemment de ne pas perdre de vue que, lorsque *nous* étions en minorité, nous avons défendu les droits de la minorité *par des procédés* que tout social-démocrate européen reconnaît légitimes et admissibles : savoir, en demandant au congrès un contrôle plus sévère sur l'effectif des organismes centraux. De même, le camarade Egorov avait sensiblement raison lorsqu'il disait toujours au congrès, mais à une autre séance : « Ce qui m'étonne extrêmement, c'est que j'entends de nouveau, dans les débats, invoquer les principes »... (Cela à propos des élections au Comité central, à la 31e séance du congrès, c'est-à-dire, si je ne me trompe, jeudi matin, tandis que la 26e séance dont il est question

maintenant a eu lieu lundi soir)... « Il est clair pour tout le monde, semble-t-il, que ces derniers jours, tous les débats ont tourné non pas autour de telle ou telle position de principe, mais exclusivement autour de la question de savoir comment assurer ou empêcher l'accès des institutions centrales à telle ou telle personne. Avouons que les principes ont depuis longtemps disparu, à ce congrès, et appelons les choses par leurs vrais noms. (Hilarité générale. Mouraviev : « Je demande de consigner au procès-verbal que le camarade Martov a souri ») » (p. 337). Il n'est pas étonnant que le camarade Martov aussi bien que nous tous ayons ri aux éclats des doléances, vraiment risibles, du camarade Egorov. Oui, « *ces derniers jours* » bien des choses *ont tourné* autour de la question de l'effectif des organismes centraux. Cela est vrai. En effet, la chose était *claire pour tout le monde* au congrès (*maintenant* seulement la minorité cherche à *obscurcir* cette circonstance bien claire). Il est vrai enfin qu'il importe d'appeler les choses par leurs vrais noms. Mais, pour l'amour de Dieu, que vient faire *ici* « la disparition des principes » ?? Ne nous sommes-nous pas réunis à ce congrès (voir p. 10, ordre du jour du congrès) *pour* parler, *dans les premiers jours*, du programme, de la tactique, des statuts, et régler ces questions, pour parler, *dans les derniers jours* (points 18-19 de l'ordre du jour) de l'effectif des organismes centraux et décider *ces* questions-là. Lorsque les gens mettent à profit, dans la lutte pour conquérir la baguette de chef d'orchestre, les *derniers jours* des congrès, c'est là un fait naturel et parfaitement légitime. (Mais lorsque pour conquérir la baguette de chef d'orchestre on se bat *après les congrès*, ce n'est plus qu'une mesquine querelle). Si quelqu'un a essuyé *au congrès* la défaite dans la question de l'effectif des organismes centraux (comme le camarade Egorov), il est *simplement ridicule* de parler *après cela* de la « disparition des principes ». On conçoit donc que tout le monde ait ri du camarade Egorov. On conçoit de même pourquoi le camarade Mouraviev a demandé de consigner au procès-verbal la participation du camarade Martov à ce rire : *le camarade Martov, en riant du camarade Egorov, a ri de lui-même...*

Pour compléter l'ironie du camarade Mouraviev, il n'est peut-être pas superflu de communiquer ce fait. *Après le*

congrès, le camarade Martov a, comme on sait, assuré à droite et à gauche que le rôle cardinal dans notre désaccord revient précisément à la cooptation aux organismes centraux ; que « la majorité de l'ancienne rédaction » s'est dressée résolument contre le contrôle réciproque de la cooptation aux organismes centraux. *Avant le congrès*, en acceptant mon projet d'élection de deux groupes de trois, avec une cooptation réciproque de 2/3, le camarade Martov *m'écrivait à ce sujet* : « *En acceptant cette forme de cooptation réciproque*, il convient de noter qu'après le congrès le recrutement de chaque collège se fera sur des bases quelque peu différentes (*je recommanderais ceci* : chaque collège coopte de nouveaux membres en déclarant ses intentions à l'autre collège : *ce dernier peut opposer un refus, mais alors la controverse est réglée par le Conseil*. Pour parer aux lenteurs bureaucratiques, cette procédure s'effectuera à l'égard *des candidats proposés d'avance, du moins pour le Comité central*, parmi lesquels le recrutement peut se faire plus vite). Pour souligner que la cooptation ultérieure se fera selon une procédure prévue par les statuts du Parti, il faut ajouter au § 22 * : « ...qui approuve les décisions prises ». (C'est moi qui souligne.)

Ceci se passe de commentaires.

Après avoir expliqué l'importance du moment où le débat s'était institué sur la cooptation aux organismes centraux, il faut que nous nous arrêtions un peu aux *votes* s'y rapportant ; il est inutile de s'étendre sur les *débats*, étant donné que les discours du camarade Martov et le mien que j'ai cités n'ont provoqué que de courtes répliques de la part d'un nombre infime de délégués (voir pp. 277-

---

* Il s'agit de mon premier projet du *Tagesordnung* (ordre du jour. *N.R.*) du congrès et du commentaire qui l'accompagnait, projet connu de tous les délégués. Le § 22 de ce document faisait état justement de l'élection de deux groupes de trois à l'organe central et au Comité central, de la « cooptation réciproque » par ce groupe de six à la majorité des 2/3, de l'approbation de cette cooptation réciproque par le congrès et de la cooptation ultérieure indépendante à l'organe central et au Comité central.

280 des procès-verbaux). Au sujet des votes, le camarade Martov a affirmé au congrès de la Ligue que j'ai commis dans mon exposé « une très grande falsification » (p. 60 des procès-verbaux de la Ligue), « lorsque j'ai présenté la lutte autour des statuts »... (le camarade Martov a énoncé par hasard une grande vérité : après le § 1, des débats ardents se sont justement déroulés *autour* des statuts)... « comme étant la lutte de l'*Iskra* contre les martoviens qui avaient fait bloc avec le Bund ».

Voyons de plus près cette intéressante question concernant la « très grande falsification ». Le camarade Martov associe les votes sur l'effectif du Conseil aux votes sur la cooptation et cite *huit* votes : 1° Election au Conseil à raison de deux membres de l'organe central et du Comité central : 27 (M.) pour, 16 (L.) contre, 7 abstentions *. (Notons entre parenthèses que dans les procès-verbaux, p. 270, le nombre des abstentions se monte à huit, mais c'est un détail). — 2° Election d'un cinquième membre au Conseil par le congrès : 23 (L.) pour, 18 (M.) contre, 7 abstentions. — 3° Remplacement des membres sortis du Conseil par le Conseil lui-même : 23 (M.) contre, 16 (L.) pour, 12 abstentions. — 4° Unanimité au Comité central: 25 (L.) pour, 19 (M.) contre, 7 abstentions. — 5° Exigence d'*une seule* protestation motivée pour la non-admission d'un membre : 21 (L.) pour, 19 (M.) contre, 11 obstentions. — 6° Unanimité dans la cooptation pour l'organe central : 23 (L.) pour, 21 (M.) contre, 7 abstentions. — 7° Admission du vote sur le droit du Conseil de casser la décision de l'organe central et du Comité central sur la non-admission d'un nouveau membre : 25 (M.) pour, 19 (L.) contre, 7 abstentions. — 8° La proposition même à ce propos : 24 (M.) pour, 23 (L.) contre, 4 abstentions. « *Ici, évidemment*, conclut le camarade Martov (p. 61 des procès-verbaux de la Ligue), *un délégué du Bund a voté pour la proposition, les autres se sont abstenus.* » (C'est moi qui souligne.)

On se demande pourquoi le camarade Martov tient pour *évident* que le bundiste ait voté *pour lui, Martov*, quand il n'y a pas de votes nominaux ?

* Les lettres M et L entre parenthèses montrent de quel côté j'étais (L.) et de quel côté était Martov (M.)

Parce qu'il tient compte du *nombre des votants*, et lorsque ce nombre indique la *participation* du Bund au scrutin, le camarade Martov, lui, ne doute pas que cette *participation* a été en sa faveur.

Est-ce là une « très grande falsification » de ma part ?

Au total, 51 voix ; sans les voix bundistes, 46 ; sans les voix du *Rabotchéié Diélo*, 43. Dans *sept* votes sur les huit cités par le camarade Martov, ont pris part 43, 41, 39, 44, 40, 44 et 44 délégués ; dans *un* vote ont pris part 47 délégués (plutôt, voix), et ici le camarade Martov reconnaît lui-même qu'il a été soutenu par un bundiste. Il apparaît ainsi que le tableau tracé par Martov (et tracé de façon incomplète, on le verra tout à l'heure), *ne fait que confirmer et renforcer mon exposé de la lutte* ! Il apparaît donc que dans maintes occasions le nombre des abstentions a été *très élevé* : c'est ce qui montre précisément l'intérêt *relativement* faible de tout le congrès pour certains *détails*, l'absence d'un groupement parfaitement déterminé d'iskristes à propos de ces questions. L'affirmation de Martov, selon laquelle les bundistes « par leur abstention prêtent un concours manifeste à Lénine » (p. 62 des procès-verbaux de la Ligue), *témoigne justement contre Martov* : donc, c'est *seulement* en l'absence des bundistes ou avec leur abstention que je pouvais compter parfois sur la victoire. Mais toutes les fois que les bundistes *estiment qu'il vaut la peine* de se mêler à la lutte, ils prêtent appui au camarade Martov ; or, cette intervention n'*a pas seulement* eu lieu dans le cas précité de la participation de 47 délégués. Quiconque voudra consulter les procès-verbaux du congrès se rendra compte que le tableau du camarade Martov est *singulièrement incomplet*. Le camarade Martov a *simplement omis encore trois cas ni plus ni moins*, où le Bund a *pris part* au vote, et *où* le camarade Martov, *bien entendu*, s'est trouvé être victorieux. Les voici, les cas en question : 1° Adoption de l'amendement du camarade Fomine, ce qui réduit la majorité qualifiée de 4/5 à 2/3. 27 pour, 21 contre (p. 278), donc, 48 voix ont pris part. 2° Adoption de la proposition du camarade Martov, tendant à supprimer la cooptation réciproque. 26 pour, 24 contre (p. 279), donc, 50 voix ont pris part au vote. Enfin, 3° Rejet de ma proposition, tendant à n'admettre la cooptation à l'organe central

et au Comité central qu'avec l'assentiment de tous les membres du Conseil (p. 280). 27 contre, 22 pour (il y a même eu vote nominal qui, malheureusement, n'est pas consigné dans les procès-verbaux), donc : 49 votants.

Résultat : en ce qui concerne la cooptation aux organismes centraux, les bundistes n'ont pris part qu'*à quatre votes* (les *trois* votes que j'ai cités tout à l'heure, avec 48, 50 et 49 votants, et *un autre* cité par le camarade Martov, avec 47 votants). *Dans tous ces votes,* le camarade Martov a été victorieux. *Mon exposé s'est avéré juste sur tous les points* lorsque j'ai parlé de la coalition avec le Bund, constaté le caractère relativement mineur des questions (quantité de cas avec un grand nombre d'abstentions), indiqué l'absence d'un groupement déterminé d'iskristes (pas de votes nominaux ; très peu d'interventions dans les débats).

La tentative du camarade Martov pour trouver dans mon exposé une contradiction n'a été qu'une tentative faite avec des armes débiles, car le camarade Martov a détaché des mots isolés sans se donner la peine de rétablir le tableau en son entier.

Le dernier paragraphe des statuts, consacré à l'organisation résidant à l'étranger, a une fois de plus donné lieu à des débats et des votes particulièrement caractéristiques du point de vue des groupements du congrès. Il s'agissait de reconnaître la Ligue comme organisation du Parti à l'étranger. Le camarade Akimov, bien entendu, a protesté aussitôt et a rappelé l'Union à l'étranger, confirmée par le premier congrès, en indiquant l'importance de principe de cette question. « Je tiens à spécifier tout d'abord, a-t-il déclaré, que je n'attache pas une importance pratique particulière à telle ou telle solution du problème. La lutte idéologique qui s'est déroulée jusqu'à présent dans notre Parti n'est sans doute pas terminée ; mais elle se poursuivra sur un autre plan et avec un autre groupement de forces... Sur le § 13 des statuts s'est répercutée une fois de plus et très nettement la tendance à faire du congrès de notre Parti un congrès de fractions. Au lieu d'obliger tous les social-démocrates de Russie à s'incliner devant les déci-

sions du congrès du Parti au nom de son unité, en ralliant toutes les organisations du Parti, on propose au congrès de supprimer l'organisation de la minorité, de faire disparaître la minorité » (281). Comme le voit le lecteur, « l'esprit de continuité », devenu si cher au camarade Martov après sa défaite dans la question de la composition des organismes centraux, n'était pas moins cher au camarade Akimov. Mais au congrès, ceux qui n'ont pas de commune mesure pour eux-mêmes et pour les autres se sont ardemment dressés contre le camarade Akimov. Malgré l'adoption du programme, la reconnaissance de l'*Iskra* et l'adoption presque intégrale des statuts, on met en avant le « principe » qui séparait « foncièrement » la Ligue de l'Union. « Si le camarade Akimov veut placer la question sur le terrain des principes, s'exclame le camarade Martov, nous n'avons rien là contre ; notamment parce que le camarade Akimov a parlé des combinaisons possibles dans la lutte contre les deux courants. Ce n'est pas pour tirer une révérence de plus à l'adresse de l'*Iskra* qu'il faut *sanctionner la victoire d'une seule tendance* (remarquez que cela est dit à la *27e* séance du congrès !), mais pour *tirer une révérence définitive à toutes les combinaisons possibles dont a parlé le camarade Akimov* » (282. Souligné par moi).

Tableau : le camarade Martov, *après* la clôture de toutes les discussions de programme au congrès, continue encore à *tirer des révérences définitives* devant toutes les combinaisons possibles... tant qu'il n'a pas encore essuyé une défaite dans la question de la composition des organismes centraux ! Le camarade Martov au congrès « tire une révérence définitive » devant la « combinaison » *possible* qu'il réalise en toute sérénité *au lendemain du congrès.* Mais *déjà à ce moment* le camarade Akimov s'est montré bien plus clairvoyant que le camarade Martov ; le camarade Akimov a invoqué le travail de cinq ans « de l'ancienne organisation du Parti qui, par la volonté du premier congrès, porte le nom de comité », et il a fini par un coup d'épingle *providentiel* des plus venimeux : « En ce qui concerne l'opinion du camarade Martov que mes espoirs sont vains de voir naître un autre courant dans notre Parti, je dois dire que *lui-même me donne cet espoir* » (p. 283. C'est moi qui souligne).

En effet, force est de reconnaître que le camarade Martov a justifié brillamment les espoirs du camarade Akimov !

Le camarade Martov a suivi le camarade Akimov, dont il avait reconnu le bon droit après qu'a été rompue la « continuité » de l'ancien collège du Parti qui était considéré comme fonctionnant depuis trois ans. La victoire du camarade Akimov ne lui a pas coûté bien cher.

Au congrès, cependant, seuls les camarades Martynov, Brucker et les bundistes (huit voix) se sont rangés aux côtés d'Akimov, et rangés avec esprit de suite. Le camarade Egorov, comme un véritable chef du « centre », tient le juste milieu : il est d'accord, voyez-vous, avec les iskristes, il « sympathise » avec eux (p. 282) et *prouve* cette sympathie en *proposant* (p. 283) de tourner tout à fait la question de principe soulevée, de *ne rien dire* ni de la Ligue ni de l'Union. La proposition est repoussée par 27 voix contre 15. Il est évident que, outre les anti-iskristes (8), presque tout le « centre » (10) vote avec le camarade Egorov (en tout 42 votants, de sorte qu'un nombre important s'est abstenu ou a été *absent*, comme ce fut souvent le cas lors des votes inintéressants et *incontestables* quant au résultat). *Dès qu'il est question* d'appliquer *les principes iskristes en fait*, il s'avère aussitôt que la « sympathie » du « centre » est purement *verbale*, et que nous ne sommes pas suivis par plus de trente ou trente voix et quelque. Les débats et le vote sur la proposition de Roussov (reconnaître la Ligue comme la *seule* organisation résidant à l'étranger) le prouvent encore plus nettement. Les anti-iskristes et le « marais » se placent cette fois carrément à un point de vue de *principe*, défendu par les camarades Liber et Egorov qui déclarent que le vote de la proposition, d'après eux illégitime, du camarade Roussov est inadmissible : « Toutes les autres organisations à l'étranger s'en trouvent frappées de déchéance » (Egorov). Et l'orateur qui ne veut pas participer à la « déchéance des organisations », non seulement refuse de voter, mais quitte même la salle. Il faut cependant rendre justice au leader du « centre » ; il a fait preuve (dans ses principes erronés) d'une conviction et d'un courage politique dix fois plus fermes que le camarade Martov et C^ie^ ; il a intercédé en faveur de l'organisation « déchue » *non seulement*

alors qu'il s'agissait de son propre cercle qui avait subi une défaite dans une lutte ouverte.

La proposition du camarade Roussov est admise au vote par 27 voix contre 15 ; elle est adoptée ensuite par 25 contre 17. En ajoutant à ces 17 le camarade Egorov absent, on obtient le *total* (*18*) *d'anti-iskristes et du « centre »*.

Tout le § 13 des statuts concernant l'organisation à l'étranger n'est adopté que par *31 voix* contre 12 et six abstentions. Ce chiffre, 31, qui nous montre à peu près l'effectif des iskristes au congrès, c'est-à-dire de ceux qui défendent avec esprit de suite et appliquent *en fait* les conceptions de l'*Iskra*, nous le retrouvons au moins pour la *sixième fois* dans l'analyse des votes du congrès (la place de la question du Bund, l'incident du Comité d'organisation, la dissolution du groupe *Ioujny Rabotchi* et deux votes sur le programme agraire). Or, le camarade Martov veut sérieusement nous faire croire qu'il n'y a aucune raison de mettre en avant un groupe si « étroit » d'iskristes !

Force est de signaler également que l'adoption du § 13 des statuts a suscité des débats très caractéristiques au sujet de la déclaration des camarades Akimov et Martynov, « refusant de participer au vote » (p. 288). Le bureau du congrès a examiné cette déclaration et a reconnu — en toute justice — que même la fermeture effective de l'Union ne donnerait nul droit à ses délégués de refuser la participation aux travaux du congrès. Le refus de voter est sans doute une chose absolument anormale et inadmissible, tel est le point de vue qu'a adopté avec le bureau tout le congrès, y compris les iskristes de la minorité, qui, à la 28e séance, *ont réprouvé ardemment ce qu'eux-mêmes devaient faire à la 31e séance* ! Lorsque le camarade Martynov se mit à défendre sa déclaration (p. 291), il vit se dresser contre lui tout à la fois Pavlovitch, Trotski, Karski et Martov. Le camarade Martov se rendait particulièrement compte des devoirs qui incombaient à la minorité mécontente (aussi longtemps que lui-même n'était pas en minorité !), et il discourait sur un ton particulièrement sentencieux à leur propos. « Ou bien vous êtes membres du congrès, s'exclamait-il à l'adresse des camarades Akimov et Martynov, mais alors vous *devez* prendre part à *tous* ses

travaux » (c'est moi qui souligne ; à ce moment le camarade Martov n'apercevait pas le formalisme et le bureaucratisme dans la soumission de la minorité à la majorité !), « ou bien vous n'êtes pas membres mais alors vous ne pouvez pas rester à la séance... Par leur déclaration, les délégués de l'Union m'obligent à poser deux questions : sont-ils membres du Parti et membres du congrès ? » (p. 292).

Le camarade Martov enseigne sentencieusement au camarade Akimov les devoirs qui incombent aux membres du Parti ! Mais le camarade Akimov n'a pas dit en vain qu'il fondait certains espoirs sur le camarade Martov... Ces espoirs ne devaient se réaliser cependant qu'*après* la défaite de Martov aux élections. Lorsqu'il ne s'agissait pas de lui-même mais des autres, le camarade Martov demeurait sourd même au mot terrible « loi d'exception » *lancé pour la première fois* (si je ne me trompe) *par le camarade Martynov.* « Les explications qui nous ont été fournies, répond le camarade Martynov à ceux qui l'avaient persuadé à retirer sa déclaration, n'ont pas permis de savoir si c'était une décision de principe ou une *mesure d'exception* contre l'Union. En ce cas, nous estimons qu'une atteinte a été portée à l'Union. Le camarade Egorov, aussi bien que nous-mêmes, a eu l'impression qu'il s'agissait d'une *loi d'exception* (c'est moi qui souligne) contre l'Union, et c'est pourquoi il avait même quitté la salle des séances » (p. 295). Le camarade Martov aussi bien que le camarade Trotski s'élèvent énergiquement, avec Plékhanov, contre l'idée inepte, *réellement inepte*, de voir une *atteinte* dans le vote du congrès ; et le camarade Trotski, en défendant la résolution adoptée sur sa proposition par le congrès (que les camarades Akimov et Martynov peuvent s'estimer parfaitement satisfaits), assure que « la résolution revêt un caractère de principe, et non philistin, et qu'*il nous importe peu de savoir si quelqu'un s'en est formalisé* » (p. 296). Il s'est avéré bien vite toutefois que l'esprit de cercle et le philistinisme étaient encore trop forts dans notre Parti, et les fières paroles que j'ai soulignées se sont avérées une phrase sonnant creux.

Les camarades Akimov et Martynov ont refusé de retirer leur déclaration et ont quitté le congrès, aux exclamations générales des délégués : « C'est bien à tort ! »

m) LES ÉLECTIONS. LA CLÔTURE DU CONGRÈS

Après l'adoption des statuts, le congrès a pris une résolution sur les organisations régionales, plusieurs résolutions concernant différentes organisations du Parti et, après des débats extrêmement édifiants dont j'ai donné l'analyse plus haut sur le groupe *Ioujny Rabotchi*, le congrès en est venu aux élections aux organismes centraux du Parti.

Nous savons déjà que l'organisation de l'*Iskra*, dont tout le congrès attendait une recommandation autorisée, s'était divisée sur ce point, la *minorité* de l'organisation ayant voulu essayer au congrès, à travers une lutte libre et ouverte, de conquérir la *majorité*. Nous savons aussi que longtemps avant et pendant le congrès, tous les délégués avaient eu connaissance du plan de *renouvellement* de la rédaction par l'élection de deux groupes de trois à l'organe central et au Comité central. Arrêtons-nous à ce plan avec plus de détail pour éclaircir les débats au congrès.

Voici textuellement mon commentaire pour le projet de *Tagesordnung* du congrès, où ce plan a été exposé * : « Le congrès élit trois personnes à la rédaction de l'organe central et trois autres au Comité central. Ces six personnes *prises ensemble*, à la majorité des 2/3, complètent, si cela est nécessaire, l'effectif de la rédaction de l'organe central et du Comité central, par cooptation, et présentent un rapport approprié au congrès. Après approbation de ce rapport par le congrès, la cooptation ultérieure se fera séparément à la rédaction de l'organe central et au Comité central. »

De ce texte le plan apparaît avec une précision parfaite et sans la moindre équivoque : il revient à *renouveler* la rédaction *avec le concours* des dirigeants les plus influents du travail pratique. Les deux traits signalés par moi de ce plan apparaissent d'emblée pour quiconque se donnera la peine de lire avec plus ou moins d'attention le texte cité. Mais par les temps qui courent il faut s'attarder à expliquer les choses même les plus élémentaires. Le plan revient justement à *renouveler* la rédaction, il ne s'agit pas d'élargir obligatoirement ni de réduire obligatoire-

* Voir ma « Lettre à la rédaction de l'*Iskra* », p. 5, et les procès-verbaux de la Ligue, p. 53.

ment son effectif, mais précisément de le renouveler, la question d'un élargissement ou d'une réduction possibles restant *ouverte* ; la cooptation n'est prévue que pour le cas où *la chose est nécessaire*. Parmi les hypothèses émises par diverses personnes sur la question de ce renouvellement, il y avait aussi des projets de réduction ou d'augmentation possible de l'effectif de la rédaction jusqu'à sept membres (j'ai toujours considéré pour ma part le groupe de sept comme infiniment plus rationnel que celui de six) et même d'augmentation de ce nombre jusqu'à onze (j'ai estimé cela possible en cas d'une union pacifique avec toutes les organisations social-démocrates en général, avec le Bund et la social-démocratie polonaise en particulier). Mais la chose essentielle que perdent ordinairement de vue ceux qui parlent d'un « groupe de trois », c'est *qu'on exige que les membres du Comité central participent à la solution de la question concernant la cooptation ultérieure pour l'organe central*. Pas un camarade parmi tous les membres de l'organisation et les délégués de la « minorité » qui connaissaient ce plan et qui l'approuvaient (soit en exprimant spécialement leur accord, ou en gardant le silence), ne s'est donné la peine d'expliquer la signification de cette exigence. Premièrement, pourquoi avait-on adopté pour point de départ du renouvellement de la rédaction précisément un groupe de trois et seulement de trois ? Cela aurait été, sans doute, *absolument insensé* si l'on visait *exclusivement*, ou du moins, principalement, à *l'extension* du collège, si ce collège était considéré comme vraiment « harmonieux ». Il eût été étrange de *prendre pour point de départ*, en vue d'élargir un collège « harmonieux », non point l'ensemble de ce collège, mais seulement une de *ses parties*. Sans doute *tous* les membres du collège n'étaient-ils pas considérés comme tout à fait aptes à discuter et à *résoudre* le problème du renouvellement de son effectif, de la transformation de l'ancien cercle rédactionnel en une *institution du Parti*. Sans doute celui-là même qui désirait pour sa part le renouvellement sous forme d'extension, reconnaissait-il l'ancien effectif comme inharmonieux, comme peu conforme à l'idéal d'un organisme du Parti, car autrement il eût été inutile, si l'on voulait élargir le groupe de six, de le réduire *d'abord à trois*. Je le répète : cela tombe

sous le sens, et seul un encrassement momentané de la question par des « considérations personnelles » avait pu le faire oublier.

En second lieu, du texte précité il ressort que même *l'accord des trois membres de l'organe central* n'eût pas encore suffi à élargir le groupe de trois. Cela aussi, on le perd constamment de vue. Pour assurer la cooptation, il faut les 2/3 de *six*, c'est-à-dire *quatre* voix ; donc, il aurait suffi que les trois membres élus du Comité central opposent le « veto », *pour rendre impossible tout élargissement du groupe de trois.* Au contraire, si même deux membres sur les trois de la rédaction de l'organe central étaient contre la cooptation ultérieure, celle-ci aurait néanmoins pu avoir lieu, si les trois membres du Comité central y avaient donné leur accord. Sans doute se proposait-on, lors de la transformation de l'ancien cercle en organisme du Parti, de donner voix *délibérative* aux dirigeants du travail pratique, élus par le congrès. Quels sont à peu près les camarades que nous pensions présenter, c'est ce que montre le fait que la rédaction avait, à la veille du congrès, élu à l'unanimité comme septième membre le camarade Pavlovitch, pour le cas où la nécessité se présenterait de parler au congrès au nom du collège ; outre le camarade Pavlovitch, on proposait à la place du septième un vieux membre de l'organisation de l'*Iskra* et un membre du Comité d'organisation, *élu plus tard comme membre du Comité central.*

Ainsi, le plan d'élection de deux groupes de trois visait manifestement à : 1° renouveler la rédaction ; 2° éliminer de son sein certains traits du vieil esprit de cercle, inopportun dans un organisme du parti (s'il n'y avait rien à éliminer, on n'aurait pas eu à imaginer le premier groupe de trois !) ; enfin, 3° éliminer les traits « théocratiques » du collège littéraire (élimination à réaliser en faisant appel aux éminents praticiens pour *régler* la question de l'élargissement du groupe de trois). Ce plan auquel tous les rédacteurs avaient été initiés, reposait sans doute sur *trois années d'expérience* dans le travail et répondait *parfaitement* aux principes appliqués par nous avec esprit de suite en matière d'organisation révolutionnaire : à l'époque de la *dispersion* où l'*Iskra* était apparue, des groupes se cons-

tituaient souvent de façon fortuite et spontanée ; ils souffraient inévitablement de certaines manifestations néfastes de l'esprit de cercle. La création du Parti impliquait et exigeait l'élimination de ces traits ; la participation de praticiens éminents à cette élimination était *nécessaire*, car certains membres de la rédaction s'étaient *toujours* occupés des questions d'organisation, et ce n'est point seulement un collège littéraire qui devait entrer dans le système des organismes du Parti, mais un collège de dirigeants politiques. Le fait d'avoir laissé au congrès le soin d'élire le premier groupe de trois était naturel aussi du point de vue de la politique de toujours, pratiquée par l'*Iskra* : nous avons préparé le congrès avec une extrême *prudence*, en attendant que soient *pleinement* éclaircies les questions de principe controversées du programme, de la tactique et de l'organisation ; nous *ne doutions pas* que le congrès ne fût *iskriste* dans le sens de la solidarité de l'immense majorité dans ces questions fondamentales (c'est ce qu'attestaient en partie les résolutions sur la reconnaissance de l'*Iskra* comme organe de direction) ; nous *devions* donc laisser aux camarades qui avaient assumé tout l'effort pour diffuser les idées de l'*Iskra* et préparer sa transformation en Parti, le soin de décider *eux-mêmes* la question relative aux candidats les plus compétents pour ce nouvel organisme du Parti. C'est *uniquement* par le caractère naturel que revêtait le plan des « deux groupes de trois », *uniquement* par sa *pleine conformité* avec toute la politique de l'*Iskra* et avec tout ce que savaient d'elle les personnes qui l'approchaient de près *que l'on peut expliquer* l'approbation générale de ce plan, l'absence de tout autre plan concurrent.

Voilà donc qu'au congrès le camarade Roussov propose avant tout d'élire *deux groupes de trois*. Les partisans de Martov, qui *nous avait informés par écrit de la relation de ce plan avec la fausse accusation d'opportunisme, n'avaient même pas songé*, toutefois, à ramener la discussion sur le groupe de six et le groupe de trois à la question de savoir si cette accusation était fondée ou non. *Aucun d'eux n'en a même soufflé mot ! Aucun d'eux n'a osé dire un seul mot* sur la différence de principe des nuances rattachées au groupe de six et à celui de trois. Ils ont préféré un moyen plus

courant et moins dispendieux : en appeler à la *pitié*, invoquer une *offense possible*, faire semblant que le *problème de la rédaction était déjà réglé* par la désignation de l'*Iskra* comme organe central. Ce dernier argument, formulé par le camarade Koltsov contre le camarade Roussov, est *simplement faux*. A l'ordre du jour du congrès figuraient — pas accidentellement, bien sûr — deux points spéciaux (voir p. 10 des procès-verbaux) : point 4 — « L'organe central du parti » et point 18 — «L'élection du Comité central et de la rédaction de l'organe central ». Voilà pour commencer. En second lieu, en désignant l'organe central, *tous* les délégués déclaraient catégoriquement que la rédaction *n'était pas* pour autant confirmée, mais seulement l'orientation*, *aucune protestation* ne s'est élevée contre ces déclarations.

Ainsi, la déclaration selon laquelle, après avoir confirmé tel organe, le congrès confirme par là, en substance, la rédaction, — déclaration reprise maintes fois par les partisans de la minorité (Koltsov, p. 321, Possadovski, *ibid.*, Popov, p. 322, et beaucoup d'autres), — était *de fait simplement fausse*. C'était une *manœuvre* évidente pour tous, qui masquait l'*abandon* de la position prise alors que *tous* pouvaient encore envisager de façon *vraiment impartiale* le problème de l'effectif des organismes centraux. On ne pouvait justifier

* Voir p. 140 des procès-verbaux, discours d'*Akimov* : « ... on me dit qu'en ce qui concerne les élections à l'organe central nous en parlerons à la fin » ; discours de *Mouravtev* contre Akimov « qui prend trop à cœur la question concernant la future rédaction de l'organe central » (p. 141) ; discours de *Pavlovitch* déclarant que, en désignant l'organe, nous avons reçu « des matériaux concrets sur lesquels nous pouvons faire les opérations dont le camarade Akimov se préoccupe tellement », et que, en ce qui concerne la « subordination » de l'*Iskra* aux « décisions du Parti » il ne saurait y avoir l'ombre d'un doute (p. 142) ; discours de *Trotski* : « du moment que nous ne confirmons pas la rédaction, qu'est-ce que nous confirmons dans l'*Iskra* ? ... Ce n'est pas le nom, mais l'orientation ... ce n'est pas le nom, mais le drapeau » (p. 142) ; discours de *Martynov* : ... « J'estime, comme du reste beaucoup d'autres camarades, qu'en discutant la reconnaissance de l'*Iskra*, en tant que journal d'une certaine orientation, comme notre organe central, nous ne devons pas parler tout de suite du mode d'élection ou de la confirmation de sa rédaction ; on en reparlera plus tard, à un endroit approprié de l'ordre du jour » ... (p. 143).

l'abandon ni par des motifs de principe (car soulever *au congrès* la question concernant la « fausse accusation d'opportunisme » eût été trop *désavantageux* pour la minorité, laquelle d'*ailleurs n'en souffla mot*), ni par une référence à des faits *concrets* concernant la véritable aptitude au travail du groupe de six ou du groupe de trois (car le seul rappel de ces faits eût fourni des monceaux d'indications contre la minorité). Force fut donc de s'en tirer par des *phrases* sur « un tout cohérent », « une collectivité harmonieuse », « un tout harmonieux et cohérent comme un cristal », etc. Faut-il s'étonner que de tels arguments aient été appelés aussitôt par leur vrai nom : « *paroles pitoyables* » (p. 328). Le plan même du groupe de trois témoignait nettement du défaut « d'harmonie », et les impressions recueillies par les délégués au cours des travaux, qui se poursuivirent en commun pendant plus d'un mois, ont sans doute fourni aux délégués une vaste documentation qui leur permit de juger *en toute indépendance*. Lorsque le camarade Possadovski fit allusion (de façon imprudente et irréfléchie à son point de vue : voir pp. 321 et 325 sur l'emploi « conventionnel » qu'il fit du mot « aspérités ») à ces faits, le camarade Mouraviev déclara tout net : « A mon avis, il apparaît très clairement à l'heure actuelle, pour la majorité du congrès, que de telles aspérités* existent indubitablement » (p. 321). La minorité voulut comprendre le mot « aspérités » (lancé par Possadovski, et non par Mouraviev) exclusivement dans le sens de quelque chose de personnel, n'osant pas relever le gant jeté par le camarade Mouraviev, n'osant pas formuler *un seul* argument *quant au fond*, pour la défense du groupe de six. Il se produisit une controverse archicomique par sa stérilité : la majorité (par la bouche du camarade Mouraviev) déclare qu'elle *voit très nettement* le rôle véritable du groupe de six et du groupe de trois,

* A quelles « aspérités » précisément faisait allusion le camarade Possadovski, nous n'avons pas pu le savoir au congrès. Mais le camarade Mouraviev, à la même séance (p. 322), a contesté que sa pensée ait été fidèlement rendue, et, lors de l'approbation des procès-verbaux, il a déclaré nettement qu'il « avait parlé des aspérités qui s'étaient manifestées dans les débats du congrès sur différents points, aspérités portant un caractère de principe, et dont l'existence à l'heure actuelle constitue déjà, malheureusement, un fait que personne ne s'aviserait de nier » (p. 353).

tandis que la minorité persiste à ne pas l'entendre et affirme que « nous *n'avons pas la possibilité* de nous livrer à cet examen ». La majorité non seulement estime possible de se livrer à cet examen, mais déjà « elle s'y livre » et parle des résultats *parfaitement clairs* pour elle de cet examen ; tandis que la minorité, visiblement, *redoute cet examen*, se retranchant uniquement derrière des « paroles pitoyables ». La majorité recommande de « ne pas perdre de vue que notre organe central n'est pas seulement un groupe littéraire » ; la majorité « veut qu'à la tête de l'organe central se trouvent des *personnes parfaitement déterminées, connues du congrès, qui satisfont aux exigences* dont j'ai parlé » (c'est-à-dire aux exigences non seulement littéraires, p. 327, discours du camarade Lange). La minorité cette fois encore n'ose relever le gant et ne dit pas qui, à son avis, peut faire partie du collège non seulement littéraire, ni qui est une grandeur « parfaitement déterminée et connue du congrès ». La minorité se retranche comme avant derrière la fameuse « harmonie ». Bien plus. La minorité apporte même des arguments qui sont absolument faux au point de vue de principe et, par suite, provoquent très justement une riposte violente. « Le congrès, voyez-vous, n'a le droit ni moral ni politique de remanier la rédaction » (Trotski, p. 326), « c'est une question trop épineuse » (sic !) (*ibid*), « *comment les membres non élus de la rédaction doivent-ils se comporter à l'égard du fait que le congrès ne veut plus les voir faire partie de la rédaction ?* » (Tsarev, p. 324)*.

De tels arguments reportaient déjà entièrement la question sur le terrain de *la pitié et de l'offense*, étant une reconnaissance manifeste de la faillite dans le domaine des arguments véritablement de principe, véritablement politiques. Et la majorité a défini aussitôt cette façon de poser la question par son *vrai* nom : *attitude petite-bourgeoise* (camarade Roussov). « Dans la bouche des révolutionnaires, a dit très justement le camarade Roussov, on entend des discours singuliers qui se trouvent en désaccord bien net avec la notion du travail du Parti, de l'éthique du Parti.

* Cf. le discours du camarade Possadovski ... « En choisissant trois personnes sur les six de l'ancienne rédaction, vous reconnaissez par là que les trois autres sont inutiles, superflues. Or, vous n'avez pour cela ni le droit ni aucune raison. »

L'argument essentiel, que formulent les adversaires de l'élection des groupes de trois, se ramène à un *point de vue purement petit-bourgeois sur les affaires du Parti* » (c'est moi qui souligne partout)... « En nous plaçant à ce point de vue étranger au Parti, à ce point de vue *petit-bourgeois*, nous nous trouverons à chaque élection devant la question de savoir si Pétrov ne se formaliserait pas de voir qu'à sa place a été élu Ivanov, si tel membre du Comité d'organisation ne se formaliserait pas de voir qu'à sa place un autre a été élu au Comité central. Où donc, camarades, cela va-t-il nous mener ? Si nous nous sommes réunis là, *non pas pour nous adresser mutuellement d'agréables discours, ou échanger d'affables politesses* mais pour créer un parti, nous ne pouvons aucunement accepter ce point de vue. Nous avons à *élire des responsables* et il ne peut être question ici de manque de confiance en tel ou tel non-élu ; *la question est de savoir seulement si c'est dans l'intérêt de la cause et si la personne élue convient au poste pour lequel elle est désignée* » (p. 325).

Nous recommanderions à tous ceux qui veulent voir clair eux-mêmes dans les causes qui ont déterminé la scission du Parti et en élucider les *origines* au congrès, de *lire et relire* le discours du camarade Roussov dont la minorité, loin de réfuter les arguments, ne les a même pas contestés. Il est impossible d'ailleurs de contester des vérités élémentaires, des vérités premières, dont l'oubli a été très justement expliqué par le camarade Roussov lui-même simplement par une « *exaltation nerveuse* ». Et c'est là pour la minorité l'explication la moins désagréable de la question de savoir comment elle avait pu abandonner le point de vue de parti pour un point de vue petit-bourgeois et l'esprit de cercle*.

---

* Le camarade Martov, dans son *Etat de siège*, s'est comporté à l'égard de cette question comme à l'égard de tous les autres problèmes traités par lui. Il ne s'est pas donné la peine de tracer de la controverse un tableau d'ensemble. Très discrètement, il a tourné la seule, la véritable question de *principe* qui est remontée à la surface de ce débat : les politesses affables ou le choix des responsables ? Le point de vue de parti ou l'atteinte portée aux Ivan Ivanovitch ? Cette fois encore le camarade Martov s'est contenté d'arracher des passages isolés et décousus de cet incident, en y ajou-

Mais la minorité avait si peu la possibilité de trouver des arguments raisonnables et sérieux contre les élections que, outre l'introduction de l'élément petit-bourgeois dans les affaires du Parti, elle en est venue à des *procédés* de caractère simplement *scandaleux*. En effet, comment ne pas appeler de ce nom le procédé du camarade Popov, qui a recommandé au camarade Mouraviev « de ne pas se charger de *commissions* délicates » (p. 322) ? Qu'est-ce donc sinon

---

tant toute sorte d'invectives à mon adresse. C'est bien peu, camarade Martov !

Le camarade Martov s'accroche surtout à moi, en me demandant *pourquoi* l'on n'avait pas élu au congrès les camarades Axelrod, Zassoulitch et Starover. Le point de vue petit-bourgeois, adopté par lui, l'empêche de voir *l'incongruité* de ces questions (pourquoi ne le demanderait-il pas à son collègue de rédaction, le camarade Plékhanov ?). Si j'estime comme « manquant de tact » la conduite de la minorité au congrès en ce qui concerne les six, et insiste en même temps pour que la chose soit connue dans le Parti, il y aurait là, d'après Martov, une contradiction. Il n'y a point là de contradiction, comme pourrait bien s'en rendre compte aisément Martov lui-même, s'il voulait se donner la peine de faire un exposé suivi de *toutes* les péripéties du débat, et non de ses fragments. C'était manquer de tact que de poser la question d'un point de vue petit-bourgeois, en en appelant à la pitié et à l'offense ; la publicité du débat au sein du Parti exigerait une appréciation, *quant au fond*, des avantages attachés au groupe de six sur le groupe de trois, l'appréciation des candidats à un poste, l'appréciation des nuances : or, *la minorité n'en a* même soufflé mot au congrès.

En étudiant de près les procès-verbaux, le camarade Martov aurait pu relever dans les discours des délégués *tout un ensemble* d'arguments contre les six. Voici des extraits de ces discours : premièrement, l'ancien groupe de six laisse apercevoir nettement des aspérités sous le rapport des nuances de principe ; deuxièmement, une simplification technique du travail rédactionnel serait désirable ; troisièmement, les intérêts de la cause passent avant les manières petites-bourgeoises ; seule l'élection permettra de placer à chaque poste des personnes qui conviennent ; quatrièmement, on ne saurait limiter la liberté d'élection par le congrès ; cinquièmement, le Parti n'a pas seulement besoin à présent d'un groupe littéraire dans l'organe central ; l'organe central n'a pas seulement besoin de littérateurs, mais aussi d'administrateurs ; sixièmement, l'organe central doit disposer de personnes parfaitement déterminées, connues du *congrès* ; septièmement, un collège de six est souvent inapte au travail, et son travail ne se fait pas *grâce* à des statuts irréguliers, mais *en dépit* de cela ; huitièmement, diriger un journal est l'affaire du Parti (et non d'un cercle), etc. Que le camarade Martov essaie s'il s'intéresse tellement aux causes de la non-élection de *comprendre* chacune de ces considérations et d'en réfuter *ne fût-ce qu'une seule.*

vouloir « se glisser dans l'âme d'autrui », selon la juste expression du camarade Sorokine (p. 328) ? Qu'est-ce donc sinon vouloir spéculer sur les « considérations *personnelles* » en l'absence d'arguments *politiques* ? En affirmant que « nous avons toujours protesté contre de tels procédés », le camarade Sorokine a-t-il dit la vérité ou non ? « *La conduite du camarade Deutsch*, qui a essayé démonstrativement de clouer au poteau d'infamie les camarades qui n'étaient pas d'accord avec lui, est-elle *admissible ?* »* (p. 328).

Faisons le bilan des débats sur la question concernant la rédaction. La minorité n'a pas réfuté (ni essayé de réfuter) les nombreuses indications de la majorité, selon lesquelles le projet du groupe de trois était connu des *délégués dès* l'ouverture et *à la veille du congrès* ; que, par conséquent, ce projet était dû à *des considérations et des données indépendantes des événements et des discussions au congrès*. La minorité occupait, en assumant la défense des six, une position *inadmissible et erronée quant aux principes*, partant de considérations *petites-bourgeoises*. La minorité a complètement oublié le point de vue *de parti* quant au choix des *responsables* ; elle n'a pas même tenté d'émettre un *jugement* sur chaque candidat à tel ou tel poste, et ne s'est pas demandé s'il convenait ou non aux fonctions du poste en question. La minorité *s'est dérobée* à l'examen de la question quant au fond, en invoquant la fameuse harmonie, « en

---

* C'est ainsi que le camarade Sorokine, *à la même séance*, avait compris les paroles du camarade Deutsch (cf. p. 324 : « dialogue violent avec Orlov »). Le camarade Deutsch explique (p. 351) qu'il « n'a rien dit d'analogue », mais il reconnaît *sur-le-champ* qu'il a dit quelque chose de *très, très* « analogue ». « Je n'ai pas dit : qui se décidera, explique le camarade Deutsch, j'ai dit : je suis curieux de voir qui se décidera (sic ! le camarade Deutsch se corrige, tombant de fièvre en chaud mal !) à soutenir une proposition aussi criminelle (sic !) que l'élection d'un groupe de trois » (p. 351). Le camarade Deutsch n'a pas réfuté, il a *confirmé* les paroles du camarade Sorokine. Il a confirmé le reproche de ce dernier disant que « toutes les notions se sont brouillées ici » (dans les arguments de la minorité en faveur des six). Le camarade Deutsch a confirmé l'opportunité du rappel fait par le camarade Sorokine de cette vérité *première*, que « nous sommes membres du Parti et devons agir en nous laissant guider exclusivement par des considérations politiques ». Crier au *caractère criminel* des élections, c'est s'abaisser non seulement à une attitude petite-bourgeoise, mais simplement *jusqu'au scandale* !

versant des pleurs », « en tombant dans le pathétique » (p. 327, discours de Lange), comme si on « voulait tuer » quelqu'un. La minorité en est venue même à « *se glisser dans l'âme d'autrui* », à se lamenter du « caractère criminel » de l'élection, à user d'autres procédés inqualifiables, elle en est venue là sous l'influence d'une « *exaltation nerveuse* » (p. 325).

La lutte de *l'esprit petit-bourgeois* contre *l'esprit de parti*, des pires « *considérations personnelles* » contre des *vues politiques*, *des paroles pitoyables* contre les notions élémentaires du *devoir révolutionnaire*, voilà ce que fut la lutte autour des six et des trois à la trentième séance de notre congrès.

De même à la 31e séance, lorsqu'à la majorité de 19 voix contre 17 et 3 abstentions, le congrès *repoussa* la proposition tendant à confirmer l'ensemble de l'ancienne rédaction (voir p. 330 et les *errata*), et que les *anciens rédacteurs* étaient revenus dans la salle des séances, le camarade Martov, dans sa « déclaration au nom de la majorité de l'ancienne rédaction » (pp. 330-331), fit preuve, dans des proportions encore plus grandes, des mêmes flottements et de la même instabilité quant à la position politique et aux *conceptions politiques*. Examinons en détail chacun des points de la *déclaration* collective et de ma réponse (pp. 332-333) à cette déclaration.

« Désormais, dit le camarade Martov après la non-confirmation de l'ancienne rédaction, la vieille *Iskra* n'existe pas et il serait plus logique d'en changer le nom. En tout cas, nous voyons dans la nouvelle décision du congrès une restriction substantielle de la motion de confiance à l'*Iskra*, motion adoptée à une des premières séances du congrès. »

Le camarade Martov soulève avec ses collègues une question vraiment intéressante et instructive à maints égards : la question de l'*esprit de continuité politique*. J'y ai déjà répondu en invoquant ce dont *tous* ont parlé lors de la confirmation de l'*Iskra* (p. 349 des procès-verbaux, cf. plus haut, p. 82*). Il est certain que nous sommes en présence d'un exemple des plus criants de manque de continuité politique. De la part de qui ? De la part de la majorité du

* Voir le présent tome, pp. 325-326. (*N.R.*)

congrès ou de la majorité de l'ancienne rédaction, nous laissons au lecteur le soin de juger. C'est encore au lecteur que nous laisserons le soin de décider des deux autres questions posées fort à propos par le camarade Martov et ses collègues : 1° est-ce un point de vue *petit-bourgeois* ou le point de vue *de parti* que révèle le désir de voir « une restriction de la motion de confiance à l'*Iskra* » dans la décision du *congrès* de procéder *à l'élection des responsables à la rédaction de l'organe central* ? 2° à partir de quel moment la *vieille « Iskra » n'existe pas* en réalité ? A partir du n° 46, quand Plékhanov et moi nous avons commencé à la diriger à nous deux, ou à partir du n° 53, lorsque la majorité de l'ancienne rédaction s'est placée à sa tête ? Si la première question est une *question de principe* des plus intéressantes, par contre la seconde est une *question de fait* des plus intéressantes.

« Comme on a décidé maintenant, poursuit le camarade Martov, d'élire une rédaction composée de trois personnes, je déclare en mon nom et en celui de mes trois autres camarades, qu'aucun de nous ne fera partie de cette nouvelle rédaction. J'ajouterai pour ma part que s'il est exact que certains camarades ont voulu inscrire mon nom, comme un des candidats à ce « groupe de trois », je dois y voir une offense que je n'ai pas méritée (sic !). Je le dis en raison des circonstances dans lesquelles on a décidé de changer la rédaction. On a décidé cela à cause de certaines « frictions* », de l'inaptitude au travail de l'ancienne rédaction. Et le

* Le camarade Martov fait sans doute allusion à l'expression du camarade Possadovski « aspérités ». Je le répète : le camarade Possadovski n'a cependant pas expliqué au congrès où *il* voulait en venir, et le camarade Mouraviev, qui s'est servi de la même expression, a expliqué qu'il avait parlé des aspérités de *principe qui s'étaient fait jour dans les débats du congrès*. Les lecteurs se rappelleront que le *seul exemple* de véritables débats de *principe*, auxquels avaient pris part quatre rédacteurs (Plékhanov, Martov, Axelrod et moi) concernait le § 1 des statuts, et que les camarades Martov et Starover se sont plaints *par écrit* contre la « fausse accusation d'opportunisme », un des arguments en faveur du « changement » de la rédaction. Dans *cette lettre*, le camarade Martov apercevait une liaison *claire* de l' «opportunisme » avec le plan de changement de la rédaction, mais il s'est contenté *au congrès* de faire une allusion nébuleuse à « *certaines frictions* ». La « fausse accusation d'opportunisme » est déjà oubliée !

congrès trancha cette question dans un sens déterminé, sans rien demander à la rédaction au sujet de ces frictions et sans nommer au moins une commission pour poser la question de son inaptitude au travail »... (Chose étrange, c'est qu'aucun membre de la minorité n'avait eu l'idée de proposer au congrès de « demander à la rédaction » ou de nommer une commission ! Cela n'est-il pas dû au fait qu'après la scission de l'organisation de l'*Iskra* et l'échec des pourparlers, dont faisaient état les camarades Martov et Starover, cela eût été inutile ?)... « Etant donné ces conditions, l'hypothèse de certains camarades que j'accepterai de travailler dans une rédaction réformée de cette manière, je dois la considérer comme une tache d'infamie sur ma réputation politique »...*

C'est à dessein que j'ai reproduit ce raisonnement en entier, pour montrer au lecteur un échantillon et le point de départ de ce qui a fleuri avec tant de luxuriance *après le congrès* et que l'on ne peut qualifier autrement que de *chicane*. J'ai déjà employé ce vocable dans ma « Lettre à la rédaction de l'*Iskra* » et, malgré le mécontentement de la rédaction, je suis obligé de le répéter, car sa justesse est incontestable. On a tort de croire que la chicane implique des « motifs bas » (comme la rédaction de la nouvelle *Iskra* l'a conclu) : tout révolutionnaire tant soit peu familiarisé

* Le camarade Martov ajoute encore : « Ce rôle, il n'y a que Riazanov qui puisse l'accepter, mais non le Martov que vous connaissez, je pense, d'après son travail. » Comme il s'agissait d'une attaque *personnelle* contre Riazanov, le camarade Martov y a renoncé. Mais Riazanov a figuré au congrès en qualité de nom commun, non point pour telles ou telles de ses qualités personnelles (il serait déplacé d'en parler), mais pour la *physionomie politique* du groupe « Borba », pour ses *erreurs politiques*. Le camarade Martov a parfaitement raison de retirer ses attaques personnelles présumées ou réellement infligées, mais il ne faut pas oublier pour autant les *erreurs politiques* qui doivent servir de *leçon au Parti*. Le groupe « Borba » a été accusé à notre congrès d'avoir apporté le « chaos organique » et « le fractionnement qu'aucune considération de principe ne provoquait » (p. 38, discours du camarade Martov). *Pareille* conduite politique mérite assurément d'être blâmée non seulement lorsque nous la voyons se manifester au sein d'un petit groupe avant le congrès du Parti en période de chaos *général* mais aussi *après* le congrès, alors que le chaos a été dissipé, cela de la part même « de la majorité de la rédaction de l'*Iskra* et de la majorité du groupe « Libération du Travail ».

avec nos milieux d'exilés et d'émigrés a pu voir certainement des dizaines d'exemples de ces querelles, où les plus absurdes accusations, soupçons, auto-accusations, questions de « personnes », etc., étaient formulés et ressassés par suite d'une « exaltation nerveuse » et de conditions de vie anormales, étouffantes. Il n'est pas un seul homme sensé qui se mette à chercher absolument des *motifs* bas dans ces querelles, *si basses qu'en soient les manifestations*. Et c'est uniquement par une « exaltation nerveuse » que l'on peut expliquer cet écheveau emmêlé d'absurdités, de questions de personnes, d'horreurs fantastiques, de glissements dans l'âme d'autrui, la recherche laborieuse d'offenses et de dénigrements qu'offre l'alinéa reproduit par moi du discours du camarade Martov. Les conditions de vie étouffantes engendrent chez nous par centaines des querelles de ce genre, et un parti politique ne mériterait pas la considération, s'il n'osait donner son vrai nom à la maladie dont il souffre, prononcer un diagnostic implacable et rechercher les moyens de la guérir.

Pour autant que l'on puisse dégager de cet écheveau une quelconque donnée de principe, on arrive *inévitablement* à cette conclusion que « les élections n'ont rien de commun avec l'atteinte portée à la réputation politique » ; que « contester le droit du congrès à de nouvelles élections, à tout changement de responsables, à la refonte des collèges qu'il investit de sa confiance », c'est apporter la *confusion* dans la question, et que « quand le camarade Martov soulève la question de la légitimité de l'élection d'une partie de l'ancienne équipe il manifeste *la plus grande confusion des notions politiques* » (Comme je l'ai dit au congrès, p. 332*).

J'omets la remarque « personnelle » du camarade Martov relative à la question de savoir de qui émane le plan du groupe de trois, et j'en viens à l'interprétation « politique » qu'il donne de la non-confirmation de l'ancienne rédaction... « Ce qui s'est passé maintenant est le dernier acte de la lutte qui s'est déroulée au cours de la seconde moitié du congrès »... (Très bien ! et cette seconde moitié part du moment où Martov, au sujet du § 1 des statuts, est tombé dans la solide étreinte du camarade Akimov)... « Ce n'est

* Voir Lénine, Œuvres, 4e éd. russe, t. 6, p. 460. (*N.R.*)

un secret pour personne qu'en ce qui concerne cette réforme, il ne s'agit pas de « l'aptitude au travail », mais de la lutte pour l'influence à exercer sur le Comité central »... (Tout d'abord, ce n'est un secret pour personne qu'il s'agissait là *tout à la fois* de l'aptitude au travail et du désaccord au sujet de la *composition* du Comité central, puisque le plan de « réforme » a été mis en avant alors qu'*il ne pouvait encore être question* du second désaccord et que, de concert avec le camarade Martov, nous avons choisi comme septième membre du collège rédactionnel le camarade Pavlovitch ! En second lieu, nous avons déjà montré, *documents* à l'appui, qu'il s'agissait de *l'effectif* du Comité central, que les choses se sont réduites à la *fin des fins* * à distinguer entre les listes : Glébov-Travinski-Popov et Glébov-Trotski-Popov... « La majorité de la rédaction a montré qu'elle ne voulait pas voir transformer le Comité central en un instrument de la rédaction »... (C'est la chanson akimoviste qui commence : la question de l'influence pour laquelle lutte toute majorité à tout congrès de parti, toujours et partout, afin de *consolider* cette influence par une *majorité* dans les organismes centraux, se reporte dans le domaine des *commérages opportunistes* sur « l'instrument » de la *rédaction*, sur « un simple *appendice* » de la rédaction, comme le dira ce même Martov un peu plus tard, p. 334)... « C'est pourquoi il a fallu réduire le nombre des membres de la rédaction(!!). Et voilà pourquoi je ne puis faire partie d'une telle rédaction »... (Regardez-y de près ce « voilà pourquoi » : comment la rédaction *aurait-elle* pu transformer le Comité central en appendice ou en instrument ? *Uniquement* dans le cas où elle aurait eu trois voix au Conseil et *aurait abusé* de cet avantage ? N'est-ce pas clair ? Et n'est-il pas clair aussi que le camarade Martov, élu troisième, aurait toujours pu empêcher tout abus et éliminer de *sa seule voix* toute prédominance de la rédaction dans le Conseil ? Les choses se ramènent donc, précisément, à l'effectif du Comité central, tandis que les propos concernant l'instrument et l'appendice s'avèrent tout d'un coup des *commérages*)... « Avec la majorité de l'ancienne rédaction je pensais que le congrès mettrait fin à « l'état de siège » au sein du Parti et

* En français dans le texte. (*N.R.*)

y installerait un état de choses normal. En réalité, l'état de siège avec ses lois d'exception contre certains groupes est maintenu et même aggravé. C'est seulement avec la composition de l'ancienne rédaction que nous pouvons garantir que les droits conférés par les statuts à la rédaction ne seront pas préjudiciables au Parti »...

Voilà le passage intégral du discours du camarade Martov, dans lequel *il a pour la première fois lancé le fameux mot d'ordre « d'état de siège »*. Et maintenant voyez ma réponse :

... « Si je conteste la déclaration de Martov selon laquelle le plan des deux groupes de trois émanait d'une seule personne, je ne m'en prends pas pour autant aux affirmations de Martov sur la « signification politique » de l'initiative que nous avons prise en ne reconduisant pas l'ancienne rédaction. Au contraire, je suis totalement et sans restrictions d'accord avec le camarade Martov que cette décision a une portée politique considérable, mais pas celle que lui attribue Martov. C'est là, a-t-il dit, un épisode de la lutte pour l'influence sur le Comité central à installer en Russie. Je vais plus loin que Martov. Toute l'activité de l'*Iskra* en tant que groupe particulier a été jusqu'à présent une lutte pour l'influence, mais maintenant, il s'agit de bien plus : il s'agit de faire passer cette influence dans les structures et non plus seulement de lutter pour elle. La profondeur du fossé politique qui nous sépare, le camarade Martov et moi, se manifeste clairement dans le fait que Martov m'accuse de vouloir exercer une influence sur le Comité central, alors que moi, je me félicite d'avoir voulu et de vouloir consacrer cette influence au moyen de l'organisation. Il s'avère donc que nous parlons même des langages différents. A quoi bon tout le travail que nous avons fait, à quoi bon tous nos efforts, si tout cela doit avoir pour couronnement la même vieille lutte pour l'influence, et non l'acquisition et la stabilisation définitives de cette influence ? Oui, le camarade Martov a parfaitement raison : le pas accompli est incontestablement un grand pas politique, qui témoigne qu'entre les directions qui s'offraient à nous actuellement pour le travail futur de notre Parti, nous avons choisi. *Et je ne suis nullement effrayé par les discours terribles sur l'« état de siège dans le Parti », sur « les lois d'exception contre certaines personnes ou certains*

groupes », *etc.* A l'égard des éléments instables et hésitants, non seulement nous pouvons, mais nous devons créer un « état de siège », et tous nos statuts, tout notre centralisme désormais approuvé par le congrès, tout cela n'est rien d'autre qu'un « état de siège » contre les sources si nombreuses de flottements politiques. C'est contre ces flottements que nous avons besoin de lois adéquates, fussent-elles d'exception, et le pas accompli par le congrès a indiqué la direction politique juste, en assignant une base solide à de telles lois et à de telles mesures*. »

J'ai souligné dans ce résumé de mon discours au congrès *la phrase que le camarade Martov a préféré omettre dans son « Etat de siège »* (p. 16). Il n'est pas étonnant que cette phrase lui ait déplu, et qu'il n'ait pas voulu en comprendre le sens bien clair.

Que signifie l'expression : « paroles terribles », camarade Martov ?

C'est *se moquer*, se moquer de ceux qui appellent les petites choses par de grands mots, qui embrouillent une simple question par une phraséologie prétentieuse.

Un petit et simple fait, à *lui seul*, a pu donner et a donné prétexte à « l'exaltation nerveuse » du camarade Martov : c'est *uniquement* que le camarade Martov *a essuyé une défaite au congrès* dans la question relative à *l'effectif des organismes centraux*. La portée politique de ce simple fait était que la majorité du congrès du Parti, après avoir triomphé, a consacré son influence en introduisant aussi la majorité dans la direction du Parti, en assignant une base d'organisation à la lutte, au moyen des statuts, contre ce que la majorité considérait comme de l'hésitation, de l'instabilité et du flottement**. Parler à ce propos de « lut-

* Voir Lénine, Œuvres, 4e éd. russe, t. 6, p. 462. (*N.R.*)

** En quoi se sont manifestés au congrès l'hésitation, l'instabilité et le flottement de la minorité iskriste ? Tout d'abord dans les phrases opportunistes sur le § 1 des statuts ; en second lieu, dans la coalition avec les camarades Akimov et Liber, laquelle s'est vite développée dans la seconde moitié du congrès ; en troisième lieu, dans l'aptitude à ravaler le problème de l'élection des responsables à l'organe central au niveau de l'esprit petit-bourgeois, à des mots pitoyables et même à des intrusions dans l'âme d'autrui. Et après le congrès toutes ces qualités charmantes ont fleuri, et les boutons de rose ont donné des piquants.

te pour l'influence » avec une sorte d'horreur dans les yeux et se plaindre de « l'état de siège », n'était pas autre chose qu'une *phraséologie prétentieuse*, que des paroles terribles.

Le camarade Martov n'est-il pas d'accord sur ce point ? N'essaierait-il pas de nous montrer qu'il y a eu de par le monde un congrès de parti — et qu'en général un tel congrès de parti est concevable — où la majorité ne consacre pas l'influence conquise 1° par l'introduction de la majorité dans les organismes centraux ; 2° par la remise du pouvoir à cette majorité, afin de paralyser le flottement, l'instabilité et l'hésitation ?

Avant les élections notre congrès avait à résoudre la question de savoir s'il fallait qu'*un tiers des voix* à l'organe central et au Comité central appartienne à la majorité ou à la minorité du Parti. Le groupe de six et la liste du camarade Martov signifiaient un tiers des voix pour nous et les deux tiers à ses partisans. Le groupe de trois à l'organe central et notre liste signifiaient que les deux tiers étaient pour nous et un tiers pour les partisans du camarade Martov. Le camarade Martov a refusé de transiger avec nous ou de céder, et il nous a provoqués *par écrit* au combat, devant le congrès ; mais après avoir subi la défaite devant le congrès, il a fondu en larmes et a commencé à se plaindre de « l'état de siège » ! Eh bien, n'est-ce point là une chicane ? N'est-ce point là une nouvelle manifestation de veulerie intellectuelle ?

On ne peut s'empêcher de rappeler à ce propos la brillante définition socialo-psychologique qu'a donnée récemment de cette dernière qualité K. Kautsky. Les partis social-démocrates de différents pays sont actuellement sujets bien souvent à des maladies du même genre, et il nous serait éminemment utile d'apprendre auprès des camarades plus avertis le diagnostic et le traitement convenables. La définition donnée de certains intellectuels par K. Kautsky ne sera par conséquent qu'une digression apparente au sujet traité par nous.

...« A l'heure actuelle de nouveau nous nous intéressons vivement à la question de *l'antagonisme entre intellectuels* * *et prolétariat.*

* Je traduis par les mots intellectuel, intelligentsia, les termes allemands *Literat*, *Literatentum*, qui englobent non seulement les

Mes collègues [Kautsky est lui-même un intellectuel, littérateur et rédacteur] s'indigneront bien souvent du fait que je reconnais cet antagonisme. C'est qu'il existe de fait, et ce serait une tactique des plus irrationnelles (ici comme dans les autres cas) que d'essayer de s'en débarrasser par la négation du fait. Cet antagonisme est un antagonisme social qui tient aux classes, et non aux individus. Un capitaliste, comme un intellectuel, peut pleinement prendre part à la lutte de classe du prolétariat. Dans ce cas, l'intellectuel change aussi de caractère. Dans la suite de mon exposé, il sera question surtout, non pas des intellectuels de *ce type* qui aujourd'hui encore font exception au sein de leur classe. Dans la suite de mon exposé, à moins que je ne fasse de réserves, *je n'entends par intellectuel qu'un intellectuel ordinaire qui se place sur le terrain de la société bourgeoise*, et qui est un représentant caractérisé de la *classe* des intellectuels. Cette *classe* se trouve dans un certain *antagonisme* à l'égard du prolétariat.

Cet antagonisme est d'un autre genre que l'antagonisme entre le travail et le capital. L'intellectuel n'est pas un capitaliste. Il est vrai que son niveau de vie est celui du bourgeois, et qu'il est obligé de se maintenir à ce niveau aussi longtemps qu'il n'est pas devenu un gueux, mais il est obligé en même temps de vendre le produit de son travail, et souvent même sa force de travail ; il est souvent exploité par le capitaliste et subit une certaine humiliation sociale. Ainsi aucun antagonisme économique n'oppose l'intellectuel au prolétariat. Mais sa situation dans la vie, ses conditions de travail ne sont pas celles du prolétariat ; de là un certain antagonisme dans l'état d'esprit et le mode de penser.

Le prolétaire n'est rien aussi longtemps qu'il reste un individu isolé. Toute sa force, toutes ses capacités de progrès, toutes ses espérances et ses aspirations, il les puise dans *l'organisation*, dans l'activité commune et méthodique aux côtés de ses camarades. Il se sent grand et fort lorsqu'il fait partie d'un grand et fort organisme. Cet organisme est tout pour lui ; comparé à lui, l'individu isolé n'est que très peu de chose. Le prolétaire soutient sa lutte avec le plus grand esprit de sacrifice comme une parcelle de la masse anonyme, sans espoir de bénéfice personnel, de gloire personnelle ; il remplit son devoir dans chaque poste, où il est placé, se soumettant librement à la discipline qui pénètre tous ses sentiments, toute sa pensée.

Il en va tout autrement pour l'intellectuel. Il lutte non point par tel ou tel emploi de la force, mais au moyen d'arguments. Son arme, c'est son savoir personnel, ses capacités personnelles, ses convictions personnelles. Il ne peut jouer un certain rôle que par ses qualités personnelles. La pleine liberté de manifester sa personnalité lui apparaît donc comme la condition première d'un travail efficace. Il ne se soumet que difficilement à un tout, comme partie auxiliaire

---

littérateurs, mais tous les hommes instruits, les représentants des professions libérales en général, du travail intellectuel (*brain worker*, comme disent les Anglais), à la différence des représentants du travail manuel.

de ce tout, il s'y soumet par nécessité, et non pas par son propre mouvement. La nécessité d'une discipline, il ne la reconnaît que pour la masse, et non pour les âmes d'élite. Lui-même, bien entendu, se range parmi les âmes d'élite...

...La philosophie de Nietzsche, avec son culte de surhomme pour qui le tout est d'assurer le plein épanouissement de sa propre personnalité, pour qui toute soumission de sa personne à quelque grand but social apparaît banale et méprisable, cette philosophie est pour l'intellectuel sa véritable conception du monde ; elle le rend tout à fait inapte à participer à la lutte de classe du prolétariat.

A côté de Nietzsche, c'est Ibsen qui est un représentant marquant de la conception du monde des intellectuels, conception qui répond à leur état d'esprit. Son docteur Stockmann (dans le drame *Un ennemi du peuple*) n'est pas un socialiste, comme se l'imaginaient beaucoup, mais le type de l'intellectuel qui doit nécessairement entrer en conflit avec le mouvement prolétarien, en général avec tout mouvement populaire, dès qu'il essaiera d'agir dans son sein. C'est parce que la base du mouvement prolétarien, comme aussi de tout mouvement démocratique *, est le respect de la majorité des camarades. L'intellectuel typique à la Stockmann voit dans une « majorité compacte » une chose monstrueuse qui doit être jetée à terre.

...Le modèle idéal de l'intellectuel qui s'est entièrement pénétré de l'esprit prolétarien, qui, tout en étant un brillant écrivain, a perdu les traits spécifiques propres à la gent intellectuelle, qui sans murmurer marchait dans le rang, travaillait à chaque poste à lui confié, se consacrait entièrement à notre grande cause et méprisait les pleurnicheries débilitantes (weichliches Gewinsel) au sujet de l'écrasement de sa personnalité, que nous entendons souvent de la part des intellectuels formés dans l'esprit d'Ibsen et de Nietzsche, quand il leur arrive de rester en minorité, le modèle idéal de cet intellectuel, comme le mouvement socialiste en a besoin, était Liebknecht. On pourrait également nommer ici Marx, qui ne s'est jamais poussé en avant et se soumettait de façon exemplaire à la discipline du Parti au sein de l'Internationale, où il était plus d'une fois resté en minorité **. »

Des pleurnicheries débilitantes d'intellectuel demeuré en minorité, et rien de plus, voilà ce que furent l'abandon par Martov et ses collègues de leur poste à la suite d'une seule non-confirmation de l'ancien cercle, les plaintes con-

* Ce qui caractérise éminemment la confusion qu'ont apportée dans toutes les questions d'organisation nos partisans de Martov, c'est que, tout en opérant un tournant vers Akimov et un démocratisme *incongru*, *ils fulminent* en même temps *contre l'élection démocratique de la rédaction*, l'élection au congrès, arrêtée d'avance par tout le monde ! Et c'est là, peut-être, votre *principe*, messieurs ?

** K. Kautsky : « Franz Mehring », *Neue Zeit*, XXII, I, S. 101-103, 1903 n° 4. (*N.R.*)

tre l'état de siège et les lois d'exception « visant certains groupes » qui n'étaient pas chers à Martov lors de la dissolution du *Ioujny Rabotchi* et du *Rabotchéié Diélo*, mais le sont devenus lors de la dissolution de *son* collège.

Des pleurnicheries débilitantes d'intellectuels restés en minorité, — voilà ce que furent toutes ces interminables plaintes, reproches, allusions, doléances, commérages et insinuations à propos de la « majorité compacte », qui ont coulé tel un fleuve à notre congrès du Parti* (et encore plus après le congrès), sous les auspices de Martov.

La minorité se plaignait amèrement de ce que la majorité compacte tenait des réunions privées : il fallait bien, en effet, que la minorité ait de quoi couvrir le fait désagréable pour elle que les délégués qu'elle invitait à ses réunions privées se refusaient à y aller et que ceux qui l'auraient fait volontiers (les Egorov, les Makhov, les Brucker) ne pouvaient être invités par la minorité après toute la lutte soutenue entre les uns et les autres au congrès.

Ils se plaignirent amèrement de la « fausse accusation d'opportunisme » : il fallait bien, en effet, avoir de quoi couvrir le fait désagréable que *précisément les opportunistes*, qui suivaient beaucoup plus souvent les anti-iskristes, et en partie les anti-iskristes eux-mêmes, formaient la minorité compacte, se cramponnant des deux mains à l'esprit de cercle dans les institutions, à l'opportunisme dans les raisonnements, au philistinisme dans le travail du Parti, à l'instabilité et à la veulerie intellectuelle.

Nous montrerons au paragraphe suivant en quoi consiste l'explication du *fait politique* éminemment intéressant qu'à la fin du congrès s'est formée une « majorité compacte », et pourquoi la minorité, malgré toutes les sollicitations, *tourne* avec le plus grand soin la question des *causes* et de *l'histoire* de sa formation. Mais finissons d'abord l'analyse des débats au congrès.

Lors des élections au Comité central, le camarade Martov déposa une résolution extrêmement caractéristique (p. 336) dont les trois traits principaux sont ce qu'il m'arrivait de qualifier de « mat en trois coups ». Voici ces traits : 1° on

* Voir pp. 337, 338, 340, 352 et autres des procès-verbaux du congrès.

vote les *listes* des candidats au Comité central, et non les candidatures isolées ; 2° après lecture des listes on laisse passer deux séances (pour les débats, assurément) ; 3° en l'absence d'une majorité absolue, le deuxième scrutin est reconnu définitif. Cette résolution est une stratégie ingénieusement conçue (il faut rendre cette justice même à l'adversaire !), sur laquelle le camarade Egorov n'est pas d'accord (p. 337), mais qui aurait *à coup sûr* garanti la victoire complète à Martov, *si les sept bundistes et membres du « Rabotchéié Diélo » n'avaient pas quitté le congrès.* La stratégie s'explique justement par le fait que la minorité iskriste *n'avait ni ne pouvait avoir* un « accord direct » (lequel existait dans la majorité iskriste), non seulement avec le Bund et Brucker, *mais pas davantage avec les camarades Egorov et Makhov.*

Rappelez-vous que le camarade Martov s'est lamenté au congrès de la Ligue, en prétendant que la « fausse accusation d'opportunisme » impliquait son accord direct avec le Bund. Je le répète, c'est la peur qui a fait croire cela à Martov, et *justement le désaccord du camarade Egorov touchant la mise aux voix des listes* (le camarade Egorov « n'avait pas encore perdu ses principes », les principes sans doute qui l'ont fait s'associer à Goldblatt dans l'appréciation de la portée absolue des garanties démocratiques) montre *nettement* l'importance énorme qui s'attache au fait que, *même avec Egorov il ne pouvait être question d'un « accord direct ».* Mais la *coalition* pouvait se faire et s'est faite avec Egorov comme avec Brucker, en ce sens qu'un soutien *était assuré* aux martoviens toutes les fois qu'ils entraient en sérieux conflit avec nous, et que Akimov et ses amis avaient à opter pour le *moindre mal.* Il ne faisait ni ne fait l'ombre d'un doute qu'à titre de *moindre mal,* afin de *nuire le plus aux objectifs iskristes* (voir le discours d'Akimov sur le § 1 et ses « espoirs » mis en Martov), *les camarades Akimov et Liber auraient nécessairement opté pour les six à l'organe central et la liste de Martov au Comité central.* Le vote des listes, l'omission de deux séances et le nouveau vote visaient à obtenir ce résultat avec une régularité quasi mécanique sans aucun accord direct.

Mais comme notre majorité compacte restait une majorité compacte, la voie détournée que proposait le camarade

Martov n'était qu'une manœuvre dilatoire, et nous ne pouvions que la repousser. La minorité (dans sa déclaration, p. 341) a épanché par écrit ses doléances à ce sujet, *en refusant, à l'exemple de Martynov et d'Akimov, de participer au vote* et aux élections au Comité central « par suite des conditions dans lesquelles ils s'effectuaient ». Après le congrès, ces doléances contre les conditions anormales des élections (voir l'*Etat de siège*, p. 31) se sont épanchées à droite et à gauche en présence de centaines de commères du Parti. Mais en quoi consistait cette *anomalie* ? Dans le scrutin secret qui avait été prévu par le règlement du congrès (§ 6, p. 11 des procès-verbaux) et dans lequel il eût été ridicule de voir une « hypocrisie », ou une « injustice » ? Dans la formation d'une majorité compacte, cette « chose monstrueuse » pour la veulerie de la gent intellectuelle ? Ou dans le désir *anormal* de ces honorables intellectuels de *violer la parole* qu'ils avaient donnée, avant le congrès, de reconnaître la validité de toutes ses élections (p. 380, § 18 des statuts du congrès) ?

Le camarade Popov, prenant la parole au congrès le jour des élections, a fait une allusion *délicate* à ce désir, en posant la question de front : « Le Bureau est-il sûr que la décision du congrès est valable et légitime, si la moitié des participants ont refusé de voter* ? » Le Bureau a naturellement répondu qu'il en était sûr, en rappelant l'incident avec les camarades Akimov et Martynov. Le camarade Martov s'est joint au Bureau et a déclaré nettement que le camarade Popov se trompait, que « *les décisions du congrès étaient légitimes* » (p. 343). Que le lecteur juge lui-même de cet esprit de continuité politique, sans doute normale, au plus haut degré, qui se manifeste quand on compare *cette déclaration devant le Parti* à la conduite après le congrès et à la phrase de l'*Etat de siège* sur « *l'insurrection déclenchée déjà au congrès par une moitié du Parti* » (p. 20). Les espoirs que le camarade Akimov fondait sur le camarade Martov ont surpassé les bonnes intentions éphémères du camarade Martov lui-même.

« *Tu as vaincu* », camarade Akimov !

---

* P. 342. Il s'agit de l'élection d'un cinquième membre au Conseil. 24 bulletins (44 voix au total) ont été présentés, dont deux blancs.

* * *

Pour montrer à quel point la fameuse phrase relative à l'« état de siège » était un « mot terrible », phrase à laquelle on prête aujourd'hui un sens pour toujours tragi-comique, on peut citer certains petits traits, insignifiants d'apparence, mais très importants quant au fond, qui ont marqué la *fin* du congrès, cette fin qui eut lieu *après* les élections. Le camarade Martov est obsédé maintenant par cet « état de siège » tragi-comique, se persuadant sérieusement lui-même et en persuadant les lecteurs que l'épouvantail qu'il a imaginé signifiait une sorte de persécution anormale, une campagne d'excitations, de brimades exercées sur la « minorité » par la « majorité ». Nous allons montrer tout à l'heure comment les choses se sont passées *après* le congrès. Mais considérons même la fin du congrès, et vous verrez qu'*après les élections*, la « majorité compacte », loin de se livrer à des persécutions contre les martoviens, si malheureux, si brimés, si maltraités et conduits au supplice, leur *offre elle-même* au contraire (par la bouche de Liadov) *deux sièges sur trois* dans la commission des procès-verbaux (p. 354). Prenez les résolutions concernant les problèmes tactiques et autres (p. 355 et suivantes), et vous verrez que c'est simplement une discussion réfléchie sur le fond où les signatures des camarades ayant déposé des résolutions montrent souvent, mêlés les uns aux autres, des représentants de la monstrueuse « majorité » compacte et des partisans de la « minorité » « humiliée et offensée » (pp. 355, 357, 363, 365, 367 des procès-verbaux). Cela ressemble-t-il vraiment à un « évincement » ou toute autre « brimade » ?

La seule discussion intéressante, mais malheureusement trop courte sur le fond, s'engagea à propos de la résolution de Starover sur les libéraux. A en juger par les signatures (pp. 357 et 358), celle-ci fut adoptée par le congrès parce que trois partisans de la « majorité » (Braun, Orlov et Ossipov [103]) avaient voté à la fois *pour elle* et pour la résolution de Plékhanov, sans voir de contradiction irréductible entre les deux. De prime abord, il n'y a pas de contradiction irréductible entre elles, puisque celle de Plékhanov établit un principe général, exprime une attitude précise au point de vue des principes et de la tactique en-

vers *le libéralisme bourgeois en Russie* et que celle de Starover essaie de formuler les *conditions concrètes dans lesquelles sont admissibles des « accords temporaires »* avec les « tendances libérales ou démocratiques libérales ». Le contenu des deux résolutions est différent. Mais celle de Starover manque justement de *précision politique* ; elle est donc étriquée et superficielle. Elle *ne définit pas le contenu de classe du libéralisme russe* ; elle n'indique pas les tendances politiques *déterminées* qui le reflètent ; elle n'éclaire pas le prolétariat sur les objectifs *fondamentaux* de sa propagande et de son agitation à l'égard de ces tendances déterminées ; elle confond (en raison de son défaut de précision) des choses aussi différentes que le mouvement universitaire et l'*Osvobojdénié* ; elle se montre trop étroite et casuistique en prescrivant *trois* conditions concrètes dans lesquelles sont admissibles les « accords temporaires ». Dans ce cas comme dans beaucoup d'autres, le manque de précision politique conduit à la casuistique. L'absence de principe général et le désir de dénombrer les « conditions » aboutissent à une énumération étriquée et, rigoureusement parlant, *fausse* de ces conditions. En effet, examinez ces trois conditions de Starover : 1° « les tendances libérales ou démocratiques libérales » doivent « affirmer nettement et sans équivoque que, dans leur lutte contre le gouvernement autocratique, elles se placent résolument du côté de la social-démocratie russe ». Quelle différence y a-t-il entre les tendances libérales et démocratiques libérales ? La résolution ne fournit pas de données pour répondre à cette question. N'est-ce pas en ceci que les tendances libérales marquent la position des couches politiquement les moins progressistes de la bourgeoisie alors que les tendances démocratiques libérales marquent la position des couches les plus progressistes de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie ? S'il en est ainsi, comment le camarade Starover peut-il admettre que les couches bourgeoises les moins progressistes (mais progressistes tout de même, sinon on ne pourrait pas parler de libéralisme) « se placeront résolument du côté de la social-démocratie » ?? Cela est absurde, et si même les représentants de cette tendance « *l'affirmaient nettement et sans équivoque* » (hypothèse tout à fait impossible), nous, Parti du prolétariat, *nous aurions le devoir*

de ne pas ajouter foi à leurs déclarations. Etre libéral et se placer résolument du côté de la social-démocratie, voilà deux choses qui s'excluent.

Poursuivons. Admettons le cas suivant : les « tendances libérales ou démocratiques libérales » déclareront nettement et sans équivoque que, dans leur lutte contre l'autocratie, elles se placeront résolument du côté des *socialistes-révolutionnaires*. Hypothèse bien moins invraisemblable (étant donné la nature démocratique bourgeoise de la tendance socialiste-révolutionnaire) que celle du camarade Starover. La résolution de ce dernier, vu son caractère imprécis et casuistique, implique que, *dans ce cas, des accords temporaires* avec des libéraux de ce genre sont *inadmissibles*. Pourtant, cette conclusion nécessaire qui se dégage de la résolution du camarade Starover conduit à une thèse *nettement fausse*. Les accords temporaires sont admissibles aussi avec les socialistes-révolutionnaires (voyez à ce sujet la résolution du congrès), et, *par conséquent*, avec les libéraux qui se rangeraient du côté des socialistes-révolutionnaires.

Deuxième condition : si ces tendances « n'inscrivent pas dans leurs programmes des revendications contraires aux intérêts de la classe ouvrière et de la démocratie en général, ou obscurcissant leur conscience ». Là encore même erreur : il n'a jamais existé et il ne peut exister de tendances démocratiques libérales qui n'inscrivent pas dans leurs programmes des revendications contraires aux intérêts de la classe ouvrière et obscurcissant la conscience du prolétariat. Même une des fractions les plus démocratiques de notre tendance démocratique libérale, celle des socialistes-révolutionnaires, formule dans son programme, confus comme tous les programmes libéraux, des revendications contraires aux intérêts de la classe ouvrière et obscurcissant sa conscience. De là, la *nécessité* de « démasquer l'étroitesse et l'insuffisance du mouvement d'émancipation de la bourgeoisie », mais non point l'inadmissibilité des accords temporaires.

Enfin, la troisième « condition » du camarade Starover (exigeant que les libéraux démocrates fassent du suffrage universel, égal, direct et au scrutin secret le mot d'ordre de leur lutte) est *fausse*, elle aussi, dans la formulation générale qui en est donnée : *il ne serait pas raisonnable* de décla-

rer que les accords temporaires et particuliers sont, en tout état de cause, inadmissibles avec des tendances démocratiques libérales qui prendraient comme devise une constitution censitaire, une constitution « étriquée » en général. Au fond, c'est là que l'on pourrait ranger la « tendance » de ces messieurs de l'*Osvobojdénié* ; mais se lier les mains, en interdisant d'avance les « accords temporaires » fût-ce avec les libéraux les plus timorés, ce serait faire preuve d'une myopie politique incompatible avec les principes du marxisme.

Bilan : la résolution du camarade Starover, signée également par les camarades Martov et Axelrod, est *erronée* ; et le troisième congrès fera bien de l'annuler. Son défaut, c'est l'*imprécision politique* de la position théorique et tactique, c'est l'esprit casuistique des « conditions » pratiques qu'elle impose. Elle *confond deux questions* : 1. le devoir que nous avons de démasquer et de *combattre* les traits « antirévolutionnaires et antiprolétariens » de *toute* tendance démocratique libérale, 2. les *conditions* dans lesquelles des *accords* temporaires et particuliers sont possibles avec n'importe laquelle de ces tendances. Cette résolution n'offre pas ce qu'il faut (l'analyse du contenu de classe du libéralisme) ; elle offre ce qu'il ne faut pas (la liste des « conditions »). D'une façon générale, il est absurde de vouloir, à un congrès du Parti, élaborer les « conditions » concrètes d'accords temporaires, en l'absence d'un partenaire déterminé, qui doit être le sujet de ces accords éventuels. Et si même ce « sujet » était là, il serait cent fois plus rationnel de laisser le soin de préciser les « conditions » d'un accord temporaire aux organismes centraux du Parti, ainsi d'ailleurs que le congrès l'a fait pour la « tendance » de messieurs les socialistes-révolutionnaires (voyez les modifications apportées par Plékhanov à la fin de la résolution d'Axelrod, pages 362 et 15 des procès-verbaux).

Quant aux objections présentées par la « minorité » contre la résolution de Plékhanov, voici l'unique argument invoqué par Martov : la résolution de Plékhanov « se termine par une conclusion pitoyable : il faut démasquer un littérateur. N'est-ce pas « s'armer d'une massue pour abattre une mouche » ? » (p. 358). Cet argument, où l'absence de pensée est dissimulée sous un mot cinglant — « con-

clusion pitoyable », — nous fournit un nouvel échantillon de phraséologie prétentieuse. D'abord, la résolution de Plékhanov parle de « démasquer devant le prolétariat l'étroitesse et l'insuffisance du mouvement d'émancipation de la bourgeoisie, partout où cette étroitesse et cette insuffisance pourraient se manifester ». Aussi est-ce pure fadaise que d'affirmer, comme le fait le camarade Martov (au congrès de la Ligue, page 88 des procès-verbaux), que « toute l'attention doit être portée contre un seul libéral, contre Strouvé ». En second lieu, comparer monsieur Strouvé à une « mouche », quand il s'agit de la possibilité d'accords temporaires avec les libéraux russes, c'est sacrifier à un mot mordant l'évidence politique la plus élémentaire. Non, monsieur Strouvé n'est pas une mouche, c'est une grandeur politique ; et s'il l'est, ce n'est pas que, personnellement, il soit une très grande figure. Sa qualité de grandeur politique, il la tient de sa position de seul représentant du libéralisme russe, libéralisme tant soit peu apte au travail et organisé, dans un monde illégal. Aussi bien, parler des libéraux russes et de l'attitude de notre Parti à leur égard, sans songer à monsieur Strouvé et à l'*Osvobojdénié*, c'est parler pour ne rien dire. Ou peut-être le camarade Martov essayera-t-il de nous indiquer *ne fût-ce qu'une seule* « tendance libérale ou démocratique libérale » en Russie, qui puisse à l'heure actuelle, même de loin, se comparer à la tendance de l'*Osvobojdénié* ? Il serait curieux de voir comment le camarade Martov s'y prendrait* !

---

* Au congrès de la Ligue, le camarade Martov a produit encore cet argument contre la résolution du camarade Plékhanov : « La principale objection contre cette résolution, son principal défaut, est qu'elle méconnaît entièrement le fait que notre devoir est de ne pas nous dérober, dans la lutte contre l'autocratie, à une alliance avec les éléments démocratiques libéraux. Le camarade Lénine aurait appelé une telle tendance une tendance à la Martynov. Dans la nouvelle *Iskra* cette tendance se manifeste déjà » (p. 88).

Ce passage est une collection de « perles » d'une rare richesse. 1. Les propos sur l'*alliance* avec les libéraux constituent une extrême confusion. Personne n'a même parlé d'alliance, camarade Martov, mais seulement d'accords provisoires ou privés. C'est une grande différence. 2. Si Plékhanov dans la résolution méconnaît l'« alliance » incroyable et ne parle, en général, que de « soutien », ce n'est point là un défaut, mais une qualité de sa résolution. 3. Le camarade Martov ne se donnerait-il pas la peine de nous expliquer par quoi se caracté-

« Le nom de Strouvé ne dit rien aux ouvriers », a déclaré le camarade Kostrov à l'appui du camarade Martov. Cet argument, n'en déplaise aux camarades Kostrov et Martov, est dans l'esprit d'Akimov. C'est quelque chose comme le prolétariat au génitif [104].

Quels sont les ouvriers auxquels « le nom de Strouvé ne dit rien » (pas plus que celui de l'*Osvobojdénié* mentionné dans la résolution de Plékhanov à côté du nom de Strouvé) ? Ce sont les ouvriers qui connaissent fort peu ou ne connaissent pas du tout les « tendances libérales ou libérales démocratiques » en Russie. On se demande quelle doit être l'attitude de notre congrès vis-à-vis de ces ouvriers ? Doit-il charger les membres du Parti de faire connaître à ces ouvriers l'unique tendance libérale bien définie existant en Russie, ou bien *passer sous silence* un nom peu connu de ces ouvriers justement à cause de l'insuffisance de leurs connaissances politiques ? Si le camarade Kostrov, après avoir fait le premier pas à la suite du camarade Akimov, ne veut pas faire le second pas, il tranchera à coup sûr cette question dans le premier sens. Et l'ayant tranchée dans le premier sens, il verra combien son argument était sans consistance. *Ce qui est certain*, c'est que les mots : Strouvé et *Osvobojdénié*, dans la résolution de Plékhanov, *peuvent éclairer* les ouvriers infiniment plus que les mots : « tendance libérale ou démocratique libérale » dans la résolution de Starover.

A l'heure actuelle, l'ouvrier russe ne peut faire pratiquement connaissance avec les tendances politiques quelque peu franches de notre libéralisme autrement que par l'*Osvobojdénié*. Les publications libérales légales ne valent rien ici, parce que trop nébuleuses. Et c'est contre les gens de l'*Osvobojdénié* que nous devons diriger avec le plus de zèle possible (et devant des masses ouvrières aussi nombreuses que possible) l'arme de notre critique [105], afin

---

risent, en général, les « tendances à la Martynov » ? Ne nous dirait-il pas le rapport de ces tendances à l'égard de l'opportunisme ? N'étudierait-il pas le rapport de ces tendances avec le § 1 des statuts ? 4. Positivement, je brûle d'impatience d'apprendre du camarade Martov comment se sont manifestées les « tendances à la Martynov » dans la « nouvelle » *Iskra*. Je vous en prie, camarade Martov, débarrassez-moi au plus vite des tourments de l'attente !

qu'au moment de la révolution de demain le prolétariat russe puisse, par la véritable critique des armes, paralyser les tentatives inévitables de ces messieurs de rétrécir le caractère démocratique de la révolution.

A part la « perplexité », dont j'ai parlé plus haut, du camarade Egorov à propos de « l'appui » prêté par nous au mouvement d'opposition et révolutionnaire, les débats sur les résolutions n'ont pas fourni de documentation intéressante, et d'ailleurs il n'y a presque pas eu de débats.

Le congrès a clôturé ses travaux par un bref rappel du président sur le caractère impératif des décisions du congrès pour tous les membres du Parti.

n) TABLEAU D'ENSEMBLE DE LA LUTTE AU CONGRÈS. L'AILE RÉVOLUTIONNAIRE ET L'AILE OPPORTUNISTE DU PARTI

Maintenant que nous avons terminé l'analyse des débats et des votes, il nous faut dresser le bilan afin de pouvoir, en nous basant sur *tous* les documents du congrès, répondre à la question suivante : quels éléments, groupes et nuances ont fini par former la majorité et la minorité que nous avons vues, lors des votes, et qui devaient constituer, pour un temps, la division fondamentale de notre Parti ? Il est nécessaire de faire le bilan de la riche documentation ayant trait aux nuances de principe, en matière de théorie et de tactique, que nous offrent les procès-verbaux du congrès. Sans un « relevé » général, sans un tableau d'ensemble de tout le congrès et des principaux groupements, lors des votes, cette documentation reste trop morcelée, éparse, de sorte qu'à première vue tels ou tels groupements paraissent accidentels, surtout pour quiconque ne se donne pas la peine d'*étudier*, en toute indépendance et par le détail, les procès-verbaux du congrès (en est-il beaucoup parmi les lecteurs qui se soient donné cette peine ?).

Dans les comptes rendus du Parlement anglais, on re-

trouve souvent le mot caractéristique de *division*. La Chambre s'est « divisée » en une certaine majorité et minorité, dit-on, au sujet d'un vote. La « division » de notre Chambre social-démocrate lors de la discussion des diverses questions au congrès nous fournit sur la lutte au sein du Parti, sur ses nuances d'opinion et ses groupes, un tableau *incomparable d'une plénitude et d'une précision uniques en leur genre.* Pour rendre ce tableau plus net, pour obtenir un vrai *tableau*, et non un amas de faits et d'incidents décousus, épars et isolés, pour mettre fin aux interminables et stupides discussions sur certains votes (qui a voté pour l'un ? qui a soutenu l'autre ?), j'ai essayé de représenter, sous forme de *diagramme*, *les principaux* types de « divisions » à notre congrès. Ce procédé à coup sûr paraîtra étrange à bien des gens, mais je doute fort que l'on puisse trouver une autre méthode permettant vraiment de systématiser et de résumer d'une manière aussi complète et aussi précise. Quand il y a eu vote nominal, on peut déterminer avec une précision absolue si tel ou tel délégué a voté pour ou contre une proposition ; pour certains votes importants qui ne sont pas nominaux, on peut, en se basant sur les procès-verbaux, élucider la question avec un haut degré de probabilité, sans trop s'éloigner de la vérité. Et si l'on prend en considération *tous* les votes nominaux, de même que tous les votes non nominaux sur des questions de quelque importance (en tenant compte, par exemple, de l'ampleur et de la passion des débats), on aura un tableau de la lutte intérieure de notre Parti, une image aussi objective que possible, étant donné la documentation dont nous disposons. De plus, au lieu de donner une image photographique, c'est-à-dire celle de chaque vote pris séparément, nous tâcherons de faire un tableau, c'est-à-dire que nous indiquerons les principaux *types* de votes, en laissant de côté les exceptions et variations relativement peu importantes, qui ne feraient qu'embrouiller les choses. En tout cas, chacun pourra, en se basant sur les procès-verbaux, vérifier le moindre détail de notre tableau, le compléter par le vote que l'on voudra, en un mot le critiquer non seulement par des arguments, des doutes ou invocations d'exemples isolés, mais en traçant un *tableau différent* avec la même documentation à l'appui.

En portant sur le diagramme tous les délégués qui ont pris part au vote, nous indiquerons avec différentes hachures les quatre groupes fondamentaux que nous avons suivis en détail tout le long des débats au congrès, à savoir : 1° les iskristes de la majorité ; 2° les iskristes de la minorité ; 3° le « centre » et 4° les anti-iskristes. Nous avons constaté des différences entre ces groupes, quant aux nuances de principe, *dans une foule d'exemples* ; et s'il en est à qui les *noms* de ces groupes déplaisent, parce que rappelant trop aux amateurs de zigzags l'organisation de l'*Iskra* et l'orientation de l'*Iskra*, nous leur dirons que le nom importe peu. Maintenant que nous avons repéré les nuances à travers *tous* les débats du congrès, il est aisé de substituer aux appellations de parti, déjà établies et devenues familières (appellations qui blessent l'oreille de certains), la caractéristique *de ce qui fait l'essence des nuances entre les groupes*. Une telle substitution nous donnerait pour ces mêmes quatre groupes les appellations suivantes : 1° les social-démocrates révolutionnaires conséquents ; 2° les petits opportunistes ; 3° les opportunistes moyens et 4° les grands opportunistes (grands à l'échelle russe). Espérons que ces appellations choqueront moins ceux qui depuis quelque temps ont commencé à se persuader et à persuader les autres que « iskriste » est une appellation qui n'embrasse que le « cercle », et non l'*orientation*.

Passons à la description détaillée des types de votes figurant dans ce diagramme (voir le diagramme : « Tableau d'ensemble de la lutte au congrès »).

Le premier type de votes (A) englobe les cas où le « centre » a marché avec les iskristes contre les anti-iskristes ou une partie d'entre eux. Il comprend le vote sur le programme dans son ensemble (seul Akimov s'est abstenu, les autres étaient pour), le vote sur la résolution de principe condamnant la fédération (tous, à l'exception de cinq bundistes, ont voté pour), le vote sur le paragraphe 2 des statuts du Bund (cinq bundistes contre nous, cinq abstentions : Martynov, Akimov, Brucker et Makhov, ce dernier avec deux voix ; les autres avec nous) ; *c'est ce vote qui figure dans le diagramme A*. Ensuite, les *trois* votes sur la proposition confirmant l'*Iskra* organe central du Parti étaient aussi du même type ; la rédaction (cinq voix) s'est abste-

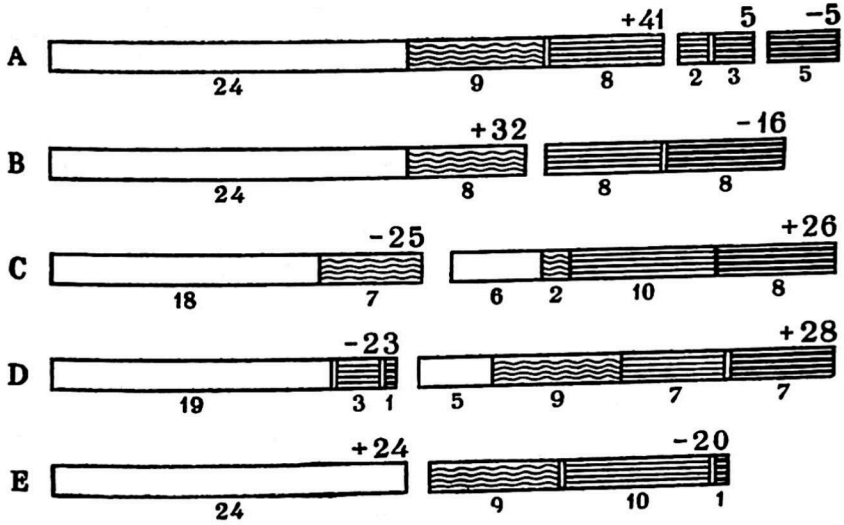
nue ; lors des trois votes, deux furent contre (Akimov et Brucker) ; en outre, lors du vote des *motifs* de confirmation de l'*Iskra*, cinq bundistes et Martynov s'abstinrent*.

Le type de vote envisagé répond à une question d'importance, du plus vif intérêt : quand le « centre » du congrès a-t-il suivi les iskristes ? Ou bien lorsque, à peu d'exceptions près, les *anti-iskristes eux aussi étaient avec nous* (adoption du programme, confirmation de l'*Iskra* indépendamment des motifs), ou bien lorsqu'il s'agissait de *déclarations* qui n'obligeaient pas encore directement à une attitude politique précise (reconnaître le travail d'organisation de l'*Iskra* n'oblige pas encore à appliquer en fait, aux groupes particuliers, sa politique en matière d'organisation ; rejeter le principe d'une fédération n'empêche pas de s'abstenir quand est posée la question d'un projet concret de fédération, comme nous l'avons vu par l'exemple du camarade Makhov). Nous avons déjà vu plus haut, à propos de la signification des groupements au congrès en général, combien cette question est mal présentée dans l'exposé officiel de l'officielle *Iskra* qui (par la bouche de Martov) *estompe*, *escamote* la différence entre les iskristes et le « centre », entre les social-démocrates révolutionnaires conséquents et les opportunistes en invoquant *des cas où les anti-iskristes eux-mêmes ont marché avec nous* ! Même les opportunistes allemands et français les plus « à droite » dans les partis social-démocrates ne votent pas contre quand il s'agit de questions comme *l'adoption du programme dans son ensemble*.

Le deuxième type de vote (B) comprend les cas où les iskristes, conséquents ou non, ont fait bloc contre tous les anti-iskristes et tout le « centre ». C'étaient principalement les cas où il s'agissait d'appliquer les plans concrets et défi-

* Pourquoi précisément a-t-on choisi pour le diagramme le vote sur le § 2 des statuts du Bund ? Parce que le vote sanctionnant l'*Iskra* est moins complet, et que les votes sur le programme et la fédération touchent à des décisions politiques définies d'une façon moins concrète. D'une façon générale, choisir l'un ou l'autre parmi les votes de *même type* ne changera rien aux traits essentiels du tableau, comme chacun peut s'en rendre compte aisément, en faisant les changements appropriés.

TABLEAU D'ENSEMBLE DE LA LUTTE AU CONGRÈS



Les chiffres précédés d'un + ou d'un — indiquent respectivement le total des voix recueillies *pour* ou *contre* sur certaines questions. Les chiffres sous les barres indiquent le nombre des voix par groupe. Le caractère des votes pour chacun des groupes de A à E est donné dans le texte.

DESIGNATION DES GROUPES

- *Iskristes de la majorité*
- *Iskristes de la minorité*
- *Centre*
- *Anti-iskristes*

nis de la politique de l'*Iskra*, de reconnaître l'*Iskra en fait, et pas seulement en paroles*. Ici se rapportent *l'incident du Comité d'organisation* *, la mise en première place de la question relative à la situation du Bund dans le Parti, la dissolution du groupe *Joujny Rabotchi*, deux votes sur le programme agraire et enfin, sixièmement, le vote *contre* l'Union des social-démocrates russes à l'étranger (*Rabotchéié Diélo*), c'est-à-dire la reconnaissance de la Ligue comme seule organisation du Parti à l'étranger. Le vieux système des cercles, celui d'avant la formation du Parti, les intérêts des organisations ou petits groupes opportunistes, la compréhension étroite du marxisme, affrontaient ici la politique conséquente et strictement conforme aux principes de la social-démocratie révolutionnaire. Les iskristes de la minorité nous ont encore suivis en mainte occasion dans nombre de votes extrêmement importants (du point de vue du Comité d'organisation, du *Joujny Rabotchi*, du *Rabotchéié Diélo*)... jusqu'au moment où *leur propre* esprit de cercle, leur propre inconséquence fut mis en jeu. Les « divisions » du type envisagé montrent clairement que dans nombre de questions concernant l'application de nos principes le *centre a marché avec les anti-iskristes*, était beaucoup plus près d'eux que de nous ; que *pratiquement* il penchait beaucoup plus pour l'aile *opportuniste* que pour l'aile *révolutionnaire* de la social-démocratie. Les « iskristes » de *nom*, rougissant *d'être* iskristes, ont montré leur vraie nature ; et la lutte inévitable fit naître une assez grande irritation, qui cachait aux yeux des éléments les moins réfléchis et les plus impressionnables la signification des nuances de principe que cette lutte révélait. Mais maintenant que le feu de la lutte s'est un peu calmé et que les procès-verbaux sont restés comme la quin-

* C'est ce vote qui figure dans le diagramme B : les iskristes avaient obtenu 32 voix, la résolution bundiste 16. Notons que parmi les votes de ce type, il *n'y a pas un seul vote nominal*. La répartition des votes par délégués ne peut être établie — avec un haut degré de probabilité — que par des données de deux genres : 1. dans les débats, les orateurs des deux groupes d'iskristes se prononcent pour, les orateurs anti-iskristes et le centre, contre ; 2. le nombre de voix « pour » est toujours très proche de 33. Il ne faut pas oublier non plus qu'en analysant les débats au congrès, nous avons noté, outre les votes,

tessence objective d'une série de luttes ardentes, maintenant seuls des gens qui ne veulent pas voir, ne s'aperçoivent pas que l'alliance des Makhov et des Egorov avec les Akimov et les Liber n'était pas un effet du hasard, et ne pouvait l'être. Il ne reste à Martov et à Axelrod qu'à éluder une analyse ample et précise des procès-verbaux, ou bien à essayer de *remanier* rétrospectivement leur ligne de conduite au congrès, au moyen de toute sorte d'expressions de *regret*. Comme si l'on pouvait, par le regret, éviter la différence de points de vue et la différence de politique ! Comme si l'alliance actuelle de Martov et Axelrod avec Akimov, Brucker et Martynov pouvait contraindre notre Parti, reconstitué au IIe Congrès, à oublier la lutte que les iskristes ont soutenue contre les anti-iskristes pendant presque toute la durée du congrès !

Ce qui caractérise le troisième type de votes au congrès, représenté par les trois dernières parties du diagramme (C, D et E), c'est qu'une *faible partie des iskristes se détache et passe du côté des anti-iskristes* qui, pour cette raison, l'emportent (tant qu'ils restent au congrès). Pour montrer avec une exactitude absolue le développement de cette fameuse *coalition* de la minorité iskriste avec les anti-iskristes, dont le seul rappel provoquait chez Martov des adresses hystériques au congrès, nous indiquons les trois types essentiels de votes *nominaux* de ce genre. C — le vote sur l'égalité des langues (nous prenons le dernier des trois votes nominaux sur cette question, comme étant le plus complet). Tous les anti-iskristes et le centre tout entier se dressent comme un seul homme contre nous, alors qu'une partie de la majorité et une partie de la minorité se séparent des iskristes. *On ne voit pas encore quels iskristes sont capables de former une coalition définitive et solide avec la « droite » opportuniste du congrès.* Puis, vient le type D — le vote sur le § 1 des statuts (des deux votes nous indiquons le plus précis, celui qui s'est fait sans aucune abstention). *La coalition se dessine avec plus de relief et devient plus soli-*

---

de nombreux cas où le « centre » a marché avec les anti-iskristes (les opportunistes) contre nous. Signalons ici la question relative à la valeur absolue des revendications démocratiques, à l'appui en faveur des éléments d'opposition, à la restriction du centralisme, etc.

de * : les iskristes de la minorité sont déjà *tous* aux côtés d'Akimov et de Liber ; parmi les iskristes de la majorité il n'y en a qu'un tout petit nombre pour les suivre, ce qui compense les trois délégués du « centre » et l'anti-iskriste passés de notre côté. Un simple coup d'œil sur le diagramme suffit pour voir quels sont les éléments qui, par hasard et momentanément, se sont rangés tantôt d'un côté, tantôt de l'autre, et quels sont ceux qui *allaient irrésistiblement vers une solide coalition avec les Akimov*. Au dernier vote (E — élections à l'organe central, au Comité central et au Conseil du Parti), *qui représente justement la division définitive en majorité et minorité*, on aperçoit clairement la fusion totale de la minorité iskriste avec *tout* le « centre » et avec les *restes* des anti-iskristes. A ce moment, des huit anti-iskristes, *seul* le camarade Brucker était resté au congrès (Akimov lui avait déjà expliqué sa faute et il avait pris la place qui lui revenait de droit parmi les *partisans de Martov*). Le départ des sept *opportunistes les plus « à droite »* décida du sort des élections contre Martov **.

Et maintenant, forts des données objectives concernant les votes de *chaque type*, faisons le bilan du congrès.

On a beaucoup parlé du caractère « *fortuit* » de la majorité à notre congrès. C'est par ce seul argument que le camarade Martov se consolait dans son *Encore une fois en minorité*. Le diagramme montre clairement qu'en *un sens*, mais en un seul, la majorité peut être qualifiée de fortuite : dans

---

* *Tout indique* qu'il y eut encore *à propos des statuts quatre votes* du même type, p. 278—27 pour Fomine, 21 pour nous ; p. 279 — 26 pour Martov, 24 pour nous ; p. 280 — 27 contre moi, 22 pour ; au même endroit — 24 pour Martov, 23 pour nous. Ce sont les votes dont j'ai déjà parlé précédemment en ce qui concerne la cooptation aux organismes centraux. Pas de votes nominaux (il y en avait eu un seul, mais on ne l'a retrouvé). Les bundistes (tous ou une partie) *sauvent*, visiblement, Martov. Les fausses affirmations de Martov (à la Ligue) au sujet des votes de ce type ont été corrigées plus haut.

** Les sept opportunistes qui se sont retirés du IIe Congrès étaient les cinq bundistes (le Bund a quitté le Parti après le rejet du principe fédératif par le IIe Congrès) et deux délégués du *Rabotchéïé Diélo*, Martynov et Akimov. Ces deux derniers ont quitté le congrès après que la Ligue iskriste fut reconnue comme la *seule* organisation du Parti à l'étranger, c'est-à-dire après la dissolution de l'« Union des social-démocrates russes » du *Rabotchéïé Diélo* à l'étranger. (Note de l'auteur à l'édition de 1907. *N.R.*)

ce sens précisément que le départ des sept délégués les plus opportunistes de la « *droite* » aurait été *fortuit*. Dans la mesure où ce retrait a été fortuit (mais pas plus) notre majorité a été fortuite elle aussi. Un simple coup d'œil sur le diagramme montrera mieux que de longues dissertations, de quel côté auraient été, *auraient dû être* ces sept délégués *. Mais l'on se demande : jusqu'à quel point peut-on vraiment considérer le retrait de ces sept délégués comme fortuit ? Question que n'aiment pas à se poser les gens qui parlent volontiers du caractère « fortuit » de la majorité. Question désagréable. Est-ce par hasard que les représentants les plus résolus de l'aile *droite* de notre Parti se sont retirés du congrès, et non ceux de l'aile *gauche* ? Est-ce par hasard que les *opportunistes* se sont retirés, et non les *social-démocrates révolutionnaires* conséquents ? Ce retrait « fortuit » n'est-il pas en quelque rapport avec la lutte contre l'aile opportuniste, qui s'est livrée pendant tout le congrès et qui apparaît avec une telle évidence dans notre diagramme ?

Il suffit de poser ces questions, si désagréables à la minorité, pour comprendre quel fait *recouvrent* ces propos sur le caractère fortuit de la majorité. C'est ce fait certain et indiscutable que *la minorité était composée des membres de notre Parti les plus portés vers l'opportunisme*. La minorité était constituée par les éléments du Parti *les moins stables* sur le plan théorique, *les moins conséquents au point de vue des principes*. Elle était formée précisément de l'*aile droite* du Parti. La division en majorité et minorité est la suite directe et inévitable de cette division de la social-démocratie en aile révolutionnaire et aile opportuniste, en Montagne et Gironde [106], division qui ne date point d'hier, qui n'est pas propre au seul Parti ouvrier russe, et qui ne disparaîtra certes pas de sitôt.

Ce fait est d'une importance capitale pour expliquer les causes et les avatars de nos divergences. Essayer de *l'esquiver* en niant ou voilant la lutte au congrès et les nuances de

* Nous verrons plus loin qu'*après* le congrès, le camarade Akimov aussi bien que le comité de Voronèje, qui a le plus de *parenté* avec le camarade Akimov, ont nettement exprimé leur sympathie à la « *minorité* ».

principe qui s'y sont manifestées, c'est se décerner un brevet de complète indigence intellectuelle et politique. Et pour *réfuter* ce fait, il faudrait, *premièrement*, montrer que le tableau général des votes et des « divisions » à notre congrès du Parti est différent de celui que je propose ; il faudrait, *deuxièmement*, montrer que, dans toutes les questions sur lesquelles le congrès s'est « divisé », les social-démocrates révolutionnaires les plus conséquents, ceux qui en Russie avaient pris le nom d'iskristes *, *avaient tort quant au fond*. Essayez donc de le démontrer, messieurs !

Le fait que la minorité était composée des éléments du Parti les plus opportunistes, les moins stables et les moins conséquents fournit, entre autres, une réponse aux nombreuses perplexités et objections adressées à la majorité par des gens qui connaissent mal la question ou ne l'ont pas suffisamment creusée. N'est-il pas futile, nous dit-on, de vouloir expliquer les *divergences* par une petite erreur du camarade Martov et du camarade Axelrod ? Oui, messieurs, l'erreur du camarade Martov n'était pas grande (je l'ai moi-même déclaré au congrès dans le feu de la lutte) ; mais cette petite faute *pouvait* causer (*et a déjà causé*) beaucoup de tort, le camarade Martov s'étant laissé gagner par des délégués qui avaient commis *toute une série d'erreurs* et qui, sur toute une série de questions, avaient montré un penchant vers l'opportunisme et une absence de fermeté quant aux principes. Que les camarades Martov et Axelrod

---

* Note à l'intention du camarade Martov. Si le camarade Martov a oublié maintenant qu'*iskriste* veut dire *partisan d'une orientation*, et non *membre d'un cercle*, nous lui recommandons de lire dans les procès-verbaux du congrès l'explication donnée de cette question par le camarade Trotski au camarade Akimov. Trois cercles — le groupe « Libération du Travail », la rédaction de l'*Iskra* et l'organisation Parti). Deux d'entre eux ont été si raisonnables qu'ils se sont eux-mêmes dissous, le troisième a manqué d'esprit de parti pour en faire autant, et il a été dissous par le congrès. Le cercle iskriste le plus large, l'organisation de l'*Iskra* (qui comprenait la rédaction et le groupe « Libération du Travail ») ne comptait au congrès que 16 membres dont *onze seulement* avaient voix délibérative. Ceux *d'orientation* iskriste, mais qui n'appartenaient à aucun « cercle » iskriste, étaient au congrès, d'après mes calculs, au nombre de *27 avec 33 voix*. Donc, parmi les iskristes, *moins de la moitié* appartenaient aux *cercles* iskristes.

aient manqué de fermeté, voilà un fait individuel et de peu d'importance ; par contre, fait non individuel mais *concernant le Parti* et qu'on *ne saurait dire de peu d'importance*, c'est qu'une minorité très, très importante a été formée de *tous* les éléments les moins stables, de *tous ceux* qui ne reconnaissaient nullement l'orientation de l'*Iskra* et la combattaient ouvertement ou qui la reconnaissaient en paroles, mais en réalité suivaient bien souvent les anti-iskristes.

N'est-il pas ridicule de vouloir *expliquer* les divergences par la domination de l'esprit de cercle racorni et le philistinisme révolutionnaire dans le petit groupe de l'ancienne rédaction de l'*Iskra* ? Non, cela n'est pas ridicule, car *tous ceux qui dans notre Parti* pendant le congrès, ont lutté *en faveur de tout esprit de cercle* ; tous ceux *qui, en général, étaient incapables de s'élever* au-dessus du philistinisme révolutionnaire ; tous ceux qui invoquaient le caractère « historique » du philistinisme et de l'esprit de clocher pour justifier et conserver ce mal, — ceux-là *ont prêté leur appui* à cette tendance *individualiste*. On pourrait encore, à la rigueur, considérer comme fortuit le fait que d'étroits intérêts de coterie l'aient emporté sur l'esprit de parti, dans le petit groupe de la rédaction de l'*Iskra*. Mais ce n'est pas par hasard que, pour défendre cet esprit de cercle, se sont dressés comme un seul homme les Akimov et les Brucker, auxquels n'était pas moins chère (sinon plus) la « continuité historique » du célèbre comité de Voronèje et de la fameuse *Organisation ouvrière* de Pétersbourg [107], les Egorov qui pleuraient aussi amèrement (sinon davantage) l'« assassinat » du *Rabotchéié Diélo* que l'« assassinat » de l'ancienne rédaction, les Makhov, etc., etc. Dis-moi qui tu hantes, je te dirai qui tu es, dit la sagesse populaire. Dis-moi qui est ton allié politique, qui vote pour toi, je te dirai quelle est ta *physionomie politique*.

L'erreur peu grave du camarade Martov et du camarade Axelrod est restée et aurait pu rester *peu grave*, tant qu'elle ne servit pas de point de départ à une *alliance solide* entre eux et toute l'aile opportuniste de notre Parti, tant qu'elle ne conduisit pas, du fait de cette alliance, à des *rechutes* d'opportunisme, à la *revanche* de tous ceux que l'*Iskra* avait combattus, et qui saisissaient avec joie l'occasion de

pouvoir *décharger leur colère* sur les partisans conséquents de la social-démocratie révolutionnaire. Les événements qui suivirent le congrès ont justement abouti à ce fait : nous voyons se manifester dans la nouvelle *Iskra* des rechutes d'opportunisme, la revanche des Akimov et des Brucker (cf. la feuille publiée par le comité de Voronèje *), la jubilation des Martynov auxquels il est enfin (enfin !) donné, dans l'*Iskra* exécrée, la possibilité de lancer une ruade à l'« ennemi » exécré pour tous les griefs du passé, quels qu'ils soient. Cela nous montre d'une façon particulièrement claire à quel point était nécessaire le « rétablissement de l'ancienne rédaction de l'*Iskra* » (tiré de l'ultimatum du camarade Starover en date du 3 novembre 1903) pour conserver la « continuité » iskriste...

Pris en soi, il n'y avait rien de terrible et rien de critique, ni même absolument rien d'anormal dans le fait que le congrès (et le Parti) se soit divisé en une gauche et une droite, en une aile révolutionnaire et une aile opportuniste. Au contraire, toutes ces dix dernières années de l'histoire de la social-démocratie russe (et pas seulement russe) ont conduit nécessairement, inéluctablement à cette division. Qu'une série d'erreurs très *peu graves* commises par l'aile droite, de divergences peu importantes (relativement) aient provoqué la division, cette circonstance (qui paraît choquante pour un observateur superficiel et un esprit philistin) a été *un grand pas en avant pour tout notre Parti.* Auparavant, notre désaccord portait sur de graves questions qui, parfois, pouvaient même justifier une scission ; aujourd'hui, nous nous sommes mis d'accord sur tous les points graves et importants ; ce qui nous sépare maintenant, ce sont simplement des *nuances* sur lesquelles on peut *et l'on doit* discuter, mais pour lesquelles il serait absurde et puéril de se séparer (comme l'a très justement dit le camarade Plékhanov dans un article intéressant, intitulé *Ce qu'il ne faut pas faire* ; nous y reviendrons d'ailleurs). *Maintenant* que *l'attitude anarchiste* de la minorité, *après le congrès*, a presque conduit à une scission dans le Parti, on peut rencontrer souvent des sages qui vous disent : était-ce bien la peine de se battre au congrès pour des bagatelles

* Voir le présent tome, pp. 427-428. (*N.R.*)

comme l'incident du Comité d'organisation, la dissolution du groupe *Joujny Rabotchi* ou de celui du *Rabotchéié Diélo*, le § 1, la dissolution de l'ancienne rédaction, etc. Raisonner de la sorte *, c'est propager en fait un point de vue de cercle dans les affaires du Parti : la lutte des *nuances* dans le Parti est *inévitable et nécessaire* tant qu'elle ne conduit pas à l'anarchie et à la scission, tant qu'elle se poursuit *dans les limites* approuvées, d'un commun accord, par tous les camarades et membres du Parti. Et *notre lutte au congrès* contre l'aile droite du Parti, contre Akimov et Axelrod, contre Martynov et Martov, *ne sortait nullement de ces limites*. Il suffit de rappeler deux faits qui en témoignent de façon incontestable : 1° Lorsque les camarades Martynov et Akimov s'apprêtaient à quitter le congrès, nous *étions tous prêts* à écarter par tous les moyens l'idée d'une « offense », *nous avons tous voté* (par 32 voix) la résolution du camarade Trotski invitant ces camarades à tenir les explications pour satisfaisantes et à retirer leur déclaration. 2° Lorsqu'on en vint à l'élection des organismes centraux, nous avons donné à la minorité (ou à l'aile opportuniste) du congrès *la minorité dans les deux centres* : Martov à l'organe central, Popov au Comité central. Nous *ne pouvions pas* agir autrement du point de vue du Parti, puisque nous avions décidé dès avant le congrès de choisir deux groupes de trois. *Si la différence des nuances qui s'étaient manifestées au congrès n'était pas grande*, la conclusion *pratique* que nous avons tirée de la lutte de ces nuances *ne l'était pas davantage* : cette conclusion se ramenait *exclusivement* au fait que les

* Je ne puis m'empêcher de rappeler à ce propos un entretien que j'ai eu au congrès avec un délégué du « centre ». « Quelle lourde atmosphère règne à notre congrès ! » se plaignit-il à moi. « Cette lutte à outrance, cette propagande que font les uns contre les autres, cette polémique violente, cette absence de camaraderie !... » « Quelle excellente chose que notre congrès ! » lui répondis-je. « Une lutte ouverte et libre. Les opinions se sont affirmées. Les nuances se sont réveillées. Les groupes se sont précisés. Les mains se sont levées. La décision prise. Une étape de franchie. En avant ! — Ça oui ! C'est la vie. C'est tout autre chose que les interminables et écœurantes palabres de la gent intellectuelle, qui s'arrêtent non parce qu'on a résolu la question, mais simplement parce qu'on est fatigué de parler... »

Le camarade du « centre » me regardait tout étonné, en haussant les épaules. Nous parlions deux langues différentes.

deux tiers dans les deux groupes de trois devaient être réservés à *la majorité* du congrès du Parti.

Seul le *refus* de la minorité au congrès du Parti d'être *minorité dans les organismes centraux* avait amené tout d'abord les « pleurnicheries débilitantes » des intellectuels battus, et puis la *phrase anarchique* et des actes d'anarchie.

Pour conclure, considérons encore une fois le diagramme du point de vue de la composition des centres. Il est tout à fait naturel que, *outre* la question des nuances, se posait aux délégués, lors des élections, celle de savoir si telle ou telle *personne répondait aux conditions requises*, la question de ses capacités de travail, etc. Maintenant, la minorité confond très volontiers ces problèmes. Or, que ces questions soient différentes, cela se conçoit et ressort de ce simple fait que le choix d'un groupe de trois *initial* à l'organe central avait été arrêté *dès avant le congrès*, alors que personne ne pouvait prévoir l'alliance de Martov et Axelrod avec Martynov et Akimov. A des questions différentes la réponse doit être obtenue par des procédés différents : en ce qui concerne les nuances, il faut chercher une réponse dans les *procès-verbaux du congrès*, dans les débats *publics* et dans le vote de paragraphes de tout genre et de tout ordre. La question de la capacité des *personnes*, tout le monde avait décidé au congrès de la résoudre par *scrutin secret*. Pourquoi *tout le congrès* a-t-il adopté *unanimement* pareille décision ? C'est là une question tellement élémentaire qu'il serait étrange que l'on s'y arrêtât. La minorité cependant commence à oublier (après sa défaite aux élections) même cet *a b c*. Nous avons entendu des flots de discours ardents, passionnés, exaltés jusqu'à l'oubli de soi-même, pour défendre l'ancienne rédaction, mais nous n'avons *absolument rien* entendu à propos des nuances *au congrès*, qui se rattachaient à la lutte pour le groupe de six et le groupe de trois. De tous les coins nous parviennent des rumeurs et des racontars sur l'incapacité, le manque d'habileté, les mauvaises intentions, etc., des personnes élues au Comité central, mais nous n'entendons *absolument rien* des nuances *au congrès*, qui se sont affrontées pour la prééminence au sein du Comité central. Il me semble qu'*en dehors du congrès* les rumeurs et les racontars sont indécents et indignes sur les qualités et les actes des personnes (car ces

actes dans les 99 cas sur 100 constituent un secret d'organisation, que l'on ne révèle que devant l'instance supérieure du Parti). Mener la lutte *en dehors du congrès* au moyen de *ces racontars* reviendrait selon moi, à œuvrer à *coups de calomnies*. La seule réponse que je puisse donner au public au sujet de ces rumeurs, ce serait de rappeler la lutte au congrès : vous dites que le Comité central a été élu à une faible majorité. C'est juste. Mais cette faible majorité s'était formée de tous ceux qui, de la façon la plus conséquente, non en paroles mais en fait, ont lutté pour la mise en œuvre des plans de l'*Iskra*. L'autorité *morale* de cette majorité doit donc être infiniment supérieure à son autorité *formelle*, — supérieure pour tous ceux qui placent *l'orientation* de l'*Iskra* au-dessus de tel ou tel *cercle* de l'*Iskra*. Qui *serait capable de juger avec plus de compétence*, de la capacité de telles ou telles personnes pour faire la politique de l'*Iskra* ? Ceux qui ont pratiqué cette politique au congrès, ou ceux qui, en maintes occasions, ont combattu cette politique et défendu tout ce qui est caduc, tout fatras, tout esprit de cercle ?

o) APRÈS LE CONGRÈS. DEUX PROCÉDÉS DE LUTTE

L'analyse des débats et des votes au congrès, que nous venons d'achever, explique à proprement parler *in nuce* (en germe) *tout ce qui s'est passé après le congrès*, et nous pouvons être brefs en marquant les étapes ultérieures de la crise au sein de notre Parti.

Le refus par Martov et Popov des charges auxquelles ils avaient été élus a créé du coup une atmosphère de *chicane* dans la lutte des nuances politiques au sein du Parti. Le camarade Glébov, estimant incroyable que des rédacteurs non élus aient sérieusement décidé de *faire volte-face* vers Akimov et Martynov, et expliquant la chose avant tout par l'exaspération, nous proposa, à Plékhanov et à moi, dès le lendemain du congrès, d'en finir à l'amiable, de « coopter » tous les quatre sous réserve d'assurer la représentation de la rédaction au Conseil (c'est-à-dire qu'un représentant sur deux appartînt nécessairement à la majorité *du Parti*). Cette condition nous parut rationnelle, à Plékhanov et à moi, car son acceptation revenait *à un aveu tacite de*

l'erreur commise au congrès, signifiait le désir de paix, et non de guerre, le désir d'être plus près de Plékhanov et de moi, que d'Akimov et Martynov, d'Egorov et Makhov. La concession en matière de « cooptation » revêtait ainsi un caractère *personnel*, et il ne valait pas la peine de renoncer à cette concession qui devait calmer l'exaspération et rétablir la paix. Aussi Plékhanov et moi nous avions donné notre consentement. La majorité de la rédaction repoussa cette condition. *Glébov partit.* Nous attendîmes les conséquences : Martov se maintiendrait-il sur le terrain loyal où il s'était placé (*contre* le représentant du centre, le camarade Popov) au congrès, ou bien les éléments instables et enclins à la scission qu'il a suivis prendraient le dessus ?

Nous étions placés devant un dilemme : le camarade Martov désirerait-il considérer sa « coalition » au congrès comme un fait politique isolé (de même que la coalition de Bebel avec Vollmar en 1895 — *si licet parva componere magnis* *, ou bien désirerait-il la *consacrer* et emploierait-il ses efforts pour prouver notre erreur à *Plékhanov et à moi* au congrès, et deviendrait-il un vrai chef de l'aile opportuniste de notre Parti ? En d'autres termes, ce dilemme se formulait ainsi : chicane ou lutte politique au sein du Parti ? De nous trois, qui étions au lendemain du congrès les seuls membres présents des organismes centraux, Glébov inclinait plutôt à la première solution et s'employa le plus à réconcilier les enfants brouillés. Le camarade Plékhanov penchait plutôt pour la deuxième solution ; il se montrait pour ainsi dire inabordable. Pour ma part, je représentais cette fois le « centre » ou le « marais », et j'essayai d'user de persuasion. Tenter à l'heure actuelle de reproduire les termes dont je me suis servi dans cet effort de persuasion, serait une entreprise désespérée, et je ne suivrai pas le mauvais exemple du camarade Martov et du camarade Plékhanov. Cependant, je tiens à reproduire ici certains passages d'une lettre que j'ai adressée à l'un des iskristes de la « minorité ».

...« L'abandon de la rédaction par Martov, son refus ainsi que celui d'autres publicistes du parti de collaborer,

* S'il est permis de comparer ce qui est petit à ce qui est grand. (*N.R.*)

le refus de plusieurs personnes de travailler pour le Comité central, la propagande de l'idée de boycottage ou de résistance passive, tout cela conduira inévitablement, même à l'encontre de Martov et de ses amis, à la scission du Parti. Même si Martov se maintient sur le terrain de la loyauté (sur lequel il s'est délibérément placé au congrès), les autres ne s'y maintiendront pas, et l'issue que j'ai indiquée sera inévitable...

...Dès lors, je me demande : pourquoi, vraiment, allons-nous nous séparer ?... J'évoque tous les événements et toutes les impressions du congrès, et je reconnais que j'ai souvent agi et me suis comporté, dominé par une terrible exaspération, « frénétiquement » ; je suis prêt à reconnaître volontiers devant qui que ce soit ma faute, si tant est qu'on puisse appeler faute ce qui a été naturellement suscité par l'atmosphère, la réaction, la réplique, la lutte, etc. Mais, envisageant aujourd'hui sans aucune frénésie les résultats atteints, les choses réalisées au moyen d'une lutte frénétique, je ne puis décidément voir dans ces résultats rien, absolument rien de préjudiciable pour le Parti, ni absolument rien de vexant ou d'offensant pour la minorité.

Certes, ce qui ne pouvait manquer d'être vexant, c'est qu'il a fallu rester en minorité, mais je proteste catégoriquement contre l'idée selon laquelle nous aurions « entaché l'honneur » de qui que ce soit, *voulu* offenser ou humilier qui que ce soit. Il n'en est rien. Et l'on ne saurait tolérer qu'une divergence politique conduise à interpréter les événements en accusant l'autre partie de mauvaise foi, de fourberie, de cabale et autres choses charmantes, dont on entend de plus en plus souvent parler dans une atmosphère de scission imminente. On ne saurait tolérer cela, car cela est pour le moins déraisonnable *nec plus ultra*.

Nous nous sommes séparés politiquement (et dans le domaine de l'organisation) de Martov, comme nous l'avons déjà fait des dizaines de fois. Battu dans les débats touchant le § 1 des statuts, je ne pouvais m'empêcher d'aspirer de toute mon énergie à prendre la revanche pour ce qui me restait à moi (et aussi au congrès). Je ne pouvais m'empêcher d'aspirer, d'une part, à un Comité central rigoureusement iskriste ; d'autre part, à un groupe de trois dans la rédaction... Je considère ce groupe de trois comme *seul* capable

de faire figure d'organisme officiel, et non de collège basé sur le népotisme et l'incurie, le seul organisme central véritable où chacun apporterait et défendrait toujours son point de vue de parti, pas un cheveu de plus, et *irrespective* * de tout ce qui est personnel, de toute idée d'offense, de départ, etc.

Ce groupe de trois, après les événements au congrès, légitimait à coup sûr la ligne politique et d'organisation, dirigée dans un sens contre Martov. Sans aucun doute. Rompre pour cela ? Démolir pour cela le Parti ?? Martov et Plékhanov n'étaient-ils pas contre moi en matière de manifestation ? N'étions-nous pas, Martov et moi, contre Plékhanov en matière de programme ? Est-ce que tout groupe de trois ne tourne pas toujours un de ses côtés contre chacun de ses membres ? Si la majorité des iskristes, dans l'organisation de l'*Iskra* aussi bien qu'au congrès, a jugé erronée cette nuance particulière de la ligne de Martov, sous le rapport politique et d'organisation, ne sont-elles pas insensées, en effet, les tentatives de vouloir expliquer cela par des « arrangements en dessous », par des « campagnes d'excitation », etc. ? Ne serait-il pas insensé de se dérober à ce fait, en *taxant* cette majorité de « racaille » ?

Je le répète : de même que la majorité des iskristes au congrès, j'ai la conviction profonde que Martov a suivi une ligne fausse et qu'il fallait la rectifier. Se formaliser à cause de cette rectification, en tirer une offense, etc., voilà qui est déraisonnable. Nous n'avons pas « entaché » ni « n'entachons l'honneur » de personne et en rien, et nous n'écartons personne du *travail*. Mais faire la scission parce qu'on est écarté d'un organisme *central*, serait à mon avis une incroyable folie **. »

Mes déclarations écrites, j'ai tenu à les rétablir maintenant, car elles montrent *exactement* la volonté de la majo-

* Indépendamment. (*N.R.*)

** Cette lettre (adressée à A. Potressov le 31 août (13 septembre) 1903. *N.R.*) a été écrite *dès septembre* (nouveau calendrier). J'en ai omis tout ce qui me paraît ne pas avoir de rapport direct avec la question. Si le destinataire de la lettre estime que les omissions sont importantes, il lui sera aisé de combler la lacune. Au fait. Je profite de l'occasion pour offrir une fois pour toutes à tous mes contradicteurs de publier toutes mes lettres privées, au cas où ils estimeraient la chose utile.

rité de tracer *d'emblée* une ligne de démarcation précise entre les offenses personnelles possibles (et inévitables lors d'une lutte ardente), l'exaspération personnelle due à la violence et à la « frénésie » des attaques, etc., d'une part, et une erreur politique, une ligne politique (coalition avec l'aile droite), d'autre part.

Ces déclarations montrent que la *résistance passive* de la minorité *avait commencé au lendemain même du congrès* et provoqué aussitôt de notre part une mise en garde : c'était là *un pas vers la scission du Parti* ; cela contredisait manifestement les *déclarations loyales faites au congrès* ; il en résulterait une scission *due* exclusivement au fait qu'on *a été écarté des organismes centraux* (c'est-à-dire par suite d'une non-élection), car personne n'a jamais songé à écarter *du travail* aucun des membres du Parti ; la divergence politique entre nous (inévitable, pour autant que n'a pas encore été élucidée ni résolue la question de savoir si c'est Martov ou nous-mêmes qui nous sommes trompés au congrès) commence à *dégénérer toujours plus en chicane* avec invectives, soupçons, etc., etc.

Les avertissements n'ont servi à rien. La conduite de la minorité montrait que ses éléments les moins stables et *qui estiment le moins le Parti* prenaient le dessus. Ce que voyant, Plékhanov et moi nous avons dû retirer notre consentement à la proposition de Glébov : en effet, si par *ses actes* la minorité a montré son instabilité politique non seulement dans le domaine des principes, mais aussi dans celui d'une *loyauté de parti élémentaire*, quelle importance pouvaient avoir les *paroles* concernant la fameuse « continuité » ? Nul n'a raillé avec autant d'esprit que Plékhanov toute l'absurdité qu'il y avait à exiger la « cooptation », à la rédaction de l'organe du Parti, de la plupart de ceux qui proclament ouvertement leurs nouveaux désaccords grandissants ! A-t-on jamais vu la majorité d'un parti dans les organismes centraux se transformer elle-même en minorité *avant d'avoir élucidé* dans la presse, devant le parti, les *nouvelles* divergences ? Que l'on expose d'abord les divergences, que le Parti en examine la profondeur et la portée, que le Parti corrige lui-même l'erreur qu'il a commise au IIe Congrès, si tant est que l'erreur soit démontrée ! Le seul fait de formuler cette demande *au nom*

de désaccords encore inconnus révélait l'instabilité totale de ceux qui l'exigeaient, le total écrasement des divergences politiques sous le poids des chicanes, le total irrespect envers l'ensemble du Parti et ses propres convictions. On n'a jamais vu et on ne verra jamais d'hommes *foncièrement convaincus*, qui refuseraient de *convaincre les autres* avant d'avoir obtenu (*à titre privé*) la majorité dans une institution à qui ils se promettent de faire changer d'avis.

Enfin le 4 octobre, le camarade Plékhanov déclare vouloir faire une *ultime* tentative pour en finir avec cette absurdité. On réunit les six membres de l'ancienne rédaction en présence du nouveau membre du Comité central *. Trois heures durant, le camarade Plékhanov s'attache à démontrer ce qu'il y a de déraisonnable à vouloir exiger la « cooptation » de quatre membres de la « minorité » pour deux membres de la « majorité ». Il propose d'*en coopter deux* d'une part, pour écarter toute crainte de nous voir « brimer » quelqu'un, l'écraser, réduire, exécuter et enterrer ; d'autre part, pour protéger les droits et la position de la « majorité » du Parti. *La cooptation de deux membres est également repoussée.*

Le 6 octobre nous écrivons, Plékhanov et moi, une lettre officielle à tous les anciens rédacteurs de l'*Iskra* et au collaborateur, le camarade Trotski, en ces termes :

« Chers camarades, la rédaction de l'organe central tient à exprimer officiellement ses regrets au sujet de votre refus de collaborer à l'*Iskra* et à la *Zaria*. Malgré les nombreuses offres de collaboration que nous avons faites aussitôt après le IIe Congrès du Parti et bien que nous les eussions renouvelées maintes fois plus tard, nous n'avons reçu de vous aucun manuscrit. La rédaction de l'organe central déclare estimer n'avoir rien fait pour provoquer votre refus de collaborer. Une irritation personnelle ne doit évidemment pas servir d'obstacle au travail dans l'organe central du Parti. Mais si votre refus a été provoqué par telle ou telle divergence de vues entre vous et nous, nous estimerions très utile

* De plus, ce membre du Comité central [108] organisait spécialement nombre de causeries particulières et collectives avec la minorité, en démentant les absurdes racontars et en exhortant au devoir de membre du Parti.

pour le Parti que ces divergences soient exposées de façon circonstanciée. Bien plus : nous souhaiterions fort que le caractère et la profondeur de ces divergences soient élucidés au plus vite devant l'ensemble du Parti dans les colonnes des publications rédigées par nous *. »

Comme le lecteur le voit, nous ne nous rendions pas encore nettement compte si c'était une irritation personnelle qui prédominait dans les actes de la « minorité », ou le désir de donner à l'organe (et au Parti) une *nouvelle orientation*, — laquelle précisément et dans quel sens. Je pense que maintenant encore, si l'on chargeait 70 glossateurs de procéder à l'élucidation de ce problème, sur la base de toutes les publications et dépositions que l'on voudra, eux non plus n'arriveraient jamais à se reconnaître dans ce brouillamini. Il n'est guère possible de débrouiller une chicane : il faut la trancher ou bien lui tourner le dos **.

A la lettre du 6 octobre Axelrod, Zassoulitch, Starover, Trotski et Koltsov nous répondirent par quelques lignes disant que les soussignés ne prenaient aucune part à l'*Iskra* depuis que celle-ci était passée à la nouvelle rédaction. Le camarade Martov, plus explicite, nous honora de la réponse que voici :

« A la rédaction de l'organe central du P.O.S.D.R. Chers camarades, en réponse à votre lettre du 6 octobre je déclare ce qui suit : J'estime que toutes nos explications concernant notre travail commun dans un même organe sont terminées après la conférence qui a eu lieu le 4 octobre, en présence d'un membre du Comité central, où vous avez refusé de répondre à la question de savoir quelles étaient les raisons pour lesquelles vous avez retiré la proposition qui nous avait été faite, à Axelrod, Zassoulitch, Starover et moi-même, d'entrer à la rédaction sous réserve que nous prendrions l'engagement d'élire le camarade Lénine notre « représentant » au Conseil. Après votre refus répété, à la conférence mentionnée, de formuler vos propres

* Dans la lettre au camarade Martov il y avait encore un passage concernant une brochure, et la phrase suivante : « Enfin, dans l'intérêt de la cause nous vous avertissons une fois de plus que nous sommes prêts, aujourd'hui encore, à vous coopter à la rédaction de l'organe central pour vous offrir toute possibilité d'exprimer officiellement et de défendre votre façon de voir dans un organisme supérieur du Parti. »

** Le camarade Plékhanov aurait sans doute ajouté : ou bien satisfaire *toutes les prétentions possibles* des promoteurs de la chicane. Nous verrons pourquoi c'était impossible.

déclarations que vous aviez faites en présence de témoins, je ne juge pas nécessaire d'expliquer dans une lettre les motifs de mon refus de travailler à l'*Iskra* dans les circonstances actuelles. Si besoin en est, je me prononcerai là-dessus en détail devant l'ensemble du Parti qui apprendra, par les procès-verbaux du IIe Congrès, la raison pour laquelle j'ai renoncé à la proposition, que vous renouvelez aujourd'hui, d'occuper une place à la rédaction et au Conseil... *

L. Martov.»

Cette lettre, jointe aux documents antérieurs, explique irréfutablement la question du boycottage, de la désorganisation, de l'anarchie et des préparatifs de scission, question que tourne avec tant de zèle (au moyen de points d'exclamation et de points de suspension) le camarade Martov dans son *Etat de siège*, à savoir : les moyens de lutte loyaux et déloyaux.

On *offre* au camarade Martov et aux autres d'exposer les divergences, on les *prie* de dire explicitement de quoi il retourne et quelles sont leurs intentions ; on les *exhorte* de cesser leurs caprices et d'analyser tranquillement l'erreur touchant le paragraphe 1 (erreur étroitement liée à la volte-face à droite) ; or, le camarade Martov et Cie *se refusent à parler* et clament : on m'assiège, on m'éreinte ! Le sarcasme provoqué par la « parole terrible » n'a point refroidi le zèle de ces lamentations comiques.

Comment peut-on, en effet, *assiéger* celui qui *se refuse à travailler en commun* ? avons-nous demandé au camarade Martov. Comment peut-on offenser, « éreinter » et opprimer la minorité qui se refuse à rester en minorité ?? Car enfin, faire partie de la minorité signifie obligatoirement et sans faute certains désavantages pour qui reste en minorité. Ces désavantages consistent en ceci : ou bien il faudra entrer dans un collège qui dominera dans certaines questions, ou bien il faudra se mettre hors du collège, l'attaquer, et, par suite, essuyer le feu de batteries intensément fortifiées.

En criant à « l'état de siège » le camarade Martov voulait-il dire qu'on luttait contre lui et les autres qui sont restés en minorité ou bien qu'on les dirigeait de façon injuste et déloyale ? *Seule* une pareille thèse pouvait avoir (aux yeux de Martov) ne fût-ce qu'une ombre de raison, car, je le répète, faire partie de la minorité entraîne obligatoire-

* Je laisse de côté la réponse concernant la brochure de Martov alors en cours de réédition.

ment et sans faute certains désavantages. Mais le plus comique, c'est justement qu'on ne pouvait *en aucune façon combattre* Martov tant qu'il se refusait à parler ! On ne pouvait *en aucune façon diriger* la minorité tant qu'elle se refusait à rester en minorité !

Le camarade Martov n'a pu établir *un seul fait* d'excès ou d'abus de pouvoir de la part de la rédaction de l'organe central, quand Plékhanov et moi en faisions partie. Les militants de la minorité non plus n'ont pu établir *un seul fait* de ce genre de la part du Comité central. Le camarade Martov a beau louvoyer à présent dans son *Etat de siège*, il demeure tout à fait indéniable qu'*il n'y avait absolument rien, sinon des « pleurnicheries débilitantes », dans les lamentations sur l'état de siège.*

L'absence totale d'arguments *raisonnables* contre la rédaction, désignée par le congrès, est illustrée au mieux, chez Martov et consorts, par ce petit mot qui leur appartient : « nous ne sommes pas des serfs ! » (*Etat de siège*, p. 34.) La mentalité de l'intellectuel bourgeois qui se range parmi les « âmes d'élite » placées au-dessus de l'organisation de masse et de la discipline de masse, apparaît ici avec un relief remarquable. *Expliquer* le refus de travailler dans le Parti en alléguant que « nous ne sommes pas des serfs », c'est *se livrer pieds et poings liés*, c'est reconnaître l'absence totale d'arguments, une incapacité absolue à fournir des explications, une absence totale de motifs raisonnés de mécontentement. Plékhanov et moi nous déclarons qu'à notre avis ce refus n'a pas été suscité de notre part par quoi que ce soit, nous demandons d'exposer les divergences, et l'on nous répond : « nous ne sommes pas des serfs » (en ajoutant : pour la cooptation, nous ne nous sommes pas encore entendus).

Toute organisation et toute discipline prolétariennes semblent être du *servage* à l'individualisme de la gent intellectuelle, qui s'était déjà manifesté dans les discussions sur le § 1, en se montrant enclin à des raisonnements opportunistes et à la phrase anarchiste. Le public apprendra sous peu que le nouveau *congrès du Parti* apparaît également à ces « membres du Parti » et à ces « responsables » du Parti comme une institution esclavagiste, terrible et intolérable pour « les âmes d'élite »... En effet, cette « institution »

est terrible pour ceux qui ont envie de bénéficier de la qualité de membre du Parti, mais qui sentent le *défaut de concordance* entre cette qualité et les intérêts du Parti, la volonté du Parti.

Les résolutions des comités, que j'ai énumérées dans ma lettre à la rédaction de la nouvelle *Iskra*, et que le camarade Martov a reproduites dans son *Etat de siège*, démontrent en fait que la conduite de la minorité a été une *insoumission* constante aux décisions du congrès, une *désorganisation* du travail pratique positif. La minorité, formée des opportunistes et des ennemis de l'*Iskra*, *déchirait le Parti*, détériorait, désorganisait le travail, dans son désir de se venger de la défaite au congrès, et se rendant compte que par des moyens *honnêtes et loyaux* (en expliquant les choses dans la presse ou devant le congrès) elle ne parviendrait *jamais* à démentir l'accusation d'opportunisme et d'instabilité propre à la gent intellectuelle, portée contre elle au IIe Congrès. Conscients de leur impuissance à *convaincre* le Parti, ils ont agi *en désorganisant* le Parti et *en entravant tout travail*. On leur reprocha d'avoir (en brouillant les choses au congrès) provoqué une fêlure à notre vase ; comme réponse à ce reproche ils s'appliquèrent de *toutes leurs forces à briser tout à fait* le vase fêlé.

Les idées se mêlèrent au point que le boycottage et le refus de travailler étaient proclamés « moyen *honnête* * » de lutte. Maintenant, le camarade Martov tourne sans cesse autour de ce point névralgique. Le camarade Martov s'en tient avec tant de rigueur aux « principes » qu'il défend le boycottage... lorsque celui-ci est pratiqué par la minorité ; il condamne le boycottage quand celui-ci menace Martov lui-même qui se trouva dans la majorité !

Je pense que l'on peut laisser sans examen la question de savoir s'il s'agit là d'une chicane ou bien d'une « divergence de principe » touchant les moyens honnêtes de lutte au sein du Parti ouvrier social-démocrate.

Après les tentatives avortées (des 4 et 6 octobre) pour obtenir les explications des camarades, qui avaient soulevé

* Résolution des Mines (p. 38 de l'*Etat de siège*).

des histoires autour de la « cooptation », il ne restait plus aux institutions centrales qu'à voir quelle serait en réalité la lutte loyale qu'ils avaient promise en paroles. Le 10 octobre, le Comité central adresse une circulaire à la Ligue (voir les procès-verbaux de la Ligue, pp. 3-5) en déclarant qu'il est en train de mettre au point des statuts et invite les membres de la Ligue à prêter leur concours. Le congrès de la Ligue fut alors repoussé par la Direction de celle-ci (deux voix contre une, *ibid.*, p. 20). Les réponses faites à cette circulaire par les partisans de la minorité ont montré d'emblée que la fameuse loyauté et la reconnaissance des décisions du congrès n'étaient qu'une phrase ; qu'en réalité la minorité avait décidé fermement de *ne pas se soumettre* aux institutions centrales du Parti, en répondant à leurs appels pour travailler en commun par des *dérobades* pleines de sophismes et de phrases *anarchistes*. A la fameuse lettre ouverte de Deutsch, membre de la Direction (p. 10), nous répondîmes, Plékhanov et moi, ainsi que les autres partisans de la majorité, par une énergique « protestation contre les grossières infractions à la discipline du Parti, au moyen desquelles un responsable de la Ligue prend la liberté de freiner le travail d'organisation d'une institution du Parti et invite d'autres camarades à de pareilles infractions à la discipline et aux statuts. Des phrases telles que « je ne me considère pas en droit de prendre part à un semblable travail, sur appel du Comité central » ou bien « camarades, nous ne devons en aucun cas lui confier (au Comité central) le soin d'élaborer de nouveaux statuts pour la Ligue », etc., relèvent des procédés d'agitation qui ne peuvent que susciter l'indignation de tout homme qui comprend tant soit peu les notions de Parti, d'organisation, de discipline du Parti. Des procédés de ce genre sont d'autant plus révoltants qu'on en use à l'égard de l'organisme du Parti qui vient d'être créé ; ils sont donc une tentative certaine pour ruiner, à son égard, la confiance des camarades du Parti ; de plus, ils sont mis en jeu sous l'enseigne d'un membre de la Direction de la Ligue et à l'insu du Comité central » (p. 17).

Le congrès de la Ligue, dans ces conditions, risquait de dégénérer en scandale.

Le camarade Martov poursuivit dès le début la tactique qu'il avait appliquée au congrès consistant à « se glisser

dans l'âme », cette fois, du camarade Plékhanov, en altérant les conversations privées. Le camarade Plékhanov proteste, et le camarade Martov se voit obligé de revenir sur (pp. 39 et 134 des procès-verbaux de la Ligue) ses reproches peu sérieux ou irrités.

Vient le tour du rapport. C'est moi qui représentait la Ligue au congrès du Parti. Un simple coup d'œil sur le résumé de mon rapport (p. 43 et suivantes) * montrera au lecteur que j'ai ébauché l'analyse des votes au congrès, analyse qui, mise au point, constitue la teneur de la présente brochure. La clé de voûte de ce rapport était la démonstration que Martov et C^ie^, par suite des erreurs qu'ils avaient commises, s'étaient trouvés dans l'aile opportuniste de notre Parti. Bien que le rapport ait été fait devant une majorité d'adversaires les plus aigris, ils ne purent rien y découvrir qui s'écartât des procédés loyaux de la lutte et de la polémique dans le Parti.

Le rapport de Martov, mis à part les menus « amendements » de détail à mon exposé (nous avons montré plus haut l'inexactitude de ces amendements), était au contraire... un certain produit des nerfs malades.

Rien d'étonnant que la majorité se fût refusée à poursuivre la lutte dans une telle ambiance. Le camarade Plékhanov protesta contre la « *scène* » (p. 68), c'était, en effet, une vraie « scène » ! Et il quitta le congrès, ne désirant pas exposer les objections qu'il avait déjà préparées quant au fond du rapport. Presque tous les autres partisans de la majorité abandonnèrent le congrès après avoir déposé une protestation écrite contre la « conduite indigne » du camarade Martov (p. 75 des procès-verbaux de la Ligue).

Les procédés de lutte de la minorité se sont manifestés aux yeux de tous avec une entière évidence. Nous accusions la minorité d'avoir commis une erreur politique au congrès, d'avoir opéré un tournant vers l'opportunisme, de s'être coalisée avec les bundistes, les Akimov, les Brucker, les Egorov et les Makhov. La minorité essuya une défaite au congrès et « mit au point » dès lors *deux* procédés de lutte qui englobent toute la variété infinie des menues incartades, attaques, agressions, etc.

---

* Voir le présent tome, pp. 70-81. (*N.R.*)

Premier procédé : désorganiser tout le travail du Parti, lui faire du tort, tendance à freiner toutes choses « sans en expliquer les raisons ».

Deuxième procédé : faire des « scènes », etc., etc. *

Ce « deuxième procédé de lutte » apparaît aussi dans les fameuses résolutions « doctrinales » de la Ligue, à l'examen desquelles la « majorité » n'a assurément pas pris part. Voyons d'un peu près ces résolutions que le camarade Martov a reproduites maintenant dans son *Etat de siège*.

La première résolution, signée des camarades Trotski, Fomine, Deutsch, etc., comporte deux thèses visant la « majorité » du congrès du Parti : 1° « La Ligue exprime son plus vif regret que, par suite des tendances qui se sont manifestées au congrès et qui, à proprement parler, sont en contradiction avec la politique antérieure de l'*Iskra*, on n'a pas prêté une attention soutenue, en élaborant les statuts du Parti, à la création de garanties suffisantes pour préserver l'indépendance et l'autorité du Comité central » (p. 83 des procès-verbaux de la Ligue).

Cette thèse « doctrinale » se ramène, nous l'avons déjà vu, à une phrase *à la Akimov*, dont le caractère *opportuniste* a été dénoncé au congrès du Parti *même* par le camarade Popov ! Au fond, les affirmations que la « majorité » ne songe pas à préserver l'indépendance et l'autorité du Comité central, n'ont toujours été qu'une *calomnie*. Il suffit de dire que, lorsque Plékhanov et moi nous faisions partie de la rédaction, l'organe central *n'avait pas dans le Conseil* la prééminence sur le Comité central, et lorsque les partisans de Martov sont entrés à la rédaction, *il y eut* au Conseil prééminence de l'organe central sur le Comité central ! Lorsque nous étions à la rédaction, ce sont les *militants de Russie qui dominaient*, dans le Conseil, sur les littérateurs se trouvant à l'étranger ; chez les partisans de Martov, c'est l'inverse qui s'est produit. Lorsque nous étions à la

* J'ai déjà indiqué qu'on aurait tort de ramener à des motifs bas les formes les plus basses de ces querelles courantes dans le cadre de l'émigration et de la déportation. C'est une manière de maladie qui, telle une épidémie, se propage dans des conditions de vie anormales, les nerfs étant détraqués, etc. *Force m'a été* de rétablir ici le caractère véritable de ce système de lutte, le camarade Martov *l'ayant entièrement repris dans son « Etat de siège »*.

rédaction, le Conseil n'a pas *une seule fois* tenté d'intervenir dans la moindre question *pratique* ; depuis la cooptation unanime cette *intervention a commencé*, comme le saura parfaitement le lecteur d'ici peu.

La thèse suivante de la résolution envisagée : ...« le congrès, en instituant les organismes centraux officiels du Parti, n'a pas tenu compte de la continuité de liaison avec les centres pratiquement constitués »...

Cette thèse se ramène entièrement à la question de l'*effectif* des organismes centraux. La « minorité » préférait ne rien dire du fait que les anciens organismes centraux ont montré au congrès leur carence et commis nombre d'erreurs. Mais le plus comique, c'est la référence à la « continuité » en ce qui concerne le Comité d'organisation. Au congrès, on l'a vu, personne n'a soufflé mot de la confirmation de tout l'effectif du Comité d'organisation. Martov criait même dans un accès d'hystérie, devant le congrès, que la liste des trois membres du Comité d'organisation le déshonorait. Au congrès, la « minorité » présentait sa *dernière* liste avec *un seul* membre du Comité d'organisation (*Popov*, Glébov ou Fomine et Trotski), tandis que la « majorité » a fait voter une liste comportant *deux* membres du Comité d'organisation sur trois (*Travinski*, *Vassiliev* et Glébov).. On se demande si cette référence à la « continuité » de liaison peut être appelée une « divergence de principe ».

Passons à une autre résolution signée de quatre membres de l'ancienne rédaction, le camarade Axelrod en tête. Nous retrouvons ici les accusations principales contre la « majorité » plus d'une fois rappelées ensuite dans la presse. Il serait plus commode de les analyser justement dans la formulation des membres du cercle rédactionnel. Les accusations visent le « système de gestion autocrato-bureaucratique du Parti », le « centralisme bureaucratique » qui, à la différence du « centralisme véritablement social-démocrate », se définit ainsi : il « met au premier plan non pas l'union interne, mais l'unité extérieure, formelle, réalisée et protégée par des moyens purement mécaniques, en étouffant systématiquement les initiatives individuelles et les activités sociales autonomes » ; aussi « par son essence même, il est incapable de réunir organiquement les éléments constitutifs de la société ».

De quelle « société » parlent ici le camarade Axelrod et Cie, seul Allah le sait. Le camarade Axelrod ne savait, visiblement, pas très bien lui-même s'il rédigeait une adresse de zemstvo sur les réformes désirables dans la gestion, ou s'il faisait s'épancher les doléances de la « minorité ». Que *peut vouloir dire* l'« autocratie » dans le Parti, que dénoncent à grands cris les « rédacteurs » mécontents ? L'autocratie est un pouvoir suprême, sans contrôle, sans responsabilité, le pouvoir d'une seule personne non élue. Les écrits de la « minorité » attestent fort bien que c'est *moi seul* que l'on tient pour cet autocrate, et personne d'autre. Au moment où l'on rédigeait et adoptait la résolution envisagée, nous faisions, Plékhanov et moi, partie de l'organe central. Par conséquent, le camarade Axelrod et Cie expriment leur certitude que Plékhanov et tous les membres du Comité central « dirigeaient le Parti » selon la *volonté* de l'autocrate Lénine, et non pas selon leurs vues sur le bien de la cause. L'accusation d'autocratie mène nécessairement et infailliblement à considérer tous les autres participants à la direction, excepté l'autocrate, comme de simples instruments en des mains étrangères, comme des pions, des agents d'exécution de la volonté d'autrui. Et nous demandons encore et encore une fois : est-ce là vraiment la « divergence de principe » du très-honorable camarade Axelrod ?

Poursuivons. De quelle unité extérieure et formelle parlent ici nos « membres du Parti » qui revenaient à peine du congrès dont ils ont reconnu solennellement la légitimité des décisions ? Ne connaîtraient-ils pas un moyen autre que le congrès de réaliser l'unité dans un Parti organisé sur des bases quelque peu solides ? Si oui, pourquoi n'ont-ils pas le courage de dire nettement qu'ils ne considèrent plus le IIe Congrès comme un congrès légitime ? Pourquoi n'essaieraient-ils pas de nous exposer leurs nouvelles idées et leurs nouveaux moyens de réaliser l'unité dans un prétendu parti prétendument organisé ?

Poursuivons. De quel « étouffement d'initiative individuelle » parlent nos intellectuels individualistes que l'organe central du Parti venait d'*exhorter* à exposer leurs divergences et qui, *au lieu de cela*, se sont mis à marchander la « cooptation » ? Comment pouvions-nous en général, Plékha-

nov et moi ou le Comité central, étouffer les initiatives et les activités autonomes de ceux qui ont refusé de se livrer à *toute* « activité » avec nous ! Comment peut-on « étouffer » qui que ce soit dans un organisme ou dans un collège, auquel celui que l'on étouffe *a refusé de prendre part* ? Comment des rédacteurs non élus peuvent-ils se plaindre du « système d'administration » s'ils ont refusé d'*être administrés* » ? Nous *ne pouvions* commettre *aucune* erreur en dirigeant nos camarades pour la simple raison que ces camarades ne travaillaient pas du tout sous notre direction.

Il semble évident que les lamentations sur le fameux bureaucratisme tendent simplement à dissimuler le mécontentement contre l'effectif des organismes centraux ; que c'est là une feuille de vigne destinée à voiler les infractions aux promesses solennellement faites au congrès. Tu es un bureaucrate, parce que tu as été désigné par le congrès à l'encontre de ma volonté ; tu es un formaliste, parce que tu t'appuies sur les décisions formelles du congrès, et non sur mon accord ; tu agis d'une façon grossièrement mécanique, car tu te réclames de la majorité « mécanique » du congrès du Parti et ne tiens pas compte de mon désir d'être coopté ; tu es un autocrate, parce que tu ne veux pas remettre le pouvoir entre les mains de la vieille et bonne compagnie qui défend d'autant plus énergiquement la « continuité » de son esprit de cercle que le franc désaveu de celui-ci par le congrès lui est désagréable.

Dans ces lamentations sur le bureaucratisme il n'y a pas, il n'y a jamais eu aucun contenu *réel* hormis celui qu'on vient d'indiquer *. Et c'est justement ce procédé de lutte qui montre une fois de plus l'instabilité, propre à la gent intellectuelle, de la minorité. Celle-ci voulait convaincre le Parti d'avoir mal choisi ses organismes centraux. Convaincre, mais comment ? En critiquant l'*Iskra* dont Plékhanov et moi assumions la direction ? Non, ils n'avaient pas assez de force pour le faire. Ils voulaient convaincre par le refus d'une fraction du Parti de travailler sous la direction des organismes centraux exécrés. Mais aucun organisme

* Il suffit de rappeler que le camarade Plékhanov a cessé, aux yeux de la minorité, d'être un partisan du « centralisme bureaucratique », après avoir opéré la salutaire cooptation.

central d'aucun parti du monde ne pourra démontrer sa capacité de diriger ceux qui refusent de se soumettre à sa direction. Refuser de se soumettre à la direction des organismes centraux, c'est refuser d'être membre du Parti, c'est détruire le Parti. Ce n'est pas un moyen de persuasion, c'est un moyen de *destruction*. Substituer la destruction à la persuasion, c'est montrer l'absence de fermeté de principe, l'absence de foi en ses idées.

On disserte sur le bureaucratisme. Le bureaucratisme peut se traduire en russe par le mot : préséance. Le bureaucratisme, c'est la soumission des intérêts de *la cause* aux intérêts de *la carrière* ; c'est réserver une attention soutenue aux postes et méconnaître le travail ; c'est se colleter pour la *cooptation* au lieu de lutter pour les *idées*. Pareil bureaucratisme est en effet absolument indésirable et nuisible pour le Parti, et je laisse tranquillement au lecteur le soin de juger laquelle des deux fractions actuellement aux prises dans notre Parti, est coupable de ce bureaucratisme... On parle de procédés d'union grossièrement mécaniques. Sans doute, les procédés grossièrement mécaniques sont nuisibles ; mais cette fois encore je laisse au lecteur le soin de juger si l'on peut imaginer un moyen plus grossier et plus mécanique de lutte entre la nouvelle orientation et l'ancienne, que l'introduction de personnes dans les organismes du Parti avant que l'on ait pu convaincre celui-ci de la justesse des nouvelles conceptions, avant que l'on ait exposé au Parti ces conceptions.

Mais peut-être, les vocables préférés de la minorité ont-ils une certaine signification de principe, expriment-ils un certain ensemble d'idées, indépendamment du prétexte insignifiant et particulier qui a indubitablement servi de point de départ au « tournant » opéré en l'occurrence ? Peut-être, si l'on fait abstraction de la bagarre engagée autour de la « cooptation », ces vocables traduiront-ils un autre système de vues ?

Examinons la question sous cet aspect. Il nous faudra ici noter avant tout que le premier à aborder cet examen fut le camarade Plékhanov qui, dans la Ligue, signala le tournant opéré par la minorité vers l'*anarchisme* et l'*opportunisme*, et que c'est précisément le camarade Martov (aujourd'hui fâché de ce que tout le monde ne veut pas reconnaître

sa position comme position de principe *) qui a préféré *passer complètement sous silence* cet incident dans son *Etat de siège*.

Au congrès de la Ligue une question d'ordre général a été soulevée, à savoir : les statuts élaborés pour elle-même par la Ligue ou le comité sont-ils valables sans avoir été confirmés par le Comité central ? A l'encontre du Comité central ? Quoi de plus évident, semblerait-il : les statuts sont l'expression formelle de l'état d'organisation, et le droit d'organiser les comités est conféré expressément par le § 6 des statuts de notre Parti au Comité central ; les statuts fixent les frontières de l'autonomie du comité, et la voix décisive dans la fixation des frontières appartient à l'organisme central, et non à l'organisme local du Parti. *C'est l'a b c*, et c'était pur enfantillage d'affirmer d'un air profond que « organiser » n'implique pas toujours l'idée de « ratifier les statuts » (comme si la Ligue elle-même n'avait pas exprimé en toute indépendance son désir d'être organisée précisément sur la base des statuts officiels). Mais le camarade Martov oublie même (pour un temps, espérons-le) l'a b c de la social-démocratie. Selon lui, exiger la ratification des statuts n'exprime qu'une chose : le « centralisme révolutionnaire antérieur de l'*Iskra* est remplacé par un centralisme bureaucratique » (p. 95 des procès-verbaux de la Ligue) ; et le camarade Martov déclare dans ce même discours que là précisément il aperçoit le

* Rien de plus comique que cette *fâcherie* de la nouvelle *Iskra*, prétendant que Lénine ne veut pas voir les divergences de principe ou qu'il les conteste. Plus vous traiteriez les choses avec esprit de principe, et plus tôt vous prendriez en considération mes indications répétées concernant le tournant vers l'opportunisme. Plus votre position serait conforme aux principes, et moins vous pourriez ravaler la lutte idéologique à des questions de préséance. Prenez-vous-en à vous-mêmes, si de votre propre chef vous avez tout fait pour empêcher que l'on vous considère comme des hommes fidèles aux principes. Ainsi le camarade Martov, par exemple, en parlant dans son *Etat de siège* du congrès de la Ligue, ne dit rien du débat avec Plékhanov sur l'anarchisme ; mais en revanche il raconte que Lénine est un super-centre, qu'il suffirait à Lénine de faire signe pour que l'organisme central agisse, que le Comité central a fait son entrée dans la Ligue sur un blanc coursier, etc. Je suis loin de douter que c'est justement par le choix de ce thème que le camarade Martov a pu démontrer la profondeur de ses idées et de son esprit de principe.

« côté principe » des choses (p. 96), côté principe qu'il a préféré passer sous silence dans son *Etat de siège* !

Le camarade Plékhanov répond aussitôt à Martov, en lui demandant de s'abstenir d'expressions « portant atteinte à la dignité du congrès » telles que bureaucratisme, régime du bon plaisir, etc. (p. 96). Il s'ensuit un échange d'observations avec le camarade Martov, pour qui ces expressions comportent « une caractéristique de principe d'une certaine orientation ». Le camarade Plékhanov, comme du reste tous les partisans de la majorité, considérait *alors* ces expressions dans leur signification concrète, se rendant nettement compte de leur sens non doctrinal, mais exclusivement « cooptationniste », s'il est permis de s'exprimer ainsi. Il cède cependant aux instances des Martov et des Deutsch (pp. 96-97) et passe à l'examen de *principe* des prétendues conceptions de principe. « S'il en était ainsi, dit-il (c'est-à-dire que si les comités étaient autonomes pour créer leur propre organisation, pour mettre au point leurs statuts), ils seraient autonomes à l'égard du tout, à l'égard du Parti. Ce n'est plus un point de vue bundiste, mais simplement anarchiste. En effet, les anarchistes raisonnent ainsi : les droits des individus sont illimités ; ils peuvent entrer en conflit ; chaque individu définit lui-même les limites de ses droits. Les limites de l'autonomie doivent être fixées, non par le groupe lui-même mais par le tout dont ce groupe fait partie. C'est le Bund qui offre un exemple frappant de la violation de ce principe. Par conséquent, les limites de l'autonomie sont fixées ou par le congrès, ou par l'instance supérieure que le congrès a créée. Le pouvoir de l'organisme central doit se fonder sur l'autorité morale et intellectuelle. Sur ce point je suis d'accord, bien entendu. Tout représentant d'une organisation doit veiller à ce que celle-ci ait une autorité morale. Mais il ne suit point de là que si l'autorité est nécessaire, le pouvoir ne l'est pas... Opposer à l'autorité des idées l'autorité du pouvoir, c'est une phrase anarchiste qui ne doit pas figurer ici » (p. 98). Ces thèses sont élémentaires au possible, ce sont véritablement des axiomes qu'il serait même étrange de mettre aux voix (p. 102) et qui n'ont été mis en doute que parce qu'« à l'heure actuelle les notions se sont brouillées » (*ibid.*). Mais l'individualisme pro-

pre à la gent intellectuelle a conduit inévitablement la minorité au désir de faire échec au congrès, de ne pas se soumettre à la majorité ; or, il était impossible de justifier ce désir autrement que par une *phrase anarchiste*. Chose éminemment curieuse, c'est que la minorité ne pouvait rien répliquer à Plékhanov, sinon la *plainte* de se servir d'expressions extrêmement violentes telles que opportunisme, anarchisme, etc. Plékhanov a très justement raillé ces doléances, en demandant pourquoi « il n'est pas convenable d'employer jauressisme et anarchisme tandis que l'emploi de *lèse-majesté* * et de régime du bon plaisir est convenable ». Pas de réponse à ces questions. Ce *quiproquo* * original arrive constamment aux camarades Martov, Axelrod et Cie : leurs nouveaux vocables portent un cachet évident de « courroux » ; ce rappel les fâche — nous sommes, voyez-vous, des gens à principes ; mais si *pour le principe* vous repoussez la soumission d'une partie au tout, vous êtes des anarchistes, leur dit-on. Nouvelle fâcherie contre une expression trop forte ! En d'autres termes : ils veulent se battre contre Plékhanov, mais à la condition qu'il ne les attaque pas sérieusement !

Que de fois le camarade Martov et autres « mencheviks » de tous bords se sont appliqués, d'une manière non moins puérile, à m'imputer la « contradiction » suivante. On emprunte une citation à *Que faire ?* ou à *la Lettre à un camarade*, où il est question de l'action idéologique, de la lutte pour l'influence, etc., et l'on y oppose l'action « bureaucratique » par le moyen des statuts, la tendance « autocratique » à s'appuyer sur le pouvoir, etc. Gens naïfs ! Ils ont déjà oublié qu'*auparavant* notre Parti n'était pas un tout formellement organisé, mais seulement une somme de groupes particuliers, ce qui fait qu'entre ces groupes il ne pouvait y avoir d'autres rapports que l'action idéologique. *Maintenant* nous sommes devenus un Parti organisé ; et cela signifie la création d'un pouvoir, la transformation de l'autorité des idées en autorité du pouvoir, la subordination des instances inférieures aux instances supérieures du Parti. Vraiment, il est même gênant de ressasser à de vieux camarades ces vérités premières, surtout quand

* En français dans le texte. (*N.R.*)

on se rend compte qu'il s'agit simplement du refus de la minorité de se soumettre à la majorité pour ce qui est des élections ! Mais *en principe*, toutes ces tentatives interminables de m'imputer des contradictions se réduisent *entièrement* à une phrase anarchiste. La nouvelle *Iskra* n'est pas fâchée de profiter du titre et du droit d'organisme du Parti, mais elle n'a pas envie de se soumettre à la majorité du Parti.

Si les phrases sur le bureaucratisme impliquent un principe, si ce n'est pas une négation anarchique du devoir, de la part d'une partie, de se soumettre au tout, nous sommes en présence d'*un principe d'opportunisme* qui vise à restreindre la responsabilité de certains intellectuels devant le Parti du prolétariat, affaiblir l'influence des organismes centraux, accentuer l'autonomie des éléments du Parti les moins fermes, réduire les rapports d'organisation à une reconnaissance verbale, purement platonique. Nous l'avons vu au congrès du Parti, où les Akimov et les Liber prononçaient sur le centralisme « monstrueux » exactement les mêmes discours que ceux qui ont coulé à flots de la bouche de Martov et Cie au congrès de la Ligue. Que l'opportunisme conduise, non par hasard, mais par sa nature même, et non pas uniquement en Russie, mais dans le monde entier, aux « vues », sur le plan de l'organisation, à la Martov et Axelrod, nous le verrons plus loin, en examinant un article du camarade Axelrod dans la nouvelle *Iskra*.

p) LES PETITS DÉSAGRÉMENTS NE DOIVENT PAS EMPÊCHER UN GRAND PLAISIR

Le rejet par la Ligue de la résolution sur la nécessité d'une approbation de ses statuts par le Comité central (p. 105 des procès-verbaux de la Ligue) a été, comme toute la majorité du congrès du Parti l'a noté aussitôt, « *une violation criante des statuts du Parti* ». Pareille violation, si on la considère comme un acte commis par des hommes fidèles aux principes, a été pur anarchisme ; et dans l'atmosphère de la lutte qui s'est engagée après le congrès, elle devait inévitablement faire l'effet d'un « règlement de comptes » de la minorité du Parti avec la majorité du

Parti (p. 112 des procès-verbaux de la Ligue) ; elle signifiait le refus de se soumettre au Parti et d'y rester. Le refus de la Ligue d'adopter une résolution à propos de la déclaration du Comité central sur la nécessité de modifier les statuts (pp. 124-125) aboutit inévitablement à reconnaître comme *illégitime* la réunion qui voulait être *considérée* comme celle d'une organisation du Parti tout en refusant de se soumettre à l'organisme central du Parti. Les partisans de la majorité quittèrent immédiatement cette pseudo-réunion du Parti pour ne pas prendre part à cette indigne comédie.

L'individualisme de la gent intellectuelle, avec sa reconnaissance platonique des rapports d'organisation, qui s'est révélé dans les flottements à propos du § 1 des statuts, atteignait ainsi pratiquement à son terme logique que j'avais prédit dès septembre, c'est-à-dire un mois et demi d'avance : la *destruction* de l'organisation du Parti. Et le soir du même jour, après la clôture du congrès de la Ligue, le camarade Plékhanov déclarait à ses collègues des deux organismes centraux du Parti qu'il n'avait pas le courage de « tirer sur les siens », que « mieux valait se loger une balle dans la tête, que la scission » ; qu'il fallait, pour éviter un plus grand mal, faire le maximum de concessions personnelles, autour de quoi, à proprement parler (bien plus qu'autour des principes qui s'étaient fait jour dans la fausse position à propos du § 1), se poursuit cette lutte à outrance. Pour mieux caractériser ce tournant opéré par le camarade Plékhanov, et qui a pris une certaine portée pour l'ensemble du Parti, j'estime plus utile de m'appuyer, non pas sur des conversations privées ni sur des lettres privées (ce recours ne peut avoir lieu qu'à l'extrême rigueur), mais sur l'exposé fait par Plékhanov lui-même devant le Parti tout entier, sur son article « Ce qu'il ne faut pas faire » dans le n° 52 de l'*Iskra*, rédigé après le congrès de la Ligue, après mon départ de la rédaction de l'organe central (1er novembre 1903) et avant la cooptation des partisans de Martov (26 novembre 1903).

L'idée maîtresse de l'article « Ce qu'il ne faut pas faire » est qu'il ne convient pas en politique d'être rigide, violent et intransigeant sans nécessité ; qu'il est indispensable parfois, afin d'éviter la scission, de céder aussi bien

aux révisionnistes (parmi ceux qui se rapprochent de nous ou parmi les inconséquents) qu'aux individualistes anarchistes. Il est tout à fait naturel que ces thèses abstraites, d'ordre général, ont suscité l'étonnement de tous les lecteurs de l'*Iskra*. On ne peut lire sans rire les belles et fières déclarations du camarade Plékhanov (dans les articles postérieurs), prétendant qu'on ne l'a pas compris à cause de la nouveauté de ses idées, parce que les gens ignoraient la dialectique. En effet, seules avaient pu comprendre l'article « Ce qu'il ne faut pas faire », lorsqu'il fut rédigé, une dizaine de personnes de deux faubourgs de Genève dont les noms commencent par les mêmes lettres [109]. Le malheur du camarade Plékhanov était qu'il avait lancé devant une dizaine de milliers de lecteurs une somme d'allusions, de reproches, de signes algébriques et de rebus, adressés uniquement à cette dizaine de personnes qui avaient participé, après le congrès, à toutes les péripéties de la lutte contre la minorité. Le camarade Plékhanov était tombé dans ce malheur pour avoir enfreint la thèse fondamentale de la dialectique, dont il avait si maladroitement fait mention : pas de vérité abstraite, la vérité est toujours concrète. C'est bien pourquoi il était inopportun de présenter sous une forme abstraite l'idée très concrète des concessions à faire aux partisans de Martov après le congrès de la Ligue.

L'esprit de concession, mis en avant comme un nouveau slogan par le camarade Plékhanov, est légitime et nécessaire dans deux cas : ou bien lorsque celui qui cède s'est convaincu du bon droit de ceux qui veulent obtenir des concessions (des hommes politiques honnêtes, en cette occurrence, reconnaissent franchement et ouvertement leur erreur), ou bien lorsque la concession à une exigence déraisonnable et nuisible pour la cause est faite pour éviter un mal plus grand. Il ressort tout à fait clairement de l'article en question que l'auteur songe au deuxième cas : il parle explicitement de concessions à faire aux révisionnistes et aux individualistes anarchistes (c'est-à-dire aux martoviens ; tous les membres du Parti le savent maintenant grâce aux procès-verbaux de la Ligue), concessions obligatoires pour éviter la scission. Comme vous le voyez, la soi-disant nouvelle idée du camarade Plékhanov se ramène

entièrement à une sagesse pas très neuve : les petits désagréments ne doivent pas empêcher un grand plaisir, une petite sottise opportuniste et une courte phrase anarchiste valent mieux qu'une grande scission dans le Parti. Le camarade Plékhanov se rendait nettement compte en écrivant cet article que la minorité représente l'aile opportuniste de notre Parti, et qu'elle combat avec des moyens anarchistes. Il a formulé un projet : lutter contre cette minorité au moyen de concessions personnelles comme c'était le cas (cette fois encore *si licet parva componere magnis*) pour la social-démocratie allemande qui luttait contre Bernstein. Bebel déclarait publiquement aux congrès de son Parti qu'il ne connaissait point d'homme moins résistant à l'influence du milieu que le camarade Bernstein (pas monsieur Bernstein, comme aimait à le dire autrefois le camarade Plékhanov, mais le camarade Bernstein) : nous le prendrons dans notre milieu, nous en ferons un député au Reichstag, nous lutterons contre le révisionnisme, sans combattre avec une violence déplacée (à la Sobakévitch-Parvus) contre le révisionniste, que nous « tuerons à force de douceur » (kill with kindness), comme le disait, il m'en souvient, le camarade M. Beer à une assemblée social-démocrate anglaise, en défendant l'esprit de concession, le pacifisme, la douceur, la souplesse et la circonspection des Allemands contre les attaques du Sobakévitch-Hyndman anglais. C'est exactement ainsi que le camarade Plékhanov voulait « tuer à force de douceur » le petit anarchisme et le petit opportunisme des camarades Axelrod et Martov. Il est vrai que, parallèlement aux allusions tout à fait claires concernant les « individualistes anarchistes », le camarade Plékhanov s'est exprimé en termes volontairement obscurs à propos des révisionnistes, de façon à faire croire qu'il avait en vue les gens du *Rabotchéié Diélo* qui, à partir de l'opportunisme, tournent vers l'orthodoxie, et non pas Axelrod et Martov qui commençaient à tourner *à partir de l'orthodoxie vers le révisionnisme* ; mais c'était une ruse de guerre innocente *, un ouvrage de fortification

* En ce qui concerne les concessions à l'égard des camarades Martynov, Akimov et Brucker, il n'en était pas question après le congrès du Parti. Je n'ai pas entendu dire qu'ils aient exigé eux aussi la « cooptation ». Je doute même que le camarade Starover ou le ca-

bien médiocre, incapable de résister devant le feu d'artillerie de la publicité des débats dans le Parti.

Or, quiconque examinera la conjoncture concrète du moment politique envisagé et comprendra l'état d'esprit du camarade Plékhanov, se rendra compte que je ne pouvais alors agir autrement. Cela à l'adresse de ceux des partisans de la majorité qui m'ont reproché d'avoir cédé la rédaction. Quand le camarade Plékhanov eut opéré un tournant après le congrès de la Ligue et, de partisan de la majorité, devint partisan d'une réconciliation à tout prix, force m'a été d'interpréter ce tournant dans le sens le meilleur. Peut-être le camarade Plékhanov voulait-il tracer dans son article le programme d'une paix bonne et loyale ? Tout programme de cette nature se ramène à une reconnaissance sincère des fautes commises de part et d'autre. Quelle est l'erreur de la majorité, indiquée par le camarade Plékhanov ? Une violence déplacée, digne d'un Sobakévitch, envers les révisionnistes. On ne saurait dire ce à quoi le camarade Plékhanov songeait en l'occurrence : à son trait d'esprit au sujet des ânes, ou bien au rappel de l'anarchisme et de l'opportunisme, rappel extrêmement imprudent qu'il fit en présence d'Axelrod ; le camarade Plékhanov préféra s'exprimer « dans l'abstrait » en louchant sur Pierre. C'est une question de goût, bien entendu. Mais n'avais-je pas reconnu ma propre violence ouvertement, dans une lettre adressée à un iskriste aussi bien qu'au

---

marade Martov aient pris l'avis du camarade Brucker lorsqu'ils nous adressaient leurs papiers et « notes » au nom de « la moitié du Parti »... Au congrès de la Ligue, le camarade Martov repoussait avec la plus profonde indignation d'un lutteur politique intransigeant, l'idée même d'une « alliance avec Riazanov ou Martynov », la possibilité d'une « transaction » avec eux ou même d'une action commune (en qualité de rédacteur) « au service du Parti » (p. 53 des procès-verbaux de la Ligue). Le camarade Martov a sévèrement condamné au congrès de la Ligue les « tendances de Martynov » (p. 88), et lorsque la camarade Orthodoxe [110] faisant une allusion délicate a dit que peut-être Axelrod et Martov « reconnaîtront le droit aux camarades Akimov, Martynov et aux autres de se réunir pour élaborer à leur propre usage un statut et se régler là-dessus comme bon leur semble » (p. 99), les martoviens se sont mis à renier, comme Pierre a renié le Christ (p. 100, « les appréhensions de la camarade Orthodoxe... au sujet des Akimov, des Martynov, etc... sont dénuées de fondement »).

congrès de la Ligue ? Comment pouvais-je donc ne pas reconnaître cette « erreur » de la majorité ? En ce qui concerne la minorité, le camarade Plékhanov a marqué nettement leur erreur : le révisionnisme (cf. ses remarques sur l'opportunisme au congrès du Parti et sur le jauressisme au congrès de la Ligue) et l'anarchisme, ce qui a conduit à la scission. Pouvais-je empêcher la tentative, à l'aide de concessions personnelles et, en général, de toute sorte de « kindness » (amabilités, douceur, etc.), d'obtenir l'aveu de ces fautes et de les mettre hors d'état de nuire ? Pouvais-je empêcher cette tentative, quand le camarade Plékhanov, dans son article « Ce qu'il ne faut pas faire » exhortait carrément à « *ménager les adversaires* » du milieu des révisionnistes, et qui n'étaient révisionnistes « qu'en raison d'un certain manque d'esprit de suite » ? Et si je ne croyais pas à cette tentative, pouvais-je agir autrement que de faire une concession personnelle au sujet de l'organe central et de passer au Comité central pour défendre la position de la majorité * ? Nier absolument la possibilité de semblables tentatives et prendre sur soi seul la responsabilité de la scission imminente, je ne pouvais le faire parce que j'inclinais moi-même, dans la lettre du 6 octobre, à expliquer la bagarre « par une exaspération personnelle ».

* Le camarade Martov s'est exprimé très justement à ce propos en disant que je suis passé *avec armes et bagages* **. Le camarade Martov se sert volontiers de comparaisons militaires : campagne contre la Ligue, bataille, blessures inguérissables, etc., etc. Je dois avouer que moi aussi j'ai un grand faible pour les comparaisons militaires, maintenant surtout que l'on suit avec le plus vif intérêt les nouvelles qui nous parviennent de l'océan Pacifique. Mais, tant qu'à parler le langage militaire, camarade Martov, voici comment les choses se sont passées. Nous avions conquis deux forts au congrès du Parti. Vous les avez attaqués au congrès de la Ligue. Dès la première légère échauffourée, mon collègue, le commandant d'un fort, ouvre les portes à l'ennemi. Alors je réunis naturellement ma petite artillerie et je me rends dans l'autre fort à peu près dépourvu de défense « pour voir venir », ayant en face un ennemi bien supérieur en nombre. Je propose même la paix : en effet, comment faire la guerre à deux puissances ? Mais les nouveaux alliés, en réponse à mes offres de paix, bombardent mon « ultime » fort. Je fais le coup de feu. Alors mon ancien collègue — le commandant militaire — s'exclame avec une magnifique indignation : voyez donc, braves gens, quel manque de pacifisme chez ce Chamberlain !

** En français dans le texte. (*N.R.*)

Quant à défendre la position de la majorité, j'estimais et j'estime toujours que c'était mon devoir politique. Il était difficile et hasardeux de s'en remettre au camarade Plékhanov, car tout disait que le camarade Plékhanov était disposé à interpréter sa phrase : « un dirigeant du prolétariat n'a pas le droit de se laisser aller à ses penchants belliqueux lorsqu'ils sont contraires aux calculs politiques », de façon dialectique, en ce sens que, dès l'instant où il faut tirer, il est plus avantageux (selon l'état de l'atmosphère genevoise en novembre) de tirer sur la majorité... Il était nécessaire de défendre la position de la majorité parce que le camarade Plékhanov, — comme pour se moquer de la dialectique qui exige un examen concret et intégral, — traitant de la bonne (?) volonté du révolutionnaire, a tourné modestement la question de la *confiance au révolutionnaire*, de la foi en un « dirigeant du prolétariat » qui dirigeait une aile déterminée du Parti. Parlant de l'individualisme anarchique et recommandant « de temps à autre » de fermer les yeux sur les infractions à la discipline, de céder « parfois » au relâchement de la gent intellectuelle, « dû à un sentiment qui n'a rien de commun avec le dévouement à l'idée révolutionnaire », le camarade Plékhanov oubliait sans doute qu'il importait également de tenir compte de la bonne volonté de la majorité du Parti ; de laisser *justement aux praticiens* le soin de définir la *mesure* des concessions à faire aux individualistes anarchistes. Autant la lutte dans le domaine littéraire est aisée contre les puériles absurdités anarchistes, autant il est difficile de travailler pratiquement avec un individualiste anarchiste dans une seule et même organisation. L'écrivain qui se chargerait de fixer la mesure des concessions possibles à faire dans la pratique à l'anarchisme ne ferait preuve que d'une suffisance démesurée, réellement doctrinaire, propre aux gens de lettres. Le camarade Plékhanov faisait remarquer sentencieusement (pour en imposer, comme disait Bazarov [111]) qu'en cas de nouvelle scission, les ouvriers cesseraient de nous comprendre et, dans le même temps, il inaugurait lui-même une longue suite d'articles dans la nouvelle *Iskra*, qui, par leur signification actuelle et concrète, devaient rester nécessairement incompréhensibles non seulement pour les ouvriers, mais en général pour le monde

entier. Il n'est pas étonnant que le membre du Comité central qui avait lu les épreuves de l'article « Ce qu'il ne faut pas faire » ait prévenu le camarade Plékhanov que son plan prévoyant une certaine réduction de certaines publications (procès-verbaux du congrès du Parti et du congrès de la Ligue) se trouvait infirmé justement par cet article qui excite la curiosité et soumet quelque chose de piquant et de tout à fait obscur à la fois au jugement du public *, provoque inévitablement des questions perplexes : « Qu'est-ce qui s'est passé ? » Il n'est pas étonnant que précisément cet article du camarade Plékhanov, par suite du caractère abstrait de ses raisonnements et de l'obscurité de ses allusions, ait suscité une jubilation parmi les ennemis de la social-démocratie : les cancans dans la *Révolutsionnaïa Rossia* et aussi les louanges enthousiastes des révisionnistes conséquents de l'*Osvobojdénié*. La cause de tous ces amusants et tristes malentendus dont le camarade Plékhanov devait se dépêtrer plus tard d'une manière si amusante et si triste, était la violation de la thèse fondamentale de la dialectique : il faut analyser les questions concrètes de la façon la plus concrète. En particulier, les enthousiasmes de M. Strouvé étaient parfaitement naturels : peu lui importaient les « bons » objectifs (*kill with kindness*) que le camarade Plékhanov poursuivait (mais qu'il pouvait ne pas atteindre) ; M. Strouvé se félicitait et ne pouvait que se féliciter du *tournant opéré vers l'aile opportuniste de notre Parti*, tournant qui avait commencé dans la nouvelle *Iskra*, comme le voient maintenant tous et chacun. Les démocrates bourgeois russes ne sont pas seuls à se féliciter de chaque tournant, si petit et si

* Nous discutions ardemment et avec passion dans certain local fermé. Tout à coup l'un de nous bondit de sa place, ouvre toute grande la fenêtre sur la rue et commence à clamer contre les Sobakévitch, les individualistes anarchistes, les révisionnistes, etc. Naturellement, une foule de curieux et de badauds s'assemble dans la rue, et voilà nos ennemis qui se mettent à ricaner. D'autres participants à ce débat s'approchent eux aussi de la fenêtre, désireux de raconter la chose avec esprit de suite, depuis le commencement, et sans allusions à ce que personne ne sait. Alors la fenêtre se referme brusquement ; pas la peine de parler des *querelles*, allez ! (*Iskra*, n° 53, p. 8, colonne 2, ligne 24 d'en bas). Ce n'était pas la peine de *commencer dans l'« Iskra »* des propos sur les « querelles », camarade Plékhanov [112], — voilà bien la vérité !

provisoire fût-il, vers l'opportunisme dans tous les partis social-démocrates. Il est bien rare que le malentendu soit absolu dans le jugement d'un ennemi intelligent : dis-moi qui te vante, et je te dirai en quoi tu fais fausse route. Le camarade Plékhanov a tort de compter sur un lecteur inattentif, en présentant les choses comme si la majorité s'est élevée sans réserve contre les concessions personnelles touchant la cooptation, et non contre le passage de l'aile gauche à l'aile droite du Parti. L'essentiel n'est point du tout que le camarade Plékhanov, pour éviter la scission, a fait une concession personnelle (chose très méritoire) ; l'essentiel est que, ayant parfaitement reconnu la nécessité de *discuter* avec les révisionnistes inconséquents et les individualistes anarchistes, il a préféré discuter avec la majorité dont il s'est séparé *à cause de la mesure* des concessions pratiques possibles à l'anarchisme. L'essentiel n'est point du tout que le camarade Plékhanov a changé l'effectif de la rédaction, mais qu'il a trahi sa position dans le débat avec le révisionnisme et l'anarchisme, qu'il a cessé de défendre cette position dans l'organe central du Parti.

En ce qui concerne le Comité central, qui s'est affirmé *alors* le seul représentant organisé de la majorité, le camarade Plékhanov s'en est séparé alors *uniquement à cause de la mesure des concessions pratiques possibles à l'anarchisme*. Près d'un mois s'est écoulé depuis le Ier novembre, quand mon départ a délié les mains à la politique du *kill with kindness*. Le camarade Plékhanov avait pleine possibilité de vérifier, par des relations de toute sorte, le bien-fondé de cette politique. Le camarade Plékhanov a lancé à cette époque son article « Ce qu'il ne faut pas faire » qui a été — *et demeure* pour ainsi dire — le seul billet d'entrée des martoviens à la rédaction. Les mots d'ordre : le révisionnisme (avec lequel il faut discuter en ménageant l'adversaire) et l'individualisme anarchique (qu'il s'agit de soigner en tuant à force de douceur) figurent sur ce billet en italiques imposants. Allons, messieurs, soyez les bienvenus, je vous tuerai à force de douceur, — voilà ce que dit le camarade Plékhanov par ce billet d'invitation à ses nouveaux collègues de la rédaction. Naturellement, il ne restait plus au Comité central qu'à dire son dernier mot (un ultimatum, ce qui veut dire : le dernier mot sur la paix possible) sur

la mesure des concessions pratiques admissibles, de son point de vue, à l'individualisme anarchique. Ou bien vous voulez la paix, et alors voici pour vous tel nombre de postes qui témoignent de notre douceur, de notre pacifisme, de notre esprit de concession, etc. (nous ne pouvons pas vous en donner davantage pour garantir la paix dans le Parti, la paix non pas en ce sens qu'il n'y aura pas de discussions, mais que le Parti ne sera pas détruit par l'individualisme anarchique) ; prenez ces postes et retournez tout doucement d'Akimov vers Plékhanov. Ou bien vous voulez maintenir et développer votre point de vue, tourner définitivement (ne serait-ce que dans le domaine des questions d'organisation) vers Akimov, convaincre le Parti que vous avez raison contre Plékhanov, alors prenez le groupe littéraire, recevez la représentation au congrès et commencez par une lutte honnête, par une polémique ouverte, à conquérir la majorité. Cette alternative, très nettement posée devant les martoviens dans l'ultimatum du Comité central du 25 novembre 1903 (voir: l'*Etat de siège* et le *Commentaire aux procès-verbaux de la Ligue**), est en plein accord avec la lettre

---

* Je laisse, bien entendu, sans examen l'écheveau que vient d'emmêler Martov dans l'*Etat de siège* autour de cet ultimatum du Comité central, en invoquant des conversations privées, etc. C'est le « deuxième procédé de lutte » que j'ai caractérisé dans le précédent paragraphe et que seul un spécialiste de la neuropathologie serait capable d'analyser avec quelque chance de succès. Il suffit de dire que le camarade Martov y insiste sur un accord avec le Comité central concernant la non-publication des pourparlers, accord qui, malgré toutes les recherches, n'a pas pu être retrouvé. Le camarade Travinski, qui menait les pourparlers au nom du Comité central, m'a fait savoir par écrit qu'il me reconnaissait le droit de faire imprimer, en dehors de l'*Iskra*, ma lettre à la rédaction.

Une seule expression du camarade Martov m'a plu particulièrement. C'est le « bonapartisme de la pire espèce ». Je trouve que le camarade Martov a formulé cette notion bien à propos. Examinons avec sang-froid ce qu'elle signifie. A mon avis, elle signifie : acquérir le pouvoir par un moyen *formellement* légitime, mais *au fond* à l'encontre de la volonté du peuple (ou du Parti). N'est-ce pas ainsi, camarade Martov ? Et s'il en est ainsi, je laisse tranquillement au public le soin de juger de quel côté se trouvait ce « bonapartisme de la pire espèce », du côté de Lénine et d'Igrek [113] qui pouvaient profiter de leur droit *formel* de barrer la route aux martoviens, en s'appuyant sur la volonté du IIe Congrès, mais *qui n'ont pas profité* de ce droit ; ou bien du côté de ceux qui ont *eu raison formellement* d'occuper la

de Plékhanov et de moi, datée du 6 octobre 1903 et adressée aux anciens rédacteurs : ou bien exaspération personnelle (et alors on peut, *au pis aller*, « coopter »), ou bien divergence de principe (mais alors il faut d'abord convaincre le Parti et ensuite seulement entamer la conversation sur la refonte de l'effectif des organismes centraux). Laisser aux martoviens eux-mêmes le soin de trancher ce délicat dilemme, le Comité central le pouvait d'autant plus que *juste à ce moment* le camarade Martov écrivait dans sa *profession de foi* * (*Encore une fois en minorité*) les lignes suivantes :

« *La minorité prétend à cet honneur* : donner le premier exemple que connaisse l'histoire de notre Parti en ce sens que l'on peut, une fois « vaincu », *ne pas constituer un nouveau Parti*. Cette position de la minorité découle de toutes ses vues sur le développement du Parti dans le domaine de l'organisation ; elle découle de la conscience qu'elle a de ses liens solides avec le précédent travail accompli dans le Parti. La minorité ne croit pas à la force mystique des « révolutions de papier » ; elle voit dans la *profondeur avec laquelle la vie justifie* ses aspirations la garantie qu'*elle aboutira, par une propagande purement idéologique au sein du Parti, au triomphe de ses principes d'organisation.* » (C'est moi qui souligne.)

Quelles magnifiques, quelles fières paroles ! Et avec quel sentiment d'amertume on a constaté, par expérience, que c'était *seulement des paroles*... Vous voudrez bien m'excuser, camarade Martov, mais maintenant, *au nom de la majorité, je déclare prétendre* à cet « honneur » que *vous n'avez point mérité*. Ce sera en effet un grand honneur pour lequel il vaut la peine de se battre parce que les traditions de l'esprit de cercle nous ont légué des scissions extraordinairement faciles et une application extraordinairement zélée de cette règle : un coup de poing dans la mâchoire, ou la main à baiser, s'il vous plaît.

---

rédaction (« cooptation unanime ») tout en sachant qu'*au fond cela ne correspondait pas à la volonté du IIe Congrès*, et craignant la vérification de cette volonté par le IIIe Congrès.

* En français dans le texte. (*N.R.*)

Le grand plaisir (d'avoir un parti unique) devait l'emporter et l'a véritablement emporté sur les petits désagréments (sous forme de chicanes autour de la cooptation). J'ai quitté l'organe central, le camarade Igrek (délégué par Plékhanov et moi au Conseil du Parti de la part de la rédaction de l'organe central) a quitté le Conseil. Les martoviens ont répondu au dernier mot du Comité central sur la paix par une lettre (cf. les éditions citées) équivalant à une déclaration de guerre. Alors, mais alors seulement, j'ai écrit une lettre à la rédaction (n° 53 de l'*Iskra*) sur la publicité des débats *. S'il faut, disais-je, parler de révisionnisme, discuter sur le manque d'esprit de suite et l'individualisme anarchique, de la défaite de divers dirigeants, eh bien, messieurs, racontons tout sans rien dissimuler, comment les choses se sont passées, — tel est le contenu de cette lettre sur la publicité des débats. La rédaction y répond par des paroles désobligeantes chargées de colère et par un magnifique sermon : défense d'évoquer « *les mesquineries et les chicanes de la vie de cercle* » (n° 53 de l'*Iskra*). Ah bon, alors, me dis-je : « les mesquineries et les chicanes de la vie de cercle » *...es ist mir recht*, messieurs, je suis d'accord là-dessus. Car cela veut dire que les tracas dus à la « cooptation », vous les rapportez directement aux *querelles de cercle*. C'est vrai. Mais qu'est-ce que cette dissonance, quand dans l'éditorial du même n° 53, la même rédaction (la même, paraît-il) soulève des bruits sur le bureaucratisme, le formalisme, etc. ** Défense de soulever la question de la lutte pour la cooptation à l'organe central car c'est chercher chicane. Or nous soulèverons, nous, la question de la cooptation au Comité central, et nous n'appellerons pas cela une chicane, mais une divergence de principe quant au « formalisme ». — Ah non, me dis-je, permettez-nous, chers camarades, de ne pas vous le permettre. Vous voulez tirer sur mon fort, et vous exigez de moi

* Voir le présent tome, pp. 114-118. (*N.R.*)

** Comme il est apparu plus tard, la « dissonance » s'explique très simplement par une dissonance dans le personnel de la rédaction de l'organe central. Plékhanov a écrit à propos des « chicanes » (voir son aveu dans le « Triste malentendu » n° 57), tandis que l'éditorial « Notre congrès » est de Martov (*Etat de siège*, p. 84). C'est tirer à hue et à dia.

que je vous livre l'artillerie. Vous voulez rire ! Et voilà que j'écris et que j'imprime, en dehors de l'*Iskra*, une « Lettre à la rédaction » (« Pourquoi j'ai quitté la rédaction de l'*Iskra* ? ») *, je raconte brièvement comment les choses s'étaient passées, et je m'informe encore et encore si la paix est possible sur la base d'une telle répartition : l'organe central pour vous, le comité central pour nous. Aucune des parties ne se sentira « étrangère » dans son Parti, et nous discuterons du tournant vers l'opportunisme, nous discuterons d'abord dans la presse, et puis, peut-être, au IIIe Congrès du Parti.

En réponse au rappel de la paix, toutes les batteries ennemies ouvraient le feu, jusques et y compris le Conseil. Les projectiles pleuvaient dru. Autocrate, Schweitzer [114], bureaucrate, formaliste, super-centre, unilatéral, rigide, obstiné, étroit, soupçonneux, difficile à vivre... Fort bien, chers amis ! Vous avez fini ? Vous n'avez plus rien en réserve ? Ils sont bien mauvais, vos projectiles...

A moi de parler. Voyons le *contenu* des nouvelles conceptions de la nouvelle *Iskra* en matière d'organisation, et le rapport de ces conceptions avec la division de notre parti en « majorité » et « minorité », dont nous avons montré le caractère véritable en analysant les débats et les votes au IIe Congrès.

q) LA NOUVELLE *ISKRA*. L'OPPORTUNISME EN MATIÈRE D'ORGANISATION

Pour analyser la position de principe de la nouvelle *Iskra*, il faut, sans nul doute, prendre comme base les deux feuilletons d'Axelrod **. Nous avons exposé plus haut, en détail, le sens concret de plusieurs de ses vocables favoris. Essayons maintenant d'en faire abstraction, de suivre le développement de la pensée qui a conduit la « minorité » (pour tel ou tel motif futile ou mesquin) à adopter ces mots d'ordre-là et non point d'autres, et d'examiner la portée

* Voir le présent tome, pp. 119-126. (*N.R.*)

** Ces feuilletons faisaient partie du recueil *l'« Iskra » en deux ans*, IIe partie, pp. 122 et suivantes (St-Pétersbourg 1906). (Note de l'auteur pour l'édition de 1907. *N.R.*)

de principe de ces mots d'ordre indépendamment de leur origine, indépendamment de la « cooptation ». Nous vivons maintenant sous le signe des concessions : faisons donc une concession au camarade Axelrod et « prenons au sérieux » sa « théorie ».

La thèse fondamentale d'Axelrod (n° 57 de l'*Iskra*) est celle-ci : « Dès le début, notre mouvement recelait deux tendances opposées, dont l'antagonisme devait nécessairement se développer et se répercuter sur notre mouvement au fur et à mesure que celui-ci se développait lui-même. » Savoir : « Le but prolétarien du mouvement (en Russie) est en principe le même que celui de la social-démocratie d'Occident. » Mais chez nous l'action sur les masses ouvrières émane « d'un élément social qui leur est étranger », les intellectuels radicaux. Ainsi donc, Axelrod constate un antagonisme entre deux tendances, l'une prolétarienne, l'autre intellectuelle radicale, dans notre Parti.

En cela, Axelrod a certainement raison. Que cet antagonisme existe (et pas seulement dans le parti social-démocrate russe), la chose ne fait pas de doute. Bien plus. Nul n'ignore que cet antagonisme explique, pour une grande part, la division de la social-démocratie contemporaine en social-démocratie révolutionnaire (orthodoxe) et opportuniste (révisionniste, ministérialiste, réformiste), division qui s'est nettement manifestée en Russie également au cours de ces dix dernières années de notre mouvement. Tout le monde sait aussi que la social-démocratie orthodoxe exprime les tendances prolétariennes du mouvement, tandis que la social-démocratie opportuniste exprime les tendances démocratiques intellectuelles.

Mais, abordant de près ce fait de notoriété publique, Axelrod, effrayé, recule. Il ne fait pas la *moindre tentative* pour analyser la question de savoir comment s'est manifestée cette division dans l'histoire de la social-démocratie russe en général, et notamment à notre congrès du Parti, — bien qu'il traite justement du congrès ! Comme toute la rédaction de la nouvelle *Iskra*, Axelrod a une *peur mortelle* des procès-verbaux de ce congrès. Cela ne doit pas nous étonner, après tout ce qui a été exposé plus haut, mais de la part d'un « théoricien » qui prétend étudier les diverses tendances de notre mouvement, c'est un cas original de *phobie de la*

vérité. Après avoir écarté, en vertu de cette particularité qui lui est propre, la documentation la plus récente et la plus exacte sur les tendances de notre mouvement, le camarade Axelrod cherche le salut en d'agréables rêveries : « Le marxisme légal ou demi-marxisme a bien donné un chef littéraire à nos libéraux, dit-il. Pourquoi cette gamine espiègle qu'est l'Histoire ne donnerait-elle pas à la démocratie bourgeoise révolutionnaire un chef formé à l'école du marxisme révolutionnaire orthodoxe ? » A propos de ce rêve, agréable pour Axelrod, nous ne pouvons dire qu'une chose, c'est que, s'il arrive à l'Histoire de faire des espiègleries, cela ne justifie pas encore les *espièglerie de pensée* d'un homme qui entreprend d'analyser cette Histoire. Quand le chef du demi-marxisme laissait percer le libéral, les gens qui voulaient (*et savaient*) approfondir ses « tendances » se référaient non pas aux espièglerie possibles de l'Histoire, mais à des dizaines et des centaines de traits de la psychologie et de la logique de ce chef, aux particularités de toute sa physionomie littéraire qui trahissaient un reflet du marxisme dans la littérature bourgeoise [115]. Si Axelrod, qui a prétendu analyser les « tendances prolétariennes et révolutionnaires générales de notre mouvement » n'a *rien* su trouver, *mais rien du tout*, pour montrer et démontrer l'existence de tendances déterminées chez tels ou tels représentants de cette aile orthodoxe qu'il déteste, — il n'a fait que se délivrer à lui-même, *solennellement, un certificat d'indigence de pensée*. Il faut croire que les affaires du camarade Axelrod vont bien mal, s'il ne lui reste plus qu'à invoquer les espièglerie possibles de l'Histoire !

Une autre référence d'Axelrod — aux « Jacobins » cette fois — est encore plus instructive. Axelrod n'ignore pas, vraisemblablement, que la division de l'actuelle social-démocratie en aile révolutionnaire et aile opportuniste a depuis longtemps déjà, et pas seulement en Russie, donné lieu à des « analogies historiques empruntées à l'époque de la Grande Révolution française ». Axelrod n'ignore pas, vraisemblablement, que les *Girondins de l'actuelle social-démocratie* recourent toujours et partout aux termes de « jacobinisme », « blanquisme », etc., pour caractériser leurs adversaires. N'imitons pas Axelrod dans sa phobie de la vérité, et considérons les procès-verbaux de notre

congrès : peut-être y trouverons-nous ce qu'il faut pour analyser et vérifier les tendances que nous étudions et les analogies que nous examinons ?

Premier exemple. La discussion sur le programme au congrès du Parti. Le camarade Akimov (« entièrement d'accord » avec le camarade Martynov) déclare : « L'alinéa relatif à la conquête du pouvoir politique (dictature du prolétariat) a été, comparativement à tous les autres programmes social-démocrates, rédigé de telle façon qu'il peut être interprété — comme il l'a été effectivement par Plékhanov, — en ce sens que le rôle de l'organisation dirigeante devra refouler et isoler de cette organisation la classe dirigée par elle. C'est ce qui fait que nos tâches politiques sont formulées exactement comme celles de la « Narodnaïa Volia » (p. 124 des procès-verbaux). Le camarade Plékhanov et d'autres iskristes répliquent au camarade Akimov et l'accusent d'opportunisme. Le camarade Axelrod ne trouve-t-il pas que cette discussion nous montre (dans les faits et non pas dans d'imaginaires espièglerie de l'Histoire) l'antagonisme existant entre les *actuels Jacobins* et les actuels *Girondins* de la social-démocratie ? Et si le camarade Axelrod a parlé des Jacobins, n'est-ce pas parce qu'il s'est trouvé (à cause de ses erreurs) en la compagnie des *Girondins* de la social-démocratie ?

Deuxième exemple. Le camarade Possadovski pose la question d'un « sérieux désaccord » sur la « question essentielle » de la « valeur absolue des principes démocratiques » (p. 169). Avec Plékhanov, il nie leur valeur absolue. Les leaders du « centre » ou du marais (Egorov) et des anti-iskristes (Goldblatt) protestent résolument ; ils voient chez Plékhanov une « imitation de la tactique bourgeoise » (p. 170). *C'est justement l'idée du camarade Axelrod sur le lien entre l'orthodoxie et la tendance bourgeoise*, avec cette seule différence que chez Axelrod cette idée reste suspendue dans l'air, tandis que chez Goldblatt elle est rattachée à un débat précis. Encore une fois, Axelrod ne trouve-t-il pas que cette controverse, elle aussi, nous montre avec *évidence* l'antagonisme dans notre congrès entre Jacobins et Girondins de l'actuelle social-démocratie ? Si le camarade Axelrod crie contre les Jacobins, n'est-ce pas parce qu'il s'est trouvé en la compagnie des Girondins ?

Troisième exemple. La discussion sur le § 1 des statuts. Qui défend les « *tendances prolétariennes dans notre mouvement* », qui souligne que l'ouvrier ne craint pas l'organisation, que le prolétaire ne sympathise pas avec l'anarchie, qu'il apprécie ce stimulant « organisez-vous ! » ; qui met en garde contre les intellectuels bourgeois, tout pénétrés d'opportunisme ? *Les Jacobins de la social-démocratie.* Et qui introduit dans le Parti les intellectuels radicaux, qui prend soin des professeurs, des collégiens, des isolés, de la jeunesse radicale ? *Le Girondin Axelrod avec le Girondin Liber.*

Avec quelle maladresse le camarade Axelrod se défend de la « fausse accusation d'opportunisme », ouvertement répandue au congrès de notre Parti contre la majorité du groupe « Libération du Travail » ! Il se défend de telle sorte qu'il confirme l'accusation en reprenant la rengaine à la Bernstein sur le jacobinisme, le blanquisme, etc. ! Il crie au danger du côté des intellectuels radicaux, pour faire oublier les discours qu'il a tenus au congrès et qui ne respiraient que sollicitude pour ces mêmes intellectuels.

Les « paroles terribles » : jacobinisme, etc., n'expriment absolument rien, si ce n'est de l'*opportunisme.* Le Jacobin lié indissolublement à l'*organisation* du prolétariat, *conscient* de ses intérêts de classe, c'est justement le *social-démocrate révolutionnaire.* Le Girondin qui soupire après les professeurs et les collégiens, qui redoute la dictature du prolétariat, qui rêve à la valeur absolue des revendications démocratiques, c'est justement l'*opportuniste.* Seuls les opportunistes peuvent encore, à notre époque, voir un danger dans les organisations conspiratrices, quand l'idée de ramener la lutte politique aux proportions d'un complot, a été mille fois réfutée dans les écrits, réfutée et éliminée depuis longtemps par la vie, quand l'importance cardinale de l'agitation politique de masse a été expliquée et rabâchée jusqu'à l'écœurement. Le vrai motif de cette peur de la conspiration, du blanquisme, n'est pas tel ou tel trait particulier du mouvement pratique (comme Bernstein et Cie cherchent depuis longtemps — mais en vain — à le faire croire), mais la timidité girondine de l'intellectuel bourgeois, dont la mentalité perce si souvent chez les actuels social-démocrates. Rien de plus comique que les efforts faits par la nouvelle *Iskra* pour dire une *parole neuve* (cent

fois répétée en son temps), en mettant en garde contre la tactique des révolutionnaires-conspirateurs français des années 40 et 60 (n° 62, éditorial [116]). Dans un prochain numéro de l'*Iskra*, les Girondins de l'actuelle social-démocratie nous indiqueront sans doute un groupe de conspirateurs français des années 40, pour lequel l'importance de l'agitation politique dans les masses ouvrières, l'importance des journaux ouvriers comme moyen d'action du Parti sur la classe aurait été un a b c depuis longtemps appris, assimilé.

La tendance de la nouvelle *Iskra* à reprendre, sous prétexte de nouveauté, des vérités élémentaires déjà ressassées n'est rien moins qu'un effet du hasard ; c'est la conséquence inévitable de la situation où se trouvent Axelrod et Martov, tombés dans l'aile opportuniste de notre Parti. Noblesse oblige. Force leur est de répéter les phrases opportunistes ; force leur est de *reculer* pour essayer de découvrir dans un *passé lointain* une justification quelconque de leur position, indéfendable du point de vue de la lutte au congrès et des nuances ou divisions du Parti qui s'y sont révélées. Aux élucubrations d'Akimov sur le jacobinisme et le blanquisme, le camarade Axelrod joint des lamentations à la Akimov en prétendant que non seulement les « économistes », mais aussi les « politiques », ont fait preuve d'« étroitesse », d'« engouement » excessif, etc., etc. Quand on lit ces discours grandiloquents dans la nouvelle *Iskra*, qui se targue d'être au-dessus de toutes ces étroitesses et engouements, on se demande avec stupeur : De qui font-ils le portrait ? Où entendent-ils ces discours [117] ? Mais qui donc ignore que la division des social-démocrates russes en économistes et en politiques a fait son temps ? Parcourez l'*Iskra* de la dernière ou des deux dernières années avant le congrès du Parti, et vous verrez que la lutte contre l'« économisme » s'apaise et cesse complètement dès 1902 ; vous verrez que, par exemple, en juillet 1903 (n° 43), on parle de l'« époque de l'économisme » comme d'une époque « définitivement révolue » ; que l'économisme est considéré comme « définitivement enterré », et l'engouement des politiques est regardé comme de l'atavisme caractérisé. Pour quel motif la nouvelle rédaction de l'*Iskra* revient-elle à cette division définitivement enterrée ? Nous serions-nous battus

au congrès avec les Akimov pour les erreurs qu'ils ont commises il y a deux ans dans le *Rabotchéié Diélo* ? Si nous l'avions fait, nous aurions été de parfaits imbéciles. Mais chacun sait qu'il n'en a pas été ainsi ; que nous les avons combattus non pour les fautes anciennes, définitivement enterrées, du *Rabotchéié Diélo*, mais pour les *fautes nouvelles* qu'ils ont commises dans leurs jugements et leurs votes au congrès. Ce n'est pas d'après leur position dans le *Rabotchéié Diélo*, mais d'après leur position au congrès que nous avons jugé des erreurs effectivement abandonnées et de celles qui persistent encore et nécessitent une discussion. Au moment du congrès, la vieille division en économistes et politiques n'existait déjà plus, mais des tendances opportunistes diverses subsistaient, qui s'exprimèrent au cours des débats et des votes sur nombre de questions, et qui amenèrent finalement une nouvelle division du Parti en « majorité » et « minorité ». La vérité, c'est que la nouvelle rédaction de l'*Iskra* s'efforce, pour des raisons faciles à comprendre, de voiler le lien qui existe entre cette nouvelle division et l'opportunisme *actuel* dans notre Parti. C'est ce qui fait qu'elle est obligée de reculer, de remonter de la nouvelle division à l'ancienne. Incapable d'expliquer l'origine politique de la nouvelle division (ou désirant, par esprit de concession, jeter un voile * sur cette origine), elle ressasse tout ce qui a été dit de l'ancienne division depuis longtemps enterrée. Chacun sait que la nouvelle division part d'un désaccord en matière d'*organisation*, désaccord qui a commencé par une controverse sur les principes d'organisation (§ 1 des statuts) et qui s'est terminé

* Voir l'article de Plékhanov sur l'« économisme » (*Iskra* n° 53). Dans le sous-titre de cet article s'est glissée, semble-t-il, une petite coquille. Au lieu de : « Réflexions à haute voix sur le IIe Congrès du Parti », lisez plutôt : « sur le congrès de la *Ligue* » ou si l'on veut, « sur la *cooptation* ». Autant il est opportun dans certaines conditions de se montrer conciliant pour telles ou telles prétentions personnelles, autant il est inadmissible (du point de vue du Parti, et non du point de vue petit-bourgeois) de mêler les questions qui préoccupent le Parti, de substituer à la nouvelle erreur de Martov et d'Axelrod, qui ont commencé à évoluer de l'orthodoxie vers l'opportunisme, l'erreur ancienne (que personne, si ce n'est la nouvelle *Iskra*, n'évoque plus maintenant) des Martynov et des Akimov, prêts peut-être aujourd'hui — sur de nombreux points du programme et de la tactique — à évoluer de l'opportunisme vers l'orthodoxie.

par une « action pratique » digne des anarchistes. L'ancienne division en économistes et en politiques était due à un désaccord portant principalement sur les questions de *tactique*.

Cet abandon des questions, plus complexes et vraiment actuelles et pressantes de la vie du Parti, pour des questions depuis longtemps résolues et artificiellement exhumées, la nouvelle *Iskra* s'efforce de le justifier par une plaisante argutie qui n'est que du suivisme. Sous la houlette du camarade Axelrod, toute la prose de la nouvelle *Iskra* est marquée, comme d'un trait rouge, de cette profonde « idée », que le contenu est plus important que la forme ; que le programme et la tactique importent plus que l'organisation ; que la « vitalité d'une organisation est en proportion directe du volume et de la valeur du contenu qu'elle apportera au mouvement » ; que le centralisme n'est pas « une chose qui se suffit à elle-même», que ce n'est pas un « talisman universel », etc., etc. Grandes et profondes vérités ! En effet, le programme importe plus que la tactique, et la tactique importe plus que l'organisation. L'alphabet importe plus que l'étymologie, et l'étymologie plus que la syntaxe. Mais que dire de gens qui, ayant échoué à leur examen de syntaxe, font aujourd'hui les importants et tirent vanité de ce qu'il leur faut redoubler la petite classe ? Sur les principes d'organisation, Axelrod a raisonné en opportuniste (§ 1) ; dans l'organisation il a agi en anarchiste (le congrès de la Ligue). Et maintenant il approfondit la social-démocratie : les raisins sont trop verts ! En somme, qu'est-ce que l'organisation ? Ce n'est qu'une forme. Qu'est-ce que le centralisme ? Ce n'est pas un talisman. Qu'est-ce que la syntaxe ? C'est assurément moins important que l'étymologie, ce n'est qu'un moyen d'assembler les éléments de l'étymologie... « Le camarade Alexandrov ne conviendra-t-il pas avec nous, demande triomphalement la nouvelle rédaction de l'*Iskra*, qu'en élaborant un programme du Parti, le congrès a beaucoup plus contribué à la centralisation de l'action du Parti qu'en adoptant des statuts, si parfaits fussent-ils ? » (n° 56, supplément). Il faut espérer que cet apophtegme classique acquerra une célébrité historique au moins aussi grande et aussi durable que la phrase fameuse du camarade Kri-

tchevski sur la social-démocratie qui, selon lui, s'assigne toujours, comme l'humanité, des tâches réalisables. La profondeur de pensée de la nouvelle *Iskra* est exactement du même calibre. Pourquoi a-t-on raillé la phrase du camarade Kritchevski ? Parce que ce dernier, avec une platitude qu'il essayait de faire passer pour de la philosophie, cherchait à justifier l'erreur d'une partie des social-démocrates en matière de tactique, et leur incapacité à poser correctement les problèmes politiques. Il en est exactement de même pour la nouvelle *Iskra* qui, déclarant que le programme est plus important que les statuts, et que les questions de programme sont plus importantes que les questions d'organisation, cherche à justifier par cette platitude l'erreur d'une partie des social-démocrates en matière d'organisation, l'instabilité d'intellectuels qui a conduit certains camarades à la phraséologie anarchiste ! N'est-ce pas là une idéologie de « suivistes » ? N'est-ce pas là se vanter d'avoir redoublé la petite classe ?

L'adoption du programme contribue plus à la centralisation du travail que l'adoption des statuts. Comme ce lieu commun, donné pour de la philosophie, sent son intellectuel radical, beaucoup plus près de la bourgeoisie décadente que de la social-démocratie ! Car le mot de centralisation dans cette phrase fameuse est pris cette fois en un sens tout à fait *symbolique*. Si les auteurs de cette phrase ne savent pas ou ne veulent pas penser, ils devraient du moins se rappeler ce simple fait : l'adoption du programme, de concert avec les bundistes, non seulement n'a pas amené la centralisation de notre travail commun, mais ne nous a même pas préservés de la scission. L'unité dans les questions de programme et de tactique est la condition nécessaire, mais insuffisante, de l'unification du Parti, de la centralisation de son travail. (Seigneur Dieu ! quelles vérités élémentaires on est obligé de rabâcher, en ce temps où toutes les notions sont confondues !) Pour obtenir ce dernier résultat, il faut encore l'unité d'organisation, inconcevable dans un parti dépassant tant soit peu le cadre étroit d'un cercle sans des statuts validés, sans soumission de la minorité à la majorité, de la partie au tout. Tant que nous n'avions pas d'unité dans les questions fondamentales de programme et de tactique, nous disions tout net que nous vivions à l'époque

de la débandade et des cercles ; nous déclarions franchement qu'avant de nous unir, il fallait nous délimiter ; nous ne parlions pas des formes d'organisation commune, nous traitions exclusivement des questions nouvelles (elles l'étaient alors) de la lutte contre l'opportunisme en matière de programme et de tactique. Maintenant cette lutte, de notre aveu à tous, a assuré déjà une unité suffisante, formulée dans le programme et dans les résolutions du Parti sur la tactique ; maintenant il nous faut faire le pas suivant, et nous l'avons fait d'un commun accord : nous avons élaboré les *formes* d'une organisation unique englobant tous les cercles. Or, on nous a ramenés en arrière en détruisant à moitié ces formes, ramenés vers le comportement anarchiste, vers la phrase anarchiste, vers le rétablissement du cercle au lieu de la rédaction du Parti, et l'on justifie maintenant ce pas en arrière en disant que l'alphabet est plus utile au parler correct que la connaissance de la syntaxe!

La philosophie des « suivistes », qui a fleuri il y a trois ans sur le terrain de la tactique, renaît à présent, appliquée aux questions d'organisation. Considérez ce raisonnement de la nouvelle rédaction. « L'orientation social-démocrate combative, dit le camarade Alexandrov, doit être assurée dans le Parti non pas uniquement par la lutte idéologique, mais encore par des formes déterminées d'organisation. La rédaction déclare sentencieusement : « Cette confrontation de la lutte idéologique et des formes d'organisation n'est pas mal. La lutte idéologique est un processus, tandis que les formes d'organisation ne sont que... des formes » (je vous jure que c'est imprimé tel quel dans le n° 56, supplément, page 4, première colonne, en bas !) « destinées à s'emplir d'un contenu changeant, toujours en développement, — le travail pratique du Parti en voie de développement. » Cette fois cela tient de l'anecdote : qu'un boulet est un boulet et qu'une bombe est une bombe. La lutte idéologique est un processus et les formes d'organisation ne sont que des formes s'emplissant d'un contenu ! Il s'agit de savoir si notre lutte idéologique revêtira des formes *plus hautes*, les formes d'une organisation de parti obligatoire pour tous, ou les formes de l'ancienne débandade et des anciens cercles. On nous nramenés des formes supérieures à des formes plus primitives ; et l'on affirme

pour se justifier que la lutte idéologique est un processus, et que les formes ne sont que des formes. Ainsi exactement, au temps jadis, le camarade Kritchevski nous ramenait de la tactique-plan à la tactique-processus.

Prenez ces phrases prétentieuses de la nouvelle *Iskra* sur « l'auto-éducation du prolétariat », phrases dirigées contre ceux que la forme soi-disant empêche de voir le contenu (n° 58, éditorial). N'est-ce point de l'Akimov n° 2 ? L'Akimov n° 1 avait justifié le retard d'une certaine partie des intellectuels social-démocrates à poser les problèmes de tactique, en alléguant le contenu plus « profond » de la « lutte prolétarienne », la nécessité pour le prolétariat de faire son éducation lui-même. L'Akimov n° 2 justifie l'état arriéré d'une certaine partie des intellectuels social-démocrates en ce qui concerne la théorie et la pratique de l'organisation, par la raison non moins profonde que l'organisation n'est qu'une forme et que l'essentiel est dans l'auto-éducation du prolétariat. Messieurs qui prenez soin des petites gens, sachez que le prolétariat ne craint pas l'organisation ni la discipline ! Le prolétariat n'aura cure que MM. les professeurs et lycéens, qui ne désirent pas adhérer à une organisation, soient reconnus membres du Parti parce qu'ils travaillent sous le contrôle d'une organisation. Le prolétariat est préparé à l'organisation par toute son existence de façon beaucoup plus radicale, que bien des personnes appartenant à la gent intellectuelle. Le prolétariat qui a tant soit peu compris notre programme et notre tactique ne justifiera pas le manque d'organisation pour la raison que la forme est moins importante que le contenu. Ce n'est pas le prolétariat, mais *certains intellectuels* de notre Parti qui manquent *d'auto-éducation* quant à l'organisation et à la discipline, quant à la haine et au mépris de la phrase anarchiste. Les Akimov n° 2 calomnient le prolétariat en disant qu'il n'est pas préparé à l'organisation, tout comme les Akimov n° 1 l'avaient calomnié en disant qu'il n'était pas préparé à la lutte politique. Le prolétaire qui est devenu un social-démocrate conscient et qui se sent membre du parti, repoussera le « suivisme » en matière d'organisation avec le même mépris qu'il l'a fait pour les questions de tactique.

Prenez enfin cette profonde pensée de « Praticien » dans la nouvelle *Iskra* : « comprise dans son vrai sens, l'idée

d'une organisation centralisée « de combat » qui coordonnerait et centraliserait *l'activité* » (en italique pour souligner la profondeur) « des révolutionnaires, ne prend corps naturellement que si cette activité *s'exerce* » (comme c'est neuf et intelligent !) ; « l'organisation même, en tant que forme » (tenez-vous bien !) « ne peut se développer que *parallèlement* » (c'est l'auteur qui souligne, comme partout ailleurs dans cette citation) « au travail révolutionnaire qui en constitue le contenu » (n° 57). Cela ne vous rappelle-t-il pas encore et encore ce personnage de l'épopée populaire russe qui, à la vue d'un convoi funèbre, s'écriait : je vous souhaite d'en avoir toujours à porter ? Certes, il ne se trouvera pas un seul praticien (sans guillemets) dans notre Parti pour ne pas comprendre que c'est précisément la forme de notre activité (c'est-à-dire l'organisation) qui retarde depuis longtemps — qui retarde terriblement — sur le contenu, et que les cris : Marchez au pas ! N'allez pas trop vite ! adressés aux retardataires, ne peuvent venir que des simplets du Parti. Essayez de comparer, par exemple, notre Parti au Bund. Il est hors de doute que le *contenu** du travail de notre Parti est infiniment plus riche, plus divers, plus large et plus profond que celui du Bund. Plus considérable, l'envergure théorique ; plus développé, le programme ; plus étendue et plus profonde, l'action sur les masses ouvrières (et non sur les seuls artisans organisés) ; plus variées, la propagande et l'agitation ; plus vif, le rythme du travail politique chez les responsables et chez les simples militants ; plus grandioses, les mouvements *populaires* lors des manifestations et des grèves générales ; plus énergique, l'activité parmi les éléments non prolétariens. Et la « forme » ? La « forme » de notre travail retarde, par rapport à celui du Bund, au point de crever les yeux, de faire monter le rouge de la honte au front de quiconque ne traite pas les affaires de son Parti « en se fourrant

* Sans parler du fait que le *contenu* du travail de notre Parti n'a été fixé (dans le programme, etc.) au congrès, dans l'esprit de la social-démocratie révolutionnaire, *qu'au prix d'une lutte* contre ces mêmes anti-iskristes et ce même marais dont les représentants l'emportent numériquement dans notre « minorité ». Il serait intéressant aussi, pour la question du « contenu », de comparer, par exemple, six numéros de l'ancienne *Iskra* (nos 46-51) et douze numéros de la nouvelle *Iskra* (nos 52-63). Mais nous reviendrons là-dessus.

le doigt dans le nez ». Le retard de l'organisation du travail par rapport à son contenu est notre point faible ; il l'était bien avant le congrès, bien avant la constitution du Comité d'organisation. L'état rudimentaire et précaire de la forme ne permet pas de faire de sérieux progrès quant au développement du contenu, provoque un marasme scandaleux, conduit au gaspillage des forces et fait que les actes ne correspondent pas aux paroles. Tous ont souffert mille mort de cette discordance, — et voilà que les Axelrod et les « Praticiens » de la nouvelle *Iskra* viennent nous prêcher d'un air profond : la forme ne doit se développer de façon naturelle que parallèlement au contenu !

Voilà où conduit une légère erreur en matière d'organisation (§ 1), si l'on s'avise d'*approfondir* une chose absurde et de chercher un fondement philosophique à une phrase opportuniste. A pas prudents, à zigzags tâtonnants ![118] — nous avons entendu ce refrain appliqué aux questions de tactique ; nous l'entendons aujourd'hui appliqué à l'organisation. *Le suivisme en matière d'organisation* est un produit naturel et inévitable de la mentalité de l'*individualiste anarchiste*, qui s'avise d'ériger en un *système*, en *divergences de principe* particulières, ses déviations anarchistes (au début peut-être accidentelles). Au congrès de la Ligue, nous avons vu les débuts de cet anarchisme ; dans la nouvelle *Iskra*, nous voyons des tentatives pour l'ériger en un système de conceptions. Ces tentatives confirment admirablement l'opinion émise déjà au congrès du Parti sur la différence des points de vue entre l'intellectuel bourgeois qui se rallie à la social-démocratie, et le prolétaire qui a pris conscience de ses intérêts de classe. Ainsi le même « Praticien » de la nouvelle *Iskra*, avec la profondeur d'esprit que nous lui connaissons, m'accuse de concevoir le Parti comme une « immense fabrique » avec à sa tête un directeur, le Comité central (n° 57, supplément). Le « Praticien » ne soupçonne même pas que le mot terrible qu'il lance trahit du coup la mentalité de l'intellectuel bourgeois, qui ne connaît ni la pratique ni la théorie de l'organisation prolétarienne. Cette fabrique qui, à d'aucuns, semble être un épouvantail, pas autre chose, est précisément la forme supérieure de la coopération capitaliste, qui a groupé, discipliné le prolétariat, lui a enseigné l'organisation, l'a

mis à la tête de toutes les autres catégories de la population laborieuse et exploitée. C'est le marxisme, idéologie du prolétariat éduqué par le capitalisme, qui a enseigné et enseigne aux intellectuels inconstants la différence entre le côté exploiteur de la fabrique (discipline basée sur la crainte de mourir de faim) et son côté organisateur (discipline basée sur le travail en commun résultant d'une technique hautement développée). La discipline et l'organisation, que l'intellectuel bourgeois a tant de peine à acquérir, sont assimilées très aisément par le prolétariat, grâce justement à cette « école » de la fabrique. La crainte mortelle de cette école, l'incompréhension absolue de son importance comme élément d'organisation, caractérisent bien le mode de pensée qui reflète les conditions d'existence petites-bourgeoises, engendre cet aspect de l'anarchisme que les social-démocrates allemands appellent *Edelanarchismus*, c'est-à-dire l'anarchisme du monsieur «distingué», l'anarchisme de grand seigneur, dirais-je. Cet anarchisme de grand seigneur est particulièrement propre au nihiliste russe. L'organisation du parti lui semble une monstrueuse «fabrique»; la soumission de la partie au tout et de la minorité à la majorité lui apparaît comme un «asservissement» (cf. les feuilletons d'Axelrod); la division du travail sous la direction d'un organisme central lui fait pousser des clameurs tragi-comiques contre la transformation des hommes en «rouages et ressorts» (et il voit une forme particulièrement intolérable de cette transformation dans la transformation des rédacteurs en collaborateurs); le seul rappel des statuts d'organisation du Parti provoque chez lui une grimace de mépris et la remarque dédaigneuse (à l'adresse des «formalistes») que l'on pourrait se passer entièrement de statuts.

C'est incroyable, mais c'est ainsi, et c'est bien l'observation édifiante que le camarade Martov m'adresse dans le n° 58 de l'*Iskra* en invoquant, pour plus de poids, mes propres paroles de la *Lettre à un camarade*. N'est-ce point là de l'« anarchisme de grand seigneur » ? N'est-ce pas pratiquer le « suivisme » que de *justifier*, par des exemples empruntés à l'époque de la débandade et des cercles, le maintien et l'exaltation de l'esprit de cercle et de l'anarchie à une époque où le Parti a pris corps ?

Pourquoi auparavant n'avions-nous pas besoin de statuts ? Parce que le Parti était formé de cercles isolés qui n'avaient entre eux aucune liaison organique. Passer d'un cercle à un autre dépendait uniquement du « bon vouloir » de tel individu, qui n'avait par-devers lui aucune expression matérialisée de la volonté d'un tout. Les questions controversées, à l'intérieur des cercles, n'étaient pas tranchées d'après des statuts, « *mais par la lutte et la menace de s'en aller* », comme je l'écrivais dans la *Lettre à un camarade**, en m'appuyant sur l'expérience d'un certain nombre de cercles en général, et en particulier sur celle de notre propre groupe de six rédacteurs. A l'époque des cercles, la chose était naturelle et inévitable ; mais il ne venait à l'esprit de personne de la vanter, de voir là un idéal ; tous se plaignaient de cette débandade ; tous en souffraient et attendaient avec impatience la fusion des cercles isolés en un parti régulièrement organisé. Et maintenant que la fusion s'est faite, on nous tire en arrière ; on nous sert, sous couleur de principes d'organisation supérieurs, une phraséologie anarchiste ! Aux gens accoutumés à l'ample robe de chambre et aux pantoufles de la molle et familiale existence des cercles, des statuts formels paraissent étriqués, gênants, accablants, humiliants, bureaucratiques, asservissants et étouffants pour le libre « processus » de la lutte idéologique. L'anarchisme de grand seigneur ne comprend pas que des statuts formels sont nécessaires précisément pour remplacer les liens limités des cercles par la large liaison du Parti. Le lien, à l'intérieur des cercles ou entre eux, ne devait ni ne pouvait revêtir une forme précise, car il était fondé sur la camaraderie ou sur une « confiance » incontrôlée et non motivée. La liaison du Parti ne peut et ne doit reposer ni sur l'une ni sur l'autre, mais sur des statuts *formels*, rédigés « bureaucratiquement » (du point de vue de l'intellectuel indiscipliné), dont seule la stricte observation nous prémunit contre le bon plaisir et les caprices des cercles, contre leurs disputailleries appelées libre « processus » de la lutte idéologique.

La rédaction de la nouvelle *Iskra* tire argument contre Alexandrov en affirmant sentencieusement que la « confian-

* Voir Lénine, Œuvres, 4e éd. russe, t. 6, pp. 205-224. (*N.R.*)

ce est une chose délicate qu'on ne saurait enfoncer de force dans les cœurs et dans les têtes » (n° 56, supplément). Elle ne comprend pas qu'en mettant au premier plan la question de la confiance, — de la confiance *tout court*, — elle trahit une fois de plus son anarchisme de grand seigneur et son suivisme en matière d'organisation. Quand j'étais uniquement membre d'un cercle, du collège des six rédacteurs ou de l'organisation de l'*Iskra*, j'avais le droit, afin de justifier, par exemple, mon refus de travailler avec X, d'invoquer seulement ma défiance incontrôlée, non motivée. Devenu membre du Parti, *je n'ai pas le droit* d'invoquer uniquement une vague défiance, car ce serait ouvrir toute grande la porte à toutes les lubies et à toutes les extravagances des anciens cercles ; je suis *obligé* de motiver ma « confiance » ou ma « défiance » par un argument formel, c'est-à-dire de me référer à telle ou telle disposition formellement établie de notre programme, de notre tactique, de nos statuts. Mon devoir est de ne plus me borner à un « je fais confiance » ou « je ne fais pas confiance » incontrôlé, mais de reconnaître que *je suis comptable* de mes décisions, et qu'une fraction quelconque du Parti l'est des siennes, devant l'ensemble du Parti ; je dois suivre la voie *formellement prescrite* pour exprimer ma « défiance », pour faire triompher les idées et les désirs qui découlent de cette défiance. De la « confiance » incontrôlée, propre aux *cercles*, nous nous sommes élevés à une conception de *parti* qui réclame l'observation de formes strictes et de motifs déterminés pour exprimer et vérifier la confiance. Or, voilà que la rédaction nous tire en arrière et appelle son suivisme conceptions nouvelles en matière d'organisation !

Voyez comment notre rédaction, dite rédaction du Parti, raisonne à propos des groupes littéraires qui pourraient exiger d'y être représentés : « Nous ne nous indignerons pas ; nous n'invoquerons pas à grands cris la discipline », — nous en remontrent ces anarchistes grands seigneurs qui, toujours et partout, ont manifesté leur dédain de la discipline. Ils disent : si le groupe est sérieux, on « s'arrangera » (sic) ; sinon on fera fi de ses exigences.

Pensez donc quel haut esprit de noblesse s'affirme ici contre le vulgaire formalisme « de fabrique » ! En réalité, c'est un replâtrage de la phraséologie des cercles, servi

au Parti par une rédaction qui sent qu'elle n'est pas un organisme du Parti, mais un débris des anciens cercles. La fausseté interne de cette position conduit inéluctablement à cette casuistique *anarchiste* qui érige en *principe* de l'organisation social-démocrate la débandade, qu'on déclare en paroles, pharisaïquement, avoir fait son temps. Point n'est besoin d'aucune hiérarchie de collèges ou instances supérieurs ou inférieurs dans le Parti ; pour l'anarchisme de grand seigneur, pareille hiérarchie semble une invention bureaucratique des ministères, des départements, etc. (voyez le feuilleton d'Axelrod) ; point n'est besoin d'aucune soumission de la partie au tout, d'aucune définition « bureaucratique et formelle » des procédés de *parti* pour « s'arranger » ou se délimiter ; que les vieilles disputailleries de cercle soient sanctifiées par une phraséologie sur les méthodes « authentiquement social-démocrates » d'organisation !

Voilà où le prolétaire qui a été à l'école de la « fabrique » peut et doit donner une leçon à l'individualisme anarchique. L'ouvrier conscient est depuis longtemps sorti des langes : le temps n'est plus où il fuyait l'intellectuel comme tel. L'ouvrier conscient sait apprécier ce plus riche bagage de connaissances, ce plus vaste horizon politique qu'il trouve chez les intellectuels social-démocrates. Mais, à mesure que se forme chez nous un *véritable* parti, l'ouvrier conscient doit apprendre à distinguer entre la psychologie du combattant de l'armée prolétarienne et celle de l'intellectuel bourgeois, qui fait parade de la phrase anarchiste ; il doit apprendre à *exiger* l'exécution des obligations incombant aux membres du Parti, — non seulement des simples adhérents, mais aussi des « gens d'en haut » ; il doit apprendre à accabler de son mépris le suivisme en matière d'organisation, comme il le méprisait jadis sur le terrain de la tactique.

Le girondisme et l'anarchisme de grand seigneur se rattachent étroitement à un dernier trait caractéristique de la position de la nouvelle *Iskra* dans les questions d'organisation: c'est la défense de l'*autonomisme* contre le centralisme. Tel est, au point de vue des principes, le sens que comportent (si elles en comportent un *) les lamentations

* Je laisse de côté ici, comme du reste dans tout ce paragraphe, le sens « cooptationniste » de ces lamentations.

à propos du bureaucratisme et de l'autocratie, les regrets sur « le dédain immérité envers les non-iskristes » (qui ont défendu l'autonomisme au congrès), les clameurs comiques à propos de la « soumission absolue », les plaintes amères sur le « régime du bon plaisir », etc., etc. Dans n'importe quel parti, l'aile opportuniste défend et justifie toujours tout retard en matière de programme, de tactique et d'organisation. La défense du retard de la nouvelle *Iskra* en matière d'organisation (suivisme) est intimement liée à la défense de l'*autonomisme*. A la vérité, l'autonomisme est déjà tellement discrédité après les trois années de propagande de l'ancienne *Iskra*, que la nouvelle *Iskra* se fait *encore* scrupule de se prononcer ouvertement en sa faveur ; elle nous assure encore de ses sympathies pour le centralisme, mais elle ne le prouve qu'en écrivant le mot « centralisme » en italique. En réalité, la critique la plus superficielle des « principes » du pseudo-centralisme « authentiquement social-démocrate » (et non anarchique ?) de la nouvelle *Iskra* y découvre à chaque instant le point de vue de l'autonomisme. N'est-il pas clair maintenant pour tous et chacun qu'en matière d'organisation Axelrod et Martov ont évolué vers Akimov ? Ne l'ont-ils pas reconnu solennellement eux-mêmes par leurs paroles significatives sur le « dédain immérité envers les non-iskristes » ? Et n'est-ce pas l'autonomisme qu'Akimov et ses amis ont défendu au congrès de notre Parti ?

C'est l'autonomisme (sinon l'anarchisme) que Martov et Axelrod défendaient au congrès de la Ligue, quand, avec un zèle qui ne laissait pas d'être plaisant, ils cherchaient à démontrer que la partie ne doit pas être soumise au tout ; qu'elle est autonome dans la détermination de ses rapports avec le tout ; que les statuts de la Ligue à l'étranger, lesquels définissent ces rapports, sont valables contre la volonté de la majorité du Parti, contre la volonté de l'organisme central du Parti. C'est l'autonomisme que Martov préconise aujourd'hui ouvertement dans les colonnes de la nouvelle *Iskra* (n° 60) à propos de la nomination par le Comité central de membres dans les comités locaux. Je ne parlerai point des sophismes puérils au moyen desquels le camarade Martov a défendu l'autonomisme au congrès de la Ligue et le défend aujourd'hui dans la nouvelle

*Iskra**. Mais je tiens à noter ici que cette tendance indéniable à *défendre l'autonomisme contre le centralisme* est un trait caractéristique de l'opportunisme dans les questions d'organisation.

La seule tentative d'*analyser* la notion de bureaucratisme est peut-être celle qui oppose dans la nouvelle *Iskra* (n° 53) le « principe *démocratique* formel » (c'est l'auteur qui souligne) au « principe *bureaucratique* formel ». Cette opposition (malheureusement aussi peu développée et peu expliquée que l'allusion aux non-iskristes) renferme un grain de vérité. Le bureaucratisme *versus* démocratisme, c'est bien le centralisme *versus* autonomisme ; c'est le principe d'organisation de la social-démocratie révolutionnaire par rapport au principe d'organisation des opportunistes de la social-démocratie. Ce dernier tend à s'élever de la base au sommet, et c'est pourquoi il défend partout où il est possible, et autant qu'il est possible, l'autonomisme, le « démocratisme » qui va (chez ceux qui font du zèle à l'excès) jusqu'à l'anarchisme. Le premier tend à émaner du sommet, préconisant l'extension des droits et des pleins pouvoirs de l'organisme central par rapport à la partie. Dans la période de la débandade et des cercles, ce sommet, dont la social-démocratie révolutionnaire s'efforçait de faire son point de départ dans le domaine de l'organisation, était nécessairement un des cercles, le plus influent par son activité et sa fermeté révolutionnaire (en l'espèce, l'organisation de l'*Iskra*). A l'époque du rétablissement de l'unité véritable du Parti et de la dissolution, dans cette unité, des cercles qui ont fait leur temps, ce sommet est nécessairement le *congrès du Parti*, organisme suprême de ce dernier. Le congrès groupe dans la mesure du possible tous les représentants des organisations actives et, en désignant les institutions centrales (souvent de façon à satisfaire plutôt les éléments avancés que les éléments retardataires du Parti, à être du goût plutôt de l'aile révolutionnaire que de l'aile

* En analysant certains paragraphes des statuts, le camarade Martov a *omis* celui qui traite justement du tout par rapport à la partie ; le Comité central « répartit les effectifs du Parti » (§ 6). Peut-on répartir les effectifs sans transférer les militants d'un comité dans un autre ? Vraiment, il est gênant de s'attarder à cette vérité élémentaire.

opportuniste), il en fait le sommet jusqu'au congrès suivant. Il en est ainsi du moins chez les Européens de la social-démocratie, quoique peu à peu, non sans peine, non sans lutte ni sans chicanes, cette coutume foncièrement odieuse aux anarchistes commence à s'étendre également aux Asiates de la social-démocratie.

Il est éminemment intéressant de noter que tous ces traits de principe de l'opportunisme en matière d'organisation (autonomisme, anarchisme de grand seigneur ou d'intellectuel, suivisme et girondisme) se retrouvent *mutatis mutandis* (en changeant ce qui doit être changé) dans tous les partis social-démocrates du monde où existe la division en aile révolutionnaire et aile opportuniste (et où n'existe-t-elle pas ?) C'est ce qui est apparu, ces tout derniers temps, avec un singulier relief dans le parti social-démocrate allemand, lorsque l'échec subi dans la 20e circonscription électorale de Saxe (incident Göhre*) avait mis à l'ordre du jour les *principes* d'organisation du Parti. Ce qui a surtout contribué à soulever la question de principe à propos de cet incident, c'est le zèle des opportunistes allemands. Göhre (ancien pasteur, auteur du livre connu *Drei Monate Fabrikarbeiter*, un des « héros » du congrès de Dresde) est lui-même un opportuniste acharné, et l'organe des opportunistes allemands conséquents *Sozialistische Monatshefte* [120] a aussitôt pris sa défense.

L'opportunisme dans le programme est naturellement lié à l'opportunisme dans la tactique et à l'opportunisme en matière d'organisation. Le camarade Wolfgang Heine s'est chargé d'exposer le « nouveau » point de vue. Pour donner au lecteur une idée de la physionomie de cet intellectuel typique qui, en adhérant à la social-démocratie, a gardé sa mentalité d'opportuniste, il me suffira de dire que le camarade Wolfgang Heine est un peu moins qu'un Akimov allemand et un peu plus qu'un Égorov allemand.

* Göhre avait été élu au Reichstag le 16 juin 1903 dans la 15e circonscription de Saxe ; mais après le congrès de Dresde [119], il démissionna ; les électeurs de la 20e circonscription, vacante depuis la mort de Rosénov, voulurent à nouveau proposer la candidature de Göhre. La direction centrale du Parti et le Comité central d'agitation de Saxe s'y opposèrent et, n'ayant pas le droit d'interdire officiellement la candidature de Göhre, obtinrent toutefois son désistement. Aux élections, les social-démocrates essuyèrent un échec.

Le camarade Wolfgang Heine est parti en guerre dans le *Sozialistische Monatshefte* avec non moins de pompe que le camarade Axelrod dans la nouvelle *Iskra*. Quel titre significatif que celui de son article : « Notes démocratiques à propos de l'incident Göhre » (n° 4, avril, *Sozialistische Monatshefte*). Et le contenu n'est pas moins étourdissant. Le camarade W. Heine s'y élève contre «l' atteinte portée à l'autonomie de la circonscription électorale », défend le « principe démocratique », proteste contre l'ingérence d'une « autorité nommée » (c'est-à-dire de la direction centrale du Parti) dans le libre choix des délégués par le peuple. Il ne s'agit pas ici d'un incident fortuit, nous apprend sentencieusement le camarade W. Heine, mais de toute une « *tendance au bureaucratisme et au centralisme dans le Parti* », tendance qui se serait fait jour antérieurement, mais qui aujourd'hui devient particulièrement dangereuse. Il faut « reconnaître ce principe que les institutions locales du Parti sont génératrices de sa vie »(il a plagié la brochure du camarade Martov : *Encore une fois en minorité*). Il ne faut pas « s'habituer à l'idée que toutes les décisions politiques importantes émanent d'un seul centre » ; on doit mettre le Parti en garde contre « une politique doctrinaire qui perd contact avec la vie » (emprunté au discours du camarade Martov au congrès du Parti, passage où il déclare que « la vie reprendra le dessus »)... « Si l'on pénètre au fond des choses — dit le camarade W. Heine qui développe en profondeur son argumentation, — si l'on fait abstraction des conflits de personnes qui, ici comme toujours, n'ont pas joué un rôle négligeable, on verra dans cet acharnement contre les *révisionnistes* (c'est l'auteur qui souligne ; il semble vouloir distinguer entre la lutte contre le révisionnisme et la lutte contre les révisionnistes), on y verra principalement la défiance des officiels du Parti envers l'*«élément étranger»* (W. Heine n'a visiblement pas encore lu la brochure sur la lutte contre l'état de siège, et c'est pourquoi il se sert d'un anglicisme : *Outsidertum*) ; on y verra la défiance de la tradition envers ce qui sort de l'ordinaire, de l'institution impersonnelle envers ce qui est individuel » (voir la résolution d'Axelrod, au congrès de la Ligue, sur l'étouffement de l'initiative individuelle), « en un mot, on y verra cette même tendance que nous

avons déjà caractérisée plus haut comme une tendance au bureaucratisme et au centralisme dans le Parti ».

La notion de discipline inspire au camarade W. Heine la même généreuse indignation qu'au camarade Axelrod... « On a reproché, écrit-il, aux révisionnistes de manquer de discipline pour avoir écrit dans les *Sozialistische Monatshefte*, organe que l'on ne voulait même pas reconnaître comme social-démocrate, parce qu'il n'est pas *sous le contrôle du Parti*. Déjà cette tentative de rétrécir la notion de social-démocrate, cette *discipline* exigée dans le domaine de la production des idées, où doit régner la liberté absolue » (qu'on se rappelle : la lutte idéologique est un processus et les formes d'organisation ne sont que des formes), « témoignent d'une tendance au bureaucratisme et à l'étouffement de l'individualité. » Et longtemps encore, W. Heine fulmine sur tous les tons contre cette tendance exécrée à fonder « une vaste organisation *unique*, la plus centralisée possible, une tactique *unique*, une théorie *unique* » ; il fulmine contre ceux qui réclament l'« obéissance absolue », la « soumission aveugle », il fulmine contre le « centralisme simpliste », etc., etc., — exactement comme Axelrod.

Le débat soulevé par W. Heine s'est enflammé, et comme dans le Parti allemand aucune querelle de cooptation n'encombrait la discussion, comme les Akimov allemands affirment leur physionomie non seulement dans les congrès, mais aussi régulièrement dans un organe distinct, le débat a vite abouti à une analyse des tendances de principe de l'orthodoxie et du révisionnisme en matière d'organisation. K. Kautsky est intervenu (*Neue Zeit*, 1904, n° 28, article intitulé « Wahlkreis und Partei » — « Circonscription électorale et Parti ») en qualité d'un des représentants de la tendance révolutionnaire (accusée, bien entendu, de même que chez nous, d'esprit « dictatorial », « inquisitorial » et autres choses terribles). L'article de W. Heine, déclare Kautsky, « traduit la pensée de toute l'orientation révisionniste ». Ce n'est pas seulement en Allemagne, mais aussi en France et en Italie, que les opportunistes sont corps et âme pour l'autonomisme, pour le relâchement de la discipline du Parti, pour la réduire à zéro ; partout leurs tendances aboutissent à la *désorganisation*, à faire dégénérer le « principe démocratique » en *anarchisme*. « Démocratie n'est

pas absence de pouvoir — enseigne K. Kautsky aux opportunistes à propos de l'organisation — démocratie n'est pas anarchie ; c'est la suprématie de la masse sur ses mandataires, à la différence des autres formes de pouvoir, où les pseudo-serviteurs du peuple sont en réalité ses maîtres. » K. Kautsky examine minutieusement le rôle désorganisateur de l'autonomisme opportuniste dans divers pays ; il montre que précisément l'adhésion à la social-démocratie d'une « *masse d'éléments bourgeois** » renforce l'opportunisme, l'autonomisme et les tendances à violer la discipline ; il rappelle encore et encore que « l'organisation est bien l'arme au moyen de laquelle le prolétariat s'émancipera » ; que « l'organisation est pour le prolétariat l'arme de la lutte de classe ».

En Allemagne, où l'opportunisme est plus faible qu'en France et en Italie, « les tendances autonomistes n'ont guère abouti jusqu'ici qu'à des déclamations plus ou moins pathétiques contre les dictateurs et les grands inquisiteurs, contre les ex-communications** et les recherches d'hérésies, qu'à des tiraillements et des chicanes sans fin, dont l'analyse ne conduirait qu'à des disputes incessantes ».

Rien d'étonnant qu'en Russie, où l'opportunisme dans le Parti est encore plus faible qu'en Allemagne, les tendances autonomistes aient enfanté moins d'idées et plus de « déclamations pathétiques » et de mauvaises querelles.

Rien d'étonnant que Kautsky arrive à cette conclusion : « Dans aucune autre question peut-être le révisionnisme de tous les pays, malgré toutes ses diversités et la variété de ses nuances, n'a autant d'homogénéité qu'en matière d'organisation. » Formulant les tendances fondamentales de l'orthodoxie et du révisionnisme dans ce domaine, K. Kautsky, lui aussi, use de cette « parole terrible » : bureaucratisme *versus* (envers) démocratisme. On nous dit, écrit K. Kautsky, que donner à la direction du Parti le droit

---

* A titre d'exemple Kautsky cite *Jaurès*. A mesure qu'ils déviaient vers l'opportunisme, de tels hommes « devaient inéluctablement considérer la discipline du Parti comme un rétrécissement inadmissible de leur libre personnalité ».

** *Bannstrahl*, anathème. C'est l'équivalent allemand de l'« état de siège » et des « lois d'exception ». C'est la « parole terrible » des opportunistes allemands.

d'influer sur le choix du candidat (aux élections législatives) dans les circonscriptions locales, c'est « attenter scandaleusement au principe démocratique, qui veut que toute l'activité politique s'exerce de la base au sommet, par l'initiative des masses, et non du sommet à la base, par la voie bureaucratique... Mais s'il est un principe vraiment démocratique, c'est celui-ci : la majorité doit primer la minorité, et non le contraire »... L'élection des députés au Parlement, par quelque circonscription que ce soit, est chose d'importance pour l'ensemble du Parti, qui doit influer sur la désignation des candidats, au moins par l'entremise d'hommes de confiance du Parti (*Vertrauensmänner*). « Quiconque trouve cette façon d'agir trop bureaucratique ou centraliste n'a qu'à proposer que les candidats soient désignés par vote direct de tous les membres du Parti (*sämtliche Parteigenossen*). Mais du moment que ce procédé est impraticable, il est vain de se plaindre d'un manque de démocratisme, quand la fonction envisagée, comme beaucoup d'autres qui concernent le Parti tout entier, est exercée par une ou plusieurs instances du Parti. » Selon le « droit coutumier » du Parti allemand, des circonscriptions électorales, bien avant encore, « s'entendaient en toute camaraderie » avec la direction du Parti pour désigner tel ou tel candidat. « Mais le Parti est devenu bien trop grand pour que ce droit coutumier tacite suffise. Le droit coutumier cesse d'être un droit, quand on cesse de le reconnaître comme quelque chose qui va de soi ; quand le contenu de ses définitions et son existence même sont contestés. Dès lors, il devient absolument nécessaire de formuler avec exactitude ce droit, de le codifier »... de le « fixer plus nettement dans les statuts* (*statutarische Festlegung*) et de renforcer en même temps la discipline (*grössere Straffheit*) de l'organisation ».

On voit ainsi, dans un autre cadre, cette même lutte de l'aile opportuniste et de l'aile révolutionnaire du Parti en

* Il est au plus haut point instructif de confronter ces remarques de K. Kautsky sur la substitution au droit coutumier tacite d'un droit statutaire, fixé en bonne et due forme, avec toute cette « refonte » vécue par notre Parti en général et par la rédaction en particulier depuis le congrès du Parti. Cf. le discours de V. Zassoulitch (au congrès de la Ligue, pp. 66 et suivantes) qui apparemment ne se rend pas compte de toute l'importance de la refonte en voie de réalisation.

matière d'organisation, ce même conflit entre l'autonomisme et le centralisme, entre le démocratisme et le « bureaucratisme », entre les tendances au relâchement et les tendances au renforcement de la rigueur de l'organisation et de la discipline, entre la mentalité de l'intellectuel instable et celle du prolétaire conséquent, entre l'individualisme de la gent intellectuelle et la cohésion prolétarienne. La question se pose : quelle a été dans ce conflit l'attitude de la *démocratie bourgeoise*, pas celle que l'Histoire — cette espiègle gamine — n'a fait que promettre de montrer un jour, sous le sceau du secret, au camarade Axelrod, mais la véritable, la réelle démocratie bourgeoise, qui en Allemagne aussi a des représentants non moins intelligents et non moins attentifs que ces messieurs de l'*Osvobojdénié* ? La démocratie bourgeoise d'Allemagne a immédiatement réagi à la nouvelle dispute et, comme en Russie, comme toujours, comme partout, elle a aussitôt pris fait et cause pour l'aile opportuniste du Parti social-démocrate. Le grand organe du capital boursier d'Allemagne, *Frankfurter Zeitung*, a lancé un retentissant éditorial (*Frankf. Ztg.*, 7 April n° 97, *Abendblatt*) qui montre que les emprunts scandaleux à Axelrod deviennent tout bonnement une sorte de maladie de la presse allemande. Les farouches démocrates de la Bourse francfortoise flagellent l'« autocratie » dans le Parti social-démocrate, la « dictature du parti », le « règne autocratique des chefs du parti », ces « excommunications » par lesquelles on veut « châtier pour ainsi dire tout le révisionnisme » (rappelez-vous la « fausse accusation d'opportunisme »), cette exigence d'une « obéissance aveugle », d'une « discipline qui tue », d'une « soumission servile », de la transformation des membres du parti en « cadavres politiques » (voilà qui est bien plus fort que les ressorts et rouages !). « Toute originalité personnelle — s'écrient les chevaliers de la Bourse pleins d'indignation devant l'antidémocratisme de la social-démocratie —, toute manifestation de l'individualité doit être, voyez-vous, l'objet de persécutions, parce qu'elle menace de conduire au régime français, au jauressisme et au millerandisme, comme l'a déclaré tout net Sindermann, qui a rapporté sur cette question » au congrès des social-démocrates saxons.

Ainsi, pour autant que les nouveaux vocables de la nouvelle *Iskra* sur la question d'organisation ont une signification de principe, il est hors de doute que cette signification est opportuniste. Cette conclusion est confirmée également par toute l'analyse du congrès de notre Parti, qui s'est divisé en aile révolutionnaire et aile opportuniste, ainsi que par l'exemple de *tous* les partis social-démocrates européens, dont l'opportunisme en matière d'organisation se traduit par les mêmes tendances, les mêmes accusations, et bien souvent par les mêmes vocables. Evidemment, les particularités nationales des partis et la diversité des conditions politiques dans les différents pays laissent leur empreinte et font que l'opportunisme allemand ne ressemble pas du tout à l'opportunisme français, ni ce dernier à l'opportunisme italien, ni l'opportunisme italien à l'opportunisme russe. Mais la similitude de la division fondamentale de tous ces partis en aile révolutionnaire et aile opportuniste, la similitude dans la façon de penser et les tendances de l'opportunisme en matière d'organisation, ressortent clairement malgré toute la diversité des conditions dont nous venons de parler*. Les nombreux intellectuels radicaux, parmi nos marxistes et nos social-démocrates, font que l'opportunisme, engendré par leur mentalité, s'est manifesté et continue inévitablement de se manifester dans les domaines les plus variés et sous les formes les plus diverses. Nous avons combattu l'opportunisme à propos des problèmes essentiels de notre doctrine, des questions de programme ; et la complète divergence des buts à atteindre

* Personne ne contestera plus aujourd'hui que l'ancienne division des social-démocrates russes en économistes et en politiques, sur le terrain de la tactique, était du même ordre que la division de l'ensemble de la social-démocratie internationale en opportunistes et en révolutionnaires bien que la différence soit très grande entre les camarades Martynov et Akimov, d'une part, et les camarades von Vollmar et von Elm ou Jaurès et Millerand, d'autre part. Non moins incontestable est la similitude des divisions fondamentales sur la question d'organisation, malgré l'énorme différence de conditions entre les pays privés de droits politiques et les pays politiquement libres. Il est extrêmement caractéristique que la rédaction de la nouvelle *Iskra*, si attachée aux principes, ayant touché un mot du débat qui s'est institué entre Kautsky et Heine (n° 64), ait craintivement *éludé* la question des tendances de *principe* de *tout* opportunisme et de toute orthodoxie en matière d'organisation.

dre a conduit inéluctablement à une séparation irrévocable entre les social-démocrates et les libéraux qui ont corrompu notre marxisme légal. Nous avons combattu l'opportunisme sur le terrain de la tactique, et nos divergences avec les camarades Kritchevski et Akimov dans ces questions moins importantes n'étaient, naturellement, que temporaires et n'ont pas entraîné la formation de partis distincts. Nous devons maintenant vaincre l'opportunisme de Martov et d'Axelrod sur le plan de l'organisation, questions qui sont, évidemment, encore moins essentielles que celles de programme et de tactique, mais qui apparaissent à l'heure actuelle au premier plan de la vie de notre Parti.

Lorsqu'on parle de la lutte contre l'opportunisme, il ne faut jamais oublier le trait caractéristique de l'ensemble de l'opportunisme moderne dans tous les domaines sans exception : ce qu'il a de vague, d'imprécis et d'insaisissable. De par sa nature, l'opportuniste évite toujours de poser les questions d'une manière claire et résolue : il recherche toujours la résultante, il a des louvoiements de couleuvre entre deux points de vue qui s'excluent, cherchant à « se mettre d'accord » avec l'un aussi bien qu'avec l'autre, et réduisant ses divergences à de légères modifications, à des doutes, à des vœux pieux et innocents, etc., etc. Opportuniste dans les questions de programme, le camarade Ed. Bernstein « est d'accord » avec le programme révolutionnaire du Parti, et, bien que désirant, sans nul doute, une « réforme radicale » de celui-ci, il la croit inopportune, sans utilité et moins importante que l'élucidation des « principes généraux » de la « critique » (lesquels consistent surtout à emprunter sans esprit critique des principes et des vocables à la démocratie bourgeoise). Opportuniste dans les questions de tactique, le camarade von Vollmar est également d'accord avec l'ancienne tactique de la social-démocratie révolutionnaire ; lui aussi se borne plutôt à des déclamations, à de légères modifications et moqueries, sans formuler aucune tactique « ministérialiste » [121] précise. Opportunistes en matière d'organisation, les camarades Martov et Axelrod, eux non plus, n'ont donné jusqu'ici, malgré des mises en demeure expresses, aucune thèse de principe susceptible d'être « fixée dans les statuts » ; eux aussi auraient souhaité, absolument souhaité, une « réforme ra-

dicale » de nos statuts d'organisation (*Iskra* n° 58, p. 2, colonne 3), mais ils préféreraient s'occuper d'abord des « questions d'organisation d'ordre général » (parce que si une réforme vraiment radicale de nos statuts, centralistes malgré le paragraphe premier, était faite dans l'esprit de la nouvelle *Iskra*, elle conduirait inéluctablement à l'autonomisme ; or, le camarade Martov ne veut évidemment pas avouer, ni s'avouer à lui-même qu'*en principe* il penche pour l'autonomisme). Aussi leur attitude de « principe » dans la question d'organisation passe-t-elle par toutes les couleurs de l'arc-en-ciel : ce qui prédomine, ce sont de candides déclamations pathétiques contre l'autocratie et le bureaucratisme, contre l'obéissance aveugle, les ressorts et rouages, déclamations candides au point qu'il y est encore très, très difficile de démêler véritablement le côté principe du côté cooptation. Mais plus cela va, et plus les choses se compliquent : les essais d'analyse et de définition exacte du maudit « bureaucratisme » conduisent inévitablement à l'autonomisme ; les essais d'« approfondissement » et de justification aboutissent nécessairement à la défense de l'état arriéré, au suivisme, à des phrases girondistes. Enfin, apparaît le principe de l'*anarchisme*, comme le seul principe vraiment déterminé et qui, par conséquent, dans la pratique, ressort avec un relief particulier (la pratique est toujours en avance sur la théorie). Mépris de la discipline — autonomisme — anarchisme, telle est l'échelle que, en matière d'organisation, notre opportunisme descend et remonte, sautant d'un degré à l'autre et se dérobant avec habileté à toute formulation précise de ses principes*. C'est exactement la même gradation qui apparaît

* Ceux qui se rappellent les débats sur le paragraphe premier verront clairement aujourd'hui que l'erreur du camarade Martov et du camarade Axelrod, commise à ce propos, conduit *inévitablement*, quand on la développe et l'approfondit, à l'opportunisme en matière d'organisation. L'idée fondamentale du camarade Martov — chacun peut se déclarer membre du Parti — est précisément un faux « démocratisme » ; c'est l'idée de la construction du Parti de la base au sommet. Mon idée, par contre, est « bureaucratique » en ce sens que le Parti se construit du sommet à la base, du congrès du Parti aux diverses organisations du Parti. Mentalité d'intellectuel bourgeois, phrases anarchistes, casuistique opportuniste, suiviste, tout cela est apparu dès la discussion du § 1. Le camarade Martov parle dans son

avec l'opportunisme dans les questions de programme et de tactique : mépris de l'« orthodoxie », de l'étroitesse et de l'immobilisme — « critique » révisionniste et ministérialisme — démocratie bourgeoise.

On constate une relation psychologique étroite entre cette haine de la discipline et le ton vexé qui perce, traînant et sans discontinuer, dans tous les écrits de tous les opportunistes contemporains en général et de notre minorité en particulier. Ils se voient persécutés, opprimés, brimés, assiégés, esquintés. Ces mots renferment bien plus de vérité psychologique et politique que ne l'a sans doute présumé l'auteur même de cette aimable et spirituelle plaisanterie à propos des esquintés et des esquinteurs. Considérons en effet les procès-verbaux du congrès de notre Parti ; vous verrez que la minorité est composée de tous les aigris, de tous ceux qui un jour et pour une raison quelconque furent offensés par la social-démocratie révolutionnaire. On y trouve les bundistes et les gens du *Rabotchéié Diélo* que nous avons « blessés » au point qu'ils ont quitté le congrès ; les gens du « Ioujny Rabotchi », mortellement offensés par la dissolution des organisations en général et de la leur en particulier ; on y trouve le camarade Makhov, que l'on a offensé chaque fois qu'il a pris la parole (car, à chaque fois, il ne manquait pas de se couvrir de ridicule); on y trouve enfin le camarade Martov et le camarade Axelrod, que l'on a offensés en les « accusant faussement d'opportunisme » pour le paragraphe

---

Etat de siège (p. 20) du « travail de la pensée qui a commencé » dans la nouvelle *Iskra*. Cela est vrai en ce sens que lui et Axelrod orientent véritablement la pensée dans une direction nouvelle, à commencer par le paragraphe premier. Le malheur cependant est que cette direction est opportuniste. Plus ils orienteront leur « travail » dans *cette* direction, plus ce travail sera exempt de chicanes sur la cooptation, et plus ils s'enfonceront dans le marais. Le camarade Plékhanov s'en rendait nettement compte dès le congrès du Parti, et dans l'article « Ce qu'il ne faut pas faire », il les en prévenait pour la seconde fois : je suis même prêt à vous coopter, disait-il, seulement ne suivez pas le chemin qui mène exclusivement à l'opportunisme et à l'anarchisme. Martov et Axelrod n'écoutèrent pas ce bon conseil : Comment ? Ne pas suivre ? Accorder à Lénine que la cooptation, ce n'est que chicane ? Jamais ! Nous lui ferons voir que nous sommes fidèles aux principes. Et ils l'ont fait voir. Ils ont fait voir nettement que dans la mesure où ils professent de nouveaux principes, ce sont des principes opportunistes.

premier des statuts et en leur infligeant la défaite aux élections. Et tous ces âpres griefs ne furent point la conséquence fortuite d'inadmissibles mots d'esprit, d'attaques acerbes, d'une polémique acharnée, de claquements de portes, de poings brandis, comme tant de philistins le croient encore aujourd'hui, mais la conséquence politique inévitable de tout le travail idéologique de l'*Iskra* durant trois années. Et si, durant ces trois années, nous n'avons pas seulement parlé à tort et à travers, mais exprimé des convictions qui doivent se convertir en actes, nous ne pouvions faire autrement que de combattre les anti-iskristes et le « marais » au congrès. Et lorsque le camarade Martov qui, visière levée, se battait au premier rang, et nous-mêmes, nous avions blessé quantité de gens, il ne nous restait plus qu'à froisser un peu, un tout petit peu, le camarade Axelrod et le camarade Martov, pour que la coupe débordât. La quantité se changea en qualité. Négation de la négation. Tous les offensés, oublieux des comptes qu'ils avaient à régler entre eux, se jetèrent en sanglotant dans les bras les uns des autres et levèrent le drapeau de l'« insurrection contre le léninisme* ».

L'insurrection est une chose excellente quand les éléments avancés se dressent contre les éléments réactionnaires. Lorsque l'aile révolutionnaire se dresse contre l'aile opportuniste, cela est bien. Lorsque l'aile opportuniste se dresse contre l'aile révolutionnaire, cela est mal.

Le camarade Plékhanov se voit obligé de participer à cette vilaine affaire en qualité de prisonnier de guerre, pour ainsi dire. Il s'efforce de « décharger sa colère » en pêchant des phrases maladroites chez l'auteur de telle ou telle résolution en faveur de la « majorité » ; ce faisant il s'exclame : « Pauvre camarade Lénine ! Ils sont jolis, ses partisans orthodoxes ! » (*Iskra* n° 63, supplément).

Eh bien, camarade Plékhanov, je puis vous dire que si moi je suis pauvre, la rédaction de la nouvelle *Iskra* est tout à fait misérable. Si pauvre que je sois, je ne suis pas

* Cette expression étonnante est du camarade Martov (*Etat de siège*, p. 68). Le camarade Martov a attendu le moment où ils seront à cinq pour « se soulever » contre moi seul. Le camarade Martov polémise maladroitement : il entend démolir son adversaire en lui prodiguant les plus grands compliments.

encore tombé dans une misère telle qu'il me faille fermer les yeux sur le congrès du Parti et, pour exercer mon esprit, rechercher des matériaux dans les résolutions de gens de comités. Si pauvre que je sois, je suis mille fois plus riche que ceux dont les partisans ne laissent pas échapper telle ou telle phrase maladroite, mais dans toutes les questions d'organisation, de tactique ou de programme, s'en tiennent obstinément et fermement à des principes opposés à ceux de la social-démocratie révolutionnaire. Si pauvre que je sois, je n'en suis pas encore à *dissimuler au public* les éloges que me décernent ces partisans. Or, la rédaction de la nouvelle *Iskra* s'y voit obligée.

Savez-vous, lecteur, ce qu'est le comité de Voronèje du Parti ouvrier social-démocrate de Russie ? Si vous l'ignorez, lisez les procès-verbaux du congrès du Parti. Vous y verrez que l'orientation de ce comité est parfaitement exprimée par les camarades Akimov et Brucker qui, au congrès, ont combattu sur toute la ligne l'aile révolutionnaire du Parti, et que tous, depuis le camarade Plékhanov jusqu'au camarade Popov, ont maintes fois rangés parmi les opportunistes.

Eh bien, voilà ce que déclare ce comité de Voronèje, dans sa feuille de janvier (n° 12, janvier 1904) :

« Un grand événement très important pour notre Parti, qui croît sans cesse, a eu lieu l'année dernière : le IIe Congrès du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, congrès des représentants de ses organisations, s'est réuni. La convocation d'un congrès du Parti est chose très compliquée et, sous la monarchie, très dangereuse et difficile. Aussi, rien d'étonnant si elle a été *très imparfaite*, et si, tout en se déroulant sans encombre, le congrès n'a pu répondre à toutes les exigences du Parti. Les camarades, qui avaient été chargés par la Conférence de 1902 de convoquer le congrès, étaient arrêtés et *celui-ci fut organisé par des hommes qui ne représentaient qu'une seule des tendances de la social-démocratie russe, la tendance iskriste. De nombreuses* organisations social-démocrates, mais non iskristes, n'avaient pas été invitées à prendre part aux travaux du congrès : *c'est là une des raisons pour lesquelles* l'élaboration *du programme et des statuts* du Parti par le congrès fut *extrêmement imparfaite.* Les délégués ont reconnu eux-mêmes qu'il y avait de grandes lacunes dans les statuts, lacunes « susceptibles d'entraîner de dangereux malentendus ». Au congrès, les iskristes eux-mêmes se sont scindés, et nombre de militants éminents de notre P.O.S.D.R. qui, jusque-là, s'étaient montrés, eût-on dit, pleinement d'accord avec le programme d'action de l'*Iskra*, ont reconnu que beaucoup de ses points de vue, défendus *principalement par Lénine et Plékhanov*, étaient impraticables. Bien

que ces derniers l'aient emporté au congrès, la vie pratique, les exigences du travail réel, auquel prennent également part tous les non-iskristes, ont vite fait de corriger les fautes des théoriciens et, après le congrès, elles ont déjà apporté de sérieux amendements. *L'« Iskra » a fortement changé et promet* de se montrer attentive aux revendications des militants de la social-démocratie en général. De cette façon, bien que *les travaux du congrès doivent être révisés* au prochain congrès, qu'ils soient, comme les délégués ont pu s'en rendre compte eux-mêmes, non satisfaisants et *ne puissent être, pour cette raison, acceptés par le Parti comme des décisions indiscutables*, — le congrès a néanmoins fait la lumière sur la situation dans le Parti, il a fourni une riche documentation pour développer l'activité du Parti dans le domaine de la théorie et de l'organisation, et il a été une expérience instructive des plus importantes pour le travail d'ensemble du Parti. Les décisions du congrès et les statuts élaborés par lui seront *pris en considération* par toutes les organisations, mais beaucoup d'entre elles *éviteront de s'en inspirer exclusivement*, étant donné leurs imperfections manifestes.

Au comité de Voronèje, où l'on comprend bien l'importance du travail général du Parti, toutes les questions rattachées à l'organisation du congrès ont trouvé un vif *écho*. Le comité conçoit toute l'importance de ce qui s'est passé au congrès ; *il se félicite du tournant opéré dans l'«Iskra»*, devenue organe central (organe principal).

•

Quoique la situation dans le Parti et au Comité central ne nous donne *pas encore* satisfaction, nous sommes convaincus que, par un commun effort, le difficile travail d'organisation du Parti se perfectionnera. En réponse aux faux bruits qui courent, le comité de Voronèje informe les camarades qu'il ne saurait être question pour lui de quitter le Parti. Le comité de Voronèje comprend parfaitement quel précédent, quel dangereux exemple offrirait une organisation ouvrière telle que le comité de Voronèje, si elle quittait le P.O.S.D.R., *quel reproche ce geste comporterait pour le Parti*, et combien cela serait nuisible aux organisations ouvrières, qui pourraient suivre cet exemple. Nous ne devons pas provoquer de nouvelles scissions mais chercher constamment à grouper tous les ouvriers conscients et socialistes en un seul Parti. Ajoutons que le IIe Congrès n'a pas été un congrès constitutif, mais un congrès ordinaire. Le verdict d'exclusion ne peut émaner que du Parti, et aucune organisation, pas même le Comité central, n'a le droit d'exclure du parti une organisation social-démocrate. Bien plus. Le IIe Congrès a adopté le paragraphe 8 des statuts d'après lequel toute organisation est autono-

me (indépendante) dans ses affaires locales. Aussi le *comité de Voronèje a-t-il pleinement le droit d'appliquer ses vues en matière d'organisation et de les défendre au sein du Parti* ».

La rédaction de la nouvelle *Iskra*, qui cite cette feuille dans son n° 61, n'a reproduit que la seconde partie de la tirade ci-dessus, celle que nous donnons en gros caractères ; quant à la première partie, en petits caractères, la rédaction a *préféré l'omettre*.

Elle avait honte.

r) QUELQUES MOTS SUR LA DIALECTIQUE. DEUX RÉVOLUTIONS

Si nous jetons un coup d'œil d'ensemble sur l'évolution de la crise dans notre Parti, nous verrons aisément qu'à peu d'exceptions près, la composition des deux camps adverses est toujours restée la même. C'était une lutte entre l'aile révolutionnaire et l'aile opportuniste de notre Parti. Mais cette lutte est passée par les stades les plus divers et, quiconque veut comprendre l'abondante littérature qui s'est déjà accumulée, la masse des indications fragmentaires, des citations arrachées à leur contexte, des accusations diverses, etc., etc., doit étudier de près les particularités de chacun de ces stades.

Enumérons les phases principales qui se distinguent nettement l'une de l'autre : 1° Discussion sur le paragraphe 1 des statuts. Lutte purement idéologique autour des principes fondamentaux de l'organisation. Plékhanov et moi, nous sommes en minorité. Martov et Axelrod proposent une formule opportuniste et se trouvent être dans les bras des opportunistes. 2° Scission de l'organisation de l'*Iskra* sur la question des listes de candidatures pour le Comité central : Fomine ou Vassiliev dans le groupe de cinq, Trotski ou Travinski dans le groupe de trois. Plékhanov et moi, nous gagnons la majorité (neuf contre sept), en partie précisément grâce au fait que nous étions en minorité pour le paragraphe 1. La coalition de Martov avec les opportunistes a confirmé effectivement toutes mes appréhensions dues à l'incident du Comité d'organisation. 3° Suite des débats sur les détails des statuts. De nouveau Martov est sauvé par les opportunistes. Nous voilà encore en mino-

rité et défendons les droits de la minorité dans les organismes centraux. 4° Les sept opportunistes extrêmes quittent le congrès. En majorité cette fois, nous triomphons de la coalition (de la minorité iskriste, du « marais » et des anti-iskristes) aux élections. Martov et Popov renoncent aux sièges dans nos groupes de trois. 5° Après le congrès, chicanes autour de la cooptation. Déchaînement de la conduite anarchiste et de la phrase anarchiste. Les éléments les moins fermes et les moins stables de la « minorité » prennent le dessus. 6° Plékhanov adopte, pour éviter la scission, la politique du *kill with kindness*. La « minorité » s'empare de la rédaction de l'organe central et du Conseil, et toutes forces tendues, attaque le Comité central. La chicane continue de dominer toutes choses. 7° La première attaque contre le Comité central est repoussée. La chicane semble s'apaiser un peu. La possibilité s'offre de discuter, dans un calme relatif, deux questions purement idéologiques qui passionnent vivement le parti : a) quelle est la signification politique et l'explication de la division de notre parti en «majorité» et «minorité», qui est intervenue au IIe Congrès et s'est substituée à toutes les anciennes divisions ? b) quelle est la signification de principe de la nouvelle position de la nouvelle *Iskra* en matière d'organisation ?

A chacun de ces stades, les circonstances de la lutte et le but immédiat de l'attaque sont sensiblement différents ; chaque stade est, pour ainsi dire, une bataille particulière dans une campagne militaire générale. On ne peut rien comprendre à notre lutte avant d'avoir étudié les conditions concrètes de chacune de ces batailles. Cela fait, nous verrons très bien que le développement suit en vérité la voie dialectique, celle des contradictions : la minorité devient majorité, et la majorité minorité ; chaque camp passe de la défensive à l'offensive et de l'offensive à la défensive ; le point de départ de la lutte idéologique (§ 1) « est nié » et cède la place aux envahissantes querelles * ; mais ensuite commence la « négation de la négation » et, après avoir trouvé un moyen de « faire bon ménage », tant bien que mal,

* Le problème difficile de la démarcation entre chicanes et divergences de principe se résout maintenant de lui-même : tout ce qui a trait à la cooptation est querelle ; tout ce qui a trait à l'analyse de la lutte au congrès, à la discussion sur le § 1 et sur le tournant vers l'opportunisme et l'anarchisme, est divergence de principe.

dans les organismes centraux du Parti, nous revenons au point de départ de la lutte purement idéologique ; dès lors cette « thèse », enrichie de tous les résultats de l'« antithèse », devient une plus haute synthèse où une erreur isolée, fortuite, sur le paragraphe premier, s'amplifie jusqu'aux proportions d'un quasi-système de conceptions opportunistes en matière d'organisation, où la liaison entre ce phénomène et la division fondamentale de notre Parti en aile révolutionnaire et aile opportuniste apparaît pour tout le monde avec toujours plus de clarté. En un mot, ce n'est pas seulement l'avoine qui pousse d'après Hegel ; les social-démocrates russes eux aussi se battent entre eux d'après Hegel.

Mais la grande dialectique de Hegel, que le marxisme a faite sienne après l'avoir remise sur ses pieds, ne doit jamais être confondue avec le procédé vulgaire consistant à justifier les zigzags des hommes politiques qui, dans le Parti, passent de l'aile révolutionnaire à l'aile opportuniste, ou avec la manière vulgaire de mettre dans le même sac telles déclarations, telles étapes du développement des divers stades d'un même processus. La véritable dialectique ne justifie pas les erreurs personnelles ; elle étudie les tournants inéluctables, en prouvant leur inéluctabilité par une étude détaillée et concrète de ce développement. Le principe fondamental de la dialectique est qu'il n'existe pas de vérité abstraite, la vérité est toujours concrète... Et il ne faut pas confondre non plus la grande dialectique hégélienne avec cette vulgaire sagesse, si bien exprimée dans le dicton italien : *mettere la coda dove non va il capo* (mettre la queue où la tête ne passe pas).

Le bilan du développement dialectique de la lutte dans notre Parti se ramène à deux révolutions. Le congrès du Parti a été une véritable révolution, comme l'a très justement fait remarquer le camarade Martov dans sa brochure *Encore une fois en minorité*. Les beaux esprits de la minorité ont aussi raison quand ils disent : le monde est mû par des révolutions, eh bien, nous en avons fait une ! Ils ont vraiment fait une révolution après le congrès ; et il est vrai aussi que le monde, en thèse générale, est mû par des révolutions. Mais la signification concrète de chaque révolution concrète n'est pas encore définie par cet aphorisme général ;

il est des révolutions qui ressemblent à la réaction, dirons-nous en paraphrasant l'expression inoubliable de l'inoubliable camarade Makhov. Il faut savoir si c'est l'aile révolutionnaire ou l'aile opportuniste du Parti qui a été la force réelle ayant accompli la révolution ; il faut savoir si ce sont les principes révolutionnaires ou les principes opportunistes qui ont animé les combattants, pour pouvoir établir si l'une ou l'autre des révolutions concrètes a fait avancer ou reculer le « monde » (notre Parti).

Le congrès de notre Parti a été un événement unique en son genre, sans précédent dans l'histoire du mouvement révolutionnaire russe. Pour la première fois, un parti révolutionnaire clandestin a pu sortir des ténèbres de l'illégalité pour paraître au grand jour, et montrer à tous et à chacun la marche et l'issue de notre lutte au sein du Parti, la physionomie de notre Parti et de chacun de ses éléments un peu marquants, en matière de programme, de tactique et d'organisation. Pour la première fois, nous avons pu nous libérer des traditions de ce relâchement propre à l'esprit de cercle et du philistinisme dans les milieux révolutionnaires, réunir des dizaines de groupes les plus divers, souvent farouchement hostiles les uns aux autres, uniquement liés entre eux par la force d'une idée et prêts (prêts en principe) à sacrifier leur particularisme et leur indépendance de groupe au profit d'un tout grandiose, le *Parti* que, véritablement, nous sommes en train de constituer pour la première fois. Mais en politique les sacrifices ne s'obtiennent pas pour rien ; il faut les gagner de haute lutte. Inévitablement, la lutte autour de la dissolution projetée des organisations a été des plus acharnées. Le vent frais de la lutte ouverte et libre s'est fait tourbillon. Celui-ci a balayé — et il a bien fait ! — tout ce qui subsistait encore des intérêts, sentiments et traditions de cercle, et il a créé pour la première fois les organes responsables dignes d'un parti.

Mais il y a loin du nom à la chose. Sacrifier en principe l'esprit de cercle au profit du Parti est une chose ; autre chose est de renoncer à son cercle. Le vent frais s'est avéré encore trop frais pour des gens habitués à l'atmosphère renfermée du philistinisme. « Le Parti n'a pu résister à son premier congrès », comme s'est exprimé très justement (par mégarde) le camarade Martov dans son *Encore une*

fois en minorité. Le sentiment de dépit causé par la dissolution des organisations a été trop fort. Le furieux tourbillon a soulevé la vase qui dormait tout au fond du courant de notre parti, et cette vase a pris sa revanche. Le vieil esprit de cercle racorni l'a emporté sur l'esprit de parti encore jeune. Battue à plate couture, l'aile opportuniste, renforcée accidentellement par le butin que représentait pour elle Akimov, a eu raison — provisoirement bien entendu — de l'aile révolutionnaire.

Le résultat de tout cela, c'est la nouvelle *Iskra*, obligée d'amplifier et d'aggraver l'erreur commise par ses rédacteurs au congrès du Parti. L'ancienne *Iskra* enseignait les vérités de la lutte révolutionnaire. La nouvelle *Iskra* enseigne la sagesse vulgaire : se montrer conciliant et accommodant. L'ancienne *Iskra* était l'organe de l'orthodoxie militante. La nouvelle *Iskra* nous apporte un relent d'opportunisme, principalement dans les questions d'organisation. L'ancienne *Iskra* a mérité l'honneur d'être détestée des opportunistes de Russie et d'Europe occidentale. La nouvelle *Iskra* « est devenue plus sage » et cessera bientôt de rougir des louanges que lui prodiguent les opportunistes. extrêmes. L'ancienne *Iskra* marchait droit au but et ses actes ne démentaient pas ses paroles. Le vice intrinsèque de la position de la nouvelle *Iskra* engendre inévitablement l'hypocrisie politique, indépendamment même de la volonté ou de la conscience de qui que ce soit. Elle clame contre l'esprit de coterie mais c'est pour masquer la victoire de l'esprit de cercle sur l'esprit de parti. Elle condamne pharisaïquement la scission, comme si, pour prévenir la scission dans un parti tant soit peu organisé, on pouvait imaginer un moyen autre que la soumission de la minorité à la majorité. Elle proclame la nécessité de tenir compte de l'opinion publique révolutionnaire et, dissimulant les louanges des Akimov, elle s'occupe de mesquins commérages sur les comités de l'aile révolutionnaire du Parti *. Quelle honte ! Comme ils ont déshonoré notre ancienne *Iskra* !

* Une forme stéréotypée s'est élaborée pour cette charmante occupation : « Notre correspondant X annonce, à propos du comité de la majorité Y, qu'il s'est mal comporté envers un camarade de la minorité Z. »

Un pas en avant, deux pas en arrière... Cela arrive dans la vie des individus, dans l'histoire des nations et dans le développement des partis. Ce serait la plus criminelle des lâchetés que de douter un instant du triomphe certain et complet des principes de la social-démocratie révolutionnaire, de l'organisation prolétarienne et de la discipline du Parti. Nous avons déjà bien des conquêtes à notre actif ; nous devons continuer la lutte sans nous laisser décourager par les revers ; lutter avec fermeté et mépriser les procédés petits-bourgeois des disputailleries de cercle ; faire tout ce qui est en notre pouvoir pour préserver le lien qui unit dans le Parti tous les social-démocrates de Russie, lien établi au prix de tant d'efforts. Par un travail opiniâtre et méthodique, faire connaître pleinement et en conscience, à tous les membres du Parti, notamment aux ouvriers, les obligations de parti, la lutte au IIe Congrès du Parti, toutes les causes et péripéties de nos divergences, le rôle funeste de l'opportunisme qui, dans le domaine de l'organisation comme en ce qui concerne notre programme et notre tactique, bat en retraite, impuissant devant la mentalité bourgeoise, adopte sans esprit critique le point de vue de la démocratie bourgeoise, émousse l'arme de la lutte de classe du prolétariat.

Le prolétariat n'a d'autre arme dans sa lutte pour le pouvoir que l'organisation. Divisé par la concurrence anarchique qui règne dans le monde bourgeois, accablé sous un labeur servile pour le capital, rejeté constamment « dans les bas-fonds » de la misère noire, d'une sauvage inculture et de la dégénérescence, le prolétariat peut devenir — et deviendra inévitablement — une force invincible pour cette seule raison que son union idéologique basée sur les principes du marxisme est cimentée par l'unité matérielle de l'organisation qui groupe les millions de travailleurs en une armée de la classe ouvrière. A cette armée ne pourront résister ni le pouvoir décrépit de l'autocratie russe ni le pouvoir en décrépitude du capital international. Cette armée resserrera ses rangs de plus en plus, en dépit de tous les zigzags et pas en arrière, en dépit de la phraséologie opportuniste des girondins de l'actuelle social-démocratie, en dépit des louanges présomptueuses de l'esprit de cercle arriéré, en dépit du clinquant et du battage de l'anarchisme propre à la gent *intellectuelle*.

Annexe

L'INCIDENT GOUSSEV-DEUTSCH

L'essentiel de cet incident étroitement lié à la liste « falsifiée » (selon l'expression du camarade Martov) mentionnée dans la lettre des camarades Martov et Starover, lettre citée dans le texte du § j, consiste en ce qui suit. Le camarade Goussev a informé le camarade Pavlovitch que cette liste composée des camarades Stein, Egorov, Popov, Trotski et Fomine lui avait été transmise, à lui, Goussev, par le camarade Deutsch (p. 12 de la *Lettre* du camarade Pavlovitch). Le camarade Deutsch taxa cette communication du camarade Goussev de « calomnie délibérée », et le jury d'honneur a reconnu la « communication » du camarade Goussev comme « *inexacte* » (voir la résolution du jury dans le n° 62 de l'*Iskra*). La *rédaction de l'« Iskra »* ayant imprimé la décision du jury, le *camarade Martov* (ce n'est plus la rédaction) lance une feuille spéciale intitulée : *Décision du jury d'honneur*, où il reproduit intégralement non seulement la décision du jury, mais le compte rendu complet de l'affaire, ainsi que *sa postface*. Dans cette postface, le camarade Martov qualifie entre autres de « déshonorant » « le fait d'avoir faussé la liste dans l'intérêt de la lutte de fraction ». A cette feuille les camarades Liadov et Gorine, délégués au II^e^ Congrès, répondirent par une autre feuille intitulée : *Une quatrième personne dans le jury d'honneur*, dans laquelle ils « protestent énergiquement contre le camarade Martov qui prend la liberté d'outrepasser les déci-

sions du jury, en attribuant au camarade Goussev de mauvaises intentions, alors que le jury n'a pas reconnu de calomnie délibérée mais s'est borné à déclarer que la communication du camarade Goussev était inexacte. Les camarades Gorine et Liadov expliquent avec force détails que la communication du camarade Goussev avait pu être provoquée par une erreur tout à fait naturelle, et ils qualifient d'« *indigne* » la conduite du camarade Martov qui a fait lui-même (et fait encore dans sa feuille) maintes fausses déclarations, en prêtant arbitrairement au camarade Goussev de mauvaises intentions. En général, il ne pouvait y avoir là de mauvaises intentions, disent-ils. Voilà, si je ne me trompe, toute la « documentation » sur cette question, et j'estime de mon devoir d'en faciliter l'intelligence.

Il faut tout d'abord que le lecteur se rende nettement compte à quel moment et dans quelles circonstances cette liste (liste des candidats au Comité central) a fait son apparition. Comme je l'ai déjà dit dans le texte, l'organisation de l'*Iskra* a délibéré au congrès au sujet de la liste des candidats au Comité central à proposer en commun au congrès. Les avis se sont partagés au cours de cette délibération ; la majorité de l'organisation de l'*Iskra* accepte la liste : Travinski, Glébov, Vassiliev, Popov et Trotski, mais la minorité ne veut pas céder, elle insiste sur la liste : Travinski, Glébov, Fomine, Popov, Trotski. Les deux parties de l'organisation de l'*Iskra* ne se réunissent plus après la réunion au cours de laquelle ces listes furent présentées et votées. Les deux parties entreprirent une propagande libre au congrès, désireuses de régler la controverse qui les partageait par une motion de l'ensemble du congrès, et cherchant à gagner l'appui du plus grand nombre de délégués. Cette propagande libre au congrès révélait du coup ce fait politique que j'ai analysé de près dans le texte, à savoir : la nécessité pour la minorité des iskristes (Martov en tête) de s'appuyer sur le « centre » (le marais) et sur les anti-iskristes, afin d'assurer la victoire sur nous. C'était nécessaire, parce que l'écrasante majorité des délégués qui défendaient avec esprit de suite le programme, la tactique et les plans d'organisation de l'*Iskra* contre la poussée des anti-iskristes et du « centre », s'étaient très vite et avec beaucoup de fermeté rangés à nos côtés. Des 33 délégués

(des 33 voix, plus exactement) qui n'appartenaient ni aux anti-iskristes ni au « centre », nous eûmes tôt fait d'en gagner 24 et de conclure un « accord formel » avec eux, de former une « majorité compacte ». Le camarade Martov, lui, n'avait que neuf voix ; pour remporter la victoire, il lui aurait fallu toutes les voix des anti-iskristes et du « centre », groupes avec lesquels il pouvait marcher de compagnie (comme pour le § 1 des statuts), « se coaliser », c'est-à-dire avoir leur appui, mais *ne pouvait* passer un accord formel précisément parce qu'il combattait ces groupes pendant toute la durée du congrès, avec autant de violence que nous. C'était là le tragi-comique de la position du camarade Martov ! Le camarade Martov veut me réduire à néant dans son *Etat de siège* par une question vénimeuse, meurtrière : « Nous demandons respectueusement au camarade Lénine de répondre tout net à cette question : le « Ioujny Rabotchi » au congrès était étranger *à qui* ? » (p. 23, note). Je réponds respectueusement et tout net : étranger au camarade Martov. La preuve : j'ai réalisé bien vite un accord formel avec les iskristes, tandis que le camarade Martov n'a pas réalisé et ne pouvait réaliser un accord formel ni avec le « Ioujny Rabotchi », ni avec le camarade Makhov, ni avec le camarade Brucker.

Ce n'est qu'après avoir éclairci cette situation politique que l'on peut comprendre où se trouve le « nœud » de la question névralgique concernant la fameuse liste « falcifiée ». Imaginez-vous bien la situation : l'organisation de l'*Iskra* s'est scindée, et nous faisons librement de l'agitation au congrès, en défendant nos listes. Avec ce système de défense, au cours d'innombrables entretiens privés, les listes sont combinées de mille manières, au lieu d'un groupe de cinq on distingue un groupe de trois, on propose toutes sortes de substitutions d'un candidat à un autre. Ainsi, je me rappelle fort bien que dans des entretiens privés au sein de la majorité, on proposait les candidatures des camarades Roussov, Ossipov, Pavlovitch et Dédov [122] pour les récuser ensuite, après délibérations et débats. Il se peut fort bien que l'on ait proposé d'autres candidatures ignorées de moi. Chaque délégué du congrès formulait dans ces entretiens son opinion, apportait des amendements, discutait, etc. Il est extrêmement difficile de supposer que les choses

se soient passées ainsi exclusivement au sein de la majorité. Il est même certain que la situation était identique parmi la minorité, car leur groupe initial de cinq (Popov, Trotski, Fomine, Glébov, Travinski) fut remplacé plus tard, comme il ressort de la lettre des camarades Martov et Starover, par un groupe de trois : Glébov, Trotski, Popov. Glébov d'ailleurs ne leur plaisait pas, et ils le remplaçaient volontiers par Fomine (voir la feuille des camarades Liadov et Gorine). Il ne faut pas oublier que, dans le texte de la brochure, je partage les délégués du congrès en groupes que je délimite sur la base d'une analyse faite *post factum* : en réalité, ces groupes se dessinaient seulement lors de la propagande électorale, et un échange de vues se fit entre délégués en toute liberté. Point de « mur » entre nous, chacun pouvait avoir un entretien particulier avec n'importe quel délégué. Il n'y a absolument rien d'étonnant que dans ces circonstances, au milieu de toutes sortes de combinaisons et de listes, on ait vu surgir à côté de la liste de la minorité de l'*Iskra* (Popov, Trotski, Fomine, Glébov, Travinski) une autre qui n'en diffère pas beaucoup : Popov, Trotski, Fomine, Stein et Egorov. Pareille combinaison de candidats est parfaitement naturelle, parce que nos candidats, Glébov et Travinski, n'étaient vraiment pas du goût de la minorité de l'organisation de l'*Iskra* (voir leur lettre dans le texte du § j, dans laquelle ils éliminent Travinski du groupe de trois ; quant à Glébov, ils déclarent tout franc que c'est un compromis). Le remplacement de Glébov et de Travinski par les membres du Comité d'organisation Stein et Egorov était parfaitement naturel, et c'eût été étrange si aucun des délégués de la minorité du Parti n'avait songé à une pareille substitution.

Examinons maintenant les deux questions suivantes : 1° de qui émanait la liste : Egorov, Stein, Popov, Trotski, Fomine ? et 2° pourquoi le camarade Martov s'est-il indigné vivement à l'idée qu'on lui ait attribué cette liste ? Pour répondre de *façon exacte* à la première question, il faudrait interroger tous les congressistes. Cela n'est pas possible aujourd'hui. Il faudrait, surtout, élucider la question de savoir quels délégués de la minorité du Parti (ne pas confondre avec la minorité de l'organisation de l'*Iskra*) ont entendu au congrès parler des listes qui ont provoqué la

scission de l'*Iskra*. Comment se sont-ils comportés à l'égard des deux listes de la majorité et de la minorité de l'organisation de l'*Iskra* ? N'avaient-ils pas proposé et entendu parler de certaines suppositions ou opinions concernant les modifications souhaitables à apporter à la liste de la minorité de l'organisation de l'*Iskra* ? Malheureusement, ces questions, sans doute, ne furent pas soulevées davantage devant le jury d'honneur qui (à en juger par le texte de la décision) ignorait même à propos de quel « groupe de cinq » s'était séparée l'organisation de l'*Iskra*. Le camarade Bélov, par exemple (que je range parmi le « centre »), « a déclaré qu'il était en bonnes relations de camaraderie avec Deutsch, lequel lui faisait part de ses impressions sur les travaux du congrès, et que, si Deutsch avait fait de la propagande pour telle ou telle liste, il lui aurait communiqué la chose également. » On ne peut que regretter qu'on n'ait pas pu élucider si le camarade Deutsch a fait part au camarade Bélov de ses impressions au sujet des listes de l'organisation de l'*Iskra*. Dans l'affirmative, comment le camarade Bélov s'est-il comporté à l'égard de la liste des cinq présentée par la minorité de l'organisation de l'*Iskra* ? N'avait-il pas proposé ou entendu parler de modifications souhaitables à y apporter ? Comme la chose n'a pas été élucidée, il en résulte une contradiction dans les témoignages des camarades Bélov et Deutsch, contradiction qu'ont déjà signalée les camarades Gorine et Liadov, à savoir que le camarade Deutsch, à l'encontre de ses affirmations, « a fait de la propagande au profit de tels ou tels candidats au Comité central », proposés par l'organisation de l'*Iskra*. Le camarade Bélov témoigne ensuite qu'il « avait appris l'existence d'une liste circulant au congrès, dans un entretien privé, à deux jours environ de la clôture du congrès, lors d'une rencontre avec les camarades Egorov, Popov et les délégués du Comité de Kharkov. Egorov marqua son étonnement de voir son nom figurer sur la liste des candidats au Comité central, car, selon son opinion à lui, Egorov, sa candidature n'aurait pu être accueillie avec sympathie parmi les délégués du congrès, au sein de la majorité comme au sein de la minorité ». Chose très caractéristique, c'est qu'il s'agit sans doute ici de la minorité de l'*organisation de l'« Iskra »*, car, parmi le reste de la minorité du congrès

du Parti, la candidature du camarade Egorov, membre du Comité d'organisation et orateur éminent du « centre », non seulement pouvait, mais devait, selon toute probabilité, être accueillie avec sympathie. Malheureusement, le camarade Bélov ne nous apprend rien en ce qui concerne la sympathie ou l'antipathie des membres de la minorité du Parti, qui n'appartenaient pas à l'organisation de l'*Iskra*. Or, c'est là une question importante, car le camarade Deutsch s'est indigné de voir attribuer cette liste à la minorité de l'organisation de l'*Iskra*, alors que la liste pouvait émaner de la minorité qui n'appartenait pas à cette organisation !

Il est très difficile évidemment de se rappeler maintenant qui avait formulé le premier l'hypothèse d'une telle combinaison de candidats, et de la bouche de qui chacun de nous la tenait. Pour ma part, je ne me chargerai pas de me rappeler cela, non plus quel était le membre de la majorité qui avait proposé le premier les candidatures mentionnées par moi de Roussov, Dédov et d'autres : des innombrables conversations, hypothèses, bruits au sujet de toutes sortes de combinaisons de candidats, ma mémoire n'a gardé que le souvenir des « listes » directement mises aux voix dans l'organisation de l'*Iskra* ou dans les réunions privées de la majorité. Ces « listes » étaient la plupart du temps transmises oralement (dans ma *Lettre à la rédaction de l'«Iskra »*, p. 4, 5e ligne d'en bas, j'appelle « liste » justement la combinaison de cinq candidats que j'avais proposée de vive voix), mais elles étaient aussi bien souvent portées sur de petits billets qui, d'une façon générale, circulaient d'un délégué à l'autre au cours des assises et qui d'ordinaire étaient déchirés, une fois la séance levée.

Du moment qu'il n'existe pas de données exactes sur l'origine de la fameuse liste, il reste à supposer que, inconnu de la minorité de l'*Iskra*, un délégué de la minorité du Parti s'est prononcé pour la combinaison de candidats qui figure dans la liste, et que cette combinaison, par écrit ou oralement, avait fait le tour du congrès ; ou bien qu'en faveur de cette combinaison s'était prononcé au congrès un membre de la minorité de l'*Iskra*, lequel l'a oublié plus tard. La deuxième hypothèse me paraît plus probable, et voici pourquoi : au congrès la candidature du camarade

Stein avait encore *sans nul doute* les sympathies de la minorité de l'*Iskra* (voir le texte de ma brochure) ; quant à la candidature du camarade Egorov, *cette* minorité en avait sans doute accepté l'idée après le congrès (car au congrès de la Ligue comme dans l'*État de siège* on trouve exprimé le regret de la non-confirmation du Comité d'organisation par le Comité central ; or, le camarade Egorov était membre du Comité d'organisation). N'est-il pas naturel de supposer que cette idée — qui flottait évidemment dans l'air — de la transformation des membres du Comité d'organisation en membres du Comité central avait été formulée par un membre de la minorité dans un entretien particulier et au congrès du Parti ?

Cependant, le camarade Martov et le camarade Deutsch sont enclins, au lieu d'une explication naturelle, à voir là nécessairement quelque *vilenie*, un coup monté, quelque chose de malhonnête, la propagation de « bruits *notoirement* faux *dans le but* de déshonorer », un « *truquage au profit de la lutte de fraction* », etc. Cette tendance morbide ne saurait être expliquée que par les conditions malsaines de la vie dans l'émigration ou par un état anormal des nerfs, et je ne me serais pas même arrêté à cette question, si les choses n'en étaient venues jusqu'à porter indignement atteinte à l'honneur d'un camarade. Pensez donc : quelles raisons pouvaient bien avoir les camarades Deutsch et Martov de chercher une mauvaise et sordide intention dans cette communication inexacte, dans ce faux bruit ? Leur imagination maladive leur avait représenté, sans doute, un tableau selon lequel la majorité les « déshonorait », non pas en signalant l'erreur politique de la minorité (§ 1 et coalition avec les opportunistes), mais en attribuant à la minorité des listes « notoirement fausses », « truquées ». La minorité préférait expliquer les choses non point par son erreur, mais par des procédés sordides, malhonnêtes et déshonorants de la majorité ! A quel point il est insensé de chercher une mauvaise intention dans une « information inexacte », c'est ce que nous avons montré déjà plus haut en exposant la situation ; le jury d'honneur s'en est lui aussi nettement rendu compte : il n'a constaté aucune calomnie ni rien de perfide, rien de déshonorant. C'est ce que prouve, enfin, pertinemment, le fait que déjà au congrès du Parti, dès

avant les élections, la minorité de l'organisation de l'*Iskra* s'est expliquée avec la majorité au sujet du faux bruit, tandis que le camarade Martov s'est même expliqué dans une lettre qui fut lue à la réunion de tous les vingt-quatre délégués de la majorité ! Celle-ci ne songeait même pas à cacher à la minorité de l'*Iskra* le fait qu'une telle liste circulait au congrès : le camarade Lenski en informa le camarade Deutsch (voir la décision du jury) ; le camarade Plékhanov en fit part à la camarade Zassoulitch (« Il est impossible de parler avec elle, elle me prend sans doute pour Trépov [123] », me dit le camarade Plékhanov, et cette plaisanterie, maintes fois renouvelée, montre une fois de plus l'excitation anormale de la minorité) ; j'ai déclaré au camarade Martov que ses affirmations (suivant lesquelles la liste ne lui appartiendrait pas) étaient suffisantes pour moi (procès-verbaux de la Ligue, p. 64). Alors le camarade Martov (avec le camarade Starover, il m'en souvient) nous envoie au bureau un billet dont le contenu est à peu près le suivant : « La majorité de la rédaction de l'*Iskra* demande qu'elle soit admise à la réunion privée de la majorité pour démentir les bruits infamants qui courent sur son compte. » Plékhanov et moi nous répondons sur ce même billet : « Nous n'avons entendu aucun bruit infamant. Si la réunion de la rédaction est nécessaire, il faut s'entendre spécialement. Lénine. Plékhanov. » Le soir, à la réunion de la majorité, nous en informons tous les vingt-quatre délégués. Pour écarter tout malentendu éventuel, nous décidons de choisir ensemble des délégués de tous les vingt-quatre, et de les envoyer s'expliquer avec les camarades Martov et Starover. Les délégués élus, les camarades Sorokine et Sablina, partent pour expliquer que personne n'a spécialement attribué de liste à Martov ou à Starover, surtout après leur déclaration, et qu'il importait peu de savoir si cette liste émanait de la minorité de l'organisation de l'*Iskra* ou de la minorité du congrès qui n'appartenait pas à cette organisation. En effet, il ne s'agissait tout de même pas d'ouvrir une enquête au congrès ! ni d'interroger tous les délégués au sujet de cette liste ! Mais les camarades Martov et Starover nous avaient, en outre, adressé encore une lettre qui comportait un démenti formel (voir § j). Nos délégués, les camarades Sorokine et Sablina, donnèrent lecture de cette lettre à la réunion des vingt-quatre. On eût pu croire que

l'incident était clos, non point dans le sens d'une enquête sur l'origine de la liste (si tant est que cela puisse intéresser quelqu'un), mais dans celui d'une élimination complète de toute idée impliquant une intention quelconque de « nuire à la minorité » ou bien de « déshonorer » quelqu'un ou de profiter d'un « truquage au profit de la lutte de fraction. Or, à la Ligue, le camarade Martov (pp. 63-64) vous sort une fois de plus cette vilenie douloureusement enfantée par une imagination maladive, et il fait une série d'*informations inexactes* (sans doute, par suite de son état d'exaltation). Il disait que la liste comportait un bundiste. C'est faux. Tous les témoins au jury d'honneur, les camarades Stein et Bélov y compris, confirment que c'est le camarade Egorov qui figurait aussi sur la liste. Le camarade Martov disait que la liste signifiait la coalition dans le sens d'un accord formel. Cela est faux, comme je l'ai déjà expliqué. Le camarade Martov dit qu'« on n'avait même pas truqué » d'autres listes émanant de la minorité de l'organisation de l'*Iskra* (et capables de détourner de cette minorité la majorité du congrès). Cela est faux, car toute la majorité du congrès du Parti connaissait au moins trois listes émanant du camarade Martov et Cie, et qui n'ont pas été approuvées par la majorité (voir la feuille de Liadov et de Gorine).

Pourquoi cette liste indignait-elle à ce point le camarade Martov ? Parce qu'elle marquait un tournant vers l'aile droite du Parti. Le camarade Martov clamait alors contre une « fausse accusation d'opportunisme » ; il s'indignait contre la « caractéristique mensongère de sa position politique », et maintenant tous et chacun se rendent compte que la question de l'appartenance de la fameuse liste au camarade Martov et au camarade Deutsch ne pouvait jouer aucun rôle politique ; que, *dans le fond, indépendamment de cette liste ni de toute autre*, l'accusation n'était pas fausse mais véridique, la caractéristique de la position politique était parfaitement juste.

Le résultat de cette affaire pénible, douloureusement enfantée, sur la fameuse liste falsifiée est le suivant :

1° L'atteinte portée par le camarade Martov à l'honneur du camarade Goussev en criant au « truquage honteux de la liste au profit de la lutte de fraction » ne peut

être taxée, comme le font les camarades Gorine et Liadov, que d'indignité.

2° En vue d'assainir l'atmosphère et de débarrasser les membres du Parti de l'obligation de prendre au sérieux toute sorte d'incartades malsaines, il faudrait peut-être au troisième congrès adopter la règle qui se trouve dans les statuts d'organisation du Parti ouvrier social-démocrate allemand. Le § 2 de ces statuts porte : « Ne peut appartenir au Parti celui qui s'est rendu coupable de violation grossière des principes du programme du Parti ou d'un acte malhonnête. La question de son appartenance ultérieure au Parti sera décidée par un jury d'honneur réuni par la direction du Parti. Une moitié des membres du jury est désignée par celui qui propose l'exclusion ; l'autre moitié, par celui que l'on veut exclure ; le président est nommé par la direction du Parti. On peut en appeler de la décision du jury d'honneur à la commission de contrôle ou au congrès du Parti. » Une telle règle peut servir d'excellent instrument de lutte contre tous ceux qui lancent à la légère des accusations quelconques de malhonnêteté (ou répandent des bruits à ce propos). Toutes ces accusations seraient une fois pour toutes qualifiées de commérages indignes jusqu'au moment où ceux qui accusent trouveront assez de courage moral pour intervenir *devant le Parti* dans le rôle d'accusateurs et obtenir un verdict par l'organisme compétent du Parti.

LETTRE AUX MEMBRES DU COMITÉ CENTRAL

Chers amis ! Boris m'a informé que cinq membres du Comité central (lui, Lochad, Valentin, Mitrofan [124] et Travinski) m'ont blâmé pour mon vote au Conseil et mon travail d'agitation en faveur du congrès. Je demande à chacun des cinq de me confirmer ce fait ou de me l'expliquer, car je ne conçois pas *comment* on peut blâmer un membre du collège d'avoir agi selon son droit et son devoir. On peut ne pas être d'accord avec lui, on peut le rappeler du Conseil, mais il est étrange de le « blâmer », car tant que j'étais au Conseil, *je ne pouvais pas ne pas* voter selon ma conscience. De même, l'agitation en faveur du congrès est le droit de tout membre du Parti et de tout membre du Comité central, de sorte que les pleins pouvoirs du collège vis-à-vis d'un membre ne peuvent (ni formellement ni *moralement*) limiter dans ce droit aucun d'entre nous. Je suis seulement obligé de faire savoir que la moitié ou plus de la moitié du Comité central est contre le congrès.

En ce qui concerne le Conseil, l'affaire s'est arrangée comme suit. Boris est nommé (par cinq voix, comme il le dit) à la place de Kol. Ma démission (comme il le dit) n'est pas acceptée. Je retire ma démission et reste au Conseil. De ce côté, le conflit est résolu et je ne demande que des éclaircissements sur le « blâme ».

Mais le conflit suivant est beaucoup plus important : Boris m'a déclaré qu'il estime impossible pour lui de rester au Comité central si je 1) ne cesse pas de faire de l'agitation pour le congrès, 2) ne m'oppose pas au congrès. Il est évident que je ne puis faire ni l'un ni l'autre et c'est pourquoi j'ai répondu à Boris que je m'expliquerai avec *tous* mes collègues du Comité central, et *lui dirai* ensuite

si *je* quitte ou non le Comité central. A propos de ce conflit qui risque de mener à la démission de l'un d'entre nous (ou même de l'une des moitiés du Comité central), j'estime très importante une explication circonstanciée, de sang-froid et en connaissance de cause. J'en veux beaucoup à Boris d'avoir proclamé son ultimatum sans avoir lu *les procès-verbaux du Conseil* (très importants !) et la brochure * où j'explique ma position *de principe*. Est-il raisonnable d'envenimer le conflit sans avoir compris une question très compliquée ?? Est-il raisonnable de l'envenimer, quand *sur le fond* nous sommes solidaires (tout au moins la déclaration au nom du Comité central, rédigée par Valentin, qui nous a été envoyée mais ne nous *est pas parvenue*, et dont m'a parlé Boris, souligne notre position de principe commune en matière d'organisation, contrairement à la position opportuniste de la minorité) ? Même en ce qui concerne le congrès, nos divergences portent seulement sur la question du délai, car Boris ne jure pas de ne pas convoquer le congrès six mois ou un an plus tard. Regardez ce qui arrive : le congrès doit avoir lieu réglementairement l'été prochain ; je pense que dans le *meilleur* des cas, dans le cas d'un succès complet de notre agitation, on *ne peut* convoquer le congrès avant six mois et probablement plus tard. Il en résulte que notre « différend » porte sur la fixation de la date ! Est-il raisonnable de provoquer une rupture à cause de cela ? Considérez l'affaire d'un point de vue purement politique : Boris dit que l'agitation en faveur du congrès est incompatible avec le renforcement du travail positif et que la première porte préjudice au second. Je ne le pense pas, mais admettons même que Boris ait raison. Admettons qu'il obtienne le départ des membres du Comité central qui ne sont pas d'accord avec lui sur ce point. Quel sera le résultat ? *Incontestablement* l'agitation reprendra de plus belle, les relations de la majorité et du Comité central seront plus tendues, et Boris sera obligé de redoubler d'efforts dans son opposition au congrès, tâche qui lui est désagréable. Est-ce un bon calcul d'aggraver à ce point la situation ? Boris dit qu'il est contre le congrès parce que le congrès c'est la scission. Je pense qu'il voit mal la situa-

* Voir le présent tome, pp. 211-444. (*N.R.*)

tion actuelle et future, mais même si Boris a raison, en obtenant notre départ du Comité central, il *renforcera* terriblement par là même la probabilité de la scission en augmentant incontestablement la tension. L'aggravation du conflit au sein du Comité central n'est payante à aucun point de vue.

Sur le fond, je ne suis pas d'accord avec Boris *seulement* du fait qu'il estime impossible d'éviter la scission au III^e^ Congrès, alors que je considère la scission improbable. Nous pensons tous les deux que le III^e^ Congrès nous donnera la majorité. Boris croit que la minorité quittera le Parti : nous n'arriverons, paraît-il, ni Martov ni nous, à retenir les extrémistes. Je pense que Boris ne tient pas compte de la rapide évolution de la situation qui aujourd'hui n'est pas la même qu'hier et qui demain ne sera pas la même qu'aujourd'hui. Boris voit la situation comme elle était hier (quand les démêlés rejetaient les principes au second plan, quand *on pouvait* espérer qu'ils s'apaiseraient, seraient aplanis, que réussiraient les concessions personnelles). Cette situation est dépassée comme je le démontre en détail dans ma brochure et comme le prouve le mécontentement général provoqué par la nouvelle *Iskra* (même de la part de gens aussi doux que le groupe littéraire près le Comité central en Russie). La situation actuelle est déjà différente : les principes repoussent les chamailleries. Il ne s'agit plus de cooptation, loin de là. La question est de savoir *si la nouvelle « Iskra » a raison en principe* ? C'est bien le mécontentement provoqué par la position de principe de la nouvelle *Iskra*, lequel grandira sans cesse inévitablement, qui renforce l'agitation en faveur du congrès ; Boris ne tient pas compte de cette circonstance. La situation, demain, repoussera encore plus loin les chicanes. D'une part, la minorité non plus ne pourra pas partir pour des raisons morales comme pour des raisons politiques (le moment qui existait après le congrès de la Ligue *est passé*). D'autre part, comme je l'ai déclaré *au Conseil déjà* (je vous demande à tous, encore une fois, de lire sans faute les procès-verbaux du Conseil avant de trancher une question difficile), nous ne sommes absolument pas contre un compromis. Je dis à tous et à chacun que personnellement je suis *absolument* prêt à : 1) garantir à tous les anciens ré-

dacteurs la publication, aux frais du Parti, de ce qu'ils écriront, sans modifications, ni commentaires ; 2) suspendre jusqu'au IVe Congrès le droit du Comité central de nommer et d'exclure les membres des comités locaux ; 3) garantir par une résolution spéciale les droits qui préoccupent particulièrement la *minorité* et même 4) *sous conditions, dans un cas extrême*, neutraliser l'*Iskra*, en y supprimant la polémique réciproque (à l'aide d'une commission de militants des deux parties, etc.). Je pense que la minorité du IIIe Congrès, étant peu importante, ne pourra pas quitter le congrès dans de telles conditions. Je pense qu'au IIIe Congrès nous dissiperons définitivement, nous dissiperons par des décisions officielles, le mirage de « l'état de siège » et ferons en sorte que les discussions continuent *sans gêner le travail positif*. C'est là le point capital de la crise ! C'est ce que je voulais obtenir au Conseil ; les $^{8}/_{10}$ du congrès seront certainement pour ! Je sais fort bien que Boris le veut aussi, mais on ne peut y arriver sans congrès. Boris se trompe quand il pense que nous avons déclenché l'assaut (par l'agitation en faveur du congrès) et que cela irrite la minorité. Au contraire : c'est seulement après plusieurs lettres et appels, avant le Conseil et au Conseil, que nous nous sommes prononcés pour le congrès, et c'est seulement par l'agitation que nous avons quelque peu montré notre force. Quiconque ne veut pas se mettre dans la situation ridicule (encore heureux qu'elle soit seulement ridicule !) de Plékhanov (lisez le feuilleton du n° 65), doit prendre position dans la lutte ouvertement et franchement. Rien ne peut arrêter désormais l'agitation en faveur du congrès. Il faut la considérer avec tolérance, si vous voulez, avec neutralité, et alors elle ne gênera pas le travail positif. Rien ne sert de s'énerver à ce sujet.

Je demande instamment à *chaque* membre du Comité central de me répondre. Il faut absolument nous entendre et tirer l'affaire au clair pour travailler ensemble, non sans quelques divergences, mais sans conflits et sans expulsions réciproques.

Écrit le 13 (26) mai 1904.

Publié avec quelques modifications en 1904 dans la brochure de N. Chakhov, « La lutte pour le congrès », Genève

Conforme au manuscrit

DÉCLARATION DE TROIS MEMBRES DU COMITÉ CENTRAL

Trois membres du Comité central : Glébov, Zvérev [125] *et Lénine*, après avoir examiné les désaccords qui ont surgi au sein du Comité central, ont abouti aux conclusions suivantes, qui doivent être portées à la connaissance de tous les membres du Comité central :

1) Le désaccord a éclaté à propos de la convocation du congrès. Après que Lénine et Vassiliev se fussent prononcés au Conseil du Parti en faveur du congrès, la majorité du Comité central (par cinq voix contre quatre, la voix de *Travinski* ayant été transmise au camarade Glébov) se prononça contre le congrès. Alors, *Lénine* et *Vassiliev* déclarèrent qu'ils quittaient temporairement le Conseil. A l'heure actuelle, le conflit est réglé * : *Glébov* et *Lénine* représentent le Comité central au Conseil.

2) Le camarade Glébov a déclaré au camarade Lénine qu'il quitterait le Comité central si Lénine ne renonçait pas à faire (en dehors du Comité central) de l'agitation en faveur du congrès, et s'il ne s'opposait pas au congrès. Considérant que cette façon de poser la question est erronée et inadmissible en principe, Lénine déclare qu'il demandera l'avis de chacun des membres du Comité central, après quoi il donnera une réponse qui consistera simplement à annoncer si lui, Lénine, quitte ou non le Comité central.

---

* Voir à ce propos la lettre ci-jointe de Lénine, approuvée par le camarade *Glébov*. (Voir le présent tome, pp. 445-448. *N.R.*)

(Ce qui se rapporte à Lénine, concerne également, du point de vue du camarade *Glébov*, tous les membres du Comité central d'accord avec Lénine.)

3) Afin de caractériser exactement le désaccord au sein du Comité central à l'heure actuelle, il est indispensable d'établir que le camarade *Valentin* et le camarade *Nikititch* [126], dans la déclaration qu'ils écrivirent au mois de mars et qui fut approuvée par le camarade *Glébov*, disaient : 1) qu'ils s'élevaient catégoriquement contre la cooptation exigée par la minorité ; 2) qu'ils partageaient les conceptions d'organisation exposées dans la brochure *Que faire?* et 3) qu'ils désapprouvaient, ou tout au moins que deux d'entre eux désapprouvaient la position opportuniste de certains publicistes du Parti. Au sujet du congrès, le camarade Glébov est convaincu 1) que la divergence sur cette question rend ambiguë la politique du Comité central, et 2) que le congrès peut conduire à la scission. Ne voulant point en assumer la responsabilité, il déclare que son départ du Comité central est inévitable. Lénine, lui, considère que le Comité central, en tant que collège tenu de rendre compte de ses actes, doit rester neutre dans la question du congrès, laissant à tous ses membres la liberté d'agitation. Quant à la scission, elle est improbable, puisque la majorité admet en principe un compromis au congrès, allant jusqu'à la neutralisation de l'*Iskra*.

4) Dorénavant, jusqu'à la solution du conflit, le camarade *Glébov* et le camarade Lénine, officiellement et dans tous leurs actes, n'agissent au nom du Comité central que d'un commun accord sous leur commune signature.

Genève, 26 mai 1904

Glébov
Zvérev
Lénine,
membres du Comité central.

Publié avec certaines modifications en 1904 dans la brochure de N. Chakhov, « La lutte pour le congrès », Genève

Conforme au manuscrit

AU PARTI

I. Réponse aux commérages sur le bonapartisme. Sottise. Y répondre serait s'abaisser. Liberté d'agitation pour la convocation du congrès. Le Comité central *qua talis*, à la différence de l'organe central, ne se prononce pas.

Aux comités de décider, et le Comité central les invite à peser avec sang-froid et prudence les *pro et contra*, à entendre les deux parties, à prendre connaissance des documents, sans hâte, conscients de leurs devoirs envers le Parti.

II. Appel à faire œuvre positive. Importance de l'heure : la guerre. Appel des délégués du Comité central au Conseil *. *Repetitio.* La lutte idéologique ne doit pas empêcher un travail positif. Les formes de lutte inadmissibles. Ne pas exagérer désaccords et divergences.

III. Tentative d'établir peu à peu des rapports tolérables. (Appel de Karl Kautsky [127].)

Le Comité central propose les conditions d'un *modus vivendi* :

(1) droit pour tous les *6* de tout éditer aux frais du Parti.

(2) *Idem* pour le groupe littéraire, avec droit d'être représenté au congrès.

(3) suspendre pour une période prolongée l'admission et l'exclusion de membres.

---

* Voir le présent tome, pp. 445-448. (*N.R.*)

(4) garantir pour une période prolongée certains droits à la minorité.

(5) garantir à chaque comité, sur sa demande, la répartition et la livraison de *toutes* les publications du Parti.

(6) armistice pour un délai de 6 mois au moins ; enfin une brochure de 16 pages, à parts égales. Le dernier mot est à la minorité.

Ecrit après le 15 (28) mai 1904.

Publié pour la première fois en 1930 dans le Recueil Lénine XV

Conforme au manuscrit

LE CONSEIL DU P.O.S.D.R.

31 MAI (13 JUIN)—5 (18) JUIN 1904 [138]

Publié pour la première fois en 1930 dans le Recueil Lénine XV

Conforme aux procès-verbaux du Conseil

1

DISCOURS SUR LA CONFÉRENCE INTERPARTI 31 MAI (13 JUIN)

I

Le Conseil désire-t-il entendre lecture de la proposition du P.P.S. * ? (Plékhanov : « Oui, c'est désirable. ») « Le Parti socialiste polonais a toujours estimé nécessaire un rapprochement étroit entre le camp socialiste polonais et le camp socialiste russe, afin de mener avec plus de succès la lutte contre l'ennemi commun : le tsarisme. Malheureusement, jusqu'ici ce rapprochement n'a pu être réalisé, d'où nombre d'inconvénients pour l'activité pratique des deux parties. Cela étant, nous saluons avec joie le rétablissement du P.O.S.D.R. en un tout uni, avec des organismes centraux répondant de toutes les manifestations de son activité, car cela nous permet de faire un premier pas vers la réalisation du but que depuis longtemps nous nous sommes fixé. Il est évident pour nous que l'absence prolongée de justes rapports entre nous a provoqué une série de malentendus et de frottements de part et d'autre, qui doivent être éliminés et aplanis avant que nous n'abordions la mise au point définitive de l'accord souhaité. Aussi notre Comité central ouvrier a-t-il décidé de vous proposer la convocation à l'étranger, dans un proche avenir, d'une conférence à laquelle participeraient des délégués de votre parti qui, avec trois délégués à nous, examineraient les bases et les conditions d'une lutte commune des

* Parti socialiste polonais. (*N.R.*)

deux partis. Les résultats de cette conférence pourraient servir de fondement au futur accord entre les instances compétentes du P.O.S.D.R. et du P.P.S. Dans l'attente d'une prompte réponse de votre part, etc. »

En réponse à cette lettre, le Comité central a prié le P.P.S. de lui fournir de plus amples renseignements sur le genre de conférence qu'il projette, les organismes qui y seront représentés, la date et le lieu de sa réunion. Il a en outre prié le P.P.S. de lui faire savoir ce qu'il penserait de la participation à la conférence des social-démocrates polonais.

Le P.P.S. nous a répondu par la lettre suivante :

« Chers camarades, votre lettre nous a quelque peu surpris, car nous estimons que notre première lettre fournit une réponse aux questions que la vôtre renferme. La conférence que nous proposons aurait un caractère préparatoire, et rechercherait les bases d'un rapprochement de nos Partis ; elle pourrait, par exemple, élaborer un projet d'accord permanent.

« De notre côté, trois délégués chargés de mener les entretiens avec vous ont été désigués par le Comité central, qui est, dans notre Parti, l'instance suprême entre les congrès. Nous voulons croire que vous désignerez vos représentants chargés de mener les pourparlers avec nous au nom de l'instance correspondante de votre Parti, ou de l'organisme qui a le droit de mener des pourparlers, et est mandaté pour le faire.

« Nous proposons de réunir le congrès à l'étranger. L'endroit est chose secondaire, bien que Vienne soit pour nous le plus commode. Notre Comité central a nommé des délégués afin qu'ils mènent des pourparlers avec votre Parti, et non avec le Parti social-démocrate de Pologne et de Lituanie ; il ne peut donc être question d'une participation au congrès des délégués du Parti social-démocrate de Pologne et de Lituanie. »

Ce sont là tous les documents relatifs à la démarche du P.P.S. auprès de notre Parti. A mon avis, nous ne pouvons accepter la proposition du P.P.S., étant donné qu'il refuse d'inviter à la conférence envisagée les délégués de la social-démocratie polonaise. Quant à la proposition des Finlandais, nous pouvons y répondre en consentant en prin-

cipe à une conférence préalable. C'est pourquoi je pense que notre résolution pourrait être formulée comme suit :

« Le P.O.S.D.R. consent en principe à une conférence préalable avec les représentants des différents partis révolutionnaires et d'opposition, en vue d'un accord sur certaines questions particulières. »

Quant à la proposition faite par le camarade Martov, de convoquer une conférence préalable des seuls groupements social-démocrates, elle ne semble pas opportune, car outre le Bund, la social-démocratie polonaise et le Parti « Prolétariat [129] », il est encore, dans les régions périphériques, des organisations social-démocrates qu'il ne serait peut-être pas commode d'inviter, mais qui pourraient se sentir blessées de n'être point conviées à la conférence.

II

Les camarades Axelrod et Martov affirment qu'il existe parmi les Lettons deux fractions. (M a r t o v : « Deux courants ».) Il semble donc que nous devrions rencontrer à la conférence celle qui tend à se rapprocher des socialistes-révolutionnaires, de l'« Osvobojdénié », et incline au terrorisme (d'après le camarade Axelrod) ; quant à l'autre fraction, elle serait extrêmement faible. Il est nécessaire de s'informer avec plus de précision de ce qu'il en est. Si ce ne sont là que deux courants, cela ne nous regarde pas et nous fusionnerons avec l'actuel parti letton. Si, par contre, il y existe des fractions, nous pouvons nous trouver dans une situation fort embarrassante en faisant un choix malheureux. Il faut au préalable établir la force ainsi que l'orientation de ces fractions. Quant au Caucase, il est nécessaire à mon avis de le faire participer à la conférence. Pour cela, nous devons nous informer s'il y existe des organisations social-démocrates qui puissent marcher avec nous la main dans la main.

2

DISCOURS SUR LA COOPTATION AUX COMITÉS ET SUR LE DROIT, POUR LE COMITÉ CENTRAL, D'Y INTRODUIRE DE NOUVEAUX MEMBRES 5 (18) JUIN 1904

I

De cette résolution, quelles qu'en soient les conclusions pratiques, je proposerai de modifier le début. Comme, au fond, nous ne pouvons prendre de décisions catégoriques relativement au conflit de Moscou, en raison de l'insuffisance des données dont nous disposons, il ne faudrait pas non plus rattacher la résolution aux conflits antérieurs. Je proposerais, en somme, au cas où l'une des parties de l'organisation exprimerait son mécontentement à l'égard de l'autre partie, d'en faire part à l'autre partie intéressée, afin de lui donner la possibilité de se prononcer à son tour. Ainsi, à propos du conflit de Moscou, les choses se présentaient autrement que ne l'a dit le camarade Martov. D'après les renseignements que je possède, trois membres sur cinq désiraient compléter le comité par deux nouveaux membres — à quoi les autres consentaient — mais à la condition d'introduire une personne de leur bord, c'est-à-dire de conserver et même d'accentuer l'orientation dominante. C'est uniquement le refus catégorique de la majorité de consentir à cette combinaison qui fit naître chez nos camarades de Moscou le désir de s'appuyer sur les statuts. Un membre du Comité central s'est prononcé en faveur de

l'interprétation que donnait des statuts à la majorité du comité, alors qu'un autre représentant du Comité central s'est prononcé, lui, contre cette interprétation.

Je n'ai dit cela qu'à titre de renseignement et pour qu'il en soit pris note au procès-verbal. Donc, je propose de modifier le début de la résolution du camarade Martov de manière qu'elle ait en vue l'établissement d'une règle pour l'avenir. Quant au fond de la question, je me prononcerais pour que chaque fraction soit comptée comme unité.

II

Cet incident nous fait songer une fois de plus à la nécessité, quand une des parties se plaint, d'en informer sur-le-champ l'autre partie, afin qu'elle puisse donner ses explications. Alors seulement, nous aurons la possibilité de prendte telle ou telle décision au sujet des conflits qui surgissent. D'après les renseignements dont nous disposons, voici comment les choses se sont passées. Le comité de Nikolaïev se composait de représentants de la majorité. Un jour, ils furent tous arrêtés. Le Comité central, ou peut-être son représentant, nomme alors au comité de Nikolaïev trois membres, dont deux n'ont jamais été à Nikolaïev ; le troisième y militait déjà et y possédait de nombreuses liaisons. Peut-être au moment des arrestations ne se trouvait-il pas non plus à Nikolaïev. Quand les candidats désignés par le C.C. arrivèrent à Nikolaïev, ils y trouvèrent déjà deux membres de la minorité désireux de militer, et ils consentirent à les accepter. Trois personnes en cooptèrent donc deux autres. Voilà ce qu'il en est. Pour vérifier, on peut se renseigner auprès des membres du comité, s'ils ne sont point encore arrêtés, (M a r t o v : « Ils le sont déjà... »)

Selon les renseignements dont nous disposons, ces faits se présentent sous un tout autre jour, et il me semble que les deux membres de la majorité ont bien agi. Le lieu où se trouvent les candidats que le Comité central a désignés ne saurait servir de prétexte pour les repousser. Encore une fois, je propose une résolution pour qu'on entende les deux parties au cas où il y aurait plainte. Ensuite, sur le fond de la question, je ne suis point d'accord sur le prin-

cipe même de la résolution du camarade Martov. On ne peut priver le Comité central du droit d'introduire ses candidats dans les comités. Certes, on peut abuser de tout pouvoir, mais pour lutter contre ce mal il existe un contrôle, — c'est, par exemple, la presse ou l'activité du Conseil, etc. Je me rallie à cette opinion que la question des nuances fractionnelles ne doit pas entrer en ligne de compte lors de la cooptation de nouveaux membres. Jusqu'à présent, je ne connais pas un seul cas où le Comité central ait introduit de force des membres dans les comités. Tous ces propos sur la contrainte obligent le Comité central à se montrer extrêmement circonspect, et le simple tact lui suggère de ne pas user de son droit.

III

Je voudrais faire quelques remarques. Avant tout, je voudrais indiquer que l'assertion selon laquelle deux candidats auraient été envoyés d'Odessa, ou même par le comité d'Odessa, au comité de Nikolaïev repose sur un malentendu. Selon toute probabilité, il s'est trouvé à Odessa un représentant du Comité central qui a pris des mesures afin de reconstituer le comité de Nikolaïev après les arrestations. Quoi qu'il en soit, nous savons de façon absolument certaine que trois personnes y furent envoyées par le Comité central, et par lui seul. Je dis cela, entre autres choses, pour écarter toute possibilité de malentendu à ce sujet. En second lieu, la déclaration du camarade Martov, quand il dit ne point connaître, lui non plus, un seul cas où le Comité central aurait introduit de force ses candidats aux comités locaux, est très importante — d'autant plus importante que, grâce à ses représentants, la rédaction est parfaitement informée de la situation dans le Parti. Quant à cette jeune fille qui, selon le camarade Martov, exigeait qu'on l'admît au comité de Moscou sans qu'il soit procédé au vote, c'est là un exemple auquel on ne peut guère attribuer d'importance, étant donné que nous ignorons et les circonstances de cette affaire et les pouvoirs dont cette jeune fille était investie ; et d'ailleurs, elle n'a été admise au comité qu'après un vote. Troisièmement, j'estime qu'il importe grandement aussi de relever cette

phrase du camarade Martov disant que, dans des conditions normales, il est impossible de limiter l'influence exercée par le Comité central sur la composition des comités locaux. Si l'on nous signale ici l'accusation lancée contre le Comité central, de « fabriquer » artificiellement des comités, il faut dire qu'il n'est pas rare d'entendre ces mêmes reproches adressés à l'organe central. Mais du moment que, dans la réalité, ces faits ne se produisent pas, ainsi que l'affirme le camarade Martov lui-même, et que toute la question se ramène uniquement à la *possibilité* de tels faits, il me semble que ce dernier motif ne suffit pas pour limiter les pouvoirs du Comité central, d'autant plus que, pratiquement, le seul fait de poser ainsi la question provoquera une certaine irritation. Je suis prêt à me rallier à l'avis du camarade Martov, disant que les deux membres du comité de Nikolaïev, dont il a fait mention, sont des militants révolutionnaires très précieux, mais ce sont eux justement qui ont été admis au comité.

En somme, on peut dire qu'en raison précisément de tous les reproches possibles et imaginables qui lui ont été adressés ces derniers temps, le Comité central a agi avec la plus grande circonspection et ne s'est point hâté d'user de son droit d'introduire de nouveaux membres dans les organisations locales. Et je n'ai rien à objecter à ce que cette tactique circonspecte soit pour un temps formellement consacrée, afin d'éviter les bruits mensongers relatifs au Comité central et d'y couper court.

Puis, en ce qui concerne la question soulevée par nous, celle d'informer la partie intéressée, en cas de plainte, je propose la résolution suivante : « Le Conseil du Parti demande aux organisations du Parti, dans tous les cas où une partie de l'organisation adresserait au Conseil quelque plainte ou le saisirait d'une question, de communiquer immédiatement la teneur de cette plainte ou de cette question à l'autre partie de l'organisation, car pour trancher le différend il est indispensable pour le Conseil d'avoir un exposé des faits présenté par les deux parties. Même demande pour le cas où une organisation formulerait des griefs contre une autre organisation [130]. »

3

INTERVENTION À PROPOS DU JOURNAL *RASSVET* [121]
5 (18) JUIN 1904

Je ne puis malheureusement pas dire grand-chose en faveur du *Rassvet*. Jusqu'à présent, il faut en effet reconnaître que l'expérience n'est pas des plus heureuses. Bontch-Brouévitch est un publiciste de peu d'expérience, et il pouvait escompter l'aide d'autres littérateurs du Parti. Cette aide, il n'en a pas bénéficié, et dans ces conditions, lui imputer toute la responsabilité de l'échec serait une injustice. Cinq mois seulement se sont écoulés depuis le début de la publication. Il se peut que cet organe parvienne encore à se mettre sur pied, surtout si d'autres publicistes lui viennent en aide. Quelque chose pourtant a déjà été fait : nos liaisons parmi les sectaires s'élargissent en Amérique comme en Russie. En outre, il faut noter que, financièrement parlant, cette publication n'est pas une charge pour le Parti, car le *Rassvet* est édité grâce à un fond spécial. J'estime prématurée la suppression du *Rassvet*, et propose de poursuivre l'expérience.

CE QUE NOUS VOULONS

(AU PARTI)[182]

Récemment s'est tenue une réunion privée de 19 membres du P.O.S.D.R. (parmi lesquels des délégués du IIe Congrès, des membres des comités ou d'autres organisations du Parti, ainsi que des révolutionnaires n'entrant dans aucune organisation du Parti). Cette conférence dont les participants partageaient le point de vue de la majorité du IIe Congrès du Parti, a examiné la question de la crise de notre Parti et des moyens d'en sortir ; elle a décidé d'adresser à tous les social-démocrates russes l'appel que voici :

Camarades ! La grave crise que traverse le Parti se prolonge sans fin. La confusion ne fait que grandir, suscitant des conflits toujours nouveaux, entravant sur toute la ligne et dans les proportions les plus inquiétantes le travail positif, brisant de plus en plus la liaison entre le Parti et son organe central qui s'est définitivement transformé en l'organe d'un cercle, et qui plus est, d'un cercle à l'étranger. Recherche de motifs de désaccords ; exhumation d'anciennes questions, depuis longtemps résolues et reléguées dans le passé ; coquetteries avec les opportunistes conséquents ; confusion incroyable dans les raisonnements ; méconnaissance éhontée du congrès du Parti, de ses débats et de ses décisions ; dénigrement de l'organisation du Parti et de sa discipline, de la majorité des révolutionnaires qui ont créé le Parti et militent sur place ; persiflage hai-

neux et tracassier, reposant sur des données non vérifiées et les communications incontrôlées d'anonymes, à propos des lacunes dans le travail des comités de l'aile révolutionnaire du Parti — voilà ce que nous trouvons dans la nouvelle *Iskra*, devenue un foyer de confusion ; voilà ce que nous a apporté la rédaction répudiée par le congrès et qui a mis à profit des concessions personnelles pour soulever à nouveaux des querelles cooptationnistes, pour ruiner le Parti.

Or, le moment historique que traverse la Russie exige que notre Parti tende toutes ses forces. L'effervescence révolutionnaire dans la classe ouvrière, la fermentation au sein des autres couches de la population ne cessent de grandir ; la guerre et la crise, la disette et le chômage sapent de plus en plus profondément les fondements mêmes de l'autocratie ; la fin honteuse d'une guerre honteuse n'est déjà plus si éloignée, et cette fin ne peut manquer de décupler l'effervescence révolutionnaire ; elle mettra la classe ouvrière face à face avec ses ennemis ; elle exigera de la social-démocratie les mesures offensives les plus énergiques. Sauvegarder la cohésion du Parti, s'en tenir fermement à l'orientation marxiste révolutionnaire, mener la lutte à l'intérieur du Parti avec décence et dignité, afin qu'elle n'apporte pas la désorganisation et ne fasse pas obstacle au travail positif — ces exigences de l'ensemble du mouvement ouvrier de Russie doivent être immédiatement et à tout prix réalisées sous peine de voir le Parti ouvrier social-démocrate de Russie perdre complètement sa bonne réputation et toute l'influence qu'il s'est acquise.

Le premier pas à faire pour atteindre ce but, c'est, pensons-nous, d'apporter la clarté, la franchise et la droiture les plus entières dans les rapports entre différents groupes, courants et nuances de notre Parti. Il est sans conteste des moments où l'intérêt de la cause exige qu'on taise des divergences de détail, mais l'erreur la plus affligeante et la moins pardonnable serait de penser que notre Parti traverse un tel moment. Des concessions personnelles à la minorité n'ont pu arrêter le trouble ; les questions litigieuses sont désormais posées de front ; un défi a été ouvertement lancé à l'ensemble du Parti, et c'est unique-

ment de la veulerie et de l'ignorance que de rêver le retour d'un passé irrévocable, la possibilité de cacher, de taire, d'atténuer certaines choses, de se dérober. Non, la preuve est faite désormais qu'une politique qui consiste à s'en laver les mains, une politique d'abstention passive, une politique de *laisser faire, laisser passer* *, est absolument impropre dans la lutte qui se déroule à l'intérieur de notre Parti. Se dérober, ruser et taire plus longtemps serait non seulement sans objet et digne de mépris, mais même tout simplement criminel. Nous prenons l'initiative d'exposer sans ambages le programme intégral de notre lutte au sein du Parti ; nous convions à un exposé analogue les représentants des social-démocrates russes de toutes nuances, membres du Parti ou prêts à y entrer sous certaines conditions. Seules une clarté et une droiture entières peuvent fournir à tous les ouvriers conscients et à tous les membres du Parti les matériaux qui leur permettront de trancher de façon raisonnable et avec fermeté les questions litigieuses dans notre Parti.

Nous professons le point de vue de la majorité du IIe Congrès du Parti. C'est la position erronée de la minorité au congrès, son désir de défendre cette position indépendamment de la volonté du Parti, qui constituent, selon nous, la source principale de toutes les fautes, de toute la perturbation qui ont suivi. L'erreur était double : premièrement, l'ancien cercle des rédacteurs de l'*Iskra* ne pouvait rechercher un appui qu'auprès de l'aile opportuniste de notre congrès et de notre Parti ; deuxièmement, cette union avec les opportunistes avérés (à la tête desquels se trouvait et se trouve toujours le camarade Akimov) ne s'est définitivement resserrée, n'est devenue division au sein du Parti que sur une question telle que l'élection aux organismes centraux. La première erreur ne pouvait manquer d'entraîner logiquement toute cette confusion sur le terrain des principes et tous ces flottements opportunistes que nous constatons dans les raisonnements de la nouvelle *Iskra*, si toutefois l'on peut parler de principes à ce propos. La seconde erreur a fait qu'on s'obstine à maintenir l'ancien cercle de rédacteurs en dépit de la volonté du Parti, qu'on

* En français dans le texte. (*N.R.*)

défend et qu'on justifie l'esprit de cercle contre l'esprit de parti, qu'on recourt dans nos débats à des procédés qui sont exclusivement le propre de querelles philistines et de disputes de cercles, mais non pas d'une lutte entre membres du Parti que savent respecter et leur Parti, et eux-mêmes. La première erreur ne pouvait manquer d'entraîner logiquement le ralliement autour de la minorité de tous ceux qui tendent vers l'opportunisme, de tous ceux qui tendent à ramener le Parti en arrière et à venger les blessures que la social-démocratie révolutionnaire a infligées à ses adversaires, de tous ceux qui se font les interprètes des tendances d'intellectuels dans notre mouvement, de tous ceux qui, parce qu'étant des intellectuels anarchisants sont enclins à repousser l'organisation et la discipline. La deuxième erreur entraînait la domination d'un cercle à l'étranger sur la majorité des militants de Russie et un déchaînement de scandales spécifiquement propres à des émigrés, scandales qui, pour la minorité, suppléent les moyens de persuasion.

Tous les doutes sont maintenant dissipés. Aucune hésitation n'est permise à ceux qui sont membres du Parti, autrement qu'en paroles, à ceux qui veulent réellement sauvegarder les intérêts vitaux de notre mouvement ouvrier. La guerre est déclarée ; elle est déclarée et menée sur toute la ligne par la minorité ; nous relevons le défi, nous déclarons une guerre intransigeante, une guerre jusqu'au bout. Nous combattons, au nom de l'esprit de parti, l'esprit de cercle en général et l'ancien cercle de rédacteurs en particulier. Nous combattons, au nom des intérêts du mouvement ouvrier russe, les mesquines querelles à l'étranger. Nous combattons, au nom des tendances prolétariennes révolutionnaires de notre mouvement, les tendances opportunistes d'intellectuels. Nous combattons, pour assurer une ferme orientation de la social-démocratie révolutionnaire, les flottements, les zigzags et les retours à un passé depuis longtemps révolu. Nous combattons, pour doter notre avant-garde ouvrière d'une organisation compacte du Parti, le relâchement, la désorganisation et l'anarchie des intellectuels. Nous combattons, pour que soient respectés les congrès du Parti, la veule instabilité, le divorce entre les paroles et les actes, le dénigrement des accords et déci-

sions adoptés en commun. Nous combattons, afin d'assurer la liberté d'expression à l'intérieur du Parti, la tactique de la nouvelle *Iskra* et du nouveau Conseil du Parti, tactique qui consiste à bâillonner la majorité et à tenir sous le boisseau ses propres procès-verbaux.

De notre programme de lutte découlent tout naturellement les moyens de la mener ainsi que ses buts immédiats. Le premier moyen, c'est, sous toutes ses formes, l'agitation la plus large par la parole et par l'écrit. Il ne vaudrait pas la peine de s'arrêter sur ce point si la lutte, toute remplie de mesquines querelles, que mène la minorité ne suscitait dans notre Parti ce fameux « esprit de conciliation » (déjà raillé à si juste titre par le comité d'Ekatérinoslav et beaucoup d'autres organisations) qui se cache la tête sous l'aile et prêche la cessation de la lutte entre la majorité et la minorité. La pusillanimité, la lassitude ou l'abrutissement peuvent seuls expliquer des opinions aussi enfantines, indignes d'un membre du Parti tant soit peu adulte. On peut et on doit parler de limitation de la lutte de parti au cadre du Parti ; on peut et on doit s'y efforcer autrement que par les seules exhortations ; mais la proposition de cesser de défendre ce que l'on a défendu au congrès devant le Parti tout entier, ce que l'on considère comme indispensable aux intérêts vitaux du Parti, une telle proposition, si on avait le courage de la faire publiquement, ne mériterait que le mépris général.

Un second et décisif moyen de lutte, estimons-nous, c'est la convocation d'un congrès du Parti. Nous appuyons entièrement les comités qui ont exigé la convocation immédiate du III^e^ Congrès du Parti. Nous estimons, en particulier, qu'il est de notre devoir de nous arrêter sur les arguments hypocrites que la rédaction de la nouvelle *Iskra* et ses complices, avérés ou secrets, invoquent contre le congrès, en dissimulant avec soin cette argumentation (difficilement conciliable avec le devoir envers le Parti) aux yeux de tous (comme le font la Ligue à l'étranger et la rédaction de l'*Iskra* dont l'agitation n'a été qu'en partie percée à jour et démasquée par les comités). Premier argument : le congrès conduira à la scission. Le seul fait que la minorité lance un pareil argument, montre toute la fausseté de sa position. En tenant ce langage, la minorité reconnaît

que le Parti est contre elle, qu'un cercle à l'étranger s'est imposé de force au Parti, qu'il ne se maintient que grâce à l'éloignement de la Russie et aux difficultés des conditions objectives dans lesquelles militent les véritables révolutionnaires. Quiconque est loyal envers le Parti, quiconque veut sincèrement travailler en commun, loin de redouter un congrès, le souhaite afin d'écarter la discorde, de rendre les collèges responsables, vraiment représentatifs du Parti, de mettre un terme à une indigne équivoque. Agiter l'épouvantail de la scission n'est que l'indice évident d'une mauvaise conscience. Sans la subordination de la minorité à la majorité, il ne peut exister de parti tant soit peu digne du nom de Parti ouvrier ; et si des concessions mutuelles (mais non unilatérales) sont nécessaires, si des compromis et des accords s'imposent parfois entre les fractions du Parti, c'est uniquement à un congrès qu'ils sont possibles et qu'ils sont admissibles. Aucun révolutionnaire qui se respecte ne voudra rester dans un parti qui ne se maintient que grâce aux atermoiements artificiellement apportés à la convocation du congrès du Parti.

Second argument : une conciliation est encore possible sans congrès. Sur quoi se base une pareille opinion, je l'ignore. Ses partisans n'interviennent et n'agissent que dans la coulisse. N'est-il pas temps de renoncer à ces intrigues de couloirs qui ne font que décupler une mutuelle défiance, qu'accentuer l'hostilité et obscurcir la situation ? Si nul n'a l'audace de proposer publiquement un plan de conciliation, n'est-ce pas parce qu'étant donné la situation un tel plan est impossible ? Dans le meilleur des cas, il ne susciterait que le rire. Quiconque par paix entend la cooptation au Comité central des favoris de la minorité, ne veut pas la paix, mais une aggravation de la lutte menée par la majorité, ne comprend pas que la bataille au sein du Parti est définitivement sortie du cadre des mesquines querelles purement cooptationnistes. Quiconque par paix entend la cessation des débats et de la lutte revient à l'état d'esprit des anciens cercles : dans le Parti, il y aura toujours débats et lutte ; il faut seulement les ramener dans le cadre du Parti, et cela un congrès est seul en mesure de l'accomplir. Bref, vous aurez beau tourner et retourner ce mot d'ordre de paix sans congrès ; vous aurez beau tourner

dans tous les sens cette idée de réconcilier les parties aux prises sans donner satisfaction à aucune d'elles, vous constaterez que cette idée géniale n'exprime que le désarroi et l'absence d'idées, l'ignorance de ce qu'il faut vouloir et obtenir. Si même le plan d'un homme aussi influent (autrefois influent) que Plékhanov — éteindre l'incendie à son début par le maximum de concessions personnelles —, a fait complètement fiasco, peut-on aujourd'hui parler sérieusement de plans semblables ?

Troisième argument : le congrès peut être faussé. Le comité de Pétersbourg a répondu à cet argument qu'il a qualifié d'insinuation [133]. Et cette déclaration d'un comité local a été un soufflet bien mérité à ceux qui jetaient perfidement cette accusation sans pouvoir alléguer même l'ombre d'un fait, bien que la minorité dispose et du Conseil suprême et de l'organe de presse du Parti, de sorte qu'elle possède le moyen non seulement de dénoncer publiquement les abus qu'elle soupçonne, mais encore de rectifier, d'influer par la voie administrative. Tout un chacun comprend que la minorité aurait depuis longtemps clamé les faits, s'il en existait et que la récente résolution du Conseil, en démontrant l'absence de tels faits dans le passé, garantit leur impossibilité à l'avenir [134]. En usant de cet argument, l'*Iskra* montre une fois de plus que de grossières injures se sont substituées chez elle à la polémique, et nous oblige à demander à tous les membres du Parti : Avons-nous vraiment un Parti ? Voulons-nous, à l'exemple des socialistes-révolutionnaires, nous contenter de décors et d'enseignes, ou sommes-nous tenus de démasquer toute hypocrisie ?

Quatrième argument : les désaccords ne sont pas encore élucidés. La meilleure réponse à cet argument nous est fournie par la nouvelle *Iskra* : le Parti voit en la lisant qu'on recherche les désaccords, loin de les élucider, que la confusion grandit sans fin. Seul un congrès, où tous les camarades exposeront franchement et entièrement leurs desiderata, peut apporter la clarté dans des questions incroyablement embrouillées et une situation incroyablement confuse.

Cinquième argument : le congrès détournera les forces et les ressources d'un travail positif. Cet argument semble,

lui aussi, une triste plaisanterie : on ne saurait se figurer, même en imagination, plus de forces et de ressources détournées que par la débandade actuelle.

Non, tous les arguments avancés contre le congrès témoignent soit de l'hypocrisie, soit de l'ignorance et d'un lâche manque de foi dans les forces du Parti. De nouveau, notre Parti est gravement atteint, mais il a le pouvoir de se relever et de se montrer digne du prolétariat russe. Nous considérerions comme des mesures propres à guérir la maladie les trois réformes suivantes, que nous nous efforcerons de faire adopter par tous les moyens loyaux.

Premièrement : remise de la rédaction de l'organe central aux mains des partisans de la majorité du IIe Congrès du Parti.

Deuxièmement : subordination effective de l'organisation locale à l'étranger (la Ligue) à l'organisation centrale pour l'ensemble de la Russie (le Comité central).

Troisièmement : garantie statutaire que la lutte au sein du Parti sera menée par les méthodes du Parti.

Sur ces trois points fondamentaux de notre programme, il ne reste que peu de choses à ajouter à ce que nous avons déjà exposé. L'ancienne rédaction de l'*Iskra* a donné déjà la preuve de son inaptitude ; nous estimons ce fait irréfutablement établi. Ce n'est pas l'iskrisme qui s'est survécu à lui-même, ainsi que l'a découvert le camarade Martov après sa défaite aux élections, mais l'ancienne rédaction de l'*Iskra*. Ce serait à présent pure hypocrisie de ne pas le dire expressément après les défis qu'un cercle a lancés à l'ensemble du Parti. Il n'y a pas lieu de s'étendre longuement sur la position anormale de l'organisation à l'étranger, qui s'est transformée en seconde (sinon en troisième) institution centrale et méconnaît entièrement le C.C. du Parti. Enfin, toute l'expérience de la lutte après le congrès nous amène à réfléchir à la situation juridique de la minorité (quelle que soit cette minorité) au sein de notre Parti. Cette expérience enseigne, nous en sommes convaincus, la nécessité d'assurer, dans les statuts du Parti, les droits de toute minorité, afin de détourner, du cours philistin habituel de scandale et de mesquines querelles, les continuelles et intarissables sources de mécontentement, d'irritation et de conflit, afin de les amener dans le canal encore inaccoutumé d'une lutte régulière et digne pour la défense

de ses convictions. Parmi ces garanties absolues, nous rangeons l'octroi à la minorité d'un (ou plusieurs) groupe littéraire, avec droit de représentation aux congrès et « liberté d'expression » complète. Il est indispensable de donner les plus larges garanties en ce qui concerne les publications du Parti consacrées à la critique de l'activité des organismes centraux du Parti. Il est indispensable de donner aux comités le droit de recevoir (par l'entremise du service général d'expédition du Parti) les publications du Parti qu'ils désirent. Il est indispensable de suspendre, jusqu'au IVe Congrès, le droit, pour le Comité central, d'influer autrement que par ses conseils sur la composition des comités. Nous n'élaborons pas ici nos propositions dans tous leurs détails, car nous n'écrivons pas un projet de statuts, mais uniquement un programme général de lutte. Nous estimons de la plus haute importance que les mesures, proposées par le Comité central à la minorité du IIe Congrès en vue d'éditer les écrits des mécontents, soient consacrées par les statuts, afin que le mécontentement s'exprime d'une façon correcte, que le stupide mirage de l'état de siège (forgé par les chevaliers de la cooptation) se dissipe définitivement, que la lutte inévitable au sein du Parti n'entrave point le travail positif.

Nous devons enseigner à notre minorité à lutter pour la composition des centres uniquement aux congrès, et à ne pas entraver par de mesquines querelles notre travail après les congrès, nous devons y parvenir si nous ne voulons point que périsse notre Parti. Enfin, dans le programme général, nous ne rappelons que brièvement les modifications partielles des statuts que nous souhaiterions, telles que : la transformation du Conseil, d'arbitre en un organisme élu par le congrès, la modification du paragraphe 1 des statuts dans l'esprit de la majorité du IIe Congrès, en incluant au nombre des organisations du Parti toutes les organisations ouvrières et tous les groupes de social-démocrates russes qui menaient une existence à part durant la période des cercles et qui désireraient entrer au Parti, etc., etc.

En formulant ce programme de notre lutte au sein du Parti, nous invitons toutes les organisations du Parti et les représentants de toutes les nuances qui existent dans son sein, à se prononcer pour exposer leur programme afin de permettre une préparation graduelle, sérieuse, circonspecte et rationnelle du congrès.

Nous n'avons pas de parti, raisonnaient dans leur for intérieur les participants de notre révolution de palais rédactionnelle, spéculant sur l'éloignement de la Russie, sur le remplacement fréquent des militants de là-bas, et sur l'impossibilité où l'on est de les remplacer. Notre parti est en train de naître ! disons-nous en constatant que les comités s'éveillent à une intervention active, en constatant les progrès de la conscience politique des ouvriers avancés. Notre Parti est en train de naître ; nos jeunes forces se multiplient, capables et de ranimer et de remplacer les collèges séniles de littérateurs ; nous avons toujours plus de révolutionnaires pour qui l'orientation de l'ancienne *Iskra*, qui les a éduqués, passe avant tout cercle de rédacteurs. Notre Parti est en train de naître, et nul subterfuge ou atermoiement, nulle invective, digne de quelque vieillard aigri, de la nouvelle *Iskra* n'empêchera ce Parti de prononcer son verdict catégorique et définitif.

C'est dans ces forces nouvelles de notre Parti que nous puisons notre foi en la victoire.

Ecrit en juillet 1904.
Publié pour la première fois en 1928 dans les « Œuvres » de N. Lénine (V. Oulianov), tome V

Conforme au manuscrit

AU PARTI

Récemment s'est tenue une réunion privée de 22 membres du P.O.S.D.R. [135] professant les mêmes opinions et partageant le point de vue de la majorité du IIe Congrès du Parti ; cette conférence a examiné la question de la crise de notre Parti et des moyens d'en sortir ; elle a décidé d'adresser à tous les social-démocrates de Russie l'appel que voici :

Camarades ! La grave crise de la vie du Parti se prolonge ; on n'en voit pas la fin. La confusion grandit, suscitant des conflits toujours nouveaux, entravant à l'extrême et sur toute la ligne le travail positif du Parti. On gaspille stérilement, et dans une mesure alarmante, les forces du Parti, jeune encore et mal affermi.

Or, le moment historique présente au Parti des exigences plus vastes que jamais. L'effervescence révolutionnaire grandit dans la classe ouvrière, la fermentation s'accroît également dans les autres couches de la société, la guerre et la crise, la disette et le chômage sapent inexorablement les racines de l'autocratie. La fin honteuse d'une guerre honteuse n'est déjà plus bien loin ; elle décuplera inéluctablement l'effervescence révolutionnaire, elle placera inéluctablement la classe ouvrière face à face avec ses ennemis, elle exigera de la social-démocratie une activité prodigieuse, une tension formidable de ses forces en vue d'organiser la lutte finale décisive, contre l'autocratie.

Notre Parti peut-il satisfaire à ces exigences dans l'état où il se trouve actuellement ? Tout homme de bonne foi répondra : non, sans hésiter.

L'unité du Parti est profondément atteinte ; la lutte qui se déroule dans son sein est sortie du cadre qu'un parti peut admettre. La discipline d'organisation est ébranlée jusqu'en ses fondements ; la capacité, pour le Parti, de mener une action unie, cohérente, devient illusoire.

Et malgré tout, nous estimons que cette maladie du Parti est une maladie de croissance. La source de la crise, nous la voyons dans le fait que la social-démocratie est passée d'une forme d'existence caractérisée par des cercles aux formes d'un parti ; dans son essence, la lutte qui se déroule en son sein est un conflit entre l'esprit de coterie et l'esprit de parti. Aussi notre Parti ne peut-il devenir *réellement* un Parti qu'en mettant un terme à cette maladie.

Sous le nom de « minorité » se sont groupés, dans le Parti, des éléments hétérogènes qu'unit le désir, conscient ou non, de maintenir les rapports de cercle, les formes d'organisation antérieures au Parti.

Certains militants éminents des anciens cercles les plus influents, n'ayant pas l'habitude des restrictions en matière d'organisation, que l'on doit s'imposer en raison de la discipline du Parti, sont enclins à confondre machinalement les intérêts généraux du Parti et leurs intérêts de cercle, qui, effectivement, dans la période des cercles, pouvaient souvent coïncider ; plusieurs de ces militants, donc, se sont placés à la tête de cette lutte de l'esprit de cercle contre l'esprit de parti (une fraction de l'ancienne rédaction de l'*Iskra* et de l'ex-Comité d'organisation, les membres de l'ancien groupe de « Ioujny Rabotchi », etc.).

Tous les éléments qui, en théorie ou en pratique, dérogeaient aux principes rigoureux de la social-démocratie sont devenus leurs alliés, car seul un système de cercles pouvait sauvegarder l'individualité idéologique et l'influence de ces éléments que l'esprit de parti menaçait d'absorber ou de priver de toute influence (économistes, adeptes du *Rabotchéié Diélo* et autres). Enfin, le gros de l'opposition a été formé principalement par les éléments intellectuels de notre Parti. Comparés aux prolétaires, les intellectuels sont toujours plus individualistes, ne fût-ce qu'en raison de leurs conditions essentielles d'existence et de travail, qui les empêchent de se grouper largement, spontanément, d'acquérir directement cette éducation qu'as-

sure un travail en commun organisé. Aussi est-il plus difficile aux éléments intellectuels de s'adapter à la discipline de la vie du Parti, et ceux d'entre eux qui ne peuvent y parvenir, lèvent naturellement l'étendard de la révolte contre les restrictions indispensables qu'exige l'organisation, et ils érigent leur anarchisme spontané en principe de lutte, qualifiant à tort cet anarchisme de tendance à l'« autonomie », de revendication en faveur de la « tolérance », etc.

Cette portion du Parti qui se trouve à l'étranger, où les cercles se distinguent par une longévité relative, où se groupent les théoriciens des différentes nuances, où les intellectuels ont une nette prédominance, — cette portion du Parti devait s'avérer la plus encline à adopter le point de vue de la « minorité ». Aussi est-ce là qu'elle s'est trouvée bientôt être effectivement la majorité. Par contre, la Russie, où s'entend mieux la voix des prolétaires organisés, où les intellectuels du Parti eux aussi, en contact plus direct et plus étroit avec ces derniers s'éduquent dans un esprit plus prolétarien, où le poids de la lutte immédiate fait plus fortement sentir la nécessité d'un travail organisé et concerté — la Russie, elle, s'est prononcée résolument contre l'esprit de cercle, contre les tendances anarchistes désorganisatrices. Elle a nettement fait connaître son attitude à leur égard dans toute une série de déclarations émanant des comités et autres organisations du Parti.

La lutte gagnait en ampleur et en acuité. Et à quelles extrémités ne s'est-elle pas portée !

L'organe du Parti, dont la « minorité » est parvenue à s'emparer en dépit de la volonté du congrès et grâce aux concessions personnelles des rédacteurs élus par le congrès, est devenu un organe de lutte contre le Parti !

Ce qu'il est le moins aujourd'hui, c'est un guide idéologique du Parti dans sa lutte contre l'autocratie et la bourgeoisie ; il est avant tout le dirigeant de l'opposition des cercles en lutte contre l'esprit de parti. D'une part, conscient de sa position inadmissible dans l'essentiel, du point de vue des intérêts du Parti, il s'occupe activement de rechercher des désaccords, réels et imaginaires, afin de masquer idéologiquement cette position ; et, se cramponnant dans ces recherches aujourd'hui à un mot d'ordre,

demain à un autre, il puise de plus en plus ses matériaux chez l'aile droite du Parti, — chez les anciens adversaires de l'*Iskra*, s'en rapproche idéologiquement de plus en plus, restaurant leurs théories répudiées par le Parti, ramenant la vie idéologique du Parti à la période, révolue semblait-il, de confusion doctrinale, de flottements et de fluctuations idéologiques. D'autre part, s'attachant à saper l'influence morale de la majorité du Parti, la nouvelle *Iskra* s'emploie plus activement encore à rechercher et à dénoncer les erreurs des militants de cette majorité, grossissant monstrueusement chaque lacune et s'efforçant d'en faire retomber la responsabilité sur l'ensemble de la majorité du Parti, reprenant tout ragot de cercle, toute insinuation pouvant nuire à ses adversaires, sans se soucier non seulement de les contrôler, mais souvent même de la vraisemblance. Dans cette voie, les collaborateurs de la nouvelle *Iskra* ont été jusqu'à attribuer aux membres de la majorité des méfaits non seulement entièrement imaginaires, mais même impossibles, et non seulement sous le rapport politique (ainsi, l'accusation qu'on adresse au Comité central de casser par la force individus et organisations), mais encore au point de vue moral en général (accusation de faux et de complicité morale en matière de faux, portée contre des militants en vue du Parti). Jamais encore le Parti n'avait baigné dans une mer de boue comme celle qu'a formée la minorité à l'étranger au cours de l'actuelle polémique.

Comment tout cela a-t-il pu se produire ?

La façon d'agir de chacune des parties correspondait au caractère fondamental de ses tendances. La majorité du Parti, soucieuse d'en sauvegarder à tout prix l'unité et la cohésion de son organisation, n'a usé dans sa lutte que de moyens loyaux, ne contredisant point aux principes du Parti, et elle a plus d'une fois consenti des concessions afin d'aboutir à la réconciliation. S'attachant à faire triompher sa tendance anarchiste, la minorité n'avait cure de la paix ni de l'unité du Parti. De chaque concession, elle faisait un instrument de lutte ultérieure. De toutes les revendications de la minorité, une seule n'a pas été satisfaite jusqu'à présent — celle de semer la discorde au Comité central du Parti par la cooptation de membres de la minorité qu'on prétend lui imposer, — et les attaques

de la minorité se sont faites plus violentes que jamais. Désormais maîtresse de l'organe central et du Conseil du Parti, la minorité ne se fait plus aucun scrupule d'exploiter dans ses intérêts de cercle cette même discipline contre laquelle, au fond, elle mène la lutte.

La situation est devenue intolérable, impossible ; la prolonger davantage serait tout simplement criminel.

Le premier moyen d'en sortir c'est, selon nous, une clarté et une franchise entières dans les rapports au sein du Parti. Dans la boue et le brouillard, impossible de retrouver le droit chemin. Chaque courant au sein du Parti, chaque groupement, doit dire, haut et clair, ce qu'il pense de la situation actuelle du Parti et comment il veut en sortir. Telle est la proposition que nous adressons à tous les camarades, aux représentants de toutes les nuances dans le Parti. Pratiquement, nous voyons une issue à la crise dans la convocation immédiate du IIIe Congrès du Parti. Lui seul peut éclairer la situation, trancher les conflits, ramener la lutte dans le cadre qui doit être le sien. Sans lui, on ne peut s'attendre qu'à une désagrégation progressive du Parti.

Toutes les objections que l'on élève contre la convocation du congrès sont, selon nous, absolument inconsistantes.

On nous dit : le congrès conduira à la scission. Mais pourquoi ? Si la minorité reste intransigeante dans ses tendances anarchistes, si elle est prête à la scission plutôt que de se soumettre au Parti, c'est qu'elle s'en est déjà détachée en fait, et retarder alors une scission formelle inévitable serait plus que déraisonnable ; rivées à une même chaîne, les deux parties gaspilleraient d'une façon toujours plus insensée leurs forces dans une lutte et des querelles mesquines où elles s'épuiseraient et se diminueraient moralement. Mais nous n'admettons pas la possibilité d'une scission. Devant la force effective du Parti organisé, les éléments à tendances anarchistes devront, et, pensons-nous, sauront s'incliner, car de par leur nature même, ils ne sauraient constituer une force indépendante. On indique la possibilité d'une réconciliation sans convoquer le congrès. Mais de quelle réconciliation ? La capitulation définitive devant l'esprit de cercle, la cooptation

de la minorité au Comité central, et, par conséquent, la désorganisation complète des organismes centraux. Alors, le Parti ne serait plus qu'un mot, la majorité du Parti se verrait contrainte de recommencer la lutte. Et la minorité ? Jusqu'à présent, chaque concession arrachée par elle n'a été qu'un encouragement à poursuivre son travail de désorganisation ; même de son point de vue, la lutte est sortie bien au-delà du cadre des mesquines querelles cooptationnistes ? comment dans ces conditions pourrait-elle cesser la lutte ? A plus forte raison ne la cessera-t-elle pas sans avoir obtenu toutes les concessions. On nous dit : le congrès ne peut atteindre son but, car jusqu'à présent, les divergences ne sont point élucidées. Mais maintenant s'achemine-t-on vers leur élucidation, et la confusion ne grandit-elle pas sans cesse ? On ne s'attache pas, à présent, à élucider les divergences, on les recherche et on les crée, et seul un congrès peut y mettre un terme. Lui seul, en plaçant face à face les parties qui s'affrontent, les obligera à formuler haut et clair leurs aspirations, lui seul est en mesure d'apporter une entière clarté dans les rapports mutuels des courants et des forces au sein du Parti. Mais on peut fausser le congrès en cassant les organisations, déclare la minorité. C'est une insinuation mensongère, répliquerons-nous, une insinuation à l'appui de laquelle on n'allègue pas un seul fait. S'il existait des faits, la minorité qui dispose de l'organe du Parti, aurait, certes, eu tôt fait de leur assurer une large publicité, et avec le Conseil du Parti entre ses mains, elle aurait eu toute possibilité de les rectifier. Enfin, la récente résolution du Conseil, qui ne signale aucun de ces faits dans le passé, garantit définitivement leur impossibilité pour l'avenir. Qui croira désormais à cette insinuation invraisemblable ? On exprime la crainte que le congrès détournera du travail positif trop de forces et de ressources. Amère dérision ! Conçoit-on, en effet, plus de forces et de ressources détournées que par cette discorde ? Le congrès est une nécessité ! Il l'eût été, même si la vie du Parti eût suivi son cours normal, en raison du caractère exceptionnel du moment historique, en raison des tâches nouvelles que peuvent poser devant le Parti des événements d'une importance mondiale. Il l'est doublement, étant donné la crise actuelle du Parti, afin de trouver à celle-ci une

issue honnête et raisonnable, de conserver les forces du Parti, d'en sauvegarder l'honneur et la dignité.

Que doit faire le IIIe Congrès pour mettre fin à la confusion, pour ramener le Parti à une existence normale ? A cet égard, nous estimons essentielles entre toutes les mesures suivantes de réorganisation, que nous défendrons et que nous nous attacherons à faire triompher par tous les moyens loyaux.

I. Passage de la rédaction de l'organe central aux mains des partisans de la majorité du Parti. La nécessité en est suffisamment motivée par l'incapacité manifeste de l'actuelle rédaction de maintenir l'organe central au niveau des intérêts de l'ensemble du Parti. L'organe d'un cercle ne peut pas et ne doit pas être l'organe du Parti.

II. Réglementation précise des rapports entre l'organisation locale à l'étranger (la Ligue) et le centre unique en Russie, qui est le Comité central. L'attitude actuelle de la Ligue qui s'est transformée en un second centre du Parti et dirige sans contrôle les groupements adhérents, tout en méconnaissant complètement le Comité central, — cette attitude est manifestement anormale ; il faut y mettre fin.

III. Garantie statutaire de méthodes dignes du Parti de mener la lutte au sein de ce dernier. Toute l'expérience de la lutte qui a suivi le congrès a fait apparaître la nécessité de cette réforme. Il faut que les statuts du Parti garantissent les droits de toute minorité, afin que les sources constantes et intarissables de désaccords, de mécontentement et d'irritation soient ainsi détournées de l'ancienne voie philistine de scandales et mesquines querelles, qui était celle des cercles, et canalisées dans la voie encore nouvelle d'une lutte correcte et digne pour la défense des convictions. Parmi les conditions qu'exige un semblable revirement, nous rangeons les suivantes : Octroi à la minorité d'un (ou plusieurs) groupe littéraire, avec droit de représentation aux congrès ; garanties formelles les plus larges quant aux publications consacrées à la critique de l'activité des organismes centraux du Parti. Reconnaissance formelle du droit, pour les comités, de recevoir (du service général d'expédition du Parti) les publications du Parti qu'ils désirent. Détermination précise des limites du droit, pour le Comité central, d'influer sur la composition des comi-

tés. Nous estimons qu'il importe beaucoup que les mesures proposées par le Comité central à la minorité du IIe Congrès, en vue d'éditer les écrits des mécontents, soient consacrées par les statuts, afin de dissiper le mirage de l'« état de siège », créé par la minorité elle-même, afin que la lutte inévitable au sein du Parti soit menée d'une manière correcte et n'entrave point le travail positif.

Nous n'exposons pas ici en détail nos propositions, car nous proposons non un projet de statuts, mais uniquement un programme général de lutte pour l'unité du Parti. Aussi n'indiquons-nous que sommairement dans quel sens il serait, selon nous, désirable d'apporter aux statuts certaines modifications partielles, sans le moins du monde se lier les mains relativement à leur élaboration ultérieure sur la base des indications nouvelles de l'expérience. Par exemple, il est indispensable de réformer le Conseil du Parti, institution qui s'est révélée dans la pratique incapable, sous sa forme présente, d'accomplir la tâche qui lui est assignée — coordonner les activités des organismes centraux et les contrôler en qualité d'instance suprême. Il doit être un collège entièrement élu par le congrès, et non l'arbitrage qu'exerce un cinquième membre élu par le congrès à l'égard des organismes centraux, lesquels se défendent par l'entremise de leurs délégués. Il faut aussi, conformément aux suggestions de la critique faite par le Parti, réviser le § 1 des statuts afin de déterminer avec plus de précision les limites du Parti, etc.

Formulant ce programme de lutte pour l'unité du Parti, nous invitons les représentants de toutes les autres nuances ainsi que toutes les organisations du Parti, à se prononcer explicitement sur leurs programmes, afin de permettre une préparation sérieuse et conséquente, consciente et méthodique en vue du congrès. C'est pour le Parti une question de vie ou de mort, une question d'honneur et de dignité : existe-t-il en tant que force idéologique et pratique, capable de s'organiser rationnellement de façon à apparaître comme le dirigeant effectif du mouvement ouvrier révolutionnaire de notre pays ? Par toute sa façon d'être, la minorité à l'étranger répond : non ! Et elle continue d'agir dans ce sens-là avec assurance, résolument, se fiant à l'éloignement de la Russie, au changement fréquent des militants

de là-bas, à l'impossibilité de remplacer ses chefs, de ses cadres littéraires. Notre Parti est en train de naître ! disons-nous en constatant les progrès de la conscience politique des ouvriers avancés, en constatant que les comités interviennent activement dans la vie du Parti dans son ensemble. Notre Parti est en train de naître ; nos jeunes forces se multiplient, capables de remplacer et de ranimer les vieux groupes littéraires, qui perdent la confiance du Parti ; nous avons toujours plus de révolutionnaires pour qui une ferme orientation de la vie du Parti passe avant un cercle d'anciens chefs, quel qu'il soit. Notre Parti est en train de naître, et nul subterfuge ou atermoiement ne l'empêchera de prononcer son arrêt, catégorique et irrévocable.

C'est dans ces forces de notre Parti que nous puisons notre foi en la victoire.

Camarades, imprimez et diffusez cet appel !

Ecrit dans la première moitié d'août 1904.

Publié pour la première fois sous forme de tract en août 1904

Conforme au texte de la brochure « Au Parti », Genève 1904

À CINQ MEMBRES DU COMITÉ CENTRAL

EN RUSSIE

18 août 1904

Aux membres du Comité central du P.O.S.D.R. Glébov, Koniaguine [136], Travinski, Lochad et Ossipov.

Le représentant du Comité central à Berlin m'a communiqué aujourd'hui les décisions de (quatre ?) membres du Comité central lors de leur réunion en Russie [137]. Je ne peux admettre la légalité de cette résolution pour les raisons suivantes :

1) La déclaration, au début de la résolution, touchant la présence à la réunion de tous les membres du Comité central sauf un (c'est-à-dire moi) est une *contre-vérité.* Après l'arrestation de Vassiliev et Zvérev, après la démission de Mitrofanov [138], il y a encore un membre au Comité central : le camarade Ossipov. Les bruits qui ont couru sur sa démission se sont avérés inexactes : le camarade Ossipov lui-même, se considère comme membre du Comité central. Vassiliev (qui me l'avait écrit), Zvérev et moi étions du même avis. De toutes façons, les quatre membres du Comité central n'avaient pas le droit de considérer que le camarade Ossipov s'était retiré sans avoir examiné la question de sa soi-disant démission. Il faut ajouter que ni moi, ni l'organe central, ni aucun des représentants du Comité central à l'étranger, n'avons jamais été officiellement informés de la démission d'Ossipov. Or, Ossipov n'était pas invité à la réunion.

2) De même, non seulement on ne m'a pas invité à la réunion, mais je n'en ai pas été informé, et on ne m'a pas communiqué les questions qui devaient être discutées. Le

Comité central, bien entendu, est en droit de décider à la majorité des voix, mais il ne peut prendre de décisions légales sans avoir donné la possibilité à tous ses membres de participer à la réunion et, en cas de nécessité, de donner un avis spécial. Je suis privé de cette possibilité *tout à fait illégalement.*

3) Quatre membres du Comité central n'ont pas donné leur avis sur l'accord du 26 mai 1904 entre Glébov et moi, bien que cet accord et ma lettre qui l'accompagnait, aient été communiqués, avec l'autorisation de Glébov et Zvérev, à tous les membres du Comité central avec prière de me répondre directement. La majorité du Comité central est tout à fait en droit d'imposer sa suprématie à la minorité, mais en aucune façon d'écarter les exigences officielles de la minorité et les questions nettes proposées à la discussion par la minorité.

4) En me fondant sur ce que je viens d'exposer, j'invite les quatre membres du Comité central à me répondre immédiatement : a) pour quelle raison n'ont-ils pas invité à la réunion le camarade Ossipov, membre du Comité central ? b) la même chose en ce qui me concerne ? c) reconnaissent-ils l'obligation pour la majorité du collège de prendre des décisions communes seulement après invitation de la minorité à la réunion, à la condition qu'elle ait la possibilité de s'exprimer pendant la discussion et d'émettre un avis spécial ? d) reconnaissent-ils qu'ils sont tenus de répondre sur le fond à toutes les questions évoquées dans l'accord du 26 mai 1904 ?

5) Etant donné que 4 membres du Comité central ont communiqué leur décision prise illégalement (comme prétendue décision du Comité central tout entier) à l'organe central, je suis obligé d'adresser aux responsables du Parti que cela concerne d'assez près, une lettre sur les façons d'agir de quatre membres du Comité central.

N. Lénine, membre du C.C.

Publié pour la première fois en 1930 dans le recueil Lénine XV

Conforme au manuscrit

LETTRE AUX REPRÉSENTANTS DU COMITÉ CENTRAL ET AUX MEMBRES DES COMITÉS DU P.O.S.D.R QUI SE SONT RALLIÉS À LA MAJORITÉ DU IIe CONGRÈS DU PARTI

Camarades ! Le conflit au sein du Comité central a atteint un tel développement que je m'estime moralement obligé d'en faire part à tous les partisans de la majorité du IIe Congrès du Parti. La manière d'agir illégale de quatre membres du Comité central et la crainte de commettre une seconde fois quelque action imprudente et nuisible pour le Parti (comme mon départ de la rédaction) sans en avoir discuté avec ceux qui pensent comme moi, qui militent sur place, qui connaissent mieux l'état d'esprit réel dans le Parti et qui ont déclaré la guerre en fait et non en paroles seulement, au vieil esprit de cercle de l'étranger, au nom du jeune esprit de parti, m'obligent à faire cette démarche.

En quoi consiste ce conflit, au sein du C.C., c'est ce qui ressortira des quatre documents ci-joints : 1) l'accord du 26 mai 1904 entre les trois membres du Comité central, Glébov, Zvérev et Lénine ; 2) ma lettre, datée du même jour, aux membres du Comité central; 3) la motion votée, soi-disant, par tous les membres du Comité central, à l'exception d'un seul ; 4) ma protestation contre la légalité de cette soi-disant motion [159].

Je demande instamment à tous les camarades, qui partagent mon point de vue dans la lutte actuelle au sein du

Parti, de lire attentivement ces documents instructifs et d'exprimer franchement et totalement leur opinion là-dessus. De mon côté, je m'abstiendrai d'interventions publiques dans la presse sur ces questions, je m'en abstiendrai, au moins, pendant un certain temps, tant que je ne connaîtrai pas l'opinion de quelques militants de Russie ou tant que les événements ne m'y contraindront pas.

Je me limiterai à quelques questions au Parti, si les membres de nos organisations estiment que nous avons réellement un Parti : 1) peut-on admettre dans un parti, digne du nom de Parti ouvrier, l'existence d'un Comité central choisi par la majorité et qui déclare que la politique de la majorité est une politique « de groupe » ? 2) des gens qui disent une chose dans une déclaration en mars et tout à fait autre chose en juillet, peuvent-ils moralement prétendre à notre confiance ? 3) des gens qui profitent de l'arrestation de deux membres du Comité central appartenant à la majorité, pour fouler aux pieds les intérêts de la majorité ? 4) des gens qui au nom de la lutte contre la politique de groupe parlent de conférence avec le groupe de la minorité, en méconnaissant la majorité ? 5) des gens qui ont peur du jugement de leurs actes par le congrès et pour cette raison osent menacer le Parti d'une scission, osent « interdire » aux membres du Parti d'user de leur droit élémentaire de faire de l'agitation en faveur du congrès ? 6) des gens qui révèlent une incompréhension si infantile de la crise de notre Parti qu'ils prétendent démontrer sérieusement « la légalité » de l'organe central et décrètent la « haute tenue » de cet organe central ? 7) des gens qui s'efforcent, manifestement contre la volonté du Parti, d'expulser du Comité central les partisans conséquents de la majorité du Parti ?

Pour terminer, je demande qu'on me réponde à ces questions et qu'on informe de cet état de choses et de cette lettre tous les membres actifs du Parti. Je ne vois pas pour l'instant la nécessité de publier cette lettre.

Lénine, membre du C.C.

Conforme au manuscrit

Écrit le 6 (18) août 1904.
Publié pour la première fois en 1930 dans le recueil Lénine XV

LETTRE À GLÉBOV (V. A. NOSKOV)

11 septembre 1904

Cher camarade,

De nouveau vous répétez que le vœu de me voir entrer à la rédaction de l'organe central a été exprimé par le « Comité central ». A mon tour, je dois répéter moi aussi que c'est, pour le moins, inexact. Quand vous avez officiellement affirmé que la déclaration que l'on sait du Comité central [140] a été adoptée à l'unanimité, par le Comité central au complet moins un membre, j'ai immédiatement (dès le 18 août 1904) répondu que c'était faux. La déclaration était signée de trois membres du Comité central sur les neuf qu'il comptait récemment, ces trois membres ayant, sans que rien les y autorisât, décrété non-membre du Comité central le camarade Ossipov qui, lui, continue toujours à se considérer comme membre du Comité central ; il m'en a fait la déclaration par écrit. Vous n'aviez pas le droit de déclarer démissionnaire un camarade sans vous être expliqués avec lui. L'un et l'autre argument par lesquels vous avez, ainsi que vos deux collègues, défendu cette action arbitraire, sont notoirement inconsistants. Vous alléguiez que le camarade Ossipov avait officiellement fait part de sa démission à la précédente réunion ordinaire du Comité central. C'est faux, car à la fin de mai (c'est-à-dire plusieurs mois après cette réunion qui eut lieu en février ou mars), nous comptions encore 9 membres au Comité central, témoin l'accord du 26 mai 1904, signé par trois

membres du Comité central, et la lettre annexée à cet accord*. Vous en appeliez au fait qu'après la réunion mentionnée du Comité central, le camarade Ossipov est entré dans un comité local, ce qu'un membre du Comité central n'eût pas été en droit de faire. A cela, le camarade Ossipov m'avait déjà répondu par écrit qu'il était allé prendre part au travail local dans l'endroit indiqué, sur l'invitation précisément de ces mêmes membres du Comité central qui l'ont maintenant déclaré démissionnaire ; et qu'il n'avait pas milité en qualité de membre officiel d'un comité. En outre, si même s'était produite l'entrée irrégulière, inadmissible au point de vue des statuts, d'un membre du Comité central dans un comité local, il ne s'ensuivait nullement que pour rectifier cette irrégularité il ait nécessairement fallu quitter le Comité central, et non le comité local. Enfin, vous avez vous-même dû reconnaître dans la lettre que vous m'adressiez, que la réunion des trois membres du Comité central avait été avisée du caractère discutable de la démission du camarade Ossipov. Le règlement de cette question par trois membres du Comité central en l'absence d'Ossipov et sans l'avoir même entendu, constituait un acte d'arbitraire, notoire et révoltant. Certes, les trois membres du Comité central pouvaient espérer que le Conseil du Parti, aux mains de la rédaction, prendrait fait et cause pour eux ; certes, les trois membres du Comité central pouvaient s'appuyer sur une transaction, formellement conclue ou tacitement reconnue par eux, avec les partisans de la minorité au Conseil. Mais cette circonstance, loin d'effacer cette mesure arbitraire, l'eut au contraire accentué d'éléments de mauvaise foi politique. Il était tout aussi illégal de la part de trois membres du Comité central d'accepter la démission du camarade Travinski, dont tous les membres du Comité central n'avaient pas été informés avant la réunion. Jusqu'à présent d'ailleurs, vous n'avez pu me donner une réponse précise à cette question : à qui et quand cette démission fut-elle remise ? Vous vous en tenez quitte avec une réponse qui ressemble à une raillerie : « Informez-vous auprès du collège de Russie » lequel « collège » (toujours ce même collège de trois !) vous venez de

* Voir le présent tome, pp. 445-448. (*N.R.*)

quitter, et avec lequel je ne puis me mettre en rapports que par votre intermédiaire !!

Ainsi, je conteste la légitimité de la composition du Comité central et de sa dernière réunion (où fut adoptée la « déclaration »). J'aurais donc parfaitement le droit de laisser sans réponse la proposition que vous me faites d'entrer à la rédaction de l'organe central. Mais je considère que cette proposition part non du Comité central, mais de trois membres du Parti, et j'estime qu'il est de mon devoir d'y donner une réponse motivée, d'autant plus que vous invoquez le désir que la rédaction de l'organe central vous a exprimé par écrit de me voir au nombre de ses rédacteurs.

Vous estimez que mon entrée à la rédaction de l'organe central « assurerait presque entièrement dans le Parti la paix que je désire tant ». Votre « presque » est bien caractéristique ! Oui, je désire la paix dans le Parti, j'ai proposé la paix, par voix de presse, en décembre 1903, dans ma *Lettre à la rédaction de l'« Iskra »* (*Pourquoi j'ai quitté la rédaction*)*. J'ai proposé la paix encore une fois, officiellement, au Conseil du Parti en janvier 1904**. La paix ne fut point acceptée aux conditions que je posais alors au nom de la majorité. Je noterai que contrairement à la mode actuelle de parler de « paix » en des phrases hypocrites donnant au mot de paix le sens de concession totale à la minorité, de méconnaissance totale de la majorité et d'oubli total du congrès, j'ai indiqué au Conseil avec une netteté parfaite ce que j'entendais par paix dans le Parti. D'accord avec mon collègue d'alors à la représentation du Comité central au Conseil, j'ai expressément déclaré ce que j'entendais par paix : épurer la lutte idéologique des querelles de préséance, des chicanes mesquines et des procédés malhonnêtes de lutte. Que l'organe central soit à la minorité et le Comité central à la majorité — proposais-je alors — invitons chacun à cesser tout boycottage, toute mesquine querelle de préséance ou de cooptation, et discutons en toute camaraderie nos divergences et les raisons de notre désaccord au congrès ; habituons le Parti à examiner honnêtement et avec dignité les litiges qui surgissent dans son

* Voir le présent tome, pp. 119-126. (*N.R.*)
** Voir le présent tome, pp. 149-151. (*N.R.*)

sein. Mon appel fut tourné en dérision par Plékhanov et Martov. Je ne suis pas étonné qu'ils aient pris la honteuse décision de ne point publier les procès-verbaux du Conseil (en dépit des instances de la minorité du Conseil, c'est-à-dire des deux représentants du Comité central), et qu'à cette décision se soient aujourd'hui ralliés (en secret) trois membres du Comité central. Les gens qui aménagent une paix hypocrite, en mettant à profit les aléas inévitables dans la vie des révolutionnaires russes et en expulsant du Comité central ceux qui ne partagent pas leurs idées*, doivent nécessairement s'appliquer à cacher aux membres du Parti les tentatives qui furent faites pour conclure en temps utile une paix honnête. J'ai par bonheur des raisons de penser que ce pitoyable subterfuge en vue de tromper le Parti manquera son but, et que les procès-verbaux du Conseil verront enfin le jour.

Lorsque la rédaction, devenue maîtresse au Conseil, eut repoussé avec des rires ma proposition de paix, je déclarai sur-le-champ que l'unique issue honnête, c'était selon moi le congrès. La tactique de la minorité (Plékhanov y compris) — garder la rédaction de l'organe central et le Conseil, représenter en paroles dans ces organismes centraux les intérêts du Parti dans son ensemble, tout en cherchant en réalité à obtenir, sans convoquer le congrès, un remaniement du Comité central dans l'intérêt de la minorité, — cette tactique, je ne puis la considérer comme une lutte honnête. Je ne suis jamais entré et n'estime point possible d'entrer en transaction avec les partisans de cette tactique. En outre, depuis janvier s'est pleinement révélé le visage de la nouvelle *Iskra*, cet organe central de ragots et de mesquines querelles, aux raisonnements confus, qui fait des avances aux opportunistes, règle les comptes personnels, est à l'affût des dissentiments. Que la nouvelle *Iskra* soit l'organe d'un cercle, l'organe d'une nouvelle « orientation » tous le constatent aujourd'hui, même la rédaction qui au début avait entrepris de défendre la « continuité » et qui à l'heure actuelle insulte constamment l'ancienne

* Cela est vrai avant tout pour le camarade Ossipov. Ensuite, pour moi aussi, évidemment ; car proposer d'entrer à la rédaction de l'organe central, c'est proposer de quitter le Comité central.

Iskra. La question se pose : dans quel sens peut-on maintenant parler de paix ? Si par là on entend épurer la lutte idéologique des mesquines querelles de cooptation, je suis entièrement prêt, aujourd'hui encore, à souscrire à la paix et à réitérer la proposition que j'ai faite au Conseil. Mais s'il s'agit d'une paix qui signifie la cessation de toute lutte idéologique, l'acceptation de l'orientation, ou plutôt du visage dépourvu de toute orientation, de la nouvelle *Iskra*, seuls peuvent proposer cette « paix » là des gens sans principes, ou hypocrites, ou qui considèrent les organes du Parti comme du simple papier journal (Druckerschwärze — encre d'imprimerie — ainsi que l'un des « conciliateurs » a appelé les publications de la nouvelle *Iskra*). Si les rédacteurs de la nouvelle *Iskra*, dont la position « de principe » s'est presque toute ramenée à des attaques personnelles contre moi, à la persécution de ce qu'ils ont appelé « léninisme », et à la recherche de différends avec moi, expriment maintenant le désir de me voir à la rédaction, ils reconnaissent par là même qu'ils ne prennent point leurs écrits au sérieux, qu'ils n'ont monté toute cette polémique que « pour la cooptation », et qu'ils sont prêts à jeter tous leurs nouveaux « principes » par-dessus bord, une fois cette cooptation obtenue. En ce qui me concerne, je repousse comme une chose indigne la seule supposition que la majorité puisse renoncer à la lutte qu'elle mène dans le Parti pour faire triompher son point de vue, pour une ferme orientation, contre l'esprit de cercle. J'estime avoir le droit imprescriptible ainsi que le devoir de mener cette lutte en commun avec les partisans convaincus de la majorité dont le nombre croît en Russie. Cette lutte doit, selon moi, être menée au grand jour, car les 9/10 de l'histoire du conflit ont déjà été rendus publics, et la dérober plus longtemps aux yeux du monde ne servirait qu'à prolonger mesquinement et sottement la crise.

Vous écrivez que « sans aucun doute, de nombreux comités désirent eux aussi » mon entrée à la rédaction actuelle de l'*Iskra*. J'ai le regret de constater que cette fois encore, vous proférez manifestement une contre-vérité. Aucun comité n'a encore, dans les conditions actuelles de la lutte, exprimé un pareil vœu. Il n'est formulé que par le cercle de rédacteurs de l'organe central et par trois membres

du Comité central pour qui le nec plus ultra de la sagesse politique est d'invectiver la majorité de concert avec la minorité, et la minorité de concert avec la majorité. Je me permets de penser que j'ai à compter non avec la volonté de tels ou tels politiciens, mais avec la volonté de tout le Parti, qui a lui-même arrêté à son usage le mode d'expression formelle de cette volonté : le congrès. Je me permets de penser qu'un dirigeant qui, au congrès, a choisi une certaine ligne de conduite et l'a fait suivre par une portion du Parti, perd tout droit au respect et ne mérite même pas que l'on prenne ses paroles au sérieux, s'il passe du côté de ses adversaires.

Votre référence à de « nombreux comités » est extrêmement édifiante et significative, encore qu'elle... ne corresponde pas à la vérité. Elle témoigne d'un reste de conscience politique, d'une certaine reconnaissance du fait que les organismes responsables, désignés par le Parti, doivent tenir compte de la volonté de ce Parti lorsqu'ils entreprennent de remanier la composition et l'orientation des organismes centraux. Si ce sentiment n'était point chez vous obscurci par la position incohérente que vous avez adoptée, vous verriez sans peine que pour connaître le désir réel de comités réellement nombreux, il n'est d'autre moyen que le congrès. Mais si votre référence à de « nombreux comités » trahit un reste de cette conscience politique, elle atteste du même coup, on ne peut plus clairement, une conscience inquiète : vous craignez le congrès comme le feu, parce que vous sentez la contradiction flagrante qui existe entre votre politique d'aventures et la volonté du Parti.

Mes considérations générales relatives à l'hypocrisie de la conciliation tentée par vous sont entièrement confirmées par plusieurs faits complémentaires. Trois membres du Comité central s'extasient aujourd'hui de la « haute tenue » de l'organe central, alors qu'en mars, *ces mêmes* trois membres du Comité central regrettaient, dans une déclaration, que certains publicistes du Parti (la majorité de l'actuelle rédaction de l'organe central) aient donné dans l'opportunisme. Tout en parlant de « paix », ces trois membres du Comité central prononcent la dissolution du Bureau du Sud (collège de représentants du Comité central) parce que les partisans de la majorité qui y militaient ont

eu l'audace de faire de l'agitation en faveur du congrès. Tout en parlant de réconcilier les deux parties adverses, les trois membres du Comité central organisent une conférence des représentants d'une des parties et méconnaissent l'autre. Quelle dépravation n'apportent pas dans le Parti ces transactions particulières, privées, concernant les intérêts vitaux de tout le Parti et qu'on lui cache avec tant de soin, bien que le secret ne soit nullement nécessaire ! Quelle défiance, suspicion mutuelles, ces agissements à l'insu du Parti n'apportent-ils pas dans toute son existence ! Aujourd'hui justement, un camarade de Russie me fait part dans une lettre des bruits qui courent à propos de ces transactions : trois fractions se sont formées au sein de la minorité, dit-on dans les milieux du Parti ; l'une exige avant tout la cooptation de Dan et de Trotski au Comité central et ne veut rien savoir de plus ; une autre consent à une conférence ; la troisième se contenterait d'une déclaration du Comité central, et les partisans du « Ioujny Rabotchi » en font partie (qui fort judicieusement estiment que la création d'un organe populaire n'est autre chose qu'un rétablissement masqué du « Ioujny Rabotchi », dont le congrès a décidé d'arrêter la publication). J'ignore ce qu'il y a de vrai dans ces bruits qui circulent dans le Parti. Mais que la minorité se compose de groupes hétérogènes ; que le camarade Brucker, par exemple, ne prenne probablement aucune part aux « ultimatums » de la minorité et à toutes les mesquines querelles que suscite la cooptation ; que le groupe du « Ioujny Rabotchi » représente une nuance très particulière, ce sont là des faits universellement connus, des faits dont sont instruits tous ceux qui ont analysé le congrès de notre Parti. Se peut-il que vous ne voyiez pas tout ce qu'il y a d'humiliant dans ce marchandage auquel certains groupements se livrent à l'insu du Parti ! Y a-t-il lieu de s'étonner si l'hypocrisie de ces trois membres du Comité central leur vaut l'entière défiance de la majorité qui se tient à l'écart de toutes ces manigances ? Y a-t-il lieu de s'étonner si l'on considère une « paix » commencée par la destitution de ceux qui faisaient de l'agitation en faveur du congrès comme le prélude d'une falsification systématique de l'opinion du Parti ? Si la majorité soupçonne une transaction entre le Comité central

et l'organe central (et, par conséquent, le Conseil) pour que la minorité soit introduite de force dans les comités, que les résolutions de la majorité ne soient point publiées (il y a *plus d'un mois déjà* que l'on cèle les résolutions de Pétersbourg et d'Ekatérinoslav), etc., etc. ?

J'espère que vous comprendrez maintenant pourquoi, étant donné la situation actuelle du Parti, il ne peut être question de mon entrée à la rédaction de l'organe central.

* * *

La déclaration où vous prétendez que je me suis « abstenu » de prendre part au vote lors de la cooptation de trois membres du Comité central, est une *contre-vérité*. Je proteste énergiquement contre la reconnaissance de « la validité des élections ». C'est là un nouvel acte arbitraire. Les trois membres du Comité central sont *tenus* d'examiner, *tous*, ma protestation, pour ne soulever qu'*ensuite* la question de la cooptation. Conformément aux statuts, la cooptation doit être unanime ; je n'y ai point donné mon consentement. Par conséquent, si l'affaire n'est pas portée devant le Conseil, il ne saurait être question de la validité de cette cooptation. La décision du Conseil (si vous y portez, arbitrairement, la question de la cooptation avant que la composition du Comité central ne soit vérifiée par tous les membres de ce dernier) devra m'être communiquée en même temps que les procès-verbaux du Conseil.

* * *

Je ne puis partager vos regrets de ce que nous n'avons pu nous rencontrer. Après vos agissements envers le camarade Ossipov et la façon dont vous tenez votre parole (accord du 26 mai 1904), je ne désire avoir avec vous que des rapports purement officiels et exclusivement épistolaires.

N. Lénine, membre du Comité central

Publié avec certaines coupures en 1904 dans la brochure de N. Chakhov, « La lutte pour le congrès », Genève

Conforme au manuscrit

UN PAS EN AVANT, DEUX PAS EN ARRIÈRE

RÉPONSE DE N. LÉNINE À ROSA LUXEMBOURG [141]

L'article de la camarade Rosa Luxembourg dans les nos 42 et 43 de *la Neue Zeit* est une analyse critique de mon livre russe sur la crise dans notre Parti*. Je ne peux manquer d'exprimer ma reconnaissance aux camarades allemands pour leur attention envers les publications de notre Parti, pour leurs efforts de familiariser avec cette littérature la social-démocratie allemande, mais je dois dire que l'article de Rosa Luxembourg dans la *Neue Zeit* familiarise les lecteurs non avec mon livre, mais avec quelque chose d'autre. Cela ressort des exemples suivants. La camarade Luxembourg dit, par exemple, que dans mon livre s'est dessinée nettement et fortement la tendance vers « un centralisme ne tenant compte de rien » . La camarade Luxembourg présume, de cette façon, que je défends un certain système d'organisation contre un certain autre. Mais la réalité est différente. Tout au long du livre, de la première à la dernière page, je défends les principes élémentaires de tout système d'organisation du Parti quel qu'il soit. Mon livre analyse non la différence entre tel ou tel système d'organisation, mais la façon dont il faut soutenir, critiquer et corriger tout système, sans contrevenir aux principes du Parti. Rosa Luxembourg dit plus loin que « conformément à sa conception (de Lénine), les pleins pouvoirs sont donnés au Comité central d'organiser tous les comités locaux du Parti ». En réalité, ce n'est pas exact.

*Voir le présent tome, pp. 119-126. (*N.R*).

Mon opinion sur cette question peut être prouvée, pièces à l'appui, par le projet de statuts d'organisation du Parti que j'ai proposé. Dans ce projet, il n'y a pas un mot sur le droit d'organiser les comités locaux. La commission élue au congrès du Parti pour élaborer les statuts du Parti y a inclus ce droit, et le congrès a confirmé le projet de la commission. On a élu à la commission trois représentants de la minorité du congrès, à part moi et un autre partisan de la majorité ; par conséquent, dans cette commission qui a conféré au Comité central le droit d'organiser les comités locaux, c'est justement trois de mes adversaires qui l'ont emporté. La camarade R. Luxembourg a confondu deux faits distincts. D'abord, elle a confondu mon projet d'organisation avec le projet modifié par la commission, d'une part et, d'autre part, avec les statuts d'organisation adoptés par le congrès du Parti ; deuxièmement, elle a confondu la défense d'une revendication déterminée touchant un paragraphe déterminé des statuts (il est absolument faux que dans cette défense je n'aie tenu compte de rien, puisque à l'assemblée plénière je n'ai pas protesté contre l'amendement déposé par la commission) avec la défense de la thèse (authentiquement « ultra-centraliste », n'est-ce pas ?) suivant laquelle les statuts adoptés par le congrès du Parti doivent être appliqués jusqu'à ce que le prochain congrès les modifie. Cette thèse (« purement blanquiste », comme le lecteur peut facilement le remarquer), je l'ai réellement soutenue dans mon livre « sans tenir compte de rien ». La camarade Luxembourg dit que selon moi « le Comité central est le seul centre actif du Parti ». En réalité, ce n'est pas exact. Je n'ai jamais soutenu cette opinion. Au contraire, mes contradicteurs (la minorité du IIe Congrès du Parti) m'accusaient dans leurs écrits de ne pas suffisamment défendre l'indépendance, l'initiative du Comité central et de trop le subordonner à la rédaction de l'organe central à l'étranger et au Conseil du Parti. J'ai répondu, à cette accusation, dans mon livre, que lorsque la majorité du Parti était prépondérante au Conseil du Parti, elle n'a jamais tenté de limiter l'indépendance du Comité central ; mais cela s'est produit aussitôt que le Conseil est devenu un instrument de lutte entre les mains de la minorité. La camarade Rosa Luxembourg dit que dans la so-

cial-démocratie de Russie il n'existe aucun doute quant à la nécessité d'un parti unique et que toute la discussion se concentre sur la question d'une plus ou moins grande centralisation. En réalité, ce n'est pas exact. Si la camarade Luxembourg voulait bien prendre connaissance des résolutions des nombreux comités locaux du Parti qui forment la majorité, elle comprendrait facilement (cela ressort particulièrement de mon livre) que la discussion a surtout porté chez nous sur le fait de savoir si le Comité central et l'organe central devaient représenter l'orientation de la majorité du congrès ou non. L'estimée camarade ne dit mot de cette exigence « purement blanquiste » et « ultra-centraliste », elle préfère déclamer contre la subordination mécanique de la partie au tout, contre la soumission servile, contre l'obéissance aveugle et d'autres horreurs de ce genre. Je suis très reconnaissant à la camarade Luxembourg d'expliquer cette profonde idée que la soumission servile est fatale pour le Parti, mais je voudrais savoir si la camarade trouve normal, si elle peut admettre, si elle a vu dans un parti quelconque que dans les organismes centraux, qui s'intitulent organismes du Parti, la minorité du congrès du Parti prédominât ? La camarade R. Luxembourg m'attribue la pensée qu'en Russie existent déjà toutes les prémisses pour l'organisation d'un grand parti ouvrier fortement centralisé. De nouveau, c'est une inexactitude de fait. Nulle part dans mon livre, non seulement je n'ai soutenu cette idée, mais je ne l'ai même pas exprimée. La thèse que j'ai proposée exprimait et exprime quelque chose de différent. Plus précisément, je soulignais qu'il y avait déjà toutes les prémisses pour que les décisions du congrès du Parti soient respectées, et que le temps où l'on pouvait remplacer un collège du Parti par un cercle privé est révolu depuis longtemps. J'ai prouvé que certains oracles de notre Parti ont révélé leur inconséquence et leur instabilité, et qu'ils n'ont aucun droit de rendre le prolétaire russe responsable de leur manque de discipline. Les ouvriers russes se sont prononcés plus d'une fois déjà, dans diverses circonstances, pour le respect des décisions du congrès du Parti. C'est vraiment ridicule quand la camarade Luxembourg qualifie une telle opinion d'« optimiste » (ne faut-il pas plutôt dire « pessimiste ») sans souffler mot du fond réel

de ma thèse. La camarade Luxembourg soutient que j'exalte la valeur éducative de la fabrique. Ce n'est pas vrai. Ce n'est pas moi mais mon adversaire qui affirmait que je me représente le Parti comme une fabrique ; je me suis bien moqué de lui, en démontrant par ses propres expressions qu'il confond deux aspects différents de la discipline à la fabrique, ce qui, malheureusement est arrivé aussi à la camarade Rosa Luxembourg*.

La camarade Luxembourg dit que par ma définition du social-démocrate révolutionnaire comme jacobin lié à une organisation d'ouvriers socialement conscients, j'ai peut-être caractérisé mon point de vue avec plus d'esprit que n'aurait pu le faire aucun de mes adversaires. Encore une fois, il y a erreur de fait. Ce n'est pas moi, mais P. Axelrod qui a parlé le premier de jacobinisme. Le premier, Axelrod a comparé les groupements de notre parti à ceux du temps de la Révolution française. J'ai seulement fait remarquer que cette comparaison n'est admissible que pour autant que la division de la social-démocratie contemporaine en révolutionnaire et opportuniste correspond, dans une certaine mesure, à la division en montagnards et girondins. L'ancienne *Iskra*, reconnue par le congrès du Parti, faisait souvent cette comparaison. En admettant justement une telle division, l'ancienne *Iskra* combattait l'aile opportuniste de notre Parti, l'orientation du *Rabotchéié Diélo*. Rosa Luxembourg confond ici la corrélation entre les deux courants révolutionnaires du XVIII^e^ et du XX^e^ siècle avec l'identification de ces courants eux-mêmes. Par exemple, si je dis que le Petit Scheideg par rapport à la Jungfrau, c'est la même chose qu'une maison de deux étages par rapport à une maison de quatre étages, cela ne veut pas encore dire que j'identifie une maison de quatre étages et la Jungfrau. La camarade Luxembourg a laissé échapper entièrement l'analyse concrète des divers courants dans notre Parti. Or, je consacre la majeure partie de mon livre à cette analyse qui se fonde sur les procès-verbaux du congrès de notre Parti, et dans l'introduction je le souligne expressément. Rosa Luxembourg désire parler de la situation ac-

* Voir la brochure russe : *Nos malentendus*, l'article « R. Luxembourg contre Karl Marx ».

tuelle dans notre Parti tout en méconnaissant totalement notre congrès qui, à proprement parler, a posé les fondations réelles de notre Parti. On doit avouer que c'est une entreprise risquée ! D'autant plus risquée que, comme je l'ai indiqué des centaines de fois dans mon livre, mes adversaires méconnaissent le congrès, et c'est justement pourquoi toutes leurs affirmations sont privées de toute base concrète.

C'est précisément cette erreur fondamentale que commet aussi la camarade Rosa Luxembourg. Elle ne fait que répéter des phrases, tout bonnement, sans se donner la peine de démêler leur signification concrète. Elle menace de diverses horreurs, sans avoir étudié le fond réel de la controverse. Elle m'attribue des lieux communs, des principes et des propos rebattus, des vérités absolues, et s'évertue à passer sous silence les vérités relatives, basées sur des faits très précis, et que j'applique exclusivement. Et elle se plaint encore de poncifs, et en appelle à la dialectique de Marx. Or, justement, l'article de l'estimée camarade contient uniquement des poncifs imaginaires, justement son article contredit l'a b c de la dialectique. Cet a b c enseigne qu'il n'y a aucune vérité abstraite, la vérité est toujours concrète. La camarade Rosa Luxembourg méconnaît superbement les faits concrets de la lutte dans notre Parti et déclame d'un air condescendant à propos de questions qu'on ne peut discuter sérieusement. Je prendrai un dernier exemple dans le deuxième article de la camarade Luxembourg. Elle cite mes paroles suivant lesquelles telle ou telle rédaction des statuts d'organisation peut servir d'arme plus ou moins aiguisée dans la lutte contre l'opportunisme*. Rosa Luxembourg ne dit absolument pas de quelles formulations je parlais dans mon livre et nous parlions tous au congrès du Parti. La camarade n'effleure absolument pas la question de savoir quelle polémique je menais au congrès, contre qui j'avançais mes arguments. Au lieu de cela, elle condescend à me faire toute une conférence sur l'opportunisme... dans les pays à régime parlementaire ! ! Mais, dans son article, nous ne trouvons pas un mot sur toutes les variétés particulières, spécifiques de l'opportunisme, sur

* Voir le présent tome, p. 285. (*N.R.*)

les nuances qu'il a prises chez nous en Russie, et dont il est question dans mon livre. La conclusion de tous ces raisonnements hautement ingénieux est la suivante : « Les statuts du Parti ne doivent pas être en eux-mêmes (? ? comprends qui peut) une arme contre l'opportunisme mais seulement un moyen extérieur puissant pour imposer l'influence dirigeante de la majorité révolutionnaire et prolétarienne du Parti, qui existe en réalité. » Tout à fait exact. Mais R. Luxembourg passe sous silence la façon dont s'est formée la majorité qui existe en réalité ; or, c'est justement de cela que je parle dans mon livre. Elle ne dit pas non plus quelle influence Plékhanov et moi nous défendions à l'aide de ce puissant moyen extérieur Je peux seulement ajouter que jamais et nulle part je n'ai prononcé pareille absurdité, à savoir que les statuts du Parti sont une arme « en eux-mêmes ».

La réponse la plus juste à une telle interprétation de mes vues serait l'exposé des faits concrets de la lutte dans notre Parti. Alors chacun comprendra clairement à quel point les faits concrets contredisent les lieux communs et les abstractions banales de la camarade Luxembourg.

Notre Parti fut fondé au printemps 1898 en Russie au congrès des représentants de quelques organisations russes. Le Parti reçut le nom de Parti ouvrier social-démocrate de Russie. La *Rabotchaïa Gazéta* [142] fut proclamée organe central du Parti ; l'« Union des social-démocrates russes à l'étranger » représentait le Parti à l'étranger. Peu après le congrès, le Comité central du Parti fut arrêté. La *Rabotchaïa Gazéta* cessa de paraître après le deuxième numéro. Tout le Parti se transforma en un conglomérat amorphe d'organisations locales (appelées comités). Le seul lien unissant ces comités locaux était un lien idéologique, purement intellectuel. Il devait fatalement arriver une période de divergences, de flottements, de scissions. Les intellectuels, qui constituaient un pourcentage beaucoup plus important dans notre Parti que dans les partis d'Europe occidentale, se sont passionnés pour le marxisme, mode nouvelle. Cet engouement a très rapidement fait place d'une part, à une admiration servile de la critique bourgeoise de Marx et, d'autre part, à un mouvement ouvrier purement professionnel (grévisme, économisme). La divergence

entre la tendance opportuniste intellectuelle et la tendance révolutionnaire prolétarienne a amené la scission de l'« Union » à l'étranger. Le journal *Rabotchaïa Mysl* et la revue *Rabotchéié Diélo* éditée à l'étranger (cette dernière un peu moins) étaient les porte-parole de l'économisme, minimisaient l'importance de la lutte politique, niaient les éléments de démocratie bourgeoise en Russie. Les critiques « légaux » de Marx, messieurs Strouvé, Tougan-Baranovski, Boulgakov, Berdiaïev, etc., ont carrément tourné à droite. Nous ne découvrirons nul endroit en Europe où le bernsteinisme soit arrivé si vite à sa fin logique, la formation d'une fraction libérale, comme cela s'est passé chez nous en Russie. Chez nous, M. Strouvé a commencé par la « critique », au nom du bernsteinisme, et a terminé par l'organisation de la revue libérale *Osvobojdiénié*, libérale dans le sens européen de ce mot. Plékhanov et ses amis qui ont quitté l'Union à l'étranger étaient soutenus par les fondateurs de l'*Iskra* et de la *Zaria*. Ces deux revues (dont a entendu parler même la camarade Rosa Luxembourg) ont mené une « brillante campagne de trois ans » contre l'aile opportuniste du Parti, une campagne de la « Montagne » social-démocrate contre la « Gironde » social-démocrate (c'est une expression de l'ancienne *Iskra*), une campagne contre le *Rabotchéié Diélo* (les camarades Kritchevski, Akimov, Martynov, etc.), contre le Bund juif, contre les organisations de Russie qui s'étaient inspirées de cette orientation (en premier lieu contre l'organisation de Pétersbourg dénommée « organisation ouvrière » et le comité de Voronèje).

Il devenait de plus en plus évident qu'un lien purement idéologique entre les comités était insuffisant. On ressentait de plus en plus le besoin d'un Parti vraiment uni, c'est-à-dire l'accomplissement de ce qu'on avait seulement prévu en 1898. Enfin, fin 1902 s'est formé un Comité d'organisation, qui s'était donné pour tâche de convoquer le IIe Congrès du Parti. De ce Comité, composé surtout par l'organisation russe de l'*Iskra*, faisait également partie un représentant du Bund juif. En automne 1903 s'est tenu, enfin, le IIe Congrès qui s'est terminé, d'une part par l'unification formelle du Parti, d'autre part par sa scission en « majorité » et « minorité ». Cette division n'existait pas avant le congrès du Parti. Seule une analyse approfondie

de la lutte qui s'est déroulée au congrès peut expliquer cette division. Malheureusement, les partisans de la minorité (y compris la camarade Luxembourg) évitent prudemment cette analyse.

Dans mon livre, que la camarade Luxembourg présente d'une manière si originale aux lecteurs allemands, je consacre plus de cent pages à une analyse détaillée des procès-verbaux du congrès (qui forment un volume de près de 400 pages). Cette analyse m'a amené à diviser les délégués ou mieux les voix (certains délégués avaient une ou deux voix) en quatre groupes fondamentaux : 1) les iskristes de la majorité (partisans de la tendance de l'ancienne *Iskra*) — 24 voix, 2) les iskristes de la minorité — 9 voix, 3) le centre (appelé aussi par dérision le « marais ») — 10 voix et enfin 4) les anti-iskristes — 8 voix, soit au total 51 voix.

J'analyse la participation de ces groupes à *tous* les votes qui ont eu lieu au congrès et démontre qu'à propos de toutes les questions (programme, tactique et organisation) le congrès a été l'arène de la lutte des iskristes contre les anti-iskristes, le « marais » ayant oscillé dans différents sens. Quiconque connaît un tant soit peu l'histoire de notre Parti doit comprendre clairement qu'il ne pouvait en être autrement. Mais tous les partisans de la minorité (y compris Rosa Luxembourg) ferment modestement les yeux sur cette lutte. Pourquoi ? C'est justement cette lutte qui rend évidente toute la fausseté de l'actuelle position politique de la minorité. Pendant toute cette bataille au congrès du Parti, à l'occasion de dizaines de questions, de dizaines de votes, les iskristes ont combattu les anti-iskristes et le « marais » qui s'alignait d'autant plus résolument aux côtés des anti-iskristes que la question discutée était plus concrète, qu'elle définissait d'une manière plus positive le sens fondamental du travail social-démocrate, qu'elle visait à mettre en pratique plus concrètement les plans inébranlables de l'ancienne *Iskra*. Les anti-iskristes (surtout le camarade Akimov et le délégué toujours d'accord avec lui, de l'« Organisation ouvrière » de Pétersbourg, le camarade Brucker, presque toujours le camarade Martynov et 5 délégués du Bund juif) étaient contre la reconnaissance de l'orientation de l'ancienne *Iskra*. Ils défendaient les anciennes organisations privées, votaient contre leur soumission au

Parti, contre leur fusion avec le Parti (incident du Comité d'organisation, dissolution du groupe « Ioujny Rabotchi », le plus important du « marais », etc.). Ils combattaient les statuts d'organisation, rédigés dans l'esprit du centralisme (14e séance du congrès) et accusaient alors *tous* les iskristes de vouloir introduire « la suspicion organisée », « la loi d'exception » et autres horreurs. *Tous* les iskristes sans exception en riaient alors ; il est remarquable que la camarade Rosa Luxembourg prenne toutes ces fantaisies pour quelque chose de sérieux. Dans la grande majorité des questions, les iskristes l'ont emporté ; ils prédominaient au congrès, ce qui ressort clairement des chiffres que j'ai rappelés. Mais dans la deuxième période du congrès, quand on tranchait des questions touchant moins aux principes, les anti-iskristes ont gagné : certains iskristes avaient voté avec eux. C'est ce qui est arrivé, par exemple, à propos de l'égalité des langues dans notre programme ; sur cette question, les anti-iskristes ont presque réussi à battre la commission du programme et à imposer leur formulation. C'est ce qui est arrivé aussi pour le paragraphe 1 des statuts, lorsque les anti-iskristes de concert avec le « marais » ont imposé la formulation de Martov. Conformément à cette rédaction, sont considérés comme membres du Parti non seulement les membres d'une organisation du Parti (c'est la formulation que j'ai défendue avec Plékhanov), mais aussi toutes les personnes qui militent sous le contrôle d'une organisation du Parti*.

La même chose s'est produite à propos des élections du Comité central et de la rédaction de l'organe central. 24 iskristes ont formé une majorité compacte ; ils ont fait adopter un plan conçu depuis longtemps de renouvellement de

* Le camarade Kautsky s'est prononcé pour la formulation de Martov en invoquant des raisons d'opportunité. D'abord, ce point a été discuté à notre congrès non sous l'angle de l'opportunité, mais du point de vue des principes. La question a été posée sous cet aspect par Axelrod. Deuxièmement, le camarade Kautsky se trompe s'il pense que sous le régime policier russe, il existe une si grande différence entre l'appartenance à une organisation du Parti et un simple travail sous le contrôle d'une telle organisation. Troisièmement, il est particulièrement erroné de comparer la situation actuelle en Russie à la situation en Allemagne lorsqu'était en vigueur la loi d'exception contre les socialistes [143].

la rédaction : on a élu trois des six anciens rédacteurs ; 9 iskristes, 10 membres du centre et 1 anti-iskriste (les autres : 7 anti-iskristes, les représentants du Bund juif et du *Rabotchéié Diélo* avaient quitté le congrès auparavant) formaient la minorité. Cette minorité était si mécontente des élections qu'elle a décidé de ne pas participer aux autres élections. Le camarade Kautsky avait parfaitement raison de voir dans le renouvellement de la rédaction la cause principale de la lutte qui suivit. Mais son opinion suivant laquelle c'est moi (sic !) qui aurais « exclu » trois camarades de la rédaction s'explique seulement par sa complète ignorance de notre congrès. D'abord, la non-élection n'est absolument pas une exclusion, et je n'avais naturellement pas le droit au congrès d'exclure qui que ce soit ; d'autre part, le camarade Kautsky ne soupçonne même pas, il me semble, que la coalition des anti-iskristes, du centre et d'une petite partie des partisans de l'*Iskra* avait aussi une signification politique et ne pouvait manquer d'exercer une influence sur le résultat des élections. Quiconque se refuse à fermer les yeux sur ce qui s'est passé à notre congrès doit comprendre que notre nouvelle division en minorité et majorité est seulement une variante de l'ancienne division en aile prolétarienne, révolutionnaire et en aile intellectuelle, opportuniste de notre Parti. Ce fait, on ne peut l'écarter par aucune interprétation, aucune dérision.

Malheureusement, après le congrès, la signification de principe de cette scission a été obscurcie par les chicanes à propos de la cooptation. Plus précisément, la minorité refusait de travailler sous le contrôle des organismes centraux, si les trois anciens rédacteurs n'étaient pas cooptés à nouveau. Cette lutte a duré deux mois. Les moyens d'action utilisés étaient le boycottage et la désorganisation du Parti. 12 comités (des 14 qui se sont prononcés sur cette question) ont sévèrement condamné ces moyens. La minorité a même refusé d'accepter notre proposition (dont Plékhanov et moi avons été les promoteurs) et d'exprimer leur point de vue dans les colonnes de l'*Iskra*. Au congrès de la Ligue à l'étranger, on en est arrivé à couvrir les membres des organismes centraux d'injures et d'outrages (autocrates, bureaucrates, gendarmes, menteurs, etc.). On les accusait d'étouffer les initiatives personnelles et de vouloir imposer la sou-

mission inconditionnelle, l'obéissance aveugle, etc. Les tentatives faites par Plékhanov de qualifier d'anarchiste un tel moyen de lutte de la minorité, ne pouvaient atteindre leur but. Après ce congrès, Plékhanov publia un article, qui a fait date, et qui était dirigé contre moi : « Ce qu'il ne faut pas faire » (*Iskra*, n° 52). Dans cet article, il disait que la lutte contre le révisionnisme ne doit pas signifier nécessairement lutte contre les révisionnistes ; il était clair pour tous qu'il sous-entendait notre minorité. Plus loin, il dit que parfois il ne faut pas combattre l'anarchisme individualiste, si solidement ancré dans l'esprit du révolutionnaire russe ; certaines concessions sont quelquefois le meilleur moyen pour le maîtriser et éviter la scission. J'ai quitté la rédaction, car je ne pouvais partager un tel point de vue, et les rédacteurs de la minorité ont été cooptés. Puis il y a eu la lutte pour la cooptation au Comité central. Ma proposition de conclure la paix à condition que l'organe central reste à la minorité et le Comité central à la majorité a été rejetée. La bataille a continué, on combattait « au nom des principes » le bureaucratisme, l'ultracentralisme, le formalisme, le jacobinisme, le schweitzerisme (c'est moi qu'on appelait le Schweitzer russe) et autres choses horribles. Je me suis moqué de toutes ces accusations dans mon livre, et j'ai souligné que c'était soit une simple chicanerie de cooptation soit (si l'on convient d'y voir « des principes ») rien d'autre que des phrases opportunistes, girondistes. La minorité actuelle répète seulement ce que le camarade Akimov et d'autres opportunistes avérés ont dit à notre congrès contre le centralisme que défendaient tous les partisans de l'ancienne *Iskra*.

En Russie, les comités étaient indignés de la transformation de l'organe central en un organe d'un cercle privé, celui des chamailleries de cooptation et des ragots du Parti. On a voté plusieurs résolutions qui exprimaient la plus sévère condamnation. Seule la soi-disant « Organisation ouvrière » de Pétersbourg, dont nous avons déjà parlé, et le comité de Voronèje (partisans de la tendance du camarade Akimov) ont exprimé leur satisfaction *de principe*, de l'orientation de la nouvelle *Iskra*. Les voix, réclamant la convocation du III^e^ Congrès, devenaient de plus en plus nombreuses.

Le lecteur qui se donnera la peine d'étudier les origines de la lutte dans notre Parti comprendra facilement que les propos de la camarade Rosa Luxembourg sur « l'ultra-centralisme », sur la nécessité d'une centralisation progressive, etc., sont concrètement et sur le plan pratique une dérision à l'égard de notre congrès ; abstraitement et sur le plan théorique (si l'on peut ici parler de la théorie), c'est un avilissement manifeste du marxisme, une altération de la véritable dialectique de Marx, etc.

La dernière phase de la lutte a été caractérisée par le fait que les membres de la majorité ont été en partie exclus du Comité central, en partie neutralisés, réduits à néant. (Cela s'est produit à cause des remaniements du Comité central [144], etc.) Le Conseil du Parti (qui après la cooptation des anciens rédacteurs est également tombé aux mains de la minorité) et le Comité central actuel ont condamné toute agitation en faveur du IIIe Congrès, et passent à des accords et des pourparlers privés avec certains membres de la minorité. Les organisations, comme par exemple le collège de représentants (mandataires) du Comité central, qui se sont permis de commettre un crime tel que l'agitation pour la convocation d'un congrès, ont été dissoutes [145]. La lutte du Conseil du Parti et du nouveau Comité central contre la convocation du IIIe Congrès a été déclarée sur toute la ligne. La majorité y a répondu par le mot d'ordre : « A bas le bonapartisme ! » (c'était le titre de la brochure du camarade Galerka [146], qui parle au nom de la majorité). Le nombre des résolutions, dans lesquelles les institutions du Parti qui s'opposent à la convocation du congrès sont proclamées antiparti et bonapartistes, grandit. A quel point tous les discours de la minorité contre l'ultra-centralisme et en faveur de l'autonomie étaient hypocrites, c'est ce qui ressort clairement du fait que la nouvelle maison d'éditions de la majorité, que j'ai fondée avec un camarade (où ont été publiées la brochure mentionnée ci-dessus du camarade Galerka et quelques autres), a été déclarée hors-parti [147]. Les nouvelles éditions donnent à la majorité la seule possibilité de répandre ses vues, puisque les pages de l'*Iskra* lui sont à peu près interdites. Malgré cela, ou plutôt, justement à cause de cela, le Conseil du Parti a pris la décision, dont je viens de parler, sous le pré-

texte purement formel que nos éditions ne sont habilitées par aucune organisation du Parti.

A peine est-il besoin de parler de l'abandon dans lequel se trouve le travail positif, de la chute brutale du prestige de la social-démocratie, de dire à quel point tout le Parti est démoralisé parce que toutes les résolutions, toutes les élections du IIe Congrès ont été réduites à néant, et par suite de cette lutte contre la convocation du IIIe Congrès que mènent les organismes du Parti, responsables devant le Parti.

Ecrit dans la deuxième moitié de septembre 1904.

Conforme au manuscrit traduit de l'allemand en russe

Publié pour la première fois en 1930 dans le Recueil Lénine XV

L'OBLIGEANT LIBERAL

On est à ce qu'il semble
Beaucoup mieux seul qu'avec des sots...
Rien n'est si dangereux qu'un Strouvé pour ami ;
Mieux vaudrait un sage ennemi [148].

Dans le dernier numéro (n° 57) de l'*Osvobojdénié* de M. Strouvé, on lit ces lignes édifiantes :

Le processus de différenciation qui se poursuit au sein du parti dit Parti ouvrier social-démocrate de Russie est entré dans une phase nouvelle. Les centralistes extrémistes (les « léninistes », les « durs », les « bolchevistes ») commencent à sentir le terrain se dérober sous leurs pieds, alors que la position de leurs adversaires se fait toujours plus forte — du moins, dans les « colonies » d'émigrés à l'étranger. Presque partout les « menchevistes » (martoviens) prennent le dessus, mettent la main sur un nombre toujours plus grand d'organismes du Parti, alors que les « bolchevistes » voient se détacher d'eux des groupements et des personnes qui, s'ils n'adoptent pas définitivement la « plate-forme » de la minorité, ne désirent cependant pas mener la lutte contre elle et aspirent à instaurer la paix dans le Parti jusqu'à présent si troublé. On voit entrer en scène les « conciliateurs » qui désirent mettre fin à cet indécent pugilat où l'on a cessé non seulement de comprendre les autres, mais encore de se comprendre soi-même. L'entrée en scène de ces « conciliateurs » oblige les centralistes intransigeants à entreprendre « l'édition des publications du Parti social-démocrate pour la défense des principes de la majorité du IIe Congrès du Parti ». (Déclarations de V. Bontch-Brouévitch et N. Lénine.) Nous avons devant nous trois produits de ces nouvelles éditions : 1) *Au Parti*, Genève 1904, 16 p. Prix : 20 cent., 15 pf ; 2) Galerka, *A bas le bonapartisme !*, Genève 1904, 23 p. Prix : 25 cent., 20 pf ; 3) Galerka et Riadovoï [149], *Nos malentendus*, Genève 1904. Prix : 50 cent., 40 pf. Ces trois brochures renferment essentiellement une analyse critique de certaines méthodes, qui effectivement ne sont pas entièrement irréprochables, de la lutte « menchevisme »

contre la « majorité », et la défense de cette thèse que la convocation d'un IIIe Congrès, en vue de mettre fin aux tiraillements au sein du Parti, est non seulement possible, mais encore indispensable.

Occupant *formellement*, du point de vue de la loyauté de parti, une position plus solide que leurs adversaires, les « bolchevistes » le leur cèdent *quant au fond*. Quant au fond, les « menchevistes » défendent *actuellement* une chose plus viable et plus efficace que les « bolchevistes ». On regrette seulement que cette défense soit conduite de façon insuffisamment correcte, ou plutôt, avec une absence complète de correction, allant souvent jusqu'à une inconvenance manifeste dans le choix des moyens. On peut en trouver l'exemple dans d'innombrables articles récemment publiés par l'*Iskra* ainsi que dans la toute récente brochure de N. Trotski : *Nos tâches politiques* (*Questions de tactique et d'organisation*), Genève 1904, 107 pages. Prix : 75 cent. Bien que se signalant en maints endroits par un creux verbiage, elle prend néanmoins en toute justice la défense de certaines idées que les écrits de M.M. Akimov, Martynov, Kritchevski et autres, auxquels on a donné le nom d'« économistes », ont déjà fait connaître à ceux qui s'intéressent à la littérature social-démocrate. Dommage seulement que par endroits, l'auteur ait poussé leur conception jusqu'à la caricature.

Que de joie maligne à propos des malheurs de notre Parti ! Mais de par sa nature politique, un libéral ne pourrait assister sans une joie maligne à l'affaiblissement et à la désagrégation de la social-démocratie.

Que de sympathie profondément consciente et sentie pour ce qui constitue le *fond* des conceptions akimoviennes de la minorité ! Mais, en effet, le seul espoir en la vitalité, en la vitalité idéologique du libéralisme russe, n'est-ce pas la vitalité de l'opportunisme social-démocrate ?

La nouvelle *Iskra* n'a vraiment pas de chance avec ses partisans.

Rappelez-vous le fameux, l'admirable *Ce qu'il ne faut pas faire* de Plékhanov, cet ouvrage qui fit époque. Quelle finesse dans la conception de cette politique de ruse et de concessions personnelles, et avec quelle maladresse notre diplomate s'est mis lui-même en mauvaise posture. A quel point M. Strouvé, cet opportuniste conséquent, a réussi à saisir la « volte-face significative » de la nouvelle *Iskra*. Les dirigeants de cette dernière eux-mêmes reconnaissent à présent l'« abîme » qui la sépare de l'ancienne *Iskra*.

Rappelez-vous cette assertion de Narcisse-Plékhanov dans le numéro 65 de l'*Iskra* : « Akimov n'effraie personne ; à présent, il ne ferait même pas peur aux moineaux dans

un potager. » Tout en énonçant ces paroles qui ne témoignent ni d'une douceur ni d'un esprit de conciliation particuliers envers les adeptes du *Rabotchéié Diélo*, Plékhanov prétendait qu'à notre congrès du Parti « il n'y avait guère eu qu'un Akimov pour s'élever contre le marxisme orthodoxe ». Ces déclarations, dignes d'un Narcisse, sont à peine prononcées, qu'on reproduit *intégralement* le tract du comité de Voronèje, solidaire, comme chacun sait, avec les camarades Akimov et Brucker ; et il s'avère aussi que la rédaction de la nouvelle « *Iskra* » *a caché* aux lecteurs (numéro 61) toutes les thèses de principe, l'expression de sa sympathie pour la nouvelle *Iskra*. Qui donc ressemble à un moineau ? Quel est l'organisme du Parti qui fait en ce moment songer à un potager ?

Rappelez-vous l'auteur de l'article « Il est temps ! », dans le supplément au numéro 73-74 de l'*Iskra*. Représentant franc et honnête des vues que, d'un bout à l'autre du congrès, tous les délégués du « marais » se sont appliqués à faire triompher, ce camarade a déclaré expressément qu'il était en désaccord avec Plékhanov ; il a nettement exprimé l'opinion qu'« Akimov a joué au congrès le rôle du spectre de l'opportunisme plutôt que de son porte-parole effectif ». Et la pauvre rédaction a dû, cette fois encore, imiter la veuve du sous-officier [150]. Elle a fait suivre l'assertion de l'auteur de l'article « Il est temps ! » de la note suivante :

« C'est là une opinion avec laquelle on ne saurait tomber d'accord. La conception que le camarade Akimov se fait du programme porte manifestement le cachet de l'opportunisme, ce que le critique de l'*Osvobojdénié* reconnaît, lui aussi, dans l'un des derniers numéros, lorsqu'il note que le camarade Akimov se rattache à l'orientation « réaliste », — lisez : révisionniste. »

Charmant, n'est-il pas vrai ? La conception que se fait du programme le camarade Akimov, avec lequel votèrent presque toujours, lors des débats sur le programme, les camarades Martynov, Brucker et les bundistes, très souvent aussi les délégués du marais, recèle de l'opportunisme. Mais dans ses conceptions sur la tactique et l'organisation, il n'y a pas d'opportunisme, — vous ai-je bien compris, messieurs ? Si vous gardez le silence sur ces dernières conceptions, n'est-ce pas parce que la nouvelle *Iskra* a formulé avec pompe de nouveaux désaccords en matière d'organi-

sation, et qu'elle a dit précisément et uniquement ce que Martynov et Akimov disaient auparavant déjà contre l'ancienne *Iskra* ? Ne serait-ce pas parce que les nouveaux désaccords sur la tactique, formulés tout nouvellement par la toute nouvelle *Iskra*, se ramènent uniquement, eux aussi, à la répétition de ce que Martynov et Akimov disaient depuis longtemps contre l'ancienne *Iskra* ? Qu'il serait donc utile de rééditer aujourd'hui le numéro 10 du *Rabotchéié Diélo* !

Mais qui donc la rédaction de la nouvelle *Iskra* elle-même cite-t-elle comme juge et comme témoin contre le camarade Akimov ? Monsieur Strouvé. Le juge est bon ; c'est effectivement un spécialiste, un connaisseur, un champion et un expert en matière d'opportunisme. L'appréciation de ce témoin cité par la rédaction elle-même, sur le contenu des conceptions de Trotski, est d'autant plus significative. Or, la brochure de Trotski a paru, ne l'oublions pas, *sous la rédaction de l'« Iskra »* (n° 72, p. 10, colonne 3). Les vues « nouvelles » de Trotski, ce sont les vues de la rédaction, approuvées par Plékhanov, Axelrod, Zassoulitch, Starover et Martov.

Verbiage creux et akimovisme ; ce dernier, malheureusement, sous une forme caricaturale — tel est le verdict d'un juge qui sympathise avec la nouvelle *Iskra* et qu'elle a elle-même choisi.

Cette fois, l'obligeant libéral a laissé échapper, par mégarde, la pure vérité.

Ecrit en octobre 1904.

Publié sous forme de tract en novembre 1904 à Genève

Conforme au texte du tract

PRÉFACE À LA BROCHURE DE N. CHAKHOV : « LA LUTTE POUR LE CONGRÈS »

Nous nous sommes attachés à rassembler, dans la brochure que nous présentons au lecteur, une collection aussi complète que possible de documents caractérisant l'attitude adoptée par les différentes organisations de base de notre Parti envers l'actuelle crise du Parti. Ces documents, nous les reproduisons, partie d'après le texte déjà imprimé dans l'*Iskra*, partie d'après les manuscrits mêmes, et le lecteur ne doit pas oublier qu'étant donné les conditions mêmes dans lesquelles ces manuscrits nous sont parvenus, certaines erreurs et omissions ne pouvaient manquer de s'y glisser.

La teneur des documents que nous publions gravite tout autour d'un point central, la lutte de l'esprit de parti contre l'esprit de cercle, la lutte pour le congrès. Au début, c'était la lutte pour le IIe Congrès du Parti, pour la reconnaissance et l'observation loyale de ses décisions : ensuite, pour le IIIe Congrès, unique moyen digne du Parti de sortir de la situation intenable qui s'est aujourd'hui créée. Nous nous sommes également efforcés de présenter aussi complètement que possible, sur la foi des documents, la lutte des actuels organismes centraux du Parti contre le IIIe Congrès.

Notre travail s'est borné à classer les documents dans l'ordre chronologique (autant que possible) en y ajoutant les éclaircissements les plus succincts, afin d'en indiquer

la liaison. Nous laissons aux publications ultérieures le soin de commenter. Les simples faits touchant la lutte pour le congrès sont éloquents par eux-mêmes, et leur étude aidera tous et chacun à se faire une idée personnelle de la lutte qui se déroule au sein de notre Parti.

Publié en 1904 dans la brochure de N. Chakhov, « La lutte pour le congrès », Genève

Conforme au manuscrit

AVIS DE FORMATION DU BUREAU DES COMITÉS DE LA MAJORITÉ [151]

PROJET

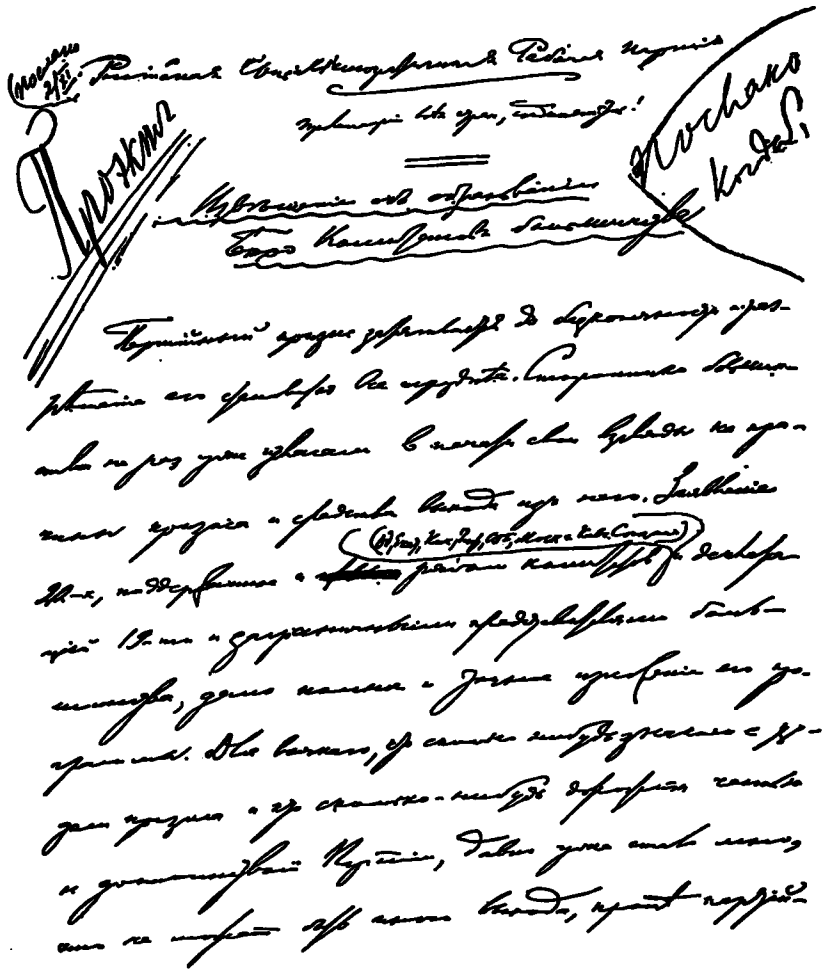
La crise du Parti traîne à l'infini et sa solution devient de plus en plus difficile. Les partisans de la majorité ont plus d'une fois exposé leur point de vue dans la presse sur les causes de la crise et les moyens d'en sortir. La déclaration des 22*, appuyée par plusieurs comités (d'Odessa, d'Ekatérinoslav, de Nikolaïev, de Riga, de Pétersbourg, de Moscou et par l'Union du Caucase) ainsi que par la déclaration des 19 [152] et les représentants à l'étranger de la majorité, a exposé complètement et avec précision le programme de la majorité. Quiconque est un peu familiarisé avec le développement de la crise et qui a à cœur l'honneur et la dignité du Parti, se rend compte clairement depuis longtemps qu'il ne peut y avoir d'autre solution qu'un congrès. Mais à présent, la nouvelle déclaration d'une partie du Comité central, les nouvelles décisions du Conseil du Parti ne font qu'aggraver davantage la division du Parti. Les membres du Comité central passés à la minorité n'ont pas reculé devant la violation la plus brutale des droits de ceux des membres du Comité central qui sont restés aux côtés de la majorité. Le nouveau Comité central a proclamé la réconciliation non seulement sans tenir compte de la majorité mais, au contraire, en la méconnaissant complètement et en s'entendant avec la seule minorité, et cela par des transactions privées et secrètes. Celui qui désire-

* Voir le présent tome, pp. 472-480. (*N.R.*)

rait réellement la paix, aurait d'abord réuni tous ceux qui luttent, discutent et sont mécontents, et c'est cela un congrès du Parti. Mais parler de paix et craindre le congrès, réconcilier et en même temps menacer d'une scission à la suite d'une probable défaite de la minorité au IIIe Congrès également, c'est être hypocrite, c'est imposer par la force aux militants de Russie le caprice du cercle de l'étranger, c'est sanctifier du mot d'ordre séduisant de paix une complète trahison vis-à-vis de la majorité. Au nom de la paix, le nouveau Comité central dissout les organisations qui osent souhaiter un congrès. Au nom de la paix, le nouveau Comité central ne reconnaît pas de caractère de parti aux publications de la majorité et refuse de les faire parvenir aux comités. Au nom de la paix, le nouveau Comité central introduit la chicane dans les décisions du Conseil du Parti qui ose dénoncer dans la presse les « tromperies » de la part de camarades dont les actes ne sont pas encore éclaircis et auxquels on ne s'est même pas donné la peine de formuler les accusations dirigées contre eux. A présent, le Conseil du Parti fausse délibérément l'opinion du Parti et ses décisions, en confiant à un Comité central, notoirement hostile à l'idée d'un congrès, le contrôle des résolutions des comités, en considérant ces résolutions avec suspicion, en reculant leur publication, en falsifiant le décompte des voix, en s'attribuant les pouvoirs du congrès de déclarer nuls les mandats, et désorganise le travail positif en dressant contre les comités locaux les organisations qui en dépendent. Entre-temps, le travail positif de l'ensemble du Parti stagne également parce que les forces du Comité central et de l'organe central sont absorbées par la lutte contre le congrès.

Il ne reste plus aux comités et aux organisations de la majorité qu'à s'unir pour la lutte en faveur du congrès, pour la lutte contre les prétendus organismes centraux du Parti qui, en réalité, dénigrent vraiment le Parti. Nous commençons une telle union en constituant un Bureau des Comités de la Majorité sur l'initiative et avec l'accord des comités d'Odessa, d'Ekatérinoslav, de Nikolaïev, de Riga, de Pétersbourg et de Moscou.

Notre mot d'ordre, c'est la lutte de l'esprit de parti contre l'esprit de cercle, la lutte d'une ligne révolutionnaire



Première page du manuscrit de V. Lénine
«Avis de formation du Bureau des Comités de la Majorité». —1904
Réduction

ferme contre les zigzags, la confusion et le retour à la position du *Rabotchéié Diélo*, la lutte au nom d'une organisation et d'une discipline prolétariennes contre les désorganisateurs.

Nos tâches les plus urgentes sont l'union, sur le plan de l'idéologie et de l'organisation de la majorité en Russie et à l'étranger, le soutien maximum et l'extension des éditions de la majorité (entreprises par les camarades Bontch-Brouévitch et Lénine à l'étranger), la lutte contre le bonapartisme de nos organismes centraux, le contrôle de la régularité des mesures prises pour convoquer le III[e] Congrès, le concours en faveur du travail positif des comités, désorganisé par les agents de la rédaction et du nouveau Comité central.

Le Bureau des Comités de la Majorité

On peut prendre contact avec le Bureau par les Comités de la Majorité en Russie et par l'intermédiaire des éditions de Bontch-Brouévitch et Lénine à l'étranger.

Conforme au manuscrit

Ecrit avant le 20 octobre (2 novembre) 1904.

Publié pour la première fois en 1940 dans la revue « Prolétarskaïa Révolioutsia » n° 2

LA CAMPAGNE DES ZEMSTVOS ET LE PLAN DE L'«ISKRA» [153]

Ecrit en novembre 1904.

Publié en brochure en novembre 1904, à Genève

Conforme au texte de la brochure

RÉSERVÉ AUX MEMBRES DU PARTI

Sous la signature de la rédaction de l'*Iskra* vient d'être publiée (« pour les membres du Parti ») une lettre aux organisations du Parti. Jamais encore, la Russie n'a été si près d'une constitution, déclare la rédaction qui expose en détail tout un plan de « campagne politique », tout un plan d'action pour influencer nos membres libéraux des zemstvos qui sollicitent une constitution.

Avant d'analyser ce plan de la nouvelle *Iskra*, au plus haut point édifiant, rappelons comment la question de l'attitude à observer à l'égard des membres libéraux des zemstvos s'est posée dans la social-démocratie russe depuis qu'a surgi un mouvement ouvrier de masse. Chacun sait que sur cette question aussi, « économistes » et révolutionnaires se sont trouvés aux prises dès l'apparition, ou presque, d'un mouvement ouvrier de masse. Les premiers allaient jusqu'à nier carrément l'existence d'une démocratie bourgeoise en Russie, jusqu'à méconnaître la tâche du prolétariat, qui est d'influer sur les couches oppositionnelles de la société ; et en même temps qu'ils restreignaient l'envergure de la lutte politique du prolétariat, ils abandonnaient, consciemment ou non, le rôle politique dirigeant aux éléments libéraux de la société, réservant aux ouvriers « la lutte économique contre le patronat et le gouvernement ». Les partisans de la social-démocratie révolutionnaire ont combattu cette orientation dans l'ancienne *Iskra*. Cette lutte se divise en deux périodes principales : avant et après la parution de l'organe libéral (*Osvobojdénié*). Dans la première période, nous dirigions surtout notre attaque contre l'étroitesse des

économistes, nous les « mettions en face » de ce fait, dont ils ne s'étaient pas aperçus, qu'une démocratie bourgeoise existait en Russie, nous soulignions que la tâche du prolétariat était d'exercer une activité politique dans tous les domaines, d'exercer son influence sur toutes les couches de la société, d'être à l'avant-garde dans la lutte pour la liberté. Il est aujourd'hui d'autant plus opportun et indispensable de rappeler cette période et ses traits essentiels, qu'elle est plus grossièrement dénaturée par les partisans de la nouvelle *Iskra* (voir *Nos tâches politiques* par Trotski, publié sous la direction de l'*Iskra*), que ces derniers spéculent davantage sur l'ignorance où la jeunesse est aujourd'hui du passé encore récent de notre mouvement.

Avec la parution de l'*Osvobojdénié* s'ouvre la deuxième période de lutte de l'ancienne *Iskra*. L'entrée en lice des libéraux avec un organe à eux et un programme politique particulier modifia naturellement la tâche incombant au prolétariat d'influer sur la « société » : dès lors, la démocratie ouvrière ne pouvait plus se borner à « secouer » la démocratie libérale, à stimuler son esprit d'opposition ; elle devait mettre en tête la critique révolutionnaire des louvoiements qui apparaissaient nettement dans la position politique du libéralisme. Notre action sur les couches libérales revêtit la forme de rappels incessants qui signalaient l'inconséquence et l'insuffisance de la protestation politique de MM. les libéraux (il suffit d'invoquer la *Zaria* qui critiqua la préface de Strouvé au mémoire de Witte * et de nombreux articles de l'*Iskra*).

A l'époque du IIe Congrès du Parti, cette nouvelle position de la social-démocratie à l'égard du libéralisme s'affirmant au grand jour était déjà si nette et si bien arrêtée que personne ne se demandait plus s'il existait en Russie une démocratie bourgeoise et si le mouvement d'opposition devait trouver un appui (et quel appui) dans le prolétariat. Il ne s'agissait que de formuler l'opinion du Parti à ce sujet, et il me suffira de signaler ici que l'opinion de l'ancienne *Iskra* était infiniment mieux exposée dans la résolution de Plékhanov, qui soulignait le caractère antirévolutionnaire et antiprolétarien de l'*Osvobojdénié* libéral, que dans

* Voir Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 5, pp. 27-77. (*N.R.*)

la résolution confuse de Starover qui, d'une part, court (et très intempestivement) après un « accord » avec les libéraux et, d'autre part, pose pour cet accord des conditions fictives, à coup sûr, impossibles à remplir pour les libéraux.

I

Passons au plan de la nouvelle *Iskra*. La rédaction reconnaît que nous avons le devoir d'utiliser à fond tous les matériaux où se révèlent l'indécision et les flottements de la démocratie libérale, l'antagonisme des intérêts de la bourgeoisie libérale et du prolétariat ; de les utiliser « conformément à ce qu'exigent les principes de notre programme ». « Mais, poursuit la rédaction, *mais* dans le cadre de la lutte contre l'absolutisme, et précisément, dans la phase actuelle de cette lutte, notre attitude envers la bourgeoisie libérale est *déterminée par la tâche* qui nous incombe de l'enhardir et de l'inciter à se rallier aux revendications que *formulera* (qu'a formulées ?) le prolétariat dirigé par la social-démocratie ». Nous avons souligné les expressions les plus singulières de cette singulière tirade. En effet, comment ne pas appeler singulière cette façon d'opposer la critique des flottements et l'analyse de l'antagonisme des intérêts, à la tâche d'enhardir et d'inciter à se rallier ? Comment pouvons-nous encourager la démocratie libérale, si ce n'est en soumettant à une analyse impitoyable et à une critique sans merci ses louvoiements en matière de démocratie ? Pour autant qu'elle a l'intention d'agir en tant que démocratie et qu'elle est contrainte d'agir en tant que démocratie, la démocratie bourgeoise (libérale) cherche nécessairement à s'appuyer sur les couches aussi larges que possible du peuple. D'où, infailliblement, la contradiction suivante : plus ces couches sont larges, et plus il s'y trouve de représentants des couches prolétariennes et semi-prolétariennes exigeant une démocratisation complète du régime politique et social, démocratisation si complète qu'elle menace d'ébranler de très importantes assises de toute domination bourgeoise (monarchie, armée permanente, bureaucratie). De par sa nature, la démocratie bourgeoise n'est pas en état de satisfaire ces revendications ; de par sa nature, elle est

condamnée de ce fait à l'indécision et aux flottements. En critiquant ces flottements, les social-démocrates aiguillonnent sans cesse les libéraux, arrachent à la démocratie libérale un nombre toujours croissant de prolétaires, de semi-prolétaires et une partie des petits bourgeois qui passent à la démocratie ouvrière. Dès lors comment peut-on dire : nous devons critiquer les louvoiements de la bourgeoisie libérale, *m a i s* (mais !) notre attitude à son égard est déterminée par la tâche qui nous incombe de l'enhardir ? N'est-ce pas d'une incohérence évidente, qui atteste soit que ses auteurs marchent à reculons, c'est-à-dire reviennent aux temps où, en général, les libéraux ne s'affirmaient pas encore ouvertement, où il fallait, en général, les éveiller, les secouer, les inciter à ouvrir la bouche ; soit que ses auteurs sont enclins à penser que l'on pourrait « enhardir » les libéraux en diminuant la hardiesse des prolétaires.

Aussi monstrueuse que soit cette pensée, nous la voyons exprimée plus explicitement encore dès le passage suivant de la lettre de la rédaction : « Mais, dit celle-ci, continuant à accumuler les réserves, mais nous commettrions une erreur fatale si nous nous proposions *d'obliger*, dès à présent, par d'énergiques mesures d'*intimidation*, les zemstvos ou d'autres organes de l'opposition bourgeoise à prendre, sous l'influence de la *panique*, l'engagement formel de présenter nos revendications au gouvernement. Une semblable tactique compromettrait la social-démocratie car elle ferait de toute notre campagne politique un levier de la réaction » (souligné par la rédaction).

Voilà donc ce qu'il en est ! Le prolétariat révolutionnaire n'a pas encore porté un seul coup sérieux à l'autocratie tsariste à un moment où nous la voyons nettement chanceler, où il est particulièrement urgent, particulièrement utile de lui porter un coup sérieux qui peut être décisif, et il se trouve déjà des social-démocrates pour marmonner à propos de « levier de la réaction ». Ce n'est déjà plus seulement de la confusion, c'est tout bonnement de la platitude. Et la rédaction s'est laissée aller à énoncer cette platitude après s'être forgée, tout spécialement pour parler de levier de la réaction, un terrible épouvantail. Songez donc : on parle sérieusement, dans une lettre aux organisations du

parti social-démocrate, d'une tactique d'intimidation à l'égard des membres des zemstvos pour leur arracher, sous l'influence de la panique, des engagements formels ! On trouverait difficilement, même parmi les dignitaires russes, même parmi nos Ougrioum-Bourtchéev [154], un homme d'Etat assez novice pour croire à cet épouvantail. Il est chez nous, parmi les révolutionnaires, des terroristes forcenés, des lanceurs de bombes exaltés, mais même le plus inepte des défenseurs ineptes des attentats à la bombe n'a encore, que je sache, proposé d'intimider... les membres des zemstvos, ni de semer la panique parmi... l'opposition. La rédaction ne voit-elle donc pas qu'en forgeant ces ridicules épouvantails, en débitant ces phrases banales, elle provoque inévitablement des malentendus et la perplexité ; qu'elle obscurcit la conscience et sème la confusion dans l'esprit des prolétaires en lutte ? Car ce n'est pas dans le vide que tombent ces propos sur le levier de la réaction, la tactique compromettante de l'intimidation ; ils tombent sur le terrain spécifiquement policier de la Russie, qui se prête on ne peut mieux à la croissance de l'ivraie. Effectivement, on nous parle maintenant à tous les carrefours de « levier de la réaction », mais ceux qui en parlent, ce sont les adeptes du *Novoïé Vrémia*. Ceux qui nous ont effectivement rebattu les oreilles avec la tactique compromettante de l'intimidation ne sont autres que les leaders pusillanimes de l'opposition bourgeoise.

Prenez le professeur prince E. N. Troubetskoï. Un libéral assez « éclairé », semble-t-il, et assez « hardi », pour un homme politique russe qui vit légalement. Mais quelle platitude que ses raisonnements, dans le *Pravo* libéral (n° 39), sur le « péril intérieur », plus précisément, celui que présentent les partis extrémistes ! Voilà bien, en chair et en os, un spécimen de ceux qui sont réellement tout près de la panique ; voilà un exemple frappant qui vous fait voir ce qui intimide réellement les libéraux authentiques. Une chose est certaine : ce qu'ils craignent, ce n'est pas le plan qu'ont rêvé les rédacteurs de l'*Iskra*, d'arracher aux membres des zemstvos des engagements formels en faveur des révolutionnaires (M. Troubetskoï ne ferait que rire si on lui faisait part de ce plan) ; ils craignent les fins révolutionnaires et socialistes des partis « extrémistes » ; ils

craignent les tracts de rue, ces premières hirondelles de l'initiative révolutionnaire du prolétariat qui ne s'arrêtera pas ni ne déposera les armes avant d'avoir renversé la domination de la bourgeoisie. Cette crainte n'est pas suscitée par de ridicules épouvantails, mais par le caractère véritable du mouvement ouvrier, et elle est ineffaçable du cœur de la bourgeoisie (personnalités et groupes isolés n'entrant pas, bien entendu, en ligne de compte). Et c'est pourquoi sonne si faux le raisonnement de la nouvelle *Iskra* sur la tactique compromettante qui consiste à intimider les membres des zemstvos et les représentants de l'opposition bourgeoise. MM. les libéraux qui s'effraient des tracts de rue, qui s'effraient de tout ce qui va au-delà d'une constitution censitaire, redouteront toujours le mot d'ordre : « république démocratique », et l'appel à l'insurrection armée du peuple tout entier. Mais le prolétariat conscient écartera avec indignation l'idée même que nous puissions renoncer à ce mot d'ordre et à cet appel, que nous puissions nous laisser jamais guider dans notre activité par la panique et par les craintes de la bourgeoisie.

Prenez le *Novoïé Vrémia* [165]. Les doux airs qu'il module sur le motif du levier de la réaction ! « La jeunesse et la réaction, lisons-nous dans *Réflexions*, n° 10285 (18 oct.) —... Ces deux mots ne s'harmonisent guère, et pourtant des actes peu réfléchis, des entraînements impulsifs, le désir de participer à tout prix et sans délai aux destinées de l'Etat, peuvent conduire la jeunesse dans cette désespérante impasse. Ces jours-ci, manifestation devant la prison de Vyborg, puis tentative de manifester, on ne sait trop pourquoi, au centre de la capitale, cette fois ; à Moscou, défilé de 200 étudiants, porteurs de drapeaux et protestant contre la guerre... On conçoit la réaction que cela provoque... Les troubles universitaires, les manifestations de la jeunesse, mais c'est tout bénéfice, c'est un atout, un atout inattendu, formidable, aux mains des réactionnaires. Précieux cadeau, en vérité, dont ils sauront tirer parti. Ce cadeau, il ne faut pas le leur faire, il ne faut pas briser des barreaux imaginaires (!!!), maintenant que les portes sont ouvertes (les portes des prisons, celles de Vyborg et les autres, sans doute?), toutes grandes ouvertes ! ».

Ces réflexions se passent de commentaires. Il suffit de

les citer pour voir à quel point c'est manquer de tact que de parler *maintenant* de levier de la réaction, alors qu'aucune des portes de cette prison qu'est la Russie toute entière, ne s'est encore entrouverte pour les ouvriers en lutte, que l'autocratie tsariste n'a encore fait au prolétariat aucune concession un peu tangible ; que toute l'attention et tous les efforts doivent être orientés à la préparation du véritable corps à corps, au corps à corps décisif avec l'ennemi du peuple russe. Certes, la seule pensée de ce corps à corps frappe de crainte et de panique MM. Troubetskoï et des milliers de messieurs libéraux moins « éclairés ». Mais nous serions bien sots d'agir en nous réglant sur leur panique. Nous devons agir en tenant compte de l'état de nos forces, de l'indignation et de l'effervescence populaires accrues en prévision du moment où l'attaque directe du prolétariat contre l'autocratie s'alliera à l'un de ces mouvements spontanés qui grandissent spontanément.

II

Parlant plus haut de l'épouvantail qu'a rêvé notre rédaction, nous avons omis de signaler dans son raisonnement un autre petit trait caractéristique. La rédaction s'en prend sans ménagement à la tactique compromettante qui tendrait à arracher aux membres des zemstvos « l'engagement formel de présenter nos revendications au gouvernement ». Outre les incohérences déjà relevées, l'idée même que « nos » revendications, les revendications de la démocratie ouvrière, puissent être présentées au gouvernement par la démocratie libérale est singulière. D'une part, la démocratie libérale, précisément parce qu'elle est une démocratie bourgeoise, ne sera jamais capable de s'assimiler « nos » revendications, de les défendre sincèrement, conséquemment, résolument. Si même les libéraux avaient, « volontairement », pris l'engagement formel de présenter nos revendications, ils ne l'auraient naturellement pas tenu, ils auraient trompé le prolétariat. Si, d'autre part, nous étions assez forts pour influencer sérieusement la démocratie bourgeoise en général, et MM. les membres des *zemstvos* en particulier, nous serions bien assez forts pour présenter nous-mêmes nos revendications au gouvernement.

Cette singulière idée de la rédaction ne résulte pas d'un lapsus ; elle découle nécessairement de l'attitude inconséquente qu'elle a adoptée dans cette question. Voyez plutôt : « Le foyer central, le fil conducteur... doit être la tâche pratique... d'influer sur l'opposition bourgeoise par une imposante action organisée » ; un « projet de déclaration ouvrière à un organe déterminé de l'opposition libérale » doit « expliquer pourquoi les ouvriers s'adressent non au gouvernement, mais à l'assemblée des représentants de cette opposition précisément ». Cette façon de poser le problème pèche par la base... Parti du prolétariat, nous devons, certes, « aller dans toutes les classes de la population » en défendant ouvertement et énergiquement devant le peuple entier notre programme et nos revendications immédiates ; nous devons chercher à affirmer ces revendications devant MM. les membres des zemstvos également, mais le foyer central, le fil conducteur doit être justement pour nous l'action à exercer non sur les membres des zemstvos, mais sur le gouvernement, la rédaction de l'*Iskra* a posé à rebours la question du foyer central. L'opposition bourgeoise n'est que bourgeoise et n'est qu'opposition parce qu'elle ne combat point elle-même, n'a pas de programme résolument affirmé ; qu'elle se trouve placée entre deux parties belligérantes (le gouvernement et le prolétariat révolutionnaire plus ses peu nombreux partisans parmi les intellectuels) ; qu'elle entend profiter du résultat de la lutte. Aussi plus la lutte devient chaude, plus approche le moment de la bataille décisive, et plus nous devons fixer notre attention, reporter notre action sur notre ennemi véritable, et non sur un allié *notoirement* conditionnel, problématique, peu sûr, équivoque. Il serait déraisonnable de méconnaître cet allié ; il serait inepte de se proposer de l'intimider et de l'effrayer ; c'est à ce point évident qu'il est même étrange d'en parler. Mais le foyer central, le fil conducteur de notre agitation doit être, je le répète, non une action exercée sur cet allié, mais la préparation de la bataille décisive contre l'ennemi. Tout en faisant des avances aux zemstvos et en leur accordant des concessions insignifiantes, le gouvernement, en fait, n'a encore absolument rien concédé au peuple ; le gouvernement peut très bien retourner à la réaction (ou plutôt, persévérer dans la voie de la réaction), comme il

est arrivé en Russie des dizaines et des centaines de fois après les passagères velléités libérales de tel ou tel autocrate. C'est bien moment où l'on pateline de la sorte avec les zemstvos, où l'on veut donner le change au peuple, l'endormir par de vains propos, qu'il faut se méfier de la queue du renard, rappeler avec insistance que l'ennemi n'est pas encore brisé, convier avec énergie à continuer et à décupler la lutte contre lui, au lieu de reporter le centre de gravité de l'« adresse » au gouvernement à l'adresse aux zemstvos. Et seuls, à l'heure actuelle, de fieffés profiteurs, traîtres à la liberté, peuvent s'évertuer à placer les zemstvos au centre de l'attention publique et populaire, et créer une atmosphère de confiance autour des zemstvos qui, à la vérité, ne méritent nullement la confiance de la vraie démocratie. Prenez le *Novoïé Vrémia*, vous y lirez, dans l'article déjà cité, les réflexions suivantes : « Il est clair pour chacun qu'avec la possibilité de parler hardiment et véridiquement de tous nos défauts et de toutes nos lacunes ; avec la possibilité pour chacun de déployer librement son activité, il sera bientôt remédié aux insuffisances, et la Russie pourra s'engager sans crainte dans la voie du progrès et des perfectionnements qui lui sont si nécessaires. Point n'est besoin d'imaginer l'organisation qui sera l'instrument de ce progrès : elle existe sous la forme des zemstvos auxquels il faut seulement (!!) laisser la liberté de croître ; ces derniers sont le gage d'un perfectionnement vraiment original et non pas d'emprunt. » Les propos de ce genre ne se bornent pas à « dissimuler l'aspiration vers une monarchie tempérée et une « constitution censitaire » (comme le déclare la rédaction dans un autre passage de sa lettre) ; ils préparent directement le terrain pour que tout se borne à des sourires à l'adresse des zemstvos sans même aucune limitation de la monarchie !

Faire de l'action sur les zemstvos et non sur le gouvernement le foyer central, conduit naturellement à la malencontreuse idée qui était à la base de la résolution de Starover, et qui est de chercher sur-le-champ et sans retard une base « d'accords » avec les libéraux. « A l'égard des zemstvos actuels, dit dans sa lettre la rédaction, — notre tâche se ramène (!!) à leur présenter les revendications politiques du prolétariat révolutionnaire qu'ils sont tenus d'appuyer pour

avoir au moins un certain droit de parler au nom du peuple et de compter sur le soutien énergique des masses ouvrières. » Belle définition des tâches d'un parti ouvrier, en vérité ! A un moment où se dessinent à nos yeux avec une parfaite netteté la possibilité et la probabilité d'une alliance des membres des zemstvos modérés et du gouvernement pour combattre le prolétariat révolutionnaire (la rédaction admet elle-même la possibilité de cette alliance), notre tâche se « ramènerait » non à décupler l'énergie de la lutte contre le gouvernement mais à élaborer les conditions casuistiques d'un accord avec les libéraux en vue d'un soutien réciproque. Si je soumets à quelqu'un des revendications qu'il doit s'engager à appuyer pour mériter mon appui, c'est bien un accord que je conclus. Or, nous demandons à tous et à chacun : où donc se sont volatilisées ces « conditions » d'accords avec les libéraux, confectionnées par Starover dans sa résolution * (également signée d'Axelrod et de Martov) et dont nos publications avaient déjà prédit le caractère irréalisable ? De ces conditions, la rédaction ne dit mot dans sa lettre. Elle a fait passer la résolution au congrès pour la mettre ensuite au panier. A la première tentative d'application pratique, il est apparu que, présentées à MM. les membres des zemstvos libéraux, les « conditions » de Starover n'auraient suscité chez eux qu'un rire homérique.

Poursuivons. Peut-on reconnaître qu'il soit juste *en fait de principes* d'assigner à un parti ouvrier la tâche de soumettre à la démocratie libérale ou aux membres des zemstvos des revendications politiques « qu'ils sont tenus d'appuyer pour avoir au moins un certain droit de parler au nom du peuple » ? Non, cette façon de poser le problème

* Rappelons au lecteur que la résolution de Starover adoptée par le congrès (contre l'avis de Plékhanov et le mien) pose trois conditions aux accords temporaires avec les libéraux : 1. Les libéraux « déclareront nettement et sans équivoque se ranger résolument, dans leur lutte contre le gouvernement autocratique, au côté de la social-démocratie » ; 2. « Ils s'abstiendront de formuler dans leur programme des revendications contraires aux intérêts de la classe ouvrière ainsi que de la démocratie en général, ou susceptibles d'obscurcir la conscience du prolétariat » ; 3. « Ils adopteront, pour mot d'ordre de lutte, le suffrage universel, égal et direct, au scrutin secret ».

est fausse en son principe et ne peut aboutir qu'à un obscurcissement de la conscience de classe du prolétariat, à une casuistique des plus stériles. Parler au nom du peuple, c'est parler en qualité de démocrate. Tout démocrate (démocrate bourgeois y compris) a le droit de parler au nom du peuple, mais ce droit, il ne l'a que dans la mesure où il applique conséquemment, résolument et jusqu'au bout le démocratisme. *Tout* démocrate bourgeois a donc « au moins un certain droit de parler au nom du peuple » (car tout démocrate bourgeois défend, tant qu'il est démocrate, telle ou telle revendication démocratique) ; mais en même temps, *aucun* démocrate bourgeois n'a le droit de prétendre parler sur toute la ligne au nom du peuple (car aucun démocrate bourgeois n'est, de nos jours, capable de faire aboutir résolument et jusqu'au bout le démocratisme). M. Strouvé a le droit de parler au nom du peuple pour autant que l'*Osvobojdénié* combat l'autocratie. M. Strouvé n'a aucun droit de parler au nom du peuple lorsque l'*Osvobojdénié* biaise et se dérobe, se contente d'une constitution censitaire, considère l'opposition des zemstvos comme une lutte, élude tout programme démocratique net et conséquent. Les nationaux-libéraux allemands avaient le droit de parler au nom du peuple quand ils luttaient pour la liberté de déplacement. Ils n'avaient nul droit de parler au nom du peuple lorsqu'ils appuyaient la politique réactionnaire de Bismarck.

Par conséquent, assigner au parti ouvrier la tâche de présenter à MM. les bourgeois libéraux des revendications qu'ils sont tenus d'appuyer pour avoir au moins un certain droit de parler au nom du peuple, c'est imaginer une tâche absurde et inepte. Nous n'avons pas à imaginer des revendications démocratiques spéciales, autres que celles qui figurent dans notre programme. Ce programme nous oblige à appuyer tout démocrate (même bourgeois) pour autant qu'il s'inspire du démocratisme, et à dénoncer sans merci tout démocrate (même socialiste-révolutionnaire) lorsqu'il déroge au démocratisme (même s'il ne s'agit par exemple que du droit, pour le paysan, de se retirer librement de la communauté et de vendre librement sa terre). Quant à vouloir déterminer par anticipation, en quelque sorte, la mesure de la bassesse permise ; quant à vouloir établir,

par anticipation, les dérogations au démocratisme que peut se permettre un démocrate, pour conserver au moins un certain droit de se dire tel, c'est un problème si intelligent que l'on se demande involontairement si notre rédaction ne s'est pas fait aider pour le confectionner par le camarade Martynov ou par le camarade Dan.

III

Après avoir formulé dans sa lettre les considérations politiques dont elle s'inspire, la rédaction passe à l'exposé détaillé de son grand dessein.

Les assemblées provinciales des zemstvos sollicitent une constitution. Dans les villes N, X, Y, le comité, auquel se joignent les ouvriers éclairés, arrête le plan d'une campagne politique « selon Axelrod ». Le principal objet de l'agitation se ramène à influencer l'opposition bourgeoise. On élit un groupe d'organisation. Celui-ci élit une commission exécutive. Cette dernière désigne un orateur. On s'efforce « de mettre les masses directement en contact avec les assemblées de zemstvos, de concentrer la manifestation devant l'édifice où siègent les membres du zemstvo. Une partie des manifestants pénètre dans la salle des séances pour, au moment opportun, par l'intermédiaire de l'orateur mandaté à cet effet, demander à l'assemblée (?au maréchal de la noblesse qui préside l'assemblée ?) l'autorisation de donner lecture d'une déclaration des ouvriers. En cas de refus, l'orateur proteste hautement contre ce refus d'une assemblée qui parle au nom du peuple, d'entendre la voix des représentants authentiques de ce même peuple ».

Tel est le nouveau plan de la nouvelle *Iskra*. Nous verrons tout de suite avec quelle modestie la rédaction en apprécie elle-même l'importance, mais reproduisons d'abord les éclaircissements, d'une si haute tenue doctrinale, que donne la rédaction au sujet des fonctions de la commission exécutive :

« ...Il appartiendra à la commission exécutive de prendre à l'avance des mesures pour que l'apparition de plusieurs milliers d'ouvriers devant l'édifice où siègent les membres du zemstvo, et de plusieurs dizaines ou centaines d'ouvriers dans l'édifice même, *n'inspire pas aux membres des zemstvos*

une terreur panique (!!) qui pourrait les inciter à se jeter (!) sous la déshonorante protection des policiers et des cosaques, transformant ainsi une paisible manifestation en une bagarre scandaleuse, en un massacre barbare, et en en faussant ainsi le sens... » (La rédaction semble elle-même ajouter foi à l'épouvantail qu'elle a rêvé. A ne prendre la phrase que dans son sens grammatical, littéral, les membres des zemstvos transforment, au dire de la rédaction, la manifestation en un massacre, et en altèrent le sens. Nous n'avons pas une très haute opinion des membres des zemstvos libéraux, mais la terreur panique de la rédaction touchant l'appel des libéraux du zemstvo à la police et aux cosaques nous semble pourtant tout à fait saugrenue. Quiconque a assisté, ne fût-ce qu'une fois, à une assemblée du zemstvo sait très bien que la police ne manquerait pas d'être appelée, au cas où l'« ordre serait troublé », soit par le maréchal de la noblesse qui préside, soit par le policier présent officieusement dans la pièce voisine. Mais peut-être les membres de la commission exécutive expliqueront-ils, en cette occasion, à l'agent de police, qu'il n'entre nullement dans le « plan » de la rédaction de la nouvelle *Iskra* de transformer une paisible manifestation en un massacre barbare ?)

...« Pour éviter semblable surprise, la commission exécutive doit informer en temps utile les membres libéraux du zemstvo... (afin qu'ils prennent « l'engagement formel » de ne pas faire appel aux cosaques ?) « de la manifestation qui se prépare et de ses fins véritables... (elle les informera, en d'autres termes, que notre fin véritable n'est nullement de nous faire sauvagement assommer, ce qui fausserait le sens du plan d'Axelrod)... Elle devra chercher en outre, à passer un accord (tenez-vous bien !) avec les représentants de l'aile gauche de l'opposition bourgeoise et à s'assurer sinon de leur appui actif, du moins de leur sympathie pour notre action politique. Elle doit naturellement négocier avec eux au nom du Parti, sur mandat de réunions et cercles ouvriers où l'on ne se bornera pas à discuter le plan d'ensemble de la campagne politique, mais où l'on rendra aussi compte de la façon dont elle se déroule, en observant, bien entendu, strictement les exigences de la clandestinité. »

Oh oui, nous voyons de nos yeux la grande idée de Starover sur un accord avec les libéraux à des conditions nettement déterminées, s'épanouir et se consolider non de jour en jour, mais d'heure en heure. Toutes ces conditions bien déterminées sont, il est vrai, « provisoirement » mises au rancart (car enfin, nous ne sommes pas des formalistes !), mais l'accord, par contre, est pratiquement, immédiatement réalisé, savoir : *un accord en vue de ne point provoquer de terreur panique.*

Vous aurez beau tourner et retourner la lettre de la rédaction, vous ne trouverez au fameux « accord » avec les libéraux aucune autre teneur que celle indiquée par nous : ou bien c'est un accord touchant les conditions auxquelles les libéraux ont le droit de parler au nom du peuple (et alors l'idée même d'un pareil accord compromet très sérieusement les social-démocrates qui l'émettent) ; ou bien c'est un accord en vue de ne point provoquer de terreur panique, un accord en vue d'assurer un accueil sympathique à une manifestation pacifique ? et alors ce ne sont là que balivernes dont il est difficile de parler sérieusement. L'idée inepte d'attribuer une importance cardinale à l'action sur l'opposition bourgeoise et non sur le gouvernement ne pouvait mener qu'à l'absurde. Si nous pouvons organiser une imposante manifestation ouvrière de masse dans la salle de l'assemblée des zemstvos, nous n'y manquerons naturellement pas (bien qu'au cas où nous disposerions de forces pour une manifestation de masse, il vaille beaucoup mieux les « concentrer » non « devant l'édifice » où siège le zemstvo, mais devant les locaux de la police, de la gendarmerie ou de la censure). Mais rien n'est plus comique ni plus déraisonnable que de se laisser guider à ce propos par des considérations sur la terreur panique des membres des zemstvos, de mener des pourparlers à ce sujet. Le *contenu* même du discours prononcé par un social-démocrate conséquent ne manquera jamais de provoquer une terreur panique chez une partie considérable, chez la majorité sans doute des membres des zemstvos russes. Les entretenir à l'avance du caractère indésirable de *cette* terreur panique, c'est se mettre dans la situation la plus fausse et la plus indigne. Un massacre sauvage ou sa perspective ne manqueront pas non plus de susciter une terreur panique

d'une autre sorte. Il est fort peu intelligent de négocier avec les membres des zemstvos au sujet de cette terreur panique, car nul libéral, si modéré soit-il, n'ira jamais ni susciter un massacre, ni le considérer avec sympathie, mais la chose ne dépendra nullement de lui. Ce qu'il faut ici ce ne sont pas des « pourparlers », mais une préparation effective des forces ; non pas une action sur les membres des zemstvos, mais précisément une action sur le gouvernement et ses agents. Si les forces font défaut, mieux vaut ne point discourir sur de grands plans ; si l'on a des forces, il faut précisément les opposer aux cosaques et à la police, s'attacher à grouper une foule assez nombreuse à un endroit où elle puisse repousser ou du moins contenir les cosaques et la police. Et si nous sommes en mesure d'exercer en fait, et non point en paroles, une « imposante action organisée sur l'opposition bourgeoise », ce n'est point assurément par des « pourparlers » bébêtes en vue de ne point provoquer de terreur panique, mais uniquement par la force, par la force de la riposte des masses aux cosaques et à la police du tsar, par la force d'une poussée des masses susceptible de se transformer en insurrection populaire.

La rédaction de la nouvelle *Iskra* voit les choses d'un autre œil. Elle est si satisfaite de son plan d'accord et de pourparlers qu'elle ne saurait trop l'admirer ni trop s'en louer.

...Les manifestants actifs doivent « se pénétrer de l'idée qu'il existe une différence radicale entre une manifestation ordinaire contre la police ou le gouvernement en général, et une manifestation dont la fin immédiate est la lutte contre l'absolutisme grâce à l'influence directe du prolétariat révolutionnaire sur la tactique politique (oh ! oh !) des éléments libéraux à l'heure *actuelle* (souligné par la rédaction) ... Pour organiser des manifestations du type habituel, largement démocratique (!!) pour ainsi dire, n'ayant pas pour fin immédiate de placer face à face, concrètement, le prolétariat révolutionnaire et la bourgeoisie libérale d'opposition, en tant que deux forces politiques indépendantes, il suffit qu'au sein des masses populaires se manifeste une vive effervescence politique »... « Notre Parti est tenu de mettre à profit cet état d'esprit des masses pour procéder (tenez-vous bien !) à une mobilisation de

ces masses contre l'absolutisme, fût-elle de type inférieur, si l'on peut s'exprimer ainsi »... « Nous faisons les premiers (!) pas dans une nouvelle (!) voie d'activité politique, dans la voie de l'organisation d'une intervention méthodique des masses ouvrières (NB) dans la vie sociale, intervention dont le but immédiat est de les placer face à face avec l'opposition bourgeoise, comme force indépendante, contraire à cette dernière en vertu de ses intérêts de classe, et qui, en même temps, lui propose des conditions (lesquelles ?) pour mener résolument ensemble la lutte contre l'ennemi commun. »

Il n'est pas donné à chacun de saisir toute la profondeur de ces remarquables raisonnements. La manifestation de Rostov [156] où l'on explique devant des milliers et des milliers d'ouvriers les fins du socialisme et les revendications de la démocratie ouvrière, constituerait un « type inférieur de mobilisation », un type habituel, *largement démocratique*, qui ne place pas concrètement face à face le prolétariat révolutionnaire et l'opposition bourgeoise. Mais quand un orateur mandaté à cet effet par une commission exécutive élue par un groupe d'organisation formé par les membres des comités et les ouvriers actifs ; quand cet orateur après des négociations préliminaires avec les membres des zemstvos proteste bruyamment devant l'assemblée du zemstvo à laquelle il reproche de ne pas vouloir l'entendre, ce seraient alors deux forces politiques indépendantes qui s'affrontent « concrètement » et « directement » ; ce serait alors influer « directement » sur la tactique des libéraux, ce serait alors « un premier pas dans une nouvelle voie ». Un peu de pudeur, Messieurs ! Martynov lui-même, aux pires temps du *Rabotchéié Diélo*, ne s'abaissa sans doute jamais à de telles platitudes !

Les réunions ouvrières de masse dans les rues des villes du Midi, les dizaines d'orateurs ouvriers, les collisions déclarées avec la force réelle de l'autocratie tsariste, c'est un « type inférieur de mobilisation ». Un accord avec les *zemtsy* portant sur un discours pacifique de notre orateur qui s'engage à ne point provoquer la panique parmi MM. les libéraux, c'est une « voie nouvelle ». Les voilà, les nouvelles tâches tactiques, les nouvelles conceptions tactiques de la nouvelle *Iskra*, si solennellement annoncées à

l'univers par le Balalaïkine[157] de la rédaction. Sur un point, cependant, ce Balalaïkine a, par mégarde, laissé échapper la vérité : un abîme sépare effectivement l'ancienne et la nouvelle *Iskra*. L'ancienne *Iskra* n'avait que mépris et dérision pour des gens capables de s'extasier sur une entente entre les classes avec pompeuse mise en scène, entente dans laquelle ils découvraient une « nouvelle voie ». Il y a beau temps que nous la connaissons, *cette* voie nouvelle, par l'exemple des « hommes d'Etat » du socialisme, en France et en Allemagne, qui estiment, eux aussi, que l'ancienne tactique révolutionnaire est d'un « type inférieur », et qui ne sauraient trop se louer de « l'intervention méthodique et directe dans la vie sociale », sous forme d'accords touchant de paisibles et modestes allocutions d'orateurs ouvriers après négociations avec l'aile gauche de l'opposition bourgeoise.

Devant la terreur panique des membres des zemstvos libéraux, la rédaction est, de son côté, saisie d'une terreur panique telle qu'elle recommande instamment aux exécutants du « nouveau » plan qu'elle a confectionné « la plus grande prudence ». « L'extrême limite de la prudence à observer extérieurement dans l'accomplissement de cet acte — lisons-nous dans la lettre — nous semble être d'envoyer par la poste au domicile des membres du zemstvo la déclaration des ouvriers et de la répandre à un grand nombre d'exemplaires dans la salle des séances. Ceci ne pourrait gêner que ceux qui se placent au point de vue du révolutionnarisme bourgeois (sic) pour qui l'effet extérieur est tout, le processus du développement systématique de la conscience de classe et de l'initiative du prolétariat n'étant rien. »

L'envoi et la diffusion de tracts ne sont pas pour nous gêner ; mais la phraséologie creuse et enflée nous gênera toujours. Parler sérieusement, à propos de l'envoi et de la diffusion de tracts, du processus du développement systématique de la conscience de classe et de l'initiative du prolétariat, ne peut être que le fait d'une présomptueuse platitude. Cette façon d'annoncer sur les toits de nouveaux objectifs tactiques et de tout ramener à l'envoi et à la diffusion de tracts est admirable en vérité ; elle caractérise on ne peut mieux les représentants de la gent intellectuelle

dans notre Parti, lesquels, après le fiasco de leurs nouveaux propos sur l'organisation, se démènent hystériquement en quête de nouveaux propos sur la tactique. Et ils parlent encore, avec la modestie qui leur est propre, de la vanité d'un effet purement extérieur ! Mais ne voyez-vous donc pas, Messieurs, que dans la meilleure des hypothèses, celle du succès complet de votre prétendu nouveau plan, vous n'obtiendriez précisément qu'un effet extérieur de l'intervention d'un ouvrier devant MM. les membres des zemstvos et qu'on ne peut parler que par plaisanterie d'une influence « imposante » réelle de cette intervention sur la « tactique des éléments libéraux » ? N'est-ce pas, au contraire, ces manifestations ouvrières de masse, qui vous semblent à vous des manifestations de « type ordinaire, largement démocratique, inférieur », qui ont exercé une réelle influence imposante sur la tactique des éléments libéraux ? Et s'il est donné une fois encore au prolétariat russe d'influer sur la tactique des libéraux, croyez bien que ce sera par une pression des masses sur le gouvernement, et non par un accord avec les membres des zemstvos.

IV

La campagne des zemstvos, ouverte avec la gracieuse autorisation de la police ; les discours doucereux de Sviatopolk-Mirski [158] et des organes officieux du gouvernement ; l'élévation du ton de la presse libérale ; l'animation qui règne dans ce que l'on appelle la société cultivée, — tout cela assigne au parti ouvrier les tâches les plus sérieuses. Mais ces tâches sont formulées de la façon la plus inexacte dans la lettre de la rédaction de l'*Iskra*. A l'heure actuelle, précisément, l'organisation d'une action imposante sur le gouvernement et non sur l'opposition libérale doit devenir le pivot de l'activité politique du prolétariat. Aujourd'hui, précisément, rien n'est plus intempestif que des accords entre ouvriers et membres des zemstvos en vue de manifestations pacifiques, — accords qui ne manqueraient pas de dégénérer en une recherche d'effets purement vaudevillesques, — et rien n'est plus nécessaire que le groupement des éléments avancés, révolutionnaires, du prolétariat afin

de préparer la lutte décisive pour la liberté. Aujourd'hui, précisément, quand le mouvement constitutionnel, chez nous, commence à manifester avec éclat les tares inhérentes à tout libéralisme bourgeois et au libéralisme russe en particulier : excès de phraséologie, abus de mots qui jurent avec les actes, confiance purement philistine à l'égard du gouvernement et de tout héros d'une politique retorse, — c'est manquer tout particulièrement de tact de dire qu'il serait indésirable d'intimider MM. les membres des zemstvos et de semer la panique parmi eux ; de parler de levier de la réaction, etc., etc. Aujourd'hui, précisément, l'essentiel est d'affermir le prolétariat révolutionnaire dans la profonde conviction que l'actuel « mouvement d'émancipation dans la société », immanquablement et inévitablement, ne sera, lui aussi, qu'une bulle de savon, comme ceux qui l'ont précédé, à moins que n'intervienne la force des masses ouvrières, aptes et prêtes à l'insurrection.

L'effervescence politique dans les couches les plus diverses de la population — condition indispensable de la possibilité d'une insurrection et gage de succès pour cette dernière, gage d'un appui à l'initiative du prolétariat — ne cesse de s'élargir, de grandir et de s'exaspérer. Aussi serait-il fort déraisonnable que l'on s'avisât aujourd'hui une fois encore de proclamer l'assaut immédiat, d'exhorter à former sans retard des colonnes d'assaut [159], etc. Tout le cours des événements nous est garant que le gouvernement du tsar s'empêtrera encore davantage, que la colère qui gronde contre lui se fera encore plus menaçante. Le gouvernement s'empêtrera fatalement aussi en poursuivant le jeu au constitutionnalisme avec les zemstvos. Qu'il accorde quelques concessions dérisoires ou qu'il n'en accorde aucune, le mécontentement et l'irritation s'étendront infailliblement. Le gouvernement s'empêtrera fatalement, d'autre part, dans la honteuse et criminelle aventure de Mandchourie, grosse d'une crise politique, au cas d'une défaite militaire décisive comme au cas de la prolongation d'une guerre sans espoir pour la Russie.

La classe ouvrière a pour tâche d'étendre et d'affermir son organisation, de décupler l'agitation au sein des masses en mettant à profit tout flottement du gouvernement, en propageant l'idée de l'insurrection, en démontrant sa néces-

sité par l'exemple de toutes ces « mesures » bâtardes et vouées à l'avance à un échec dont on fait actuellement si grand bruit. Inutile de dire que les ouvriers doivent faire écho aux requêtes des zemstvos en convoquant des réunions, en diffusant des tracts, en organisant partout où les forces sont suffisantes des manifestations pour affirmer toutes les revendications social-démocrates, sans tenir compte de la « panique » des MM. Troubetskoï, ni prêter l'oreille aux clameurs des philistins à propos de « levier de la réaction ». Et si nous nous hasardions de parler à l'avance, et encore de l'étranger, du type supérieur possible et désirable de manifestations *de masses* (car les autres n'ont plus désormais aucune importance), si nous soulevions la question de la concentration des forces des manifestants devant tel ou tel édifice, nous signalerions alors les édifices où sont décidées les mesures policières contre le mouvement ouvrier, nous signalerions les locaux de la direction de la police, de la gendarmerie, de la censure, les lieux de détention des « criminels » politiques. Ce n'est pas en concluant un accord sur les conditions auxquelles les membres des zemstvos pourraient parler au nom du peuple, c'est en portant un coup aux ennemis du peuple que les ouvriers doivent apporter un sérieux appui aux requêtes des zemstvos. Et l'on ne saurait guère douter que l'idée d'une manifestation de ce genre ne soit favorablement accueillie par le prolétariat. De toutes parts, les ouvriers n'entendent maintenant que phrases grandiloquentes et promesses ronflantes ; ils sont les témoins d'une extension réelle — infime sans doute, mais réelle — des libertés pour la « société » (relâchement de la tutelle exercée sur les zemstvos, retour des membres des zemstvos disgraciés, atténuation des mesures vexatoires contre la presse libérale), mais ils ne voient rien, absolument rien qui accroisse *leur* liberté de lutte politique. Sous la pression révolutionnaire *du prolétariat*, le gouvernement a autorisé les *libéraux* à parler de liberté ! L'arbitraire et l'humiliation que subissent les esclaves du capital apparaissent désormais plus clairement encore au prolétariat. Les ouvriers n'ont pas, à l'échelle nationale, d'organisations où ils puissent débattre dans une liberté relative (pour la Russie) les questions politiques ; les ouvriers n'ont point de locaux pour tenir leurs réunions ;

les ouvriers n'ont pas de journaux à eux ; leurs camarades emprisonnés et déportés ne leur sont pas rendus. Les ouvriers voient maintenant MM. les bourgeois libéraux commencer à se partager la peau de l'ours que les ouvriers n'ont pas encore tué, mais que eux seuls ont grièvement blessé. A peine entamé le partage de la future peau, les ouvriers voient MM. les bourgeois libéraux rugir et montrer les dents à l'adresse des « partis extrémistes», à l'adresse des « ennemis intérieurs », qui sont les ennemis implacables de la domination et de la tranquillité bourgeoises. Et les ouvriers se lèveront plus hardiment encore, en masses encore plus compactes, pour achever l'ours et conquérir *pour eux*, de haute lutte, ce qu'on promet à MM. les bourgeois libéraux comme une aumône : la liberté de réunion, la liberté de la presse ouvrière, la liberté politique complète afin de mener largement et au grand jour la lutte pour la victoire totale du socialisme.

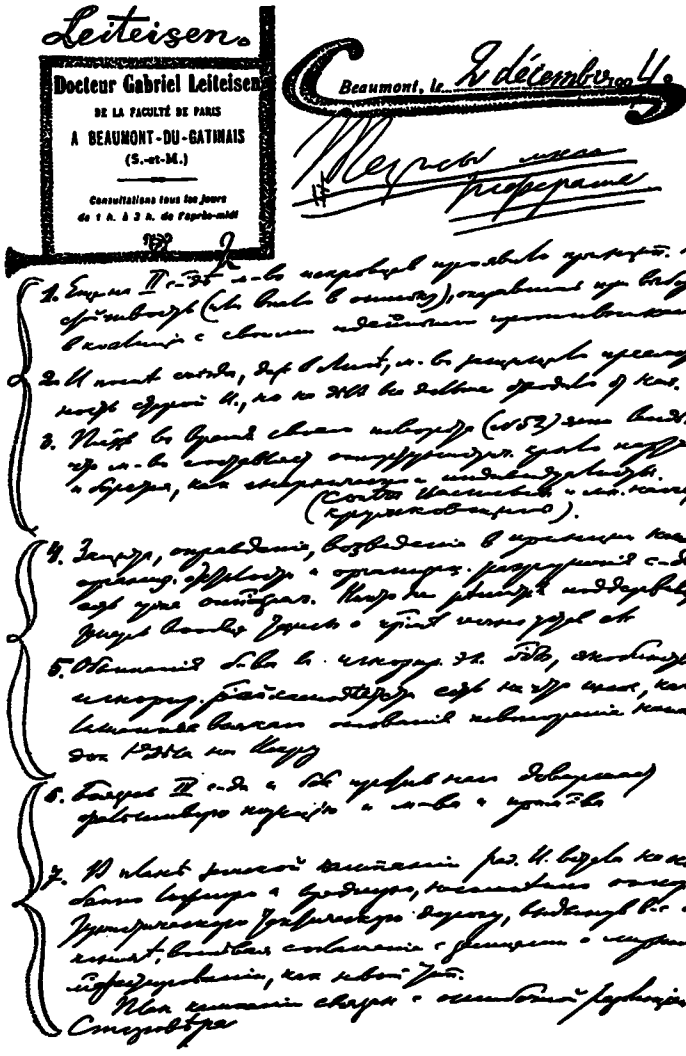
La présente brochure paraît avec l'indication « Réservé aux membres du Parti », la « lettre » de la rédaction de l'*Iskra* ayant été publiée avec cette même indication. A la vérité, il est tout simplement ridicule de tenir « secret » un plan de cette sorte, destiné à être communiqué dans des dizaines de villes, discuté dans des centaines de cercles ouvriers, commenté dans les tracts d'agitation et dans les appels. C'est là un des exemples de ce secret bureaucratique que le camarade Galerka (*Sur une voie nouvelle*) a déjà relevé dans la pratique de la rédaction de l'*Iskra* et du Conseil. On ne saurait justifier que d'un seul point de vue le refus de communiquer cette lettre au grand public, notamment aux libéraux : elle compromet vraiment trop notre Parti...

La limitation du cercle de lecteurs de cette brochure n'a plus de raison d'être du fait que notre soi-disant rédaction du Parti a publié une réponse, paraît-il pour les membres du Parti, mais, en fait, elle ne la communique qu'aux

assemblées de la minorité et non aux membres du Parti notoirement ralliés à la majorité.

Si l'*Iskra* décide de ne pas nous considérer comme des membres du Parti (tout en craignant de le dire ouvertement), alors il ne nous reste plus qu'à nous résigner à notre triste sort et à tirer les conclusions indispensables d'une telle décision.

22 décembre 1904



Manuscrit de V. Lénine
« Thèses du rapport sur la situation à l'intérieur du Parti ».—1904

Réduction

THÈSES DU RAPPORT SUR LA SITUATION À L'INTÉRIEUR DU PARTI

THÈSES DE MON RAPPORT[100]

1. Au IIe Congrès déjà, la minorité des iskristes avait manifesté son instabilité sur le terrain des principes (ou était tombée dans l'erreur) en se coalisant, lors des élections, avec ses adversaires idéologiques.

2. Après le congrès également, même à la Ligue, la minorité défendait la continuité de l'ancienne *Iskra*, mais en fait, elle s'en est éloignée toujours davantage.

3. Lors de sa volte-face (n° 52), Plékhanov se rendait nettement compte que la minorité constitue l'aile opportuniste du Parti et lutte comme des individualistes anarchistes.

(*Contre* Vassiliev et Lénine sur l'esprit de cercle*.)

4. Défendre, justifier, ériger en principe notre retard en matière d'organisation, ainsi que la détérioration du congrès sur le plan de l'organisation, c'est déjà de l'opportunisme. Nul ne se décidera maintenant à défendre, en général, des thèses sur le programme *versus* les statuts, etc.

5. Accuser la majorité de méconnaître la lutte économique, l'accuser de jacobinisme, de méconnaître l'initiative ouvrière, c'est tout bonnement reprendre, sans aucun fondement, les attaques du *Rabotchéié Diélo* contre l'*Iskra*.

* Voir le présent tome, pp. 149-151. (*N.R.*)

6. La phobie du IIIe Congrès et la lutte contre ce dernier sont l'aboutissement de la position fausse tant des minoritaires que des conciliateurs.

7. Dans son plan d'une campagne des zemstvos, la rédaction de l'*Iskra* s'est engagée sur une voie tactique particulièrement fausse et néfaste, incontestablement opportuniste, en posant la question de la panique, en exaltant comme une nouveauté l'accord avec les membres des zemstvos en vue d'une manifestation pacifique.

Le plan de la campagne se rattache à la résolution erronée de Starover.

Ecrit le 19 novembre (2 décembre) 1904.

Conforme au manuscrit

Publié en 1931 dans le Recueil Lénine XV

LETTRE AUX CAMARADES

(À L'OCCASION DE LA PARUTION DE L'ORGANE DE LA MAJORITÉ DU PARTI)

Chers camarades, aujourd'hui a été définitivement tranchée, en petit comité à la réunion des bolcheviks à l'étranger, la question depuis longtemps déjà résolue en principe, de la fondation d'un organe périodique du Parti consacré à la défense et à la propagation des principes de la majorité dans la lutte contre la confusion que la minorité porte dans le Parti en matière d'organisation et de tactique, et mis au service du travail positif des organisations de Russie, contre lesquelles les agents de la minorité livrent aujourd'hui à peu près partout, dans toute la Russie, une lutte si acharnée, une lutte qui désorganise terriblement le Parti en ce moment historique si important, une lutte entièrement menée par les moyens les plus impudents et les procédés de scission, tout en déplorant hypocritement la scission dans le soi-disant organe central du Parti. Nous avons tout fait pour agir dans l'esprit de parti ; depuis le mois de janvier, nous bataillons pour le congrès, le considérant comme l'unique issue digne du Parti à une situation devenue intenable. Il est dès maintenant clair comme le jour que presque toute l'activité du Comité central passé à la minorité est consacrée à une lutte furieuse contre le congrès ; que le Conseil va jusqu'à se livrer aux manœuvres les plus inadmissibles et les plus intolérables pour retarder le congrès. Le Conseil sabote tout bonnement le congrès ; qui ne s'en est pas encore convaincu en prenant connaissance de ses dernières décisions dans le supplément

aux numéros 73-74 de l'*Iskra*, le constatera en lisant la brochure (parue ces jours-ci) d'Orlovski : *Le Conseil contre le Parti* [161]. Il est maintenant clair comme le jour que sans l'union et la riposte à nos prétendus organismes centraux, la majorité ne peut défendre ses positions, défendre l'esprit de parti dans sa lutte contre l'esprit de cercle. Il y a longtemps déjà que les bolcheviks russes ont inscrit leur regroupement à l'ordre du jour. Rappelez-vous l'immense sympathie qui a accueilli la résolution-programme des 22 * (programme de notre lutte au sein du Parti, s'entend); rappelez-vous la proclamation des 19 éditée par le Comité de Moscou (octobre 1904) ; enfin, presque tous les comités du Parti savent que tout récemment une série de réunions privées ont eu lieu, et qu'elles ont encore partiellement lieu, entre les comités de la majorité [162] ; que les tentatives les plus énergiques et les plus précises sont faites en vue d'unir fortement entre eux les comités de la majorité pour riposter aux bonapartistes déchaînés du Conseil, de l'organe central et du Comité central.

Nous espérons que dans un très proche avenir, ces tentatives (ou plutôt ces démarches) seront portées à la connaissance de tous, lorsque leurs aboutissements permettront de parler concrètement des résultats acquis. Sans des éditions à elle, il va sans dire que la majorité serait dans l'impossibilité absolue de se défendre. Le nouveau Comité central, comme vous le savez peut-être déjà par nos publications du Parti, a expressément proscrit nos brochures (et même les couvertures destinées aux brochures déjà composées) de l'imprimerie du Parti, dont il a fait ainsi l'imprimerie d'un cercle, et il a repoussé les propositions expresses de la majorité à l'étranger et des comités de Russie ; par exemple, celle du comité de Riga relative à l'envoi en Russie des publications de la majorité. La falsification de l'opinion du Parti est nettement apparue comme la tactique systématiquement adoptée par le nouveau Comité central. La nécessité d'élargir notre entreprise d'éditions, d'organiser nos services d'expédition s'imposait de plus en plus à nous. Les comités qui ont rompu avec la rédaction de l'organe central tout rapport de camarades à camarades

* Voir le présent tome, pp. 472-480. (*N.R.*)

(voir l'aveu de Dan dans son compte rendu de la réunion tenue à Genève le 2 septembre 1904 [163], — la brochure est intéressante), ne pouvaient et ne peuvent se passer d'un organe périodique. Un parti sans organe, un organe sans parti ! Cette triste constatation faite dès le mois d'août par la majorité conduisait inéluctablement à l'unique issue possible : la création d'un organe à soi. Les jeunes publicistes venus à l'étranger afin d'appuyer une cause qui tient profondément à cœur à la majorité des militants de Russie doivent être mis à profit. En Russie également, beaucoup de publicistes du Parti insistent pour avoir un organe de presse. En fondant cet organe, qui portera vraisemblablement le titre de *Vpériod*, nous agissons en accord plein et entier avec la masse des bolcheviks de Russie, en accord plein et entier avec notre conduite dans la lutte au sein du Parti. Nous avons pris cette arme après avoir essayé au cours de l'année tous les moyens, oui absolument tous les moyens plus simples, moins coûteux pour le Parti, plus conformes aux intérêts du mouvement ouvrier. Nous n'abandonnons nullement le combat pour le congrès ; bien au contraire, nous voulons élargir, généraliser, épauler cette lutte ; nous voulons aider les comités à résoudre la question nouvelle qui se pose à eux, celle de la convocation du congrès, sans l'approbation du Conseil et du Comité central — contre la volonté du Conseil et du Comité central —, question qui demande à être examinée sérieusement sous tous ses aspects. Nous agissons ouvertement au nom de conceptions et de tâches depuis longtemps déjà exposées devant l'ensemble du Parti dans une série de brochures. Nous luttons et nous lutterons pour une orientation révolutionnaire qui soit ferme, contre la confusion et les flottements en matière d'organisation et de tactique (voir la lettre monstrueusement embrouillée de la nouvelle *Iskra* aux organisations du Parti, réservée uniquement aux membres du Parti et dissimulée aux yeux du monde [164]). L'annonce de la parution du nouvel organe paraîtra vraisemblablement dans une semaine ou à peu près. Son premier numéro — entre le 1er et le 10 janvier, nouveau calendrier. Tous les publicistes de la majorité qui se sont distingués jusqu'à présent (Riadovoï, Galerka, Lénine, Orlovski qui a régulièrement collaboré à l'*Iskra* du numéro 46 au

numéro 51, alors qu'elle était dirigée par Lénine et Plékhanov, ainsi que de jeunes écrivains très précieux) feront partie du comité de rédaction. Le collège chargé d'assurer la direction et l'organisation pratique de ces domaines complexes que sont la diffusion et le réseau des agents, etc., etc., sera constitué (et l'est déjà en partie) [165] sur la base de la mission confiée, pour l'accomplissement de fonctions déterminées à certains camarades, par plusieurs comités de Russie (Odessa, Ekatérinoslav, Nikolaïev, 4 comités du Caucase et quelques comités du Nord, dont vous serez bientôt informés en détail). Nous prions à présent tous les camarades de nous soutenir de toutes manières. Nous ferons paraître cet organe à la condition qu'il soit l'organe du mouvement en Russie, mais en aucune façon celui d'un cercle à l'étranger. Pour cela, il faut avant tout et surtout un concours « *littéraire* » ou plutôt une participation littéraire des plus énergiques, venant de Russie. Je souligne et place entre guillemets le mot « littéraire » afin d'attirer d'emblée l'attention sur le sens particulier de ce mot, et mettre en garde contre un malentendu très fréquent et terriblement nuisible à la cause. Ce malentendu, c'est qu'on prétend que les écrivains et les écrivains seuls (au sens professionnel du mot) sont capables de participer utilement à un organe ; bien au contraire, un organe sera vivant et viable lorsque pour cinq publicistes dirigeant et écrivant de façon régulière, il y aura cinq cents, cinq mille collaborateurs qui ne seront point des écrivains. Un des défauts de l'ancienne *Iskra*, dont je me suis toujours efforcé de la délivrer (et qui a pris des proportions monstrueuses dans la nouvelle *Iskra*), c'est le peu de collaboration qu'elle recevait de Russie. Presque toujours nous imprimions absolument tout ce qu'on nous envoyait de Russie. Un organe réellement vivant doit publier la dixième partie de ce qu'on lui envoie, utilisant le reste pour informer et documenter les publicistes. Il faut que le plus grand nombre possible de militants du Parti corresponde avec nous ; je dis bien : corresponde, dans le sens habituel et non littéraire du mot.

L'éloignement de la Russie, l'ambiance étouffante de ce maudit marais de l'étranger nous oppressent ici à ce point que l'unique salut, c'est un contact vivant avec la

Russie. Qu'ils ne l'oublient pas ceux qui non seulement en paroles, mais aussi par des actes, veulent voir en notre organe de presse (et en *faire*) l'organe de toute la « majorité », l'organe de la masse des militants de Russie. Que tous ceux qui le considèrent comme le leur, et qui ont conscience de leur devoir de social-démocrates membres du Parti, renoncent une fois pour toutes à cette habitude bourgeoise de raisonner et d'agir comme on a coutume de le faire quand il s'agit des journaux légaux en se disant : à *eux* d'écrire, à nous de lire. Le journal social-démocrate doit être l'œuvre de tous les social-démocrates. A tous, et surtout aux ouvriers, nous demandons de correspondre. Donnons aux ouvriers plus de possibilités d'écrire dans notre journal, de nous parler d'absolument tout, d'écrire le plus possible au sujet de leur vie quotidienne, de leurs intérêts et de leur travail ; sans cette documentation-là un organe social-démocrate ne vaudra pas un liard et il ne méritera pas d'être appelé social-démocrate. Nous demandons d'écrire aussi simplement pour *correspondre avec nous* en sachant bien que ce n'est pas pour la correspondance journalistique, c'est-à-dire pour la presse, mais afin d'entretenir avec la rédaction des relations de camarades à camarades et pour la renseigner, pour la renseigner non seulement sur les faits, les événements, mais encore sur l'état d'esprit et sur le côté quotidien, « peu intéressant », habituel, routinier, du mouvement. N'ayant pas séjourné à l'étranger, vous ne pouvez vous imaginer à quel point ces lettres nous sont nécessaires (elles ne contiennent absolument rien de clandestin, et écrire une fois, deux fois par semaine, une lettre non chiffrée est, ma foi, chose parfaitement possible, même pour l'homme le plus pris). Écrivez-nous donc au sujet des causeries dans les cercles ouvriers, du caractère de ces causeries, des thèmes mis à l'étude, des desiderata des ouvriers, dites-nous comment sont organisées la propagande et l'agitation, vos liaisons dans la société, l'armée et la jeunesse ; parlez-nous surtout du mécontentement que nous, les social-démocrates, suscitons parmi les ouvriers, de leurs perplexités, desiderata, protestations, etc. Les questions relatives à l'organisation pratique sont intéressantes, maintenant surtout, et il n'est d'autre moyen de les faire connaître à la rédaction qu'une correspondance

animée, nullement journalistique, une correspondance entre camarades, tout simplement ; certes, chacun ne possède pas l'art d'écrire ou n'en a pas envie, pourtant... ne dis pas : je ne puis pas ; dis : je ne veux pas ; toujours, pourvu qu'on le veuille, dans tout cercle, dans chaque groupement, fût-il le plus infime, le plus secondaire (les groupements secondaires présentent souvent un intérêt particulier, car ils accomplissent parfois la partie du travail la plus importante, bien qu'elle soit inaperçue), on peut trouver un ou deux camarades capables d'écrire. Ici, nous avons d'emblée donné au secrétariat de larges bases, mettant à profit l'expérience de l'ancienne *Iskra* ; et nous vous demandons de ne pas oublier que *chacun*, chacun sans exception, s'il se met patiemment et énergiquement à l'œuvre, obtiendra sans peine que toutes ses lettres, ou les neuf dixièmes d'entre elles, parviennent à destination. Je me fonde, pour l'affirmer, sur les trois années d'expérience de l'ancienne *Iskra*, qui avait plus d'un de ces correspondants amis (qui souvent ne connaissait aucun membre de la rédaction) lui écrivant d'une manière très suivie. Il y a longtemps déjà que la police est absolument hors d'état d'intercepter les lettres destinées à l'étranger (elle ne s'en saisit qu'accidentellement, par la faute d'une négligence exceptionnelle de l'expéditeur), et une énorme partie de la documentation de l'ancienne *Iskra* lui parvenait toujours par la voie la plus ordinaire, dans les lettres ordinaires à nos adresses. Nous voudrions tout particulièrement mettre en garde contre le procédé qui consiste à concentrer toute la correspondance au seul comité, et seulement entre les mains des secrétaires. Rien de plus néfaste qu'un tel monopole. Autant l'unité est obligatoire dans l'action, dans toute décision, autant elle porte à faux quand il s'agit de l'information en général, de la correspondance. Il arrive très, très souvent que des lettres particulièrement intéressantes nous viennent de personnes relativement « étrangères » (éloignées des comités), *qui ont plus de fraîcheur* dans leurs réactions à bien des choses devenues trop habituelles et que perd de vue un vieux militant expérimenté. Donnez plus de possibilités de nous écrire aux jeunes : à la jeunesse, aux militants, aux « centralistes », aux organisateurs et aux simples participants aux réunions volantes et aux meetings.

Alors seulement, et à la seule condition qu'une vaste correspondance de ce genre s'établisse, nous pourrons tous ensemble faire de notre journal l'organe effectif du *mouvement ouvrier en Russie*. Nous vous prions instamment de lire cette lettre dans toutes les réunions, dans tous les cercles, sous-groupes, etc., etc., le plus largement possible, et de nous dire comment les ouvriers ont accueilli cet appel. Nous sommes très sceptiques quant à l'idée d'un journal ouvrier (« populaire ») distinct de l'organe commun, dirigeant, littéraire ; nous voudrions qu'un journal social-démocrate soit l'organe de tout le mouvement, que le journal ouvrier et le journal social-démocrate ne fassent qu'un. On n'y peut parvenir qu'avec l'appui le plus actif de la classe ouvrière.

Salutations fraternelles.

N. Lénine

Conforme au texte du tract

Ecrit le 29 novembre (12 décembre) 1904.

Publié sous forme de tract en décembre 1904

DÉCLARATION ET DOCUMENTS SUR LA RUPTURE ENTRE LES ORGANISMES CENTRAUX ET LE PARTI

Ecrit le 9 (22) décembre 1904.
Publié en brochure en janvier 1905 à Genève

Conforme au texte de la brochure

Dans le n° 77 de l'*Iskra*, trois membres du Comité central parlant au nom de tout le Comité central citent au tribunal d'arbitrage le camarade N. [166] « pour fausse déclaration dans le but de désorganiser le Parti ». Cette soi-disant fausse déclaration a été faite « par la voix d'un membre du Comité central qui n'avait pas pris part à l'élaboration de la déclaration », c'est-à-dire moi. Etant donné la part étroite que j'ai prise à cette affaire, et aussi les pleins pouvoirs que j'ai reçus du camarade N., je m'estime en droit et tenu de prendre part à l'arbitrage en formulant l'accusation suivante contre les membres du Comité central Glébov, Valentin et Nikititch.

Je les accuse d'actes illégaux, irréguliers, inadmissibles, formellement et moralement, envers leurs collègues du Comité central et envers tout le Parti.

Comme ces actes irréguliers prolongent indéfiniment et accentuent la crise du Parti, influençant de surcroît de la façon la plus directe la masse des militants, j'estime absolument indispensable l'examen public de tout ce qui ne touche pas à des secrets d'organisation, et c'est pourquoi j'expose en détail le contenu de mon accusation :

I. J'accuse les trois membres du Comité central, Glébov, Valentin, Nikititch, d'avoir trompé systématiquement le Parti.

1) Je les accuse d'avoir utilisé le pouvoir qu'ils ont reçu du II[e] Congrès du Parti pour étouffer l'opinion publique dans le Parti qui s'était traduite par l'agitation en faveur du III[e] Congrès. Ils n'avaient aucun droit de réprimer cette agitation qui constitue le droit inaliénable de

chaque membre du Parti. En particulier, ils n'avaient aucun droit de dissoudre le bureau du Sud pour son agitation en faveur du congrès. Ils n'avaient ni le droit formel ni le droit moral de me blâmer, en tant que membre du Conseil du Parti, pour avoir donné, au Conseil, ma voix en faveur du congrès ;

2) d'avoir dissimulé au Parti les résolutions des comités en faveur du congrès et, jouant sur la confiance qu'on leur portait en tant que membres de l'instance suprême du Parti, d'avoir induit les comités en erreur en leur exposant la situation d'une manière volontairement erronée. Ils empêchaient la mise à jour de la vérité, refusant de remplir la demande du comité de Riga de publier et diffuser la résolution des 22 et de faire parvenir en Russie les publications de la majorité sous prétexte qu'elles ne sont pas celles du Parti ;

3) de ne pas avoir reculé, dans leur agitation contre le congrès, même devant la désorganisation du travail local, faisant appel à la province contre les comités qui se prononçaient en faveur du congrès, en discréditant ces comités de toutes les manières aux yeux des militants locaux et détruisant ainsi la confiance entre les comités et la province, confiance sans laquelle nul travail n'est possible ;

4) d'avoir pris part, par le truchement du délégué du Comité central au Conseil, à l'élaboration des résolutions du Conseil sur les conditions de convocation du III^e^ Congrès, résolutions qui avaient rendu le congrès impossible et qui avaient ainsi rendu impossible une solution normale du conflit au sein du Parti ;

5) d'avoir, tout en assurant les comités de leur solidarité de principe avec la position de la majorité, tout en déclarant qu'un accord avec la minorité ne peut se faire qu'à la condition que celle-ci renonce à son organisation secrète distincte et à la cooptation au Comité central, transigé avec la minorité, *à l'insu du Parti et sciemment contre sa volonté*, aux conditions suivantes : 1) autonomie des organismes techniques de la minorité ; 2) cooptation au Comité central des trois représentants les plus virulents de la minorité ;

6) je les accuse d'avoir utilisé leur autorité de membres de l'organisme supérieur du Parti pour ternir leurs adver-

saires politiques. Ils ont agi d'une manière indigne à l'égard du camarade P. [167] quand ils ont décidé en *juillet* d'examiner son intervention, soi-disant mensongère, au comité du Nord, et sans même l'avoir *jusqu'à présent* (22 décembre) mis en accusation, bien que Glébov ait vu P. plus d'une fois et que le même Glébov se soit permis, en tant que membre du Conseil du Parti, d'appeler « tromperie » dans l'*Iskra* l'acte d'un camarade privé de moyen de défense. Ils ont sciemment menti en déclarant que Lidine [168] n'était pas l'homme de confiance (Vertrauensmann) du Comité central. Ils ont induit en erreur les membres du Parti dans le but de discréditer à leurs yeux le camarade Bontch-Brouévitch et ses collaborateurs du service d'expédition en publiant dans l'*Iskra* (n° 77) une déclaration qui indiquait seulement le passif de ce service (d'ailleurs d'une manière inexacte) et cela, après leur avoir délivré une attestation écrite par l'intermédiaire de leurs mandataires, qu'il avait mené l'affaire correctement et que les comptes étaient parfaitement en règle ;

7) je les accuse d'avoir profité de l'absence des anciens représentants du Comité central à l'étranger, les camarades Vassiliev et Zvérev, pour discréditer des institutions du Parti (la bibliothèque et les archives du P.O.S.D.R. à Genève). Ils ont inséré dans l'*Iskra*, sous la signature d'un « représentant » du Comité central inconnu de moi, une communication dans laquelle ils ont complètement déformé l'histoire et le caractère réels de ces institutions.

II. De plus, j'accuse les trois membres du Comité central, Glébov, Valentin et Nikititch, d'une série d'actes inadmissibles, moralement et formellement, envers leurs collègues.

1) Ils ont détruit la base de toute organisation et discipline du Parti, en me présentant (par l'entremise du camarade Glébov) un ultimatum : quitter le Comité central ou cesser l'agitation en faveur du congrès.

2) Ils ont rompu l'accord conclu en leur nom par Glébov, membre du Comité central, quand, par suite de la modification de l'effectif de ce dernier, il est devenu désavantageux pour eux de remplir cet accord.

3) Ils n'avaient pas le droit, à leur réunion de juillet, de déclarer que le camarade N. avait quitté le Comité central, sans avoir écouté ni sa déclaration ni la mienne, d'au-

tant plus que ces trois membres du Comité central connaissaient notre requête (de 4 membres du C.C.) [169] d'examiner la question litigieuse dans une réunion plénière du Comité central. Déclarer que le camarade N. n'était pas membre du Comité central était faux sur le fond également, car les trois membres du Comité central ont abusé de la déclaration, qui comportait des réserves (et qui n'a pas été communiquée à tous les camarades) du camarade N.

4) Les trois membres du C.C. n'avaient aucun droit de me dissimuler le changement de leurs points de vue et de leurs intentions. Le camarade Glébov affirmait, fin mai, que leur point de vue était formulé dans leur déclaration de mars [170]. De cette façon, la déclaration de juillet, différant totalement de celle de mars, a été votée à mon insu, et les affirmations de Glébov étaient une tromperie.

5) Glébov a rompu l'engagement conclu avec moi, aux termes duquel il ne serait pas question des divergences au sein du Parti dans le rapport au Congrès d'Amsterdam [171], que Dan (délégué de l'organe central) et lui, Glébov (délégué du Comité central), avaient entrepris de rédiger. Le rapport composé par Dan seul s'est avéré rempli d'une polémique cachée et entièrement pénétré des points du vue de la « minorité ». Glébov n'a pas protesté contre le rapport de Dan et de cette façon a participé indirectement à la tromperie vis-à-vis de la social-démocratie internationale.

6) Les trois membres du Comité central n'avaient aucun droit de me refuser une déclaration et la publication de mon opinion personnelle sur une question importante de la vie du Parti. La déclaration de juillet a été envoyée, pour être publiée, à l'organe central avant qu'on m'ait donné la possibilité de me prononcer à ce sujet. Le 24 août, j'ai envoyé à l'organe central une protestation contre ce document. L'organe central a déclaré qu'il la ferait paraître seulement au cas où les trois membres du Comité central qui ont rédigé la déclaration le souhaiteraient. Ils ne l'ont pas voulu et ont caché ma protestation au Parti.

7) Ils n'avaient aucun droit de refuser de me communiquer les procès-verbaux du Conseil et de me priver, sans m'exclure formellement du Comité central, de toutes les informations concernant les activités du Comité central,

la nomination de nouveaux représentants en Russie et à l'étranger, les pourparlers avec la « minorité », les questions de trésorerie, etc., etc.

8) Ils n'avaient pas le droit de coopter au Comité central trois nouveaux camarades (conciliateurs) sans l'intermédiaire du Conseil, comme l'exigent les statuts du Parti quand il n'y a pas unanimité ; or, il n'y avait pas unanimité puisque j'avais protesté contre cette cooptation.

ANNEXE

Etant donné l'importance de la position du Comité central dans le conflit au sein du Parti, j'estime nécessaire de rendre publics les documents suivants :

I. Les lettres du camarade Glébov aux membres du « collège ».

a) Septembre.

« Les relations avec l'organe central et la Ligue ne sont pas encore définies. Après notre déclaration, il faut dire qu'ils ont pris de l'audace et leur appétit grandit. Notre position ici est très difficile : nos groupes à l'étranger sont entre les mains de la Ligue, les sources privées entre celles de l'organe central, c'est pourquoi nous sommes criblés de dettes. Pressé par le besoin (je suis endetté de 9 000), je suis forcé de penser à quelque issue. C'est pourquoi je me suis adressé à la minorité en lui proposant de me soumettre un projet des réformes qu'ils souhaitent. »

b) 7 septembre.

« *Hier soir, en présence de S., j'ai eu un rendez-vous de travail avec trois mandataires de la minorité: Popov, Blumenfeld et Martov.* »

Parmi les questions examinées à cette réunion, qui s'est transformée, selon l'expression de Glébov, en « réunion préliminaire pour la préparation de la paix », nous relevons les suivantes :

I. Relations entre organisations à l'étranger.

« Le Comité central, l'organe central et la Ligue s'occupent du mouvement en Russie. Pour écarter les frottements, pour intéresser davantage au travail et pour une confiance totale, la conduite générale des affaires est confiée à une commission composée de représentants du Comité central, de l'organe central et de la Ligue. Le Comité central a deux voix et le droit de *veto*... »

II. Transport.

« L'organe central est soumis au contrôle du Comité central, en gardant une certaine autonomie. A savoir : le service d'expédition à l'étranger ne peut être que celui du Comité central. L'organe central conserve le contrôle de son secteur à la frontière. La répartition des publications en Russie appartient au Comité central. Pour une autonomie plus grande, on confie le Sud à l'organe central. Je m'explique. L'organe central possède un moyen de communication. Il craint que, en cas de changement de direction, on ne le prive de ce moyen. C'est pourquoi l'organe central demande qu'on le lui garantisse sur le plan de l'organisation. »

c) 7 septembre.

« Dan est extrêmement irrité contre l'accord conclu hier sur la conduite des affaires, et peut-être les autres aussi. Voilà des gens voraces. Ils ont envie d'organiser à l'étranger un comité de représentants de l'organe central, du Comité central et de la Ligue, décidant de tout à l'étranger ; bien entendu, chacun a seulement une voix. Pas mal, n'est-ce pas ? »

d) Septembre.

« J'attire l'attention sur le désir exprimé par le Conseil de compléter l'effectif (il s'agit de la représentation du Comité central au Conseil). Il faudra choisir quelqu'un à la place de Lénine, ce qu'il déclarera naturellement illégal. Je proposerais de choisir au Conseil Dan ou Deutsch, en précisant bien qu'ils ont les pleins pouvoirs uniquement pour siéger au Conseil. Il n'y a plus personne à choisir, me semble-t-il. »

II. Lettre d'un représentant du Comité central (maintenant officiellement coopté au C.C.) au camarade Glébov.

4 septembre.

« Il y a une telle confusion en ce qui concerne la déclaration qu'il est difficile de s'y retrouver. Une seule chose est claire : tous les comités, sauf ceux de Kharkov, de Crimée, de la Région minière et du Don, sont des comités de la majorité. Celui du Don est neutre, je crois, mais on n'en sait rien au juste. Parmi les comités de la « majorité », ceux de Riga, de Moscou, de Pétersbourg et du Nord ont désavoué la déclaration du Comité central, comme je t'en ai informé

plus tôt. La confiance totale au C.C. a été votée par un nombre insignifiant de comités. Les autres lui ont exprimé la confiance pour rétablir la paix, avec mission de convoquer un congrès d'urgence en cas d'échec. Parmi ces derniers, certains posent comme condition de paix, le renoncement de la minorité à se considérer comme « partie », et à exiger la cooptation en tant que « partie » (?). Voilà le tableau. En cas d'échec, le Comité central perd la confiance de la majorité des comités et, par conséquent, sera obligé de faire lui-même de l'agitation en faveur du congrès pour remettre ses pleins pouvoirs. D'après l'état d'esprit des comités on voit clairement qu'au congrès passeront les résolutions du genre de celle des 22, c'est-à-dire la destitution de la rédaction et sa remise entre les mains de la majorité, la modification du Conseil du Parti, etc. Mais pour que la paix satisfasse les comités, une condition est indispensable dont je t'ai déjà parlé : que la minorité accepte la déclaration et renonce à se considérer comme « partie ». Si elle le fait, je pense que Lénine perdra en Russie du terrain, et qu'on pourra rétablir la paix. La phrase où tu dis que l'affaire avec Martov s'arrange « petit à petit » m'a étonné. L'entêtement des membres de la rédaction commence vraiment à irriter et, malgré ma sympathie d'idées et autre à leur égard, je commence à perdre ma confiance en eux, en tant que « chefs » politiques. La question de l'organisation, ils l'ont éclaircie entièrement, et s'ils continuent à s'obstiner, sans soutien de Russie (ici, la minorité est impuissante), on verra qu'ils ne luttent que pour les places. »

Tel est le début du marchandage et en voici la conclusion : Le Comité central envoie une lettre aux comités, dans laquelle il les informe que

« Les pourparlers se termineront très prochainement (au maximum dans 15 jours) et pour le moment nous pouvons annoncer que 1) le Comité central n'a coopté aucun membre de la minorité (à ce sujet court un bruit que quelqu'un a lancé) ; ...3) les pourparlers avec la minorité sont menés dans le même esprit que celui dont vous a fait part Valentin, c'est-à-dire qu'en ce qui concerne les concessions, elles ne peuvent venir que de la minorité et doivent consister à renoncer à la polémique fractionnelle menée par l'organe central, à dissoudre l'organisation secrète de la minorité, à renoncer à la cooptation de membres au Comité central, à transmettre tous les services (matériel, transport, liaisons) au C.C. C'est seulement à ces conditions qu'on peut rétablir la paix dans le Parti. Il y a lieu d'espérer qu'il en sera ainsi. Dans tous les cas, si la minorité désire continuer à présent son ancienne politique, le Comité central cessera immédiatement les pourparlers et convoquera le congrès d'urgence. »

C'est ainsi que le Comité central rassure les comités qui lui expriment de la défiance, et voici les *lettres des hommes politiques « en vue » de la minorité*, reçues vers le milieu de décembre 1904, ancien calendrier.

« Enfin nous avons eu une entrevue avec les vauriens. Leur réponse était la suivante : ils sont d'accord pour l'autonomie de nos organisations techniques ; en ce qui concerne la commission d'agitation, ils sont contre, trouvant que c'est une fonction directe du Comité central (diriger l'agitation) et qu'ils préfèrent à ce plan la réforme du Comité central mais officiellement ils ne peuvent coopter maintenant, et ils proposent une cooptation de fait (officieuse) à trois personnes de la minorité (Popov, Fomine, Fischer). Il va de soi que Kh. et moi avons immédiatement accepté, et dès à présent l'opposition menchevique est supprimée officiellement. On se sent délivré d'un lourd fardeau. Il va y avoir ces jours-ci une réunion du Comité central tout entier avec nous, puis nous convoquons une conférence des comités les plus proches.

...Bien entendu, nous sommes absolument sûrs que nous nous emparerons du C. C. et l'orienterons dans le sens souhaité. C'est d'autant plus facile que plusieurs d'entre eux reconnaissent déjà que la critique de principe de la minorité est juste... Dans tous les comités invariablement durs (Bakou, Odessa, Nijni-Novgorod, Pétersbourg), les ouvriers réclament un système d'élection. C'est un symptôme évident de l'agonie des durs. »

En même temps il y eut une autre lettre :

« Un accord est intervenu entre les représentants de la « minorité » et le Comité central. Les représentants ont délivré un reçu. Or, étant donné qu'il n'y avait pas eu de questionnaire préalable de la « minorité », il va de soi que le reçu lui-même n'est pas très réussi, car on y exprime la « confiance » au Comité central, et non envers sa politique de réunification ; on y parle de dissolution dans le Parti, de la fin d'une existence autonome, alors que le second point suffit. Enfin, il y manque le « credo » de la « minorité ». Pour cette raison, on a décidé de faire adopter encore par toutes les organisations de la « minorité » une résolution portant le « credo » et les rectifications indiquées, en reconnaissant, bien sûr, l'accord de nos représentants avec le Comité central. »

* * *

Il est très probable que les personnages pris en flagrant délit, dénoncés grâce à ces documents, s'efforceront par tous les moyens, avec la « sensibilité morale » qui leur est propre, de détourner l'attention du Parti du contenu des documents en posant la question morale du droit de les publier. Je suis sûr que le Parti ne se laissera pas troubler par cette manœuvre de diversion. Je déclare que je prends l'entière responsabilité morale pour la présente dénonciation et je fournirai toutes les explications nécessaires devant le tribunal d'arbitrage qui examinera l'affaire dans son entier.

AVIS DE FORMATION D'UN COMITÉ D'ORGANISATION ET DE CONVOCATION DU IIIe CONGRÈS RÉGULIER DU PARTI OUVRIER SOCIAL-DÉMOCRATE DE RUSSIE [172]

La crise pénible que connaît notre Parti depuis déjà un an et demi, depuis le IIe Congrès, a abouti à un résultat inévitable et prévu depuis longtemps, à une rupture complète des organismes centraux avec le Parti. Nous n'allons pas reprendre ici la pénible histoire de la crise et rappeler les faits, suffisamment mis en lumière dans les publications du Parti en général, et en particulier dans une série de résolutions et de déclarations des comités de Russie et des conférences de comités. Il suffit d'indiquer que la dernière de ces conférences, celle du Nord, à laquelle ont participé les comités de Pétersbourg, de Riga, de Tver, de Moscou, du Nord et de Nijni-Novgorod a élu un bureau et l'a chargé d'intervenir en qualité de Comité d'organisation pour la convocation immédiate du IIIe Congrès régulier du Parti ouvrier social-démocrate de Russie.

A présent, le bureau a attendu au-delà de tous les délais fixés par les comités au soi-disant Comité central, pour qu'il donne sa réponse, et a conclu un accord avec les représentants de trois comités du Sud (Odessa, Ekatérinoslav, Nikolaïev) et de quatre comités caucasiens. Le bureau intervient maintenant en tant que Comité d'organisation et convoque, sans l'accord des organismes centraux, res-

ponsables devant le Parti et qui se sont dérobés à leur responsabilité, le IIIe Congrès régulier du Parti ouvrier social-démocrate de Russie.

La Russie est animée d'un élan politique inégalé et le prolétariat a des tâches historiques immenses de lutte contre l'autocratie. Tous les social-démocrates qui militent en Russie savent quel tort immense a été causé par la discorde au sein de notre Parti à l'organisation et à la cohésion des forces du prolétariat, quel énorme préjudice ont subi la propagande, l'agitation et l'union des ouvriers en Russie à cause de l'influence malfaisante de l'esprit de cercle de l'étranger. Et s'il n'y a pas moyen de grouper les cercles à l'etranger et leurs protégés, que s'unissent au moins tous les militants social-démocrates de Russie, tous les partisans d'une orientation conséquente de la social-démocratie révolutionnaire. Une telle union est la seule voie juste vers l'unité totale et solide future de tous les social-démocrates de Russie.

Vive la social-démocratie de Russie, vive la social-démocratie internationale révolutionnaire!

En ce qui concerne les conditions de convocation du congrès, le Comité d'organisation estime nécessaire de communiquer à tous ce qui suit :

1) Le Comité d'organisation reconnaît le droit absolu de participer au IIIe Congrès régulier avec voix délibérative à tous les comités et organisations de Russie, validés par le IIe Congrès du Parti ouvrier social-démocrate de Russie (les comités de Pétersbourg, de Moscou, de Kharkov, de Kiev, d'Odessa, de Nikolaïev, du Don, d'Ekatérinoslav, de Saratov, de l'Oural, du Nord, de Toula, de Tver, de Nijni-Novgorod, de Bakou, de Batoum, de Tiflis, de la Région minière, de Sibérie et de Crimée).

2) Le Comité d'organisation reconnaît le droit de participer au congrès sous condition aux comités validés par le Comité central après le IIe Congrès (de Mingrélie, Astrakhan, Orel-Briansk, Samara, Smolensk, Riga, Koursk, Voronèje et aussi de la Ligue à l'étranger). Tous ces comités ont été validés par les organismes centraux qui ont perdu la

confiance du Parti. Nous sommes obligés de les inviter au III[e] Congrès, mais seul le congrès peut définitivement trancher la question de leur participation (existence réelle du comité, droit à une voix délibérative ou consultative, etc.).

3) Le C.O. exprime, au nom de la majorité des comités de Russie, le souhait qu'au III[e] Congrès régulier du Parti ouvrier social-démocrate de Russie participent *toutes* les organisations, celles de Russie comme celles de l'étranger, du P.O.S.D.R., notamment toutes les organisations ouvrières qui se considèrent comme affiliées au Parti ouvrier social-démocrate de Russie. Nous souhaitons particulièrement la participation de ces dernières parce que la crise du Parti et la propagande démagogique du principe électif et du démocratisme à la *Rabotchéié Diélo* ont déjà provoqué une série de scissions. Il faut profiter du congrès pour essayer, avec la participation des représentants de la majorité des comités de Russie, d'éliminer ces scissions ou d'en minimiser les effets néfastes.

4) Pour cette raison, le C.O. invite tous ceux qui désirent prendre part aux travaux du congrès, à lui répondre sans retard et à entrer en contact avec lui (par l'intermédiaire d'un des treize comités indiqués ci-dessus).

5) Les conditions d'*invitation* au congrès seront définies en cas de contestation par deux des comités les plus proches et un représentant du C.O.

6) Les conditions de *participation* au congrès (avec voix delibérative ou consultative) des comités et autres organisations non validés par le II[e] Congrès du Parti, seront déterminées par le III[e] Congrès lui-même.

7) La date et le lieu du congrès seront fixés par le C.O.

Ecrit en décembre 1904. *Conforme au manuscrit*

Publié pour la première fois en 1926 dans le Recueil Lénine V

NOTES

1. La *Relation du IIe Congrès du P.O.S.D.R.* fut ecrite par Lénine au moment de l'accentuation de la lutte des bolcheviks contre l'activité scissionniste et désorganisatrice des mencheviks après le IIe Congrès du Parti. Ce document joua un grand rôle dans la dénonciation de la tactique opportuniste des mencheviks et dans le rassemblement des partisans de la majorité. Avant la publication des procès-verbaux du congrès (en janvier 1904), la « Relation » était le seul document qui éclairât le bilan du IIe Congrès et les causes de la scission du P.O.S.D.R. Les idées exposées sont développées dans des écrits ultérieurs, dans des lettres, des interventions de Lénine, et surtout dans son livre *Un pas en avant, deux pas en arrière* (voir le présent tome, pp. 211-444). — P. 9

2. Lénine utilise les données sur les délégués du IIe Congrès du P.O.S.D.R. qui, avec voix délibérative, étaient présents au moment du rapport de la commission des mandats à la 2e séance du congrès, le 18 (31) juillet 1903. A ce moment, 42 délégués étaient arrivés : 33 avec une voix, 8 avec 2 voix et 1 délégué du Comité du Bund à l'étranger avait provisoirement, jusqu'à l'arrivée du second délégué, deux voix aussi. Après l'arrivée du second délégué du Bund, le 22 juillet (4 août), il y eut 43 délégués ayant une voix délibérative, dont 35 avec une voix et huit avec deux voix. — P. 13

3. Le *Bund* (Union générale des ouvriers juifs de Lituanie, de Pologne et de Russie) fut organisé en 1897, au congrès constitutif des groupes social-démocrates juifs à Vilno. Il groupait principalement les éléments semi-prolétariens des artisans juifs des régions occidentales de la Russie. Au 1er Congrès du P.O.S.D.R. (1898), le Bund adhéra au P.O.S.D.R. « en tant qu'organisation autonome, indépendante seulement pour les questions touchant spécialement le prolétariat juif ». (*Le P.C.U.S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, de ses conférences et des séances plénières du C.C.*, 1re partie, 1954, p. 14.)

Le Bund représentait le nationalisme et le séparatisme dans le mouvement ouvrier de la Russie. En avril 1901, le IVe Congrès du Bund se prononça pour l'abolition des rapports d'organisation établis par le Ier Congrès du P.O.S.D.R. Il déclara dans

sa résolution qu'il considérait le P.O.S.D.R. comme une fédération d'organisations nationales et que le Bund devait en faire partie en tant qu'organisation fédérée.

Au IIe Congrès du P.O.S.D.R., après le rejet de l'exigence du Bund suivant laquelle cette organisation devrait être reconnue comme l'unique représentant du prolétariat juif, le Bund quitta le Parti. En 1906, aux termes de la décision du IVe Congrès (« d'unification »), le Bund adhéra de nouveau au P.O.S.D.R.

Au sein du P.O.S.D.R., les membres du Bund soutenaient constamment l'aile opportuniste du parti (« économistes », mencheviks, liquidateurs), luttaient contre les bolcheviks et le bolchevisme. A la revendication formulée par les bolcheviks dans leur programme, celle du droit des nations à l'autodétermination, le Bund opposait l'autonomie nationale et culturelle. Lors de la première guerre mondiale de 1914-1918, les bundistes s'alignaient sur les positions du social-chauvinisme. En 1917, le Bund soutenait le gouvernement provisoire contre-révolutionnaire, luttait aux côtés des ennemis de la Grande Révolution socialiste d'Octobre. Pendant l'intervention militaire étrangère et la guerre civile, la direction du Bund se rallia aux forces contre-révolutionnaires. Par ailleurs, un tournant se dessina parmi les membres du Bund en faveur de la collaboration avec le pouvoir des Soviets. En mars 1921, le Bund s'est dissous et une partie de ses membres adhéra au P.C.(b)R. — P. 13

4. « *Rabotchéié Diélo* » [La cause ouvrière], revue des « économistes », organe non périodique de l'« Union des social-démocrates russes à l'étranger ». Parut à Genève d'avril 1899 à février 1902, sous la direction de Kritchevski, Téplov (Sibiriak), Ivanchine et, plus tard, de Martynov ; 12 numéros (neuf livraisons) furent publiés. Le comité de rédaction du *Rabotchéié Diélo* était le centre à l'étranger des « économistes » (appelés aussi « partisans » du *Rabotchéié Diélo*). Le groupe soutenait le mot d'ordre de Bernstein : « La liberté de la critique » du marxisme, se rangeait sur des positions opportunistes en matière de tactique et des tâches d'organisation de la social-démocratie russe, niait les possibilités révolutionnaires de la paysannerie, etc. Il propageait les idées opportunistes de subordination de la lutte politique du prolétariat à la lutte économique, s'inclinait devant la spontanéité du mouvement ouvrier et niait le rôle dirigeant du parti. Un des rédacteurs du *Rabotchéié Diélo* (Ivanchine), participait à la rédaction de la *Rabotchaïa Mysl* [La pensée ouvrière], organe des « économistes » déclarés soutenus par le *Rabotchéié Diélo*. Au IIe Congrès du P.O.S.D.R., le *Rabotchéié Diélo* représentait l'aile opportuniste d'extrême droite du Parti. — P. 13

5. *L'Union des social-démocrates russes à l'étranger* fut fondée en 1894 à Genève à l'initiative du groupe « Libération du Travail ». Au début, ce groupe dirigeait l'Union et rédigeait ses publications. Plus tard, les éléments opportunistes (les « économistes »

appelés les « jeunes ») l'emportèrent, et, en novembre 1898, au Ier Congrès de l'Union, le groupe « Libération du Travail » refusa de rédiger les publications de cette organisation. La rupture définitive et le départ du groupe se produisirent en avril 1900 au IIe Congrès de l'Union quand le groupe « Libération du Travail » et ses adeptes quittèrent le congrès et fondèrent une organisation indépendante, le « Social-Démocrate ». — P. 13

6. *L'Union de lutte pour la libération de la classe ouvrière*, organisée par Lénine en automne 1895, groupait une vingtaine de cercles ouvriers marxistes de Pétersbourg. Elle avait à sa tête un groupe central dirigé par Lénine.

Pour la première fois en Russie, l'« Union de lutte » commença à réaliser l'unification du socialisme et du mouvement ouvrier, le passage de la propagande du marxisme dans un petit cercle d'ouvriers avancés à l'agitation politique parmi les larges masses du prolétariat.

En décembre 1895, le gouvernement tsariste porta à l'« Union de lutte » un coup sensible : dans la nuit du 8 au 9 (du 20 au 21) décembre 1895, fut arrêtée une partie importante des membres de l'Union, Lénine en tête. Le premier numéro du journal *Rabotchéïé Diélo* sous presse fut saisi.

Tout en étant en prison, Lénine continuait à diriger les activités de l'Union à qui il prodiguait ses conseils ; il faisait parvenir des lettres et des tracts chiffrés, rédigea la brochure *Les grèves* (qu'on n'a pas retrouvée jusqu'à présent), *Exposé et commentaire du projet de programme du Parti social-démocrate* (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 2, pp. 89-117).

Ce qui fait l'importance de l'« Union de lutte pour la libération de la classe ouvrière » de Pétersbourg, c'est qu'elle représentait, comme l'a dit Lénine, l'embryon d'un parti révolutionnaire s'appuyant sur le mouvement ouvrier et dirigeant la lutte de classe du prolétariat.

Les anciens membres de l'« Union » qui échappèrent aux arrestations, participèrent à la préparation et à l'organisation du Ier Congrès du P.O.S.D.R. et à la rédaction du *Manifeste* publié au nom du congrès. Cependant, l'absence prolongée des fondateurs de l'« Union de lutte », déportés en Sibérie, et avant tout de Lénine, facilita l'application de la politique opportuniste des « jeunes » social-démocrates, des « économistes » qui propageaient depuis 1897, par l'intermédiaire du journal *Rabotchaïa Mysl*, les idées du trade-unionisme et du bernsteinisme sur le terrain russe. Dans la deuxième moitié de l'année 1898, les « économistes » les plus déclarés, les adeptes de la *Rabotchaïa Mysl*, s'emparèrent de la direction de l'« Union ». — P. 13

7. Le groupe *Ioujny Rabotchi* [l'Ouvrier du Sud], groupe social-démocrate formé en automne 1900 dans le sud de la Russie autour d'un journal illégal qui portait le même nom (le premier numéro fut publié en janvier 1900 par le comité d'Ékatérinoslav du P.O.S.D.R. et le dernier, le 12e, en avril 1903). Le groupe et

le comité de rédaction comprenaient à différents moments : Lalaïantz, Vilenski, Kogan, Tseitline, E. Y. Lévine, E. S. Lévine, Rozanov et d'autres.

Le groupe « Ioujny Rabotchi » considérait, à l'encontre des « économistes », la lutte politique du prolétariat, le renversement de l'autocratie comme la tâche la plus importante ; il se prononçait contre le terrorisme, défendait la nécessité d'un mouvement révolutionnaire de masse et accomplit une grande action révolutionnaire dans le sud de la Russie. Par ailleurs, le groupe surestimait le rôle de la bourgeoisie libérale et n'attachait pas d'importance au mouvement paysan. Alors que le plan de l'*Iskra* prévoyait la création d'un parti marxiste centralisé, grâce au ralliement des social-démocrates révolutionnaires autour de l'*Iskra*, le groupe « Ioujny Rabotchi » proposait de rétablir le P.O.S.D.R. en constituant des organisations social-démocrates régionales. La convocation du congrès des comités et des organisations du P.O.S.D.R. du sud de la Russie, en décembre 1901, fut une tentative pratique de réaliser ce plan. A ce congrès fut formée l'« Union des comités et des organisations du Sud du P.O.S.D.R. » dont l'organe était le *Ioujny Rabotchi*. Cette tentative s'avéra non viable (de même que tout le plan d'organisation de ce groupe), et l'Union se dispersa après les arrestations massives, au printemps 1902. Les membres du groupe « Ioujny Rabotchi », restés en liberté, engagèrent des pourparlers, en août 1902, avec la rédaction de l'*Iskra* concernant le travail en commun en vue de rétablir l'unité de la social-démocratie de Russie. La déclaration du groupe sur sa solidarité avec l'*Iskra* (publiée dans l'*Iskra* n° 27, le 1er novembre 1902 et dans le *Ioujny Rabotchi* n° 10, décembre 1902) était d'une grande importance pour la consolidation des forces social-démocrates de la Russie. En novembre 1902, le groupe « Ioujny Rabotchi », de concert avec l'organisation russe de l'*Iskra*, le comité du P.O.S.D.R. de Pétersbourg et l'« Union du Nord du P.O.S.D.R. », participe à la création du Comité d'organisation pour la convocation du IIe Congrès du Parti, et ensuite à ses activités. Même pendant cette période, les membres du groupe « Ioujny Rabotchi » n'occupaient pas des positions révolutionnaires conséquentes ; leurs activités révélaient des tendances séparatistes (par exemple, ils proposaient de faire paraître parallèlement à l'*Iskra* un journal destiné à toute la Russie). Lénine considérait le groupe « Ioujny Rabotchi » comme l'une des organisations « qui, tout en reconnaissant verbalement l'*Iskra* comme organe dirigeant, poursuivaient en fait leurs propres plans et se distinguaient par leur manque de stabilité au point de vue des principes » (voir le présent tome, pp. 219-220). Au IIe Congrès du Parti, les délégués du groupe « Ioujny Rabotchi » occupaient le « centre » (« opportunistes moyens », suivant l'expression de Lénine).

Le IIe Congrès du P.O.S.D.R. décida de dissoudre le groupe « Ioujny Rabotchi » de même que tous les groupes et organisations social-démocrates indépendants. — P. 13

8. « *Iskra* » [l'Etincelle], premier journal marxiste illégal destiné à toute la Russie, fondé par Lénine en 1900, et qui joua un rôle décisif dans la création du parti marxiste révolutionnaire de la classe ouvrière de Russie.

Etant donné l'impossibilité de faire paraître un journal révolutionnaire en Russie à cause des persécutions policières, Lénine, qui était encore déporté en Sibérie, avait conçu, dans tous les détails, le plan de la publication d'un tel journal à l'étranger. Il entreprit la réalisation de ce plan aussitôt après son retour d'exil (janvier 1900). En février 1900, à Pétersbourg, Lénine mena des pourparlers avec Zassoulitch, venue clandestinement de l'étranger, sur la participation du groupe « Libération du Travail » à la publication d'un journal marxiste destiné à l'ensemble de la Russie. A la fin de mars et au début d'avril 1900 s'est tenue ce qu'on appelle la Conférence de Pskov où Lénine, Martov (Zederbaum), Potressov, Radtchenko rencontrèrent les « marxistes légaux » : Strouvé et Tougan-Baranovski. Cette conférence examina le projet de déclaration du comité de rédaction, proposé par Lénine, concernant le programme et les tâches d'un journal destiné à toute la Russie (*Iskra*) et d'une revue politique et scientifique (*Zaria*). Lénine se rendit dans plusieurs villes de la Russie : Moscou, Pétersbourg, Riga, Smolensk, Samara, Nijni-Novgorod, Oufa, Syzran, établit la liaison avec les groupes social-démocrates et certains social-démocrates et s'entendit avec eux pour assurer le soutien de la future *Iskra*. A l'arrivée de Lénine en Suisse, en août 1900, se tint une conférence qui réunit Lénine, Potressov et les membres du groupe « Libération du Travail », conférence consacrée aux questions suivantes : programme et tâches de la rédaction du journal et de la revue, collaborateurs éventuels, composition du comité de rédaction et son siège ; ces pourparlers faillirent échouer, mais vers la fin de la conférence, Lénine réussit à obtenir un accord sur toutes les questions en suspens.

Le premier numéro de l'*Iskra* léniniste parut en décembre 1900 à Leipzig. Les numéros suivants furent publiés à Munich ; à partir de juillet 1902, elle paraissait à Londres et depuis le printemps 1903 à Genève. Les social-démocrates allemands Zetkin, Braun et d'autres, le révolutionnaire polonais Markhlewski qui habitait alors Munich, et aussi Quelch, un des dirigeants de la Fédération social-démocrate anglaise, prêtaient une aide importante à la publication de l'*Iskra*.

Le comité de rédaction du journal se composait de Lénine, Plékhanov, Martov, Axelrod, Potressov et Zassoulitch. Les fonctions de secrétaire de la rédaction étaient d'abord assurées par Smidovitch-Léman et ensuite, à partir du printemps 1901, par Kroupskaïa qui s'occupait aussi de toute la correspondance de l'*Iskra* avec les organisations social-démocrates de Russie. Lénine était pratiquement le rédacteur en chef et le dirigeant de l'*Iskra*. Il publia dans le journal ses articles sur les principaux problèmes de l'organisation du parti et de la lutte de classe du prolétariat en Russie ainsi

que sur les événements les plus importants de la vie internationale.

L'*Iskra* devint le centre de ralliement des forces du Parti, du rassemblement et de l'éducation de ses cadres. Dans plusieurs villes de Russie (Pétersbourg, Moscou, Samara, etc.), on fonda des groupes et des comités du P.O.S.D.R. d'orientation léniniste et iskriste, et, en janvier 1902, au congrès des partisans du journal à Samara fut fondée l'organisation de l'*Iskra* en Russie. Les organisations iskristes se constituaient et militaient sous la direction immédiate des disciples et des compagnons de Lénine : Bauman, Babouchkine, Goussev, Kalinine, Krassikov, Krjijanovski et d'autres.

A l'initiative de Lénine et avec sa participation personnelle, le comité de rédaction élabora un projet de programme du Parti (publié dans le n° 21 du journal) et prépara le IIe Congrès du P.O.S.D.R. qui eut lieu en juillet-août 1903. Lors de la convocation du congrès, la plupart des organisations social-démocrates locales de Russie s'étaient ralliées à l'*Iskra*, approuvaient sa tactique, son programme et son plan d'organisation et considéraient le journal comme leur organe dirigeant. Dans une résolution spéciale, le congrès nota le rôle exceptionnel de l'*Iskra* dans la lutte pour le Parti et la proclama organe central du P.O.S.D.R. Le IIe Congrès ratifia la composition du comité de rédaction comprenant Lénine, Plékhanov et Martov. Exigeant le maintien de l'ancien comité de rédaction composé de six membres, Martov refusa d'y collaborer en dépit de la décision du congrès, et les nos 46 à 51 furent rédigés et publiés par Lénine et Plékhanov. Plus tard, Plékhanov se rallia aux mencheviks et exigea d'inclure au comité de rédaction tous les anciens rédacteurs mencheviks repoussés par le congrès. Lénine ne pouvait l'admettre, et le 19 octobre (1er novembre) 1903, il quitta la rédaction de l'*Iskra*. Il fut coopté au Comité central, et c'est de là qu'il mena la lutte contre les mencheviks opportunistes. Le n° 52 fut rédigé uniquement par Plékhanov. Le 13 (26) novembre 1903, Plékhanov, en dépit de la volonté du congrès, coopta arbitrairement les anciens rédacteurs mencheviks au comité de rédaction. A partir du n° 52, l'*Iskra* devint l'organe des mencheviks. — P. 13

9. *Le Comité d'organisation pour la convocation du IIe Congrès du P.O.S.D.R.* fut élu par la conférence de Bialystok en mars (avril) 1902, mais peu de temps après la conférence, les membres de ce comité furent arrêtés à l'exception d'un seul. A l'initiative de Lénine, en novembre 1902, un nouveau comité d'organisation fut formé à la conférence des comités social-démocrates de Pskov. La majorité écrasante appartenait dans ce nouveau comité aux partisans de l'*Iskra*.

Sous la direction de Lénine, le Comité d'organisation accomplit un grand travail pour préparer le IIe Congrès du Parti. En février 1903, à une session plénière qui s'est tenue à Orel, on adopta le projet de statuts pour la convocation du congrès du Parti.

Après la session plénière de février, les membres du Comité d'organisation se rendirent à deux reprises dans les comités locaux afin de les aider dans leur travail. Avec la participation des membres du Comité, les organisations locales du Parti discutèrent le projet de statuts pour la convocation du congrès, après quoi il fut adopté par le Comité.

Ce dernier ratifia également la liste des organisations locales ayant le droit de participer au congrès conformément au statuts adoptés. Le Comité d'organisation prépara en vue du congrès un rapport détaillé sur ses activités. — P. 14

10. *T.*, le bolchevik P. Krassikov (dans les procès-verbaux du IIe Congrès du P.O.S.D.R. : Pavlovitch, P.). — P. 15

11. *Borba*, groupe littéraire à l'étranger, se rattachait au P.O.S.D.R.; il s'est constitué en groupe indépendant en 1901 à Paris. A cause de ses divergences avec les points de vue et la tactique social-démocrates, de ses activités désorganisatrices et de l'absence de lien avec les organisations social-démocrates en Russie, le groupe ne fut pas admis au IIe Congrès du Parti. Le groupe « Borba » fut dissous par décision du IIe Congrès. — P. 16

12. *N.* (*NN*), pseudonyme de la menchevique E. Alexandrova (dans les procès-verbaux du IIe Congrès du P.O.S.D.R., Stein). — P. 16

13. *Transfuge* : I. Tchernychev ; au début il était « économiste », puis passa dans l'organisation à l'étranger de l'*Iskra*, et il repassa en avril 1903 chez « économistes ». — P. 16

14. La *Libération du Travail*, premier groupe marxiste russe fondé par Plékhanov à Genève en 1883. Axelrod, Deutsch, Zassoulitch, Ignatov en faisaient également partie.

Le groupe déploya de grands efforts pour diffuser le marxisme en Russie. Il traduisait en russe, éditait à l'étranger et propageait en Russie les travaux des fondateurs du marxisme : *Le Manifeste Communiste* de Marx et d'Engels, *Travail salarié et Capital* de Marx, *Socialisme utopique et socialisme scientifique* d'Engels, etc. Plékhanov et son groupe portèrent un coup sensible au populisme qui était le principal obstacle idéologique dans la propagande du marxisme et le développement du mouvement social-démocrate en Russie. Les deux projets de programme des social-démocrates russes rédigés par Plékhanov en 1883 et en 1885, publiés par le groupe « Libération du Travail », constituaient un pas important dans la préparation et la fondation du Parti social-démocrate en Russie. Les travaux de Plékhanov jouèrent un rôle important dans la diffusion des conceptions marxistes : *Le socialisme et la lutte politique* (1883), *Nos divergences* (1885), *A propos du développement de la conception moniste de l'histoire* (1895). Mais le groupe « Libération du Travail » commettait de graves erreurs : survivances des conceptions populistes, sous-estimation du caractère révolutionnaire de la paysannerie, surestimation du rôle de la bourgeoisie libérale. Ces erreurs étaient les germes des futures conceptions men-

cheviques de Plékhanov et des autres membres du groupe. Celui-ci n'était pas lié pratiquement au mouvement ouvrier. Lénine a indiqué que ce groupe « ne fonda la social-démocratie que théoriquement et fit un premier pas à la rencontre du mouvement ouvrier » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 20, p. 289).

Au IIe Congrès du P.O.S.D.R., en août 1903, le groupe « Libération du Travail » se déclara dissous. — P. 22

15. *La Ligue de la social-démocratie révolutionnaire russe à l'étranger* fut fondée à l'initiative de Lénine en octobre 1901. Elle comprenait la section à l'étranger de l'organisation *Iskra-Zarta* ainsi que l'organisation « Social-Démocrate » dont faisait partie le groupe « Libération du Travail ». La Ligue avait pour tâche de diffuser les idées de la social-démocratie révolutionnaire et de contribuer à la création d'une organisation social-démocrate de combat. De fait, elle représentait à l'étranger l'organisation *Iskra*. Elle recrutait des partisans de l'*Iskra* parmi les social-démocrates russes à l'étranger, la soutenait matériellement, organisait le transport du journal en Russie et publiait des brochures marxistes. Le IIe Congrès du P.O.S.D.R. confirma que la Ligue était l'unique organisation du Parti à l'étranger ayant les droits d'un comité, conformément aux statuts, et l'engageait à travailler sous la direction et le contrôle du C.C. du P.O.S.D.R.

Après le IIe Congrès du P.O.S.D.R., les mencheviks renforcèrent leurs positions dans la Ligue et luttèrent contre Lénine, contre les bolcheviks. Au IIe Congrès de la Ligue, en octobre 1903, les mencheviks firent adopter de nouveaux statuts dirigés contre les statuts du Parti adoptés au IIe Congrès du P.O.S.D.R. La Ligue devint depuis lors le rempart du menchevisme et exista jusqu'en 1905. — P. 25

16. *Commentaire de la Tagesordnung* : Lénine appelle ainsi ses notes au projet d'ordre du jour et de règlement du IIe Congrès du Parti, intitulées « Programme du IIe Congrès ordinaire du P.O.S.D.R. ». — P. 25

17. *Starover* : pseudonyme du menchevik A. Potressov. — P. 25

18. « *Zarta* » [l'Aube], revue marxiste politico-scientifique, qui était éditée par la rédaction de l'*Iskra* en 1901-1902 à Stuttgart. Quatre numéros ont paru. Dans la *Zarta* furent publiés les articles suivants de Lénine : « Notes de circonstance », « Persécuteurs des zemstvos et Annibals du libéralisme », les quatre premiers chapitres de l'ouvrage *La question agraire et « les critiques de Marx »* (sous le titre « Messieurs « les critiques » dans la question agraire »), « Revue de politique intérieure », « Le programme agraire de la social-démocratie russe ». La revue *Zarta* publia également des articles théoriques de Plékhanov. — P. 26

19. *Le Conseil du Parti* (1903-1905), conformément aux statuts adoptés au IIe Congrès du P.O.S.D.R., fut fondé en tant qu'institution supérieure du Parti, appelée à coordonner et unifier les activités du Comité central et de la rédaction de l'organe

central, à reconstituer le C.C. et la rédaction de l'organe central au cas où tout le personnel d'une de ces institutions serait mis hors d'état d'agir, et aussi à représenter le Parti dans ses rapports avec les autres partis. Le Conseil était tenu de convoquer les congrès du Parti à une date fixée par les statuts, ou bien avant cette date, sur l'exigence des organisations du Parti ayant droit à la moitié des voix au congrès. Le Conseil se composait de cinq membres dont un était désigné par le congrès du Parti et les autres par le Comité central et la rédaction de l'organe central à raison de deux membres chacun. Le IIe Congrès du P.O.S.D.R. élut Plékhanov cinquième membre du Conseil. Au début, Lénine représentait au Conseil la rédaction de l'organe central, et après son départ de l'*Iskra*, le Comité central. Après que Plékhanov se fut rallié à l'opportunisme et que les mencheviks se furent emparés de la rédaction de l'organe central, le Conseil du Parti devint un instrument de lutte des mencheviks contre les bolcheviks. Lénine lutta résolument au sein du Conseil pour la cohésion du Parti en dénonçant l'activité scissionniste, désorganisatrice des mencheviks (voir le présent tome, pp. 147-194, 453-460). Aux termes des statuts adoptés par le IIIe Congrès du P.O.S.D.R., le Conseil du Parti fut dissous. — P. 27

20. *Socialistes-révolutionnaires* (s.-r.), parti petit-bourgeois de Russie, formé vers la fin de 1901 et au début de 1902, à la suite de la fusion de différents groupes et cercles populistes. Le journal *Révolutsionnaïa Rossia* (1900-1905) et la revue *Vestnik Rousskoï Révolioutsii* (1901-1905) en étaient les organes officiels. Leurs conceptions étaient un mélange éclectique d'idées populistes et révisionnistes ; ils s'efforçaient, suivant l'expression de Lénine, de combler les « lacunes du populisme » « en le rapiéçant à l'aide de la « critique » opportuniste à la mode du marxisme » (Œuvres, 4e éd. russe, t. 9, p. 283). Les socialistes-révolutionnaires ne faisaient pas de distinction de classe entre le prolétariat et la paysannerie, estompaient la différenciation de classe et les contradictions au sein de la paysannerie, niaient le rôle dirigeant du prolétariat dans la Révolution. La tactique du terrorisme individuel que les s.-r. prêchaient en tant que méthode fondamentale de lutte contre l'autocratie portait un grand préjudice au mouvement révolutionnaire, entravait l'organisation des masses en vue de la lutte révolutionnaire.

Le programme agraire des s.-r. prévoyait la suppression de la propriété privée sur la terre qui devait être mise à la disposition des communautés, à titre de jouissance égalitaire, et prévoyait aussi le développement de coopératives de tout genre. Ce programme que les s.-r. s'efforçaient de présenter comme celui de la « socialisation de la terre » n'avait rien de socialiste car la suppression de la propriété privée de la terre, à elle seule, comme l'a montré Lénine, ne saurait abolir la domination du capital et la misère des masses. Le contenu réel, historiquement progressiste, du programme agraire des s.-r. était la lutte pour la liquidation des domaines fonciers ; cette revendication traduisait objectivement les intérêts et les aspirations de la pay-

sannerie pendant la période de la révolution démocratique bourgeoise.

Le Parti bolchevique dénonçait les tentatives des s.-r. de se camoufler en socialistes, menait une lutte acharnée contre eux pour l'influence sur la paysannerie, mettait à nu la nocivité de leur tactique de terrorisme individuel pour le mouvement ouvrier. Par ailleurs, les bolcheviks acceptaient, dans des conditions déterminées, des accords temporaires avec les s.-r. dans la lutte contre le tsarisme.

La caractère hétérogène de la paysannerie en tant que classe conditionnait, en dernière instance, l'instabilité politique et idéologique ainsi que le désarroi sur le plan de l'organisation au sein du Parti des s.-r., leurs hésitations continuelles entre la bourgeoisie libérale et le prolétariat. Lors de la première révolution russe, ce parti s'était déjà scindé : son aile droite forma un parti légal, le Parti socialiste populaire du travail, dont les conceptions se rapprochaient de celles du parti bourgeois des cadets ; l'aile « gauche » devint l'union à demi anarchique des « maximalistes ». Pendant la réaction qui suivit la révolution de 1905-1907, le parti s.-r. s'effondra complètement sur le terrain idéologique aussi bien qu'au point de vue d'organisation. Durant la première guerre mondiale, la plupart des s.-r. étaient des social-chauvins.

Après la victoire de la révolution démocratique bourgeoise de février 1917, les s.-r. étaient, de concert avec les mencheviks et les cadets, le principal appui du gouvernement provisoire contre-révolutionnaire de la bourgeoisie et des propriétaires fonciers dont faisaient partie les leaders des s.-r. (Kérenski, Avksentiev, Tchernov). L'aile « gauche » des s.-r., sous l'influence de l'action révolutionnaire au sein de la paysannerie, constitua à la fin de novembre 1917 un parti indépendant, celui des s.-r. de gauche. Voulant garder leur influence dans les masses paysannes, ces derniers reconnurent formellement le pouvoir des Soviets et s'entendirent avec les bolcheviks, mais à mesure que la lutte de classe se développait dans les campagnes, ils s'engagèrent dans la voie de la lutte antisoviétique. Lors de l'intervention militaire étrangère et de la guerre civile, les s.-r. se livraient à une activité subversive contre-révolutionnaire, soutenaient activement les interventionnistes et les généraux gardes-blancs, participaient aux complots contre-révolutionnaires, organisaient des actes terroristes contre les dirigeants soviétiques. Après la guerre civile, les s.-r. poursuivirent leur action hostile contre l'État soviétique à l'intérieur du pays et dans le camp des émigrés gardes-blancs. — P. 28

21. *Ivan Ivanovitch et Ivan Nikiforovitch*, personnages d'une œuvre de Gogol intitulée *Comment se sont brouillés Ivan Ivanovitch et Ivan Nikiforovitch*. — P. 29

22. « *Révoltoutsionnaïa Rossia* » [la Russie révolutionnaire], journal des socialistes-révolutionnaires, parut de la fin 1900 à 1905.

A partir de janvier 1902, organe central du parti socialiste-révolutionnaire. — P. 31

23. *L'affaire du 2 avril* : il s'agit de l'assassinat du ministre de l'Intérieur Sipiaguine, le 2 (15) avril 1902 par l'étudiant Balmachov. — P. 31

24. *Nozdrev*, personnage des *Ames mortes* de Gogol. Portrait d'un fanfaron et filou. — P. 32

25. *Le cercle de Pétrachevski*, créé à Pétersbourg au milieu des années 40 du XIXe siècle, était composé de représentants de l'intelligentsia progressiste russe, d'origine roturière : écrivains, professeurs, étudiants, petits fonctionnaires, officiers, etc. Il était dirigé par M. Boutachévitch-Pétrachevski, disciple du socialiste utopique Fourier.

Les opinions politiques des membres du cercle étaient différentes, mais dans leur majorité, ils se prononçaient contre l'autocratie et le servage. A ce cercle étaient liés les écrivains M. Saltykov-Chtchédrine, F. Dostoïevski et les poètes A. Pléchtchéev, A. Maïkov, T. Chevtchenko et d'autres. — P. 37

26. L'article « Les tâches de la jeunesse révolutionnaire » a un sous-titre : « Première lettre ». Cependant, il ne parut pas d'autres lettres. L'article fut publié aussi en brochure ronéotypée, sous le titre *Aux étudiants. Les tâches de la jeunesse révolutionnaire* (*La social-démocratie et les intellectuels*).

Dans les archives de la police pour 1904-1905, on note que lors des arrestations et des perquisitions, la brochure de Lénine fut découverte à Ekatérinoslav, Nijni-Novgorod, Kazan, Odessa, Arzamas, dans les provinces de Smolensk et de Minsk. — P. 38

27. « *Stoudent* » [l'Etudiant], journal des étudiants révolutionnaires. Il en parut 3 numéros : le n° 1 en avril, le n° 2-3 en septembre 1903. — P. 38

28. « *Osvobojdénié* » [la Libération], revue bi-mensuelle de la bourgeoisie monarchiste libérale, éditée à l'étranger de 1902 à 1905 sous la direction de P. Strouvé. Les adeptes de l'*Osvobojdénié* ont constitué plus tard le noyau du parti bourgeois le plus important en Russie, le parti des cadets. — P. 38

29. *Zemstvo*, auto-administration locale, où la noblesse avait la suprématie, instituée en 1864 dans les provinces centrales de la Russie tsariste. Leur compétence se réduisait à des questions administratives purement locales (construction d'hôpitaux, de routes, bureaux de statistiques, assurances, etc.). Leurs activités étaient soumises au contrôle des gouverneurs et du ministère de l'Intérieur qui pouvaient suspendre les décisions indésirables pour le gouvernement. — P. 43

30. L'article de Lénine, écrit selon ce plan, n'a pas été découvert. Le dernier paragraphe — sur le Bund — est développé par Lénine dans l'article « Maximum d'impudence et minimum de logique » (voir le présent tome, pp. 55-61). — P. 53

31. « *Finie la période nomade* » est la fin de la dispersion des social-démocrates en matière d'idéologie et d'organisation. — P. 53

32. « *Poslédniê Izvestia* » [Les dernières nouvelles], bulletin périodique, publié par le comité du Bund à l'étranger de 1901 à 1906. — P. 56

33. *Araktchéev, A. A.*, favori des empereurs russes Paul Ier et Alexandre Ier, homme cruel, dont le nom se rattache à toute une période d'arbitraire policier et de rigidité militaire. — P. 60

34. Pour des raisons de sécurité, Lénine écrit que le Comité central « n'est pas encore né ». En réalité, le Comité central existait déjà à cette époque : il fut élu au IIe Congrès du P.O.S.D.R., le 7 (20) août 1903. — P. 61

35. *Le Membre du Comité central* est F. V. Lengnik (pseudonymes Vassiliev, Kol). — P. 62

36. *Le IIe Congrès de la « Ligue de la social-démocratie révolutionnaire russe à l'étranger »*, convoqué sur l'instance des mencheviks, eut lieu du 13 au 18 (26-31) octobre 1903 à Genève. Il y avait 15 délégués (18 voix), partisans de la majorité avec Lénine à leur tête, 18 délégués (22 voix), partisans de la minorité et 1 délégué (2 voix) qui n'appartenait ni à la majorité ni à la minorité.

La question principale à l'ordre du jour était le rapport de Lénine, délégué de la Ligue au IIe Congrès du P.O.S.D.R. Après Lénine, Martov prit la défense de l'opportunisme des mencheviks et lança des calomnies contre les bolcheviks. Lénine et ses partisans quittèrent le congrès de la Ligue. Pour son refus de se soumettre aux décisions du IIe Congrès du Parti, le Comité central et le Conseil du Parti déclarèrent le congrès de la Ligue illégal. — P. 65

37. *L'exposé sur la question nationale* sera rédigé plus tard par Lénine, pour l'*Iskra*, sous la forme de l'article « La question nationale dans notre programme » (voir Œuvres, 4e éd. russe, t. 6, pp. 412-420). — P. 71

38. *Le P.P.S.* (Parti socialiste polonais) est un parti nationaliste petit-bourgeois, fondé en 1892. — P. 71

39. *L'organisation de l'« Iskra » en Russie* groupait les partisans de l'*Iskra* qui militaient en Russie. Lors de la préparation de la publication de l'*Iskra* et pendant la première année de son existence (décembre 1900 à décembre 1901) fut organisé un réseau de représentants de l'*Iskra* qui militaient dans différentes villes de la Russie : P. et O. Lépéchinski, Krassikov, Stopani, G. et Z. Krjijanovski, S. et L. Radtchenko, Tsiouroupa, Bauman, Babouchkine et d'autres. Dans plusieurs villes (Pétersbourg, Pskov, Samara, Poltava, etc.), on fonda des groupes d'aide à l'*Iskra*.

Les activités des partisans de l'*Iskra* consistaient à collecter de l'argent pour sa publication, à envoyer des correspondances à la rédaction, à transporter et à diffuser le journal et

à prendre des mesures pour l'imprimer en Russie. Durant cette période, les groupes iskristes ainsi que certains militants n'avaient pas encore établi les contacts les uns avec les autres et entretenaient des relations directes principalement avec la rédaction de l'*Iskra*.

La montée du mouvement révolutionnaire et aussi l'ampleur accrue du travail pratique exigeaient impérieusement l'unification des forces iskristes, la planification et l'organisation de leur travail, ce qui permettrait de remplir la tâche essentielle : éliminer l'esprit de cercle implanté par les « économistes » et gagner les comités social-démocrates aux côtés de l'*Iskra*. A ce propos, Lénine avança le plan de création d'une organisation iskriste à l'échelle de toute la Russie qui préparerait l'union des organisations social-démocrates au sein d'un seul parti marxiste centralisé. Ce plan fut exposé pour la première fois par Lénine dans son article *Par où commencer ?* (mai 1901) et ensuite élaboré en détail dans sa brochure *Que faire ?* (automne 1901-février 1902).

Pour réaliser le plan de la création en Russie d'une organisation iskriste unique, Lénine et ses partisans durent vaincre l'esprit de préséance qui existait parmi certains militants iskristes. « ... Il faut dire, écrivait Lénine dans une lettre à Y. Zederbaum en juillet 1901, qu'en général nous considérons tout plan d'édition d'un organe quelconque régional ou local par l'organisation russe de l'*Iskra* comme absolument erroné et nuisible. L'organisation de l'*Iskra* existe pour soutenir et développer le journal et, par cela même, pour *unifier* le Parti, et non pas pour *morceler* des forces qui, même sans cette organisation, ne le sont déjà que trop » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 34, p. 74).

En janvier 1902 se tint à Samara un congrès des iskristes auquel participèrent G. et Z. Krjijanovski, Lengnik, Silvine, Artsybouchev, D. et M. Oulianov, et d'autres. A ce congrès fut constitué le bureau de l'organisation de l'*Iskra* en Russie. Les décisions prises réglementaient les rapports des membres de l'organisation entre eux et avec la rédaction du journal, la collecte des fonds et leur répartition, les tâches des iskristes à l'égard des comités social-démocrates et des organes de la presse locale. Pour exécuter la tâche principale, à savoir le ralliement des comités à l'organisation de l'*Iskra* et la reconnaissance de cette dernière en tant qu'organe de l'ensemble du parti, on décida de se disperser dans les différentes régions de la Russie. « ...Votre initiative, écrivait Lénine aux organisateurs du congrès, nous a réjouis énormément. Hourrah ! C'est bien ce qu'il faut ! Plus d'ampleur ! Et agissez d'une manière plus indépendante, en montrant plus d'initiative ; vous êtes les premiers à avoir pris une telle envergure, donc la suite sera couronnée de succès ! » (Recueil Lénine VIII, p. 221).

L'application des décisions du congrès fut entravée par l'arrestation de plusieurs membres de l'organisation en février 1902. Malgré cela, les partisans de l'*Iskra*, armés du livre de

Lénine *Que faire ?*, déployèrent une action énergique dans la propagande et la réalisation pratique du plan léniniste de la création du parti. L'organisation *Iskra* en Russie obtint de grands résultats dans la réalisation de l'unité de fait des organisations du parti sur la base des principes du marxisme révolutionnaire. A la fin de 1902, presque tous les comités social-démocrates importants se déclaraient solidaires de l'*Iskra*.

Avec la participation active des iskristes, les 2 et 3 (15 et 16) novembre 1902, à la conférence de Pskov, fut fondé le Comité d'organisation pour la convocation du IIe Congrès du Parti à qui les organisations iskristes transmirent toutes leurs liaisons. L'organisation de l'*Iskra* en Russie, qui fonctionna jusqu'au IIe Congrès, joua un rôle important dans la préparation et la convocation du congrès qui fonda le parti marxiste révolutionnaire en Russie. — P. 72

40. La *Déclaration sur le rapport de Martov* a été lue par Lénine à la troisième séance du IIe Congrès de la « Ligue de la social-démocratie révolutionnaire russe à l'étranger » et déposée au bureau du congrès. Le tribunal d'arbitrage pour l'examen des accusations calomnieuses lancées au congrès par Martov ne s'est pas réuni, étant donné que ce dernier, dans sa lettre du 16 (29) novembre 1903, a été obligé de déclarer qu'il ne mettait pas en doute la bonne foi et la sincérité de Lénine. — P. 82

41. La *Déclaration non déposée* fut écrite par Lénine pour être remise au IIe Congrès de la « Ligue de la social-démocratie révolutionnaire russe à l'étranger ». A la séance de la Ligue du 16 (29) octobre 1903, Lénine se borna à une courte déclaration orale. — P. 84

42. Lénine remit sa *Déclaration sur la renonciation aux fonctions de membre du Conseil du Parti et de la rédaction de l'organe central* après que Plékhanov eut rejoint ouvertement les mencheviks et proposé de coopter à la rédaction de l'*Iskra* tous les anciens rédacteurs qui avaient été éliminés par le IIe Congrès du P.O.S.D.R.

Le 5 (18) novembre, Lénine demanda à Plékhanov de publier dans l'*Iskra* une déclaration sur sa démission de la rédaction de l'*Iskra* (voir le présent tome, p. 111). La modification de la rédaction fut annoncée dans le n° 53 de la nouvelle *Iskra* menchevique, le 25 novembre 1903. — P. 89

43. « *Die Arbeiterstimme* », journal, organe central du Bund, parut de 1897 à 1905. — P. 90

44. Il s'agit de la décision du Ier Congrès du P.O.S.D.R. suivant laquelle le Bund « adhère au Parti en tant qu'organisation autonome, indépendante uniquement pour les questions concernant spécialement le prolétariat juif ». (*Le P.C.U.S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, de ses conférences et des séances plénières du C.C.*, 1re partie, 1954, p. 14.) — P. 90

45. Paroles de Méphistophélès adressées à l'élève. — P. 95
46. L'épisode de la lutte du Bund contre le comité d'Ekatérinoslav du P.O.S.D.R. est exposé par Lénine dans l'article « Le prolétariat juif a-t-il besoin d'un « parti politique distinct? » (Voir Œuvres, 4e éd. russe, t. 6, pp. 295-300.) — P. 96
47. Lénine a qualifié les « économistes » de « suivistes » (voir note 58) car ils niaient le rôle dirigeant du Parti et l'importance de la théorie dans le mouvement ouvrier ; il découlait de la position des « économistes » que le parti social-démocrate devait se traîner à la remorque d'un mouvement spontané. — P. 97
48. « *Die Neue Zeit* », revue théorique du parti social-démocrate allemand. Parut à Stuttgart de 1883 à 1923. Rédigée par Kautsky jusqu'en octobre 1917 et ensuite par Cunow. Cette revue publia pour la première fois quelques œuvres de Marx et d'Engels : *Critique du programme de Gotha* de Marx (dans le n° 18 de 1890-1891), *Critique du projet de programme social-démocrate* d'Engels (dans le n° 1 de 1901-1902), etc. Engels prodiguait constamment ses conseils à la rédaction de la revue et la critiquait souvent pour ses écarts vis-à-vis du marxisme. La revue avait pour collaborateurs des militants en vue du mouvement ouvrier allemand et international de la fin du XIXe siècle et du début du XXe : Bebel, Liebknecht, Rosa Luxembourg, Mehring, Zetkin, Plékhanov, Lafargue et d'autres. A partir de la deuxième moitié des années 90, la revue publiait régulièrement des articles des révisionnistes, y compris une série d'articles de Bernstein « Les problèmes du socialisme » qui inauguraient la campagne des révisionnistes contre le marxisme. Pendant la première guerre mondiale, *Die Neue Zeit* occupait une position centriste, kautskiste, en soutenant pratiquement les social-chauvins. — P. 98
49. Il s'agit d'un article d'Alfred Naquet « Drumond et Bernard Lazare » publié le 24 septembre 1903 dans un journal parisien *La petite République* qui était alors l'organe des socialistes réformistes français. Le journal commença à paraître en 1875. Jaurès, Millerand et d'autres hommes politiques français y collaboraient. — P. 98
50. *La zone de résidence*, dans la Russie tsariste ce terme désignait le territoire au-delà duquel les Juifs n'avaient pas le droit d'habiter. — P. 98
51. Lénine cite un extrait de l'étude du philologue et historien français Renan « Le judaïsme comme race et comme religion », publiée dans le livre *Discours et conférences* par Ernest Renan, Paris 1887, p. 373. — P. 99
52. *V. V. et Nikolaï-on* : pseudonymes de V. P. Vorontsov et N. F. Danielson, idéologues du populisme libéral de la fin du XIXe siècle. — P. 102
53. *Millerand* : « socialiste » réformiste français, entra en 1899 dans le gouvernement bourgeois réactionnaire. — P. 104

54. *Otrezki*, terres enlevées aux exploitations paysannes et remises aux propriétaires fonciers lors de l'abolition du servage en Russie (1861). — P. 107

55. *Déclaration non publiée* : projet de résolution du Comité central du Parti, proposé par Lénine à la réunion du Comité central du 14 (27) novembre 1903. On ne prit pas de décision au sujet de cette déclaration à cause de l'attitude conciliatrice de certains membres du C.C. à l'égard des mencheviks. — P. 112

56. *L'ultimatum du Comité central* fut présenté aux mencheviks le 12 (25) novembre 1903. Déjà le 22 octobre (4 novembre) 1903, Lénine avait adressé au Comité central une lettre dans laquelle il proposait de présenter aux mencheviks les conditions suivantes :

1) cooptation de 3 anciens rédacteurs à la rédaction de l'organe central ;

2) rétablissement de la situation antérieure dans la Ligue à l'étranger ;

3) octroi d'une voix aux mencheviks au Conseil du Parti.

Ces conditions préalables ne furent pas soutenues par les membres conciliateurs du Comité central. Dans la même lettre, Lénine propose au C.C. de confirmer en même temps, mais sans les communiquer pour l'instant aux mencheviks, les points de base de l'ultimatum, c'est-à-dire les concessions pratiques possibles du C.C. aux mencheviks : 1) cooptation à la rédaction de l'*Iskra* de quatre anciens rédacteurs ; 2) cooptation au C.C. de deux membres de l'opposition choisis par le Comité central ; 3) rétablissement de l'ancienne situation dans la Ligue à l'étranger ; 4) octroi d'une voix aux mencheviks au Conseil du Parti. « En cas de rejet de l'ultimatum, a indiqué Lénine, la guerre à outrance. Condition supplémentaire ; 5) cessation de toutes discussions, disputes et commérages à propos de la querelle du IIe Congrès du Parti et après. » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 34, p. 192.) Ces propositions de Lénine (en dehors de la condition supplémentaire) composaient l'ultimatum du C.C. du 12 (25 novembre), mais furent quelque peu adoucies par les membres du C.C. partisans d'un compromis.

Les mencheviks, fortement soutenus par Plékhanov qui avait coopté au lendemain de cet ultimatum tous les anciens membres de la rédaction de l'organe central, rejetèrent l'ultimatum du Comité central et s'engagèrent dans la voie d'une guerre déclarée contre la majorité du parti.

Lénine a analysé l'ultimatum du C.C. dans son livre *Un pas en avant, deux pas en arrière* (voir le présent tome, pp. 393-394). — P. 112

57. La *Lettre à la rédaction de l'« Iskra »* est une réponse de Lénine à l'article de Plékhanov « Ce qu'il ne faut pas faire », publié dans le n° 52 de l'*Iskra* du 7 novembre 1903. — P. 114

58. *Economisme*, courant opportuniste dans la social-démocratie russe à la fin du XIXe et au début du XXe siècle, variété russe

de l'opportunisme international. Le journal *Rabotchaïa Mysl* (1897-1902) en Russie et la revue *Rabotchéïé Diélo* (1899-1902) à l'étranger étaient les organes de presse des « économistes ».

En 1899 parut le *Credo*, manifeste des économistes, rédigé par Kouskova. Après avoir reçu ce document dans l'exil, Lénine écrivit *Protestation des social-démocrates de Russie* où il critiquait sévèrement le programme des « économistes ». Cette protestation fut discutée et adoptée à l'unanimité à la conférence de 17 marxistes, déportés politiques, convoquée au village d'Ermakovskoïé, arrondissement de Minoussinsk. Les « économistes » limitaient la tâche de la classe ouvrière à la lutte économique pour l'augmentation des salaires, l'amélioration des conditions de travail, etc., en affirmant que la lutte politique est l'affaire de la bourgeoisie libérale. Ils niaient le rôle dirigeant du parti de la classe ouvrière estimant que le parti doit se borner à observer le mouvement spontané et à enregistrer les événements. Vouant un culte au mouvement spontané, les « économistes » minimisaient l'importance de la théorie révolutionnaire, du niveau de conscience et affirmaient que l'idéologie socialiste pouvait être engendrée par le mouvement spontané. Ils niaient la nécessité d'introduire la conscience socialiste dans le mouvement ouvrier et frayaient ainsi la voie à l'idéologie bourgeoise. Ils défendaient le particularisme et la dispersion propres aux cercles, favorisaient les hésitations et le désarroi dans le mouvement social-démocratique en se dressant contre la nécessité de fonder un parti centralisé de la classe ouvrière. L'« économisme » menaçait de détourner la classe ouvrière de la voie révolutionnaire et d'en faire un appendice politique de la bourgeoisie.

L'*Iskra* de Lénine joua un grand rôle dans la lutte contre l'« économisme ». Dans son livre *Que faire ?*, paru en mars 1902, Lénine achève la débâcle idéologique de l'« économisme ». — P. 114

59. *Sobakévitch*, personnage des *Ames mortes* de Gogol. — P. 114

60. La lettre de Lénine *Pourquoi j'ai quitté la rédaction de l'« Iskra » ?*, adressée au comité de rédaction de ce journal, joua un grand rôle dans la dénonciation de la tactique opportuniste des mencheviks, de leur action désorganisatrice au IIe Congrès du P.O.S.D.R. et dans la période ultérieure. Après que la rédaction menchevique de l'organe central eut refusé lâchement de publier la lettre dans l'*Iskra*, les bolcheviks la firent imprimer, en décembre 1903, à Genève sous forme d'un tract. Cette lettre fut diffusée largement en Russie où elle était réimprimée illégalement. Les archives de la police datant de 1904-1905 notent que lors des perquisitions et des arrestations, la lettre de Lénine fut découverte à Moscou, Kharkov, Toula, Tomsk, Riga, Nikolaïev, Poltava, Astrakhan, Donbass. — P. 119

61. « *Aus der Weltpolitik* », feuille hebdomadaire publiée par Parvus ; parut à Munich de 1898 à 1905. — P. 123

62. Il s'agit du livre de Lénine *Un pas en avant, deux pas en arrière* (*La crise dans notre Parti*) (voir le présent tome, pp. 211-244). — P. 131

63. Le 13 (26) novembre 1903, Plékhanov a coopté à la rédaction de l'*Iskra* les mencheviks Martov, Axelrod, Zassoulitch et Potressov. — P. 138

64. « *Vorwärts* », quotidien, organe central de la social-démocratie allemande. Paraissait à Leipzig depuis 1876. Suspendu après la publication de la loi d'exception contre les socialistes. Succédant au *Berliner Volksblatt* (1884), reparut, à partir de janvier 1891, à Berlin sous la direction de W. Liebknecht. Dans les colonnes de ce journal, Engels mena la lutte contre toute sorte de manifestations d'opportunisme. A partir de la deuxième moitié des années 90, après la mort d'Engels, la rédaction tomba entre les mains de l'aile droite du Parti et publiait régulièrement les articles des opportunistes qui dominaient dans la social-démocratie allemande et dans la IIe Internationale. Le journal interprétait d'une manière tendancieuse la lutte contre l'opportunisme et le révisionnisme au sein du P.O.S.D.R., soutenait les « économistes » et plus tard, après la scission du Parti, les mencheviks. Dans les années qui suivirent l'échec de la première révolution russe de 1905-1907, le *Vorwärts* imprima des articles calomniateurs de Trotski sans donner à Lénine et aux bolcheviks la possibilité de démentir et d'apprécier objectivement l'état de choses au sein du Parti.

Pendant la première guerre mondiale, le *Vorwärts* s'alignait sur les positions du social-chauvinisme ; après la Grande Révolution socialiste d'Octobre, il devint un des centres de la propagande antisoviétique. Il cessa de paraître en 1933. — P. 140

65. L'auteur de la lettre est l'ouvrier N. Vilonov, membre du comité d'Ekatérinoslav. Lénine lui a répondu le 9 (22) décembre 1903. — P. 141

66. *Aux membres du Parti* fut rédigé par Lénine à propos de l'article de Martov publié dans l'*Iskra*, n° 56, du 1er janvier 1904 : « A l'ordre du jour (cercle ou Parti ?) ». — P. 142

67. *Le Conseil du P.O.S.D.R.* qui se réunit à Genève du 15 (28) au 17 (30) janvier 1904 « fut convoqué à l'initiative des représentants de l'organe central dans le but d'examiner les mesures nécessaires pour coordonner les activités du C.C. et de l'organe central touchant les publications du Parti » (Recueil Lénine X, p. 181). Lénine, Lengnik, Plékhanov, Axelrod et Martov assistèrent aux séances du Conseil.

Sur la proposition de Lénine, le Conseil du Parti décida d'inclure à l'ordre du jour et d'examiner tout d'abord la question des mesures visant à rétablir la paix au sein du Parti. Au nom du Comité central, Lénine déposa le 15 (28) janvier un projet de résolution sur ce point (voir le présent tome, p. 149-151). L'attitude des mencheviks envers cette résolution s'étant avérée

négative, Lénine et Lengnik déposèrent le 16 (29) janvier un autre projet de résolution sur le rétablissement de la paix au sein du Parti et qui fut adopté par le Conseil par trois voix (Lénine, Lengnik, Plékhanov) contre deux voix (Martov, Axelrod). Cependant, au lieu d'examiner concrètement la question du rétablissement de la paix au sein du Parti, le Conseil, malgré la protestation de Lénine, mit aux voix la résolution de Plékhanov qui exigeait la cooptation des mencheviks au Comité central. La résolution fut adoptée par les voix de Plékhanov, Martov et Axelrod. A ce propos, les représentants du C.C. (Lénine et Lengnik) exprimèrent le 17 (30) janvier leur opinion particulière dans un texte qui condamnait la résolution de Plékhanov, puisqu'elle méconnaissait la volonté de la majorité du IIe Congrès du Parti. Ce texte fut rédigé par Lénine (voir le présent tome, pp. 149-151).

Après le sabotage par les mencheviks de toutes les tentatives d'établir la paix au sein du Parti, Lénine proposa un projet de résolution sur la convocation du IIIe Congrès du Parti en tant qu'issue unique à la situation. (Voir le présent tome, p. 156.) Cette résolution fut repoussée par les voix de Plékhanov, Martov et Axelrod, et la résolution de Martov contre la convocation du congrès fut adoptée. En ce qui concerne les publications du Parti, les représentants du C.C. et les mencheviks ne purent s'entendre non plus. Après avoir rejeté les résolutions proposées à ce sujet par Lénine (voir le présent tome, p. 157), le Conseil du Parti adopta des résolutions approuvant les activités désorganisatrices, fractionnelles, de la rédaction de l'*Iskra* menchevique.

En janvier 1904, les séances du Conseil ont montré qu'après le passage de Plékhanov aux côtés des mencheviks, le Conseil du P.O.S.D.R. devint un instrument de lutte des mencheviks contre le Parti. — P. 147

68. *Travinski*, pseudonyme de G. Krjijanovski, membre du Comité central du P.O.S.D.R. — P. 161

69. Dans le troisième point de l'ultimatum du 12 (25) novembre 1903, le Comité central proposait de coopter au Comité central deux membres de la minorité. Le C.C. comprenait à ce moment-là : Lénine, Krjijanovski, Lengnik, Noskov (Glébov), Goussarov, Zemliatchka, Krassine, Essen et Galpérine. — P. 167

70. *Rou* : pseudonyme de L. Galpérine. — P. 170

71. « *Le papier du C.C.* », l'« *acte du C.C.* » et *le* « *document du 25 novembre* » : l'ultimatum du C.C. du 12 (25) novembre 1903, présenté aux mencheviks sur proposition de Lénine. — P. 173

72. La lettre envoyée le 29 novembre (12 décembre) 1903 par Lengnik (Vassiliev), membre du Comité central, à la rédaction de l'*Iskra* fut écrite par Lénine. — P. 175

73. Lénine fait allusion à la lettre à Potressov du 31 août (13 septembre) 1903. Elle est publiée par Lénine avec des coupures peu importantes dans son livre *Un pas en avant, deux pas en arrière* (voir le présent tome, pp. 366-368). — P. 175

74. Ces membres du Comité central étaient Lengnik, nommé représentant officiel du Comité central à l'étranger, et Krjijanovski, venu en novembre 1903 en Suisse pour engager des pourparlers avec les mencheviks. — P. 177

75. Les comités de Saratov et d'Odessa, par exemple, blâmèrent le Comité central à cause de ses concessions à la Ligue à l'étranger et critiquèrent l'attitude des mencheviks au IIe congrès de la Ligue. Les résolutions de ces comités furent publiées dans la brochure de Chakhov *La lutte pour le congrès*, Genève 1904, p. 28. — P. 180

76. Il s'agit de l'intervention de Plékhanov suivant laquelle Krjijanovski (Travinski) aurait reconnu, au cours de leurs conversations, que la composition du comité de rédaction de l'organe central serait normale si les mencheviks sont cooptés à la rédaction. Plékhanov déclara à ce propos : « Si l'on mettait en doute la véracité de mes paroles, je répondrais comme le fit jadis un ministre de Louis-Philippe qui contestait ses dires : J'affirme que c'était ainsi. Vous dites que non. On verra bien à qui croira la France » (Recueil Lénine X, p. 238). — P. 181

77. *Zagorski*, pseudonyme du menchevik I. Krokhmal. — P. 188

78. Lénine cite la lettre de I. Lalaïantz à N. Kroupskaïa, du 24 décembre 1903 (6 janvier 1904). — P. 189

79. *Martyn*, pseudonyme du menchevik V. Rozanov. — P. 189

80. Lénine cite la lettre de Krassine à la section du Comité central à l'étranger, du 1er (14) janvier 1904. — P. 189

81. Dans la première lettre, M. Leïbovitch, responsable du service des expéditions du Comité central, demandait à la rédaction de l'*Iskra* menchevique de lui communiquer, pour en rendre compte au C.C., la destination des 50 exemplaires de l'*Iskra* reçus par la rédaction. Celle-ci refusa de transmettre les renseignements demandés et exigea instamment d'augmenter le nombre d'exemplaires. Dans la deuxième lettre, le responsable refusa d'attribuer aux partisans de Martov, sans autorisation du C.C., plus de 50 exemplaires réservés à la rédaction. — P. 190

82. Lénine cite la lettre envoyée à la rédaction de l'*Iskra* par F. Lengnik, représentant du Comité central à l'étranger, en date du 14 (27) décembre 1903. La lettre était écrite par Lénine. (Voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 34, p. 219.) — P. 191

83. Lénine cite la lettre du représentant à l'étranger du Comité central, F. Lengnik, à la rédaction de l'*Iskra*, en date du 26 décembre 1903 (8 janvier 1904). La partie citée de la lettre est écrite par Lénine. (Voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 34, p. 228.) — P. 192

84. *L'ultimatum de Starover*, lettre de Potressov à Plékhanov en date du 21 octobre (3 novembre) 1903. Dans cette lettre, Potressov demande au nom de l'opposition menchevique le rétablissement

de l'ancienne rédaction de l'*Iskra*, la cooptation des mencheviks au Comité central ainsi qu'au Conseil du Parti et la reconnaissance de la légitimité des décisions prises par le IIe congrès de la Ligue à l'étranger. — P. 193

85. *Z*, pseudonyme de V. Krokhmal. — P. 194

86. Personnages des *Ames mortes* et du *Révizeur* de Gogol. — P. 206

87. Le livre *Un pas en avant, deux pas en arrière* (*La crise dans notre Parti*) fut préparé pendant plusieurs mois par Lénine qui étudia soigneusement les procès-verbaux des séances et les résolutions du IIe Congrès du P.O.S.D.R., les interventions de chaque délégué, les groupements politiques formés au congrès, les documents du Comité central et du Conseil du Parti.

Cet ouvrage provoqua la colère des mencheviks. Plékhanov exigea que le C.C. le condamnât. Au Comité central, les conciliateurs essayèrent d'en empêcher la parution et la diffusion.

Publié à l'étranger, le livre fut largement répandu parmi les ouvriers d'avant-garde en Russie. On le trouvait lors des arrestations et des perquisitions à Moscou, Pétersbourg, Riga, Saratov, Toula, Orel, Oufa, Perm, Kostroma, Chtchigry, Chavly (province de Kovno) et ailleurs. Cet ouvrage fut réédité par Lénine dans le recueil *En douze ans* en 1907 (sur la page de titre : 1908). Dans la nouvelle édition, Lénine supprima les points j, k, l, m, o, p, fit certaines coupures dans d'autres paragraphes et ajouta quelques notes.

Dans la présente édition, le texte est publié en entier, d'après la première édition de 1904, avec les notes complémentaires de l'édition de 1907. — P. 211

88. *Praktik* (Panine), pseudonyme du menchevik M. Makadzioub. — P. 217

89. *Conférence de 1902*, conférence des représentants des comités du P.O.S.D.R., qui eut lieu du 23 au 28 mars (5-10 avril) 1902 à Bialystok. Les « économistes » et les bundistes avaient l'intention de déclarer la conférence congrès du Parti. Le rapport rédigé par Lénine et exposé par le représentant de l'*Iskra* démontrait l'absence de préparation et l'illégalité d'un tel congrès. La Conférence constitua le Comité d'organisation pour la convocation du IIe Congrès du P.O.S.D.R., dont la majorité des membres fut bientôt arrêtée. Le nouveau Comité d'organisation pour la convocation du IIe Congrès du P.O.S.D.R. fut créé à la conférence de Pskov en novembre de la même année. Lénine a analysé la conférence de Bialystok dans le « Rapport de la rédaction de l'*Iskra* à la conférence des comités du P.O.S.D.R. ». (Voir Œuvres, 4e éd. russe, t. 6, pp. 79-88.) — P. 217

90. *Pavlovitch. Lettre aux camarades au sujet du IIe Congrès du P.O.S.D.R.*, Genève 1904. — P. 226

91. *Sorokine*, pseudonyme du bolchevik N. Bauman; *Lange*, pseudonyme du bolchevik A. Stopani. — P. 226

92. *Rabotchaïa Mysl* [La Pensée Ouvrière], groupe d'« économistes » qui publiait un journal sous le même titre. Le journal, publié d'octobre 1897 à décembre 1902, était rédigé par Takhtarev et d'autres. 16 numéros parurent.

Le groupe « Rabotchaïa Mysl » prêchait des conceptions nettement opportunistes. Il se prononçait contre la lutte politique de la classe ouvrière, limitait ses tâches « aux intérêts du moment », à la revendication de réformes partielles, de caractère économique surtout. S'inclinant devant la spontanéité du mouvement ouvrier, les représentants de la « Rabotchaïa Mysl » s'opposaient à la création d'un parti prolétarien indépendant. Ils minimisaient l'importance de la théorie révolutionnaire, du niveau de conscience et affirmaient que l'idéologie socialiste pouvait être engendrée par le mouvement ouvrier.

Lénine a critiqué les opinions de ce groupe, qui représentait une variété de l'opportunisme international, dans son article « Un mouvement rétrograde dans la social-démocratie russe » (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 4, pp. 262-293), dans les articles publiés par l'*Iskra* et dans son livre *Que faire ?* — P. 234

93. *Le partage noir*, un des mots d'ordre populaires de la paysannerie dans la Russie tsariste et qui traduisait l'aspiration des paysans à un nouveau partage de toutes les terres. — P. 247

94. *Kostrov*, pseudonyme du menchevik caucasien N. Jordania. — P. 248

95. L'organisation des populistes révolutionnaires « Zemlia i Volia » [Terre et Liberté] se constitua en automne 1876 à Pétersbourg. Au début, elle s'appelait « Groupe populiste révolutionnaire du Nord » et depuis 1878 elle est connue sous le nom de « Zemlia i Volia ». Mark et Olga Nathanson, Plékhanov, Aptekman, A.D. et A.F. Mikhaïlov, Kviatkovski, Popov, Kravtchinski, Klémentz, Oboléchev, Pérovskaïa et d'autres révolutionnaires éminents des années 70 en faisaient partie. Sans renoncer au socialisme en tant que but final, cette organisation posait comme objectif immédiat la réalisation des « revendications populaires telles qu'elles sont à l'heure actuelle », c'est-à-dire la revendication de la « terre et de la liberté ». « Il va de soi, proclamait le programme, que cette formule ne peut être incarnée dans la vie que par *un bouleversement violent* » ; pour préparer ce bouleversement, on se proposait d'exciter le « mécontentement populaire » et de « désorganiser les forces de l'Etat ». En vue de l'agitation parmi les paysans, les militants organisaient des « colonies » principalement dans les provinces agricoles de la région de la Volga et des régions centrales des terres noires. Ils faisaient aussi de la propagande parmi les ouvriers et la jeunesse estudiantine. Le 6 (18) décembre 1876, ils organisèrent la manifestation célèbre de la place Kazanskaïa à Pétersbourg. Bien que certains membres fussent liés avec quelques groupes ouvriers, ils ne pouvaient ni ne voulaient diriger le

mouvement ouvrier et niaient, comme les autres populistes, le rôle d'avant-garde de la classe ouvrière. Ils ne comprenaient pas non plus l'importance de la lutte politique qui d'après eux aurait détourné les forces révolutionnaires et risquait d'affaiblir leurs liens avec le peuple.

A l'encontre des groupes populistes de la première moitié des années 70, les membres de « Zemlia i Volia » formèrent une organisation fondée sur une centralisation et une discipline strictes. Elle comprenait un « cercle principal », des groupes territoriaux et spéciaux (pour militer au sein de la paysannerie et dans les milieux ouvriers, des groupes « désorganisateurs », etc.). Le « cercle principal » était dirigé par une « administration » (« commission ») qui contrôlait les activités des groupes, leur fournissait des fonds, des publications, etc. Les statuts, adoptés dans l'hiver 1876-1877, exigeaient la soumission de la minorité à la majorité, la mise à la disposition par chaque membre, en faveur de l'organisation, « de toutes ses forces, moyens, liaisons, sympathies et antipathies et même la vie... », le secret absolu concernant toutes les affaires intérieures de l'organisation, etc. En 1878 et 1879, le groupe publia cinq numéros de la revue *Zemlia i Volia*.

Vers 1879, à cause de l'échec de l'agitation socialiste parmi les paysans et de la recrudescence des répressions gouvernementales, la plupart des militants penchaient pour le terrorisme politique comme principal procédé de lutte pour réaliser leur programme. Les divergences de vues entre les partisans de l'ancienne tactique (Plékhanov en tête) et ceux du terrorisme (Jéliabov et d'autres) aboutirent à la scission au congrès de Voronèje (juin 1879) : les premiers organisèrent la société « Tcherny pérédel » [Le partage noir] et les autres « Narodnaïa Volia » [La volonté du peuple]. — P. 269

96. *Narodnaïa Volia* [La volonté du peuple], organisation politique secrète des populistes terroristes, formée en août 1879, à la suite de la scission de l'organisation populiste « Zemlia i Volia ». La « Narodnaïa Volia » avait à sa tête un comité exécutif composé de Jéliabov, Mikhaïlov, Frolenko, Morozov, Figner, Pérovskaïa, Kviatkovski et d'autres. Tout en demeurant sur les positions du socialisme utopique populiste, les membres de cette organisation s'engagèrent dans la voie de la lutte politique estimant que leur tâche essentielle consistait à renverser l'autocratie et à conquérir la liberté politique. Leur programme prévoyait l'organisation d'une « représentation populaire permanente » élue au suffrage universel, la proclamation des libertés démocratiques, la remise de la terre au peuple, des mesures pour transmettre les usines et les fabriques aux ouvriers. « Les adeptes de la « Narodnaïa Volia », écrit Lénine, firent un pas en avant en passant à la lutte politique, mais sans réussir à la rattacher au socialisme » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 8, p. 65).

Les membres de la « Narodnaïa Volia » menèrent une lutte héroïque contre l'autocratie tsariste. Mais se fondant sur la

théorie erronée des héros « actifs » et de la foule « passive », ils se proposaient de transformer la société sans la participation du peuple, par leurs propres forces, par le terrorisme individuel, l'intimidation et la désorganisation du gouvernement. Après le 1er mars 1881 (meurtre d'Alexandre II), le gouvernement anéantit l'organisation « Narodnaïa Volia » par des répressions féroces, des provocations et des exécutions capitales.

Les tentatives répétées de ressusciter la « Narodnaïa Volia » faites pendant les années 80 furent vaines. Ainsi, en 1886 surgit un groupe dirigé par A. Oulianov (frère de Lénine) et P. Chévyrev qui suivait les traditions de la « Narodnaïa Volia ». Après une tentative avortée d'organiser un attentat contre Alexandre III en 1887, le groupe fut découvert et ses participants actifs exécutés.

Tout en critiquant le programme erroné, utopique, de la « Narodnaïa Volia », Lénine exprimait son plus grand respect pour la lutte pleine d'abnégation des membres de cette organisation contre le tsarisme. En 1899, dans sa *Protestation des social-démocrates de Russie*, il indique : « ...les militants de l'ancienne « Narodnaïa Volia » ont su jouer un rôle immense dans l'histoire russe, bien que ses héros peu nombreux fussent soutenus par des couches sociales très minces, et bien que le drapeau de ce mouvement fût une théorie nullement révolutionnaire » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 4, p. 186). — P. 269

97. *Manilovisme*, du nom de Manilov, personnage des *Ames mortes* de Gogol, type de philistin sans principes, doucereux, à l'esprit chimérique. — P. 271

98. Il s'agit de l'incident qui se produisit à Hambourg en 1900 à cause de l'attitude d'un groupe de la « Libre Union des maçons » qui acceptait de travailler aux pièces pendant la grève malgré l'interdiction de la fédération centrale. Le syndicat des maçons de Hambourg souleva la question devant l'organisation locale du Parti, de l'activité des social-démocrates, briseurs de grèves, membres du groupe. Le tribunal d'arbitrage du Parti, nommé par le Comité central de la social-démocratie allemande, condamna l'activité des social-démocrates, membres de la « Libre Union des maçons », mais refusa de les exclure du Parti. — P. 275

99. Il y avait 16 membres de l'organisation de l'*Iskra* au IIe Congrès du P.O.S.D.R., dont 9 partisans de la majorité, Lénine en tête, et 7 de la minorité dirigés par Martov. — P. 292

100. *Sablina*, pseudonyme de N. Kroupskaïa, épouse et compagne de lutte de Lénine. — P. 295

101. *Hertz*, pseudonyme de D. Oulianov, frère cadet de Lénine. — P. 302

102. *Esprit d'Araktchéev*, voir note 33. — P. 306

103. *Ossipov*, pseudonyme de la bolchevique R. Zemliatchka, cooptée membre du Comité central du P.O.S.D.R. après le congrès. — P. 345

104. Lénine fait allusion à l'intervention au IIe Congrès du P.O.S.D.R. de l'« économiste » Akimov, qui, critiquant le projet de programme du Parti proposé par l'*Iskra*, a objecté que le mot « prolétariat » est employé dans le programme non comme sujet, mais comme complément. Ce qui manifesterait, de l'avis d'Akimov, une tendance à détacher le Parti des intérêts du prolétariat. — P. 350

105. Lénine périphrase un passage d'un ouvrage de Marx *Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel* (« Introduction »). « L'arme de la critique ne peut, naturellement, remplacer la critique des armes, la force matérielle doit être renversée par une force également matérielle. » — P. 350

106. Lénine donnait le nom de « Gironde socialiste » au courant opportuniste dans la social-démocratie, et celui de jacobins prolétariens, « Montagne », aux social-démocrates révolutionnaires. — P. 359

107. *Le comité de Voronèje* et l'« *Organisation ouvrière* » *de Pétersbourg* étaient entre les mains des « économistes » et étaient hostiles à l'*Iskra* léniniste et à son plan d'organisation d'un Parti marxiste. — P. 361

108. *Nouveau membre du Comité central*, F. Lengnik. — P. 370

109. Il s'agit probablement de deux faubourgs de Genève, Carouge et Cluse, où demeuraient les partisans de la majorité et de la minorité. — P. 387

110. *Orthodoxe*, pseudonyme de la menchevique L. Axelrod. — P. 389

111. *Bazarov*, personnage central du roman de I. Tourguénev : *Pères et fils*. — P. 391

112. Le n° 53 de l'*Iskra* du 25 novembre 1903 publia avec la « Lettre à la rédaction de l'*Iskra* » de Lénine (voir le présent tome, pp. 114-118) la réponse de la rédaction écrite par Plékhanov. Dans sa lettre, Lénine proposait d'examiner sur les pages du journal les divergences de principe entre les bolcheviks et mencheviks. Plékhanov refusa en qualifiant ces divergences de « querelles mesquines de la vie de cercle ». — P. 392

113. *Igrek*, pseudonyme de L. Galpérine (connu aussi sous les pseudonymes de Rou, Valentin, Koniaguine), délégué au Conseil du Parti par la rédaction de l'organe central ; plus tard, il fut coopté au Comité central. — P. 394

114. *Schweitzer, Johann Baptiste* (1833-1875), écrivain et personnalité allemande, adepte de Lassalle. Après la mort de ce dernier, il devint président de l'Union ouvrière allemande. Il soutenait la politique de Bismarck visant à réunir l'Allemagne « d'en haut » sous la domination des hobereaux prussiens. Marx et Engels ont critiqué sévèrement le « socialisme du gouvernement royal de Prusse » professé par Schweitzer. Au sein de l'Union, Schweitzer appliquait une politique de dictature personnelle,

ce qui provoquait le mécontentement des membres de cette organisation. En 1871, il fut obligé d'abandonner le poste de président, après quoi il se retira de la vie politique. — P. 397

115. Il s'agit des conceptions du représentant en vue du « marxisme légal » P. Strouvé, qui en 1894 publia un livre : *Notes critiques à propos du développement économique de la Russie.* Cette œuvre de jeunesse révèle déjà nettement ses conceptions bourgeoises. En automne 1894, au cercle marxiste de Pétersbourg, Lénine fit un rapport intitulé *Un reflet du marxisme dans la littérature bourgeoise* contre Strouvé et les autres « marxistes légaux ». Ce rapport servit ensuite de base pour l'article de Lénine « Le contenu économique du populisme et la critique qu'en fait dans son livre M. Strouvé », rédigé vers la fin de 1894 et le début de 1895. (Œuvres, Paris-Moscou, t. 1, pp. 361-547.) — P. 399

116. Lénine fait allusion à l'article de Martov paru dans l'*Iskra* : « Nous préparons-nous comme il faut ? » dans lequel Martov se prononçait contre la préparation d'un soulèvement armé dans toute la Russie, estimant que c'était une utopie et du blanquisme. — P. 402

117. Lénine cite le poème de Lermontov : *Le journaliste, le lecteur et l'écrivain.* — P. 402.

118. Lénine cite une œuvre satirique intitulée *L'hymne du socialiste russe moderne*, publiée dans *Zaria* n° 1, en avril 1901 sous la signature de « Narcisse Touporylov ». Cet ouvrage tourne en dérision les « économistes » et leur adaptation au mouvement spontané. L'auteur en est Martov. — P. 409

119. *Le congrès de Dresde de la social-démocratie allemande* eut lieu du 31 août au 7 septembre (13-20 septembre) 1903. Il condamna les révisionnistes Bernstein, Braun, Göhre, David et d'autres, mais ne les exclut pas du Parti et ils continuèrent librement la propagande de leurs idées opportunistes. — P. 416

120. « *Sozialistische Monatshefte* » [Mensuel socialiste], revue, principal organe des opportunistes allemands et un des organes de l'opportunisme international. Parut à Berlin de 1897 à 1933. Pendant la première guerre mondiale (1914-1918) s'alignait sur les positions du social-chauvinisme. — P. 416

121. *Tactique ministérialiste*, « ministérialisme » (ou « socialisme ministériel », ou encore « millerandisme »), tactique opportuniste de participation des socialistes aux gouvernements réactionnaires bourgeois. Le terme apparut à l'occasion de l'entrée en 1899 du socialiste français Millerand dans le gouvernement bourgeois de Waldeck-Rousseau. — P. 423

122. *Dédov*, pseudonyme de L. Knipovitch, ralliée à la majorité du IIe Congrès du P.O.S.D.R. — P. 437

123. *Trépov F.*, gouverneur de Pétersbourg ; en 1878, Véra Zassoulitch tira sur lui parce qu'il avait maltraité le détenu politique Bogolioubov. — P. 442

124. *Boris*, *Lochad*, *Valentin*, *Mitrofan*, pseudonymes des conciliateurs : V. Noskov, L. Krassine, L. Galpérine et F. Goussarov. — P. 445

125. *Zvérev*, pseudonyme de la bolchevique M. Essen, membre du C.C. du P.O.S.D.R. — P. 449

126. *Nikititch*, pseudonyme de L. Krassine. — P. 450

127. K. Kautsky, dans la lettre publiée par l'*Iskra* du 15 mai 1904, n° 66 proposait de ne pas convoquer le congrès du Parti avant l'établissement d'un « armistice », pour discuter les divergences entre les bolcheviks et les mencheviks. — P. 451

128. *Le Conseil du Parti*, réuni le 31 mai et le 5 juin (13 et 18 juin) 1904 à Genève, était composé de Lénine, Plékhanov, Noskov, Axelrod et Martov. A la première séance, il examina les questions relatives à la convocation d'une conférence interparti de tous les partis révolutionnaires et d'opposition de Russie et du prochain congrès international à Amsterdam. A la 2e séance furent discutées les questions intérieures du Parti : 1) le droit des organismes centraux du Parti (organe central et Comité central) de rappeler leurs représentants du Conseil du Parti ; 2) le nombre de voix exigées aux termes des statuts pour la cooptation dans un comité local ; 3) la cooptation dans les comités et le droit du Comité central d'y introduire de nouveaux membres ; 4) l'ordre de vote des organisations du Parti à propos de la convocation du IIIe Congrès du Parti, etc.

Le Conseil adopta les résolutions mencheviques sur les questions intérieures les plus importantes. — P. 453

129. *Le Parti socialiste polonais* « *Prolétariat* » fut constitué en 1900 à la suite de la fusion de groupes qui s'étaient détachés du Parti socialiste polonais (P.P.S.). Tout en adoptant dans son ensemble le programme social-démocrate, le nouveau parti défendait la tactique du terrorisme individuel et le principe fédératif sur le plan de l'organisation. Le parti « Prolétariat » se prononçait pour le rapprochement entre le mouvement révolutionnaire polonais et le mouvement révolutionnaire en Russie. L'objectif immédiat de la lutte était la revendication d'une constitution démocratique pour la Russie et l'autonomie de la Pologne. Ce parti n'a pas joué un rôle notoire dans le mouvement révolutionnaire polonais, et il a cessé d'exister après la Révolution de 1905-1907. — P. 457

130. La résolution fut votée à l'unanimité par le Conseil. — P. 461

131. « *Rassvet* » [l'Aube], feuille social-démocrate destinée aux sectaires ; était publiée sur décision du IIe Congrès du P.O.S.D.R. Le 1er numéro parut en janvier 1904. Malgré la résolution du Conseil en juin 1904 de cesser la publication, la feuille continua à paraître jusqu'en septembre 1904. 9 numéros parurent en tout. — P. 462

132. *Ce que nous voulons* (*Au Parti*), première variante de l'adresse *Au Parti* (voir le présent tome, pp. 472-480). — P. 463

133. Il s'agit de la résolution du comité de Pétersbourg du P.O.S.D.R. votée le 23 juin (6 juillet) 1904, dans laquelle le comité exigeait la convocation à bref délai du IIIe Congrès du Parti. — P. 469

134. Lénine fait allusion à la résolution du Conseil du Parti, du 5 (18) juin 1904, sur la limitation du droit du Comité central à introduire de nouveaux membres dans les comités locaux du Parti. — P. 469

135. *La conférence des 22 bolcheviks* eut lieu sous la direction de Lénine en Suisse, en août (nouveau calendrier) 1904. 19 personnes y participaient ; par la suite 3 personnes se rallièrent encore aux décisions de la conférence. Celle-ci adopta la présente adresse « Au Parti » qui devint pour les bolcheviks le programme de lutte pour la convocation du IIIe Congrès du P.O.S.D.R. — P. 473

136. *Koniaguine*, pseudonyme de L. Galpérine. — P. 482

137. Il s'agit de la « *déclaration de juillet* » du Comité central, adoptée en juillet 1904 au nom du C.C. par les membres conciliateurs du C.C. : Krassine, Noskov et Galpérine. Elle fut publiée dans le n° 72 de l'*Iskra* du 25 août 1904 sous le titre « Déclaration du Comité central ». Dans cette résolution, les conciliateurs déclarèrent légal l'effectif coopté par Plékhanov à la rédaction menchevique de l'*Iskra* et défendaient l'opportunisme des mencheviks. Ils cooptèrent encore au C.C. 3 conciliateurs : Lioubimov, Karpov et Doubrovinski. Ils prirent position contre la convocation du IIIe Congrès et supprimèrent le Bureau du Sud du C.C. qui faisait de l'agitation en faveur du congrès. Ils privèrent Lénine des droits de représentant du C.C. à l'étranger et interdirent la publication de ses œuvres, sans autorisation du C.C. La « déclaration de juillet » marquait le désaveu total des décisions du IIe Congrès du P.O.S.D.R. par les membres conciliateurs du C.C. et leur ralliement déclaré aux côtés des mencheviks. — P. 482

138. *Mitrofanov*, pseudonyme de F. Goussarov. — P. 482

139. Parmi les documents cités par Lénine sont publiés dans ce volume : la lettre aux membres du C.C., l'accord entre 3 membres du C.C. et la protestation contre la légalité de la résolution du C.C. (voir le présent tome, pp. 445-450 et 481-482). La résolution du C.C. est celle votée par les conciliateurs Krassine, Noskov et Galpérine en juillet 1904 (« déclaration de juillet »). — P. 484

140. *La déclaration de juillet* (voir note 137) fut signée par les conciliateurs Krassine, Noskov et Galpérine appelés « le collège de Russie ». (Voir le présent tome, p. 486.) — P. 486

141. L'article de Lénine « Un pas en avant, deux pas en arrière » (réponse à l'article de Rosa Luxembourg « Questions d'organisation dans la social-démocratie russe ») fut envoyé à Kautsky pour être publié dans l'organe de la social-démocratie allemande *Die Neue Zeit*, mais Kautsky refusa de l'insérer. — P. 494

142. « *Rabotchaïa Gazéta* », organe illégal du groupe social-démocrate de Kiev. 2 numéros ont paru : le n° 1 en août 1897 et le n° 2 en décembre (daté de novembre de la même année). Le Ier Congrès du P.O.S.D.R. la reconnut organe officiel du Parti. Après le congrès, à la suite de la destruction de l'imprimerie par la police et l'arrestation des membres du C.C. le journal cessa de paraître. Voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 4, pp. 213-215 sur les tentatives de renouveler sa parution en 1899. — P. 499

143. *Loi d'exception contre les socialistes*, adoptée en Allemagne en 1878. Toutes les organisations du Parti social-démocrate, les organisations ouvrières de masse, la presse ouvrière furent interdites ; on confisqua les publications socialistes, on commença à déporter les social-démocrates. Sous la pression du mouvement ouvrier de masse la loi fut abolie en 1890. — P. 502

144. Au IIe Congrès du Parti furent élus au Comité central : Lengnik, Krjijanovski, Noskov. En octobre (nouveau calendrier) 1903 furent cooptés au C.C. Zemliatchka, Krassine, Essen et Goussarov. En novembre, Lénine entra au C.C. et Galpérine fut coopté. Entre juillet et septembre 1904, il y eut de nouveaux changements : Lengnik et Essen, partisans de Lénine, furent arrêtés. Les conciliateurs Krjijanovski et Goussarov donnèrent leur démission. Les conciliateurs Krassine, Noskov et Galpérine, malgré les protestations de Lénine, exclurent illégalement du C.C. Zemliatchka, partisane de la majorité, et cooptèrent 3 conciliateurs : Lioubimov, Karpov et Doubrovinski. A la suite de ces remaniements, les conciliateurs avaient la majorité au C.C. — P. 505

145. Lénine fait allusion à la résolution du C.C. sur la dissolution du Bureau du Sud du C.C., qui faisait de l'agitation en faveur de la convocation du IIIe Congrès du Parti. — P. 505

146. *Galerka*, le bolchevik M. Olminski (Alexandrov). — P. 505

147. *La maison d'éditions du Parti social-démocrate, de V. Bontch-Brouévitch et N. Lénine*, fut fondée par les bolcheviks après que la rédaction menchevique de l'*Iskra* leur eut fermé les colonnes du journal et refusé de publier les déclarations des organisations et membres du Parti qui défendaient les résolutions du IIe Congrès et réclamaient la convocation du IIIe Congrès. Elle fit paraître plusieurs œuvres dirigées contre les mencheviks et les conciliateurs : N. Lénine, *La campagne des zemstvos et le plan de l'« Iskra »* ; Galerka, *A bas le bonapartisme* ; Orlovski, *Le Conseil contre le Parti*, etc. — P. 505

148. Cette épigraphe est une périphrase d'un quatrain d'une fable du célèbre écrivain russe Krylov, « L'ermite et l'ours ». — P. 507

149. *Riadovoï*, pseudonyme de A. A. Malinovski, plus connu sous le nom de Bogdanov. — P. 507

150. Il s'agit des paroles prononcées par un personnage, le maire, de la comédie de Gogol *le Révizeur* à propos d'une certaine veuve de sous-officier qui « s'est fustigée elle-même ». — P. 509

151. *L'Avis de formation du Bureau des Comités de la majorité* : fut envoyé en Russie le 20 octobre (2 novembre) 1904 dans une lettre à Bogdanov ; il ne fut pas publié. — P. 513

152. La *Déclaration des 19* fut publiée par le comité de Moscou du P.O.S.D.R. en octobre 1904 sous le titre *Adresse aux membres du P.O.S.D.R.* C'était une réponse à l'adresse *Au Parti* votée par la conférence des 22 bolcheviks dirigée par Lénine. — P. 513

153. La brochure de Lénine *La campagne des zemstvos et le plan de l'« Iskra »* est consacrée à la critique de la lettre de la rédaction de l'*Iskra* menchevique, publiée en novembre 1904. En réponse à la brochure de Lénine, la rédaction publia une deuxième lettre aux organisations du Parti. Les deux lettres étaient accompagnées de l'inscription « Réservé aux membres du Parti ». La deuxième lettre, répandue seulement parmi les mencheviks, incita Lénine à publier un supplément à sa brochure, déjà parue et diffusée parmi les comités. Le supplément fut imprimé séparément sur papier en couleur et collé dans les exemplaires restés en dépôt aux éditions bolcheviques. La date « 22 décembre 1904 » se rapporte seulement au texte du supplément (voir le présent tome, pp. 539-540, les deux paragraphes de conclusion).

La brochure de Lénine *La campagne des zemstvos et le plan de l'« Iskra »* fut largement répandue dans les organisations locales du Parti : lors des arrestations et des perquisitions, elle fut découverte à Smolensk, Batoum, Riga, Saratov, Souvalki et d'autres villes. — P. 519

154. *Ougrioum-Bourtchéev*, type de haut dignitaire obtus et borné, décrit dans l'ouvrage de Saltykov-Chtchédrine *Histoire d'une ville*. Lénine appelle ainsi les représentants de la clique de Nicolas II. — P. 525

155. « *Novoïé Vrémia* » [Temps nouveaux], journal qui paraissait à Pétersbourg de 1868 à octobre 1917. Au début libéral modéré, il se transforma en 1876 en organe des milieux réactionnaires de la cour et des fonctionnaires bureaucrates. Le journal luttait contre le mouvement révolutionnaire et même le mouvement de la bourgeoisie libérale. A partir de 1905, il devint un organe d'extrême droite. — P. 526

156. *La manifestation de Rostov* commença par une grève économique le 2 (15) novembre 1902. Elle se transforma rapidement en manifestation politique à laquelle participèrent près de 30 000 per-

sonnes. Elle était dirigée par le Comité iskriste du Don du P.O.S.D.R. Lénine lui consacra l'article *Nouveaux événements et vieilles questions.* (Voir Œuvres, 4e éd. russe, t. 6, pp. 247-252.) — P. 536

157. *Balalaïkine*, personnage de l'ouvrage de M. Saltykov-Chtchédrine : *Une idylle moderne.* Libéral hâbleur, aventurier et menteur. Lénine appelle Trotski « Balalaïkine de la rédaction » de l'*Iskra* menchevique. — P. 537

158. *Sviatopolk-Mirski*, ministre de l'Intérieur dans la deuxième moitié de 1904. Son ministère est marqué par un « printemps libéral » de courte durée, et qui s'est traduit par quelques concessions peu importantes faites par l'autocratie à la bourgeoisie libérale. — P. 538

159. Lénine fait allusion aux appels aventuristes des « économistes » du (*Rabotchéié Diélo*), au printemps 1904, à l'assaut immédiat de la « forteresse du despotisme ». — P. 539

160. *Thèses du rapport sur la situation à l'intérieur du Parti* furent prononcées par Lénine peu après la rédaction de la brochure *La campagne des zemstvos et le plan de l'« Iskra »* aux réunions des émigrés politiques russes : le 19 novembre (2 décembre) 1904 à Paris, le 23-24 novembre (6-7 décembre) à Zürich et le 25 novembre (8 décembre) à Berne. — P. 545

161. La brochure d'Orlovski (V. Vorovski), *Le Conseil contre le Parti*, parut en novembre 1904 à Genève, aux éditions social-démocrates bolcheviques de V. Bontch-Brouévitch et N. Lénine. — P. 548

162. De septembre à décembre 1904 eurent lieu trois conférences des comités locaux bolcheviques : 1) celle du Sud (comités d'Odessa, Ekatérinoslav, Nikolaïev) ; 2) du Caucase (Bakou, Batoum, Tiflis, Imérétie-Mingrélie); 3) du Nord (Pétersbourg, Moscou, Tver, Riga et Nijni-Novgorod).

Pour préparer et convoquer le IIIe Congrès du P.O.S.D.R., les conférences élirent, sur proposition de Lénine, un bureau des Comités de la majorité, composé de Goussev, Zemliatchka, Liadov, Litvinov, etc. Ce bureau où entra Lénine se forma définitivement en décembre 1904. — P. 548

163. La réunion de Genève du 20 août (2 septembre) 1904 fut convoquée par les mencheviks pour soutenir la déclaration dite « déclaration de juillet » du C.C. Y furent invités mencheviks et bolcheviks.

Cependant, les bolcheviks refusèrent d'y participer et leur représentant, après avoir donné lecture d'une déclaration, disant que la réunion n'avait pas le droit de prendre une résolution au nom de la majorité et de la minorité, quitta la réunion. Les mencheviks furent obligés de reconnaître que les comités de Russie étaient contre la politique conciliatrice du C.C. et que

l'immense majorité des comités refusait toute relation avec la rédaction de l'*Iskra* menchevique. — P. 549

164. Lénine fait allusion à la publication en novembre 1904, dans l'*Iskra* menchevique, de la *Lettre aux organisations du Parti.* Voir la critique de la *Lettre* dans la brochure de Lénine *La campagne des zemstvos et le plan de l'« Iskra »* (voir le présent tome, pp. 517-540). — P. 549

165. Lénine fait allusion au Bureau des Comités de la majorité. — P. 550

166. *N., R., Zemliatchka*, membre du C.C. du P.O.S.D.R. — P. 557

167. *P., P. A. Krassikov.* — P. 559

168. *Lidine*, pseudonyme de M. Liadov. — P. 559

169. *4 membres du C.C.* : V. Lénine, F. Lengnik, M. Essen et R. Zemliatchka. — P. 560

170. Voir le contenu de la déclaration dans le présent tome, pp. 449-450. — P. 560

171. *Le congrès d'Amsterdam de la IIe Internationale* eut lieu du 1er au 7 (14-20) août 1904. Les mencheviks présentèrent le *Rapport de la délégation du Parti ouvrier social-démocrate de Russie au congrès socialiste international d'Amsterdam.*
Comme contrepoids, les bolcheviks présentèrent un rapport spécial publié en brochure : *Documents pour l'étude de la crise dans le Parti ouvrier social-démocrate de Russie.* Lénine prit part à la rédaction de la brochure. — P. 560

172. L'*Avis de formation d'un Comité d'organisation et de convocation du IIIe Congrès régulier du Parti ouvrier social-démocrate de Russie* fut écrit par Lénine en décembre 1904 et envoyé à la même date aux membres du Bureau des Comités de la Majorité. Ce document servit de base à l'officiel *Avis de convocation du IIIe Congrès du Parti* publié dans le journal *Vpériod*, n° 8, du 15 (28) février 1905, signé par le B.C.M. — P. 566

LA VIE ET L'ŒUVRE
DE V. LÉNINE

CHRONOLOGIE

(Septembre 1903-décembre 1904)

1903

Première moitié de septembre	V. Lénine écrit la « Relation du IIe Congrès du P.O.S.D.R. ».
12-15 (25-28) septembre	Lénine et Plékhanov mènent des pourparlers avec Dan sur les conditions d'un accord avec la minorité. Les pourparlers ont échoué.
1-2 septembre - 4 octobre	Lénine, Plékhanov et Lengnik mènent des pourparlers avec Martov, Axelrod, Potressov et Zassoulitch à propos d'un accord. Les pourparlers ont abouti à un échec.
Septembre	L'article de Lénine « Les tâches de la jeunesse révolutionnaire » est publié dans le n° 2-3 du journal *Stoudent*.
1er (14) octobre	L'article de Lénine « Maximum d'impudence et minimum de logique » paraît dans le n° 49 de l'*Iskra*.
13-17 (26-30) octobre	Lénine participe aux séances du IIe congrès de la Ligue de la social-démocratie révolutionnaire russe à l'étranger à Genève.
14 (27) octobre	A la 2e séance du congrès de la Ligue, Lénine fait un rapport sur le IIe Congrès du Parti.
15 (28) octobre	A la 3e séance du congrès de la Ligue, Lénine proteste contre les moyens indignes de lutte employés par Martov, après quoi Lénine et les partisans de la majorité quittent la séance.
16 (29) octobre	A la 4e séance, Lénine déclare qu'il refuse de participer aux discussions du rapport sur le IIe Congrès du Parti et de prononcer le discours de clôture.
19 octobre (1er novembre)	Lénine quitte la rédaction de l'*Iskra* pour renforcer sa position au Comité central du Parti et battre ainsi les opportunistes.
22 octobre (14 novembre)	L'article de Lénine « La situation du Bund dans le Parti » est publié dans le n° 51 de l'*Iskra*.

24 ou 25 octobre (6 ou 7 novembre) — Lénine participe à la réunion du groupe bolchevique de Genève, qui condamne le ralliement de Plékhanov à la minorité.

5 (18) novembre — Lénine a terminé et envoie à Plékhanov l'article « La bourgeoisie populisante et le populisme désemparé ». L'article paraît dans le n° 54 de l'*Iskra* du 1er décembre 1903.

6-8 (19-21) novembre — Lénine est coopté au Comité central.

12 (25) novembre — Lénine participe à la réunion du Comité central à Genève. Sur sa proposition, le Comité central élabore un ultimatum aux mencheviks touchant les conditions d'établissement de la paix dans le Parti.

14 (27) novembre — Lénine dépose une déclaration au Comité central, protestant contre la cooptation par Plékhanov des anciens rédacteurs mencheviks à la rédaction de l'*Iskra*.

16 (29) novembre — Lénine entre au Conseil du Parti, en qualité de membre du Comité central.

Entre le 25 et le 29 novembre (8 et 12 décembre) — Lénine écrit à la rédaction de l'*Iskra* menchevique une lettre ouverte « Pourquoi j'ai quitté la rédaction de l'*Iskra* ? » qui est publiée en tract et envoyée en Russie.

27 novembre (10 décembre) — Dans une lettre aux membres du Comité central en Russie, Lénine exige la convocation du IIIe Congrès du Parti.

9 (22) décembre — Lénine proteste contre l'avis du Comité central, envoyé aux comités, relatif à l'établissement de la paix avec les mencheviks.

17 (30) décembre — Dans une lettre au C.C. Lénine exige l'éclaircissement de la position des membres du Comité central sur la convocation du congrès du Parti.

Avant le 31 décembre (13 janvier 1904) — Lénine écrit la préface et la postface de sa brochure *Lettre à un camarade sur nos problèmes d'organisation*.

1904

Après le 4 (17) janvier — Lénine écrit le projet d'adresse « Aux membres du Parti » dans lequel il critique les vues opportunistes de l'*Iskra* menchevique.

15-17 (28-30) janvier — Lénine participe aux réunions du Conseil du Parti à Genève. Il intervient sur la question des

	mesures pour rétablir la paix dans le Parti et la convocation du IIIe Congrès.
Entre le 20 et le 25 janvier (2 et 7 février)	Dans une lettre à Krjijanovski, membre du Comité central, Lénine met en garde contre la menace de mainmise par les mencheviks sur le Comité central, et demande de commencer à préparer le IIIe Congrès du Parti dans les comités locaux.
2e moitié de janvier (début février)	Lénine prépare la publication de son livre *Un pas en avant, deux pas en arrière.*
Fin janvier (première moitié de février)	Lénine rédige le projet d'adresse « Au Parti » sur la crise du Parti et les activités scissionnistes des mencheviks.
Janvier	Lénine s'entretient avec un groupe de bolcheviks à Genève sur l'organisation de la propagande au sujet du programme du Parti.
7 (20) février	Lénine envoie une lettre aux auteurs du « Commentaire sur les procès-verbaux du IIe congrès de la Ligue de la social-démocratie révolutionnaire russe à l'étranger » où il expose les circonstances de son départ de la rédaction de l'*Iskra*.
1er (14) mars	Lénine déclare qu'il quitte provisoirement le Conseil du Parti.
9 (22) mars	Lénine prononce un discours à Genève à une réunion de social-démocrates consacrée à l'anniversaire de la Commune de Paris.
Fin mars (1re moitié d'avril)	Lénine écrit le projet d'un tract du 1er Mai, publié au nom du Comité central et de l'organe central du Parti.
Mars-avril	Lénine dirige à Genève le cercle social-démocrate s'occupant de l'étude des statuts du Parti.
6 (19) mai	Parution du livre de Lénine *Un pas en avant deux pas en arrière (La crise dans notre Parti).*
13 (26) mai	Lénine adresse aux membres du Comité central une lettre sur l'aggravation des divergences au Comité central. Il annonce son retour au Conseil du Parti.
Après le 15 (28) mai	Lénine rédige le plan de l'adresse « Au Parti », dans laquelle il invite les comités à décider de la convocation du IIIe Congrès du Parti.
31 mai et 5 juin (13 et 18) juin	Lénine participe aux séances du Conseil du Parti.
Mai ou juin	Lénine écrit une lettre à Bogdanov où il critique son livre *Empiriomonisme.*

11-12 (24-25) juin — Lénine rejette la proposition du conciliateur Noskov, membre du Comité central, d'entrer à la rédaction de l'*Iskra* et d'accepter la cooptation au Comité central de deux mencheviks.

Entre les 22 et 30 juillet (4 et 12 août) — Lénine rédige le rapport des bolcheviks au congrès d'Amsterdam de la IIe Internationale.

Fin juillet (1re moitié d'août) — Sous la direction de Lénine a lieu en Suisse une conférence de 22 bolcheviks. La conférence adopte l'adresse « Au Parti » écrite par Lénine, devenue pour les bolcheviks le programme de leur lutte pour la convocation du IIIe Congrès du Parti.

5(18) août — Dans une lettre aux membres du Comité central, Lénine proteste contre la « déclaration de juillet » lancée par les conciliateurs.

Août — Lénine dirige l'organisation des éditions bolcheviques du Parti social-démocrate. Dans une lettre aux comités de la majorité, Lénine recommande de commencer à réunir des correspondances pour les éditions bolcheviques à l'étranger.

Première moitié (2e moitié) de septembre — Lénine écrit l'article « *Un pas en avant, deux pas en arrière.* Réponse de N. Lénine à Rosa Luxembourg ».

Après le 22 septembre (5 octobre) — Dans une lettre au Bureau du Sud du Comité central, Lénine propose d'appeler le Comité d'organisation chargé de la convocation du IIIe Congrès Bureau des Comités de la Majorité.

Après le 2 (15) octobre — Lénine rédige l'article « L'obligeant libéral ».

Avant le 20 octobre (2 novembre) — Lénine écrit le projet de l'« Avis de formation du Bureau des Comités de la Majorité ».

Entre le 1er et le 8 (14 et 21) novembre — La brochure de Lénine : *La campagne des zemstvos et le plan de l'« Iskra »* paraît.

Avant le 19 novembre (2 décembre) — Lénine fait un rapport aux membres du Parti à Genève sur *La campagne des zemstvos et le plan de l'« Iskra »*.

19 et 21 novembre (2 et 4 décembre) — Lénine fait un rapport sur la situation au sein du Parti, à une réunion des membres du P.O.S.D.R. à Paris et participe aux discussions du rapport.

20 novembre (3 décembre) — Dans une lettre aux membres du Bureau des Comités de la Majorité, Lénine propose de fonder sans tarder un organe bolchevique à l'étranger.

23 et 24 novembre (6 et 7 décembre)	Lénine fait un rapport à Zürich sur la situation à l'intérieur du Parti.
25 novembre (8 décembre)	Lénine fait un rapport sur le même sujet à Berne.
26 novembre (9 décembre)	Lénine rentre à Genève.
27 novembre (10 décembre)	Dans une lettre à Zemliatchka, membre du B.C.M., Lénine demande la publication rapide en Russie d'un avis de formation du Bureau des Comités de la Majorité.
29 novembre (12 décembre)	Lénine dirige la conférence des bolcheviks qui décide d'éditer un organe de la majorité du Parti : le journal *Vpériod*. Lénine écrit la « Lettre aux camarades (A l'occasion de la parution de l'organe de la majorité du Parti)».
Après le 29 novembre (12 décembre)	Lénine reçoit la résolution de la conférence des comités caucasiens sur la convocation du IIIe Congrès du Parti.
9(22) décembre	Lénine écrit la brochure *Déclaration et documents sur la rupture entre les organismes centraux et le Parti.*
Avant le 13(26) décembre	Lénine reçoit les résolutions de la conférence des comités du Nord sur la convocation du IIIe Congrès du Parti et sur l'élection du Bureau des Comités de la Majorité.
Décembre	Lénine envoie aux membres du B.C.M. en Russie le projet d'« Avis de formation d'un Comité d'organisation et de convocation du IIIe Congrès régulier du Parti ouvrier social-démocrate de Russie ».

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE 7

1903

RELATION DU IIe CONGRÈS DU P.O.S.D.R. 9

ÇA A RATÉ! 30

PLAN DES LETTRES SUR LES TÂCHES DE LA JEUNESSE RÉVOLUTIONNAIRE 36

LES TÂCHES DE LA JEUNESSE RÉVOLUTIONNAIRE. *Première lettre* 38

LE DEUXIÈME CONGRÈS DU PARTI. *Plan d'article* 53

MAXIMUM D'IMPUDENCE ET MINIMUM DE LOGIQUE 55

PROJET D'ADRESSE DU COMITÉ CENTRAL ET DE LA RÉDACTION DE L'ORGANE CENTRAL AUX MEMBRES DE L'OPPOSITION 62

IIe CONGRÈS DE LA LIGUE DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE RÉVOLUTIONNAIRE RUSSE À L'ÉTRANGER. 13-18 (26-31) octobre 1903 65

1. OBSERVATIONS PRÉLIMINAIRES AU RAPPORT SUR LE DEUXIÈME CONGRÈS DU P.O.S.D.R., 13 (26) OCTOBRE . . 67

I 67
II 67
III 68
IV 68

2. RAPPORT SUR LE IIe CONGRÈS DU P.O.S.D.R., 14(27) OCTOBRE 70

3. DÉCLARATION SUR LE RAPPORT DE MARTOV, 15(28) OCTOBRE 82

4. DISCOURS SUR LES STATUTS DE LA LIGUE, 17(30) OCTOBRE 83

DÉCLARATION NON DÉPOSÉE 84

DÉCLARATION SUR LA RENONCIATION AUX FONCTIONS DE MEMBRE DU CONSEIL DU PARTI ET DE LA RÉDACTION DE L'ORGANE CENTRAL 89

LA SITUATION DU BUND DANS LE PARTI 90

LA BOURGEOISIE POPULISANTE ET LE POPULISME DÉSEMPARÉ 102

A LA RÉDACTION DE L'ORGANE CENTRAL DU P.O.S.D.R. . . . 111

DÉCLARATION NON PUBLIÉE 112

LETTRE À LA RÉDACTION DE *L'ISKRA* 114

POURQUOI J'AI QUITTÉ LA RÉDACTION DE *L'ISKRA*. *Lettre à la rédaction de l'«Iskra»* 119

LETTRE DU COMITÉ CENTRAL DU P.O.S.D.R. À L'ADMINISTRATION DE LA LIGUE À L'ÉTRANGER, AUX GROUPES D'ASSISTANCE, AU PARTI ET À TOUS LES MEMBRES DU PARTI SE TROUVANT À L'ÉTRANGER 127

NOTE SUR LA POSITION DE LA NOUVELLE *ISKRA* 131

1904

PRÉFACE À LA BROCHURE «LETTRE À UN CAMARADE SUR NOS TÂCHES D'ORGANISATION». 133

POSTFACE À LA BROCHURE «LETTRE À UN CAMARADE SUR NOS TÂCHES D'ORGANISATION». 135

AUX MEMBRES DU PARTI 142

LE CONSEIL DU P.O.S.D.R., 15-17(28-30) janvier 1904 147

1. PROJET DE RÉSOLUTION SUR LES MESURES VISANT À RÉTABLIR LA PAIX DANS LE PARTI, DÉPOSÉ LE 15 (28) JANVIER 149

2. AVIS SPÉCIAL DES REPRÉSENTANTS DU COMITÉ CENTRAL, DÉPOSÉ LE 17 (30) JANVIER 152

3. PROJET DE RÉSOLUTION SUR LA CONVOCATION DU IIIe CONGRÈS DU PARTI, 17(30) JANVIER 156

4. PROJETS DE RÉSOLUTIONS DÉPOSÉS LE 17(30) JANVIER 157

I 157

II 157

III 157

5. DISCOURS SUR LES MESURES VISANT À RÉTABLIR LA PAIX DANS LE PARTI, 15(28) JANVIER 158
I 158
II 160
III 162
IV 163
V 166
6. DISCOURS SUR LES MESURES VISANT À RÉTABLIR LA PAIX DANS LE PARTI, 16(29) JANVIER 169
VI 169
VII 174
VIII 177
IX 181
7. DISCOURS SUR LA CONVOCATION DU IIIe CONGRÈS DU PARTI, 17(30) JANVIER 184
I 184
II 184
III 185
8. DISCOURS SUR L'ÉDITION DES PUBLICATIONS DU PARTI, 17(30) JANVIER 187
I 187
II 190
III 193
IV 194
AU PARTI 195
LES CIRCONSTANCES DE MON DÉPART DE LA RÉDACTION DE L'*ISKRA* 201
LE PREMIER MAI 207
UN PAS EN AVANT, DEUX PAS EN ARRIÈRE (*La crise dans notre Parti*) 211
Préface 213
a) La préparation du Congrès 217
b) L'importance des groupements au Congrès 219
c) Début du Congrès, l'incident du Comité d'organisation . . 223
d) Dissolution du groupe *Ioujny Rabotchi* 232
e) L'incident à propos de l'égalité des langues 235

f) Le programme agraire 243
g) Les statuts du Parti, projet du camarade Martov . . 251
h) Débats sur le centralisme *avant* la scission entre iskristes 260
i) Le paragraphe 1 des statuts 266
j) Ceux qui ont souffert d'être faussement accusés d'opportunisme 290
k) Suite des débats sur les statuts. Composition du Conseil 301
l) Fin des débats sur les statuts. Cooptation dans les organismes centraux. Départ des délégués du *Rabotchéié Diélo* 307
m) Les élections. La clôture du Congrès 322
n) Tableau d'ensemble de la lutte au Congrès. L'aile révolutionnaire et l'aile opportuniste du Parti 351
o) Après le Congrès. Deux procédés de lutte 365
p) Les petits désagréments ne doivent pas empêcher un grand plaisir 385
q) La nouvelle *Iskra*. L'opportunisme en matière d'organisation 397
r) Quelques mots sur la dialectique. Deux révolutions 429
Annexe. L'incident Goussev-Deutsch 435

LETTRE AUX MEMBRES DU COMITÉ CENTRAL 445

DÉCLARATION DE TROIS MEMBRES DU COMITÉ CENTRAL . . . 449

AU PARTI 451

LE CONSEIL DU P.O.S.D.R., 31 mai (13 juin)-5(18) juin 1904 453

1. DISCOURS SUR LA CONFÉRENCE INTERPARTI, 31 MAI (13 JUIN) 455
I 455
II 457

2. DISCOURS SUR LA COOPTATION AUX COMITÉS ET SUR LE DROIT, POUR LE COMITÉ CENTRAL, D'Y INTRODUIRE DE NOUVEAUX MEMBRES, 5(18) JUIN 1904 458
I 458
II 459
III 460

3. INTERVENTION À PROPOS DU JOURNAL *RASSVET*, 5(18) JUIN 1904 462

CE QUE NOUS VOULONS *(Au Parti)* 463

AU PARTI 473

À CINQ MEMBRES DU COMITÉ CENTRAL. *En Russie* 482

LETTRE AUX REPRÉSENTANTS DU COMITÉ CENTRAL ET AUX MEMBRES DES COMITÉS DU P.O.S.D.R. QUI SE SONT RALLIÉS À LA MAJORITÉ DU IIe CONGRÈS DU PARTI 484

LETTRE À GLÉBOV (V. A. NOSKOV) 486

UN PAS EN AVANT, DEUX PAS EN ARRIÈRE. *Réponse de N. Lénine à Rosa Luxembourg* 494

L'OBLIGEANT LIBÉRAL 507

PRÉFACE À LA BROCHURE DE N. CHAKHOV, *LA LUTTE POUR LE CONGRÈS* 511

AVIS DE FORMATION DU BUREAU DES COMITÉS DE LA MAJORITÉ. *Projet* 513

LA CAMPAGNE DES ZEMSTVOS ET LE PLAN DE L'*ISKRA* 519

I 523

II 527

III 532

IV 538

THÈSES DU RAPPORT SUR LA SITUATION À L'INTÉRIEUR DU PARTI. *Thèses de mon rapport* 545

LETTRE AUX CAMARADES *(A l'occasion de la parution de l'organe de la majorité du Parti)* 547

DÉCLARATION ET DOCUMENTS SUR LA RUPTURE ENTRE LES ORGANISMES CENTRAUX ET LE PARTI 555

Annexe 562

AVIS DE FORMATION D'UN COMITÉ D'ORGANISATION ET DE CONVOCATION DU IIIe CONGRÈS RÉGULIER DU PARTI OUVRIER SOCIAL-DÉMOCRATE DE RUSSIE 566

Notes 569

La vie et l'œuvre de V. Lénine 603

ILLUSTRATIONS

Première page du manuscrit de V. Lénine « Relation du IIe Congrès du P.O.S.D.R. » — 1903 11

Première page du manuscrit de V. Lénine « Avis spécial des représentants du Comité central, déposé le 17 (30) janvier 1904 » 153

Couverture du livre de V. Lénine *Un pas en avant, deux pas en arrière.* — 1904 213

71e page du manuscrit de V. Lénine *Un pas en avant, deux pas en arrière.* — 1904 263

Première page du manuscrit de V. Lénine « Avis de formation du Bureau des Comités de la Majorité ». — 1904 . . . 513

Manuscrit de V. Lénine « Thèses du rapport sur la situation à l'intérieur du Parti ». — 1904 543

CE VOLUME A ÉTÉ TRADUIT, SOUS LA RESPONSABILITÉ DE ROGER GARAUDY, PAR KYRA HOPPÉ ET MIKHAÏL KATSOVITCH

В. И. ЛЕНИН

СОЧИНЕНИЯ

ТОМ 7

На французском языке

Imprimé en Union Soviétique

éditions
sociales paris
*
éditions
du progrès
moscou

LIVRE
CLUB
DIDEROT